








Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Edition 2026

VERSION PROVISOIRE (18 AOUT 2026)

Président : Jean-François Debat
Rapporteur : Jean-Léonce Dupont

Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales
" Les finances des collectivités locales - Edition 2026 "

Préparé par :

le Département des études et des statistiques locales (DESL), Service statistique ministériel de la DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES (DGCL) : OLIVIER LEON, BENOIT de LAPASSE, GUILLAUME LEFORESTIER, JULIEN DAVID, MAXIME VAYNE, ANNELISE ESPERINAS

et

l'OBSERVATOIRE DES FINANCES ET DE LA GESTION PUBLIQUE LOCALES (OFGL) : THOMAS ROUGIER, CLEMENCE LEGRAND, CLEMENCE BIZAU, REBECCA WINTER

Sous la direction de JEAN-FRANÇOIS DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse et président de Grand Bourg Agglomération, président de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales ; et de JEAN-LEONCE DUPONT, président du conseil départemental du Calvados, rapporteur de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales.

Direction de la publication :
PAUL OUVRARD (DGCL), secrétaire du Comité des finances locales.

Coordination éditoriale :
OLIVIER LEON, BENOIT de LAPASSE (DGCL/DESL)

Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Edition 2026

Président : Jean-François Debat
Rapporteur : Jean-Léonce Dupont
Juillet 2026

Observatoire des finances et de la gestion publique locales

DGCL
Direction générale des collectivités locales

Sommaire

Avant-propos 5

Vue d'ensemble sur 2025 6

Fiches par collectivité 22

Les finances du secteur communal 22

Les finances des communes 23

Les finances des GFP 35

Les finances des départements 43

Les finances des régions et des CTU 57

Dossier : Eléments de bilan sur le mandat communal et intercommunal 2020-2025 66

Annexes

ANNEXE 1
Les comptes des administrations publiques locales 96

ANNEXE 2
Les finances des collectivités locales 100
A. Les budgets principaux des collectivités locales 103
B. Les budgets annexes des collectivités locales 112
C. Consolidation des budgets principaux et annexes des collectivités locales 122
D. Consolidation des budgets entre les différentes collectivités locales 130
E. Estimations 2026 (Départements, Régions et CTU) 137
F. Présentation fonctionnelle 139

ANNEXE 3
Les collectivités locales ultramarines 147

ANNEXE 4
Les transferts, extensions et créations de compétences 164

ANNEXE 5
Les disparités des situations communales, départementales et régionales 182

ANNEXE 6
Le périmètre des communes et des EPCI 188

ANNEXE 7
Les finances des établissements publics locaux (EPL) 191

ANNEXE 8
La fiscalité locale 194

ANNEXE 9
Les concours financiers de l'État 205

ANNEXE 10
La péréquation entre collectivités locales 220

ANNEXE 11
Les effectifs et salaires dans les collectivités locales 226

ANNEXE 12
Synthèse du rapport public annuel du CNEN 259

ANNEXE 13
Les ratios financiers autour du renouvellement du patrimoine du bloc communal 266

Avant-propos

L’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL) a pour mission de collecter, d’analyser et de partager les données sur les finances et la gestion des collectivités locales.

Dans le cadre de cette mission, l'OFGL produit un rapport annuel qui dresse un état des lieux des finances locales.

Il permet d'accéder à des données de références, calculées et structurées par le Département des études et des statistiques locales de la DGCL, principalement à partir des données fiscales et des comptes de gestion fournies par la DGFiP, de données de la DGCL et de l'INSEE.

L'un des objectifs est de fournir, au plus tôt, les résultats de l'exercice 2025, pour l'ensemble des collectivités locales mais aussi par niveau de collectivités. Cette production de résultats 2025 présente tout d'abord, une analyse d'ensemble, puis des analyses par niveau de collectivités, enfin, un dossier dédié au bilan de la mandature qui vient de se terminer avec les élections municipales et intercommunales de mars 2026.

Les annexes fournissent des données complémentaires utiles à une vision la plus complète possible des finances locales. De même, la plateforme de partage de données data.ofgl.fr sera mise à jour, avec l'ensemble des données individuelles utiles à tous les observateurs pour mesurer les disparités existantes derrière les résultats d'ensemble.

Ce rapport nécessite quelques précisions de lecture :
- les données 2025 sont des premiers résultats, non définitifs ;
- ce rapport poursuit les travaux de consolidation initiés depuis 2018 : entre budgets principaux et annexes, et entre niveaux de collectivités. Ils sont présentés en annexes 2C et 2D. Le commentaire porte le plus souvent sur les données des budgets principaux avant consolidation, mais ils s'attachent à signaler les impacts éventuels de la consolidation sur les résultats obtenus.

Vue d'ensemble sur l'année 2025

(Remarque générale : Toutes les données relatives à la vue d'ensemble sont détaillées sous forme de tableaux dans les annexes 1 et 2).

Introduction : Le compte des administrations publiques (comptabilité nationale)

Selon les comptes nationaux publiés par l'Insee fin mai 2026, la croissance de l'économie française a continué de décélérer en 2025 : le PIB (en volume) a augmenté de + 0,8 % en euros constants, après + 1,5 % en 2024. La production a ralenti (+0,9 % après +1,2 % en 2024). Elle a rebondi partiellement dans le secteur agricole (+1,5 % après -5,4 %), portée par la production céréalière, après une forte baisse en 2024 liée à des conditions climatiques particulièrement défavorables. Dans l'industrie, après avoir été stable en 2024, la production repart à la hausse (+1,1 %), en lien avec le rebond de la production manufacturière (+1,2 %). Cette dernière est portée par l'accélération de la production en « autres matériels de transport » (+10,6 % après +5,3 %), en particulier dans l'aéronautique, ainsi que par le redressement de la production dans l'automobile. La production baisse de nouveau dans le secteur de la construction (-2,0 % après -1,5 %), en particulier dans le bâtiment. La production de services marchands hors construction ralentit (+1,4 % après +2,3 %). Elle se replie de 1,3 % dans les services aux ménages avec le contrecoup lié aux ventes de billets des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 (JOP). La croissance est portée en 2025 par la demande intérieure hors stocks, qui contribue à hauteur de +0,5 point via toutes ses composantes (consommation des ménages et des administrations publiques, investissement). À l'inverse, le solde extérieur se dégrade et pèse sur la croissance (contribution de -0,2 point), mais cette détérioration est plus que compensée par un mouvement de stockage (contribution de +0,5 point), lié en partie aux difficultés d'écoulement des stocks dans les matériels de transport.

En 2025, le déficit public au sens de Maastricht atteint 152,5 milliards d'euros (Md€), soit 5,1 % du produit intérieur brut (PIB), en baisse de 16,6 Md€ par rapport à 2024 (169,1 Md€, soit 5,8 % du PIB). Cette réduction s'explique essentiellement par une croissance forte des recettes, notamment des prélèvements obligatoires, soutenus par l'introduction de mesures nouvelles. Les dépenses publiques ralentissent sous l'effet de la baisse de l'inflation entamée en 2024. Le solde de l'État, qui porte l'essentiel des mesures de hausses en recettes, s'établit ainsi à - 128,1 Md€ (après -151,1 Md€ en 2024), tandis que celui des organismes divers d'administration centrale (ODAC) diminue à -2,2 Md€ (après -1,4 Md€).

Le solde des APUL est en déficit de 15,6 Md€, soit 2,2 Md€ de moins qu'en 2024. Le solde des collectivités locales se réduit de 2,7 Md€, à -9,3 Md€ (après un déficit de 12,0 Md€ en 2024) : le déficit des communes se creuse et (-4,4 Md€, après -2,8 Md€ en 2024), celui des départements se réduit (-2,0 Md€, après -5,7 Md€ en 2024), tout comme celui des régions (-2,1 Md€ après -3,2 Md€ en 2024). Le déficit des ODAL (unités à compétence spécialisée, comprenant notamment l'opérateur Île-de-France Mobilités et la Société des grands projets, principaux contributeurs au déficit) augmente, à 6,2 Md€ en 2025 après 5,7 Md€ en 2024.

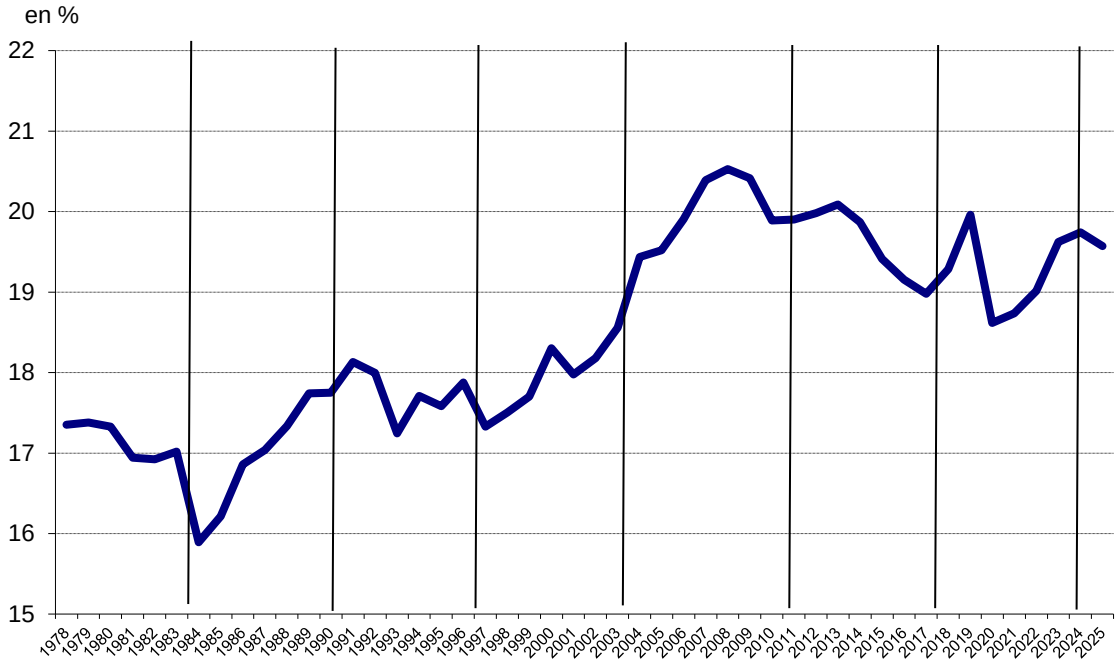
Les dépenses des APUL (+1,5 %) augmentent moins vite que les recettes (+2,3 %). L'investissement ralentit (+3,4 % après +8,1 % en 2024), atteignant 70,7 Md€ (après 68,4 Md€ en 2024). Les consommations intermédiaires sont en baisse (-1,4 %), sous l'effet notamment du recul des dépenses d'énergie. Les frais de personnel augmentent de 1,8 %, notamment à la suite de la hausse de trois points du taux de cotisation retraite en janvier 2025. Les prestations sociales d'action sociale, principalement portées par les départements, ralentissent, mais restent en hausse (+1,0 %) : les dépenses du Revenu de solidarité active (RSA) et de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) sont peu dynamiques, au contraire de celles de la Prestation compensatoire du handicap (PCH).

Les recettes des APUL progressent de +2,3 % (+3,6 % sur recettes d'impôt, après +3,5 % en 2024), comme en 2024. Les recettes d'impôt des départements bénéficient en particulier du net rebond des droits de mutation à titre onéreux (+19,8 %, après -12,5 % en 2024) grâce à la

reprise du marché immobilier. Les recettes de TVA allant aux APUL augmentent de +1,3 %.

La dette publique au sens de Maastricht augmente de 154,4 Md€ en 2025 et s'établit à 3 460,5 Md€. La dette publique en point de PIB augmente à 115,7 %, après 112,6 % fin 2024. La principale contribution à l'augmentation de la dette au sens de Maastricht est celle de l'État (+136,2 Md€ après +170,2 Md€), qui s'endette en titres de long terme (+140,8 Md€).
La contribution des APUL à la hausse de la dette publique est légèrement moins forte en 2025 qu'en 2024 (+13,2 Md€ après +14,1 Md€). L'endettement se fait principalement sous forme d'emprunts de long terme (+10,2 Md€) et de titres de long terme (+3,0 Md€). L'augmentation des prêts de long terme est portée par les collectivités locales : la contribution du secteur communal à la dette publique augmente (+4,9 Md€), comme celle des départements (+ 2,1 Md€) et des régions (+2,4 Md€). L'augmentation de l'encours de titres de longs termes est principalement portée par Île-de-France Mobilités (+1,8 Md€). Le reste de la variation de dette des APUL s'explique par celle des syndicats et d'autres ODAL. L'augmentation de la dette des APUL est légèrement inférieure à leur déficit : les APUL se financent en partie en utilisant leur trésorerie, mais achètent dans le même temps des actifs financiers.

GRAPHIQUE 1 - POIDS DES DEPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES DEPENSES PUBLIQUES TOTALES



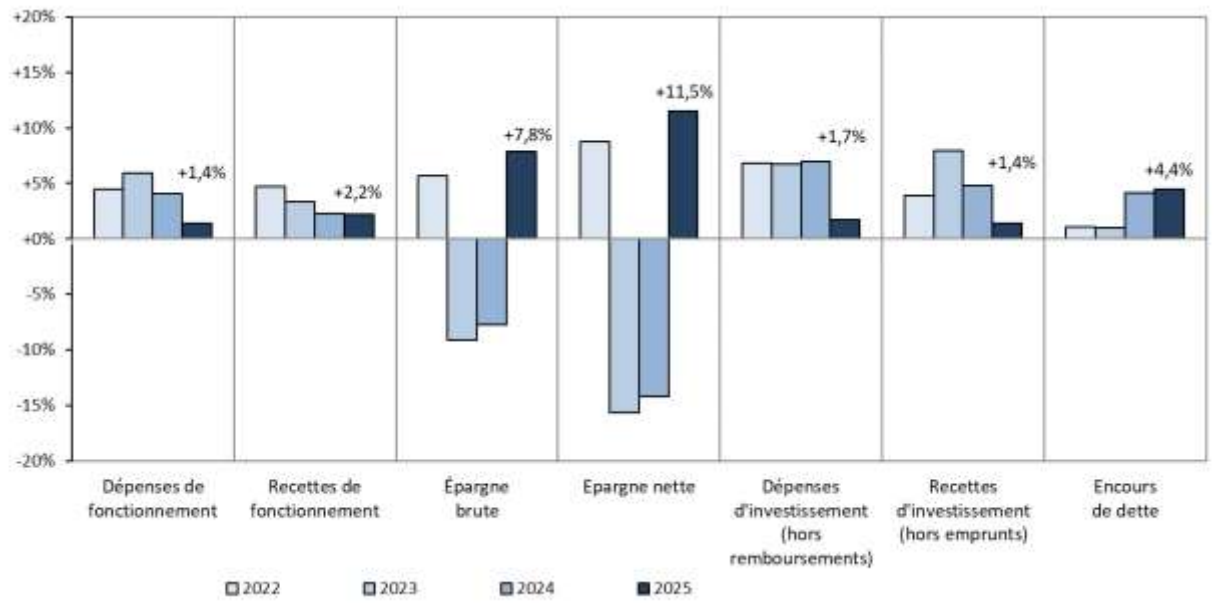
Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2020

Les collectivités locales en 2025 : une situation financière d'ensemble qui se redresse dans un contexte de net ralentissement des dépenses et des recettes

Les dépenses de fonctionnement augmentent de + 1,4 % en 2025, moins fortement que les années précédentes

En 2025, les dépenses de fonctionnement enregistrées dans les budgets principaux des collectivités locales progressent de + 1,4 % *(graphique 2)*, soit la plus faible augmentation depuis l'année 2020 dans un contexte d'inflation faible en 2025 (+ 0,9 % contre + 2,0 % en 2024). En décembre 2025, l'indice des prix à la consommation pour les produits alimentaires progresse de + 1,7 % par rapport à décembre 2024, après une stabilité entre 2023 et 2024 et une forte hausse (+ 7,2 %) entre décembre 2022 et décembre 2023. Toutefois, sur les mêmes périodes, les prix de l'énergie ont reculé de - 6,8 %, après + 1,2 % en 2024 et + 5,7 % en 2023. Elles aussi en décélération, les dépenses de fonctionnement des budgets annexes ont augmenté de + 3,2 % et celles des budgets principaux des syndicats de + 1,8 %. Ajoutées et corrigées des doubles comptes générés par les flux croisés entre, d'une part, les budgets principaux et les budgets annexes, et, d'autre part, les différentes personnes morales (subventions des régions versées au bloc communal, par exemple), les dépenses consolidées de fonctionnement des collectivités locales affichent alors une augmentation de + 1,6 % en 2025, après + 4,1 % en 2024 et + 6,4 % en 2023 *(cf. encadré et annexes 2)*.

GRAPHIQUE 2 - TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES PRINCIPAUX AGREGATS COMPTABLES DES COLLECTIVITES (HORS SYNDICATS)

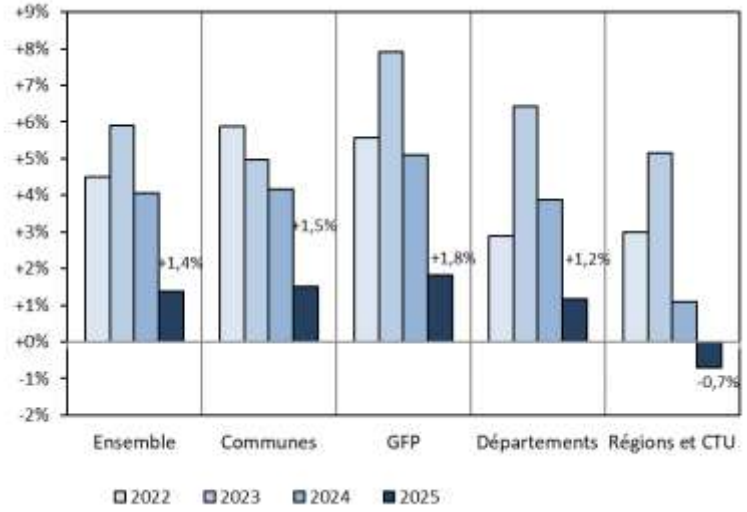


Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Évolution selon le niveau de collectivité

En 2025, les dépenses de fonctionnement ont décéléré pour tous les niveaux de collectivités allant même jusqu'à reculer pour les Régions et CTU. Dans le détail, ces évolutions s'élèvent à + 1,5 % pour les communes (après + 4,2 % en 2024) et + 1,8 % pour les EPCI à fiscalité propre (après + 5,1 % l'année précédente), +1,2 % pour les départements (contre + 3,9 % l'année précédente), tandis que les dépenses de fonctionnement des régions et collectivités territoriales uniques (CTU) reculent de -0,7 % après une année 2024 d'augmentation très faible. *(graphique 3)*.

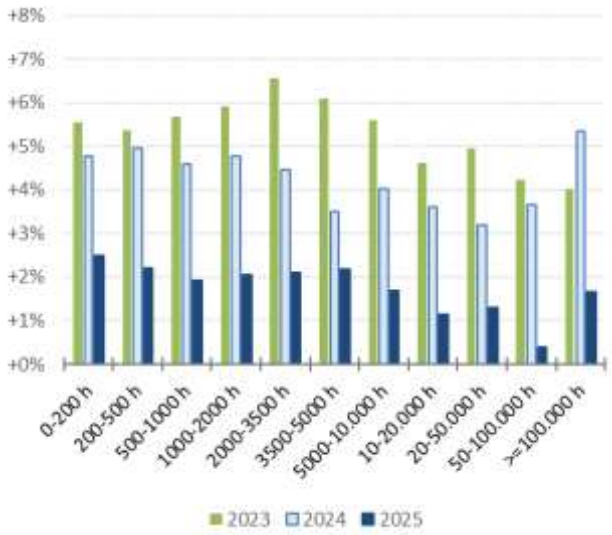
GRAPHIQUE 3 - TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT, SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITE



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux. GFP : groupements à fiscalité propre

Le ralentissement de la progression des dépenses de fonctionnement s'observe dans toutes les tailles de communes, mais plus particulièrement dans les plus grandes (+ 0,4 % pour les communes de 50 à 100 000 habitants contre + 3,6 % l'an dernier et + 1,6 % pour les communes de 100 000 habitants et plus après +5,3 %). Les plus petites connaissent une évolution assez homogène, autour de 2 %. L'an dernier, les plus petites communes avaient déjà enregistré des dépenses de fonctionnement plus dynamiques que les plus grandes, à l'exception de celles de plus de 100 000 habitants. *(graphique 4)*.

GRAPHIQUE 4 - TAUX DE CROISSANCE ENTRE 2023 ET 2025 DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Évolution selon la nature des dépenses

Les dépenses d'intervention, qui représentent un peu moins de 40 % des dépenses de fonctionnement, ont augmenté de + 1,5 % *(graphique 5)* en 2025, après + 3,8 % l'année précédente. Cette augmentation est plus vive dans les EPCI à fiscalité propre (+ 4,0 %) alors qu'elle reste contenue (+ 2,0 %) pour les départements, où ces dépenses d'intervention sont les plus élevées du fait de l'importance de leurs dépenses sociales, qui représentent près de 60 % des dépenses d'intervention de l'ensemble des collectivités locales. Les régions et CTU voient leurs dépenses d'intervention baisser (- 3,5 %) après un recul déjà observé en 2024 (- 0,8 %), et une année 2023 stable (+0,2 %).

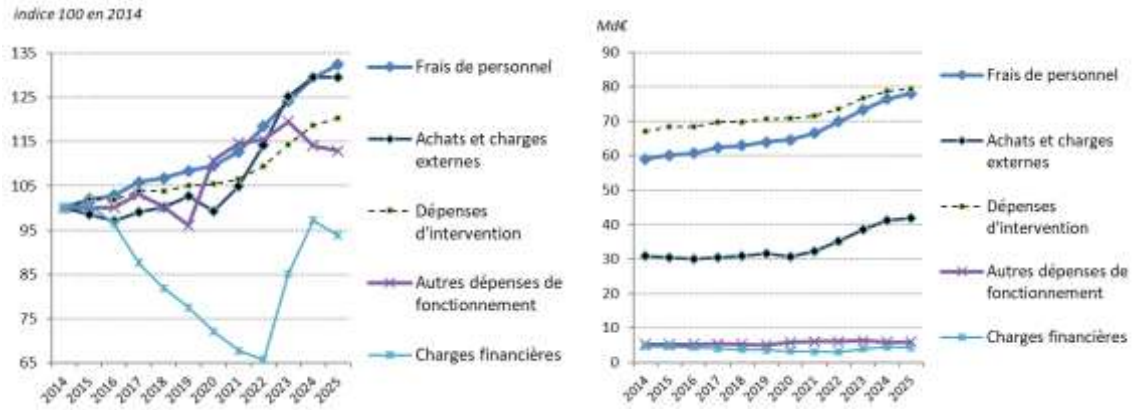
Les frais de personnel représentent 37 % des dépenses de fonctionnement. Ils sont en hausse de + 2,2 % après trois années de progressions plus vives (+ 4,4 % en 2024, + 4,8 % en 2023 et + 5,1 % en 2022), portées par des revalorisations de la valeur du point d'indice de la fonction publique (+ 1,5 % à compter du 1er juillet 2023 après + 3,5 % à la même date en 2022), par des attributions de points d'indice majoré différenciés pour certains indices au 1er juillet 2023 ou généralisés à l'ensemble des agents publics (attribution de 5 points d'indice majoré pour tous les agents publics au 1er janvier 2024), ainsi que, de façon plus marginale, par le versement de primes exceptionnelles à certaines catégories d'agents mobilisés lors des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Dans ce contexte et en cohérence avec l'évolution des effectifs des différents statuts d'agents, la masse salariale des fonctionnaires baisse en 2025 (- 0,3 %) alors que celles des contractuels progresse comme en 2024 de + 3,5 %, un rythme toutefois moins soutenu que les années passées (+ 7,7 % en 2023 et près de + 10 % les trois années précédentes). Les dépenses liées aux apprentis ont connu une inversion de tendance (-2,2 %) après plusieurs années de croissance à deux chiffres allant même jusqu'à +22 % en 2022. La forte baisse des dépenses liées aux contrats aidés qui s'était interrompue fin 2020 (- 71 % entre 2016 et 2020, puis + 15,1 % en 2021 et + 11,8 % en 2022) avant de reprendre en 2023, s'est poursuivie en 2025, avec - 25,7 % *(graphiques 5, 6 et 7)*.

Dans le sillage du reflux de l'inflation, les achats et charges externes sont en léger recul (- 0,1 %), marquant ainsi un nette inflexion par rapport aux années passées. Leurs progressions étaient de +3,6 % en 2024, de + 9,7 % en 2023 et de + 8,8 % en 2022. Ainsi, par exemple, pour les communes, l'alimentation est stable en 2025, et les transports progressent toujours (+1,1 %) mais moins vite que les dernières années (respectivement +4,9 % et + 9,7 %) et loin des proportions observées en 2021 et 2022 (+19.1 % et +28.3 %). D'autres postes importants voient leurs dépenses diminuer après des années de hausse marquée. Ainsi, les dépenses de combustibles reculent de – 4,8 % après une année 2024 déjà favorable (- 6,6 %), comme celles d'énergie – électricité des communes de 500 habitants ou plus, en baisse de - 9,6 % après – 3,5 % en 2024.

Parmi les achats et charges externes, les primes d'assurance payées par l'ensemble des collectivités locales s'élèvent à 1,2 Md€ et affichent toutefois un net regain de croissance depuis 3 ans : + 16,0 % en 2025 après + 20,7 % en 2024 et + 11,6 % les années précédentes, en lien avec les difficultés rencontrées par les collectivités sur le marché de l'assurance des biens et du patrimoine.

GRAPHIQUE 5 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

EN ÉVOLUTION *EN MILLIARDS D'EUROS*



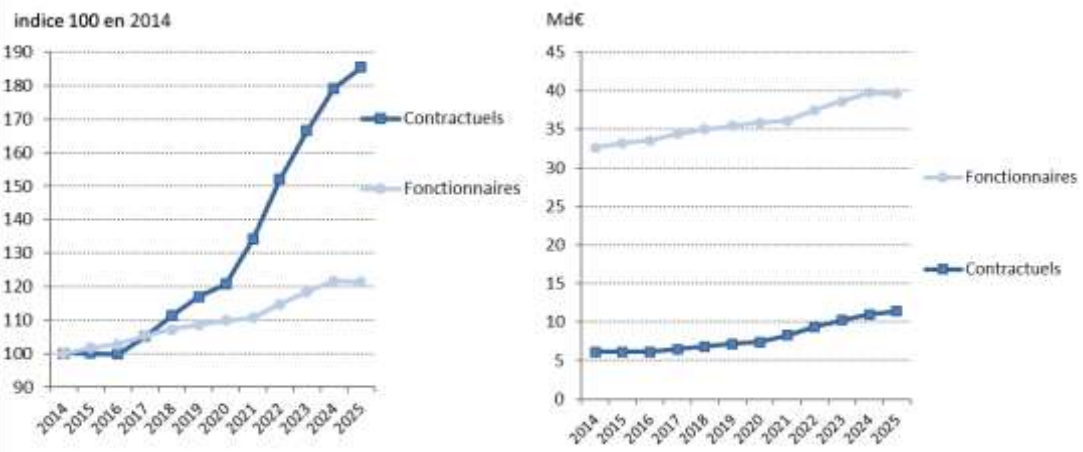
Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Les charges financières reculent de – 3,6 % après une progression nette de + 14,2 % en 2024 et + 29,6 % en 2023, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt ces deux années. Cette inflexion touche tous les niveaux de collectivités à des niveaux comparables. Elle s'étale de – 3,8 % pour les régions et CTU à - 3,1 % pour les départements. Elles ne représentent que 2,0% des dépenses de fonctionnement (contre 2,7 % en 2014), et 12,3 % de l'épargne brute (contre 17 % en 2014). C'est pour les régions et CTU que ces frais financiers pèsent le plus, avec 16,5 % de leur épargne brute (contre 18,5 % l'an dernier mais 11,2 % en 2017).

L'accroissement des taux d'intérêt, sensible depuis 2022 même s'ils se sont stabilisés en 2025, renchérit à la fois les nouveaux emprunts et la partie du stock de dette indexée.

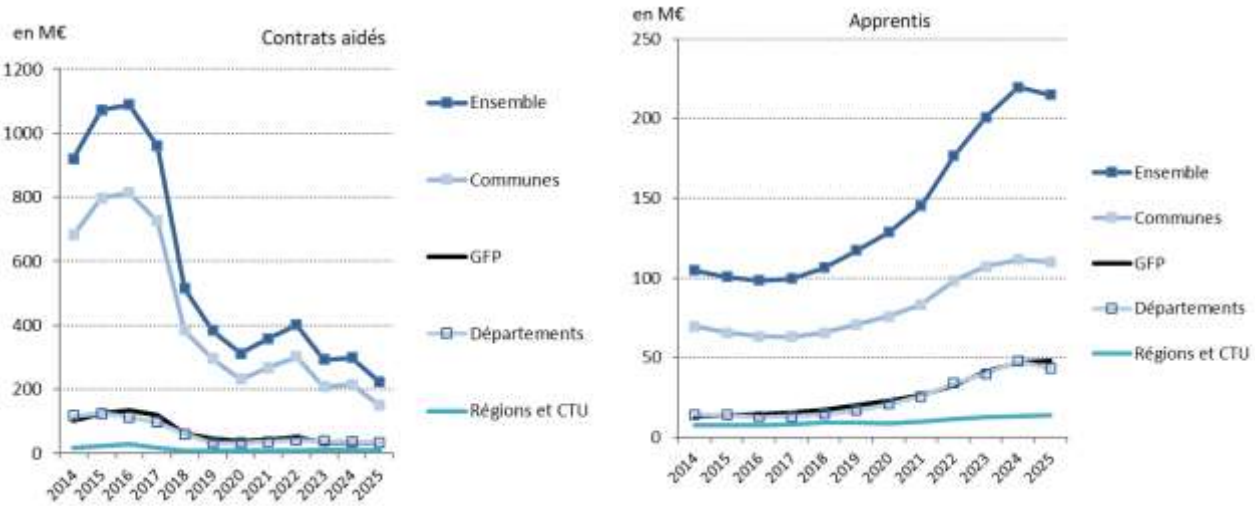
GRAPHIQUE 6 - REMUNERATIONS DES TITULAIRES ET DES CONTRACTUELS (HORS CONTRATS AIDES, HORS APPRENTIS)

EN EVOLUTION *EN MILLIARDS D'EUROS*



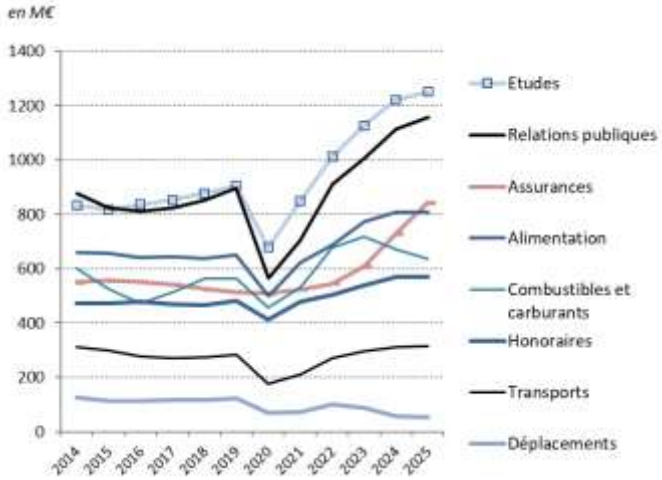
Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

GRAPHIQUE 7 - REMUNERATIONS DES CONTRATS AIDES ET DES APPRENTIS



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

GRAPHIQUE 8 - QUELQUES ACHATS ET CHARGES EXTERNES DES COMMUNES

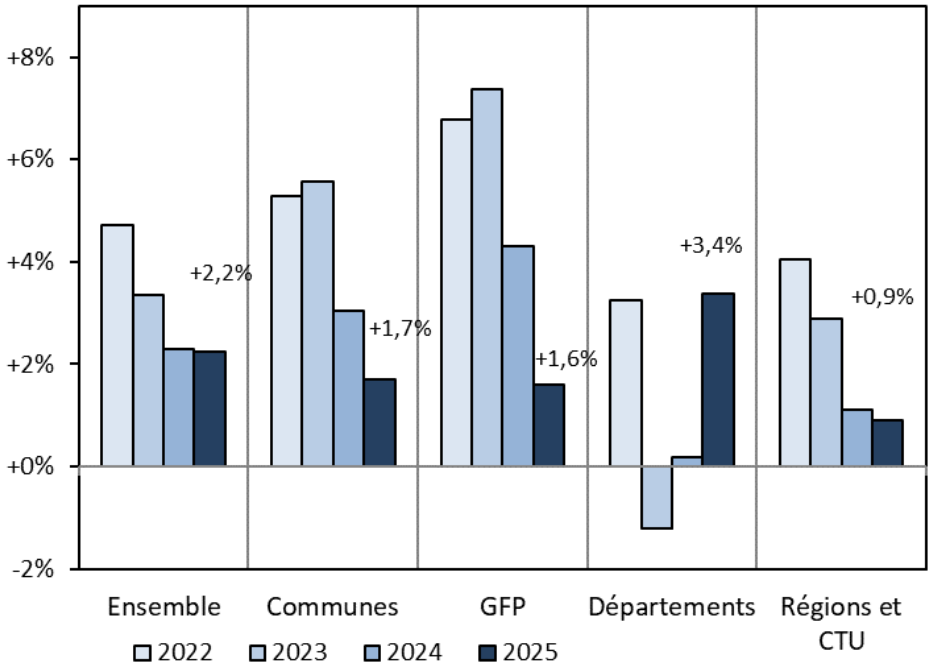


Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Des recettes de fonctionnement de moins en moins dynamiques

En 2025, pour l'ensemble des collectivités locales, les recettes de fonctionnement ont augmenté de + 2,2 %. C'est un rythme similaire à celui de l'an dernier (+ 2,3 % en 2024) et en net retrait par rapport aux années précédentes (+ 3,4 % en 2023, + 4,7 % en 2022 et + 5,0 % en 2021) *(graphique 9)*. Après deux années difficiles (- 1,2 % en 2023 et + 0,2 % en 2024), les départements ont vu leurs recettes de fonctionnement progresser de + 3,4 % en 2025. L'augmentation est plus mesurée pour le bloc communal (+ 1,6 % pour les groupements à fiscalité propre et + 1,7 % pour les communes) et en net ralentissement après un point haut en 2023. Il en va de même pour les régions et CTU (+ 0,9 %) après une année 2024 déjà ralentie (+ 1,1 %).

GRAPHIQUE 9 - TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITES



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Après les importants changements de 2021 (fin de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour les communes, fin de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les départements, fin de la CVAE pour les régions et compensation de ces pertes par des fractions de TVA), les impôts et taxes sont désormais plus stables dans leur structure. Toutefois, le partage entre les « impôts locaux » (qui incluent ou incluaient la taxe d'habitation, les taxes foncières et la CVAE) et les « autres impôts et taxes » (qui intègrent les différentes fractions de TVA qui les compensent), s'est trouvé bouleversé *(graphique 10)*.

Les impôts et taxes augmentent globalement de + 2,4 % en 2025, après + 1,7 % en 2024. La fraction de TVA est la ressource la plus importante (52,7 Md€) et stagne (+ 0,4 %). Les recettes de DMTO (hors mises en réserve) s'élèvent à 16,7 Md€, en augmentation de + 18,5 %, revenant ainsi à leur niveau de 2019, 2020 ou encore 2023. Elles restent toutefois en deçà de celles des années 2021 et 2022 où elles atteignaient 20 Md€ (cf. la fiche sur les départements).

Sur le bloc communal, le produit de foncier bâti progresse, lui, de + 2,8 % en 2025 pour atteindre 43,1 Md€ en net ralentissement par rapport aux années précédentes (+ 5,3 % en 2024 et + 9,9 % en 2023), avec un effet taux quasi-nul (seulement +0,06 % pour les communes).

En revanche, la progression demeure toujours soutenue pour le produit des cartes grises perçu par les régions et CTU avec + 9,9 % en 2025 après + 16,2 % en 2024 et + 7,6 % en 2023.

De même, les produits de TSCA (10,1 Md€) bénéficient d'une progression de + 7,0 % pour les départements, dans la continuité des évolutions marquées observées les années précédentes.

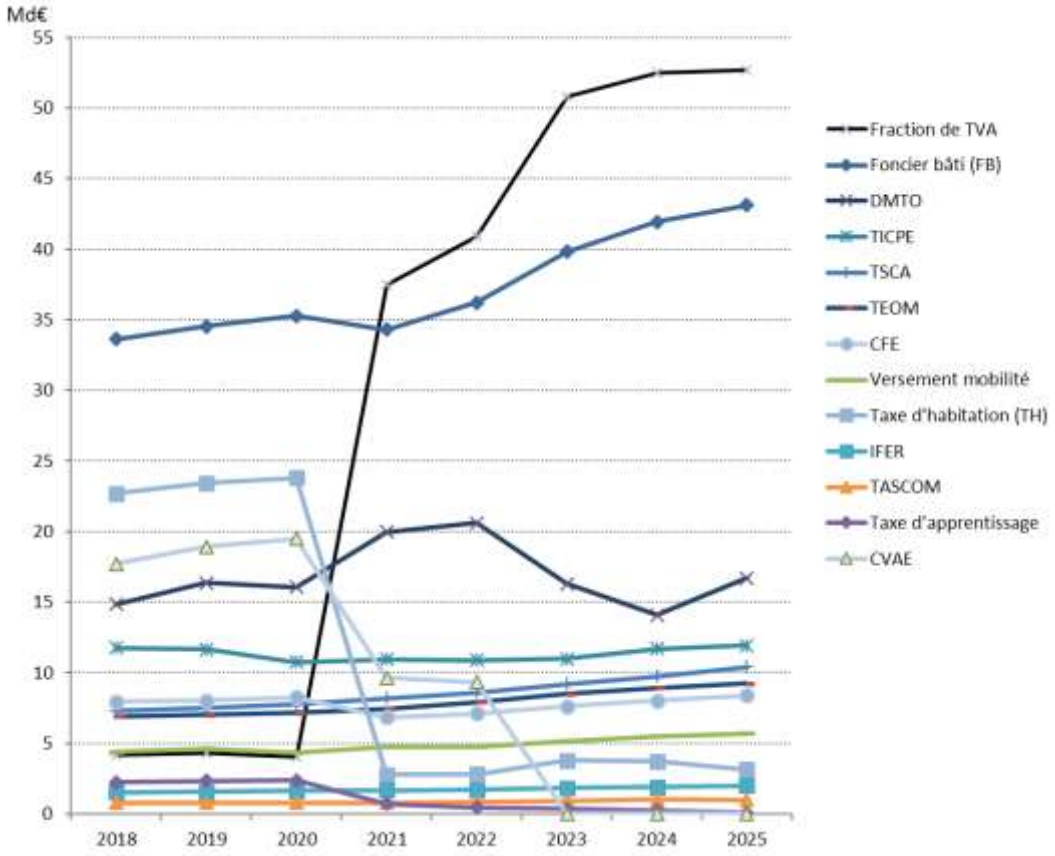
En 2025, un prélèvement sur la fiscalité perçue par les collectivités est mis en place, sous le nom de DiLiCo (Dispositif de Lissage Conjoncturel). Il consiste en un prélèvement de 500 M€ sur 1 924 communes et 141 groupements à fiscalité propre, restitués sur 3 ans aux collectivités concernées tout en réservant 10% de ce montant à la péréquation. Ce prélèvement représente en moyenne l'équivalent de 5,1% de l'épargne brute des 1 924 communes prélevées (4,2 % hors Paris), et 5,3 % pour les 141 groupements. Le même dispositif a concerné 50 départements en 2025, pour un montant 220 M€, et 12 régions pour 280 M€. Pour ces niveaux de collectivités, le prélèvement équivaut en moyenne à 5,0 % de l'épargne brute des départements concernés (hors Paris et Métropole de Lyon) et 4,8 % pour les régions concernées.

L'enveloppe des concours financiers de l'État a augmenté de + 0,4 % à 38,2 Md€ en 2025 après + 0,7 % l'an dernier. Cette augmentation est la plus forte pour les communes (+2,3 %) dans la lignée des années passées, alors que ces concours financiers baissent pour les GFP (- 0,7 %) et pour les départements (- 0,5 %). Pour les régions et CTU, ces concours de l'Etat sont devenus marginaux depuis la suppression de la DGF et son remplacement par de la TVA : ils représentent 6 % des recettes, contre 16,8 % pour les communes.

Les recettes provenant des ventes de biens et services (redevances, recettes tarifaires ou domaniales) augmentent de + 3,7 % après plusieurs années déjà très favorables. Avec près de 14 milliards d'euros, elles dépassent sensiblement le montant atteint avant la crise sanitaire (un tiers de plus par rapport aux 10,3 Md€ de 2019). Elles ne constituent toutefois qu'une part modérée (5,7 %) des recettes de fonctionnement des collectivités locales *(graphique 11)*.

Les subventions reçues représentent, elles aussi, un poids limité des recettes de fonctionnement *(graphique 11)*. L'année 2025 marque une inversion de tendance avec un repli de – 0,3 %, après une année 2024 toujours favorable (+ 3,1 %) succédant à la période des années 2020 à 2023, particulièrement dynamique (+ 8,6 % en 2023 par exemple).

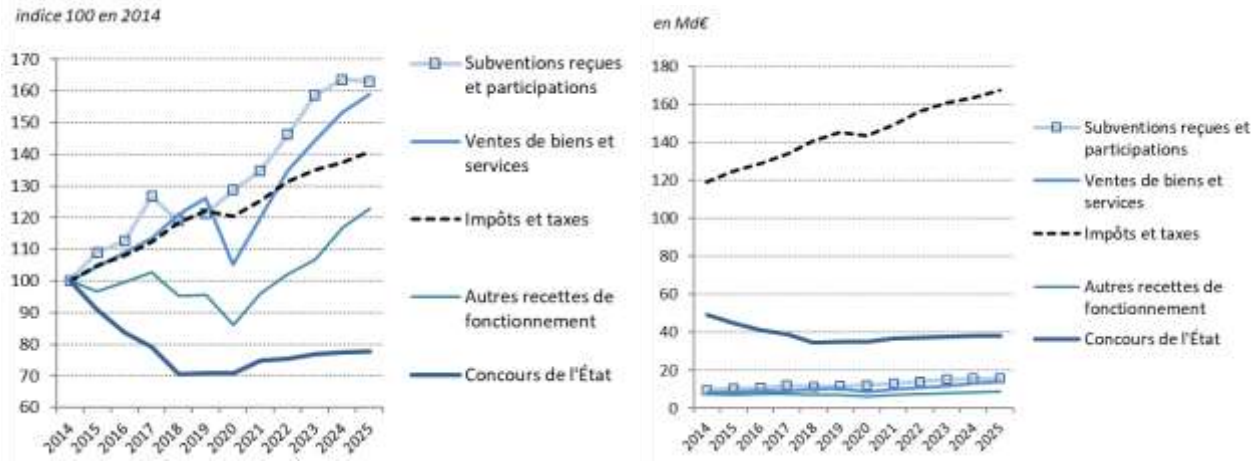
GRAPHIQUE 10 - PRODUITS DES PRINCIPALES RECETTES FISCALES



Source : DGCL. Données DGFiP, Recensement des éléments d'imposition (REI) et Comptes de gestion - budgets principaux et annexes. Champ : Ensemble des collectivités locales, y compris les syndicats.

GRAPHIQUE 11 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

EN EVOLUTION *EN MILLIARDS D'EUROS*



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

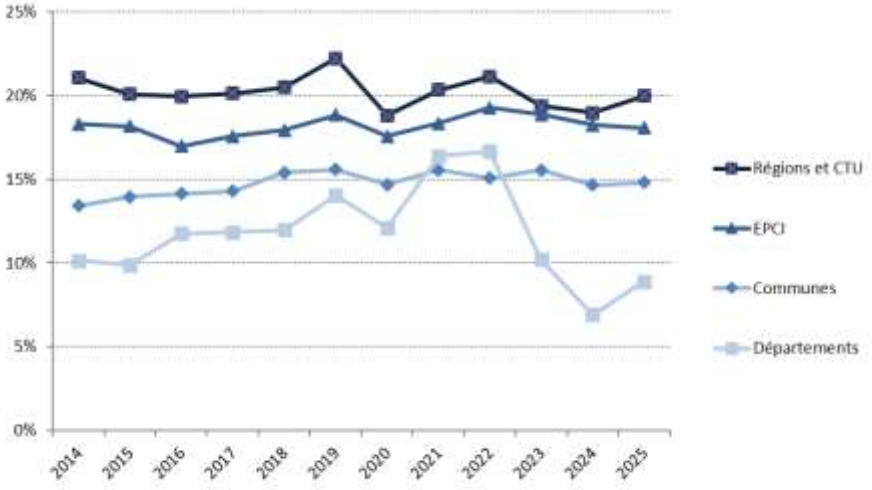
L'épargne brute des collectivités locales se rétablit et revient au même niveau qu'avant la crise sanitaire

L'épargne brute des collectivités locales, solde des recettes et dépenses de fonctionnement, progresse en 2025 de + 7,8 % à 34,9 Md€. Il s'agit d'un retournement de tendance après deux années de nette baisse (- 7,7 % en 2024 et - 9,1 % en 2023). L'épargne brute retrouve cette année un niveau observé avant la crise sanitaire, les dépenses de fonctionnement (+ 34,8 Md€ entre 2019 et 2024) évoluant sur cette période à peine moins vite que les recettes de fonctionnement (+ 35,1 Md€ sur ces cinq ans). Tous les types de collectivités locales enregistrent une progression de leur épargne brute mais c'est surtout le cas pour les départements (+ 33,3 %) après deux années très défavorables. En 2025, l'épargne brute des départements représente un peu plus de la moitié (55 %) de celle de 2022, et atteint un niveau similaire à celui des année 2013-2015. Celle des régions croît en 2025 (+7,5 %) après une année 2024 déjà favorable (+ 1,1 %). Celle du secteur communal est également en hausse de + 0,5 Md€ à 22,0 Md€ et retrouve le niveau de 2023 qui constituait déjà un point haut depuis 2012.

Le taux d'épargne brute se redresse pour les départements *(graphique 12)*. Il gagne deux points en 2025, à 8,9 %, mais reste bien en deçà de sa valeur de 2022 (16,7 %) qui constituait un point haut après une décennie presque constante d'amélioration de la situation financière des départements. Ce taux augmente aussi nettement pour les régions et CTU (20 %), retrouvant sa valeur moyenne de la décennie. Cet indicateur est cependant moins bien orienté pour le bloc communal. Il baisse pour la troisième année consécutive pour les GFP après une année 2021 très positive. Pour les communes, le taux d'épargne brute s'affermit de 0,2 point, tout en restant en retrait par rapport à sa valeur moyenne de la période 2018-2023.

L'épargne nette, égale à l'épargne brute défalquée des remboursements de dette, s'élève à 19,4 Md€. Il s'agit là aussi d'un changement de dynamique (+ 11,5 %) après deux années de fort repli : - 14,2 % en 2024 et - 15,6 % en 2023. L'augmentation de l'épargne brute (+ 2,5 Md€) bien supérieure à celle des remboursements de dette (+ 0,5 Md€) expliquent cette évolution. Les GFP sont les seuls types de collectivités à connaître une baisse de leur épargne nette, du fait de remboursements dynamiques (+ 4,9 %) alors que l'épargne brute est moins bien orientée. Les communes enregistrent une hausse de leur épargne nette de + 4,2 % à 8,1 Md€ (mais une baisse de -2,7 % hors Paris). Pour les régions et CTU, cette hausse est de + 9,6 % à 3,6 Md€, retrouvant son niveau de 2023. La situation est plus contrastée pour les départements. Leur épargne nette bondit de + 82,4 % à 3,2 Md€ mais après deux années particulièrement difficiles. Cette valeur est la deuxième la plus faible de la décennie, et ne représente que 37% du montant atteint en 2022.

GRAPHIQUE 12 - TAUX D'EPARGNE BRUTE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITE
(EPARGNE BRUTE / RECETTES DE FONCTIONNEMENT)



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Ralentissement marqué des dépenses d'investissement, notamment pour les départements, les régions et CTU

En 2025, les dépenses d'investissement augmentent de + 1,7 %, après plusieurs années de forte progression (+ 7 % en 2024, + 6,7 % en 2023, + 6,8 % en 2022 et + 5,8 % en 2021) dans un contexte d'inflation plus faible (+0,9 % en variation annuelle en 2025 contre + 2,0 % en 2024, + 4,9 % en 2023 et + 5,2 % en 2022 pour l'indice des prix à la consommation par exemple). La progression des investissements en volume, en déduisant l'effet prix, est donc de moindre ampleur en 2025. Comme les années passées, ce sont les dépenses d'équipement qui présentent la plus forte hausse (+1,4 Md€), les subventions d'équipement versées notamment enregistrant même une baisse (- 4,5 %) *(graphique 13)*.

Le bloc communal présente des dépenses d'investissement toujours dynamiques, mais la croissance est en repli par rapport aux années passées. Elles augmentent de + 6,6% en 2025 pour les communes, contre près de 10 % par an sur les trois dernières années. Les GFP ont des dépenses en croissance de + 8,6 % après + 12,4 % en 2024 et des évolutions aussi élevées en 2022 et 2023. Pour les départements, les contraintes d'autofinancement observées les années passées et loin d'être résolues se traduisent d'une réduction des investissements (– 8,0 % en 2025), tant sur les équipements directs que sur les subventions versées. Il en est de même pour les régions et CTU (- 7,1 %) après deux années mieux orientées.

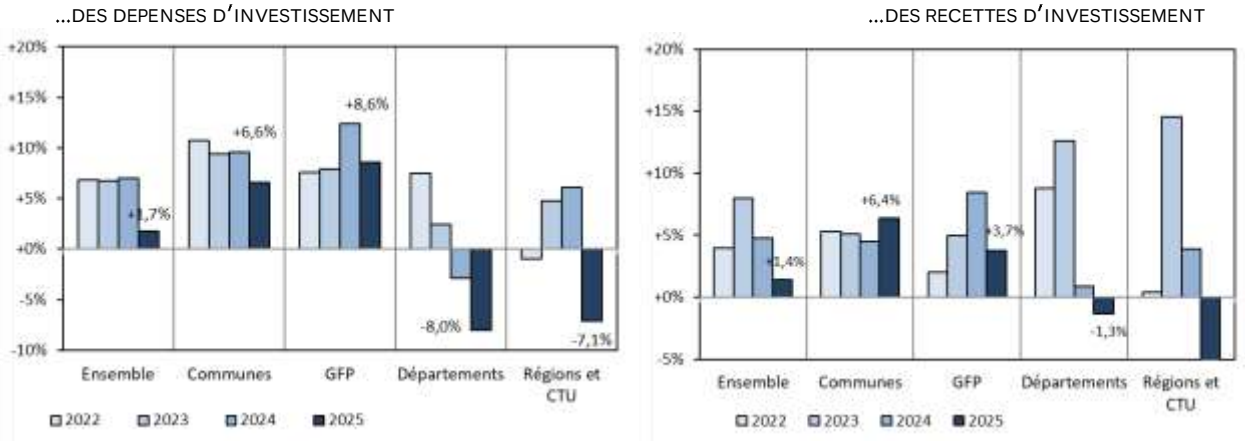
L'investissement porté par les budgets annexes et les syndicats représente 18,2 Md€ en 2025, soit le quart des investissements des budgets principaux des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre *(annexes 2A et 2B).* Les investissements des budgets annexes et des syndicats sont principalement dirigés vers l'environnement (collecte et traitement des déchets, gestion des eaux) et les transports, et leur prise en compte permet une meilleure analyse de la ventilation par fonction des investissements des collectivités locales. Toutes collectivités locales confondues, certaines orientations peuvent alors être dégagées depuis 2013 : la part des dépenses liées à l'aménagement des territoires et à l'habitat a régulièrement augmenté, de même que celles liées à la sécurité et à la salubrité publiques *(graphique 14)*. Au contraire, les investissements liés aux transports et à la voirie ont régulièrement perdu de l'importance mais repartent à la hausse en 2025. Le secteur « santé et action sociale » engendre peu de dépenses d'investissement (2 %) mais ce secteur représente en revanche une part importante, et croissante, des dépenses de fonctionnement, plus d'un quart. *(annexe 2F)*.

En 2020, les investissements liés au « développement économique » avaient brusquement augmenté de + 30 %, grâce aux contributions des régions, notamment au fonds national de solidarité, pour venir en aide aux entreprises les plus touchées par la crise sanitaire. Depuis, ces investissements sont revenus à leur niveau de 2019. *(graphique 14)*. Ceux dirigés vers les fonctions environnementales (en particulier en matière de gestion des eaux) ont retrouvé un dynamisme après deux années plus difficiles qui faisaient suite à une progression marquée en 2021 et 2022. Les dépenses d'investissement dans ce secteur connaissent

toujours une hausse de 5% en niveau, certes similaire à celle des deux années précédentes, mais dans un contexte cette année où les dépenses d'investissement marquent le pas. Cela entraine mécaniquement une progression de sa part dans les dépenses d'investissement. Il en est de même pour les dépenses de la fonction « Enseignement, formation et apprentissage ». Les investissements en équipements culturels ou sportifs représentent 8 % des dépenses en 2025. Enfin, près du quart de l'investissement est non ventilé : 12 % des investissements sont affectés à des fonctions transversales dites non ventilables ou à des « services généraux » et 12 % sont enregistrés dans des comptes ne permettant pas de spécifier la fonction, à l'instar des budgets des communes de moins de 3 500 habitants, des GFP qui ne regroupent aucune commune de plus de 3 500 habitants, ou dans les budgets principaux des syndicats à vocation multiples, des PETR ou des pôles métropolitains.

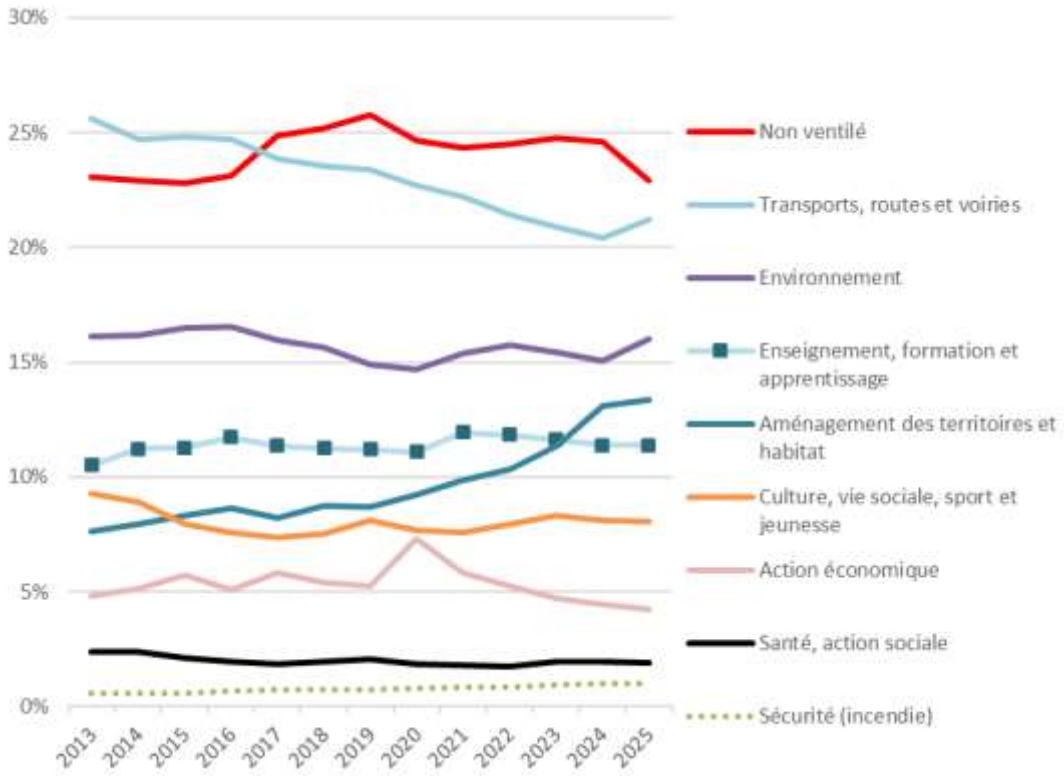
Comme en 2024, les recettes d'investissement ont augmenté moins vite que les dépenses cette année avec une hausse de + 1,4 % *(graphique 13)*. Elles ont surtout été portées par le FCTVA (+ 11,1 % soit +0,7 Md€) mais enregistrent un net recul des dotations et subventions d'équipement (- 4,6 % soit -0,8 Md€) en particulier pour les régions et CTU.

GRAPHIQUE 13 - TAUX DE CROISSANCE ANNUEL…



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux. Dépenses et recettes hors opérations sur la dette (remboursements ou emprunts nouveaux)

GRAPHIQUE 14 - VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS (HORS REMBOURSEMENTS DE DETTE)



Non ventilé = administration générale, dépenses non ventilables, ou non ventilées (communes de moins de 3500 h., GFP n'ayant aucune commune de plus de 3500h., budgets principaux des SIVOM, les pôles métropolitains ou PETR).

Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux et annexes.

***Un besoin de financement qui s'accentue entraînant une hausse de l'encours de dette et un prélèvement sur le** fonds de roulement*

Les collectivités locales ont enregistré en 2025 un besoin de financement de – 8,36 Md€ (solde entre l'ensemble des recettes et des dépenses, avant mouvements sur la dette) et - 10,7 Md€ en consolidant avec les syndicats et les budgets annexes. C'est une légère amélioration par rapport à l'an dernier où il s'élevait à – 10 Md€ (- 11,25 Md€ en consolidation).

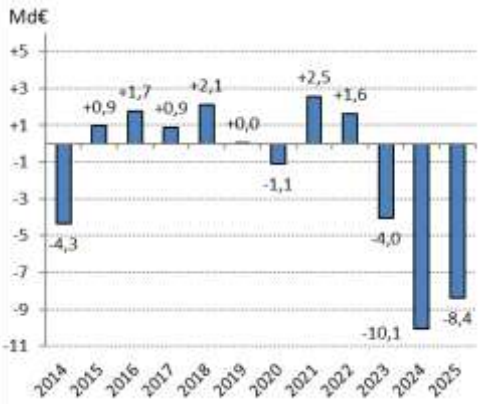
Entre 2015 et 2022, hormis l'année très particulière de 2020, l'ensemble des collectivités locales dégageait chaque année une capacité de financement. Depuis 2023, tous les types de collectivités sont en situation de besoin de financement. Le bloc communal voit son besoin de financement augmenter en 2025 en lien avec le pic d'investissement observé sur cette année préélectorale. Le besoin de financement des communes s'élève à - 3,2 Md€ contre - 2,5 Md€ en 2024. Dans le même temps, les GFP voient leur besoin de financement passer de - 1,2 Md€ en 2024 à - 2,2 Md€ en 2025. En revanche, les départements et les régions et CTU ont vu leur besoin de financement diminuer. Les départements, qui présentaient le besoin de financement le plus important en 2024 (- 4,0 Md€), l'ont limité à – 1,5 Md€. De même, les régions et CTU sont passées d'un besoin de -2,2 Md€ en 2024 à - 1,4 Md€. Il faut noter toutefois que ce dernier type de collectivité a toujours enregistré des besoins de financement sur la dernière décennie.

Ce besoin de financement de 2025 est financé à hauteur de 1,2 Md€ par une ponction sur le fonds de roulement, faisant de cette année la troisième de diminution du fonds de roulement des collectivités. Mais le besoin de financement a surtout été assuré par un recours à l'endettement. Le volume des emprunts contractés par les collectivités locales en 2025 a progressé (+5,1 %) après une année 2024 déjà très haute (+ 33,7 %). Ils atteignent 22,6 Md€ en 2025 soit deux tiers de plus qu'en 2019. Même si cette année les remboursements (15,5 Md€) ont progressé (+ 3,6 %) plus vivement que l'an dernier, ils sont restés à un niveau inférieur aux emprunts. Le flux net de dette est donc fortement positif comme l'an dernier (respectivement + 7,2 Md€ et + 6,6 Md€), et atteint un niveau jamais observé depuis 2012.

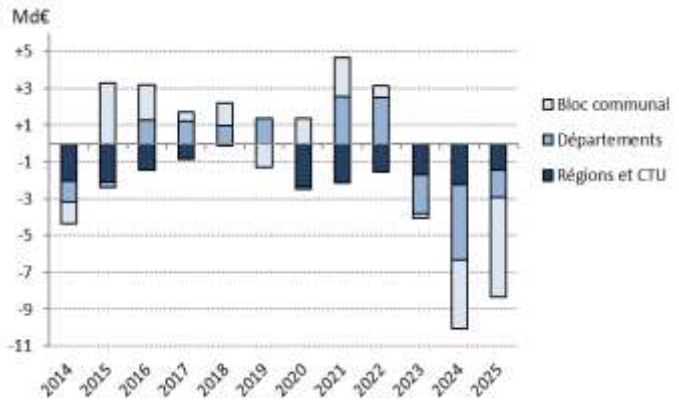
Le stock de dette a alors augmenté pour la cinquième année consécutive (+ 4,4 %) et se retrouve 17 % plus haut qu'avant la crise sanitaire. Il avait stagné entre 2017 et 2019 *(graphique 16)*. Malgré cette augmentation du stock de dette et grâce au dynamisme de l'épargne brute, le délai de désendettement des collectivités locales s'améliore de 0,2 an en 2025 et s'élève à 5 ans. Cette amélioration est particulièrement sensible pour les départements (-1,4 an, après +4,1 ans entre 2022 et 2024) pour atteindre 5,3 ans. Pour les régions et CTU, la situation s'est légèrement redressée (-0,2 an) mais reste parmi les plus défavorables depuis 2014 *(graphique 17)*. Par contre, le secteur communal réussit à contenir la détérioration de son délai de désendettement (+0,1 an) dans la lignée des deux années passées et il reste à un des niveaux les plus favorables depuis 2014.

GRAPHIQUE 15 - CAPACITE (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT
SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITE

ENSEMBLE DES COLLECTIVITES

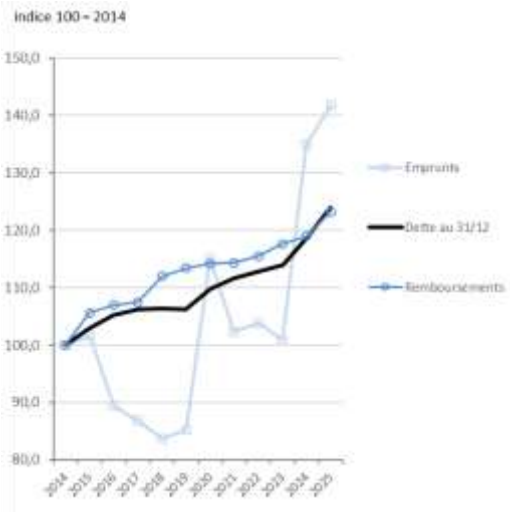


DECOMPOSITION SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITE

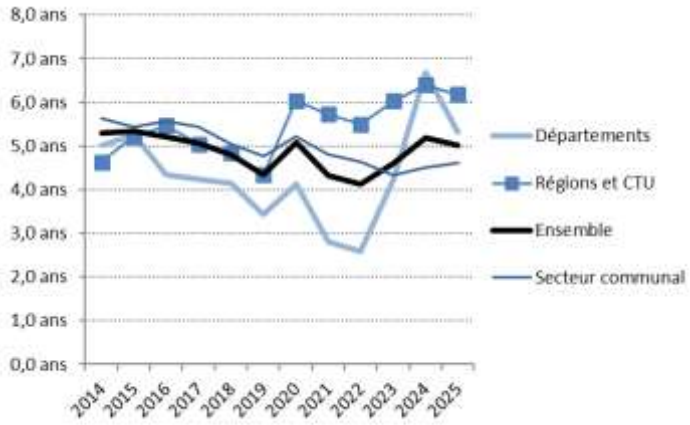


Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

GRAPHIQUE 16 - ÉVOLUTION DES ELEMENTS DE LA DETTE



GRAPHIQUE 17 - DELAI DE DESENDETTEMENT (DETTE / EB)

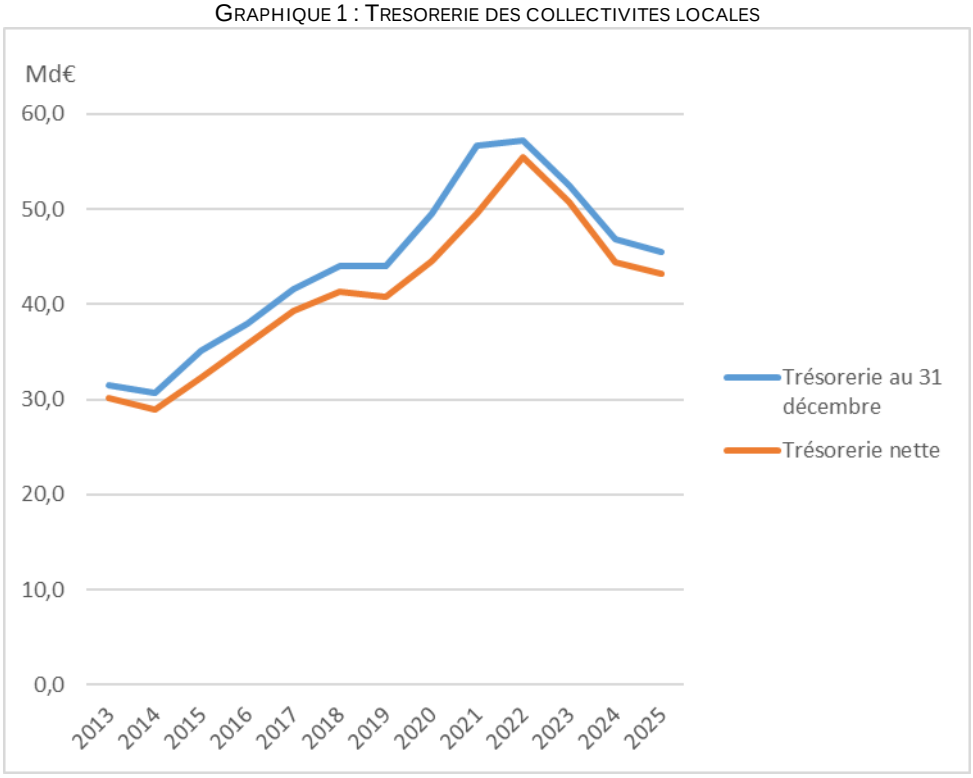


Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Encadré : la trésorerie des collectivités

Au 31/12/2025, la trésorerie des collectivités territoriales et des EPCI à fiscalité propre[1] s'élevait à 45,6 milliards d'euros (Md€) pour leur budget principal. Ce montant brut doit être diminué du montant des lignes de trésorerie non remboursées à la fin de l'année 2025, soit 2,3 Md€ de crédits de trésorerie. La trésorerie nette s'élève donc à 43,2 Md€, en recul de -12,2 Md€ par rapport au pic constitué par la fin de l'année 2022 (-22,1 %). Depuis lors, la trésorerie nette s'inscrit chaque année en recul même s'il est moins marqué cette année (-2,8% en 2025, contre -12,4% l'an dernier et -8,5 % entre fin 2022 et fin 2023). La trésorerie nette progressait continûment depuis 2015, en ayant presque doublé sur cette période. Les lignes de trésorerie non remboursées se sont toutefois beaucoup développées pendant la crise sanitaire. La trésorerie nette au 31 décembre 2013 équivalait à 19 % des dépenses de fonctionnement de 2013. Ce rapport a culminé en 2022 à 30 % pour se réduire à 26 % en 2023, 22% en 2024 et 21% en 2025. La trésorerie nette fin 2025 représente 75 jours de dépenses de fonctionnement de cette même année, contre 108 jours en 2022.
Une partie de ces dépôts au trésor correspond à des engagements pris par les collectivités, créances et restes à réaliser notamment. Ces derniers ne sont pas mesurables à l'aide des comptes de gestion.

GRAPHIQUE 1 : TRESORERIE DES COLLECTIVITES LOCALES



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Les communes affichent le plus grand stock de trésorerie nette avec 25,6 Md€ au 31 décembre 2025 déposés au trésor (défalqués des lignes non remboursées) enregistrant une baisse par rapport à l'an dernier (- 5,2 %). Elles sont suivies par les EPCI à fiscalité propre avec près de 10,2 Md€ avec là aussi une baisse (- 6,9 %) sur un an. En revanche les départements (+ 12,5 % après - 47 % entre fin 2022 et fin 2024) et les régions et CTU (+ 53,3 % après - 83 % entre fin 2022 et fin 2024) ont vu leurs trésoreries cumulées progresser après deux ans très difficiles pour s'inscrire respectivement à 7,0 Md€ et à 0,4 Md€. La trésorerie des régions représente 6 jours de dépenses de fonctionnement alors que ce ratio est de 39 jours pour les départements, les EPCI à fiscalité propre et les communes ayant le même ratio cette année de 111 jours de dépenses.

TRESORERIE PAR COLLECTIVITE LOCALE – AU 31 DECEMBRE

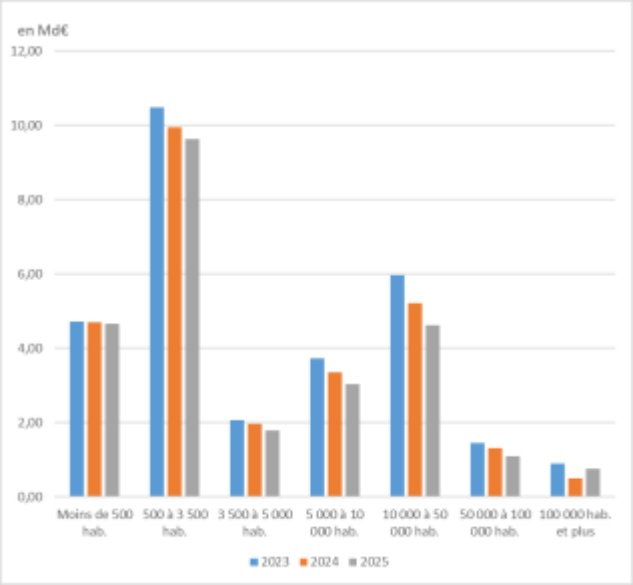
[1] Solde du compte 515 « compte au Trésor ».

en Md€	Trésorerie au 2025	Concours financiers à court terme	Trésorerie nette 2025	Trésorerie nette 2024	Nombre de jours de dépenses de fonctionnement 2025
commune	26,8	-1,2	25,6	27,0	111
GFP	10,5	-0,3	10,2	11,0	111
departement	7,4	-0,3	7,0	6,3	39
région et CTU	1,0	-0,5	0,4	0,3	6
Total	45,6	-2,3	43,2	44,5	75

Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

TRESORERIE PAR TAILLE DE COMMUNES

	Trésorerie nette en Md€		Évolution	Nombre de jours de dépenses de fonctionnement	En euros par commune	En euros par habitant	Nombre de communes	Population
	2024	2025						
Moins de 500 hab.	4,7	4,7	-1,0%	520	254 829	1 136,5	18 267	4 095 713
500 à 3 500 hab.	10,0	9,6	-3,3%	250	719 099	570,5	13 380	16 865 388
3 500 à 5 000 hab.	2,0	1,8	-8,5%	154	1 812 605	435,8	989	4 113 705
5 000 à 10 000 hab.	3,4	3,0	-9,4%	117	2 532 987	365,4	1 200	8 318 385
10 000 à 50 000 hab.	5,2	4,6	-11,3%	68	5 098 542	253,4	906	18 228 660
50 000 à 100 000 hab.	1,3	1,1	-16,0%	43	12 044 271	179,7	91	6 098 710
100 000 hab. et plus	0,5	0,8	49,6%	15	17 989 554	73,4	42	10 296 530
Total	27,0	25,6	-5,2%	111	733 466	376,1	34 875	68 017 091



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Si les communes ont le stock de trésorerie nette le plus élevé au 31/12/2025, la situation est bien différente suivant leur taille. Plus les communes sont grandes, plus la trésorerie moyenne est élevée en apparence, mais une fois rapportés à la population ou au reste du compte de gestion, ces montants sont faibles. Ainsi, les 13 380 communes de 500 à 3 500 habitants présentent une trésorerie nette de 9,6 Md€, ce qui représente 719 000 euros en moyenne par commune et 570 euros par habitant de ces communes. Par rapport au compte de gestion, la trésorerie de ces communes s'élève à 69 % des dépenses de fonctionnement de l'année 2025 et est quasi équivalente au stock de dette accumulé. La situation est tout autre pour les plus grandes communes. Les 42 communes de plus de 100 000 habitants ont une trésorerie nette moyenne de 17 millions d'euros par commune mais cela ne représente que 73 euros par habitant ou 4 % de leurs dépenses de fonctionnement et de leur dette. L'évolution de la trésorerie nette est aussi très différente par taille de commune. Elle fléchit fortement pour les plus grandes hormis pour les communes de 100 000 habitants et plus où elle augmente de + 49,6 %. Sans Paris, l'évolution de la trésorerie nette de ces communes apparaîtrait négative à -18,1 %.

RAPPORT DE LA TRESORERIE AUX DEPENSES ET RECETTES PAR TAILLE DE COMMUNES

Au 31 / 12 / 25	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Recettes d'investissement	Dette
Moins de 500 hab.	1,42	1,12	2,34	4,57	2,08
500 à 3 500 hab.	0,69	0,56	1,30	2,65	0,92
3 500 à 5 000 hab.	0,42	0,35	0,92	2,11	0,60
5 000 à 10 000 hab.	0,32	0,27	0,75	1,68	0,47
10 000 à 50 000 hab.	0,19	0,16	0,55	1,25	0,27
50 000 à 100 000 hab.	0,12	0,10	0,35	0,83	0,13
100 000 hab. et plus	0,04	0,04	0,15	0,46	0,04

Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Lecture : Pour les communes de moins de 500 habitants, la trésorerie nette représente en moyenne l'équivalent de 1,42 fois les dépenses de fonctionnement de l'année 2025.

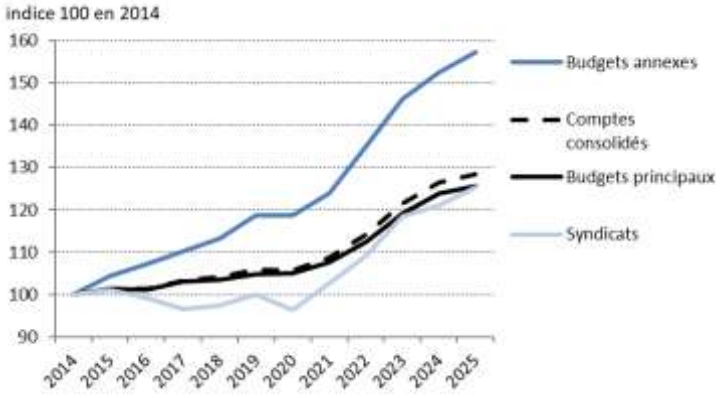
Encadré : la consolidation des comptes des collectivités locales

- Aux résultats fournis par les budgets principaux des collectivités locales (+ 1,4 % d'augmentation des dépenses de fonctionnement à 209,49 Md€), on peut ajouter ceux des syndicats *(annexe 2A)*, dont les dépenses de fonctionnement ont augmenté de + 1,8 % en 2025 pour atteindre 11,7 Md€ *(graphique 1)*.
- On peut ajouter aussi les budgets annexes de l'ensemble de ces collectivités, dont les dépenses de fonctionnement (+ 3,9 % soit 24 Md€) augmentaient de 2020 à 2025 plus vite que celles des budgets principaux *(annexe 2B)*.
- En sommant les budgets principaux et les budgets annexes de l'ensemble des collectivités locales (y compris syndicats), et en neutralisant les flux internes entre les différents budgets (remboursements de personnels, prise en charge des déficits des budgets annexes, subventions de fonctionnement ou d'investissement entre différents niveaux de collectivités, etc.), on obtient un compte consolidé de l'ensemble des collectivités locales *(annexes 2C et 2D)*.

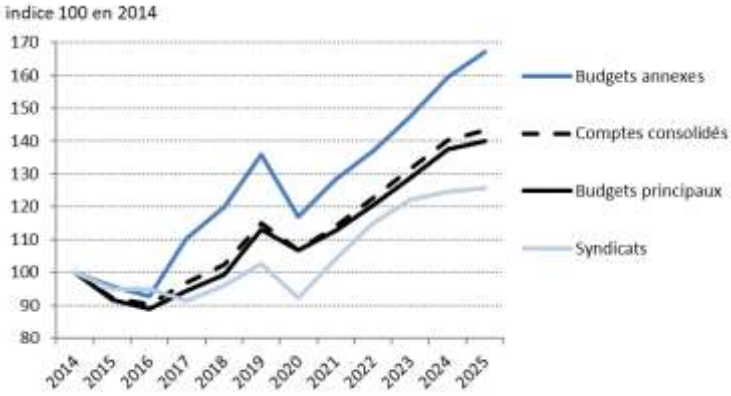
Selon ce compte consolidé, l'ensemble des dépenses de fonctionnement ont en fait augmenté de + 1,6 % en 2025 (au lieu d'augmenter de + 1,4 % pour les seuls budgets principaux des collectivités hors syndicats). Les recettes de fonctionnement ont augmenté de + 2,4 % (+ 2,2 % pour les budgets principaux non consolidés et hors syndicats).

De son côté, l'investissement progresse de + 2,2 % (contre + 1,7 % dans le compte non consolidé). L'ensemble des budgets consolidés dégagent un besoin de financement de - 10,7 Md€. La seule région ou CTU où l'ensemble des collectivités demeurent en capacité de financement selon ces comptes consolidés est la Guyane. Les plus forts besoins sont enregistrés par les collectivités de deux autres DOM (La Réunion et Mayotte), ainsi que par celles de la région d'Occitanie et la collectivité territoriale de Corse *(Annexe 2D)*.

GRAPHIQUE 1 : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : EVOLUTION DEPUIS 2014



GRAPHIQUE 2 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS REMBOURSEMENTS DE DETTE) : EVOLUTION DEPUIS 2014



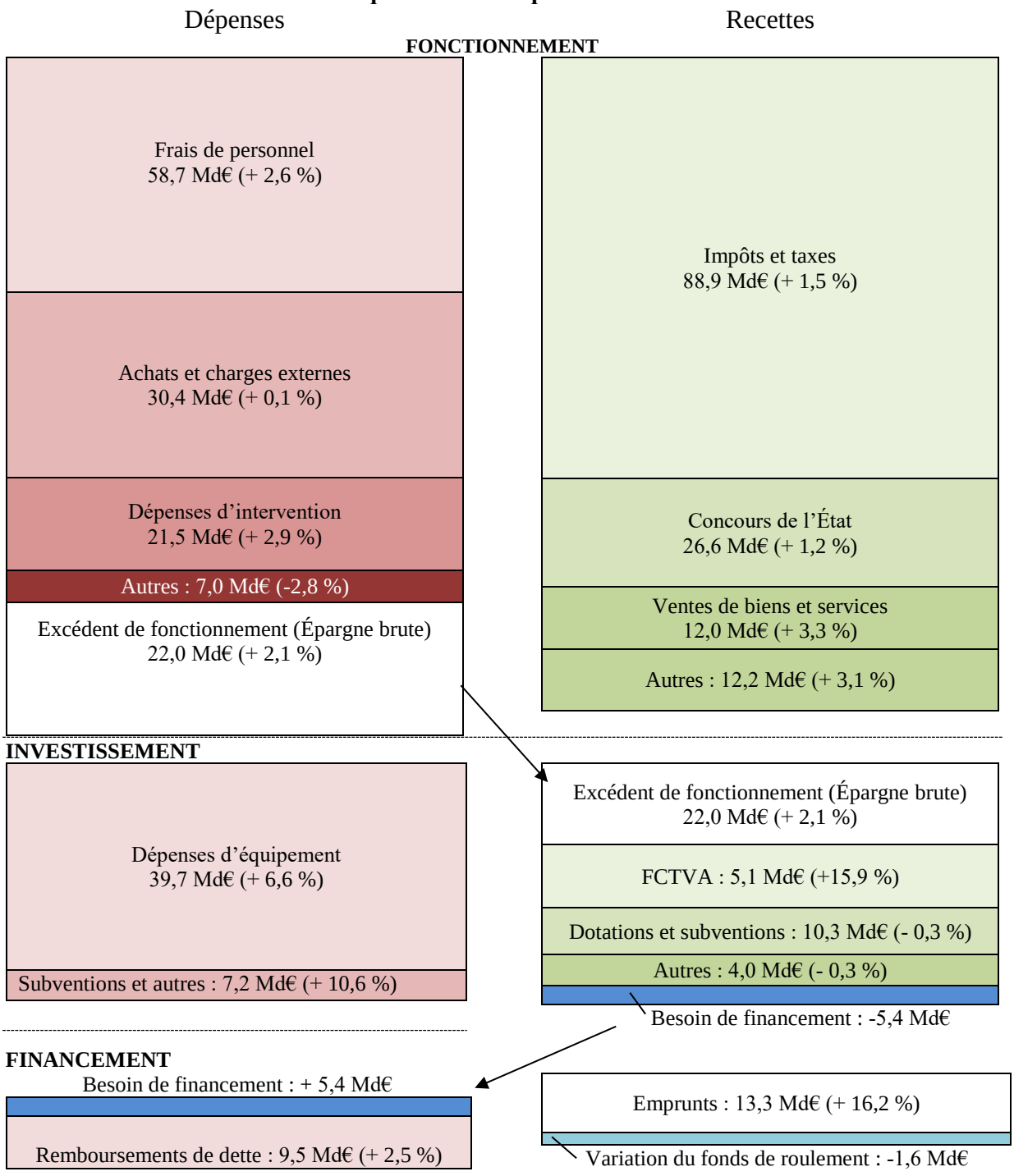
Champ courants, non corrigés des effets de périmètres
Source : DGCL, comptes consolidés. Données DGFIP, comptes de gestion.

Fiches par niveau de collectivités

Les finances du secteur communal (communes, y compris Ville de Paris dans sa nouvelle configuration à partir de 2019, groupements à fiscalité propre, établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP), et métropole de Lyon)

GUILLAUME LEFORESTIER (DGCL)

L'équilibre des comptes de 2025 (a)



(a) Y compris la métropole de Lyon, les EPT de la métropole du Grand Paris et la Ville de Paris.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux

Le secteur communal comprend les communes, les groupements à fiscalité propre (GFP : communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles), les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris, ainsi que, par convention, la métropole de Lyon. Cette dernière est une collectivité territoriale à statut particulier et exerce, sur son territoire, les compétences d'un département et d'un groupement à fiscalité propre ; dans les analyses menées dans ce rapport, elle est rattachée au secteur communal, de façon cohérente avec ce qui est fait en comptabilité nationale. La création au 1er janvier 2019 de la collectivité à statut particulier Ville de Paris (loi n°2017- 257 du 28 février 2017), en lieu et place de la commune de Paris et du département de Paris, oblige à ne pas l'intégrer dans les calculs des évolutions entre 2018 et 2019, sauf mention explicite.

Au cours de l'année 2024, 46 communes nouvelles ont été créées. Celles-ci ont regroupé 110 anciennes communes de 34 départements différents, soit un différentiel de 64 communes. Dans le même temps, une commune nouvelle, créée en 2017, a « défusionné », ce qui a entraîné la restauration de quatre anciennes communes. Par conséquent, le nombre de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue de soixante unités en 2024, et s'élève à 34 875 communes au 1er janvier 2025. La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes. Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15,1 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces six dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nantes, Montpellier, Bordeaux, Rennes, Toulon, Villeurbanne, Saint-Denis (de La Réunion), Saint-Denis (93) et Rouen. À l'inverse, la population de cinq communes a diminué d'au moins 2 points de pourcentage en six ans : Paris, Reims, Le Havre, Limoges, Argenteuil, Mulhouse.

Depuis la forte réduction du nombre d'EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2017 (- 39 %), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1er janvier 2025, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit le même nombre qu'en 2024. Une communauté de communes s'est transformée en communauté d'agglomération et quatre communes ont changé d'EPCI à fiscalité propre d'appartenance.
Au 1er janvier 2025, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Il s'agit d'îles mono-communales, bénéficiant d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

I - LES COMMUNES

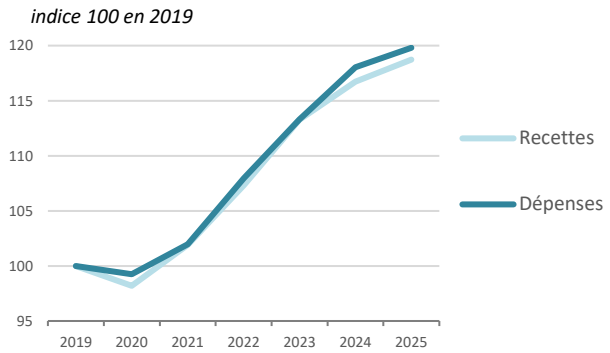
***Croissance de l'épargne brute et nette pour les communes de 3 500 à 20** 000 habitants, baisse pour les autres strates, en particulier pour les plus petites communes*

En 2025, avec le reflux de l'inflation, les dépenses de fonctionnement progressent moins rapidement qu'en 2024 (+ 1,5 % contre + 4,2 % en 2024), de même que les recettes de fonctionnement (+ 1,7 % contre + 3,0 % en 2024). Les dépenses de fonctionnement augmentent dans l'ensemble des strates de taille de communes, mais avec néanmoins des disparités. Dans les communes de moins de 5 000 habitants, l'augmentation des dépenses de fonctionnement est comprise entre + 2,1 % et + 2,5 %, tandis que les communes de 5 000 à 50 000 habitants ont des évolutions plus modérées, allant de + 1,2 % à + 1,7 %. Cette progression est encore plus faible dans les communes de 50 000 à 100 000 habitants (+ 0,3 %) tandis qu'elle s'élève à + 1,6 % dans les communes de plus de 100 000 habitants.
S'agissant des recettes de fonctionnement, des disparités s'observent également, mais selon une logique inverse, notamment pour les plus petites communes. Ainsi, les recettes de fonctionnement sont en repli dans les communes de moins de 200 habitants (- 1,2 %) et en

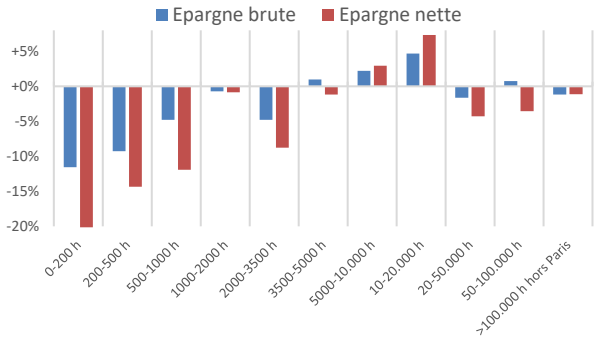
légère baisse dans celles de 200 à 500 habitants (- 0,4 %). Toutes les autres strates de communes ont des recettes de fonctionnement qui évoluent positivement : + 0,6 % dans les communes de 500 à 1 000 habitants, + 1,4 % dans celles de 1 000 à 2 000 habitants, et + 0,9 % dans les communes de 2 000 à 3 500 habitants. Les communes de taille intermédiaire (entre 3 500 et 20 000 habitants) connaissent des augmentations plus importantes, comprises entre + 1,6 % et + 1,9 %, alors que les communes des strates de 20 000 à 50 000 habitants et de 50 000 à 100 000 habitants voient leurs recettes de fonctionnement augmenter plus modérément, de + 0,9 % et + 0,4 %. La strate des communes de plus de 100 000 habitants se démarque par une augmentation sensiblement plus importante avec + 4 %, mais, hors Paris, son évolution ne serait que de + 1,8 %.

GRAPHIQUE 1 – EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES

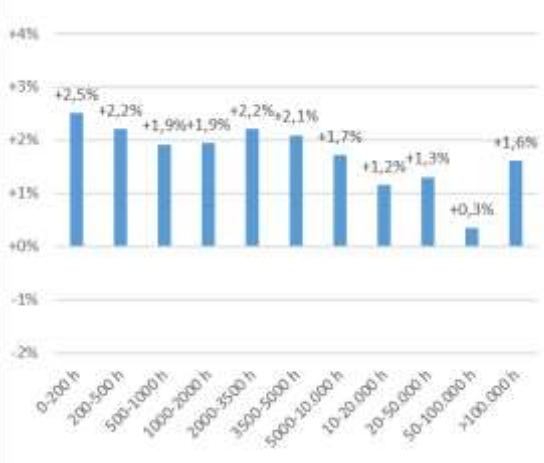
1 A - ÉVOLUTION DEPUIS 2019



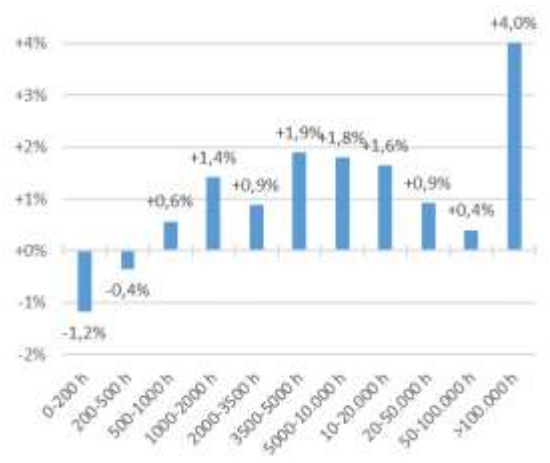
1 B - ÉVOLUTION DE L'EPARGNE BRUTE ET NETTE EN 2025



1 C - ÉVOLUTION DES DEPENSES EN 2025



1 D - ÉVOLUTION DES RECETTES EN 2025



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.
Dans cette analyse, toutes les données sont calculées y compris la ville de Paris sauf mention contraire. La Ville de Paris, du fait de ses compétences élargies aux compétences départementales est parfois traitée à part dans les comparaisons par strate de population. Ainsi, hors Paris, Graphique 1C et 1D : l'évolution des recettes (resp. dépenses) pour les communes de +100 000 passe à +1,8 % (+ 2,2 %)

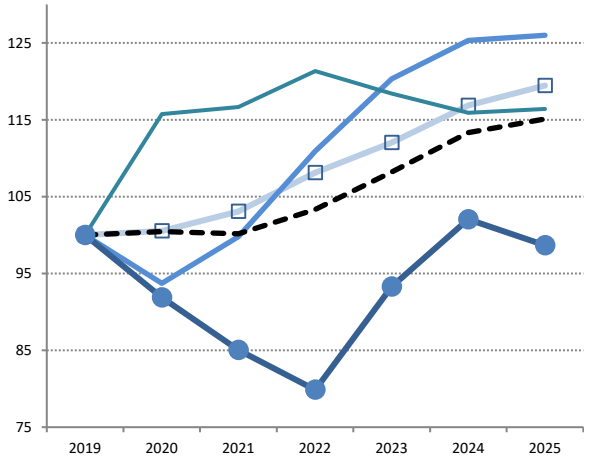
En moyenne, l'épargne brute des communes (recettes moins les dépenses de fonctionnement) évolue positivement de + 2,9 % (- 0,9 % hors Paris). Toutefois, compte tenu des dynamiques différenciées des dépenses et recettes de fonctionnement selon les tailles de communes, elle est en baisse pour les communes de moins de 3 500 habitants. Dans les communes de moins de 2 000 habitants, l'intensité de cette baisse augmente à mesure que la taille des communes diminue. Ainsi, elle passe de - 11,6 % pour les communes de moins de 200 habitants à - 4,8 % pour celles de 500 à 1 000 habitants, et à - 0,7 % pour celles de 1 000 à 2 000 habitants. Les communes de 2 000 à 3 500 habitants voient leur épargne brute décroître plus sensiblement, de - 4,8 %. Pour les strates de communes comprises entre 3 500 et 20 000 habitants, l'évolution de l'épargne brute devient positive et augmente avec la taille

des strates de communes. Elle progresse de + 1 % pour la strate de 3 500 à 5 000 habitants, jusqu'à + 4,7 % pour celle de 10 000 à 20 000 habitants, cette dernière évolution étant la plus forte de toutes les strates (quand on exclut Paris pour la strate des plus de 100 000 habitants). Ensuite, la strate des communes de 20 000 à 50 000 habitants revient à une évolution négative avec - 1,6 % et celle de 50 000 à 100 000 habitants stagne avec + 0,7 %. Pour la strate des communes de plus de 100 000 habitants, la progression est très forte (+ 26,9 %) mais devient négative (- 1,2 %) lorsqu'on exclut Paris. L'épargne nette, qui représente l'épargne brute diminuée des remboursements de dette (hors gestion active de la dette) est en hausse de + 4,2 % (en baisse de - 2,7 % hors Paris). Elle suit les mêmes tendances par strate que l'épargne brute mais avec des évolutions plus fortes (Cf. graphique 1B).

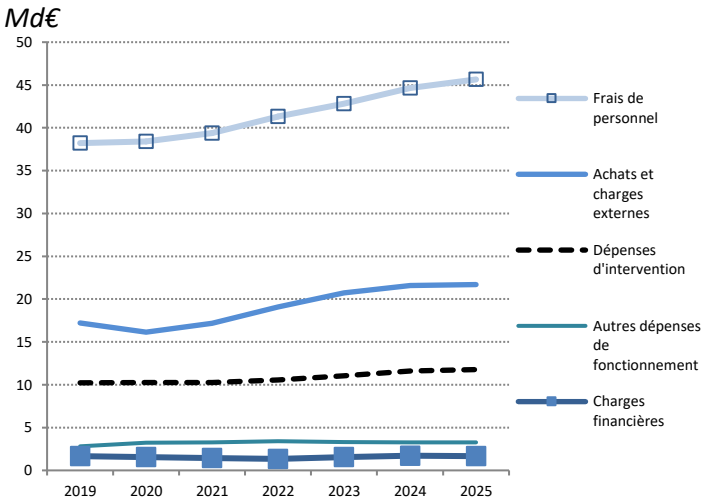
GRAPHIQUE 2 – LES DIFFERENTES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES

2 a - Évolution depuis 2019 (à champ constant)

indice 100 en 2019



2 b - En Milliards d'euros (à champ courant)

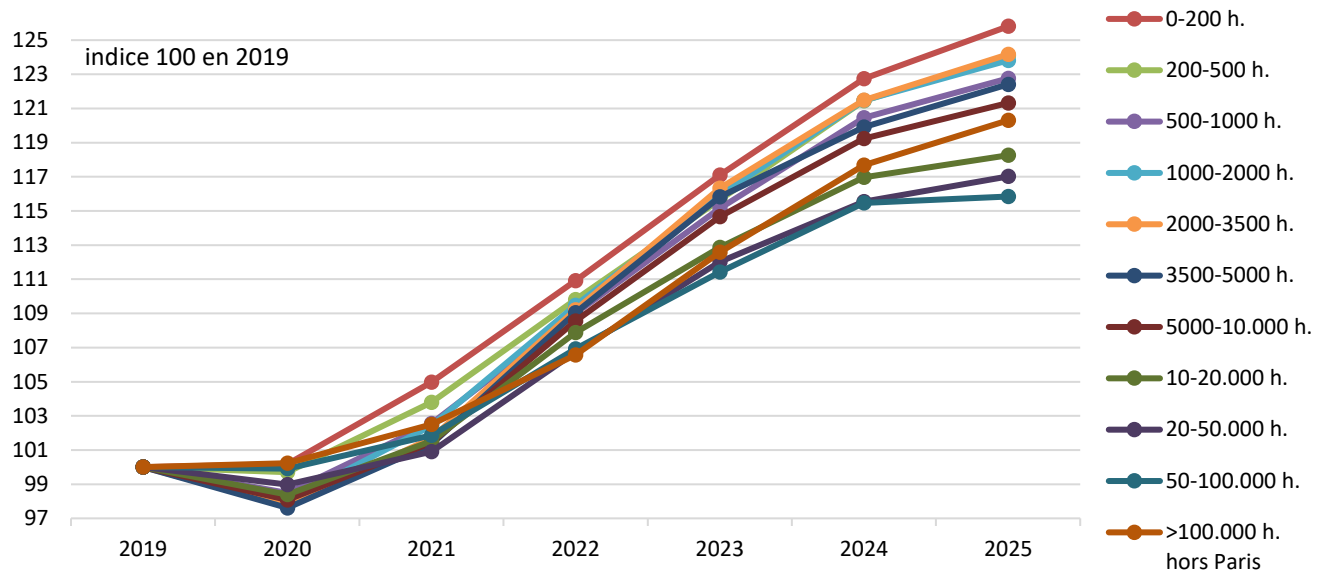


Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

Les dépenses de fonctionnement des communes s'accroissent modérément en 2025

En 2025, les dépenses de fonctionnement augmentent de + 1,5 % après + 4,2 % en 2024 et + 5,0 % en 2023, soit une décélération sensible par rapport à l'accroissement annuel observé depuis 2021. Parmi les dépenses de fonctionnement, les frais de personnel, qui constituent le premier poste de dépenses, continuent de progresser mais deux fois moins vite qu'en 2024 (+ 2,2 % après + 4,3 % en 2024). Cette progression est générale dans toutes les tranches de taille de communes, elle est cependant la plus vive dans pour les communes de 100000 habitants et plus, hors paris (+ 3,1 %). Les achats et charges externes augmentent très peu (+ 0,5 %), bien moins fortement que durant les dernières années (+ 4,1 % en 2024, + 8,5 % en 2023 et + 11,1 % en 2022).

GRAPHIQUE 3 – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES (hors paris)



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

Cette évolution n'est pas similaire suivant la tailles des communes. Plus une commune est petite, plus son évolution est forte. Ainsi par exemple, les communes de moins de 250 habitant ont des achats et charges externes en progression de + 3,2 %, c'est + 2,6 % pour celles de 250 à 500 habitants, + 2,4 % pour celles de 500 à 1000 habitants. Les communes de 10 à 50 000 habitants ont des achats et charges externes stables alors qu'ils régressent pour les communes de 50 000 à 100 000 habitants. Les dépenses d'énergie diminuent de - 7,7 %, dans la suite de la baisse de - 5 % enregistrée en 2024, après les fortes hausses des deux années précédentes. Les dépenses d'intervention marquent le pas avec un accroissement de + 1,6 % après + 4,8 % en 2024. Les charges financières, après deux années de progression sensible (+ 28% cumulés), sont en repli de - 3,3%. Les autres dépenses de fonctionnement se stabilisent avec une très faible évolution de + 0,4 %.

Stagnation des recettes des impôts directs et hausse sensible des recettes des impôts indirects

Les produits des impôts directs et des compensations liées aux suppressions de certains impôts comme la taxe d'habitation sur les résidences principales enregistrés dans les comptes de gestions 2025 stagnent (+ 0,2 % après + 4,4 % en 2024). Ce net ralentissement entre 2024 et 2025 s'observe pour toutes les strates de communes, il s'explique par celui du produit de foncier bâti (+ 2,7% après + 5,2% en 2024) accompagné d'une diminution du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS, - 19,6%) et du produit du foncier non bâti (- 9,1%). La baisse du produit de THRS provient d'ajustements apportés à la suite de la sur-déclaration constatée depuis 2023 et de la baisse des dégrèvements payés par l'Etat en lien avec ces ajustements.
Le produit des impôts directs de la strate des petites communes de moins de 200 habitants décroissent de - 1,2 %. Les strates de communes comprises entre 200 et 50 000 habitants sont toutes en faible augmentation. Leurs évolutions se situent autour de + 1 % environ, hormis pour les communes entre 200 et 500 habitants, celles-ci ayant une évolution de + 0,1 %, et pour celles entre 20 000 à 50 000 habitants qui ont une évolution très faible aussi de + 0,2 %. Par contre, la strate des communes de 50 000 à 100 000 habitants et celle de plus de 100 000 habitants voient leurs impôts directs diminuer de - 0,4 % et - 1,1 % respectivement.

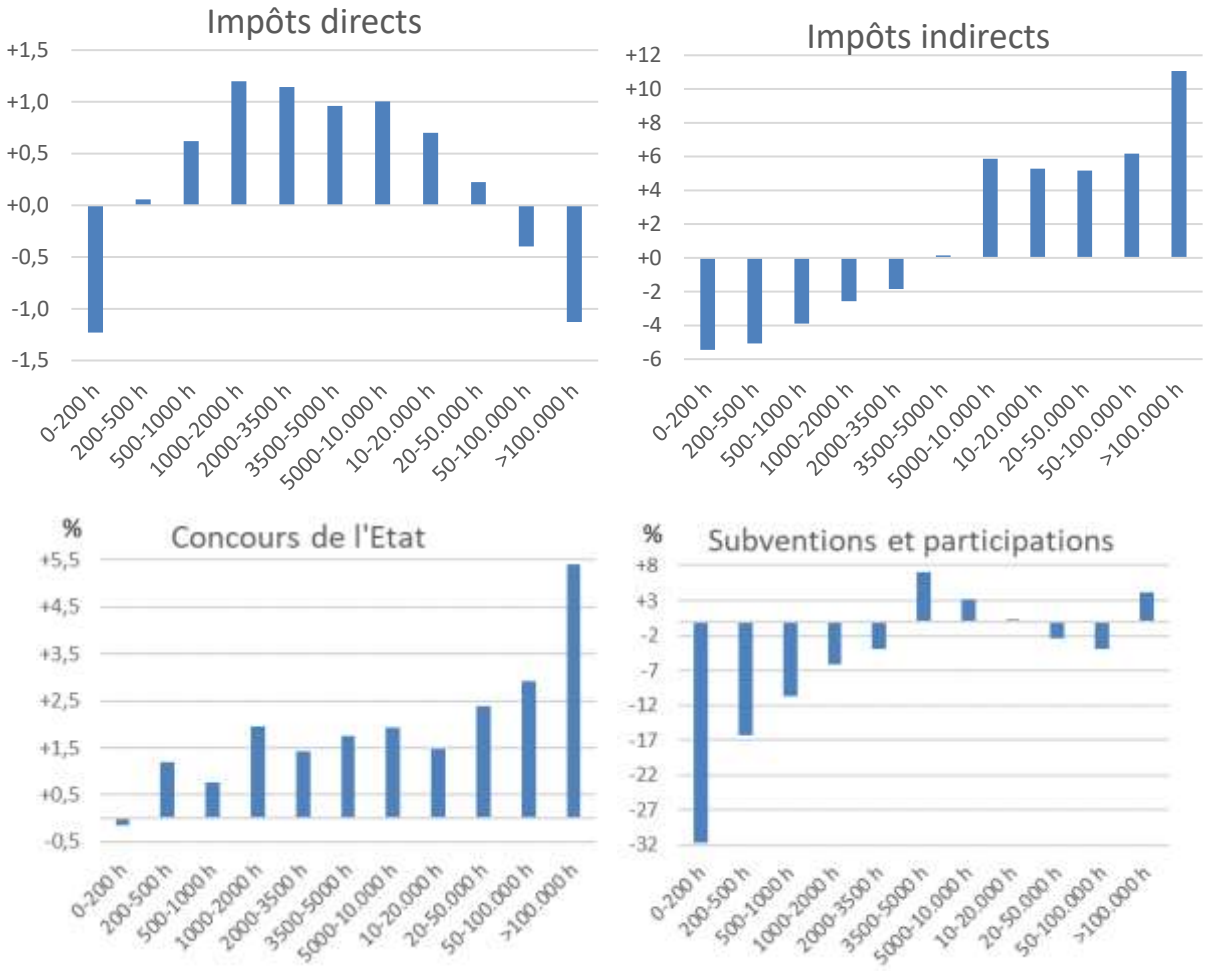
Les impôts indirects connaissent une augmentation sensible de + 6,4 % (après une baisse marquée de - 6,3 % en 2024) qui s'explique essentiellement par la progression de + 13,7 % des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), en lien avec la reprise des transactions immobilières en 2025 (les DMTO étant en chute de -13,7 % en 2024). L'évolution des impôts indirects par strate est corrélée à celle des DMTO (graphique 4). En 2025, les communes de moins de 5 000 habitants affichent une baisse de leur produit de DMTO (- 6,3 %) alors que celles de plus 5 000 s'appuient sur une hausse moyenne de +20,3%. Cette différence est liée à l'existence d'une année de décalage pour les communes de moins de 5 000 habitants non touristiques dont le produit passe par le fonds départemental, lui-même assis sur les encaissements de l'année précédente. Ces communes constateront le rebond des DMTO en 2026.
Comme pour les DMTO, l'intensité de la baisse des impôts indirects est d'autant plus forte que les communes sont petites pour les communes sous le seuil de 5 000 habitants, alors que pour les strates de communes de plus de 5 000 habitants, les évolutions sont positives et supérieures à + 5 % et atteignent même + 11,1 % pour la strate des communes des plus de 100 000 habitants (+ 23,7 % pour les DMTO).

Les concours ou contributions de l'Etat augmentent en moyenne de 2,3% en 2025, mêlant une progression de 1,6% de la DGF et de 4,1% des compensations fiscales. Cette progression se retrouve pour toutes les strates des communes excepté pour les très petites communes de moins de 200 habitants où ils diminuent très légèrement (- 0,2 %). Les autres strates de communes ont des évolutions comprises entre + 1 % et + 2 % pour les strates en dessous de 20 000 habitants, et entre + 2,4 % et + 3,7 % pour les strates de plus de 20 000 habitants hors

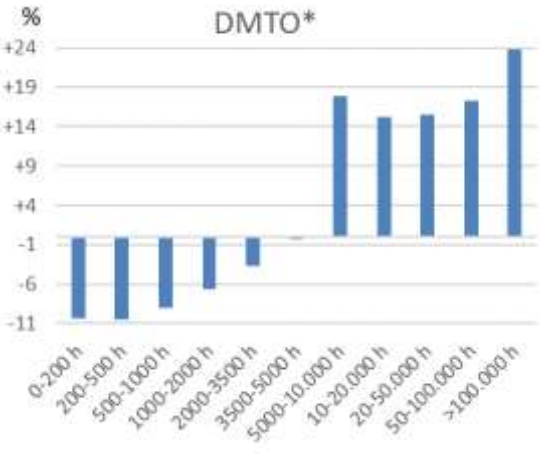
Paris (+5,4% pour la strate des communes 100000 habitants et plus y compris Paris), l'intensité de cette évolution progressant avec la taille de la strate.

Les « ventes de biens et services » et certaines « autres recettes de fonctionnement » retracent les recettes relatives aux activités périscolaires, sociales, sportives ou culturelles des communes, mais aussi certaines redevances (stationnement, funéraires, etc.), les produits des locations d'immeubles ou les ventes de terrains aménagés, d'eau ou de bois. En 2025, les ventes de biens et services augmentent de + 2,4 %, soit sensiblement moins vite qu'en 2024 où elles progressaient de + 6 %. Les ventes de biens et services augmentent pour toutes les strates de communes. L'évolution est comprise entre + 3 % et + 4 % pour la strate des plus petites communes de moins de 200 habitants et des communes entre 1 000 et 5 000 habitants, ainsi que pour les plus grandes de 100 000 habitants et plus. Elle est comprise entre + 1,4 % et + 3 % pour les autres strates, exceptée celle de 50 000 à 100 000 habitants où elle stagne à + 0,4 %.

GRAPHIQUE 4 – TAUX DE CROISSANCE EN 2025 DES DIFFERENTES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES





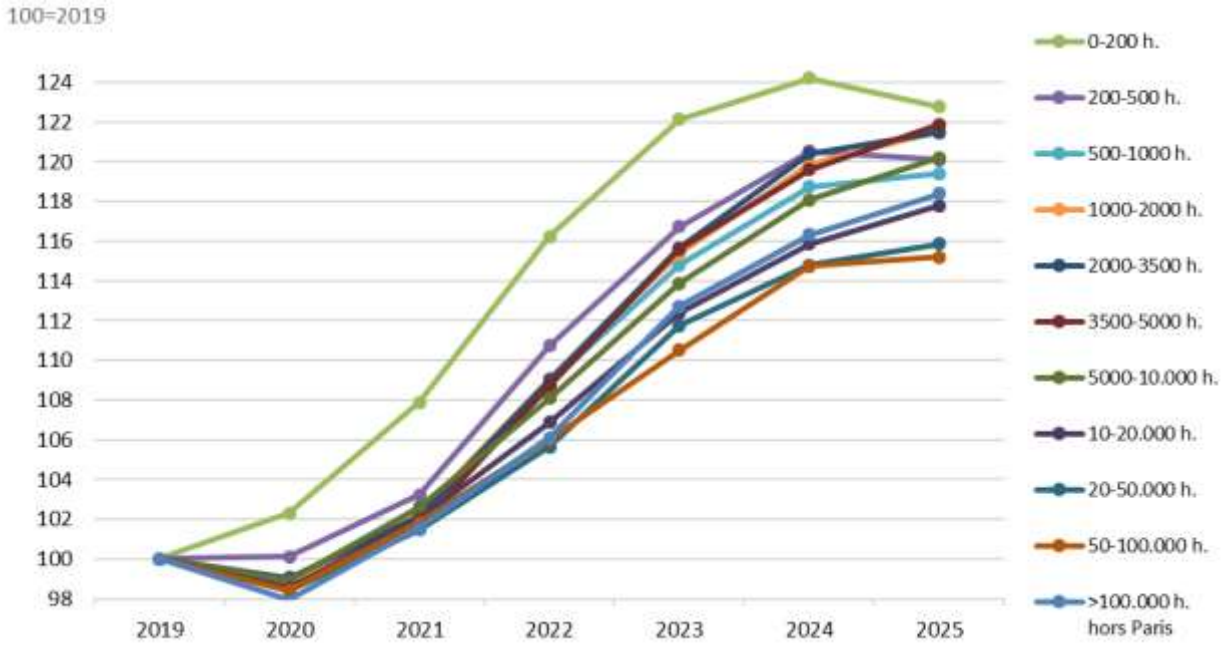


** Droits de mutation à titre onéreux et fonds départemental des DMTO pour les communes de moins de 5000 habitants*
Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

Les subventions reçues et participations sont globalement stables, en légère régression de - 0,4 %. Elles chutent fortement pour les strates de petites communes de moins de 200 habitants avec - 31,7 % et restent en évolution négative mais moins sensible pour les strates comprises entre 200 et 3 500 habitants. Les évolutions sont positives entre 3 500 et 10 000 habitants et pour les communes de plus de 100 000 habitants et négatives pour les deux strates entre 20 000 et 50 000 habitants.

Les autres recettes de fonctionnement, qui sont principalement composées des revenus des immeubles, des autres produits divers de gestion courante et des redevances versées par les fermiers et concessionnaires, progressent ou stagnent pour toutes les strates de communes à l'exception de la strate des 50 000 à 100 000 habitants où elles décroissent sensiblement de - 3,6 %. Elles augmentent particulièrement pour la strate des communes de plus de 100 000 habitants avec + 25,7 % (+ 18,2 % hors Paris). La progression demeure forte pour la strate des communes de 3 500 à 5 000 habitants (+ 10,8 %) et celle des 10 000 à 20 000 habitants (+ 13,9 %) et de façon moindre pour les communes entre 500 et 1 000 habitants (+ 4,7 %) et celles entre 1 000 et 2 000 habitants (+ 6 %).

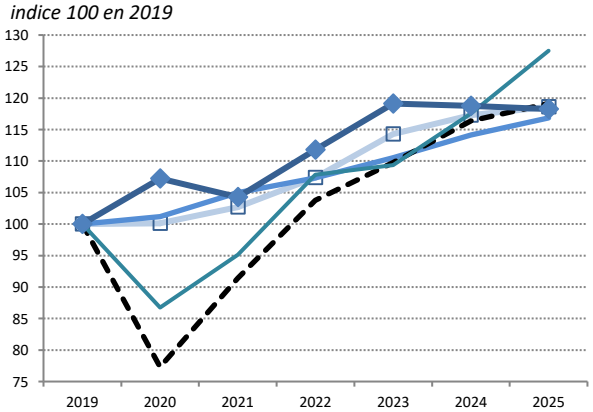
GRAPHIQUE 5 – EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES (hors paris)



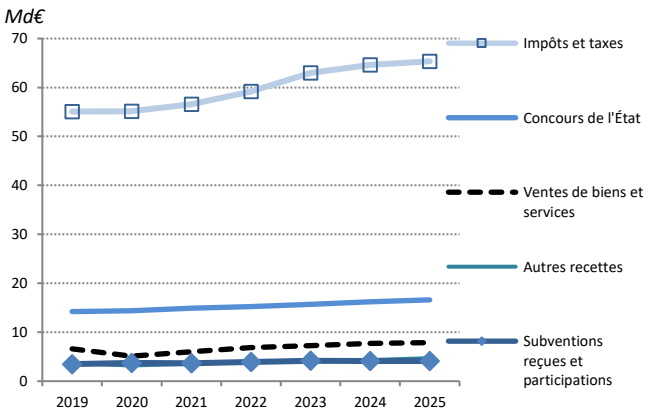
Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

GRAPHIQUE 6 – LES DIFFERENTES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES

6 a - Évolution depuis 2019 (à champ constant)



6 b - En Milliards d'euros (à champ courant)

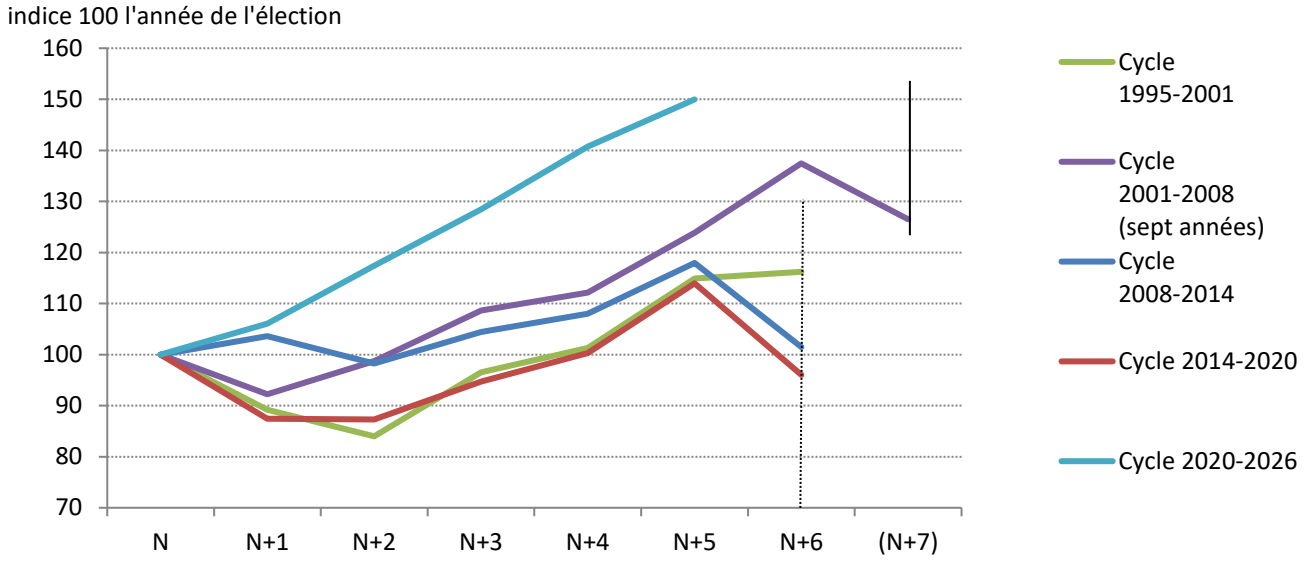


Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

Dépenses d'investissement en hausse, quelle que soit la strate de population pour les communes

Les dépenses d'investissement (hors remboursements de la dette) ont augmenté en 2025 de + 6,6 % après + 9,6 % en 2024. Comparativement à la même année située dans le cycle précédent en 2019 où l'augmentation était de + 13,6 %, cet accroissement est modéré en intensité.

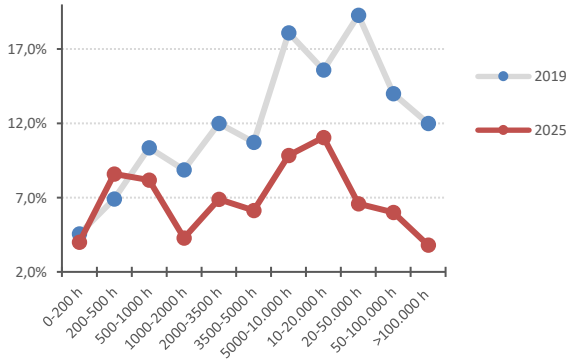
GRAPHIQUE 7 – EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES (hors remboursements de dette) SELON LA POSITION DANS LE CYCLE ELECTORAL



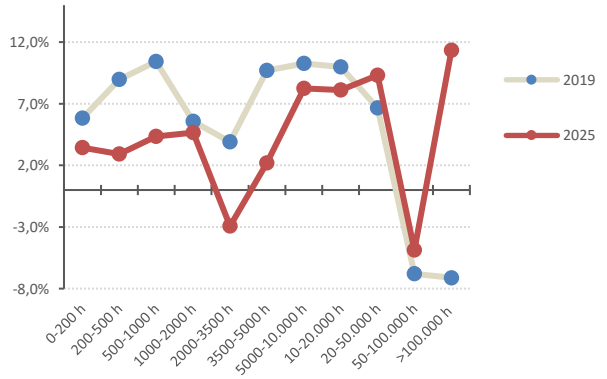
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

GRAPHIQUE 8 – TAUX DE CROISSANCE DES DEPENSES ET DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE (hors Paris)

8 a - Dépenses (hors remboursements de dette)



8 b – Recettes (hors emprunts)



Lecture : En 2025, les dépenses d'investissement des communes de 20 000 à 50 000 habitants ont augmenté de + 6,6 %. En 2019 (donc au même stade du cycle électoral, dans le cycle précédent) elles avaient augmenté de + 19,3 %.
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux

En 2025, en excluant la ville de Paris, les dépenses d'investissement (hors remboursements) sont en hausse quelle que soit la strate de taille des communes. Ce constat est identique à celui de 2019, année comparable du cycle électoral précédent (graphique 8). Cependant, en 2025, l'évolution des dépenses d'investissement (hors remboursements) est sensiblement

inférieure à celle observée en 2019, pour toutes les strates, sauf pour les strates de moins de 200 et de 200 à 500 habitants où elles sont approximativement du même ordre.

Les recettes d'investissement (hors emprunts) ont, en 2025, des évolutions par strate assez parallèles à celles de 2019, mais restent globalement inférieures hormis pour la strate de plus de 100 000 habitants, où elles s'accroissent de + 11,3 %, alors qu'elles étaient en chute de - 7,1 % en 2019. Comme en 2019, elles progressent pour toutes les strates, sauf pour les strates de 2 000 à 3 500 habitants et de 50 000 à 100 000 habitants où elles enregistrent des évolutions négatives de respectivement -2,9 % et -4,9 %.

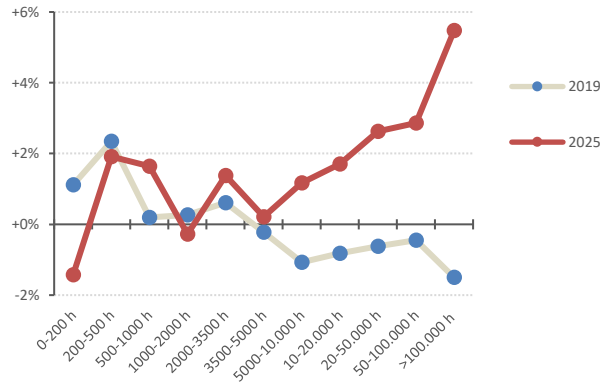
En incluant Paris, la progression de l'investissement en 2025 (+ 6,6 %) s'accompagne d'une épargne brute qui s'érode dans la plupart des strates de population, notamment pour les communes les plus petites, même si au global elle évolue de + 2,9 %. Les recettes d'investissement hors emprunts augmentent de + 6,4 %. Cependant, ce dynamisme ne suffit pas maintenir le niveau des ressources propres. Il en résulte un besoin de financement de -3,23 milliards d'euros (-2,52 Mds € en 2024). Toutes les strates connaissent un besoin de financement, qui augmente avec la taille des communes. En 2019 par contre, le besoin de financement était très faible. En 2025, il est couvert une nouvelle fois pour partie (40%) par une ponction sur le fonds de roulement mais il nécessite un recours à l'emprunt en nette augmentation en 2025.

L'encours de la dette augmente dans les communes de + 3,1 %, en 2025, après une hausse modérée en 2024 (+ 1,4 %). Il augmente pour toutes les strates, excepté pour celle des moins de 200 habitants où il régresse de -1,4 %. Son augmentation atteint un pic pour la strate des plus de 100 000 habitants avec + 5,5 % (+ 6,3 % y compris Paris).

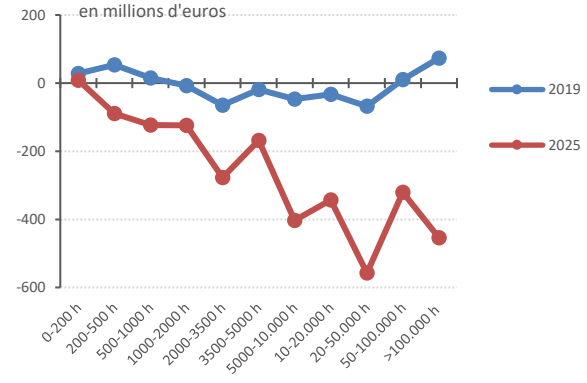
Ces résultats s'accompagnent d'une ponction de fonds de roulement dans toutes les strates excepté dans la strate des moins de 200 habitants où la variation de fond de roulement est quasiment nulle.

GRAPHIQUE 9 – TAUX DE CROISSANCE DE LA DETTE ET CAPACITE OU BESOIN DE FINANCEMENT SELON LA TAILLE DES COMMUNES (hors Paris)

9 a - Taux de croissance de la dette



9 b – Capacité ou besoin de financement



Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

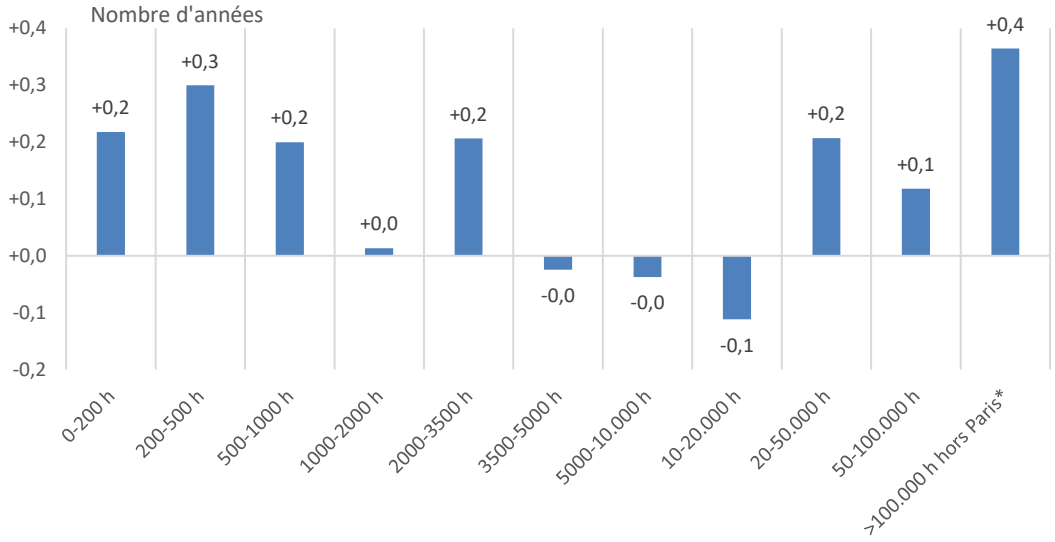
Le délai de désendettement des communes augmente ou se stabilise dans toutes les strates en 2025, excepté dans celle des 10 000 à 20 000 habitants où il diminue

Le délai de désendettement (encours de dette rapporté à l'épargne brute) est stable entre 2024 et 2025 pour l'ensemble des communes y compris Paris, avec une moyenne à 4,7 ans, mais les situations moyennes varient en fonction de la taille de la commune. Il est en augmentation, donc se dégrade, pour les strates inférieures à 3 500 habitants, puis il baisse de - 0,1 an pour la strate de 10 000 à 20 000 habitants. Il augmente pour les strates

supérieures à 20 000 habitants et il affiche la plus forte évolution pour la strate des plus de 100 000 habitants avec + 0,4 an (mais - 1,7 ans y compris Paris).

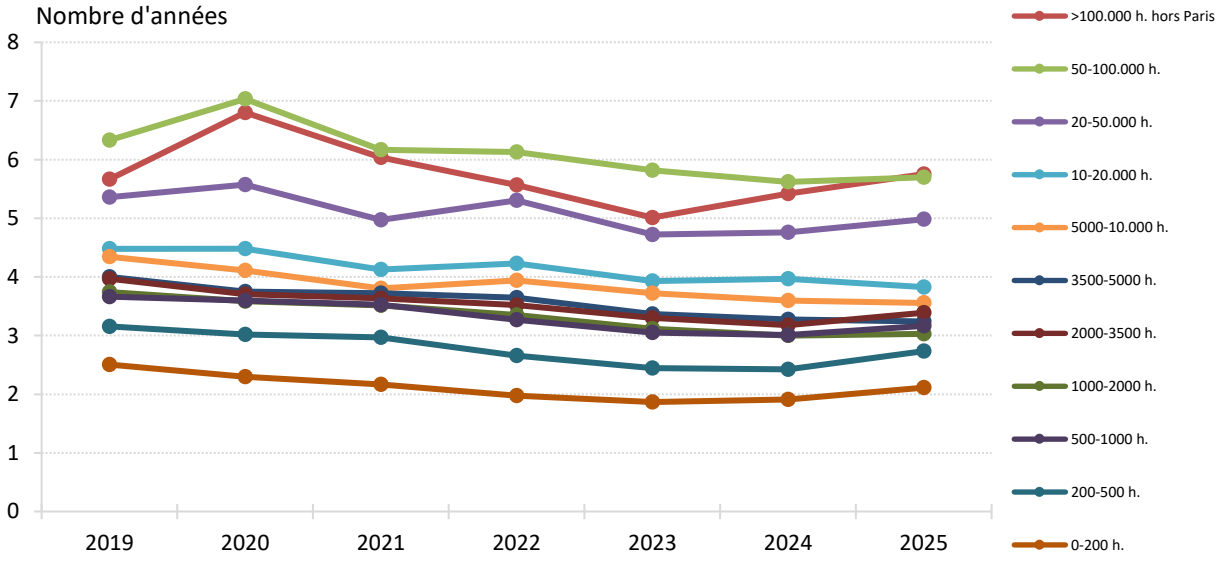
GRAPHIQUE 10 – DELAI DE DESENDETTEMENT DES COMMUNES (hors Paris)

10 a - Évolution entre 2024 et 2025



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles

10 b – Délai de désendettement depuis 2019, par strate de population

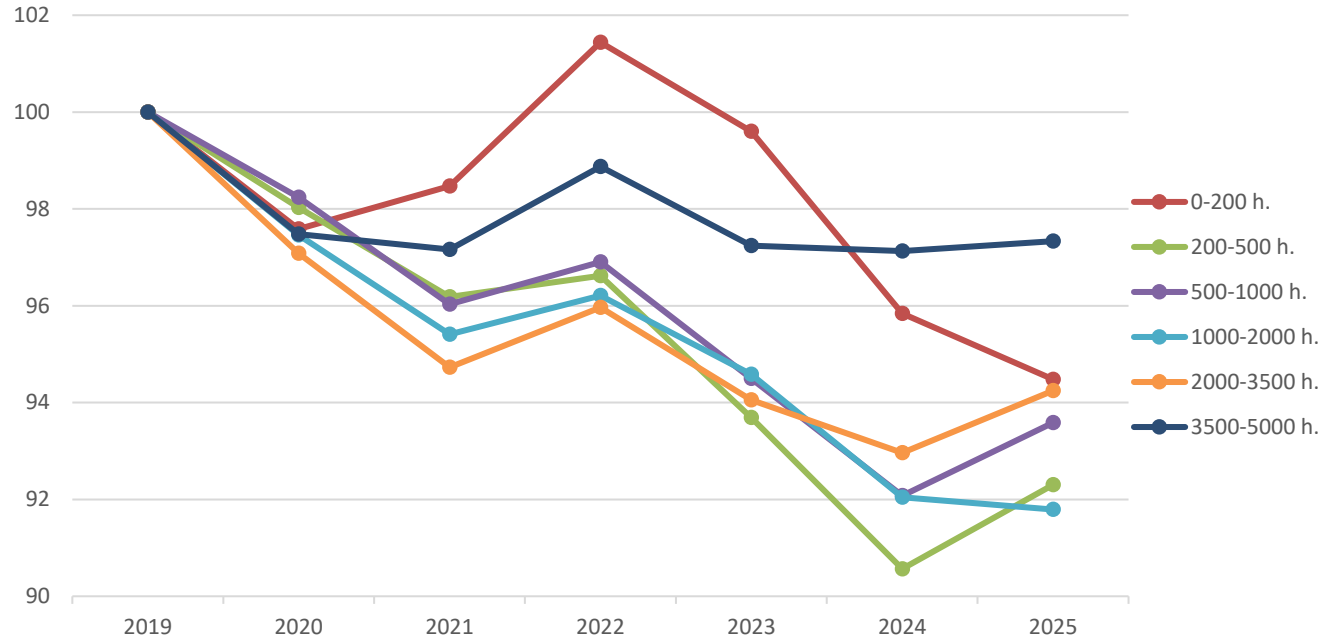


Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles

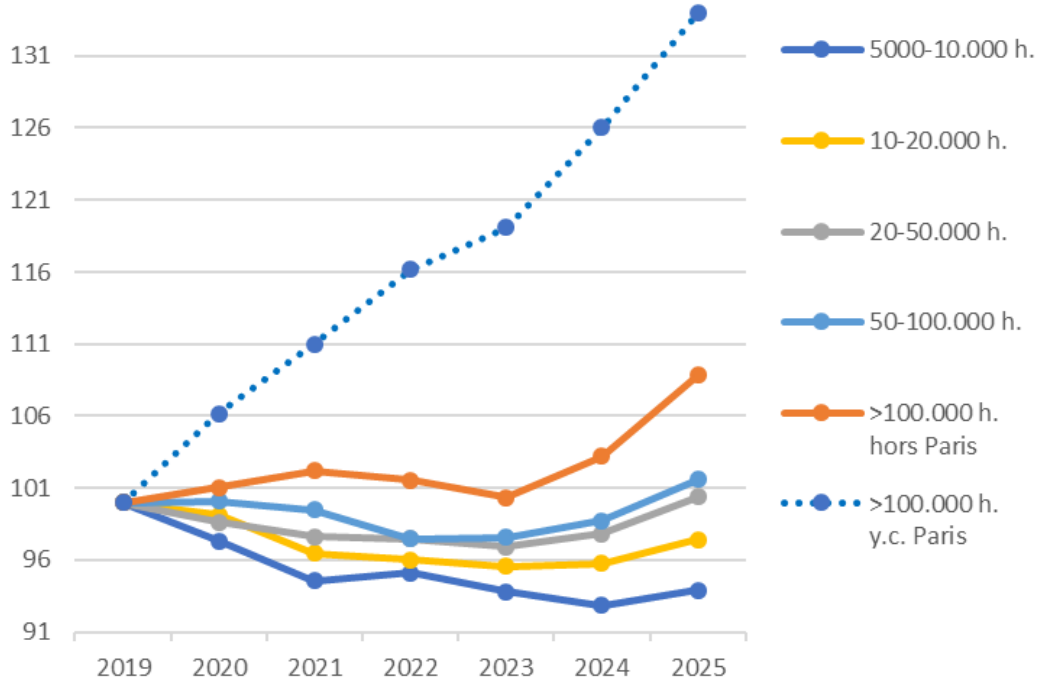
Pour toutes les strates de communes, ces résultats traduisent le fait que l'encours de la dette augmente en 2025, alors que l'épargne brute régresse ou n'augmente pas suffisamment pour compenser l'évolution de la dette, si bien que le délai de désendettement s'allonge, excepté pour la strate des 10 000 à 20 000 habitants. Pour la strate des moins de 200 habitants, bien que l'encours de la dette chute, la baisse sensible de l'épargne brute explique la progression positive du délai de désendettement.

GRAPHIQUE 11 – EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE SELON LA TAILLE DES COMMUNES (base 100 en 2019)

11 a - Communes de moins de 5 000 habitants



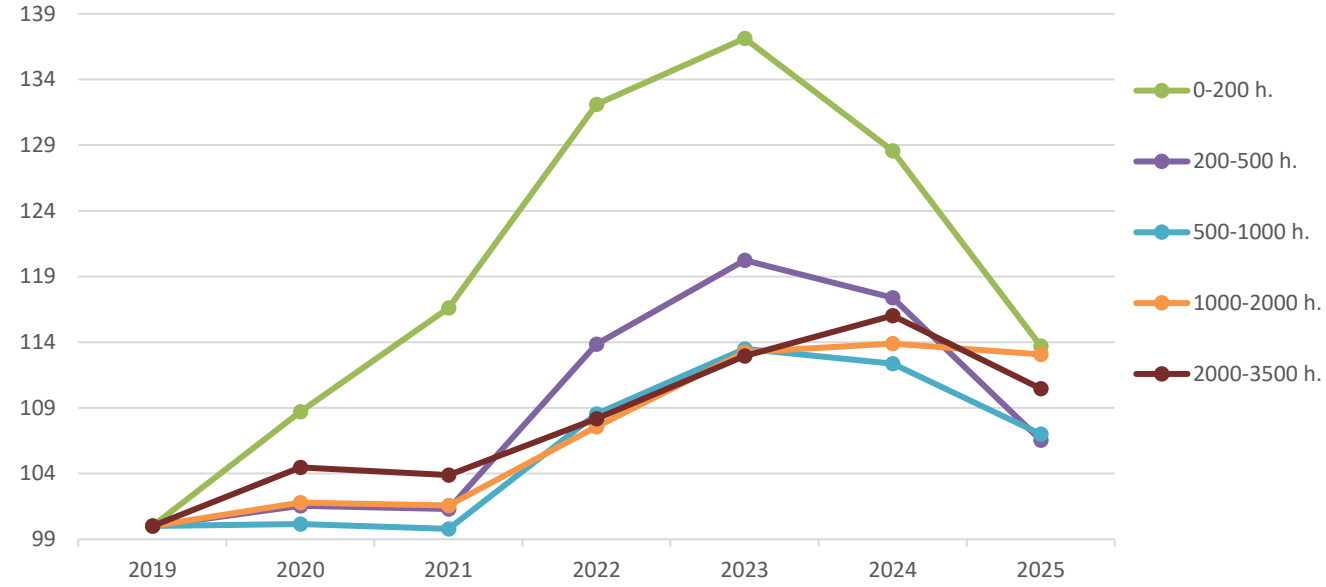
11 b - Communes de plus de 5 000 habitants



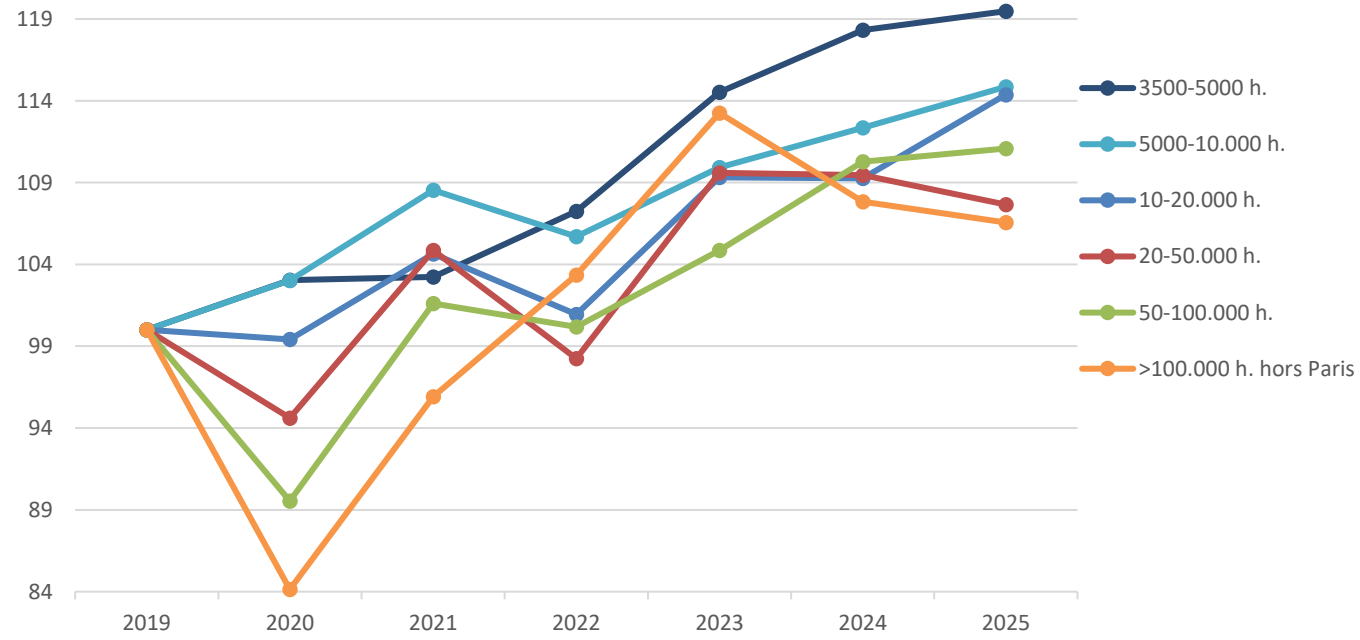
Note : La Ville de Paris a un impact fort sur la strate des communes de plus de 100.000 habitants. Hors Paris, le comportement d'endettement des communes de plus de 100.000 habitants ressemble à celui des autres grandes communes ; y compris Paris, l'encours de dette augmente de manière très atypique.
Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

GRAPHIQUE 12 – EVOLUTION DE L'EPARGNE BRUTE SELON LA TAILLE DES COMMUNES (base 100 en 2019)

12 a - Communes de moins de 5 000 habitants



12 b - Communes de plus de 5 000 habitants



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations

*Encadré : La Ville de Paris * **

La ville de Paris, collectivité territoriale à statut particulier, rassemble les compétences communales et départementales depuis 2019. Ses spécificités et son poids financier expliquent qu'il faille régulièrement l'exclure des moyennes produites, tout particulièrement sur la strate des plus de 100 000 habitants. La Ville de Paris a des dépenses de fonctionnement pour son budget principal s'élevant à 7,5 Md€ en 2025, soit l'équivalent de la totalité des 26 000 plus petites communes françaises.

En 2025, la situation financière s'est stabilisée grâce à des recettes plus dynamiques et des dépenses de fonctionnement et d'investissement très contenues. La progression des dépenses de fonctionnement est de + 0,7 % (contre + 1,5 % pour l'ensemble des communes et + 1,2 % pour les départements). L'évolution était de + 6,6 % l'an dernier, année de tenue des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) dans la capitale. Cela est dû à un ralentissement des dépenses d'intervention, des frais de personnel et à une baisse des achats et charges externes. S'élevant à 3,4 Md€, les dépenses d'intervention n'augmentent que de + 1,4 % après + 4,6 % en 2024, soit un rythme inférieur à celui des communes ou des départements (+ 1,6 % et + 2,0 %). Les frais de personnel (2,8 Md€) augmentent de + 2,5 % après + 6,3 % l'an dernier. Enfin les achats et charges externes reculent de - 6,6 % à 0,9 Md€. En effet, les dépenses d'énergie et de chauffage baissent de -7,8% et les contrats de prestations de services de - 15 % à 362 M€, notamment ceux liés à des manifestations sportives dans un contexte post JOP 2024.

Les recettes de fonctionnement bénéficient d'un rebond des DMTO. Elles progressent de + 7,6 % alors qu'elles baissaient l'an dernier de - 0,5 %, poussées cette année par des DMTO en croissance de plus d'un quart (+ 26,1 % à 1,5 Md€). Ce dynamisme des recettes de fonctionnement, couplé avec des dépenses presque stables, explique le net rétablissement de l'épargne brute qui s'en trouve multipliée par 3 en un an et atteint un niveau inégalé (801 M€) depuis 2019. Pour autant, le taux d'épargne brute (épargne brute rapportée aux recettes de fonctionnement) reste faible à 9,7 %, similaire à celui des départements (8,9 %) mais en retrait par rapport à celui des communes (14,8 %).

Les dépenses d'investissement diminuent de - 0,8 % tout en restant à un niveau élevé à 1,8 Md€, le second depuis 2019. En effet, les dépenses d'équipements (1,18 Md€) reculent de - 13 % après deux années de niveau assez haut (autour de 1,35 Md€ en 2023 et 2024). Ce recul touche les investissements dans de nombreux domaines, que ce soit la culture, les sports, la santé, l'habitat ou les transports, à l'exception des classes de découverte et autre services annexes de l'enseignement, des espaces verts et de l'éclairage public.

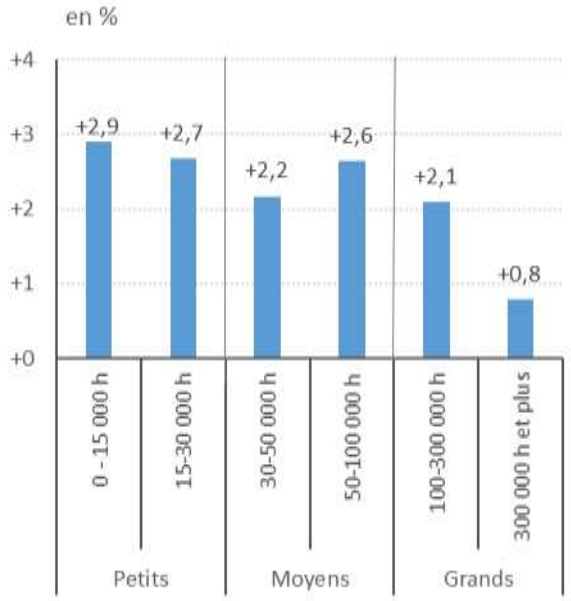
Compte tenu de cette amélioration de l'épargne brute et des dépenses d'investissement contenues, la ville de Paris connaît un besoin de financement de - 380 M€, ne représentant qu'un tiers de celui de l'an dernier. Par ailleurs, la trésorerie nette s'améliore. Constituée du compte au trésor diminuée des crédits de trésorerie, elle est passée d'une position négative de - 537 M€ au 31 décembre 2024 à -98 M€ à la même date de 2025. Ces deux facteurs (besoin de financement et reconstitution de trésorerie) expliquent l'augmentation de la dette de + 7 %, évolution qui se situe dans les tendances passées (+ 8,4 % en 2024 et + 6,1 % en 2023). Elle atteint 11,4 Md€ soit un taux d'endettement de 137 %. Il s'élève en moyenne à 69 % pour les communes et 47 % pour les départements. Le délai de désendettement, égal à la dette divisée par l'épargne brute, est de 14,2 ans, en nette amélioration après les 39,5 ans de l'an dernier. Pour autant, il reste bien au-delà de celui de l'ensemble des communes (4,7 ans) ou des départements (5,3 ans).

II - LES GROUPEMENTS DE COMMUNES A FISCALITE PROPRE

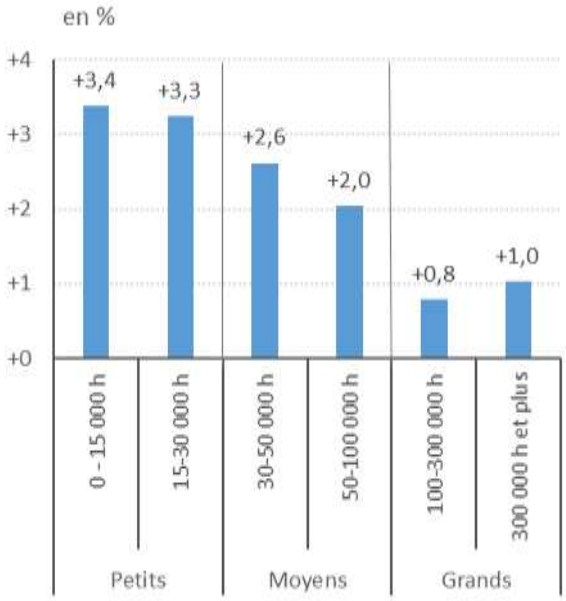
Le périmètre des groupements à fiscalité propres (GFP) analysé dans cette partie comprend la Métropole de Lyon, la Métropole du Grand Paris (MGP) et ses établissements publics territoriaux (EPT). Par ailleurs, précisons que les agrégats sont calculés en net. Pour les recettes et dépenses de fonctionnement, les montants sont donc présentés après déduction des reversements de fiscalité à destination des communes.

GRAPHIQUE 13 – EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES GFP EN 2025

13 a - Dépenses de fonctionnement



13 b – Recettes de fonctionnement



Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

Tableau : Répartition des EPCI par taille au 01/01/2025

	Nombre d'EPCI		Population en million	
0 - 15000 h	351	28%	3,3	5%
15 à 30000 h	425	34%	9,3	13%
30 à 50000 h	190	15%	7,3	11%
50 à 100000 h	158	13%	10,8	16%
100 à 300000 h	106	8%	17,0	25%
plus de 300000 h	25	2%	21,5	31%

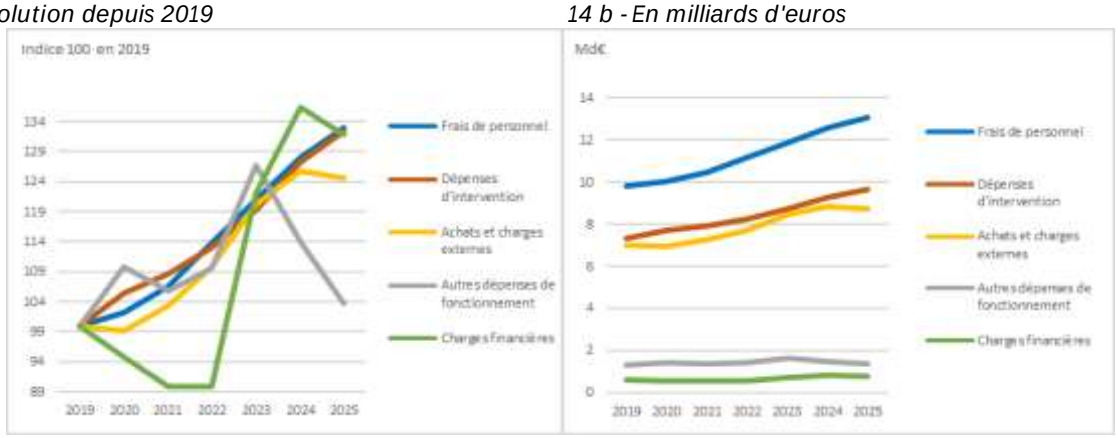
Hausse modérée des dépenses de fonctionnement des GFP de + 1,8 %

En 2025, les dépenses de fonctionnement des GFP augmentent de + 1,8 %, sensiblement moins qu'en 2024 (+ 5,1 %). Elles sont tirées vers le haut par les frais de personnel (+ 3,8 %) et les dépenses d'intervention (+ 4 %). En revanche, les achats et charges externes décroissent légèrement de - 1 %, après une hausse de + 4,7 % en 2024. Le poste « énergie » enregistre une baisse de - 7,8 %. Hors énergie, l'évolution des achats et charges externes stagneraient à - 0,2 %. Les autres dépenses de fonctionnement et les frais financiers sont orientés à la baisse (respectivement - 9,1 % et - 3,4 %), leur poids dans les dépenses restant faible avec respectivement 4 % et 2,3 %.

Les dépenses de fonctionnement augmentent davantage pour les GFP de petite taille (moins de moins de 30 000 habitants), que pour les GFP de plus grande taille (plus de 100 000 habitants). Par exemple, ceux de moins de 15 000 habitants voient leurs dépenses de fonctionnement progresser de + 2,9 % contre + 0,8 % pour ceux de la strate des plus de 300 000 habitants. Pour les GFP de taille intermédiaire, entre 30 000 et 50 000 habitants, l'augmentation des dépenses de fonctionnement est égale à + 2,2 %, et à + 2,6 % pour ceux de 50 000 à 100 000 habitants.

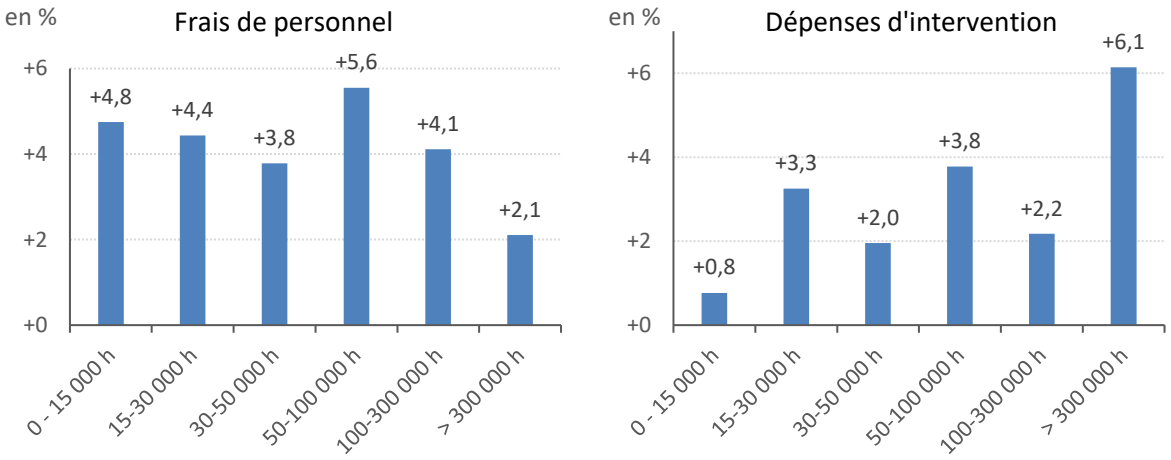
GRAPHIQUE 14 – LES DIFFERENTES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES GFP

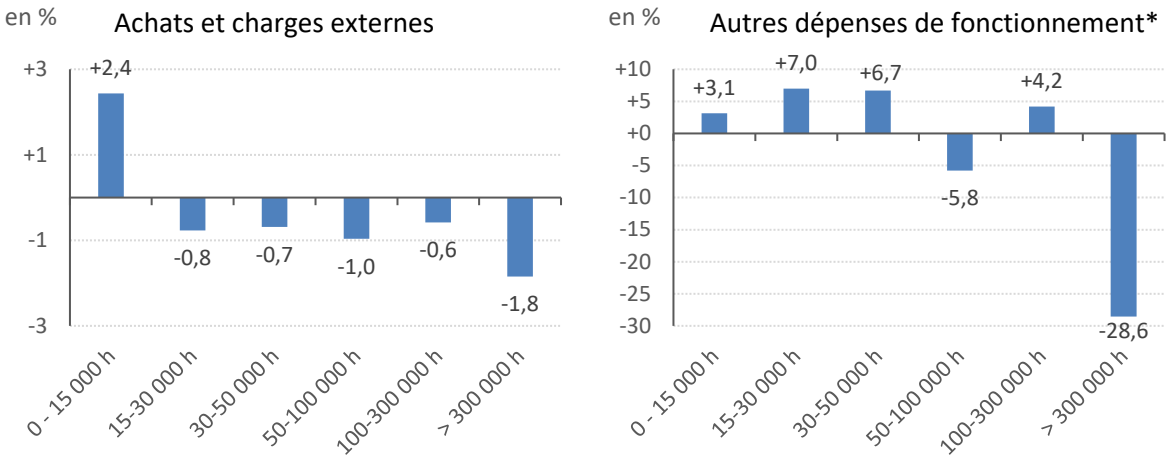
14 a - Évolution depuis 2019 *14 b - En milliards d'euros*



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

GRAPHIQUE 15 – TAUX DE CROISSANCE EN 2025 DES DIFFERENTES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES GFP





(*) Hors charges financières.

Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

Les frais de personnel progressent pour toutes les strates de taille de GFP. L'accroissement varie entre + 3,8 % et + 5,6 % pour les strates inférieures 300 000 habitants, la variation la plus forte étant pour la strate des GFP de 50 000 à 100 000 habitants (+ 5,6 %). Les GFP de plus de 300 000 habitants enregistrent la plus faible augmentation de frais de personnel, avec + 2,1 %.

Les dépenses d'intervention sont le deuxième poste de dépenses de fonctionnement. Il regroupe les contributions obligatoires qui en constituent 41 % (dont les Services d'incendie 16,8 % …), les subventions de fonctionnement versées aux organismes publics (dont les CCAS/CIAS, Caisses des écoles …) qui en constituent 24,4 %, ainsi que celles versées aux associations et personnes de droit privé (Ménages, Entreprises, Fermiers et concessionnaires …) avec 18,6 %. Ces dépenses d'intervention progressent dans toutes les strates. La strate de moins de 15 000 habitants enregistre le taux d'accroissement le plus faible avec + 0,8 %. A l'opposé, ce taux est le plus élevé pour la strate des plus de 300 000 habitants avec + 6,1 %. Pour les autres strates intermédiaires, l'accroissement est compris entre + 2 % et + 3,8 %. Sur l'ensemble des GFP, les contributions obligatoires augmentent de + 2,5 % et, en particulier, celles aux services d'incendie de + 3,7 %. Les subventions de fonctionnement aux organismes publics s'accroissent sensiblement de + 7,3 %, et celles aux associations et autres personnes de droit privé de seulement + 1,2 % (après + 9,6 % en 2024). Les achats et charges externes sont en baisse de - 1 % après une progression de + 4,7 % en 2024. Ils régressent dans toutes les strates, sauf pour celle des GFP de moins de 15 000 habitants où ils progressent de + 2,4 %. Les autres dépenses de fonctionnement, hors charges financières, qui ne représentent qu'une faible part des dépenses de fonctionnement, sont en hausse dans presque toutes les strates, mais connaissent des baisses dans les strates de 50 000 à 100 000 habitants, avec - 5,8 %, et surtout dans celle de 300 000 habitants et plus avec - 28,6 %. Pour cette dernière strate, cette très forte baisse est essentiellement due à la Métropole de Nice Côte d'Azur, ainsi que, dans une moindre mesure, à la Métropole du Grand Paris (y. c. ses EPT). Sans ces deux métropoles, la strate des GFP de plus de 300 000 habitants serait en hausse de + 3,7 %.

Les recettes de fonctionnement des GFP progressent mais de façon moindre qu'en 2024

Les recettes de fonctionnement des GFP progressent de + 1,6 % en 2025, après + 4,3 % en 2024 et + 7,4 % en 2023 et poursuivent donc leur décélération.

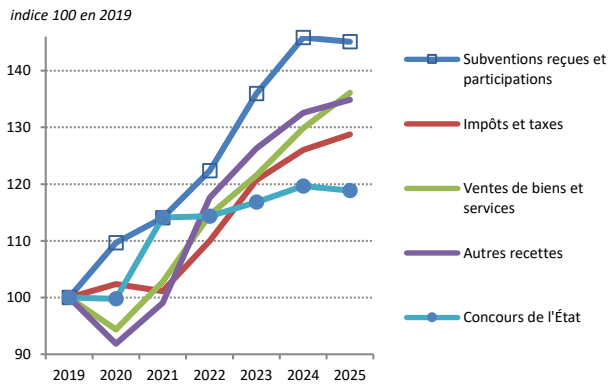
Parmi ces recettes de fonctionnement, les impôts et taxes (nets des reversements aux communes) perçus pendant l'année progressent de + 2,1 % : ils affichaient une croissance de + 4,4 % en 2024 et de + 9,7 % en 2023. Parmi ces impôts et taxes, les impôts indirects, qui en représentent la plus grande partie, augmentent de + 2,1 %. Au sein de ces impôts indirects, la

fraction du produit net de la TVA, qui vient, pour les EPCI, compenser la perte du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales (TH- RP), la perte de produits de la taxe foncière pour la métropole de Lyon et surtout, depuis 2023, la suppression totale de la CVAE, augmente de + 0,7 %. Cette fraction de TVA perçue par les GFP s'élève à 14,06 Md€ en 2025. Elle représente 59,9 % du total des impôts et taxes et un peu plus du tiers des recettes de fonctionnement. Au sein des impôts directs locaux le produit de la CFE (cotisation foncière des entreprises) progresse lui de 4,4%, principalement en raison d'un effet base de +4,0%. Les impôts et taxes augmentent pour toutes les strates et l'accroissement est d'autant plus faible que la taille des GFP est grande. L'augmentation est de + 4,1 % pour les GFP de moins de 15 000 habitants et diminue jusqu'à + 1,2 % pour ceux de plus de 300 000 habitants.

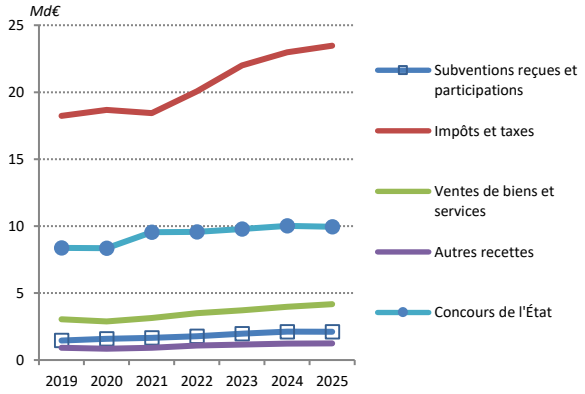
Le deuxième poste le plus important des recettes de fonctionnement, les concours de l'Etat, sont en légère baisse de - 0,7 %, avec des situations moyennes contrastées en fonction de la taille. Leur baisse est plus marquée pour les grands GFP de plus de 300 000 habitants (- 1,8 %) et plus modérée pour les strates comprises entre 50 000 et 300 000 habitants. L'évolution des concours de l'Etat devient positive pour les strates de moins de 50 000 habitants et s'accroît légèrement au fur et à mesure que la taille de la strate décroît (graphique 17).

GRAPHIQUE 16 – LES DIFFERENTES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES GFP

16 a - Évolution depuis 2019



16 b - En milliards d'euros



Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

Les subventions et participations enregistrent une évolution d'environ + 2 % pour les strates inférieures à 100 000 habitants, excepté pour celle de 30 000 à 50 000 habitants qui stagne à - 0,4 %. L'évolution devient négative pour les strates supérieures à 100 000 habitants qui décroissent de -2,2 %.

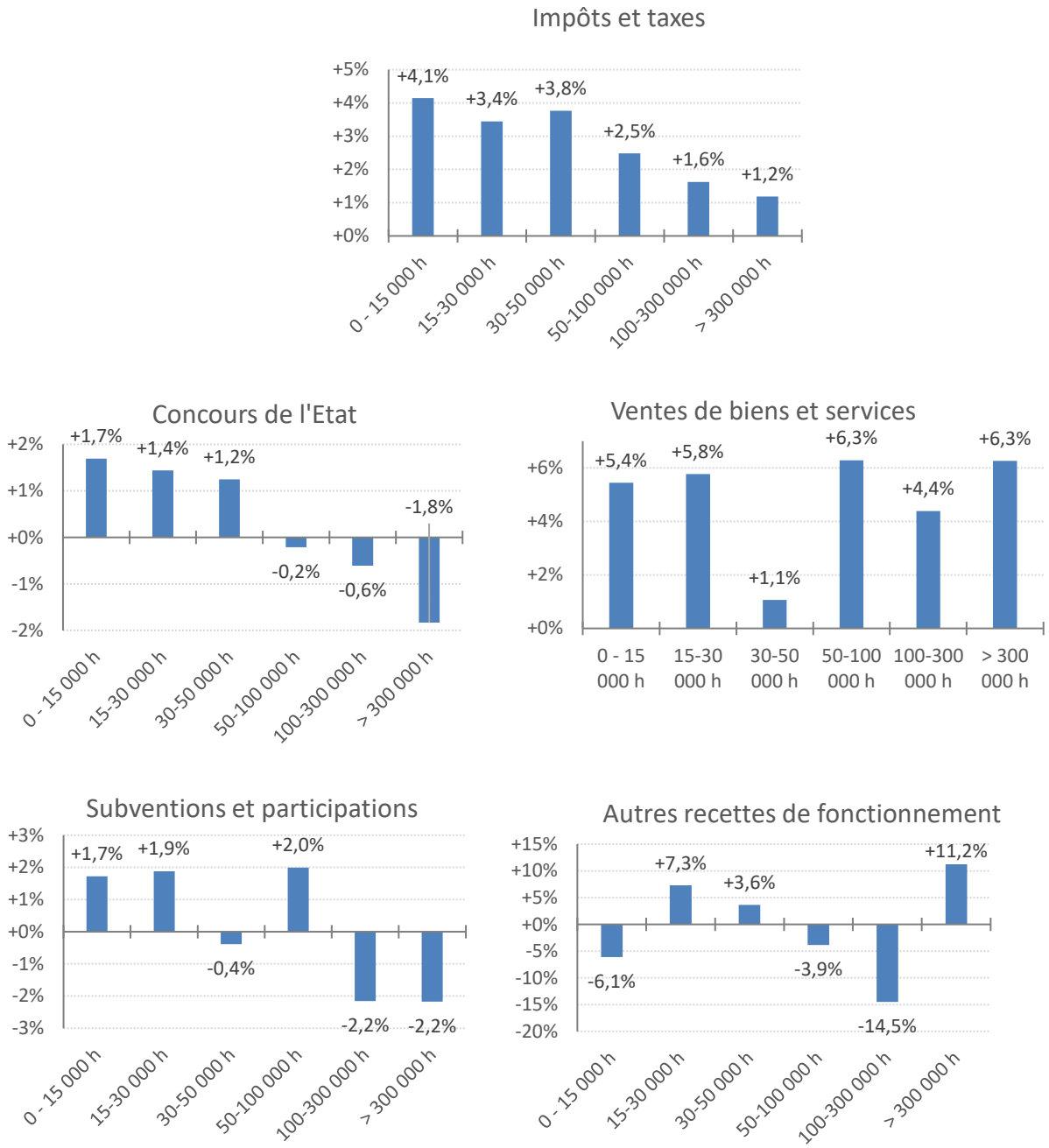
Les ventes de biens et services progressent de + 5,2 % et les autres recettes de fonctionnement de + 2,1 %. La progression des ventes de biens et services est à peu près équilibrée pour les différentes strates de GFP où elle est comprise entre + 4,4 % et + 6,3 %, excepté pour la strate de 30 000 à 50 000 habitants où elle n'est que de +1,1 %. Les autres recettes de fonctionnement ont un poids très faible dans les recettes de fonctionnement (environ 3 %) .

L'épargne des groupements toujours atone avec des situations disparates

L'épargne brute, différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement, augmente faiblement, de + 0,6 % (après + 0,9 % en 2024). En fait, elle est en progression dans les strates inférieures à 50 000 habitants (entre +5% et +6% en fonction de la strate) et en retrait ensuite. L'évolution est légèrement négative pour les strates comprises entre 50 000 et 100 000 habitants et en net recul entre 100 000 et 300 000 (-4,6%) puis à nouveau positive (+2,0%) pour la strate des plus de 300 000 habitants (graphique 23a).

L'épargne nette, qui correspond à l'épargne brute dont sont déduits les remboursements de dette (hors gestion active de la dette), régresse de - 2,1 % en 2025 après une année 2024 atone (+ 0,9 %). L'épargne nette suit les évolutions par strate constatées pour l'épargne brute, mais avec des intensités accrues, excepté pour les GFP de plus de 300 000 habitants où l'évolution devient négative, alors que l'épargne brute s'accroît. Les remboursements de dette sont en hausse de + 4,9 % par rapport à 2024.

GRAPHIQUE 17 – EVOLUTION DE CERTAINES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES GFP EN 2025



Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

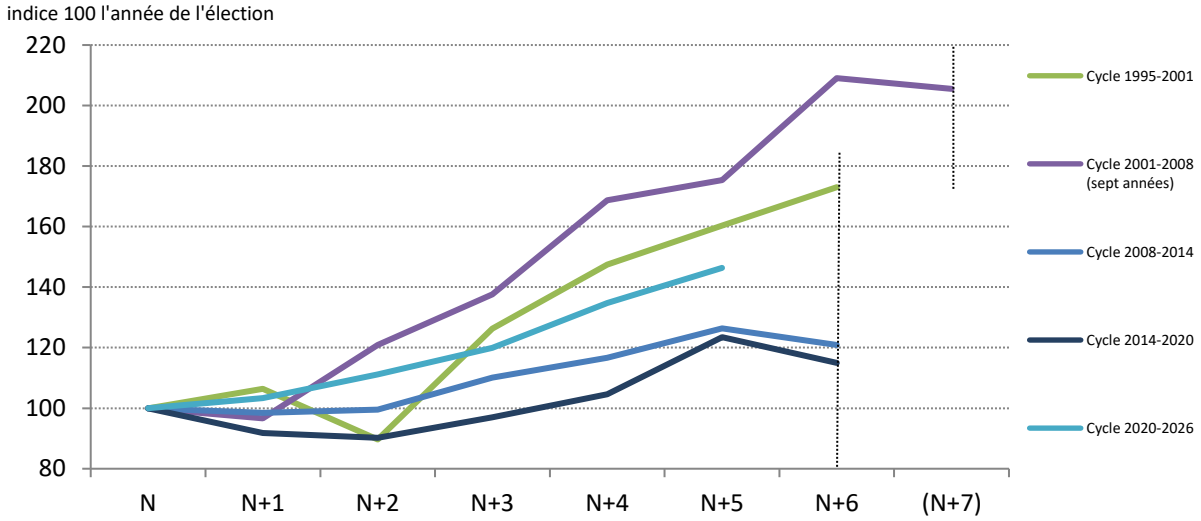
Des dépenses d'investissement des GFP toujours en forte croissance en 2025

Les dépenses d'investissement hors remboursements de dette des GFP sont en hausse en 2025 de + 8,6 %, soit 1,2Md€ supplémentaire, après une augmentation de + 12,4 % en 2024. Cependant, en 2019, au même stade du cycle électoral précédent, elles avaient augmenté de façon plus sensible (+ 18,1 %). Les dépenses d'investissement ont augmenté pour toutes les strates de GFP avec des taux d'accroissement compris entre + 9,4 % et + 15,1 % pour les strates inférieures à 100 000 habitants, mais de façon un peu moindre pour celles de plus de 100 000 habitants à 300 000 habitants avec + 7,2 %, et de plus de 300 000 habitants avec + 7,7 %.

Les recettes d'investissement hors emprunts augmentent + 3,7 % (+ 8,4 % en 2024). Leur évolution est positive pour toutes les strates sauf pour la strate de 50 000 à 100 000 habitants (-1,7 %) et celle de plus de 300 000 habitants (-1,1 %).

Le besoin de financement, égal à la différence entre les recettes totales et les dépenses totales avant mouvements sur la dette, s'élève pour l'ensemble des GFP à - 2,2 Md€ en 2025 après - 1,25 Md€ en 2024. Le besoin de financement de 2025 est essentiellement porté par les GFP de plus de 300 000 habitants, avec - 1,7 Md€, et dans une moindre mesure ceux de 100 000 à 300 000 habitants (- 423 M€). Ce besoin de financement s'observe dans toutes les strates, sauf pour celle des GFP de moins de 30 000 habitants, qui, à l'inverse, dégagent une capacité de financement de 146 M€ *(graphique 21)*. Ce fort besoin de financement pour la strate de plus de 300 000 habitants s'explique par l'augmentation sensible des dépenses d'investissement hors remboursements (+ 7,7 %) alors que leurs ressources propres composées de leur épargne brute et de leurs recettes d'investissement (hors emprunts) progressent moins vite (+ 0,7 %).

GRAPHIQUE 18 – EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES GFP (hors remboursements de dette) SELON LA POSITION DANS LE CYCLE ELECTORAL

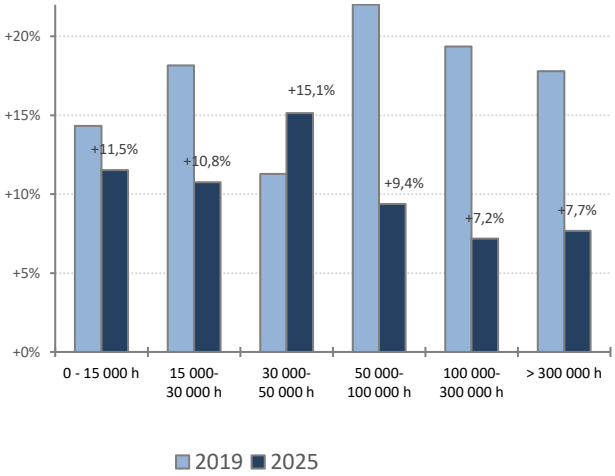


Lecture : Dans le cycle électoral 2020- 2026, les dépenses d'investissement des GFP ont augmenté de + 8,6 % entre 2024 et 2025 (année N+ 5 du cycle 2020- 2026). Au même stade du cycle 2014- 2020, en 2019, elles avaient augmenté de + 18,1 %.
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

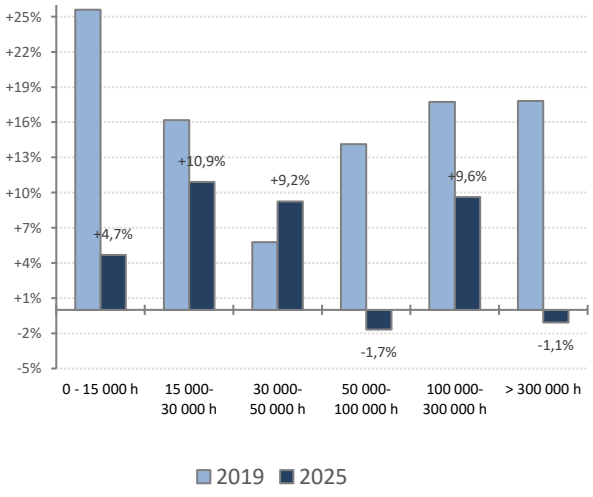
En conséquence, l'encours de la dette augmente très nettement, de + 6,6 % en 2025. Il faut remonter à 2012 pour trouver une croissance de l'encours intercommunal supérieure (+10%). Il augmente pour toutes les strates mais faiblement pour celles de moins de 50 000 habitants, avec moins de + 1,2 %, et plus nettement pour celles supérieures à ce seuil, avec des progressions comprises entre + 4,9 % et + 9,2 %. La progression la plus marquée a lieu pour les GFP de plus de 300 000 habitants avec + 9,2 % et elle est supérieure à ce niveau pour la moitié des GFP de cette strate.

GRAPHIQUE 19 – TAUX DE CROISSANCE DES DEPENSES ET DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES GFP SELON LA TAILLE DES GFP

19 a - Dépenses (hors remboursements de dette)

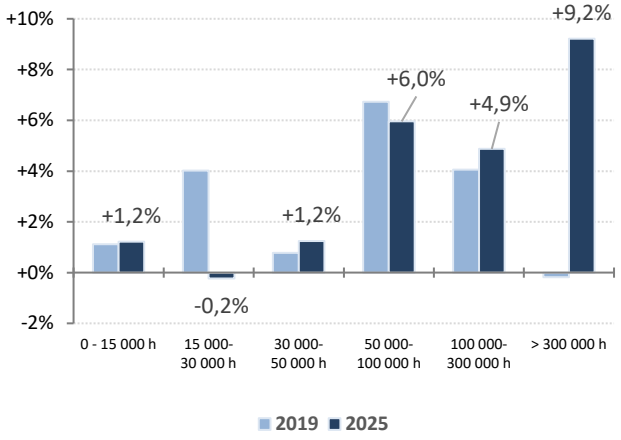


19 b – Recettes (hors emprunts)

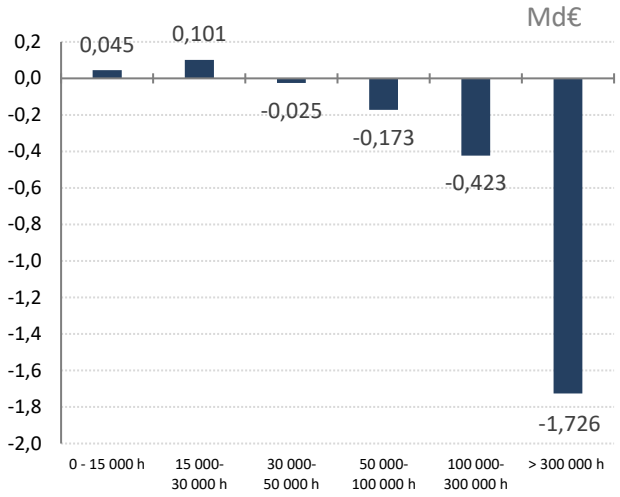


Lecture : En 2025, les dépenses d'investissement des GFP de plus de 300 000 habitants ont augmenté de + 7,7 %. En 2019 (donc au même stade du cycle électoral, dans le cycle précédent) elles avaient augmenté de + 17,8 %.
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

GRAPHIQUE 20 – TAUX DE CROISSANCE DE L'ENCOURS DE DETTE DES GFP SELON LA TAILLE DES GFP



GRAPHIQUE 21 – BESOIN (-) OU CAPACITE (+) DE FINANCEMENT DES GFP EN 2025 SELON LA TAILLE DES GFP



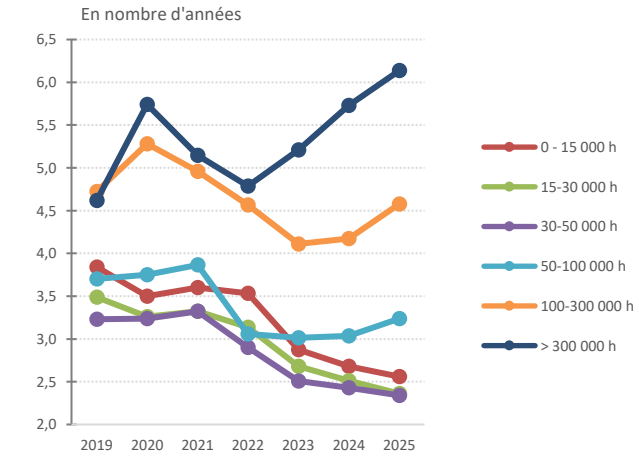
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

Le délai de désendettement se dégrade dans les groupements de plus 50 000 habitants

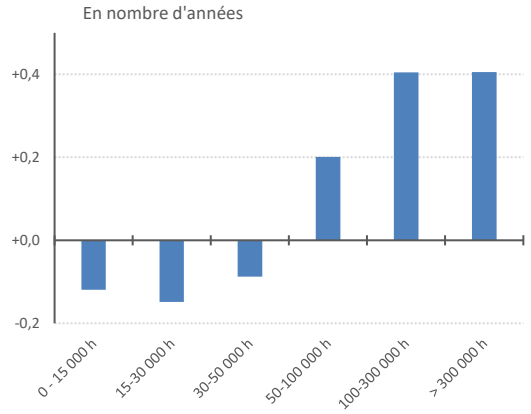
Le délai de désendettement des groupements à fiscalité propre (GFP) augmente légèrement de + 0,3 an en 2025 (après + 0,2 an en 2024) en lien avec une hausse de + 6,6 % de la dette et une faible augmentation de l'épargne brute avec + 0,6 %. Le délai de désendettement décroît, donc s'améliore, pour les groupements à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants, alors qu'il croît pour les autres. C'est dans les deux strates de 100 000 à 300 000 habitants et de plus de 300 000 habitants que l'accroissement est le plus fort avec + 0,4 an. Ce mouvement est dû, pour ces deux dernières strates, à un accroissement sensible de la dette alors que l'épargne brute recule ou progresse faiblement. Pour les strates de petite taille, la décrue du délai de désendettement provient, à l'inverse, d'un accroissement important de l'épargne brute alors que la dette est en stagnation ou en faible progression *(graphiques 22 et 23)*.

GRAPHIQUE 22 – DELAI DE DESENDETTEMENT DES GFP

22 a - Depuis 2019



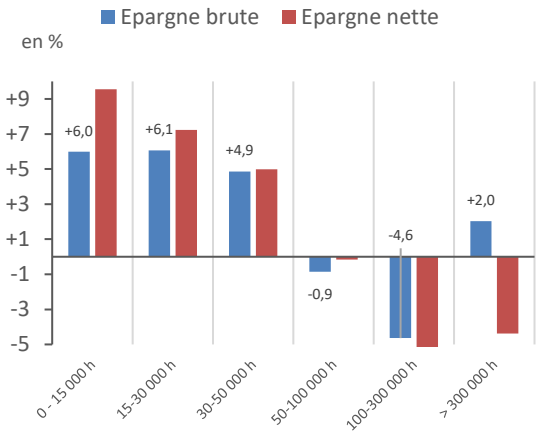
22 b – Évolution en 2025 selon la taille des GFP



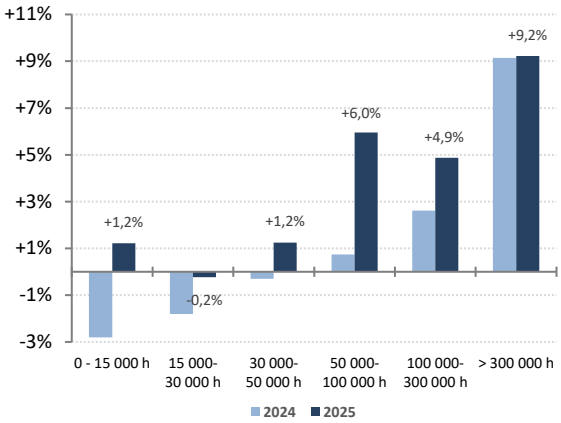
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

GRAPHIQUE 23 – COMPOSANTES DU DELAI DE DESENDETTEMENT DES GFP EN 2025

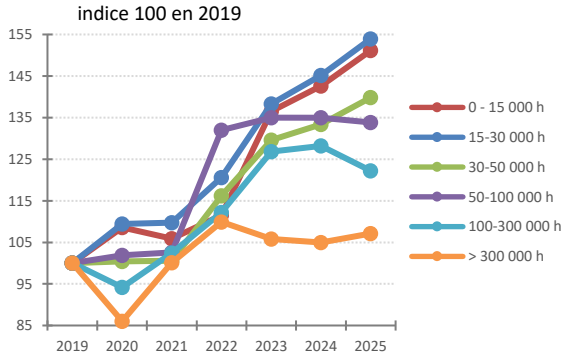
23 a - Evolution de l'épargne brute et nette des GFP



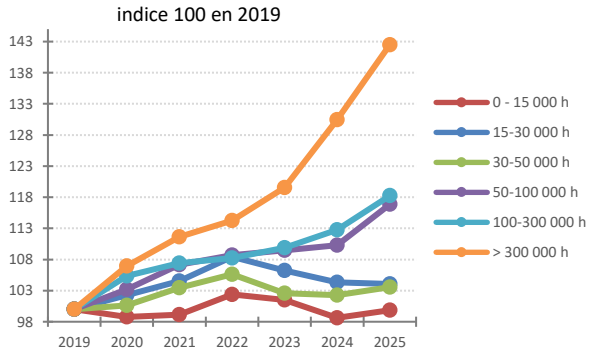
23 b – Evolution de l'encours de dette des GFP



23 c - Evolution de l'épargne brute des GFP depuis 2019



23 d – Evolution de l'encours de dette des GFP



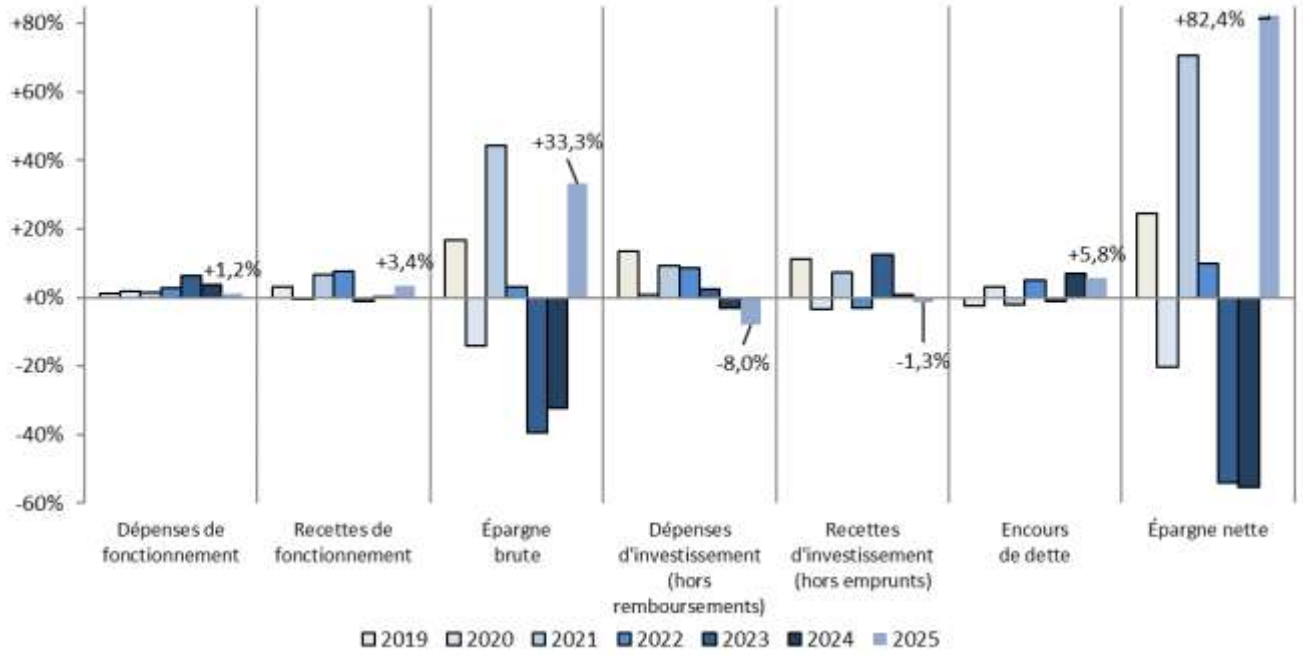
Champ : pour chaque couple d'années, GFP n'ayant pas changé de contour.
Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

Les finances des départements (hors métropole de Lyon et collectivités territoriales uniques)

JULIEN DAVID (DGCL)

Amélioration de la situation financière des départements en 2025

Graphique 1 – Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables des départements

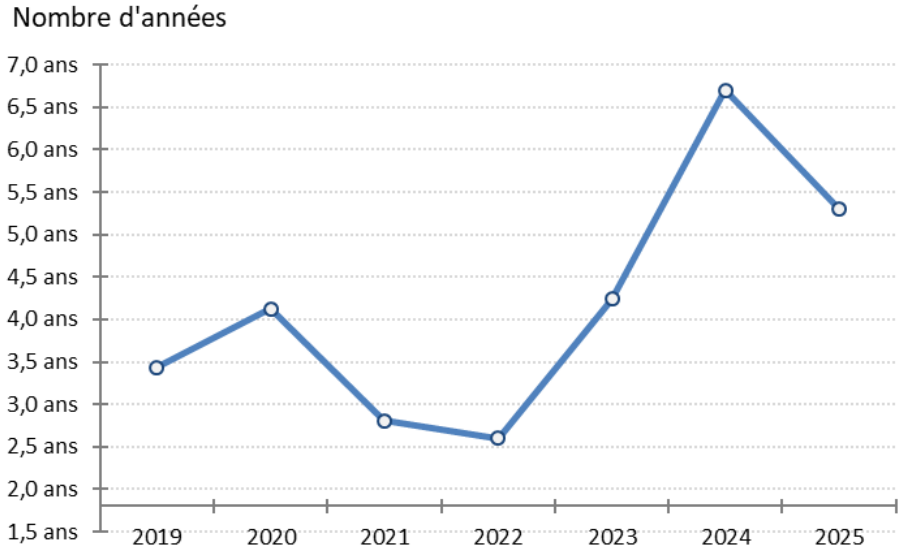


Évolutions neutralisées des modifications institutionnelles sur la période (Métropole de Lyon, CTU, Corse, Paris).
Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

La situation financière des départements s'améliore en 2025 : le délai moyen de désendettement est passé de 6,7 ans en 2024 à 5,3 ans en 2025, soit une baisse de 1,4 an *(graphique 2)*. Cette amélioration est due à la hausse significative de l'épargne brute de + 33,3 % *(graphique 3),* liée à la progression contenue des dépenses de fonctionnement (+ 1,2 %) et, côté recettes, au rebond de + 20,4 % des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). L'épargne brute des départements ne retrouve toutefois pas les niveaux observés depuis 2019.

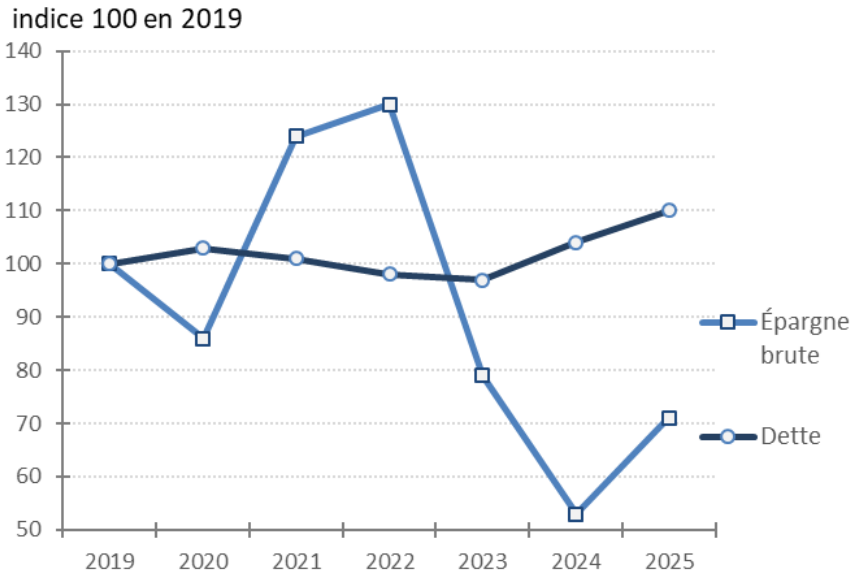
L'épargne nette qui correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements de la dette, progresse fortement en 2025 de + 82,4 %, après - 55,4 % en 2024. En effet, l'épargne brute a connu une progression plus rapide que les remboursements de dette en 2025, respectivement (+ 33,3 % contre + 5,5 %), ce qui a conduit à une nette hausse de l'épargne nette. Pour autant, elle reste en 2025 inférieure de 19% à l'épargne nette de 2023 et de 63% à son niveau maximal observé en 2022. Ce niveau encore faible d'autofinancement, malgré sa reprise, s'accompagne d'une baisse sensible des investissements en 2025 (-8,0%).

Graphique 2 - Délai de désendettement des départements (encours de dette épargne brute)



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Graphique 3 - Évolution de l'épargne brute et de la dette des départements

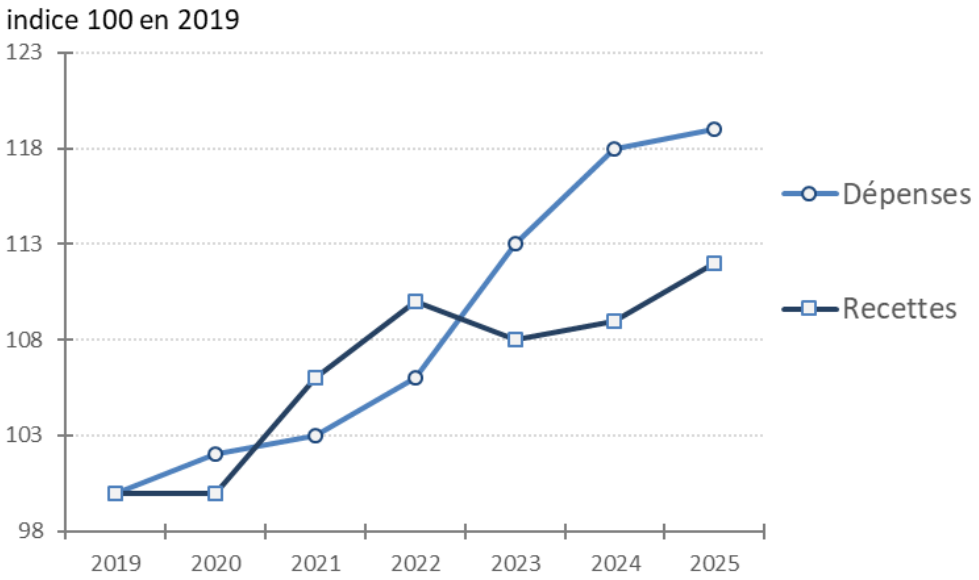


Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux opérations réelles.

Le redressement de l'épargne brute en 2025 est lié à une croissance soutenue des recettes de fonctionnement (+ 3,4 % soit + 2,4 Md€) tandis que les dépenses de fonctionnement se stabilisent (+ 1,2 % soit 760 M€ de dépenses en plus).

Cette situation contraste avec celle de 2024 marquée par une forte hausse des dépenses (+ 2,4 Md€ avec + 3,9 %) et des recettes en stagnation (+ 135 M€ avec + 0,2 %) *(graphique 4)*.

Graphique 4 - Évolution des recettes et dépenses de fonctionnement entre 2019 et 2025

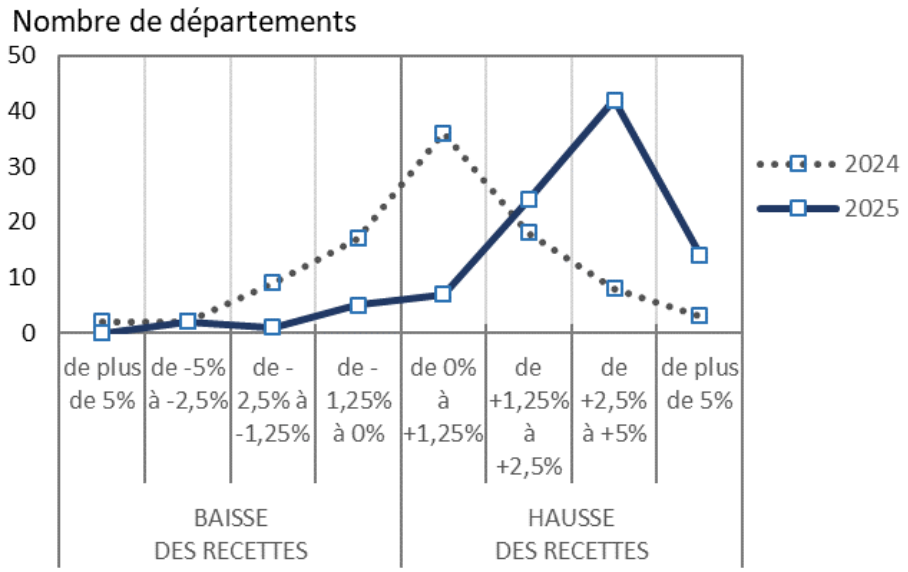


Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Augmentation des recettes de fonctionnement

En 2025, la hausse des recettes de fonctionnement s'observe dans 87 départements : près des deux tiers enregistrent une progression marquée d'au moins + 2,5 %, dont quatorze supérieure à + 5 %. À l'inverse, huit départements voient leurs recettes reculer (Maine-et-Loire, Corrèze, Nièvre, la Réunion, Mayotte, Seine-Saint-Denis, Creuse et Guadeloupe), dont deux au-delà de - 2,5 % (Creuse et Guadeloupe), contre onze en 2024 (*graphique 5*).

Graphique 5 - Répartition des départements selon les variations de leurs recettes de fonctionnement



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Depuis 2021, les impôts et taxes des départements subissent d'importantes modifications : ces derniers perçoivent désormais une fraction du produit net de la TVA en contrepartie de la perte du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), désormais attribuée aux communes et à leurs groupements.

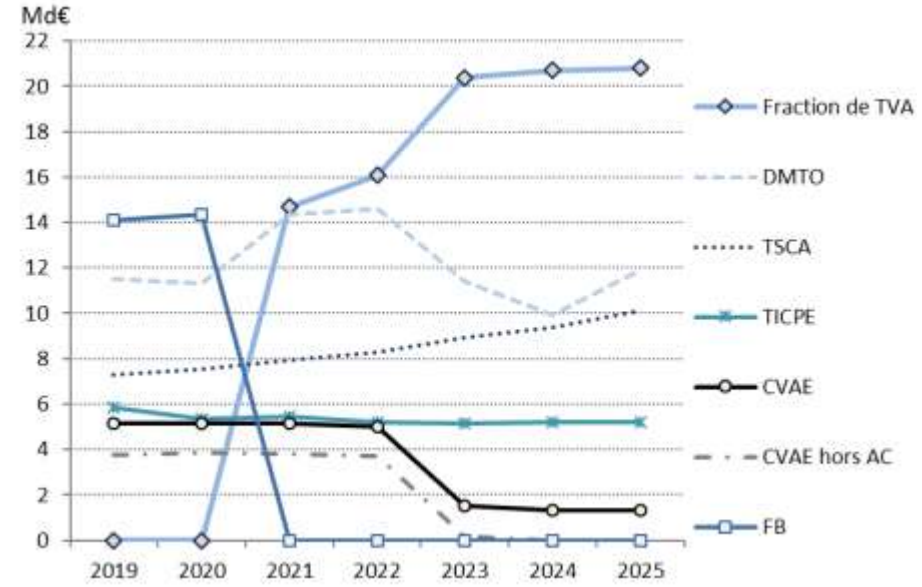
La *fiscalité* (directe et indirecte) représente presque les trois quarts des recettes des départements. Depuis le 1er janvier 2023, les départements ne perçoivent plus de CVAE, les cotisations de CVAE étant affectées au budget de l'État avant sa suppression. En contrepartie, ces collectivités se sont vu attribuer une compensation par l'octroi d'une fraction de TVA. Depuis 2021, le produit de TVA constitue la première ressource de nature fiscale des départements (20,8 Md€ en 2025, soit 39 % des impôts et taxes), il est atone pour la deuxième année consécutive.

Les autres impôts et taxes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) et la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) *(graphique 6a et cf. l'annexe 8 pour plus de détails).* L'ensemble du produit des impôts et taxes augmente de + 4,7 % en 2025, après une baisse en 2024 (- 1,6 %) et en 2023 (-3,2%) en raison principalement de la baisse des DMTO.

Le montant des DMTO est lié directement à l'évolution du nombre de transactions immobilières et à celle des prix de l'immobilier. Depuis 2014, il dépend également des taux de la taxe de publicité foncière. En 2025, deux départements ont de nouveau maintenu leur taux à 3,80 % (Indre et Mayotte) ; tous les autres ont adopté un taux correspondant au taux plafond, fixé à 5 % depuis avril 2025 (hors primo-accédants). En 2025, le marché de l'immobilier retrouve du dynamisme (hausse de + 12,8 % du nombre de transactions de logements anciens sur un an), en rupture avec la dégradation observée en 2023 et 2024. Le nombre de transactions immobilières passe de 853 000 à 951 000 ventes entre décembre 2024 et décembre 2025, dans un contexte de taux d'intérêt et de prix au mètre carré en légère baisse (*graphique 7a*, logements anciens). Parallèlement, les prix des logements anciens progressent de + 1,0 % en 2025 (*graphique 7b*).
Au total, le produit des DMTO progresse de + 20,4 % en 2025 pour atteindre 11,9 Md€. À l'exception de Mayotte, l'ensemble des départements enregistre une hausse. Hormis la Creuse et la Guadeloupe, toutes les collectivités affichent des progressions supérieures à + 5 %, alors qu'elles avaient connu un net recul en 2023 et 2024. Cette dynamique marque un retour aux niveaux observés avant la crise sanitaire, tant en évolution qu'en montant, sans pour autant retrouver les niveaux très élevés (plus de 14 Md€) de 2021 et 2022 (*graphique 6a*).

La taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) a progressé de + 7,0 % en 2025 et représente 10 Md€.

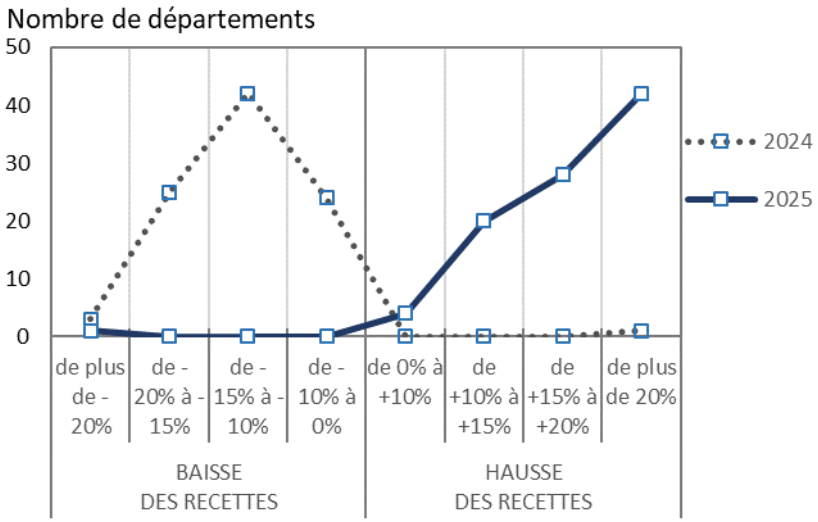
Graphique 6a - Produits de la fiscalité des départements



FB : foncier bâti ; DMTO : droits de mutation à titre onéreux ; TSCA : taxe sur les conventions d'assurance ; CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; AC : attribution de compensation ; TICPE : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.

Champ : périmètre constant entre 2019 et 2025, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.

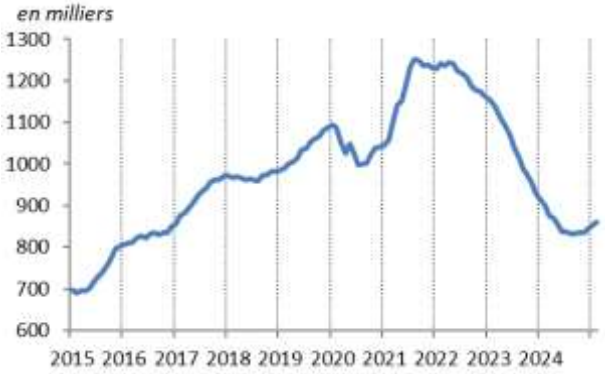
Graphique 6b - Répartition des départements selon les variations de leurs produits de DMTO



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

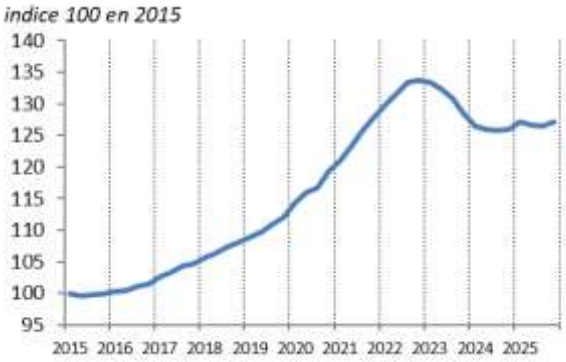
Graphiques 7

7a - Nombre de transactions de logements anciens cumulé sur 12 mois



Sources : CGEDD - MLETR. Données DGFIP

7b - Indice trimestriel des prix des logements anciens - France métropolitaine (Indice CVS)



Sources : Insee.

La taxe intérieure sur les produits énergétiques (TICPE) a augmenté de + 0,3 % en 2025 pour atteindre 5,2 Md€ après une hausse de + 0,8 % en 2024.

Les *concours de l'Etat*, qui sont constitués de la dotation globale de fonctionnement (DGF), des compensations fiscales et des autres dotations sont en léger recul en 2025 sur l'ensemble des départements (- 0,5 % soit 9,9 Md€ à champ courant) avec une DGF stable. Les attributions de péréquation et de compensation fiscale baissent (- 3,0 %) après s'être stabilisées (+ 0,5 %) en 2024.
Les *dotations et participations* reçues par les départements progressent de + 1,8 % en 2025 (7,3 Md€). Cette hausse est principalement liée aux participations de l'Etat (personnes handicapées, personnes âgées, famille et enfance, notamment), qui représentent la majorité de cette hausse, soit 129,8M€.

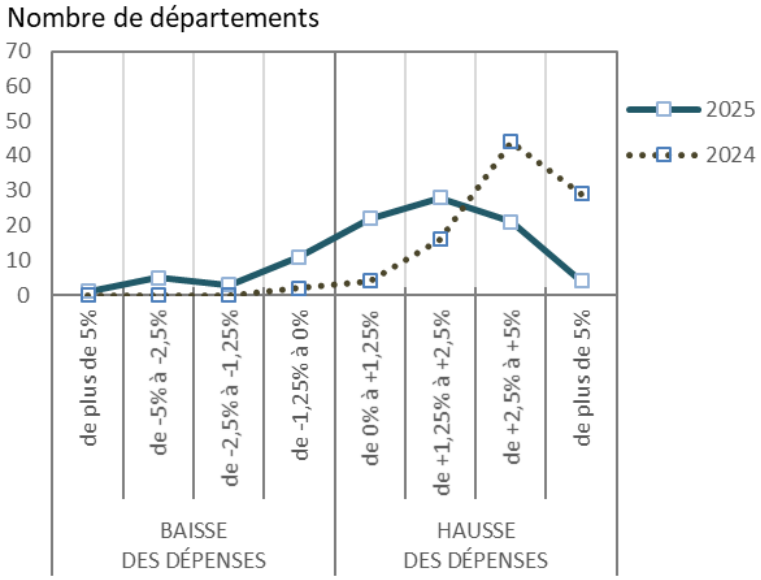
Les *ventes de biens et services* (0,5 Md€) baissent de - 2,6 % en 2025, après + 10,2 % en 2024. Cette diminution s'explique par la baisse des redevances et recettes d'utilisation du domaine (- 18 M€, soit – 12,3 %).

Les *autres recettes de fonctionnement*, qui pour les départements sont essentiellement composées des recouvrements de dépenses d'aide sociale, reculent en 2025 (–2,1 %, après +7,4 % en 2024).

Les dépenses de fonctionnement augmentent faiblement

En 2025, les dépenses de fonctionnement des départements augmentent de + 1,2 %, mais ralentissent très nettement par rapport à 2024 (+ 3,9 %). Tout comme en 2024, la grande majorité des départements voient leurs dépenses de fonctionnement augmenter en 2025, avec pour vingt-cinq d'entre eux une augmentation de plus de + 2,5 %. Toutefois, vingt départements voient leurs dépenses diminuer, les baisses les plus marquées étant observées dans des départements ruraux (Corrèze, Creuse). C'est plus qu'en 2024, où on comptait deux départements enregistrant une baisse de leurs dépenses *(graphique 8)*.

Graphique 8 - Répartition des départements selon les variations de leurs dépenses de fonctionnement



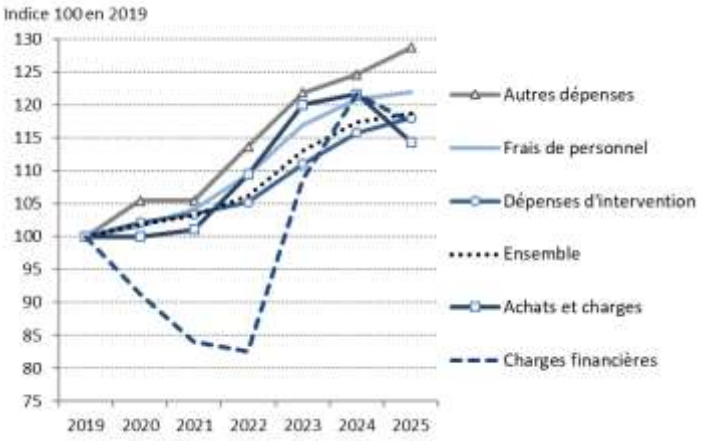
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Les *achats et charges externes* chutent en 2025 (- 5,8 %, après + 1,3 % l'année précédente). Outre le ralentissement de l'inflation, cette diminution s'explique principalement par la baisse des coûts des autres services extérieurs (notamment des dépenses de publicité, publications, relations publiques qui ont baissé de 26 M€, soit - 14,0 %), ainsi que des dépenses diverses de services extérieurs (- 17 M€) *(graphique 9)*.

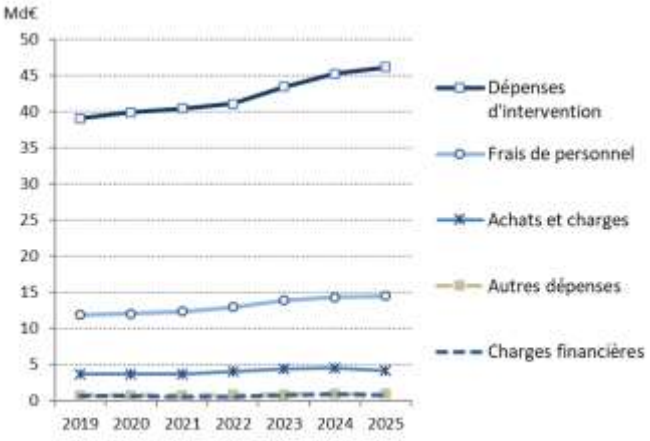
Les *frais de personnel* poursuivent leur progression en 2025 mais ralentissent (+ 1,0 %, après + 3,3 % en 2024), une hausse portée principalement par la progression des charges de sécurité sociale et de prévoyance (+ 198 M€, soit + 5,7%).

Les *charges financières* connaissent une diminution marquée (- 3,1 % en 2025, après + 11,8 % en 2024) et malgré la hausse de l'encours de dette constatée en 2024 et 2025. Elles restent à un niveau modéré (0,81 Md€) qui représente 1,2 % des dépenses de fonctionnement mais près de 25,3 % de l'épargne nette. Ces rapports étaient respectivement de 1,3 % et 47,5 % il y a un an. Les *autres dépenses de fonctionnement* continuent de progresser en 2025 (+ 3,1 %, contre + 1,7 % en 2024).

Graphique 9 - Évolution des dépenses de fonctionnement des départements selon le type de dépenses



Évolutions neutralisées des impacts des recentralisations RSA sur la période (La Réunion, Seine-Saint-Denis, Pyrénées-Orientales et Ariège)



Montants tous départements confondus (mais hors CTU de Martinique et Guyane, Collectivité de Corse, et hors Ville de Paris)

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

En 2025, les ***dépenses d'intervention*** augmentent de + 2,0 %, contre + 4,2 % en 2024. Pour les départements, la très grande majorité de ces dépenses relève de l'action sociale : presque la moitié sont constituées des « allocations individuelles de solidarité » (AIS), c'est-à-dire le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation de handicap (PCH), qui se substitue progressivement à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Ces dépenses d'allocations individuelles augmentent globalement de + 1,8%. Dans le détail, les dépenses liées au RSA ont augmenté de + 1,7 % en 2025 *(graphique 10a)*. Cette augmentation intervient dans un contexte de stabilisation de l'évolution du nombre de bénéficiaires du RSA entre décembre 2024 et décembre 2025 (+ 0,2 %). Les dépenses liées à l'APA ont diminué de - 0,3 % en 2025, à rebours de 2024 (+ 4,5 %), notamment en raison de l'expérimentation conduite depuis juillet 2025 dans 23 départements, fusionnant les parts santé et dépendance dans le financement de l'APA en établissement. Celles liées au handicap (PCH et ACTP) sont celles qui ont évolué le plus rapidement depuis 2015 (et de + 9,0 % en 2025) *(graphique 10b)*.

Un autre poste important à côté des AIS est celui des frais d'hébergement (ASE, personnes atteintes d'un handicap…), qui représente 15,3 Md€ en 2025, en progression de + 3,9 % et constitue un enjeu primordial pour les équilibres financiers des départements.

Diminution des recettes et des dépenses d'investissement

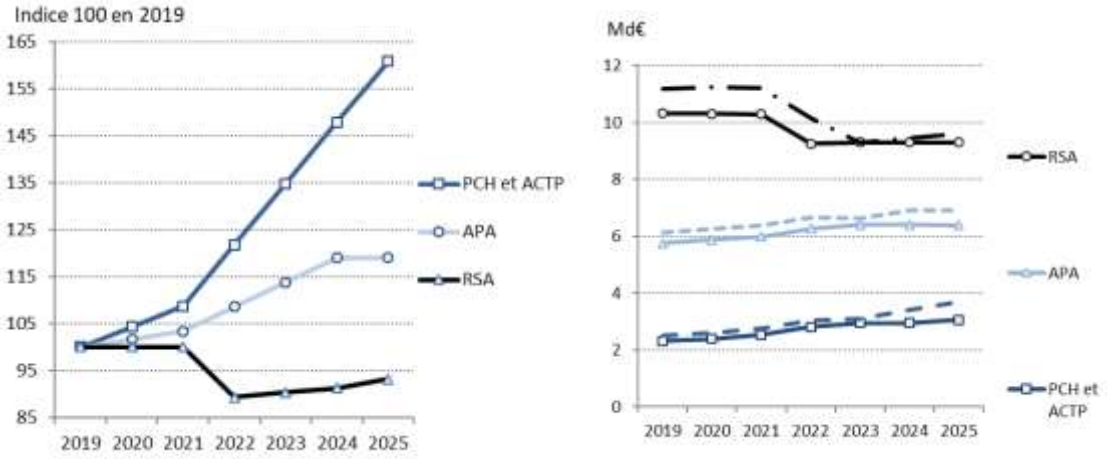
Les recettes d'investissement (hors emprunts) diminuent en 2025 (- 1,3 %, après + 0,9 % en 2024) *(graphique 11).*

Le *FCTVA* versé par l'État se stabilise, après plusieurs années de progression (+ 0,1 % en 2025 et + 1,9 % en 2024, après + 10,9 % en 2023 et + 6,7 % en 2022). Les *dotations et subventions d'investissement* baissent fortement en 2025 (- 8,6 %, après + 0,5 % en 2024). Les *autres recettes d'investissement* bondissent en 2025 (+ 31,3 % après – 1,1 % en 2024) mais représentent des montants très faibles (0,43 Md€).

Dans un contexte de dégradation sensible de la situation des finances des départements en 2023 et 2024, et malgré la hausse de l'épargne nette (+ 1,45 Md€ en 2025), celle-ci reste inférieure de 5,4 Md€ à celle de 2022. De ce fait, les départements contractent nettement leurs investissements (hors remboursements de dette) en 2025 (- 8,0 %), après une baisse déjà observée en 2024 (- 2,9 %) (graphique 12). Ils atteignent 11,2 Md€ en 2025, après 12,2 Md€ en 2024. Alors que les dépenses de fonctionnement des départements sont essentiellement des dépenses sociales, les investissements relèvent pour deux tiers des transports, routes et voiries (3,2 Md€), de l'enseignement, formation et apprentissage (2,6 Md€) et de l'aménagement des territoires et habitat (1,0 Md€) (*graphique 13, et annexe 2F pour une présentation de la ventilation fonctionnelle des dépenses)*.

Graphique 10 - Dépenses d'allocations individuelles de solidarité

10 a - En évolution à contour constant [(a)] *10 b - En milliards d'euros [(b)]*



(a) C'est-à-dire, pour chaque couple d'années, hors les collectivités qui changent de nature et hors les départements dont le RSA est pris en charge par l'État.
(b) En pointillé, dépenses de toutes les collectivités concernées par les dépenses d'AIS, donc y compris la Ville de Paris, la Corse, la Martinique, la Guyane et la métropole de Lyon. En traits pleins, seulement les départements (y c. Seine-Saint-Denis, Pyrénées-Orientales et Ariège).
RSA : revenu de solidarité active ; AIS : allocations individuelles de solidarité ; PCH et ACTP : prestation de compensation de handicap, qui se substitue progressivement à l'allocation compensatrice pour tierce personne ; APA : allocation personnalisée d'autonomie.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

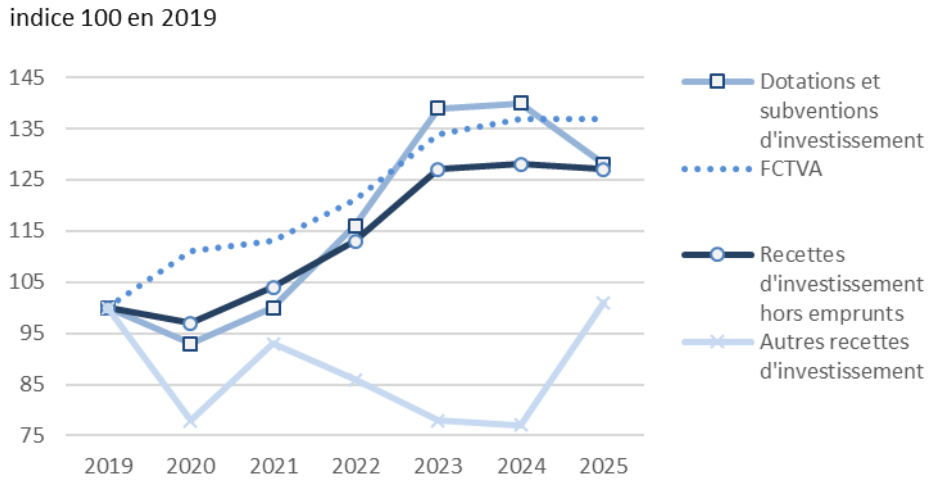
On distingue trois types de dépenses d'investissement. Pour les *dépenses d'équipement* qui diminuent (- 11,2 % en 2025, après + 2,4% en 2024) *(graphique 12)*, les efforts se sont portés principalement vers les domaines des transports, de l'aménagement des territoires, de la culture et de l'enseignement.

Par ailleurs, les *subventions d'équipement versées* diminuent également en 2025 (- 1,3 %, après - 2,8 % en 2024), sous l'effet notamment du recul de plusieurs secteurs : les subventions en services généraux baissent de - 76,9 %, celles dédiées à l'action économique de - 12,2 % et celles destinées à l'environnement de - 9,4 %.

Les *autres dépenses d'investissement* chutent en 2025 dans la lignée de l'an dernier

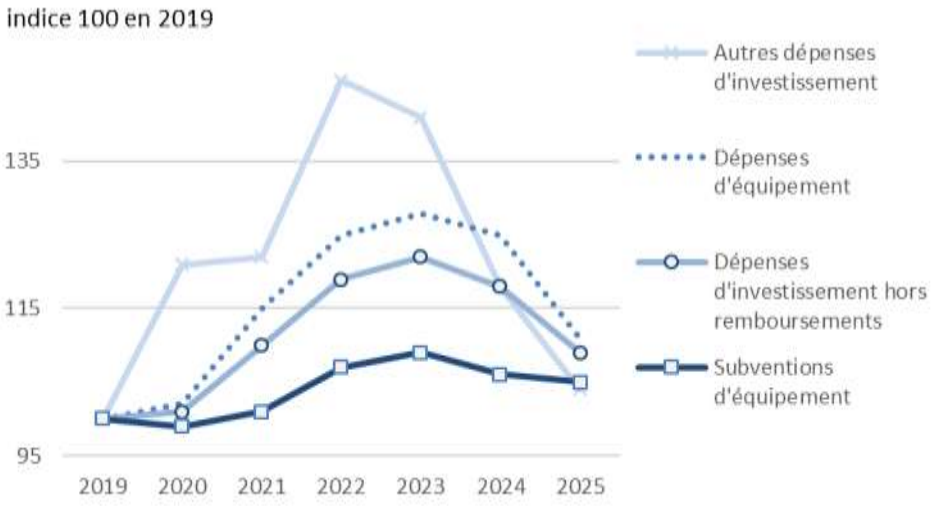
(- 11,4 %, après - 16,4 % en 2024). Les secteurs qui enregistrent les plus fortes baisses sont la culture, vie sociale, sport et jeunesse avec un recul de - 46,4 %, l'aménagement des territoires et habitat avec - 31,1 % et la sécurité et salubrité publiques avec - 30,3 %.

Graphique 11 - Évolution des recettes d'investissement des départements (*hors emprunts*)



Champ : à périmètre constant entre 2019 et 2025, donc hors Paris.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Graphique 12 - Évolution des dépenses d'investissement des départements (*hors remboursements de dettes*)



Champ : à périmètre constant entre 2019 et 2025, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

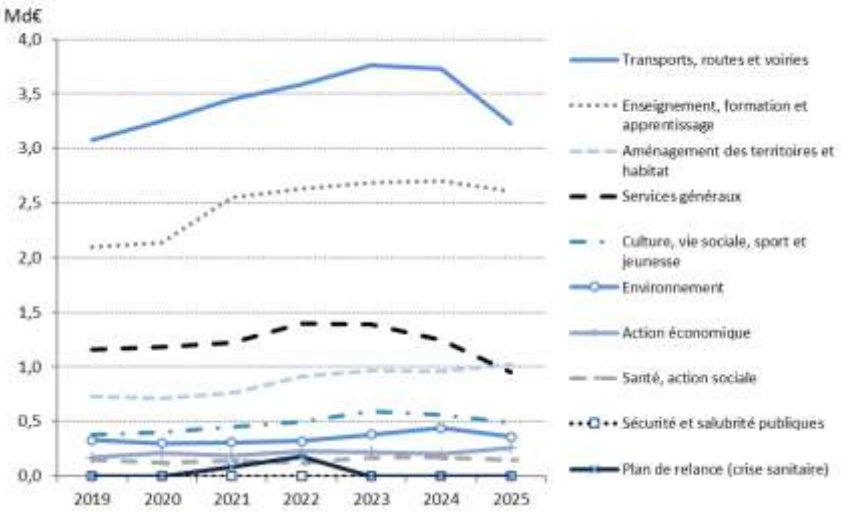
Un besoin de financement qui diminue mais un recours à l'endettement qui reste élevé

Le redressement de l'épargne nette de plus de 1,45 Md€ s'appuie sur l'augmentation des recettes de fonctionnement (+ 2,4 Md€) plus importante que celle des dépenses de fonctionnement (+0,8 Md€) et des remboursements d'emprunt (+0,2Md€).

En conséquence, les départements présentent une réduction de leur besoin de financement (solde entre l'ensemble des recettes et des dépenses avant

mouvements sur la dette). Il est ramené de - 4,0 Md€ en 2024 à - 1,5 Md€ en 2025. Pour mémoire, les départements dégageaient entre 2022 et 2024, un besoin de financement supérieur à + 2,0 Md€.

Graphique 13 - Dépenses d'investissement des départements par fonction (*hors remboursements de dettes*)



Champ : à périmètre constant entre 2019 et 2025, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Ce besoin de financement en 2025 se traduit par un flux net de dette (emprunts – remboursements de dette) de 1,9 Md€.

L'encours de dette au 31 décembre des départements progresse ainsi de + 5,8 % pour atteindre 34,6 Md€, prolongeant la dynamique observée entre 2023 et 2024. Il demeure par ailleurs nettement supérieur à son niveau sur la période comprise entre 2021 et 2023.

En 2025, trois quarts des départements sont concernés par cet accroissement du stock de dette et pour 18% d'entre eux, cette augmentation est supérieure à + 10 %.

Réduction générale du délai de désendettement des départements en 2025

Le délai de désendettement d'un département mesure le nombre d'années théoriques d'épargne brute nécessaire pour rembourser intégralement son stock de dette. Ce délai moyen s'était amélioré entre 2021 et 2022 (2,8 ans puis 2,6 ans), avant de se dégrader en 2023 (4,2 ans) et plus fortement encore en 2024 (6,7 ans). En 2025, ce délai moyen se redresse pour revenir sous les 6 ans (5,3 ans) (*graphique 2*). Cette amélioration est commune à la plupart de ces collectivités puisque sur l'ensemble des départements, 76 voient leur délai de désendettement se réduire par rapport à 2024 et seulement 19 observent une dégradation.

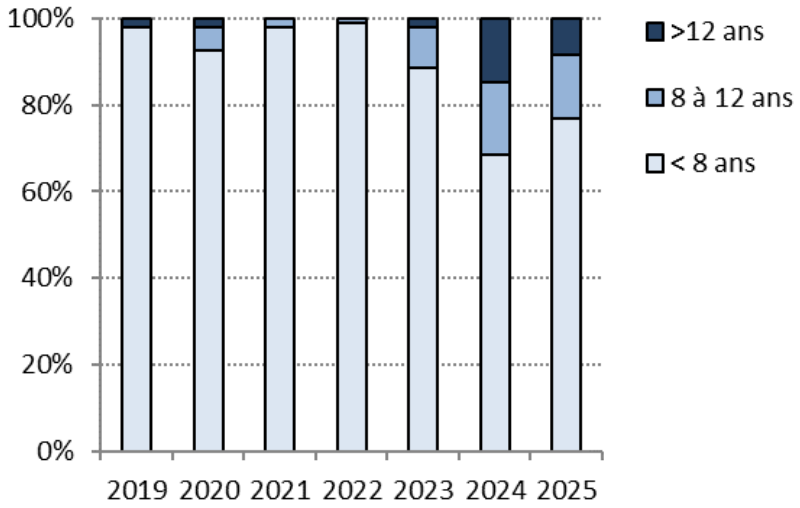
Ainsi en 2024, trente départements affichaient un délai de désendettement supérieur à 8 ans *(graphique 14)*. C'est le cas pour vingt-deux départements en 2025.

En 2025, 6 départements ont un délai de désendettement inférieur à un an : l'Ariège, l'Indre, Mayotte, le Morbihan, la Haute-Vienne et le Jura *(graphique 15)*. En 2025, comme chaque année auparavant, l'Indre continue de financer ses investissements sur ses seules ressources propres et n'a aucune dette. C'est également le cas pour l'Ariège en 2025 grâce à une forte baisse de son fonds de roulement.

Entre 2017 et 2022, les écarts relatifs entre les délais de désendettement les plus élevés et les plus faibles demeuraient globalement stables, avec un rapport

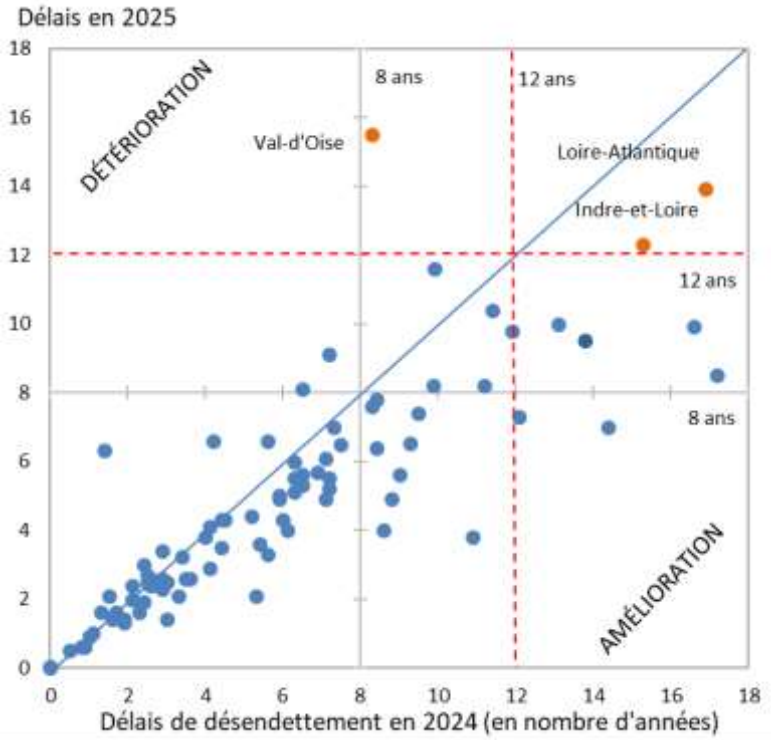
interquartile proche de 2,1. Les années 2023 et 2024 marquent une rupture, ce rapport atteignant respectivement 2,8 puis 3,4, signe d'une dégradation de la situation des départements les plus endettés. En 2025, cette dynamique s'atténue, le rapport revenant à 3,0 (graphique 16).

Graphique 14 - Répartition des départements selon leur délai de désendettement



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

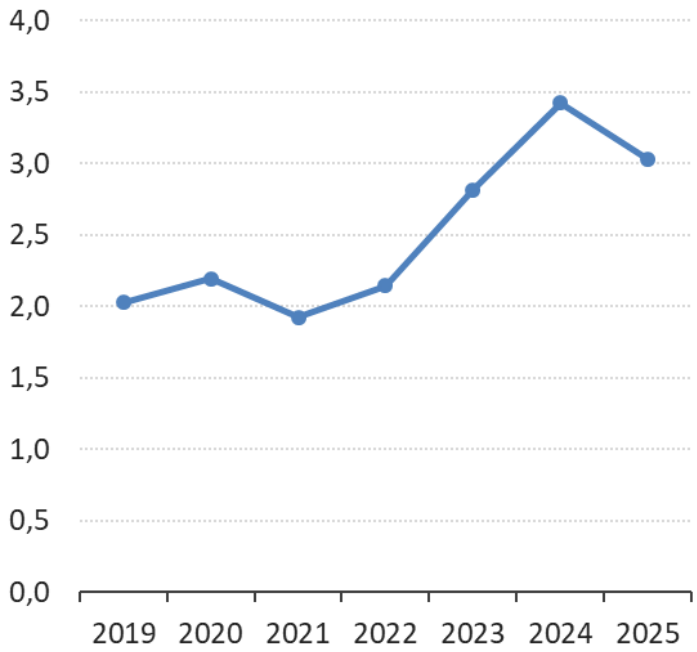
Graphique 15 - Délai de désendettement des départements en 2024 et en 2025 (*en nombre d'années*)



Lecture : en 2024, le Val-d'Oise avait un délai de désendettement de 8,3 ans (axe horizontal); en 2025, il est de 15,5 ans (axe vertical). A noter que les départements de l'Aisne (21,1 ans en 2025), de la Seine-Saint-Denis (18,6 ans en 2025), du Pas-de-Calais (38,3 ans en 2024), de la Haute-Garonne (24,2 ans en 2024) ne sont pas représenté. Le département de la Gironde qui a une épargne brute négative en 2024 n'est pas non plus représenté.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Graphique 16 - Indicateur de disparité des délais de désendettement (Q3 / Q1 : rapport interquartile)



Q1 : valeur qui sépare le quart des départements qui ont les délais de désendettement les plus faibles
Q3 : valeur qui sépare le quart des départements qui ont les délais de désendettement les élevés
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Encadré – Modifications récentes dans les finances et la fiscalité des départements

L'analyse des comptes des départements est rendue plus complexe sur les dernières années pour plusieurs raisons :

- La recentralisation, par l'État, du revenu de solidarité active (RSA) et de son financement, prévue par l'article 81 de la loi de finances pour 2019, a débuté avec le département de Mayotte et la CTU de Guyane en 2019, puis en 2020 avec le département de La Réunion. Elle s'est poursuivie en *2022* avec les départements de Seine-Saint-Denis et des Pyrénées-Orientales. En 2023, c'est le département de l'Ariège qui était concerné.
- Depuis *2021*, les départements perçoivent une fraction du produit net de la TVA en contrepartie de la perte du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).
- L'année *2021* a également été marquée par la création de la Collectivité européenne d'Alsace issue de la fusion des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.
- La collectivité à statut particulier de la Ville de Paris a été créée en *2019* en lieu et place de la commune de Paris et du département de Paris. Elle est traitée ici par convention avec les communes ; les évolutions des départements entre 2018 et 2019 sont donc calculées hors département de Paris.
- Les flux de subventions entre la commune et le département de Paris, en lien avec le financement de l'action sociale, ont été modifiés dès *2018*, avant la création de la collectivité à statut particulier. Les subventions reçues par les départements en 2018 s'en sont alors trouvé affectées à la baisse, pour des raisons purement comptables.
- L'année 2018 a aussi été marquée par la création de la Collectivité de Corse, issue de la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale de Corse. Les évolutions 2017/2018 sont donc présentées à périmètre constant (hors Corse), comme ce fut le cas en *2015* (hors Rhône, lors de la création de la métropole de Lyon) et en *2016* (hors Martinique et Guyane, lors de la création des collectivités territoriales uniques).
- Les transferts de compétences dans le domaine du transport, des départements vers les régions, débutés en *2017* et prolongés en 2018, ont été accompagnés d'un transfert de financement sous la forme d'une diminution de la part de CVAE perçue par les départements, part transférée aux régions. Lorsque le produit de CVAE transféré a dépassé le montant du coût des transferts effectués, les départements concernés ont reçu de la part des régions des attributions de compensation (AC) du transfert de CVAE. Inversement, certains départements ont dû verser une attribution de compensation à leur région. Cela touche ces années-là les dépenses et les recettes de fonctionnement, qui doivent alors être décrites "hors fonction transports" pour les dépenses (en particulier les achats et charges externes), et "hors AC de CVAE" (pour les recettes).

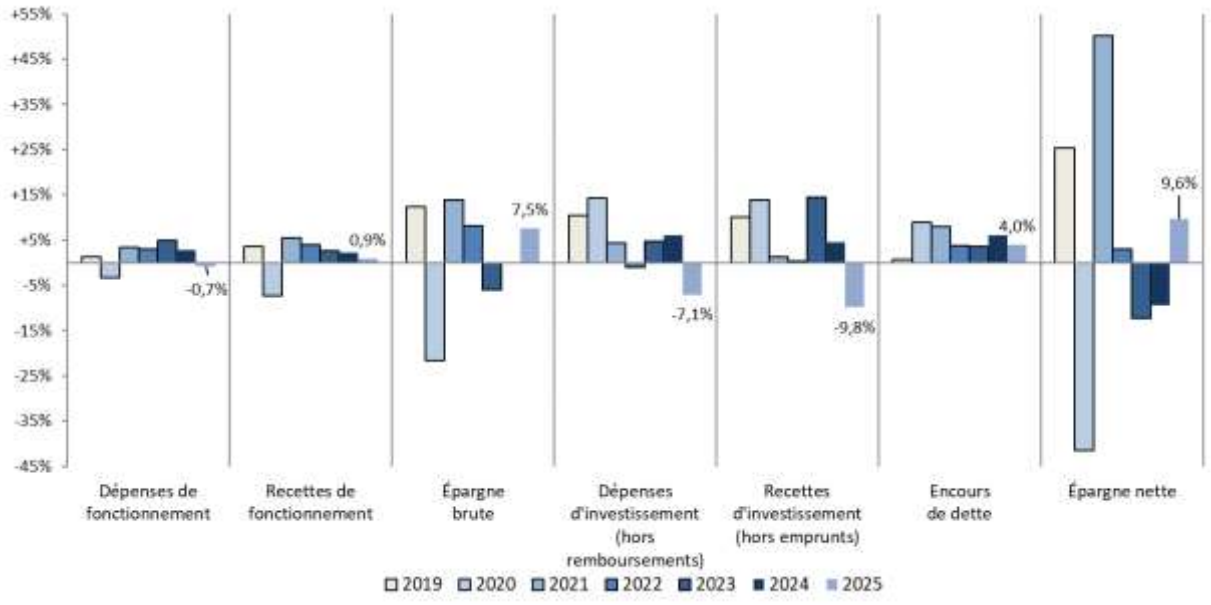
Les finances des régions
y compris les collectivités territoriales uniques (CTU)

JULIEN DAVID (DGCL)

Baisse des dépenses de fonctionnement en 2025

Les dépenses de fonctionnement des régions et CTU reculent de - 0,7 % en 2025 *(graphique 1*) après une hausse de + 2,2 % en 2024[2]. Elles s'élèvent à 25,3 Md€. Les dépenses d'intervention, qui en représentent la composante principale, diminuent *(graphique 2)* alors que, dans le même temps, les achats et charges externes progressent. Ces mouvements peuvent s'expliquer par des modifications d'inscriptions comptables entre les deux années sur ces deux postes. Leur regroupement aboutit à une évolution de + 0,8 % en 2025 après + 1,8 % en 2024. Les frais de personnel poursuivent leur progression en 2025 mais ralentissent (+ 2,4 %, après + 3,6 % en 2024 et + 4,0 % en 2023). Les charges financières diminuent (- 3,8 % en 2025, après + 26,3 % en 2024) et atteignent 1,04 Md€. Elles représentent 4,1 % des dépenses de fonctionnement et 16,4 % de l'épargne brute, proportions les plus élevées depuis dix ans. Les autres dépenses de fonctionnement sont à la hausse en 2025 (+ 11,2 %, après - 17,3 % en 2024).

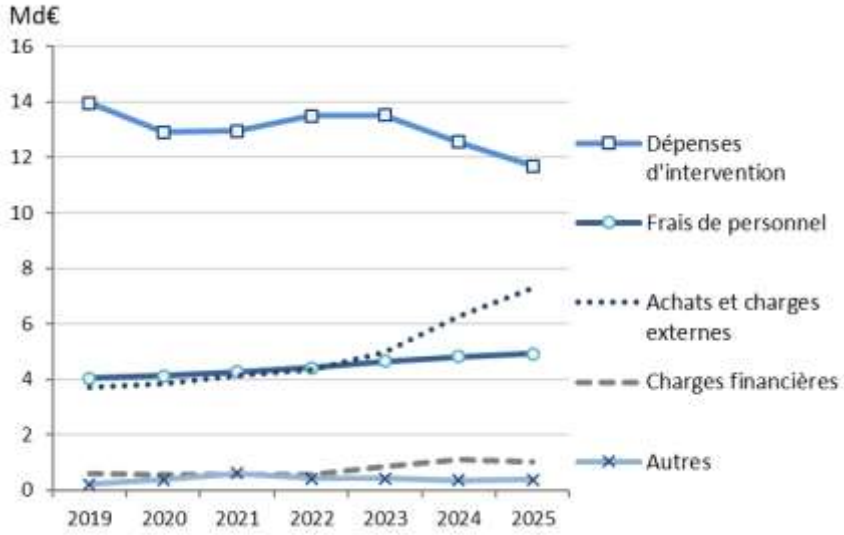
Graphique 1 - Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables des régions et collectivités territoriales uniques (CTU)



Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux

[2] En 2025, les évolutions sont calculées hors CTU Martinique (données provisoires à date de parution) et hors impact des nouvelles inscriptions dans 2 régions (Bourgogne-Franche-Comté & Auvergne-Rhône-Alpes) des recettes tarifaires ferroviaires avec leur contrepartie en dépenses.

Graphique 2 - Dépenses de fonctionnement des régions et CTU selon le type de dépenses



Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Les recettes de fonctionnement en repli

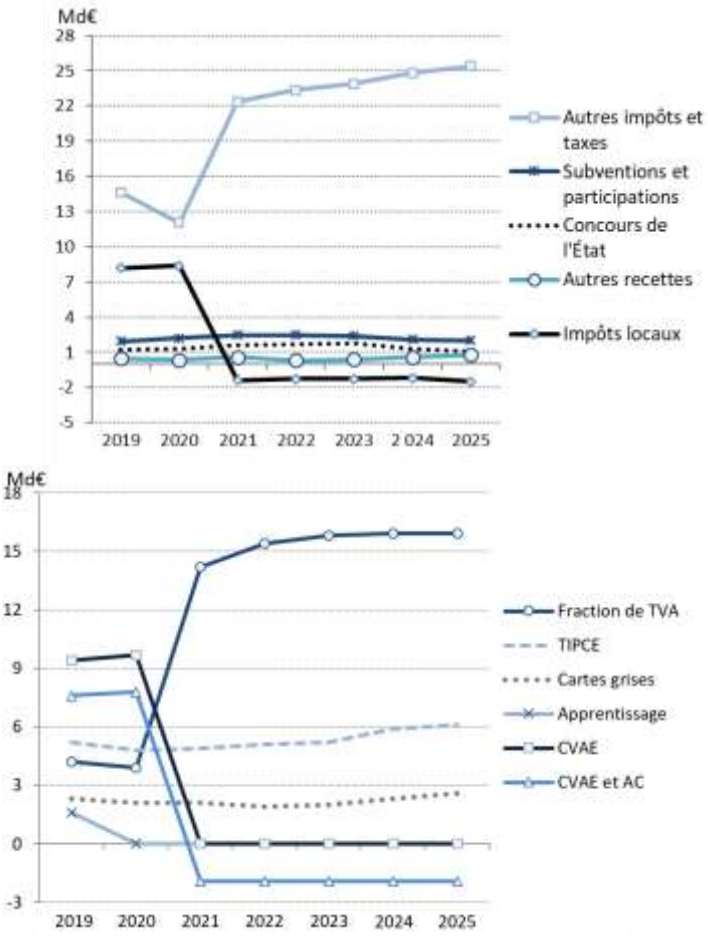
En 2025, les recettes de fonctionnement des régions et CTU augmentent nettement moins rapidement qu'en 2024 (+ 0,9 %, après + 2,0 % en 2024). Les impôts et taxes progressent légèrement en 2025 (+ 1,4 %, après + 3,8 % en 2024). Comme en 2024, le montant des impôts locaux nets apparaît négatif en 2025, alors que la CVAE n'est plus versée aux collectivités territoriales depuis le 1er janvier 2023 *(graphique 3)*.

Les autres impôts et taxes, principale composante des recettes de fonctionnement, décélèrent également en 2025 (+ 2,4 %, après + 3,6 % en 2024). A noter que les régions perçoivent, comme en 2024, une fraction de TVA attribuée en compensation de la suppression définitive de leur part de CVAE. Cette fraction de TVA stagne (+0,4%), elle représente l'équivalent de 52,0 % de leurs recettes de fonctionnement. Les produits de l'accise sur les énergies (ex TICPE) progressent à nouveau en 2025 mais beaucoup moins fortement qu'en 2024 (+ 3,4 % en 2025 après + 12,6 % en 2024), année de l'attribution d'une part supplémentaire en raison de l'intégration des compensations au titre des frais de gestion sur la TH, la CFE et la CVAE pour le financement de la formation professionnelle. Dans le même temps, les produits des taxes sur les certificats d'immatriculation affichent une hausse marquée de + 9,9 % (après + 16,1 % en 2024).

Les concours de l'Etat chutent en 2025 de - 6,3 % après - 21,0 % l'an dernier notamment à cause de la forte baisse des attributions de péréquation et de compensation due en 2024 au transfert vers le produit d'accise sur les énergies des dotations au titre des frais de gestion. Les compensations fiscales reculent encore de - 30,6 % en 2025 après - 47,8 % en 2024. Les subventions reçues connaissent également un repli en 2025 (- 5,7 % contre - 17,2 % en 2024).

Graphique 3 - Recettes de fonctionnement des régions

Par type de recettes *Détail des impôts et taxes*



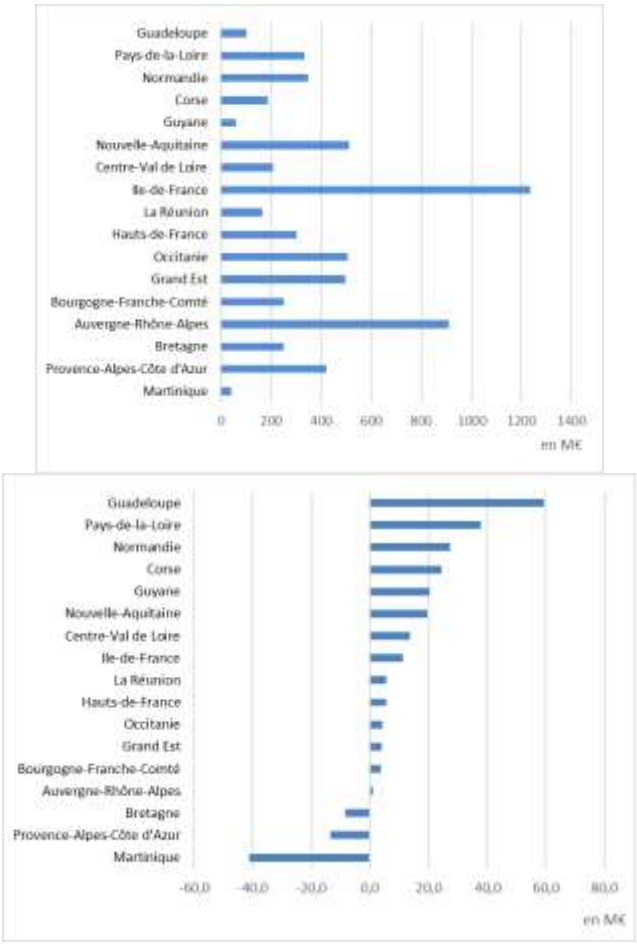
CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; AC : attribution de compensation ; Les impôts locaux et le produit « CVAE et AC » sont calculés nets des reversements, ce qui explique la présence de montant négatifs à partir de 2021.
TICPE : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Hausse de l'épargne brute des régions et CTU

Compte tenu des évolutions respectives des recettes et dépenses de fonctionnement, leur solde, l'épargne brute des régions et CTU se renforce en 2025 de + 451 M€ (+ 7,5 %). Sa valeur en montant (6,3 Md€) revient à un niveau comparable à 2019 (6,4 Md€), avant le passage de la crise Covid.

Cette amélioration globale en 2025 présente des disparités assez marquées. Trois régions ou CTU affichent une baisse de leur épargne brute (Martinique, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Bretagne). La région Auvergne-Rhône-Alpes la stabilise, les autres ont, pour leur part, une épargne brute qui progresse *(graphique 4)*.

Graphique 4 - Épargne brute des régions et CTU en 2025



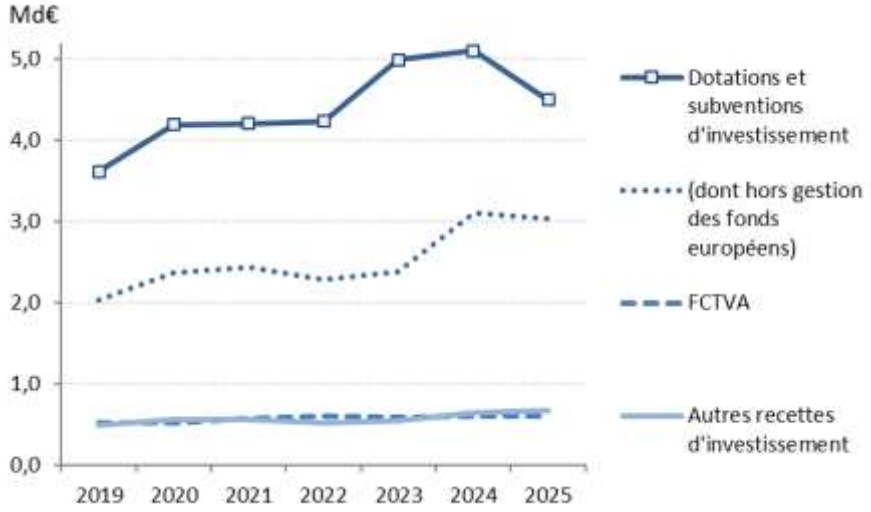
Lecture : en 2025, la Normandie avait une épargne brute de 349 M€, soit une évolution de + 27,4 % par rapport à 2024.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Dans le même temps, les remboursements de la dette augmentent (+ 4,8 %), l'épargne nette des régions ressort en forte hausse en rupture avec les deux années précédentes, + 9,6 % après - 7,6 % en 2024 et - 11,8 % en 2023. Cependant le niveau actuel reste inférieur de 20,5 % à celui de 2019. La reprise constatée en 2025 concerne 14 des 17 régions et CTU analysées.

Forte diminution des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement (hors emprunts) baissent en 2025 (- 9,8 %, après + 3,1 % en 2024). Les dotations et subventions d'investissement, qui en sont la composante principale, ont diminué (- 12,7 % en 2025, après + 2,0 % en 2024). Hors gestion des fonds européens, cette évolution est bien moins marquée (- 1,9 %) avec des subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables de deux régions très élevées (Hauts de France et Auvergne-Rhône-Alpes). Le FCTVA affiche une baisse de - 0,9 % en 2025 après une hausse de + 7,4 % en 2024. Les autres recettes d'investissement ont augmenté de + 4,3 % en 2025 après + 17,0 % en 2024, mais représentent des montants plus marginaux *(graphique 5)*.

Graphique 5 - Recettes d'investissement des régions et CTU (hors emprunts)



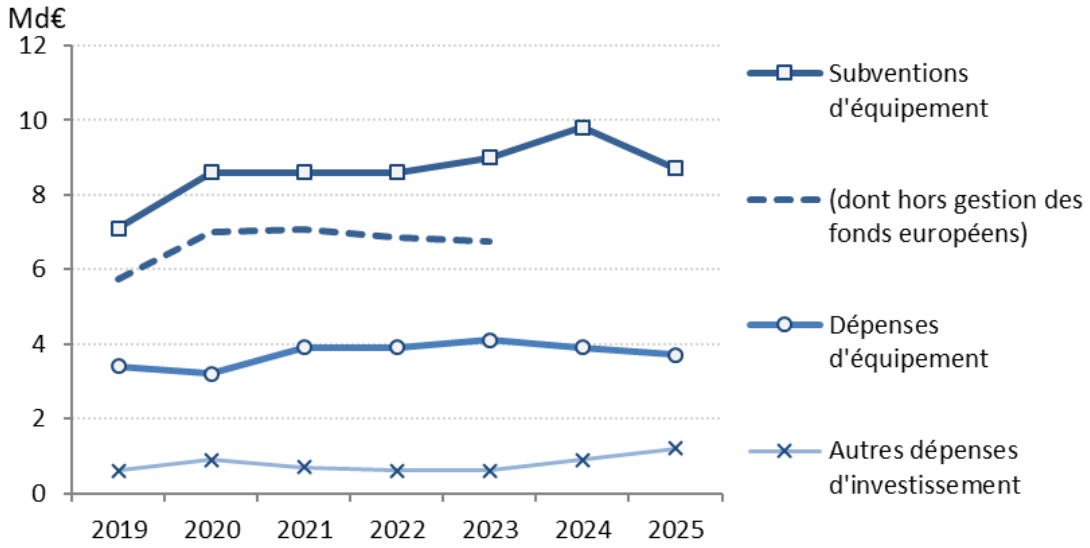
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Les dépenses d'investissement en recul

Les dépenses d'investissement (hors remboursements de la dette) des régions et CTU ont baissé de - 7,1 % en 2025 et de -1,1 % hors gestion des fonds européens. Cette évolution contraste avec les années précédentes, durant lesquelles les dépenses d'investissement des régions avaient progressé dans un contexte d'inflation plus soutenue. Les subventions d'investissement, qui en sont la composante principale, se replient de - 11,9 % en 2025 (après + 8,1 %). Cette diminution s'élève à -3,7 % hors gestion des fonds européens *(graphique 6)*. Les dépenses d'équipement continuent de baisser en 2025 (- 4,1 %, après - 5,2 % en 2024). Cette évolution s'explique par la baisse observée dans la majorité des régions ou CTU (douze sur dix-sept), malgré une forte progression dans quelques territoires comme l'Île-de-France et les Pays-de-la-Loire (au-delà de + 10 %). Après le fort rebond amorcé en 2024 (+ 51,6 %), les autres dépenses d'investissement poursuivent leur dynamique en 2025 (+ 33,6 %) notamment grâce aux subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables de la région Grand Est. Cela représente un retour graduel aux niveaux d'investissement d'avant la crise sanitaire.

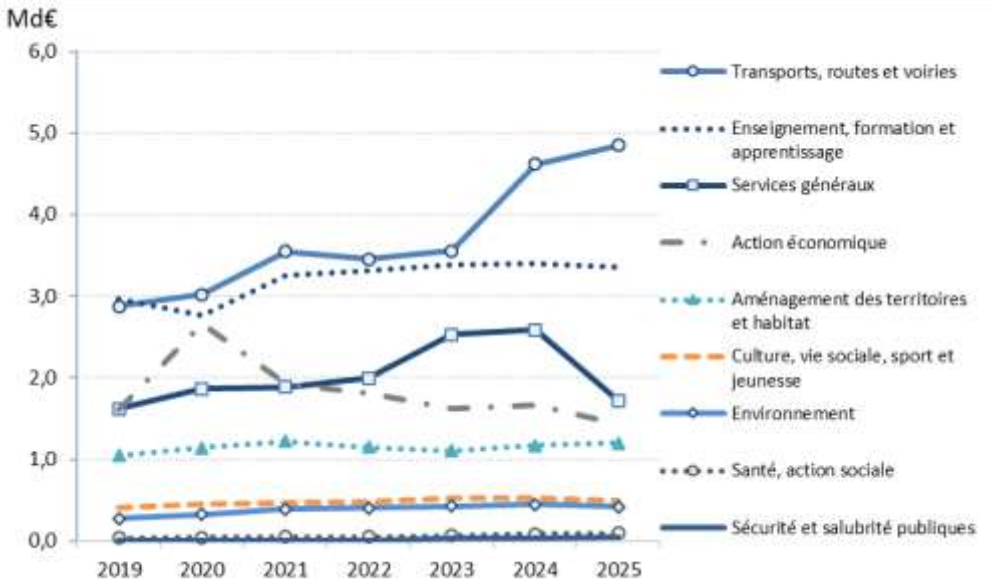
La majorité des fonctions sont orientées à la baisse, en particulier la fonction « action économique », qui régresse fortement en 2025 (- 14,0 %), et la fonction « services généraux », plus transversale, dont les dépenses d'investissement enregistrent le recul le plus marqué, tant en évolution (- 33,6 %) qu'en montant (- 900 M€) (*graphique 7*). A l'inverse, les dépenses d'investissement dans les fonctions « sécurité et salubrité publiques », « santé, action sociale » et « transports, routes et voiries » sont en forte progression en 2025 avec respectivement + 13,2 %, + 11,9 % et + 4,9 %.

Graphique 6 - Dépenses d'investissement des régions et CTU
(hors remboursement de la dette)



Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Graphique 7 - Répartition par fonction des dépenses d'investissement des régions et CTU



Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

*Baisse prononcée du besoin de **financement et du recours à l'endettement***

En 2025, du fait d'une épargne nette en hausse, la situation financière des régions et des CTU s'améliore, renouant avec la dynamique observée en 2021 et 2022, après une interruption entre 2023 et 2024. Les régions et CTU présentent cependant toujours un besoin de financement important comme sur les 5 années précédentes, mais à hauteur cette année de - 1,4 Md€, après - 2,3 Md€ en 2024. Le besoin de financement représente la différence entre le total des dépenses et le total des recettes de l'année, avant prise en compte des mouvements sur la dette. Une région et deux CTU dégagent une capacité de financement en 2025 : Auvergne-Rhône-Alpes, la Martinique et la Guadeloupe *(graphique 9)*. En 2024, seules La Réunion et la Guadeloupe présentaient une capacité de financement.

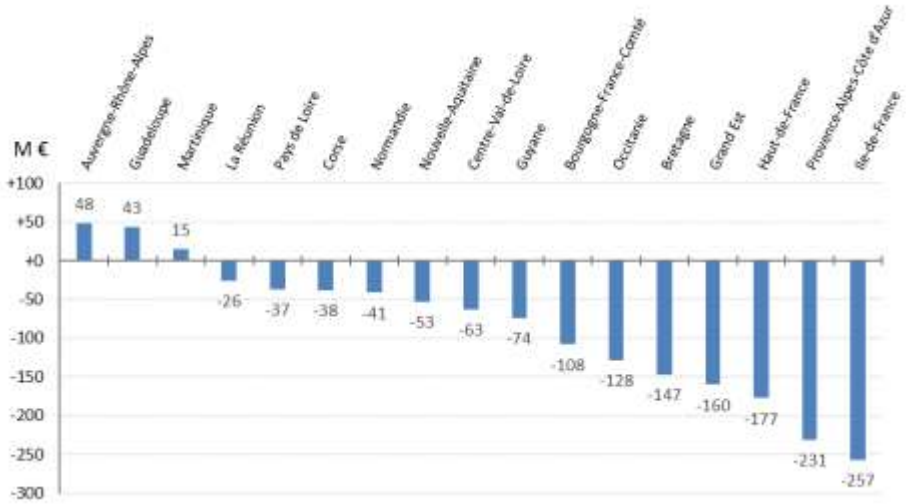
Ce maintien d'un besoin de financement global de plus de 1,4 Md € se traduit par un flux net de dette (total des emprunts moins total des remboursements de dette) positif : + 1,5 Md € en 2025, après + 2,3 Md € en 2024 *(graphique 8)*.

Graphique 8 - Soldes de gestion des régions et des CTU



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Graphique 9 - Besoin (-) ou capacité (+) de financement des régions et CTU en 2025

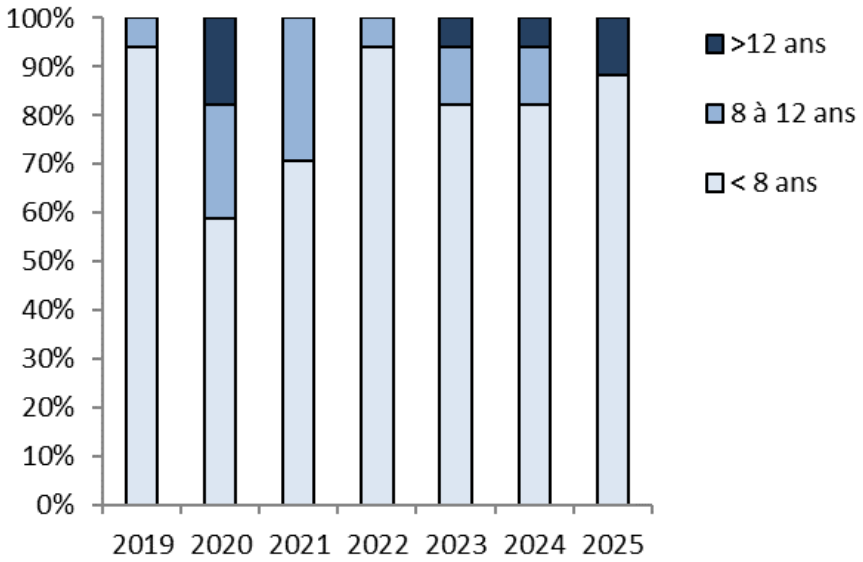


Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.
Données provisoires

L'encours de dette augmente de + 4,0 % en 2025, soit 2 points de moins que la croissance moyenne entre 2019 et 2024 (+6,1 %/an). L'épargne brute progressant plus rapidement (+ 7,5 %), le délai de désendettement des régions et CTU s'améliore légèrement, en se contractant de - 0,2 an en 2025 pour s'élever à 6,2 ans.

Deux collectivités, les Hauts-de-France et la Guyane, affichent un délai de désendettement supérieur à 12 ans, situation que seule la région Hauts-de-France connaissait en 2024 *(graphique 10)*. En 2025, le délai de désendettement des deux tiers des régions s'est amélioré. La Normandie et l'Auvergne-Rhône-Alpes sont celles qui affichent les valeurs les plus faibles (2,9 ans et 4,0 ans en 2025).

Graphique 10 - Répartition des régions et CTU selon leur capacité de désendettement



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux.

Encadré – Modifications récentes dans les finances et la fiscalité des régions

L'analyse des comptes des régions et CTU est rendue plus complexe sur les dernières années pour plusieurs raisons :

- La part régionale de CVAE a été supprimée en *2021*, et compensée par une nouvelle fraction de TVA.

- Les régions perdent en *2021* la part des frais de gestion de la taxe d'habitation qui leur était allouée, en contrepartie d'une dotation de l'Etat.

- La réforme de l'apprentissage en *2020*, qui recentralise la compétence au profit des branches professionnelles avec transfert du financement à l'opérateur France Compétences, affecte (à la baisse) les dépenses et les recettes des régions (taxe d'apprentissage, TICPE). Dans cette étude, les évolutions "hors apprentissage" sont calculées en enlevant, en recettes, les montants correspondant à la taxe d'apprentissage, et en dépenses, les

montants correspondant à la fonction "apprentissage" enregistrés dans les comptes de gestion.

- La recentralisation par l'État du revenu de solidarité active (RSA) et de son financement de la CTU de Guyane, prévus par la loi de finances pour *2019*, affecte à la baisse les dépenses et les recettes de fonctionnement ces années-là.

- L'année *2018* a été marquée par la création, au 1er janvier, de la collectivité de Corse, issue de la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale de Corse. Les évolutions sur 2018 sont donc présentées à champ constant (hors Corse), comme ce fut le cas en *2016* (hors Martinique et Guyane, lors de la création des collectivités territoriales uniques).

- La dotation globale de fonctionnement (DGF) des régions a été supprimée en *2018*. Les régions perçoivent le produit d'une fraction de TVA en remplacement de leur DGF, pour plus de 4 Md€. Dans l'analyse des recettes de fonctionnement, l'évolution des concours de l'État et celle des impôts s'en trouvent fortement modifiées.

- Les transferts de compétences dans le domaine du transport des départements vers les régions ont débuté en *2017*. Ils se poursuivent en *2018* et leurs effets sont donc encore sensibles en 2018 en année pleine. Cela touche les recettes et les dépenses, en particulier les achats et charges externes, et elles doivent alors être décrites aussi hors fonctions 813, 814 et 815 de la nomenclature M71, correspondant aux compétences transférées : transports scolaires, interurbains, mixtes, et dénommées "fonctions transport transférées" dans ce document. Les dépenses d'investissement sont beaucoup moins concernées par ces mouvements. Ces transferts de compétences vers les régions sont accompagnés d'un transfert de financement, sous la forme d'une diminution de la part de CVAE perçue par les départements, part maintenant versée aux régions. Lorsque le produit de CVAE transféré a dépassé le montant du coût des transferts effectués, les départements concernés ont reçu de la part des régions des attributions de compensation (AC) du transfert de CVAE. Ces attributions de compensation sont comptées en moindre recettes fiscales dans le compte des régions et leurs recettes s'en trouvent affectées (en particulier l'agrégat "impôts locaux"). Inversement, certains départements ont parfois dû verser une AC à leur région, qui l'inscrit alors en recettes fiscales. L'analyse des recettes de fonctionnement doit alors aussi être parfois considérée "hors attribution de compensation nette de CVAE".

- Les régions gèrent les fonds européens. Ces flux ne correspondent donc pas à des dépenses des régions, mais à celles de tiers. Selon les régions et selon les années ces fonds prennent plus ou moins d'importance, parfois en section de fonctionnement, parfois en section d'investissement. En recettes comme en dépenses, il faut pouvoir analyser certaines évolutions "hors gestion des fonds européens" (fonction 6 de la nomenclature M71).

DOSSIER

Eléments de bilan sur le mandat communal et intercommunal 2020-2025

THOMAS ROUGIER, CLEMENCE BIZAU, CLEMENCE LEGRAND, REBECCA WINTER (OFGL)

Ce dossier propose de dresser un premier bilan sur la mandature qui vient de se terminer avec les élections municipales et intercommunales de mars 2026.
La période 2020-2025 y est analysée et, si c'est pertinent, comparée au mandat précédent (2014-2019). Ce travail est décomposé en sept parties regroupant des observations sur les dépenses de fonctionnement, les ressources (notamment fiscales ou liées aux ventes de biens et services ou encore au concours de l'Etat), l'autofinancement, l'investissement et ses modalités de financement, pour terminer sur l'encours de la dette.

Synthèse 680

Partie I : Les dépenses de fonctionnement : un mandat marqué par la crise inflationniste et un poids toujours croissant de l'intercommunalité 83

Partie II : Un mandat marqué par la recomposition du panier fiscal du bloc communal 88

Partie III : Un rebond sur certaines composantes du produit des ventes de biens et services après la crise sanitaire 92

Partie IV : Concours de l'Etat en fonctionnement : un mandat très différent du précédent 94

Partie V : L'épargne du bloc communal tient mais s'essouffle en fin de mandat 97

Partie VI : Le bloc communal retrouve un niveau d'investissement important 99

Partie VII : La dette du bloc communal : une croissance modérée dans la continuité du mandat précédent 105

Synthèse

Pour les communes et intercommunalités, **le mandat 2020-2025 aura été très particulier**. Il débute par la période de pandémie Covid-19, il se poursuit par le retour à une inflation forte, le tout dans un contexte de finances publiques sous tension et de persistance des enjeux climatiques. Les collectivités, comme les autres acteurs (Etat, entreprises, habitants) ont dû tour à tour subir, s'adapter et réagir. Certains constats sur l'évolution des finances du bloc communal sur la période sont spécifiques à ces éléments de contexte, d'autres se placent dans la continuité du mandat précédent. Tous méritent d'être nuancés en fonction des territoires et de la diversité des situations individuelles. Les analyses produites dans ce document concernent, sauf précision contraire, les budgets principaux et les budgets annexes consolidés.

Les **dépenses de fonctionnement** du bloc communal présentent une croissance sur le mandat dopée par celle des prix mais finalement, hors inflation, elles progressent de 1,1 %/an en volume, soit légèrement plus que sur la mandature précédente (+0,7%/an). Le constat reflète une atonie dans les communes (+0,4 %/an) et une croissance dans les groupements à fiscalité propre (+2,3 %/an) mais cette dernière ralentit par rapport au mandat précédent (+4,1 %/an). Ces résultats se traduisent par une montée en puissance des intercommunalités, elles portent 34 % des dépenses de fonctionnement sur 2020-2025 contre 31 % sur le mandat précédent.
L'augmentation des dépenses de fonctionnement sur le mandat a été portée à 36,5 % par les achats et charges externes qui regroupent des postes particulièrement sensibles à la

conjoncture des prix (énergies, prestations, primes d'assurance, etc). La hausse des frais de personnel participe également, à hauteur de 44 %, soit plutôt moins que leur poids initial dans les dépenses (46 %). Ils amortissent un léger accroissement des effectifs, les mesures de revalorisation salariale et la hausse des charges (cotisations CNRACL à partir de 2024).

Les recettes fiscales ont conservé leur rôle central dans le financement du bloc communal (61 % de leurs recettes de fonctionnement sur 2020-2025, contre 59 % sur le mandat précédent). En revanche, leur structure a profondément changé compte tenu des réformes successives, aux premiers rangs desquelles : suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales, allègements fiscaux pour les établissements industriels et transfert à l'Etat puis diminution du produit de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).
Ces réformes ont plusieurs conséquences pour le bloc communal. D'une part, **un produit de TVA** apparaît dans les comptes des communes mais surtout des groupements à fiscalité propre. Absent en début de mandat, il représente 9,8 % des recettes de fonctionnement du bloc communal en 2025, 20 % pour les seules intercommunalités. D'autre part, la **taxe foncière sur les propriétés bâties** (TFPB) renforce sensiblement son rôle de pilier des ressources (15,6 % des recettes à la veille du mandat en 2019, 27,6 % en 2025). Et enfin, une partie de la fiscalité payée par les entreprises avec bâtiments industriels (3,5 Md€) est transformée en **compensations fiscales**.
Le pouvoir de taux se concentre essentiellement sur des taxes assises sur les **bases foncières** (FB, CFE et TEOM) qui ont connu sur le mandat des croissances soutenues en raison des modalités d'indexation des valeurs locatives des locaux d'habitation et des locaux industriels sur l'inflation. Sur la taxe foncière et hors réforme, le mandat se traduit par un usage modéré du **levier fiscal dans les communes** : la hausse des taux d'imposition explique 25 % de l'augmentation du produit contre 29 % sur le mandat précédent. À l'inverse, les groupements ont davantage mobilisé le levier fiscal au cours de cette période.
Sur les autres recettes fiscales, certaines taxes sont en difficulté sur le dernier mandat au regard du précédent (Droits de mutation à titre onéreux, taxe d'aménagement…) mais d'autres sont très dynamiques (taxe de séjour, GEMAPI…).

Les produits des ventes de biens et services sont également orientés à la hausse (+3,7 %/an mais +0,9 % en volume) malgré un début de mandat placé sous le signe de baisses sensibles (fermeture partielle ou totale des services pendant la pandémie). Les redevances liées à l'eau et à l'enlèvement des déchets sont plutôt en croissance sur le mandat. En début de mandat, les recettes de prestations de services ont été particulièrement impactées par la crise sanitaire et ont chuté : culture, sports, mais aussi périscolaire et transports. Les produits des tarifications sont ensuite repartis à la hausse mais, en 2025, certains secteurs ne sont pas revenus à leur niveau de 2019 en volume (activités culturelles et activités à caractère social).

En matière de concours financiers de l'Etat, la DGF a été préservée sur ce mandat par rapport au précédent. Mais la crise inflationniste se traduit malgré tout par une baisse en euros constants (-9,8 % en 6 ans contre -26,3 % sur le mandat précédent). Dans le même temps, le renforcement des composantes péréquatrices s'est poursuivi : elles passent de 34 % de la DGF en 2019 à 42 % en 2025. L'ensemble des concours de l'Etat progresse sur ce mandat, principalement en raison de nouvelles compensations fiscales liées aux bases industrielles, apparues pour un montant important de 3,5Md€ en 2021 et dynamique jusqu'en 2025.

Au final, **l'épargne nette** du bloc communal, qui mesure le solde entre recettes et dépenses de fonctionnement après financement des remboursements de la dette, est plutôt bien orientée sur le mandat : +3,9 %/an sur 2020-2025. En neutralisant les prix de l'investissement que ce solde finance, l'épargne nette progresse de 1,2 %/an. La croissance est plus marquée dans les groupements à fiscalité propre : ils représentent 46 % de cet autofinancement sur le mandat contre 42 % sur le précédent.
Cette épargne se tasse cependant en fin de période et certaines situations individuelles se tendent. Le nombre de communes avec une épargne nette négative augmente sensiblement en 2024 et 2025 pour atteindre 6 480 à la fin de ce mandat, soit 350 de plus qu'en fin de mandat précédent. Côté groupements, le nombre avec un solde négatif diminue sur tout le mandat pour se stabiliser autour de 90 en fin de mandat (-77 par rapport à 2019).

Malgré une forte baisse en 2020, le mandat 2020-2025 affiche **des dépenses d'équipement** du bloc communal supérieures de 10 % au précédent à prix comparable, soit près de 21 Md€ supplémentaires, budgets annexes compris. Sur les budgets principaux, la comparaison sur une plus longue période est possible : les réalisations du dernier mandat à prix constants sont comparables à celles du mandat de 2008 mais très au-dessus des précédents. Comme sur les compétences portées en fonctionnement, les groupements à fiscalité propre ont tendance à augmenter leur part dans les travaux d'équipement : 36,3 % en moyenne sur 2020-2025 contre 32,8 % sur le précédent.

Pour financer leurs investissements, sur les 6 dernières années, le bloc communal s'appuie en moyenne à 30,3 % sur son épargne nette, soit une part plus importante que lors du mandat précédent (27,4 %).
Cette épargne est complétée par des **recettes d'investissement hors emprunts**, à hauteur de 40,3 % des investissements sur 2020-2025, en baisse par rapport à 2014-2019 (42,8 %). Une composante de ces recettes augmente pourtant son impact sur le mandat : les dotations et subventions de l'Etat ou des opérateurs nationaux, dont le poids (hors FCTVA) passe de 6,0 % à 7,7 % des dépenses d'investissement. D'autres composantes sont quasi stables : subventions des régions (2,6 %) et FCTVA (9,8 %). Et, enfin, d'autres ressources diminuent leur poids dans les financements. C'est notamment le cas, d'une part, des subventions des départements dont la progression ne suit pas celle des réalisations, et dont le poids passe de 4,4 % à 3,9 % ; et, d'autre part, du produit des cessions d'immobilisations qui est inférieur de 2,1 Md€ sur le dernier mandat, et dont la part passe de 7,1 % à 5,0 % des investissements.
Pour boucler le financement de leurs investissements, les collectivités ont recours à **l'emprunt**. Le bloc communal a mobilisé des emprunts pour l'équivalent de 29,4 % des besoins de financement sur 2020-2025, soit une part très proche de l'observation faite sur 2014-2019 (29,8 %), traduction d'un recours à l'emprunt qui a augmenté dans les mêmes proportions que les investissements.

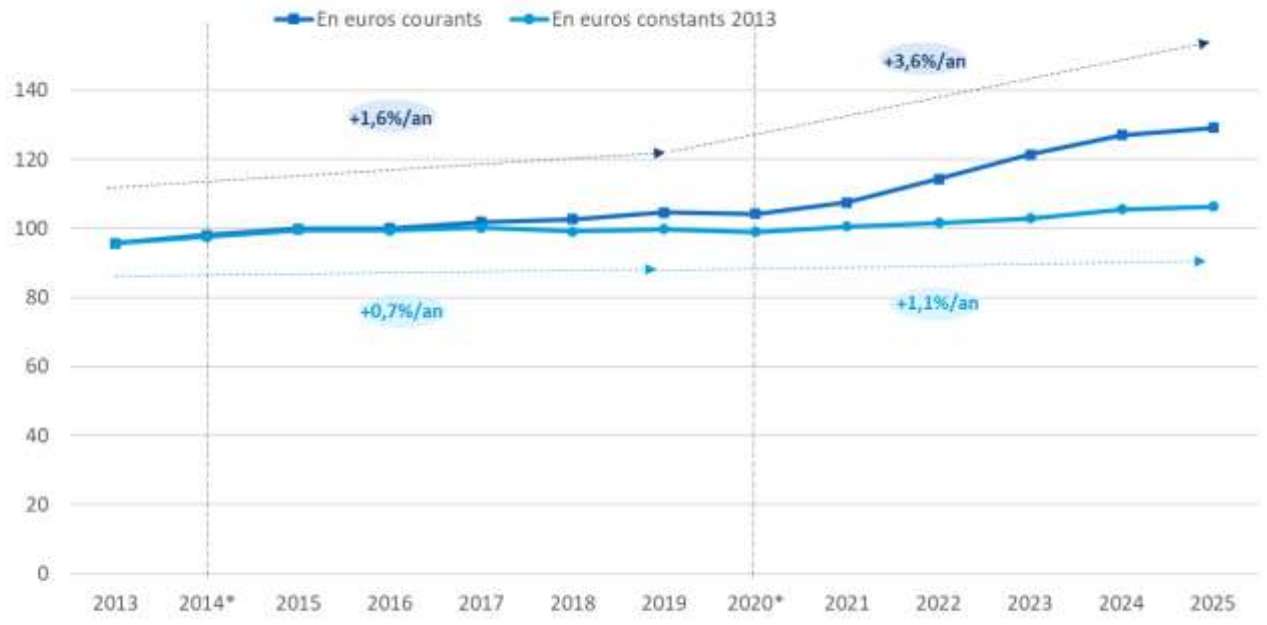
En conséquence, **l'encours de dette** du bloc communal progresse modérément sur 2020-2025 (+1,2 % par an hors Paris), de façon comparable au cycle précédent (+0,9 %/an). Dans les communes, la tendance est à un repli de l'encours (-0,6 % par an hors Paris) alors que les groupements maintiennent un rythme de progression (+3,6 %/an) notamment sous l'impulsion des plus grands.
En revanche, contrairement au mandat précédent, la période récente se caractérise par une concentration de l'accroissement de la dette sur la fin du mandat : les deux dernières années représentent près de 80 % de l'augmentation de l'encours de dette, contre 20 % pour le cycle précédent.
Malgré la légère progression de l'encours de dette, sa charge pour les budgets du bloc communal est plus faible sur 2020-2025 que sur le mandat précédent. Le cumul des **charges financières** sur les 6 dernières années est inférieur de 20 % à celui sur 2014-2019 ; la chute des taux jusqu'en 2021 explique ce résultat, même si la fin du mandat est placée sous des niveaux de taux nettement plus élevés.

Partie I : Les dépenses de fonctionnement : un mandat marqué par la crise ***inflationniste et un poids toujours croissant de l'intercommunalité***

Les *dépenses de fonctionnement du bloc communal* regroupent toutes les dépenses liées à l'exécution des services publics des communes et de leurs groupements. Pour l'ensemble du bloc communal consolidé (c'est-à-dire retraité des flux entre budgets et entre collectivités), les dépenses de fonctionnement ont connu une *hausse plus soutenue* sur le dernier mandat que sur le précédent. Malgré une légère baisse en 2020 pendant la crise sanitaire, elles ont *augmenté en moyenne de 3,6 % par an entre 2019 et 2025, contre +1,6 % en moyenne par an entre 2013 et 2019*[3].

Toutefois, les contextes sont très différents entre les deux mandats ; les tensions internationales et les difficultés d'approvisionnement énergétique ont fortement impacté le niveau des prix sur ce mandat, notamment en 2022 et 2023. *Ces deux années concentrent 57 % de la hausse des dépenses de fonctionnement sur le mandat.* En déflatant les évolutions des dépenses de fonctionnement sur l'ensemble de la période 2013-2025[4], les dépenses de fonctionnement connaissent alors des *hausses plutôt contenues entre les deux mandats : +1,1% par an sur le dernier mandat et +0,7% sur le précédent.*

Figure 1 : Dépenses de fonctionnement du bloc communal consolidé de 2013 à 2025 en ***Md€***



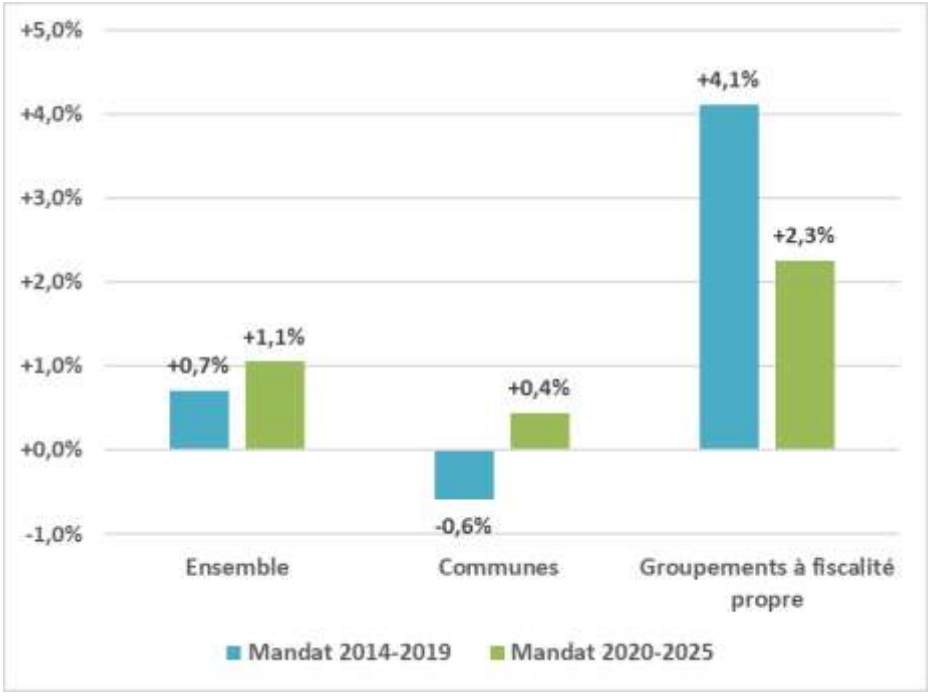
**année électorale*
Source : traitements OFGL, données DGCL et DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire. Evolutions déflatées de l'IPC (source INSEE).

Le mandat 2014-2019 avait été marqué par la montée en puissance de l'intercommunalité. Dans ce contexte, l'évolution des dépenses avait été sensiblement différente entre, d'une part, les groupements à fiscalité propre pour lesquels les dépenses en volume (c'est-à-dire en neutralisant l'effet des prix) ont

[3] Hors effet de la fusion des commune et département de Paris en 2019.
[4] Par l'indice des prix à la consommation (IPC)

augmenté en moyenne de 4,1 % par an entre 2013 et 2019, et, d'autre part, les communes qui ont vu au contraire leurs dépenses diminuer de 0,6 % par an (hors Paris en 2019). Sur ce mandat, les dépenses des groupements ont augmenté presque deux fois moins rapidement que lors du mandat précédent : +2,3 % par an en moyenne entre 2019 et 2025 en volume. Cependant, leur rythme de croissance reste supérieur à celui des communes où elles augmentent plus faiblement : +0,4 % par an en moyenne. Les groupements portent ainsi 34 % des dépenses[5] sur ce mandat, un poids en hausse par rapport au mandat précédent (31 %), signe d'une poursuite de l'intégration intercommunale.

Figure 2 : Taux de croissance annuel moyen en volume des dépenses de fonctionnement



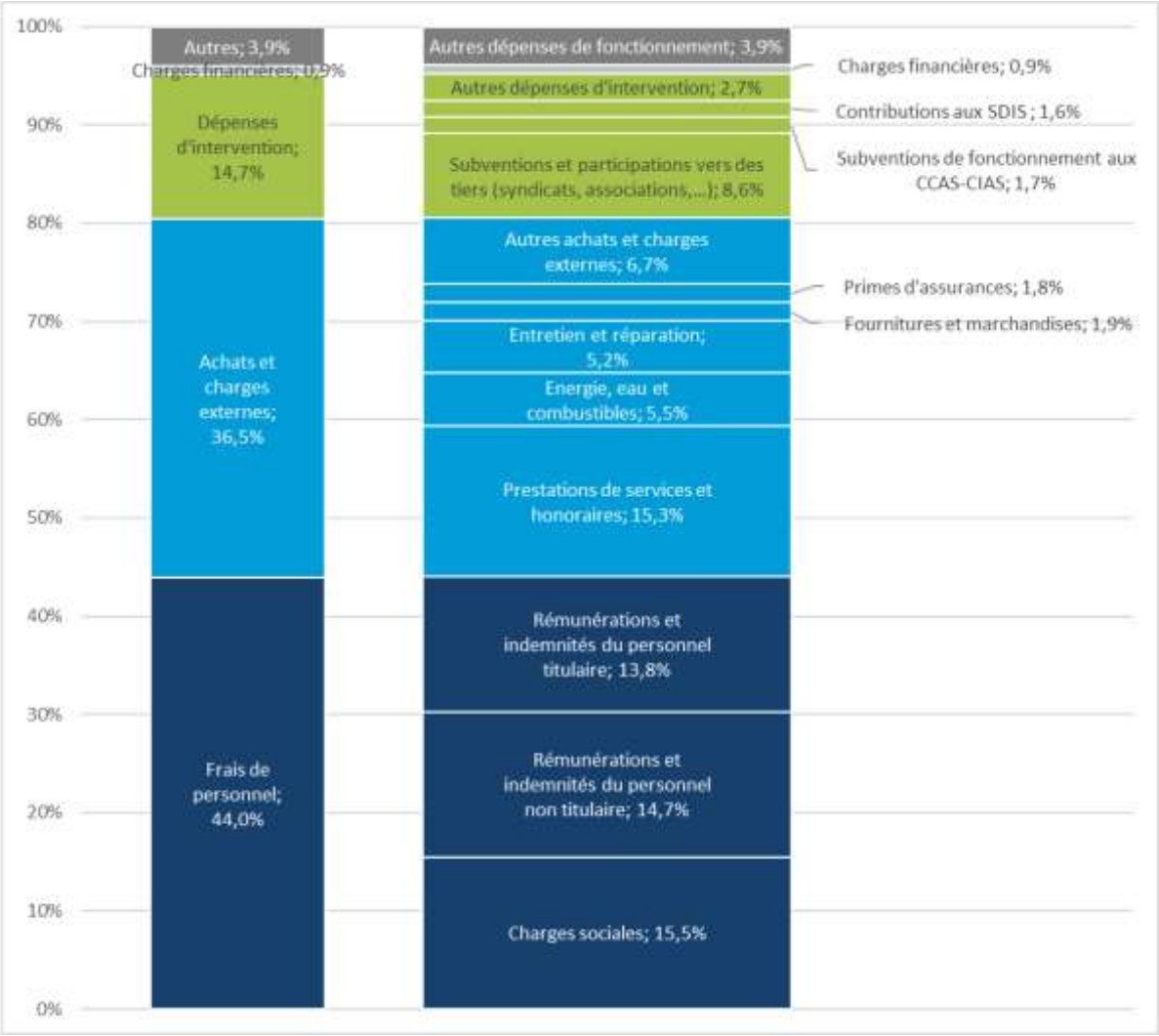
Source : traitements OFGL, données DGCL et DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire. Evolutions déflatées de l'IPC (source INSEE). L'année 2019 ne tient pas compte de la fusion entre la commune et le département de Paris.

Les différents postes et leur contribution à la dynamique des dépenses de fonctionnement

Les *frais de personnel* restent le premier poste des dépenses de fonctionnement du bloc communal sur 2020-2025. Mais leur part dans les dépenses baisse légèrement par rapport au mandat précédent, de 0,3 point (46,2 % à 45,9 %). Le deuxième poste est celui des *achats et charges externes*. Comptant pour 31 % des dépenses (après 29 %), il s'agit du poste le plus dynamique sur ce mandat. Les ***dépenses d'intervention***, qui regroupent les contingents, subventions et participations versées à des tiers, représentent 16% des dépenses de fonctionnement pour chacun des deux mandats. Enfin, les *charges financières* sont passées de 3 % des dépenses du bloc communal consolidé à 2 % pour ce mandat.

[5] Dépenses réelles de fonctionnement nettes des reversements fiscaux, et retraités des remboursements de frais et subventions reçues par les communes.

Figure 3 : Répartition de la hausse des dépenses de fonctionnement du bloc communal sur le mandat 2020-2025



Source : traitements OFGL, données DGCL et DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire. Evolutions déflatées de l'IPC (source INSEE). Clés de lecture : 44,0% de l'augmentation des dépenses de fonctionnement du bloc communal sur 2020-2025 s'expliquent par l'accroissement des frais de personnel.

Le poste des *achats et charges externes* a été le plus impacté par le contexte inflationniste des dernières années puisqu'il comprend les contrats de prestations mais aussi les postes d'énergie, d'alimentation, de fournitures, etc. Les achats et charges externes représentent 36,5% de l'augmentation des dépenses de fonctionnement observées au cours de ce mandat, soit une part supérieure à leur poids dans la structure des dépenses (30,1% en 2019). Ce sont principalement les *prestations de services* qui augmentent fortement, +4,9 % par an en moyenne en euros courants. Elles portent 15,3 % des dépenses de fonctionnement supplémentaires sur le mandat alors qu'elles représentaient 10,9 % des dépenses en 2019. Elles ont particulièrement augmenté dans les budgets annexes des groupements à fiscalité propre. Seules les ***primes d'assurances*** ont augmenté encore plus rapidement : +9,3 % en valeur par an en moyenne avec une hausse particulièrement forte sur la deuxième moitié du mandat. Mais elles représentent un montant plus modeste, autour d'un milliard d'euros pour le bloc communal en 2025. Leur augmentation correspond toutefois à 1,8 % de la hausse des dépenses sur le mandat, alors qu'elles ne représentaient que 0,6 % des dépenses en 2019. Les ***dépenses d'eau, d'énergie*** *et de combustibles* ont aussi connu des hausses importantes du fait des difficultés d'approvisionnement en énergie à partir du déclenchement de la guerre

en Ukraine en février 2022 : +4,7 % par an malgré la mise en place d'un bouclier tarifaire sur l'électricité à partir de février 2022 jusqu'en février 2025. Elles captent 5,5 % de l'augmentation des dépenses sur le mandat. Les ***dépenses d'entretien et de réparation*** des bâtiments et des biens mobiliers, ainsi que de maintenance, ont également augmenté sensiblement au cours de ce mandat pour 5,2 % des dépenses supplémentaires. Elles sont surreprésentées dans la hausse des dépenses par rapport à leur poids de 4,4% dans les dépenses du bloc communal en 2019.

Les *frais de personnel* restent le premier poste dans la hausse des dépenses de fonctionnement sur le mandat puisqu'ils en représentent 44 %. Outre une légère augmentation des effectifs, ce poste a été aussi concerné par les effets de l'inflation puisque le contexte des hausses de prix a justifié des mesures de revalorisation salariale, notamment des hausses du point d'indice de la fonction publique en juillet 2022 et juillet 2023. Cette part dans la dynamique des dépenses reste en dessous du poids que représentaient les frais de personnel en 2019, soit 46 % des dépenses de fonctionnement du bloc communal, ce qui traduit le fait que la croissance des frais de personnel a été plus contenue que celle des autres dépenses.

La hausse des dépenses des frais de personnel est captée à 33% par les *rémunérations et indemnités des personnels non titulaires* (contractuels et vacataires), alors qu'elles ne représentent que 20 % des montants de frais de personnel en 2025. Elles sont en effet très dynamiques, +6,4 % par an en moyenne, traduisant en partie un dynamisme des recrutements de ces personnels. A contrario, les *rémunérations et indemnités des personnels titulaires* augmentent plus faiblement : +2,0 % par an en valeur, en lien avec la baisse continue des effectifs de fonctionnaires. Alors qu'elles constituent 50 % des dépenses de frais de personnel, les rémunérations et indemnités des personnels titulaires n'ont généré que 31 % de la hausse des frais de personnel sur le mandat et moins de 14 % de celle de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Les *charges sociales* évoluent logiquement de façon corrélée aux rémunérations et indemnités. Elles représentent 36 % des frais de personnel supplémentaires sur le mandat. A noter également que le taux de cotisation (part employeur) à la CNRACL est augmenté d'un point en 2024 puis de trois en 2025.

En distinguant les niveaux de collectivités, les frais de personnel[6] ont davantage augmenté dans les groupements à fiscalité propre (+5,0 % par an en moyenne) que dans les communes (+3,0 %), signe que les effectifs, et par conséquent les masses salariales continuent de se développer davantage à l'échelon intercommunal. Mais les dynamiques s'inversent par rapport au mandat précédent : la hausse s'accélère dans les communes par rapport au mandat précédent (+1,4 % d'augmentation par an), alors que dans les groupements, elle ralentit. Les frais de personnel augmentaient pour les groupements de 6,6 % par an sur le mandat 2014-2019, période de plein essor de l'intercommunalité.

Les ***dépenses d'intervention*** correspondent aux participations obligatoires (contributions aux SDIS par exemple) et aux subventions de fonctionnement vers les organismes publics (dont les CCAS-CIAS) mais aussi vers les associations et les acteurs privés ou vers les organismes de regroupement. Elles sont plutôt sous-représentées dans la hausse des dépenses de fonctionnement sur le mandat : elles représentent 14,7 % de la dynamique alors qu'elles pesaient pour 16,5 % des dépenses en 2019. Les contributions aux SDIS et les subventions de fonctionnement aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale représentent respectivement 1,6 % et 1,7 % de la hausse des dépenses sur le mandat, pour des poids de 2,0 % et 1,8 % dans les dépenses en 2019.

[6] Retraités des flux de remboursements de frais entre les communes et leurs groupements à fiscalité propre.

Malgré l'impact de l'inflation en deuxième partie du mandat sur les taux d'intérêt (détaillé en partie 7), les *charges financières* représentent un poids modeste dans la hausse des dépenses de fonctionnement : 0,9 %, alors que ces charges constituaient 2,7 % des dépenses en 2019.

Partie II : Un mandat marqué par la recomposition du panier fiscal du bloc communal

Les recettes fiscales perçues par les communes et groupements à fiscalité propre s'élèvent à 96,7 Md€ en 2025, elles ont progressé de 3,6 %/an en moyenne depuis 2019, mais de +1,0 %/an en neutralisant l'inflation, soit deux fois moins vite que sur le mandat précédent (+2,0 %/an en euros constants).

Une recomposition fiscale qui entraîne une montée en puissance de la TVA dans les ressources du bloc communal

Sur le mandat 2020-2025, les recettes fiscales ont donc conservé un rôle central dans le financement du bloc communal : elles représentent, sur cette période, en moyenne 61 % de leurs recettes de fonctionnement. Cette part est en légère augmentation par rapport au mandat précédent (59 % sur 2014-2019), malgré les nombreuses réformes qui ont bousculé plusieurs impositions historiques.
Le mandat a été marqué, en 2021, par deux mesures d'ampleur. D'une part, la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) appliquées aux établissements industriels ont été diminuées de moitié, et compensées aux collectivités par l'Etat. Les compensations sont calculées chaque année jusqu'en 2025 en tenant compte de l'évolution de ces bases exonérées sur le territoire mais pas d'une éventuelle hausse des taux. Elles s'élevaient à 3,5 Md€ en 2021 et sont très dynamiques jusqu'en 2025 ; elles seront minorées à compter de 2026 par l'application d'un coefficient de 0,807 selon la loi de finances pour 2026.

D'autre part, l'année 2021 est celle de la mise en place d'un nouveau schéma de financement des collectivités locales dans le prolongement de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) entre 2018 et 2021 ; cette suppression s'est accompagnée dans un premier temps de dégrèvements payés par l'Etat puis d'une redistribution du panier fiscal en 2021. Pour les intercommunalités, la Ville de Paris et la Métropole de Lyon, la perte de THRP est compensée par une fraction de TVA égale au produit entre les bases 2020 et le taux 2017 de THRP ; les communes quant à elles perçoivent en compensation la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, et un coefficient correcteur, appliqué sur la TFPB de chaque commune, est introduit afin d'assurer la neutralité financière de la réforme pour les territoires et les contribuables. L'Etat complète ce mécanisme de redescente de la taxe départementale aux communes à hauteur de 581 M€ en 2021, devenus 769 M€ en 2025.

A compter de 2023, le poids de la TVA dans les ressources du bloc communal s'est encore renforcé suite à la compensation de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cette dernière est en fait affectée au budget de l'État, tout en étant réduite de moitié pour les entreprises. Cette nouvelle fraction de TVA se divise en deux parts : une part fixe garantie, d'un côté, correspondant à la moyenne des recettes et compensations d'exonération de CVAE en 2020, 2021, 2022 pour les collectivités du bloc communal, et ce qu'elles auraient dû percevoir en 2023. De l'autre côté, une part variable, liée à l'évolution de TVA constatée chaque année, est affectée si elle est positive à un « fonds national d'attractivité économique des territoires » (FNAET) et est répartie aux communes et groupements à fiscalité propre selon des critères liés à la localisation des effectifs salariés et les valeurs locatives foncières de CFE. La TVA a ainsi pris une part croissante dans le budget des ensembles intercommunaux au cours de ce mandat, et ce malgré l'atonie du produit dans les budgets locaux au cours des deux dernières années : absente en 2020, elle représente 6,1 % de leurs recettes réelles de fonctionnement dès 2021, et 9,8 % en 2025. Pour les

groupements à fiscalité propre seuls, la TVA occupe en 2025 un cinquième de leurs recettes réelles de fonctionnement avant reversements fiscaux, et près de 45 % de leurs recettes fiscales.

Cette montée en importance de la TVA s'accompagne d'une déterritorialisation des recettes fiscales des ensembles intercommunaux, et, conjointement, d'une légère réduction de leur pouvoir de taux, dans une moindre mesure toutefois par rapport aux départements et aux régions grâce au transfert de la part départementale de TFPB aux communes. En 2019, les impôts sur lesquels le bloc communal disposait d'un pouvoir de taux représentaient 51 % de leurs recettes de fonctionnement, et 83 % en prenant leurs recettes fiscales uniquement ; en 2025, ces proportions tombent respectivement à 46 % de leurs recettes de fonctionnement et 76 % de leurs recettes fiscales.

La taxe foncière sur les propriétés bâties, devenue le pilier de la fiscalité du bloc communal

Au cours de ce mandat, la TFPB a pris une place centrale. Son produit a plus que doublé entre 2019 et 2025, passant de 20,2 Md€ à 43,7 Md€[7], dont 41 Md€ perçus par les communes en 2025. La TFPB représentait 15,6 % des recettes de fonctionnement des ensembles intercommunaux en 2019 ; elle atteint 27,6 % en 2025, et, pour les communes seules, 40,1 % de leurs recettes. Elle constitue désormais près des deux tiers des impôts directs locaux du bloc communal, contre environ un tiers en début de mandat.

Figure 4 : Part des produits de fiscalité des ensembles intercommunaux en 2019 et 2025 dans leurs recettes réelles de fonctionnement



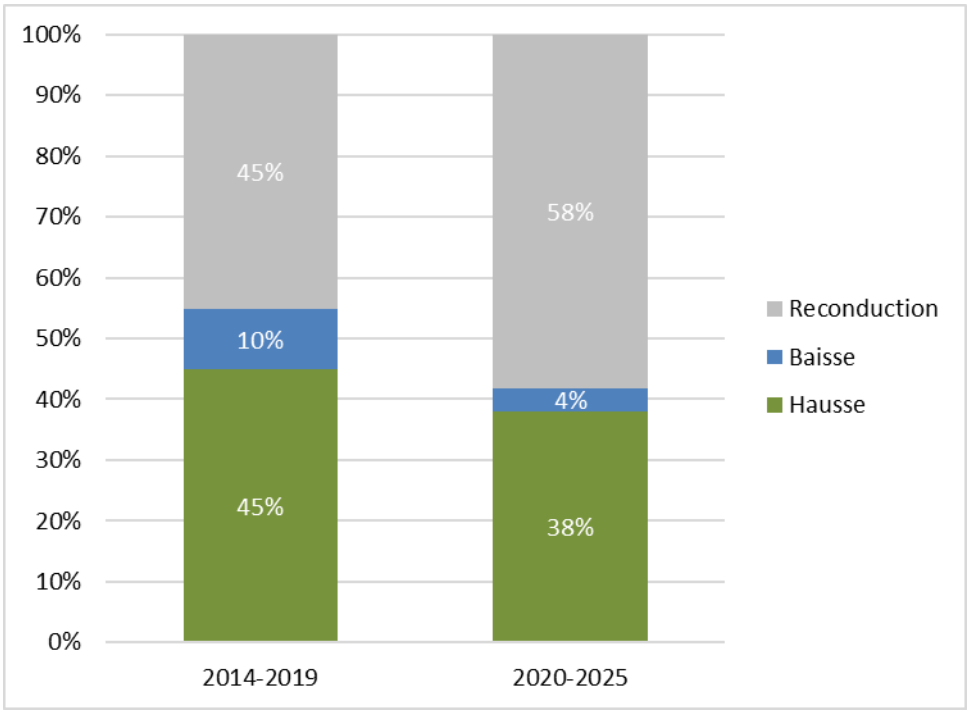
Source : Traitement DGCL-OFGL, à partir des données DGFiP. TFPB y compris effets du coef. correcteur ; TEOM : taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; CFE : cotisation foncière des entreprises ; CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le poste « Fiscalité directe - Autres » inclut la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) et la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

[7] Y compris les 769 M€ financés par le budget de l'Etat au titre de sa participation au mécanisme des coefficients correcteurs.

Cette dynamique de l'impôt foncier s'explique par le transfert de la part départementale en 2021 (plus de 14 Md€) mais aussi par le contexte inflationniste qui a marqué le dernier mandat, et qui a entraîné une augmentation exceptionnelle des valeurs locatives des locaux d'habitation et des locaux industriels entre 2022 et 2024 (+3,4 %, +7,1 %, puis +3,9 %), après une hausse quasi nulle en 2021 (+0,2 %). A partir de 2025, la revalorisation revient à des niveaux plus modérés (+1,7 % en 2025 et +0,8 % en 2026).

Hors transfert et réforme de 2021, l'effet « bases » explique ainsi près des trois quarts de la progression de la TFPB des communes entre 2020 et 2025 (estimation à 75 %, contre 71 % sur le mandat précédent) contre 25 % expliqués par des hausses de taux. Le levier fiscal a été moins mobilisé qu'auparavant : 38 % des communes ont augmenté leur taux de TFPB sur le mandat, contre 45 % entre 2014 et 2019, tandis que 58 % ont reconduit leurs taux, contre 45 % sur le mandat précédent. Les intercommunalités ont accru leur recours à la TFPB, dont le produit est passé de 1,8 Md€ à 2,7 Md€ entre 2019 et 2025. Le taux intercommunal moyen de TFPB est en constante progression : il est passé de 2,68 % en 2013, à 3,22 % en 2019, et à 3,61 % en 2025. L'effet taux explique une part plus importante de la progression du produit perçu par les groupements que pour les communes, il est en effet la source de plus de 50 % de la hausse du produit entre 2019 et 2025.

Figure 5 : Proportion de communes ayant augmenté, baissé ou reconduit leurs taux de TFPB en 2014-2019 et en 2020-2025



Source : Traitement OFGL, à partir des données DGFiP, REI. Hors communes ayant fusionné ou défusionné entre 2015 et 2025. Les taux 2021 à 2025 ont été retraités afin d'exclure la part correspondant au taux départemental.

En 2025, un prélèvement sur les douzièmes de fiscalité perçus par les collectivités est mis en place. le DiLiCo, dispositif de lissage conjoncturel. Il s'agit de prélever 500 M€ sur 1 924 communes et 141 groupements à fiscalité propre, restitués sur 3 ans ensuite aux collectivités concernées tout en réservant 10% à la péréquation. Ce prélèvement représente en moyenne l'équivalent de 5,1 % de l'épargne brute des communes concernées (4,2 % hors Paris), et 5,3 % pour les groupements.

Un panier fiscal encore relativement diversifié pour le bloc communal

Les communes et intercommunalités conservent plusieurs impôts sur lesquels elles disposent d'un pouvoir de taux, malgré la suppression de la THRP. La taxe d'habitation, réservée dorénavant aux résidences secondaires, représente encore 3,0 Md€ de produit en 2025, même si son poids dans les recettes réelles de fonctionnement est tombé de 18,1 % en 2019 à seulement 2,0 % en 2025. La CFE conserve également une place significative dans les budgets locaux : sa part dans les recettes de fonctionnement reste relativement stable (6,2 % en 2019 contre 5,3 % en 2025). Son produit a progressé de 5 % sur la période, mais de +31% en neutralisant les effets de la baisse de 50% sur les bases industrielles en 2021 (+13 % en euros constants).

Enfin, le mandat 2020-2025 se caractérise aussi par une forte montée en puissance des impositions facultatives. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) a fortement progressé, de 35,4 %, portée à la fois par les besoins de financement du service et par la revalorisation des valeurs locatives ; en euros constants, la croissance est de +17,4 %, soit +2,9 %/an. Sa part dans les recettes réelles de fonctionnement est passée de 5,0 % à 5,8 %. La taxe GEMAPI a également connu une progression rapide : instituée par près de 80 % des EPCI en 2025, son produit a été multiplié par trois sur le dernier mandat.

Au sein des impôts indirects, les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), dans un contexte de ralentissement du marché immobilier depuis 2023, diminuent en euros constants sur le dernier mandat (- 11 %). Ils représentent encore 4,7 Md€ en 2025, soit 2,9 % des recettes de fonctionnement du bloc communal. La taxe d'aménagement, suite aux difficultés du secteur de la construction et à la réforme de la gestion des taxes d'urbanisme de 2022[8], connaît une forte baisse : son produit passe de 1,2 Md€ en 2019 à 0,5 Md€ en 2025, soit – 10,1 % par an en euros constants. Le versement mobilité et la taxe de séjour, à l'inverse, sont en forte progression sur le dernier mandat (respectivement + 2,8 % et + 9,1 % par an en euros constants) et leur part dans les recettes est en légère hausse, avec un poids de 2,8 % et 0,6 % en 2025.

[8] La réforme des taxes d'urbanisme, mise en œuvre à partir de 2022, a transféré la gestion de la taxe d'aménagement à la DGFiP et modifié ses modalités de recouvrement, avec notamment avec une exigibilité à l'achèvement des travaux et l'instauration d'acomptes pour les opérations importantes.

Partie III : Un rebond sur certaines composantes du produit des ventes de biens et services après la crise sanitaire

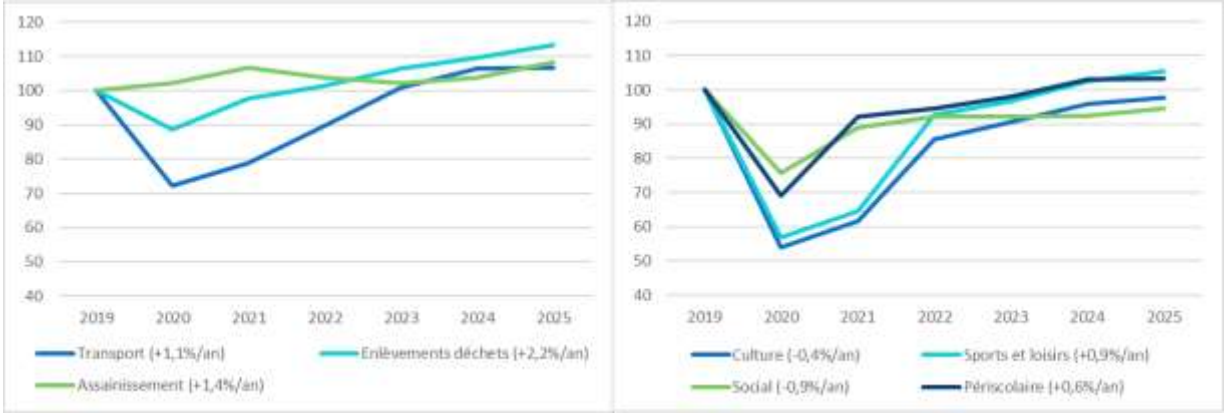
Autre composante des recettes de fonctionnement des ensembles intercommunaux, les ventes de biens et services atteignent 20,1 Md€ en 2025 (y compris les budgets annexes), et marquent une hausse de 21,9 % par rapport à 2019, soit + 3,7 % par an en moyenne au cours du dernier mandat. Corrigée de l'inflation[9], cette progression est toutefois plus modérée (+ 5,6 % au total, soit une moyenne de + 0,9 % par an). Leur poids dans les recettes de fonctionnement est stable par rapport au mandat précédent : il est de 12,0 % en moyenne entre 2014 et 2019, et de 12,3 % entre 2020 et 2025.

L'évolution des ventes de biens et services, sur le dernier mandat, a été fortement marquée par la crise sanitaire : avec le ralentissement ou la fermeture des services publics locaux, ces recettes ont chuté de - 13,3 % en 2020 en valeur. Elles ont toutefois rebondi dès 2021 avec la reprise progressive des services (+ 12,8 %, puis + 11,2 % en 2022). Depuis 2023, elles continuent de progresser à un rythme plus modéré, compris entre +3 % et +5 %.

La hausse des ventes de biens et services a été en grande partie portée par celle du produit des ventes d'eau, qui représente, redevances d'eau incluses, 12 % des ventes de biens et services du bloc communal en 2025, soit 2,3 Md€, et 13 % de leur hausse depuis 2019. Elles sont en progression moyenne de 4,4 % par an sur le dernier mandat (+ 1,6 % par an à prix constant) mais une partie de la hausse est probablement liée aux transferts opérés de la part de syndicats qui ferment.

Dans la continuité du transfert au bloc communal de la gestion du stationnement payant sur voirie en 2018, prévu par la loi MAPTAM de 2014, les recettes liées aux redevances stationnement et au forfait post-stationnement (FPS) ont également progressé à un rythme soutenu entre 2020 et 2025, de + 9,0 % par an (+ 5,6 % par an à prix constant). Ces recettes, qui avaient été fortement impactées par la crise Covid, avec une baisse d'un quart de leur produit en 2020, sont reparties à la hausse dès 2021, sous l'effet de la montée en charge progressive de la réforme. Celle-ci s'est toutefois accompagnée de nouvelles dépenses de gestion pour le bloc communal (équipements, traitement administratif des FPS, gestion des recours…). De plus, ces recettes sont affectées au financement des politiques de mobilité et de circulation, notamment les transports collectifs.

Figure 6 : Evolution à prix constant des principales prestations de services des ensembles intercommunaux entre 2019 et 2025 (base 100 en 2019)



[9] Indice des prix à la consommation (IPC), source INSEE.

Source : traitements DGCL-OFGL, données DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire. Evolutions déflatées de l'IPC (source INSEE).

Les recettes liées aux prestations de services ont été particulièrement touchées par la crise sanitaire, avec la fermeture ou le ralentissement de nombreux services publics locaux. Les secteurs les plus touchés ont été la culture et les sports et loisirs (paiements effectués dans les bibliothèques municipales, cotisations ou abonnements pour la pratique de sport dans les clubs…), qui ont connu une chute d'environ - 45 % en 2020. Leur reprise a eu lieu dès 2021, mais s'est surtout accentuée en 2022 pour ces deux secteurs avec des rebonds très marqués de leurs recettes tarifaires (respectivement + 46,4 % et + 51,3 %).

Le secteur périscolaire (crèches, cantines scolaires, études surveillées), ainsi que celui des transports, ont également été fortement impactés, avec des baisses respectives de - 30,7 % et - 27,5 % en 2020. Les recettes tarifaires du périscolaire retrouvent leur niveau pré-Covid dès 2021, avec une hausse de + 35,3 % sur cette année, portée par le retour à la normale du fonctionnement scolaire et des structures d'accueil.

Sur l'ensemble de la période, l'évolution des recettes liées aux prestations de services est étroitement liée à celle du volume d'activité mais elle dépend aussi des tarifs sur lesquels l'inflation peut avoir un impact, en cas d'indexation partielle ou totale de la part de la collectivité. En euros constants, la progression des recettes de prestations de service apparaît beaucoup plus limitée : le périscolaire enregistre ainsi une croissance moyenne d'environ + 0,6 % par an entre 2020 et 2025, et les sports et loisirs + 0,9 % par an. Certaines composantes, à prix constants, restent même en retrait par rapport à leur niveau d'avant crise : la culture affiche une évolution moyenne de - 0,4 % par an en euros constants, et le secteur social - 0,9 %.

Les redevances liées à l'enlèvement des déchets et à l'assainissement figurent parmi les plus dynamiques du dernier mandat (+ 2,2 % et + 1,4 % par an en euros constants). Cette progression s'explique notamment par le fait que ces secteurs avaient été moins impactés par la crise Covid. Les recettes tarifaires liées aux transports progressent également en euros constants entre 2019 et 2025, de + 1,1 % par an en moyenne. Après la forte baisse enregistrée pendant la crise sanitaire, elles connaissent un rebond soutenu entre 2021 et 2024, avec des hausses annuelles comprises entre 9 % et 14 %, ce qui reflète la reprise rapide de la fréquentation des transports publics, l'extension ou l'amélioration des services proposés dans certains territoires.

Partie IV : **Concours de l'Etat en fonctionnement** *: un mandat très différent du précédent*

Des concours de l'Etat en rupture par rapport au mandat 2014-2019

Le mandat 2014-2019 avait été marqué par de fortes baisses des concours de l'Etat (-3,4% de baisse annuelle en moyenne entre 2013 et 2019) compte tenu de l'objectif de contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques, à travers une baisse d'ampleur inédite de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Les concours de l'Etat représentaient sur la période 19% de l'ensemble des recettes de fonctionnement du bloc communal, en partant de 23% en 2014 pour atteindre 17% en 2019. Au cours du dernier mandat, les concours de l'Etat ont augmenté de 2,8% par an en moyenne pour atteindre 26,6 Md€ en 2025, soit un niveau en valeur revenant presque à celui de 2014, pour un poids de 17% des recettes de fonctionnement (17% en moyenne également sur le dernier mandat). Cette croissance est légèrement plus marquée dans les groupements que dans les communes (+19% sur le mandat contre +17%). Les deux hausses sont principalement, mais pas entièrement, portées par l'apparition de nouvelles compensations fiscales suite à des réformes.

Une DGF en légère hausse, en valeur mais pas en volume, et davantage orientée vers la péréquation

Au cours du mandat 2020-2025, la dotation globale de fonctionnement, principal vecteur des concours de l'Etat, n'a pas connu de nouvelle baisse comparable à celle du mandat précédent. Cette dotation a augmenté pour le bloc communal de 4,8 % entre 2019 et 2025, principalement du fait d'abondements de l'Etat sur les années 2023, 2024 et 2025. Ces apports, justifiés par le contexte inflationniste, se sont toutefois révélés inférieurs à la hausse des prix. En prenant en compte cette inflation, le montant de la DGF a donc baissé de 9,8 % en euros constants sur la période 2019-2025[10], après avoir chuté de -26,3 % sur le mandat précédent.

La structure de la DGF s'est par ailleurs sensiblement transformée pendant ce mandat. Si le montant global de l'enveloppe a légèrement augmenté (sans tenir compte de l'inflation), ce sont uniquement les enveloppes dites péréquatrices au sein de la DGF qui ont connu des progressions : +30,7 % entre 2019 et 2025 pour la part péréquatrice de la DGF des communes (DSU, DSR, DNP) et +19,3 % pour la part péréquatrice de la DGF des groupements à fiscalité propre (la dotation d'intercommunalité). En 2025, les composantes péréquatrices représentent désormais 42 % de la DGF du bloc communal, contre 34 % en 2019 et 25 % en 2013. Sur la période 2019-2025, la croissance de ces enveloppes a été financée en partie par les abondements susmentionnés de l'Etat, mais aussi, pour 55 % environ de cette hausse, par les écrêtements sur la part forfaitaire des communes et sur la dotation de compensation des intercommunalités. Celles-ci ont donc diminué respectivement de 6,5 % et de 10 % entre 2019 et 2025. Ainsi, le constat d'une plus grande stabilité de la DGF au regard du mandat précédent, s'accompagne d'évolutions de DGF parfois très marquées localement, à la baisse ou à la hausse. Ainsi, 25 % des communes affichent une hausse de plus de 17 % de leur DGF entre 2019 et 2025, alors qu'un autre quart enregistre une baisse d'au moins -8 %[11]. Le bénéfice ou non de dotations de

[10] Utilisation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'INSEE en évolution annuelle, champs France hors Mayotte.

[11] Sur un champ constant de 34 511 communes.

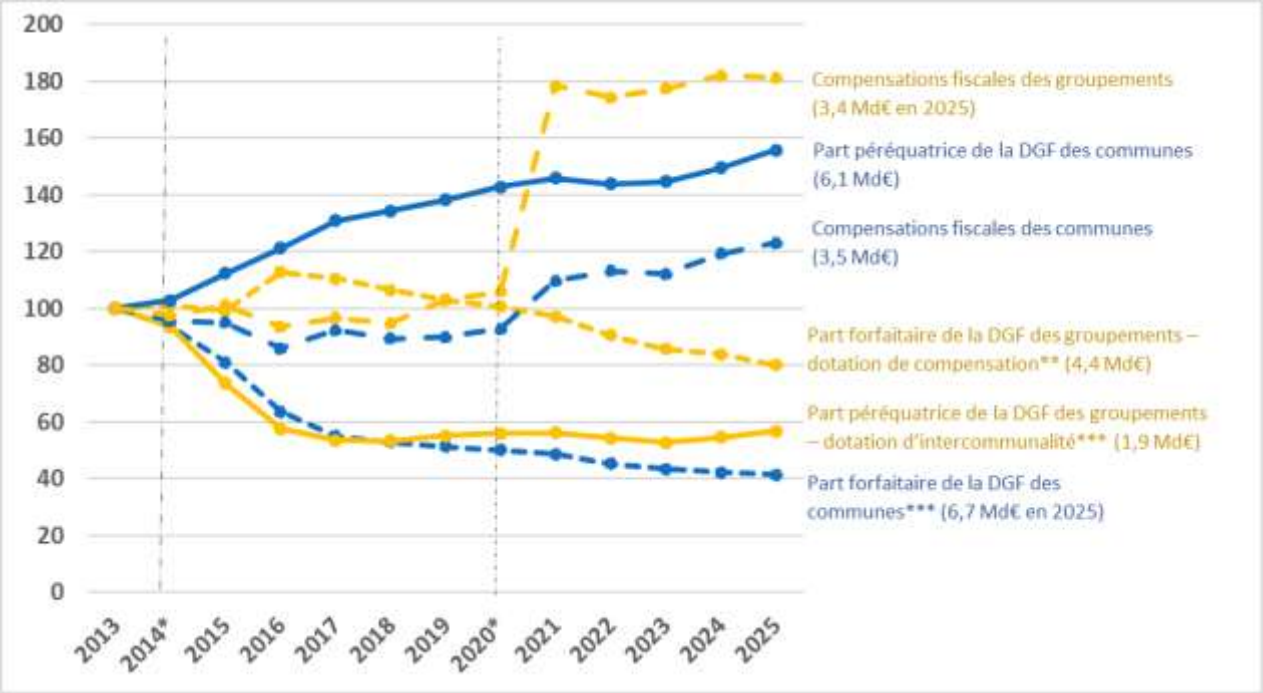
péréquation, l'évolution de la population ou celle de la situation en matière de richesse fiscale relative expliquent une grande partie de ces variations.

La hausse des concours de l'Etat portée par les compensations fiscales

La hausse des concours de l'Etat, pris dans leur ensemble, au cours du mandat est portée pour 21% par ces hausses de la DGF, mais surtout pour les trois quarts, par l'augmentation des attributions de compensations fiscales[12]. Ces attributions représentent 24% des concours de l'Etat sur ce mandat, contre 16 % sur le mandat précédent. Cette évolution est davantage marquée dans les groupements où ces attributions atteignent 31 % des concours de l'Etat sur ce mandat, contre 18 % sur le mandat précédent. Les communes, de leur côté, voient la part des compensations fiscales passer de 14 à 19 % entre les deux mandats. Cette hausse s'explique principalement par la transformation au cours du mandat de ressources de nature fiscale en compensations. Du côté des communes, si la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales s'est accompagnée en 2021 d'une quasi-disparition des compensations d'exonération pour cette taxe, les compensations au titre d'exonérations de taxe sur le foncier bâti ont augmenté fortement en 2021 (baisse de 50 % des bases foncières de nature industrielle) et au cours des années suivantes (+7 % par an en moyenne sur 2021-2025). Les groupements à fiscalité propre connaissent également ce jeu de bascule entre les compensations d'exonérations de taxe d'habitation et celles de taxes foncières, mais pour des montants plus faibles. Pour ces collectivités dont les ressources fiscales sont, davantage que les communes, assises sur des taxes de nature économique, la principale composante de la hausse des attributions pendant le mandat s'explique logiquement par les compensations au titre de la contribution économique territoriale (due à la réduction de moitié de la CFE pour les établissements industriels à partir de 2021) : elles augmentent pour les groupements de 6 % par an en moyenne entre 2021 et 2025. Sur l'ensemble du bloc communal, les autres compensations issues de la réforme de la taxe professionnelle (attributions du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle FNDPTP et la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle DCRTP) baissent de 20 % sur l'ensemble du mandat, du fait notamment d'une ponction sensible sur ces variables d'ajustement en 2025.

[12] Le solde des hausses des concours de l'Etat est notamment lié à la montée en puissance du FCTVA en fonctionnement (284 M€ en 2025) et de la dotation aux élus locaux (123 M€).

Figure 7 : ***Evolution en euros constants des principales composantes des concours de l'Etat au*** *bloc communal (base 100 en 2013)*



**année électorale*

***La dotation de compensation augmente de 13,7% (13,5% en volume) en 2016 en raison du transfert à la toute nouvelle métropole du Grand Paris de dotations de compensation part salaire antérieurement perçues par les communes. Cette dotation fait tout de même l'objet d'un écrêtement en 2016.*

****La baisse de la DGF dans le cadre de la contribution au redressement des finances publiques entre 2014 et 2018 a été imputée à la dotation forfaitaire pour les communes et à la dotation d'intercommunalité pour les groupements à fiscalité propre.*

Source : traitements OFGL, données DGFiP et DGCL, évolution déflatée avec l'indice des prix à la consommation de l'INSEE.

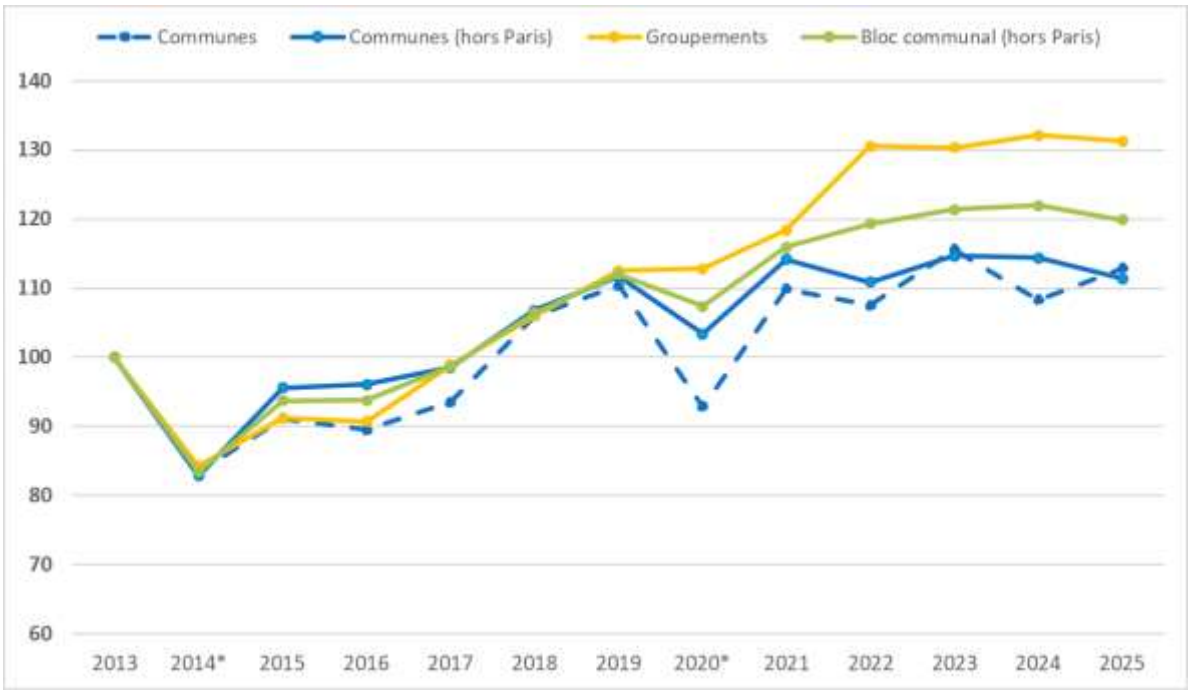
Partie V : *L'épargne du bloc communal tient mais s'essouffle en fin de mandat*

Les communes et leurs groupements à fiscalité propre ont dégagé globalement davantage d'épargne sur ce mandat que sur le précédent. Mais le constat d'une amélioration de l'épargne se heurte au contexte de hausse des prix depuis 2022, à un changement de dynamique sur la fin du mandat et à des situations individuelles qui se détériorent.

En effet, l'épargne brute cumulée sur 2020-2025 est supérieure de 22 % à celle de la période 2014-2019 pour l'ensemble du bloc communal. En moyenne, elle a augmenté de 2,5 % par an sur ce mandat, soit au même rythme que sur le mandat précédent. Mais les évolutions varient au fil des années et selon le niveau de collectivités.

Cette épargne constitue l'autofinancement des collectivités ; elle leur permet d'investir, mais les règles budgétaires imposent d'abord d'affecter l'excédent de fonctionnement sur le remboursement des intérêts de la dette (voir partie 7). Une fois ces remboursements déduits de l'épargne brute, l'épargne nette est également en hausse en valeur sur ce mandat : +3,9 % en moyenne par an, contre +2,7 % par an entre 2013 et 2019. Cependant les prix des investissements que financent cette épargne nette ont fortement augmenté, obligeant les communes et intercommunalités à dégager davantage d'épargne pour des réalisations similaires. Une fois déflatée des prix des investissements[13], l'épargne nette n'augmente plus que de 1,2 % par an sur le mandat, contre 1,8 % par an pour le mandat précédent. Elle est davantage dynamique dans les groupements : +2,5 % par an, alors que du côté des communes (hors Paris) elle n'est en hausse que sur deux années du mandat : 2021 et 2023. Du fait de ces différences d'évolution, la part des groupements dans l'épargne nette du bloc communal augmente, passant de 42 % sur le mandat précédent à 46 % sur 2020-2025.

Figure 8 : ***Evolution base 100 en 2013 de l'épargne nette des collectivités du bloc communal, en euros constants***



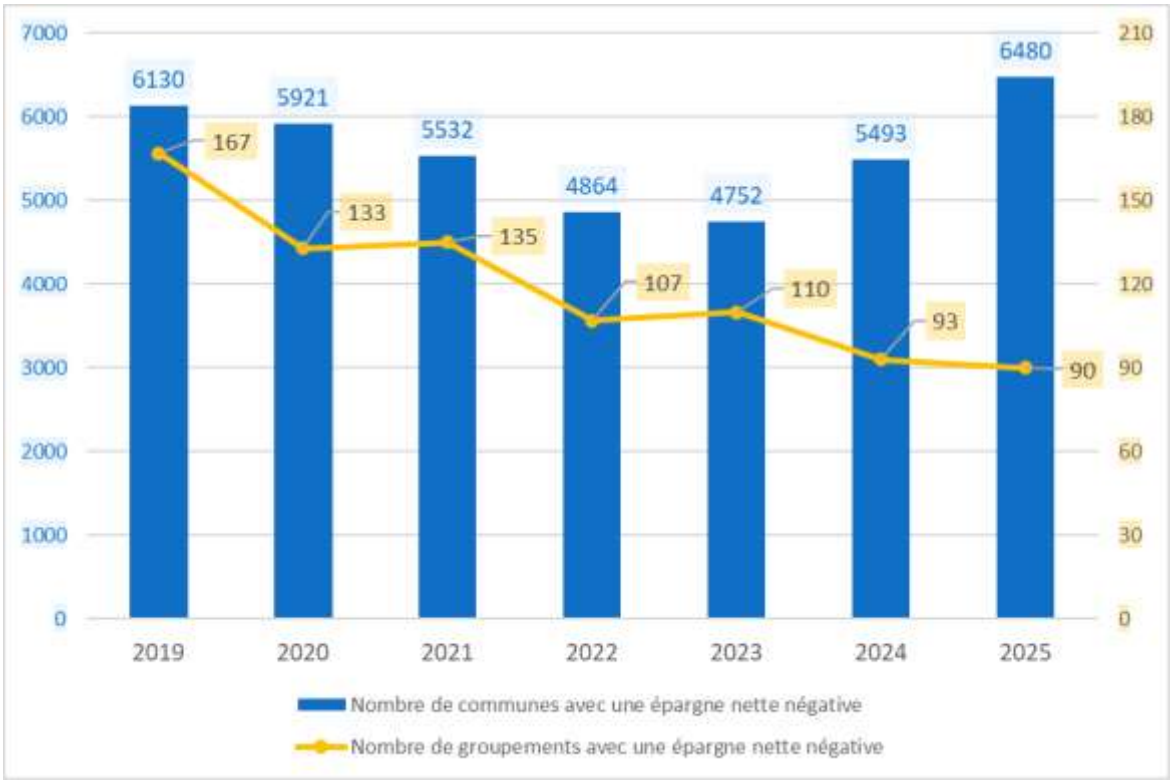
**année électorale*

[13] Indice des prix de la Formation Brute de Capital Fixe, source INSEE

Source : traitements OFGL, données DGCL et DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire. Evolutions déflatées de l'indice de prix de la FBCF (source INSEE).

Malgré cette croissance globale dans les communes, les situations individuelles détériorées ressortent plus nombreuses en fin de mandat 2020-2025 qu'en 2019. Après avoir baissé de 2019 à 2023, le nombre de communes présentant une épargne nette négative atteint 6 480 en 2025, soit 350 communes de plus qu'en 2019. Ces communes avec une épargne nette négative regroupent 14 % de la population en 2025, elles en représentaient 12 % en 2019. Le nombre de groupements présentant une épargne nette négative s'est lui réduit tout au long du mandat pour atteindre 90 en 2025, contre 167 en 2019.

Figure 9 : Nombre de communes et de groupements concernés par une épargne nette négative de 2019 à 2025



Source : traitements OFGL, données DGCL et DGFiP, à partir des comptes de gestion, budgets principaux et annexes, 2025 provisoire.

*Partie VI : Le bloc communal retrouve **un niveau d'investissement important***

Pour le bloc communal, le mandat 2020-2025 en matière d'investissement présente, derrière des profils classiques, des caractéristiques fortes liées à des facteurs exogènes (crise sanitaire, inflation) ou à des évolutions en matière de financements (rôle de l'Etat, tension sur les finances départementales, rôle de l'intercommunalité…).

Des investissements sous influence de l'apparition de tensions sur les prix

Dès 2021, mais surtout en 2022 et 2023, les coûts dans les secteurs des travaux publics (TP) et du bâtiment augmentent fortement, en lien avec ceux de l'énergie et des matières premières en général. Comme l'ensemble des autres acteurs, les collectivités doivent composer avec des prix à la hausse. L'indice des prix des dépenses d'équipement des collectivités estimé par l'OFGL progresse de +3,8% en 2021, +7,3% en 2022 et +3,2% en 2023 avant de ralentir autour de +1% en 2024 et 2025.

Sur l'ensemble du mandat 2020-2025, les prix connaissent une croissance de 17,6 % (contre seulement +4,6 % sur le mandat précédent), conditionnant en partie les politiques locales d'investissement, dans un contexte concomitamment marqué par une remontée des taux d'intérêt sur la période 2022-2023 qui joue un rôle sur les financements externes mobilisés (cf. infra).

La réapparition d'un effet prix significatif sur les dépenses d'équipement renforce le constat d'un cycle d'investissement aux évolutions plus prononcées par rapport aux cycles précédents. Mais il n'en explique qu'une partie.

Un cycle respecté dans sa forme mais à des niveaux très élevés

Traditionnellement, les dépenses d'équipement des communes et de leur groupement chutent l'année des élections puis repartent progressivement à la hausse à partir de la deuxième ou troisième année pour atteindre un pic à la veille des élections suivantes.

La courbe des investissements de ce cycle 2020-2025 ne fait pas exception mais présente des fluctuations plus marquées qu'habituellement. Crise sanitaire oblige, 2020 est marquée par un repli très fort des dépenses d'équipement (-16,5 % sur les budgets principaux) mais un rebond se manifeste dès 2021, même en neutralisant l'effet prix (+2,6%[14]), alors qu'il faut habituellement un ou deux ans pour qu'il n'apparaisse. Le reste du cycle confirmera cette tendance avec une progression continue de l'effort d'équipement des communes et des groupements à fiscalité propre, chaque année et tout particulièrement en 2024 (+9,7 % à prix constants, soit la plus importante pour une 4e année de mandat sur les 5 derniers cycles).

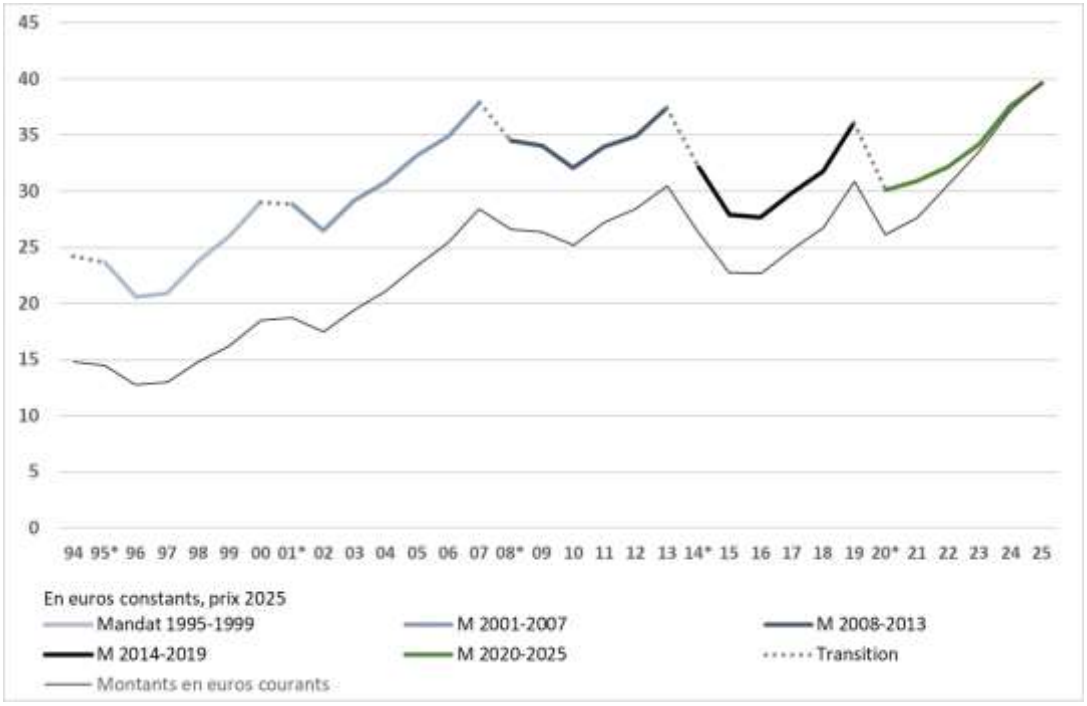
Au final, les dépenses d'équipement direct du bloc communal s'élèvent à 39,7 Md€ en 2025 sur leurs budgets principaux (et 8,2 Md€ sur les budgets annexes). A prix comparables, le mandat 2020-2025 se boucle avec un effort supérieur de 10 % à celui de 2014-2019, soit l'équivalent de 19,0 Md€ de plus (porté à près de 20,7 Md€ en incluant les budgets annexes).

Sur les budgets principaux, la comparaison peut s'étendre aux cycles précédents, toujours en neutralisant l'effet prix : le dernier mandat se positionne légèrement en dessous de celui de 2008 (-1% sur les dépenses d'équipement) qui reste donc celui du

[14] L'indice des prix utilisé pour les évaluations à prix constant est celui de la FBCF.

record en matière de dépenses d'équipement mais très au-dessus de celui de 2001 (+8%[15]) et celui de 1995 (+42 %).

*Figure 10 : Dépenses d'équipement du bloc communal par mandat, en **Md€ (euros constants à prix 2025)***



*Source : traitements OFGL ou DGCL à partir de données DGFiP (2025 provisoire) / budgets principaux / * années d'élections municipales et intercommunales. L'indice des prix utilisé pour les évaluations à prix constant est celui de la FBCF.*

Les groupements à fiscalité propre portent une part prépondérante de la hausse

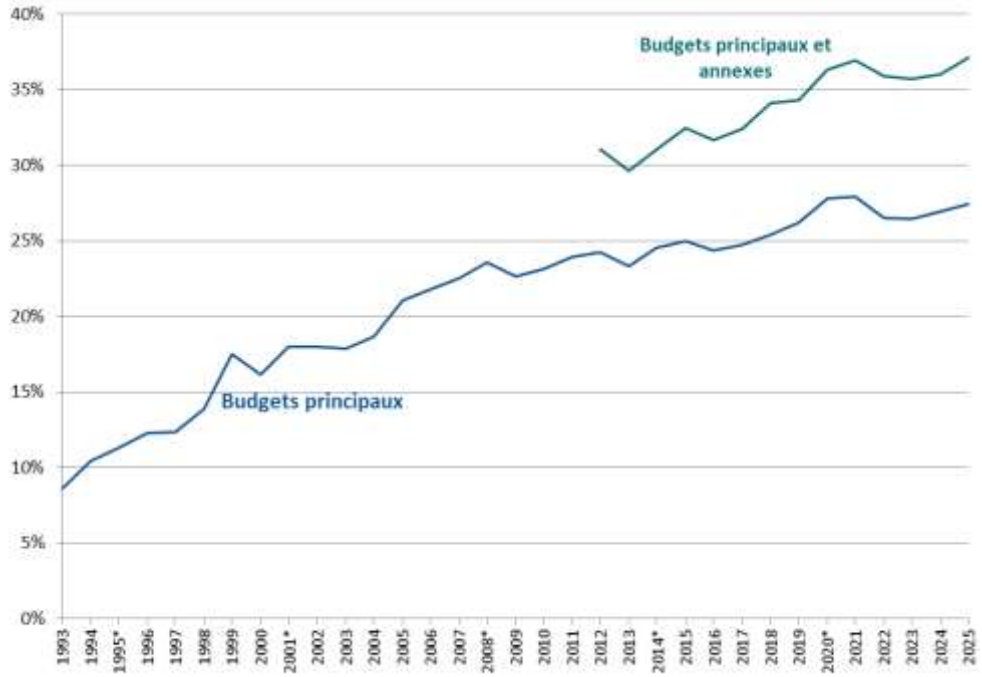
Sur près de 21 Md€ de dépenses d'équipement en plus sur les 6 dernières années par rapport au cycle précédent, les groupements à fiscalité propre représentent les ¾ de l'augmentation, et les communes ¼. Ces structures intercommunales se sont affirmées comme le relais des communes dans certains projets de territoire structurants, elles ont consolidé leur poids dans les dépenses d'équipement réalisées autour d'une moyenne de 36,3 % (budgets annexes compris) avec un pic sur la dernière année du mandat (37,1 % en 2025), contre une moyenne de 32,8 % sur la période 2014-2019.

Ces résultats sur le mandat rejoignent ceux du poids des groupements dans le stock des actifs sous responsabilité du bloc communal, une étude de l'OFGL[16] évalue le poids moyen des groupements à fiscalité propre dans le stock à 36% fin 2024, un poids qui augmente avec la population puisqu'il atteint un peu plus de 50% sur les territoires des communes de plus de 100 000 habitants.

[15] Le mandat de 2001 était exceptionnellement d'une durée de 7 ans, la comparaison est faite en tenant compte de cette durée différente.

[16] Cap sur n°31, avril 2026- OFGL - Les enjeux financiers du renouvellement du patrimoine des communes et intercommunalités.

Figure 11 : Poids des groupements à fiscalité propre dans les dépenses d'équipement du bloc communal



*Source : Traitement OFGL, données DGFiP-Comptes de gestion / * années d'élections municipales*

En parallèle, les flux de subventions et d'attributions de compensation inscrits en section d'investissement entre communes et groupements ont tendance à augmenter. En 2025, les premières versent 520 M€ à leur groupement (+45 % par rapport à 2019) et le mouvement inverse, des groupements vers les communes, représente 870 M€ en 2025 (+67 % par rapport à 2019).

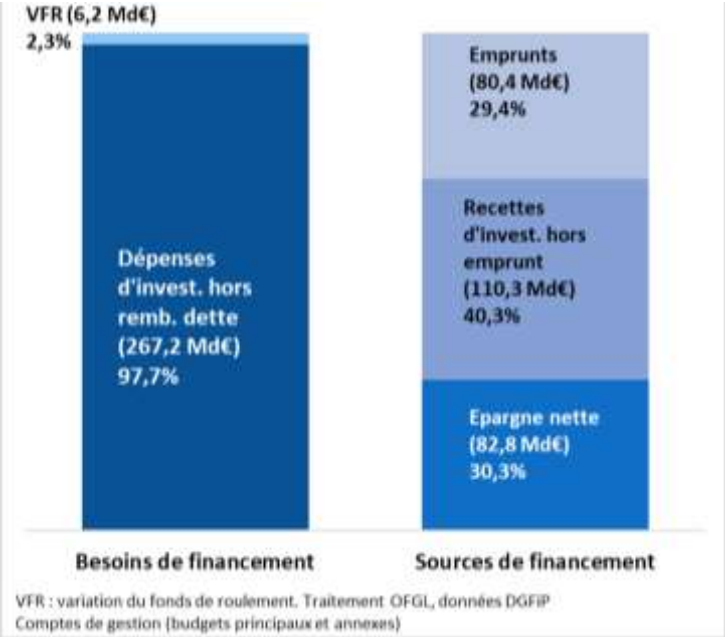
Un schéma de financement des investissements sous l'influence des ressources propres

De manière schématique, les collectivités locales financent leurs investissements en s'appuyant sur trois ressources : l'épargne nette, qui correspond aux excédents de l'année entre recettes et dépenses de fonctionnement après remboursement de la dette, les dotations et subventions d'investissement, et, pour finir, l'emprunt nouveau.

Sur la durée d'un cycle, le poids de chacune des composantes est révélateur des choix de gestion des collectivités, fonction eux-mêmes des contraintes ou opportunités qui s'offrent à elles (accès aux dotations et subventions de tiers, capacité d'autofinancement, niveau des taux d'emprunt…).

Sur 2020-2025, les communes et leurs groupements ont dû financer un total de 267 Md€ d'investissements (équipements directs, subventions à des tiers et autres immobilisations financières), auxquels s'ajoute une augmentation du fonds de roulement cumulée sur la période de +6,2 Md€, correspondant schématiquement à des investissements à venir.

Figure 12 : Schéma de financement de l'investissement du bloc communal, cumul sur 2020-2025



Source : traitements OFGL ou DGCL à partir de données DGFiP (2025 provisoire) / budgets principaux et annexes.

L'épargne nette a permis de couvrir 30,3 % du besoin de financement. C'est une part plus importante que lors du cycle 2014-2019 (27,4 %). Cependant, comme sur le mandat précédent mais de manière plus prononcée, la fin du mandat se traduit par un repli du poids de l'épargne nette dans le financement des investissements, remplacé notamment par des ponctions sur le fonds de roulement en 2024 et 2025 (respectivement 3,7% et 2,9% des besoins sur ces deux années) et par le recours à l'emprunt (cf. infra).

Figure 13 : Financements des investissements du bloc communal sur les deux derniers mandats - budgets principaux et annexes

Poids des ressources dans les dépenses d'investissement hors remboursements de la dette (dépenses augmentées, le cas échéant, des variations positives du fonds de roulement).



*Source : OFGL, données DGFiP, traitements DGCL-DESL. En 2014, 2019, 2024 et 2025, les moyens de financement sont complétés par une ponction sur fonds de roulement représentant respectivement 1,4%, 2,0%, 3,7% et 2,9% des besoin de financement de l'investissement. / * années d'élections.*

En complément, les recettes d'investissement hors emprunts ont couvert 40,3 % du besoin de financement sur 2020-2025, soit plutôt moins que lors du mandat précédent (42,8 %). Mais au sein de ces recettes, les composantes ont connu des évolutions différentes au cours du mandat. La part des subventions et dotations (hors FCTVA) en provenance de l'Etat ou des opérateurs nationaux a nettement augmenté, conformément aux engagements pris au niveau national : elles couvrent en moyenne 7,7 % des investissements sur 2020-2025 contre 6,0 % sur le mandat précédent, c'est l'équivalent de 7,6 Md€ supplémentaires en cumul sur 6 ans (+ 57 %). En parallèle, le FCTVA reversé par l'Etat représente un poids stable dans les financements, à environ 9,8 %. Le constat est logique compte tenu de sa corrélation directe avec les niveaux de dépenses d'équipement.

Côté subventions des régions au bloc communal, leur montant cumulé a augmenté de 20 % entre les deux mandats, soit à peine moins que les réalisations du bloc communal : en conséquence, leur part dans le financement des équipements ne baisse que légèrement, passant de 2,7 % des besoins de financement à 2,6 % sur le dernier mandat. En revanche, celle des subventions des départements s'est réduite plus nettement. La hausse de 11 % des montants versés entre 2014-2019 et 2020-2025 ne suit pas la dynamique des investissements du bloc communal, leur part dans les financements passe en cumul de 4,4 % à 3,9 %, son point le plus bas étant en 2025 avec 3,7 % des investissements du bloc communal. Un lien assez direct peut être fait avec les tensions observées sur les finances départementales sur les dernières années.

Mais la composante des recettes d'investissement qui présente le recul le plus net est celle du produit des cessions d'immobilisations : il recule en montant entre les deux derniers mandats (-13 %, soit 2,1 Md€ de moins), il ne finance plus que 5,0 % des investissements réalisés contre 7,1 % entre 2014 et 2019.

Pour boucler le financement de leurs investissements, les collectivités ont recours à l'emprunt. Le bloc communal a mobilisé 80,4 Md€ de prêts nouveaux sur 2020-2025, soit l'équivalent de 29,4 % des besoins de financement. C'est 14,2 Md€ de plus que sur le mandat précédent mais en proportion des besoins c'est un peu plus faible (29,8 % sur 2014-2019), la part des financements par emprunt passe même sous celle de l'épargne nette (30,3 %). Seules deux années du dernier mandat présentent un volume d'emprunt supérieur à celui de l'épargne nette, la première (2020) et la dernière (2025). Sur le mandat précédent, la tendance inverse était systématique à l'exception de 2018.

Partie VII : La dette du bloc communal : une croissance modérée dans la continuité du mandat précédent

En 2025, l'encours de dette des communes et de leurs intercommunalités à fiscalité propre s'élève à 130,5 Md€, et 119 Md€ hors Paris.

Les éléments qui suivent sont présentés hors Paris. En effet, la capitale présente des caractéristiques institutionnelles spécifiques, exerçant à la fois des compétences communales et départementales, et une dynamique de la dette qui peuvent perturber l'analyse de l'ensemble des communes.

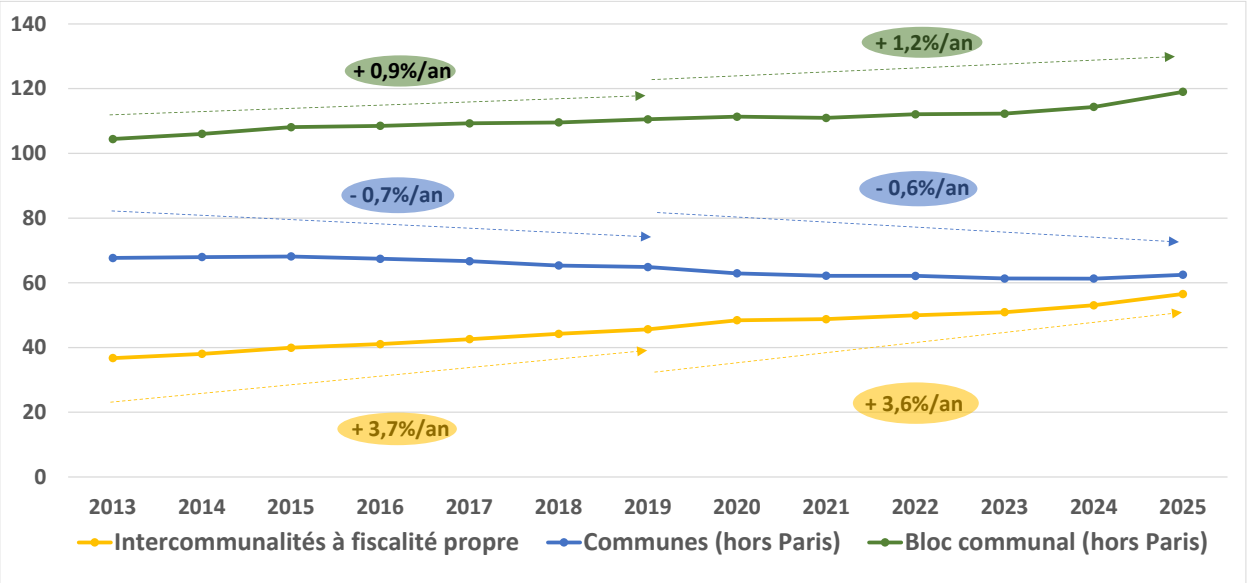
Pour le bloc communal hors Paris, le mandat 2020-2025 s'inscrit dans la continuité du mandat précédent (2014-2019), marqué par une progression modérée de la dette. Le taux de croissance annuel moyen de l'encours de dette s'établit ainsi à 1,2 % sur la période 2020-2025 contre 0,9 % lors du mandat précédent.

Pour appréhender l'évolution globale de la dette du bloc communal, il convient d'analyser les dynamiques propres aux deux niveaux de collectivités : les communes et les intercommunalités à fiscalité propre.

Un transfert progressif du recours à l'emprunt des communes vers les intercommunalités

En 2025, le stock de la dette est porté à 52 % par les communes hors Paris et 48 % par les intercommunalités à fiscalité propre contre respectivement 59 % et 41 % en 2019, et même 65 % et 35 % en 2013. Cette évolution traduit un transfert progressif du recours à l'emprunt des communes vers les intercommunalités, reflet d'une montée en puissance de ces dernières dans les investissements réalisés (cf supra).

Figure 14 : Encours de dette du bloc communal (hors Paris), en milliards d'euros



Source : traitements OFGL ou DGCL à partir des données de compte de gestion de la DGFiP. Budgets principaux et annexes. L'année 2025 est construite à partir de données provisoires.

En effet, sur le mandat 2020-2025, l'encours de dette des communes hors Paris poursuit sa décroissance (- 0,6 % par an) après déjà - 0,7 %/an sur le mandat précédent. Cette tendance est portée par les communes de moins de 100 000 habitants et plus particulièrement les communes de moins de 3 500 habitants qui enregistrent une baisse annuelle de la dette de - 1,7 % sur le mandat 2020-2025. En revanche, les communes de plus de 100 000 habitants affichent un taux de croissance annuel de + 1,2 % sur le dernier mandat.

A l'inverse, l'encours de dette des intercommunalités à fiscalité propre continue de progresser à un rythme soutenu de + 3,6 % en moyenne annuelle, très proche de celui observé sur le mandat précédent (+ 3,7%). Cette dynamique est due aux grands groupements qui affichent une progression annuelle moyenne de la dette sur le mandat 2020-2025 de + 3,2 % pour les groupements entre 50 000 et 300 000 habitants et surtout + 4,9 % pour ceux de plus de 300 000 habitants. En revanche, la dette des plus petits groupements (moins de 50 000 habitants) affiche une croissance annuelle plus modérée de + 1,6 % sur le dernier mandat.

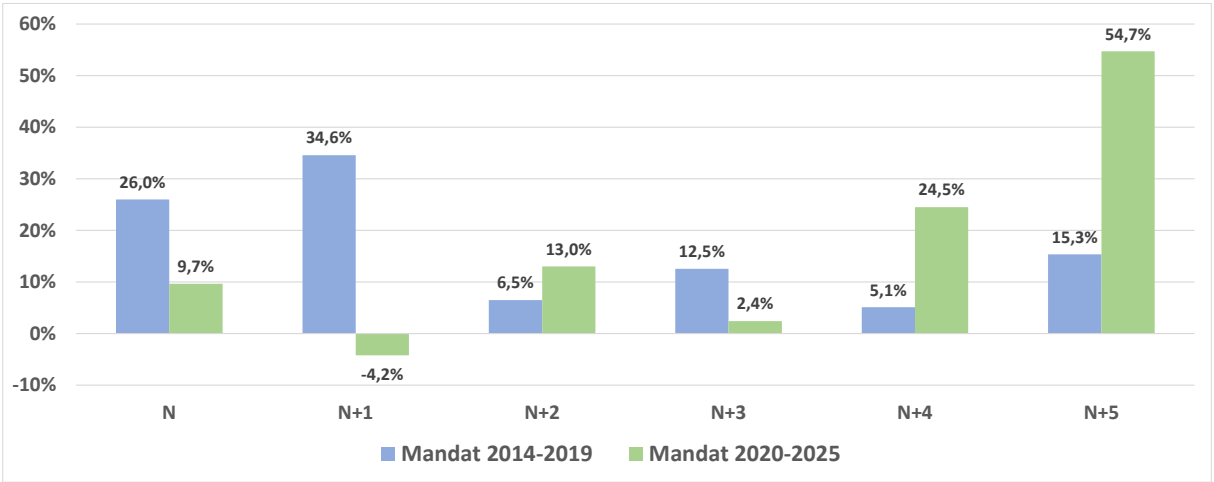
Les intercommunalités à fiscalité propre apparaissent ainsi comme les principales contributrices à la croissance de la dette du bloc communal sur les deux mandats.

Une concentration de l'accroissement de la dette sur la fin du mandat

Les deux dernières années du mandat 2020-2025 se caractérisent par un pic des investissements qui s'accompagne d'une progression plus marquée de l'encours de dette, avec + 1,9 % en 2024 et surtout + 4,1 % en 2025. Ce rebond en fin de mandat ne s'observait pas sur le précédent mandat (+ 0,3 % en 2018 et + 0,9 % en 2019).

En cumul, près de 80 % de l'accroissement de la dette du bloc communal hors Paris sur 2020-2025 s'est concentré sur les deux dernières années de mandat, sous l'impulsion notamment des plus grands groupements à fiscalité propre. A l'inverse, lors du mandat précédent, la dynamique était plus précoce, avec plus de 60 % de l'augmentation de la dette du mandat enregistrée dès les deux premières années et seulement 20,4 % sur les deux dernières années.

Figure 15 : Contribution annuelle à l'évolution totale de la dette sur les deux derniers mandats pour le bloc communal hors Paris, en %.



Source : traitements OFGL à partir des données de compte de gestion de la DGFiP. Budgets principaux et annexes. L'année 2025 est construite à partir de données provisoires. L'année N correspond à l'année électorale. Le graphique se lit comme ceci : 54,7 % de l'évolution totale de la dette sur le mandat 2020-2025 a lieu lors de la dernière année de mandat (N+5).

Au sein du bloc communal, cette tendance se retrouve à la fois dans les intercommunalités à fiscalité propre et dans les communes, mais avec des intensités différentes. Pour les intercommunalités à fiscalité propre, la croissance annuelle de la dette atteint + 4,2 % en 2024 puis + 6,5 % en 2025, après des hausses plus modérées de + 2,4 % et + 2,0 % en 2022 et 2023. Pour les communes hors Paris, l'évolution annuelle de la dette demeure négative entre 2020 et 2024 avant de redevenir positive en 2025, à + 2,0 %.

Des charges financières moins importantes sur le dernier mandat

Malgré la légère progression de l'encours de dette, sa charge pour les budgets du bloc communal est plus faible sur 2020-2025 que sur le mandat précédent. Le cumul des charges financières sur les 6 dernières années s'élève à 15,8 Md€, soit 20 % de moins que sur 2014-2019.

L'explication vient de la baisse sensible des taux d'intérêt observée sur les marchés entre 2011 et 2021, qui ont une traduction sur les taux d'emprunt obtenus par les collectivités ; ces dernières ont, en moyenne, emprunté à des taux faibles voire très faibles jusqu'en 2021. En revanche, la remontée des taux s'est traduite par un accès aux financements externes à des prix supérieurs de 1 point en moyenne sur le mandat 2020-2025 par rapport au précédent[17].

Les charges d'intérêt s'inscrivent ainsi en hausse sur les dernières années, mais l'impact sur les taux apparents de la dette (intérêts rapportés à l'encours au 1er janvier) est très progressif ; pour cette raison, ils restent inférieurs sur ce mandat (2,4 % contre 3,0 % sur le précédent).

Délais de désendettement : des situations contrastées en fonction de la taille démographique

Le bloc communal hors Paris affiche un délai de désendettement (correspondant au rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute[18]) qui s'améliore entre 2019 et 2025 (repli de 0,3 an, passant de 4,9 ans à 4,6 ans). Cette baisse est principalement portée par les communes pour lesquelles le délai de désendettement diminue de - 0,5 an entre 2019 et 2025 alors que celui des groupements est plutôt stable avec une évolution de - 0,1 an.

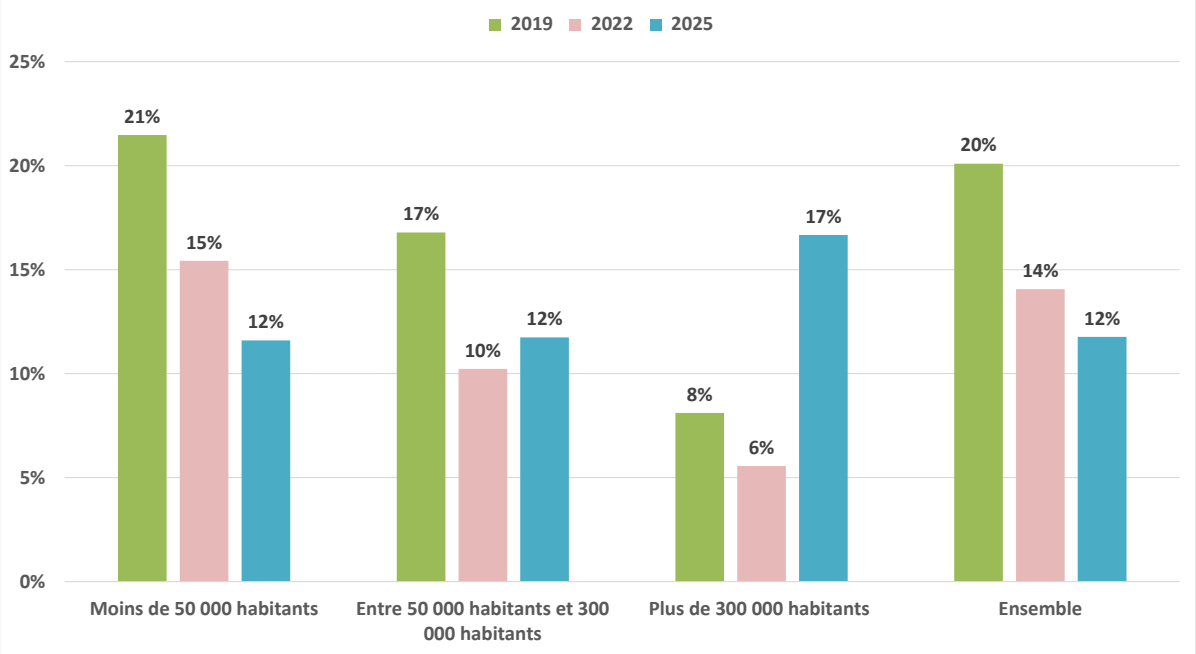
Cette baisse cache en réalité des fluctuations sur le mandat, plutôt à la hausse dans les plus grandes collectivités. En effet, le délai de désendettement s'améliore entre 2019 et 2025 dans la plupart des strates démographiques des groupements. Cette amélioration apparait toutefois d'autant moins marquée que la taille des groupements augmente, et le délai de désendettement se dégrade pour les plus grands d'entre eux : on passe de - 1,2 an pour les groupements de moins de 15 000 habitants à + 1,2 an pour les groupements de plus de 300 000 habitants. Pour les strates de population des communes de moins de 100 000 habitants, le délai de désendettement est en baisse alors qu'il est stable pour les communes de plus de 100 000 habitants hors Paris.

[17] Calcul estimatif à partir des données annuelles produites par le cabinet Finance Active.

[18] Ce ratio mesure le nombre d'années théorique qu'il faut à une collectivité pour rembourser toute sa dette en y consacrant toute son épargne brute de l'année (excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement). Si l'épargne brute est nulle ou négative, le ratio du délai de désendettement n'est plus calculable car infini. L'analyse considère que ces collectivités ont donc un délai de désendettement supérieur à 8 ans.

Afin d'appréhender plus finement les disparités au sein des communes et des groupements à fiscalité propre, le reste de l'analyse porte sur la part des collectivités présentant un délai de désendettement supérieur à 8 ans.

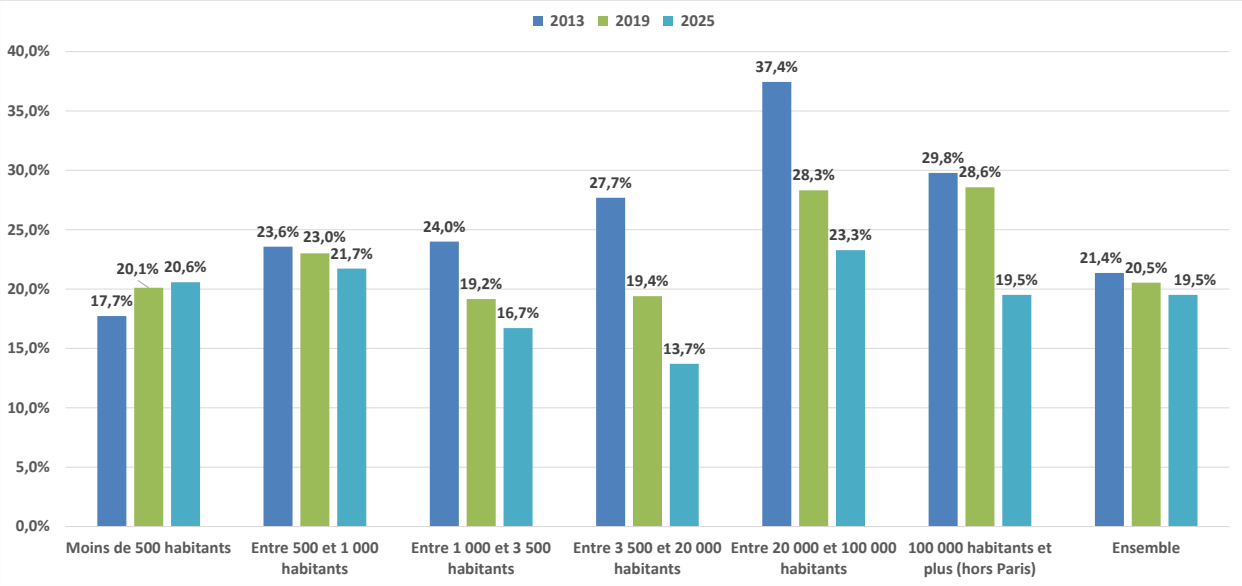
Figure 16 : Part des groupements à fiscalité propre présentant un délai de désendettement supérieur à 8 ans, 2019-2025



Source : traitements OFGL à partir des données de compte de gestion de la DGFiP. Budgets principaux et annexes. L'année 2025 est construite à partir de données provisoires.

Au sein des groupements à fiscalité propre, des différences apparaissent selon leur poids démographique. Les groupements de moins de 50 000 habitants connaissent ainsi une amélioration continue de cette proportion sur l'ensemble du mandat 2020-2025, tandis que ceux de plus de 50 000 habitants présentent une amélioration suivie d'une détérioration sur les dernières années du mandat. Les groupements les plus peuplés (au-dessus de 300 000 habitants) présentent dorénavant la proportion la plus importante de collectivités avec un délai de désendettement sous tension (17 % contre 12 % sur l'ensemble).

Figure 17 : Part des communes hors Paris présentant un délai de désendettement supérieur à 8 ans, en 2013, 2019 et 2025



Source : traitements OFGL à partir des données de compte de gestion de la DGFiP. Budgets principaux et annexes. L'année 2025 est construite à partir de données provisoires. L'ensemble est présenté hors Paris.

Au sein des communes, des disparités apparaissent également selon la strate démographique.

Les communes de moins de 500 habitants connaissent une progression très légère de la proportion de communes avec un délai de désendettement supérieur à 8 ans entre 2019 et 2025 (de 20,1 à 20,6 %), bien plus faible que sur le mandat précédent (de 17,7 % à 20,1 %).

Pour les communes de 500 à 1 000 habitants, la proportion diminue légèrement mandat après mandat avec, au final en 2025, 21,7 % de ces communes présentant un ratio de plus de 8 ans.

Dans cette même dynamique, les communes de plus de 1 000 habitants présentent une diminution notable de cette part au cours des deux derniers mandats. Cette tendance est particulièrement marquée entre 2013 et 2019 pour l'ensemble des strates comprises entre 1 000 à 100 000 habitants où l'on passe par exemple de 27,7 % à 19,4 % pour les communes de 3 500 à 20 000 habitants ou encore de 37,4 % à 28,3 % pour les communes de 20 000 à 100 000 habitants.

Sur le dernier mandat, les proportions de communes avec un délai de désendettement sous tension diminuent toujours, ces diminutions sont cependant moins marquées que sur le mandat précédent sauf pour les communes de 100 000 habitants et plus (hors Paris) avec près de 9 points en moins, tout en restant à un niveau assez élevé (de 28,6 % en 2019 à 19,5 % en 2025). Les communes de 20 000 à 100 000 restent celles pour lesquelles la proportion est la plus forte même si elle est de nouveau en repli (23,3 % en 2025 après 28,3 % en 2019).

ANNEXES

Plan des annexes du rapport

ANNEXE 1
Les comptes des administrations publiques locales 96

ANNEXE 2
Les finances des collectivités locales 100
A. Les budgets principaux des collectivités locales 103
B. Les budgets annexes des collectivités locales 112
C. Consolidation des budgets principaux et annexes des collectivités locales 122
D. Consolidation des budgets entre les différentes collectivités locales. 130
E. Estimations 2024 (Départements, Régions et CTU) 137
F. Présentation fonctionnelle 139
ANNEXE 3
Les collectivités locales ultramarines 147
ANNEXE 4
Les transferts, extensions et créations de compétences 164
ANNEXE 5
Les disparités des situations communales, départementales et régionales 183
ANNEXE 6
Le périmètre des communes et des EPCI. 189
ANNEXE 7
Les finances des établissements publics locaux (EPL) 193
ANNEXE 8
La fiscalité locale 195
ANNEXE 9
Les concours financiers de l'État 206
ANNEXE 10
La péréquation entre collectivités locales 220
ANNEXE 11
Les effectifs et salaires dans les collectivités locales 226
ANNEXE 12
Synthèse du rapport public annuel du CNEN 259
ANNEXE 13
Les ratios financiers autour du renouvellement du patrimoine du bloc communal. 266

ANNEXE 1

Les comptes des administrations publiques locales (comptabilité nationale)

OLIVIER LÉON (DGCL)

En 2025, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques défini au sens de Maastricht se réduit à -152,5 Md€ (après -169,1 Md€ en 2024), soit 5,1 % du produit intérieur brut après 5,8 % (tableau 1).
Le déficit de l'État diminue de 23 Md€ et s'établit à -128,1 Md€ (après -151,1 Md€ en 2024) tandis que celui des organismes divers d'administration centrale (ODAC) se creuse légèrement à - 2,2 Md€ après -1,4 Md€. Le déficit des administrations publiques locales (APUL) s'établit à -15,6 Md€, et se répartit entre les collectivités territoriales (-9,3 Md€ en réduction de 2,7 Md€) et les organismes divers d'administration locale (ODAL, -6,2 Md€ contre 5,7 Md€ en 2024). Le déficit des communes se creuse et (-4,4 Md€, après -2,8 Md€ en 2024), celui des départements se réduit (-2,0 Md€, après -5,7 Md€ en 2024), tout comme celui des régions (-2,1 Md€ après -3,2 Md€ en 2024)
Enfin, en 2025, le solde des administrations de sécurité sociale (ASSO) devient déficitaire. Il s'établit à -6,7 Md€ après + 1,1 Md€ en 2024. Les recettes (+ 2,3 %) étant moins dynamiques que les dépenses (+ 3,4 %) qui augmentent de façon structurelle en lien avec le vieillissement de la population.

Tableau 1 - Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

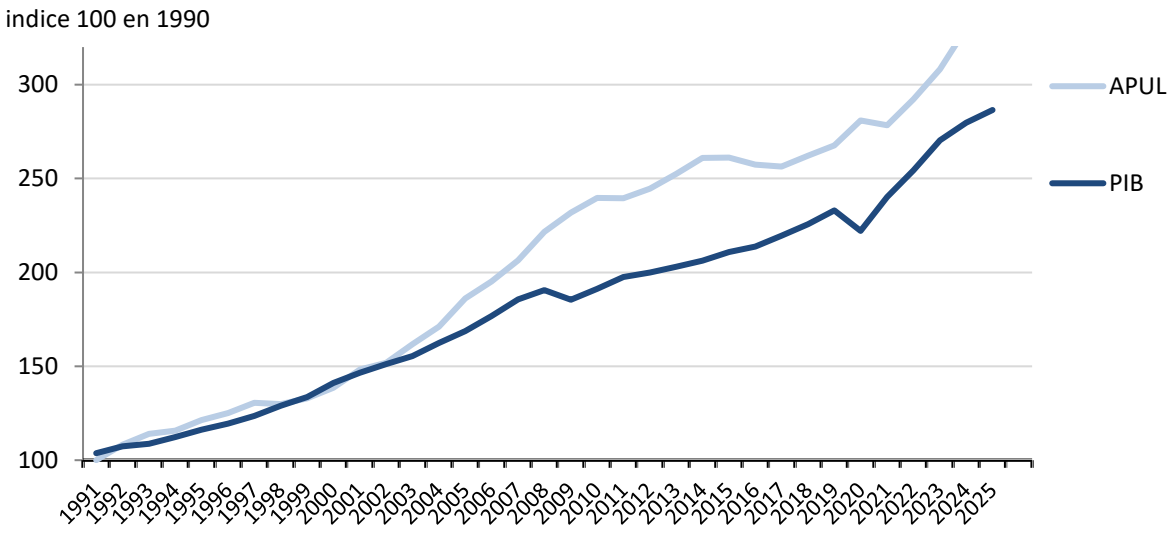
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Administrations publiques centrales (État + ODAC)	-154,9	-144,5	-133,2	-153,8	-152,5	-130,3
Administrations de Sécurité sociale	-48,3	-19,7	+8,5	+11,8	+1,1	-6,7
Administrations publiques locales	**-3,9**	**-0,9**	**-1,1**	**-9,9**	**-17,8**	**-15,6**
dont : collectivités locales	*-0,1*	*+4,5*	*+3,0*	-5,2	-12,0	-9,3
organismes divers d'administration locale	*-3,8*	*-5,4*	*-4,0*	-4,7	-5,7	-6,2
Total Administrations publiques	**-207,1**	**-165,1**	**-125,9**	**-151,9**	**-169,5**	**-152,5**
Déficit public notifié (au sens du traité de Maastricht, en % du PIB)	*-8,9*	*-6,6*	*-4,7*	*-5,4*	*-5,8*	*-5,1*

Source : Insee, comptes nationaux - base 2020

APUL : une hausse des dépenses (1,5 %) inférieure à celle des recettes (+ 2,3 %)
En 2025, contrairement à l'année précédente, les dépenses des APUL (+1,5 %) augmentent moins vite que les recettes (+2,3 %). Les dépenses s'élèvent à 335,5 Md€ contre 330,5 Md€ en 2024. Elles progressent néanmoins plus rapidement que l'activité économique (+ 0,8 %) mesurée par la croissance du PIB en valeur (graphique 1). L'investissement ralentit (+3,4 % après +8,1 % en 2024), atteignant 70,7 Md€ (après 68,4 Md€ en 2024 : graphique 2).
Le total des recettes des APUL (319,9 Md€) est en hausse de + 2,3 % en 2025, au même rythme qu'en 2024. Les prélèvements obligatoires des administrations publiques locales augmentent de 3,6 %, en progression par rapport à l'année précédente (+ 3,1 %). Ceux des départements bénéficient particulièrement du net rebond des droits de mutation à titre onéreux (+19,8 %, après -12,5 % en 2024) grâce à la reprise du marché immobilier. Par ailleurs, l'évolution des recettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties reste dynamique quoiqu'en ralentissement (+2,8% après 4,4 % en

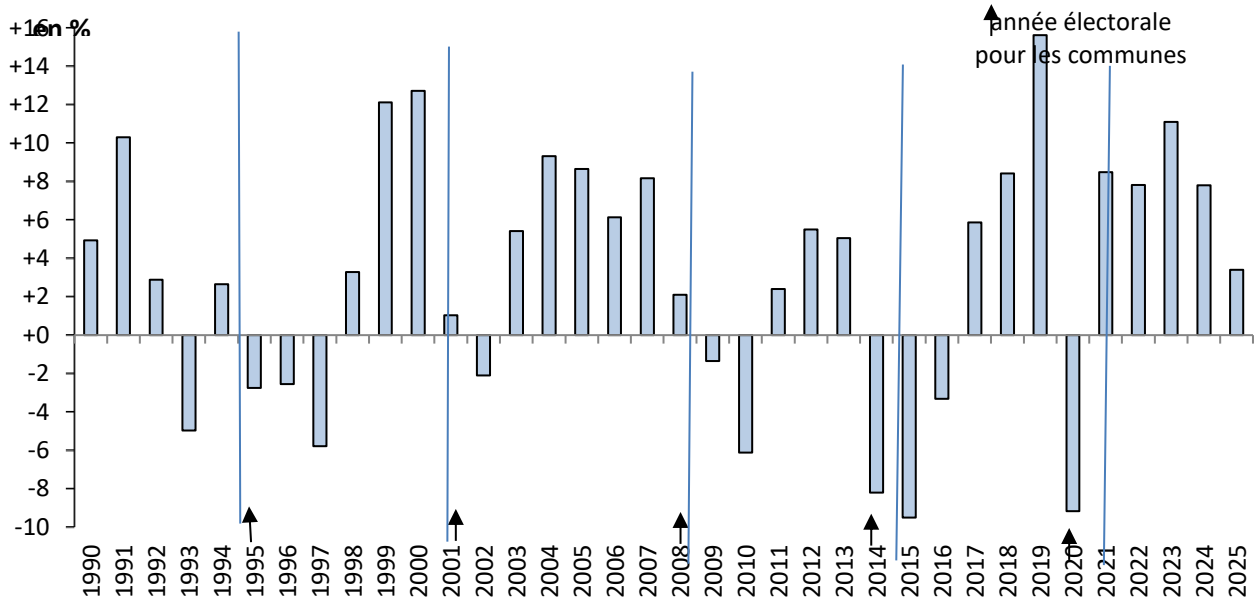
2024), en raison principalement de l'indexation mécanique des bases sur l'inflation. Globalement, les impôts perçus par les APUL s'établissent à 181,6 Md€ en 2025 et représentent 6,1 % du PIB (tableau 2), et 13,2 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires.

Graphique 1 - Évolution des dépenses des administrations publiques locales et du PIB depuis 1990



Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

Graphique 2 - Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales



Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

Tableau 2 - Taux de prélèvements obligatoires

en % du PIB

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Impôts après transferts [1] perçus par						
les administrations publiques centrales	12,8	12,6	13,1	12,1	11,9	12,3
les administrations publiques locales	**6,6**	**6,6**	**6,5**	**6,3**	**6,0**	**6,2**
les administrations de Sécurité sociale	10,0	10,1	10,2	10,0	10,1	10,2
les institutions de l'Union européenne	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Cotisations sociales effectives [2] perçues par :						
l'État	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
les administrations de Sécurité sociale	14,3	14,4	14,5	14,3	14,4	14,5

Prélèvements obligatoires effectifs	44,3	44,2	45,0	43,2	42,8	43,6

Les prélèvements obligatoires comprennent :
(1) les impôts après transferts (c'est-à-dire après transferts de recettes fiscales et nets des impôts dus non recouvrables) ;
(2) les cotisations sociales effectives (nettes des cotisations dues non recouvrables).
Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

La dette publique au sens de Maastricht augmente de 152,5 Md€ en 2025 et s'établit à 3 460,5 Md€. Exprimée en pourcentage du PIB, elle s'établit à 115,7 % fin 2025, après 112,6 % fin 2024 et 109,5 % fin 2023. La contribution des APUL à la hausse de la dette publique est légèrement moins forte en 2025 qu'en 2024 (+13,2 Md€ après +14,1 Md€) L'endettement se fait principalement sous forme d'emprunts de long terme (+10,2 Md€) et de titres de long terme (+3,0 Md€). L'augmentation des prêts de long terme est portée par les collectivités locales : la contribution des communes à la dette publique augmente (+4,9 Md€), comme celle des départements (+2,1 Md€) et des régions (+2,4 Md€). L'augmentation de l'encours de titres de longs termes est principalement portée par Île-de-France Mobilités (+1,8 Md€). Le reste de la variation de dette des APUL s'explique par celle des syndicats et d'autres ODAL.

La France dans l'Union européenne

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,2 % du PIB en 2025 (tableau 5). Ce taux est inférieur à la moyenne européenne (16,9 % y compris les dépenses des États fédérés) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux à l'organisation fédérale.

Comme en 2024, la part de l'investissement des administrations publiques locales dans l'investissement public en France (53,4 % de la FBCF des APU) reste supérieure à la moyenne européenne (51,3 %).

Par ailleurs, la dette des APUL qui représente en France 8,7 % du PIB en 2025, se situe à un niveau inférieur à la moyenne européenne (11,4 %).

Tableau 3 - Dépenses, FBCF et dette des administrations publiques locales (*) en 2025

	Dépenses des administrations publiques locales		Formation brute de capital fixe des administrations publiques locales		Dette des administrations publiques locales	
	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)
Allemagne	23,8	48,2	1,4	62,1	19,7	31,0
Autriche	20,4	36,9	1,1	43,4	9,5	11,7
Belgique	27,0	49,9	1,3	76,7	24,7	22,9
Bulgarie	8,7	22,2	1,4	45,0	0,9	3,0
Chypre	2,0	5,2	0,5	15,9	1,4	2,5
Croatie	13.0	26,9	1,8	34,4	1,5	2,7
Danemark	31,3	66,2	1,4	45,2	9,8	35,1
Espagne	23,0	50,5	1,2	70,4	21,4	21,3
Estonie	10,5	23,6	1,4	23,3	4,0	16,4
Finlande	23,9	41,4	2,5	56,9	14,0	15,8
France	**11,2**	**19,6**	**2,3**	**53,4**	**8,7**	**8,0**
Grèce	4,0	8,3	1,4	38,9	0,4	0,3
Hongrie	5,4	11,4	0,8	18,4	0,5	0,7
Irlande	2,4	10,8	0,8	31,2	2,2	6,7
Italie	14,6	29,0	1,7	54,3	4,7	3,4
Lettonie	11,6	25,6	1,5	24,1	5,5	11,7
Lituanie	10,3	26,1	1,6	29,5	0,9	2,3

Luxembourg	5,8	12,4	2,0	36,9	1,8	6,8
Malte	0,4	1,1	0,1	2,5	0,0	0,0
Pays-Bas	13,2	29,8	1,7	51,5	4,5	10,1
Pologne	14,7	29,9	2,1	42,8	3,3	5,5
Portugal	6,9	16,3	1,1	40,6	3,9	4,3
Roumanie	9,0	20,8	3,0	50,9	1,5	2,5
Slovaquie	8,2	17,3	1,0	29,1	2,0	3,3
Slovénie	9,1	19,6	1,9	36,6	1,8	2,7
Suède	24,8	49,1	2,8	50,5	14,0	39,9
Tchéquie	12,4	28,7	2,1	43,9	1,0	2,3
Union européenne (à 27)	**16,9**	**34,4**	**1,6**	**51,3**	**11,4**	**14,0**

(*) Y compris "Administrations d'Etats fédérées" pour les Etats fédéraux
Source : Eurostat ; valeurs téléchargées le 29 mai 2026

Définitions

Les comptes nationaux sont établis selon des concepts harmonisés au niveau européen, et qui sont revus à intervalles réguliers. Les données présentées ici sont conformes à la méthodologie de la « base 2020 », mise en œuvre pour la première fois avec les comptes nationaux publiés le 31 mai 2024. Les administrations publiques locales (APUL) comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL). Les collectivités locales regroupent les collectivités territoriales, leurs groupements à fiscalité propre, certains syndicats, ainsi que leurs services annexes. Les ODAL regroupent principalement des établissements publics locaux (centres communaux d'action sociale - CCAS, caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours - SDIS), les établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel – hors masse salariale des enseignants), les associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales, les chambres consulaires. À l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50 % de leurs coûts de production.

Pour en savoir plus

Le compte des administrations publiques en 2025 - Baisse du déficit avec des recettes croissantes et des dépenses en ralentissement, Insee Première n°2106, mai 2026

Pour les définitions des agrégats de la comptabilité nationale, cf. le site de l'Insee : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8068749

ANNEXE 2

Les finances des collectivités locales

2A. Les budgets principaux des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE, GUILLAUME LEFORESTIER (DGCL)

1. Une approche méthodologique privilégiant les opérations réelles

L'ensemble du rapport de l'Observatoire s'appuie désormais sur des agrégats comptables en ne prenant en compte que les opérations dites « réelles », c'est-à-dire correspondant à des transferts monétaires effectifs. La différence avec l'approche dite « budgétaire », publiée dans les éditions du rapport antérieures à 2017, correspond à des opérations qui retracent des mouvements entre lignes budgétaires sans encaissement ou décaissement effectifs. Les opérations réelles présentent ainsi une vision plus économique de l'activité des collectivités locales *(pour plus de détails, voir l'édition 2017 du rapport)*.

Les budgets annexes ne sont pas intégrés au calcul des fiches financières de l'annexe 2A ; ils sont présentés dans l'annexe 2B. Les annexes 2C et 2D présentent les comptes consolidés, c'est-à-dire les comptes des budgets principaux et annexes, neutralisés des flux entre budgets (principaux et annexes) et entre les différentes personnes morales (régions, départements, groupements, communes, etc.). Les syndicats sont désormais inclus dans le champ de la consolidation, car ils représentent le même poids que les budgets annexes et jouent parfois des rôles complémentaires *(cf. BIS de la DGCL n°126, novembre 2018)*.

2. Des évolutions calculées « à périmètres constants »

La transformation du paysage administratif des collectivités locales entraîne depuis plusieurs années des modifications du contour des différents niveaux de collectivités dans des proportions importantes. La métropole de Lyon a été créée en 2015, la métropole du Grand Paris en 2016, les collectivités territoriales uniques de Martinique et de Guyane en 2016 également et la collectivité de Corse en 2018, la Ville de Paris en 2019. Pour apprécier correctement l'évolution des finances des différents niveaux de collectivités (communes, GFP, départements, régions, CTU), il faut donc tenir compte des divers changements de périmètres que cela induit.

1) C'est le cas entre 2014 et 2015 du fait de la création de la métropole de Lyon. Bien qu'elle soit une collectivité locale à statut particulier, exerçant des compétences à la fois départementales et intercommunales, cette métropole est assimilée dans ce rapport à un GFP, comme cela est fait par l'Insee dans les comptes nationaux, en raison des flux importants qui existent entre la métropole de Lyon et ses communes membres, comme il en existe entre les GFP et leurs communes membres. Les montants des agrégats financiers de 2015 pour les GFP intègrent donc ceux de cette métropole particulière. En revanche, les évolutions entre 2014 et 2015 des agrégats concernant les départements et les GFP seraient artificiellement affectées par ce changement de périmètre. Pour calculer ces évolutions, on retire donc du champ des GFP en 2014 la communauté urbaine de Lyon, et en 2015 la métropole de Lyon ; de même, on retire du champ des départements le conseil départemental du Rhône en 2014 et en 2015. Pour les évolutions entre 2015 et 2016 en revanche, la métropole de Lyon est intégrée dans le champ des GFP sur les deux années.

2) Au 1er janvier 2016, la Martinique et la Guyane se dotent d'une collectivité territoriale unique (CTU), dont les compétences recouvrent celles des régions et des départements. Pour

établir les résultats de 2016, on choisit d'associer leurs comptes à ceux des régions. Mais, en suivant la même logique que pour la métropole de Lyon en 2015, il faut calculer les évolutions des comptes des départements et des régions entre 2015 et 2016 à périmètre constant : on retire donc en 2015 les départements et les régions de Martinique et Guyane, et en 2016 les collectivités territoriales uniques. Dans l'annexe 3, les données des trois départements, des deux régions et des deux CTU sont établies séparément.

3) La métropole du Grand Paris (MGP) a été créée le 1er janvier 2016 ; elle regroupe 131 communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) prennent en 2016 la suite des GFP qui existaient en 2015 et intègrent les communes qui étaient jusqu'à présent isolées ; la situation de Paris reste particulière puisque la commune joue le rôle d'EPT. Dans les comptes du présent rapport, la MGP et ses EPT sont intégrés dans les groupements à fiscalité propre, Paris restant dans le compte des communes. Des flux financiers importants apparaissent alors à partir de 2016 entre les communes, les EPT et la MGP. Le traitement retenu varie selon les flux.

a - La loi NOTRe (Nouvelle organisation territorial de la République) garantit aux EPT le même niveau de ressources que les groupements à fiscalité propre préexistants. Selon les cas, c'est la MGP qui verse une dotation d'équilibre aux EPT, ou l'inverse ; les montants en jeu sont de l'ordre d'un milliard d'euros. Les montants sont déclarés en recettes ou moindres recettes par la MGP (comptes 74861 ou 74869 en M57) et par les EPT (comptes 7431 ou 7439 en M14). Il n'y a donc aucun traitement spécifique à faire puisque ces flux s'annulent au sein du même agrégat (« Autres recettes de fonctionnement ») dans le même niveau de collectivités (les GFP).

b - Une autre conséquence de la création de la MGP en 2016 est la mise en place du fonds de compensation des charges territoriales (FCCT), pour compenser le fait que les communes perçoivent aujourd'hui des recettes fiscales qui étaient auparavant perçues par les GFP (FB, TH, ex-part départementale de TH…). Compte tenu de la nature comptable des opérations, le versement des communes est enregistré dans leur compte 65541 en M14, comme une contribution, et en recettes des GFP (en compte 74752). Ce flux, de l'ordre d'un milliard d'euros, perturberait l'analyse de l'évolution des comptes si l'on considérait la contribution des communes comme une subvention versée, puisque cela augmenterait artificiellement leurs dépenses ; ce flux perturberait également les comparaisons entre communes, notamment par taille puisque ce flux concerne surtout des communes de plus de 20 000 habitants. Pour pouvoir mieux interpréter les comptes des communes, on décide donc dans ce rapport de neutraliser leur contribution au FCCT en ne la considérant pas comme une dépense, mais en la déduisant des recettes fiscales des communes ; dans le compte des GFP, on intègre symétriquement ces recettes perçues par les GFP non pas dans les subventions reçues, mais dans l'agrégat « fiscalité reversée » afin de privilégier une approche économique plutôt que strictement comptable. Les nouvelles spécifications des agrégats comptables décrites dans le tableau de définitions en ligne précisent ces traitements.

c - Par ailleurs, d'autres flux apparaissent du fait que la MGP perçoit des ressources (DGF, impôts économiques) qui étaient perçues en 2015 par les GFP préexistants ou par les communes membres, et que, pour l'essentiel, la MGP reverse en 2016 aux communes.
Ces flux n'affectent toutefois que quelques agrégats comptables au sein des recettes de fonctionnement : la fiscalité reversée reçue par les communes, les impôts locaux, la DGF, et par répercussion au niveau supérieur d'agrégation, les postes « Concours de l'État », et « Impôts et taxes ». Pour apprécier les évolutions de ces agrégats entre 2015 et 2016, il convient donc là encore de raisonner à périmètre géographique constant, c'est-à-dire de soustraire de l'analyse en 2015 et en 2016 les 131 communes et tous les EPCI touchés directement ou indirectement en 2016 par la création de la MGP.
L'ensemble des recettes de fonctionnement n'est en revanche pas affecté, les flux se compensant à l'intérieur de cet ensemble pour chaque niveau de collectivité. Pour les postes qui ne sont pas affectés, il n'est pas nécessaire de présenter des évolutions « à périmètre constant, hors contour de la MGP ». Nous présentons donc les évolutions « hors contour de la MGP » seulement pour les agrégats cités ci-dessus, qui sont touchés par ces flux.

4) En 2018, l'analyse des budgets des départements et régions s'opère en neutralisant les effets de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse sur les évolutions présentées. En niveaux, les montants agrègent la Corse avec les régions et les CTU à partir de 2018.

5) En 2019, l'analyse des communes et des départements s'opère en neutralisant les effets de la création de la Ville de Paris en lieu et place de la commune et du département. En niveaux, les montants agrègent la Ville de Paris avec les communes à partir de 2019.

6) L'analyse des départements s'opère en neutralisant les effets de la reprise par l'État du RSA en 2019 pour la Guyane et Mayotte, en 2020 pour la Réunion, en 2022 pour les Pyrénées-Orientales et la Seine-Saint-Denis et 2023 pour l'Ariège.

7) En 2022, l'analyse des syndicats s'opère en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

8) En 2025 comme en 2024, l'analyse des régions s'opère en neutralisant les effets de la création pour deux d'entre elles de SPL ferroviaires. Cela touche notamment les évolutions du total des dépenses de fonctionnement, du total des recettes de fonctionnement, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention et des ventes de biens et services. Les données de la Martinique ne sont elles aussi pas prises en compte.

3. Évolutions des instructions comptables

Contrairement aux années 2017 et 2018, les nomenclatures comptables n'ont pas connu de changements majeurs jusqu'en 2023. L'année 2024 a vu la généralisation de l'utilisation des nomenclatures M57 et M57A. Lors de ce changement de nomenclature, pour assurer une comparabilité des données entre 2023 et 2024, l'évolution de la Fraction de TVA pour les communes et les GFP a été calculée sur une base un peu plus large : pour 2023 en M14 on prend les comptes 7382 - Fraction TVA et 7388 - Autres taxes diverses ; pour 2024 en M57 on prend les comptes 735 - Fraction de TVA et 738 Autres impôts et taxe.

Cf. en ligne, joint avec le rapport, le tableau des définitions des agrégats de dépenses et de recettes selon les nomenclatures des collectivités.

Fiches financières

A1. Communes - Opérations réelles

(en milliards d'euros) *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**75,73**	**+5,0 %**	**79,49**	**+4,2 %**	**82,80**	**+1,5 %**	**84,04**
Achats et charges externes	19,10	+8,5 %	20,72	+4,1 %	21,58	+0,5 %	21,70
Frais de personnel	41,31	+3,6 %	42,81	+4,3 %	44,66	+2,2 %	45,65
Charges financières	1,34	+16,8 %	1,57	+9,4 %	1,72	-3,3 %	1,66
Dépenses d'intervention	10,56	+4,7 %	11,06	+4,8 %	11,59	+1,6 %	11,77
Autres dépenses de fonctionnement	3,41	-2,4 %	3,32	-2,1 %	3,25	+0,4 %	3,27
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**89,18**	**+5,6 %**	**94,14**	**+3,0 %**	**97,01**	**+1,7 %**	**98,67**
Impôts et taxes	59,17	+6,4 %	62,98	+2,6 %	64,60	+1,1 %	65,34
- Impôts locaux	48,87	+7,5 %	52,51	+4,4 %	54,80	+0,2 %	54,91
dont : fiscalité reversée	*10,80*	*+0,4 %*	*10,84*	*+0,9 %*	*10,94*	*-2,7 %*	*10,65*
- Autres impôts et taxes	10,30	+1,6 %	10,47	-6,3 %	9,81	+6,4 %	10,44
dont : fraction de TVA [(a)]	*0,75*	+82,1 %	*1,36*	-2,0 %	*1,42*	+0,7 %	*1,43*
Concours de l'État	15,26	+2,9 %	15,71	+3,3 %	16,23	+2,3 %	16,61
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	11,90	+2,6 %	12,21	+2,0 %	12,45	+1,6 %	12,65
- Autres dotations	0,39	+5,7 %	0,41	+4,9 %	0,43	+9,2 %	0,47
- Péréquations et compensations fiscales	2,97	+4,0 %	3,09	+8,3 %	3,35	+4,1 %	3,49
Subventions reçues et participations	3,91	+6,5 %	4,16	-0,4 %	4,15	-0,4 %	4,13
Ventes de biens et services	6,86	+5,8 %	7,25	+6,0 %	7,69	+2,4 %	7,87
Autres recettes de fonctionnement	3,98	+1,4 %	4,04	+7,5 %	4,34	+8,5 %	4,71
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**13,45**	**+9,0 %**	**14,65**	**-3,0 %**	**14,21**	**+2,9 %**	**14,63**
Épargne nette = (3)-(8)	**7,12**	**+14,5 %**	**8,15**	**-4,7 %**	**7,76**	**+4,2 %**	**8,08**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**24,91**	**+9,4 %**	**27,25**	**+9,6 %**	**29,86**	**+6,6 %**	**31,82**
Dépenses d'équipement	22,45	+10,0 %	24,69	+10,1 %	27,18	+5,9 %	28,79
Subventions d'équipement versées	1,55	+7,5 %	1,66	+1,7 %	1,69	+2,4 %	1,73
Autres depenses d'investissement	0,92	-2,9 %	0,89	+10,2 %	0,98	+31,5 %	1,29
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**11,95**	**+5,1 %**	**12,56**	**+4,5 %**	**13,13**	**+6,4 %**	**13,96**
FCTVA	2,79	+2,8 %	2,87	+11,0 %	3,18	+16,6 %	3,71
Dotations et Subventions d'équipement	6,41	+10,2 %	7,07	+6,1 %	7,50	-0,9 %	7,43
Autres recettes d'investissement	2,75	-4,5 %	2,63	-6,9 %	2,44	+15,2 %	2,82
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**100,64**	**+6,1 %**	**106,74**	**+5,5 %**	**112,66**	**+2,8 %**	**115,86**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**101,13**	**+5,5 %**	**106,70**	**+3,2 %**	**110,14**	**+2,3 %**	**112,63**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,49**		**-0,03**		**-2,52**		**-3,23**
Remboursements de dette (8)	6,33	+2,7 %	6,51	-0,9 %	6,45	+1,5 %	6,54
Emprunts (9)	7,44	-12,7 %	6,50	+12,6 %	7,32	+15,6 %	8,46
Flux net de dette = (9)-(8)	+1,11		-0,01		+0,87		+1,92
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**106,97**	**+5,9 %**	**113,24**	**+5,2 %**	**119,11**	**+2,8 %**	**122,40**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**108,57**	**+4,3 %**	**113,20**	**+3,8 %**	**117,46**	**+3,1 %**	**121,09**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,60		-0,04		-1,65		-1,31
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**65,66**	**-0,1 %**	**65,62**	**+1,4 %**	**66,53**	**+3,1 %**	**68,57**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**30,13**	**-2,8 %**	**29,28**	**-7,8 %**	**26,99**	**-5,2 %**	**25,58**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,1%	+0,5 pt	15,6%	-0,9 pt	14,6%	+0,2 pt	14,8%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,0%	+0,7 pt	8,7%	-0,7 pt	8,0%	+0,2 pt	8,2%
Taux d'endettement = (12) / (2)	73,6%	-3,9 pt	69,7%	-1,1 pt	68,6%	+0,9 pt	69,5%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,9 ans	- 0,4 an	4,5 ans	+ 0,2 an	4,7 ans	+ 0,0 an	4,7 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	145 j.	- 10,8 j.	134 j.	- 15,5 j.	119 j.	- 7,9 j.	111 j.

(a) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles, calculés hors gestion active de la dette.

A2a. Groupements de communes à fiscalité propre [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**29,05**	**+7,9 %**	**31,35**	**+5,1 %**	**32,95**	**+1,8 %**	**33,55**
Achats et charges externes	7,69	+9,5 %	8,43	+4,7 %	8,82	-1,0 %	8,73
Frais de personnel	11,17	+6,3 %	11,87	+5,9 %	12,58	+3,8 %	13,05
Charges financières	0,52	+36,0 %	0,71	+11,7 %	0,80	-3,4 %	0,77
Dépenses d'intervention	8,25	+5,5 %	8,71	+6,7 %	9,29	+4,0 %	9,66
Autres dépenses de fonctionnement	1,41	+15,5 %	1,63	-10,0 %	1,47	-9,1 %	1,34
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**35,99**	**+7,4 %**	**38,64**	**+4,3 %**	**40,30**	**+1,6 %**	**40,95**
Impôts et taxes	20,06	+9,7 %	22,01	+4,4 %	22,98	+2,1 %	23,47
- Impôts locaux	5,88	-62,7 %	2,19	+26,3 %	2,77	+2,3 %	2,83
- Autres impôts et taxes	14,17	+39,8 %	19,81	+2,0 %	20,21	+2,1 %	20,64
dont : fraction de TVA [(b)]	8,21	+55,6 %	12,77	+1,3 %	13,96	+0,7 %	14,06
Concours de l'État	9,57	+2,2 %	9,78	+2,4 %	10,02	-0,7 %	9,95
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	6,45	+0,1 %	6,46	+1,1 %	6,53	-1,2 %	6,45
- Autres dotations	0,12	+1,5 %	0,12	+8,7 %	0,13	-0,8 %	0,13
- Péréquations et compensations fiscales	3,01	+6,6 %	3,20	+4,8 %	3,36	+0,4 %	3,37
Subventions reçues et participations	1,78	+11,1 %	1,98	+7,3 %	2,12	-0,3 %	2,12
Ventes de biens et services	3,50	+6,1 %	3,71	+6,9 %	3,97	+5,2 %	4,17
Autres recettes de fonctionnement	1,08	+7,4 %	1,16	+4,9 %	1,22	+2,1 %	1,24
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**6,94**	**+5,1 %**	**7,29**	**+0,9 %**	**7,36**	**+0,6 %**	**7,40**
Épargne nette = (3)-(8)	**4,20**	**+8,0 %**	**4,53**	**+0,9 %**	**4,57**	**-2,1 %**	**4,48**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**11,40**	**+7,9 %**	**12,30**	**+12,4 %**	**13,83**	**+8,6 %**	**15,02**
Dépenses d'équipement	8,10	+9,6 %	8,87	+13,0 %	10,02	+8,5 %	10,88
Subventions d'équipement versées	2,22	+7,0 %	2,38	+11,7 %	2,66	+10,1 %	2,93
Autres depenses d'investissement	1,08	-2,6 %	1,05	+9,3 %	1,15	+6,0 %	1,22
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**4,59**	**+4,9 %**	**4,82**	**+8,4 %**	**5,23**	**+3,7 %**	**5,42**
FCTVA	1,01	+5,7 %	1,07	+14,4 %	1,22	+14,0 %	1,39
Dotations et Subventions d'équipement	2,53	+2,9 %	2,61	+8,9 %	2,84	+1,1 %	2,87
Autres recettes d'investissement	1,05	+9,2 %	1,14	+1,7 %	1,16	-0,7 %	1,16
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**40,45**	**+7,9 %**	**43,65**	**+7,2 %**	**46,78**	**+3,8 %**	**48,57**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**40,58**	**+7,1 %**	**43,46**	**+4,8 %**	**45,53**	**+1,8 %**	**46,37**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,13**		**-0,19**		**-1,25**		**-2,20**
Remboursements de dette (8)	2,74	+0,6 %	2,76	+0,8 %	2,78	+4,9 %	2,92
Emprunts (9)	3,34	-3,4 %	3,23	+26,7 %	4,09	+17,2 %	4,80
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,60		+0,47		+1,31		+1,88
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**43,20**	**+7,4 %**	**46,41**	**+6,8 %**	**49,56**	**+3,9 %**	**51,49**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**43,93**	**+6,3 %**	**46,69**	**+6,3 %**	**49,63**	**+3,1 %**	**51,17**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,73		+0,28		+0,07		-0,32
Dette au 31 décembre (12) [(c)]	**28,71**	**+2,4 %**	**29,39**	**+5,0 %**	**30,86**	**+6,6 %**	**32,89**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**11,83**	**+0,0 %**	**11,83**	**-7,4 %**	**10,95**	**-6,9 %**	**10,20**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	19,3%	-0,4 pt	18,9%	-0,6 pt	18,2%	-0,2 pt	18,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,7%	+0,1 pt	11,7%	-0,4 pt	11,3%	-0,4 pt	10,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	79,8%	-3,7 pt	76,1%	+0,5 pt	76,6%	+3,8 pt	80,3%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,1 ans	- 0,1 an	4,0 ans	+ 0,2 an	4,2 ans	+ 0,3 an	4,4 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(d)]	149 j.	- 10,8 j.	138 j.	- 16,4 j.	121 j.	- 10,4 j.	111 j.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.
(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A2b. Groupements de communes à fiscalité propre, par type de groupement - Opérations réelles

(en millions d'euros)

Budgets principaux - 2025	Métropoles [a]	Communautés urbaines (CU)	Communautés d'agglomération (CA)	Communautés de communes (CC)	Ensemble des GFP [a]
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**11 450**	**1 747**	**11 596**	**8 758**	**33 551**
Achats et charges externes	2 853	437	3 146	2 297	8 733
Frais de personnel	3 942	733	4 652	3 725	13 051
Charges financières	394	50	226	101	770
Dépenses d'intervention	3 881	433	3 079	2 268	9 661
Autres dépenses de fonctionnement	381	94	494	368	1 337
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**14 160**	**2 199**	**13 981**	**10 610**	**40 949**
Impôts et taxes	7 428	1 277	8 370	6 394	23 470
- Impôts locaux	38	414	897	1 484	2 833
- Autres impôts et taxes	7 389	864	7 473	4 911	20 637
dont : fraction de TVA	*5 188*	*734*	*4 910*	*3 230*	*14 061*
Concours de l'État	3 999	604	3 228	2 117	9 948
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	2 961	342	2 032	1 114	6 449
- Autres dotations	48	10	41	30	130
- Péréquation et compensations fiscales	989	253	1 155	973	3 369
Subventions reçues et participations	573	40	701	802	2 116
Ventes de biens et services	1 530	198	1 380	1 064	4 172
Autres recettes de fonctionnement	630	79	302	232	1 243
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**2 710**	**452**	**2 385**	**1 851**	**7 398**
Épargne nette = (3)-(8)	**1 304**	**283**	**1 482**	**1 411**	**4 480**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**6 396**	**1 049**	**4 557**	**3 017**	**15 019**
Dépenses d'équipement	4 614	790	3 088	2 386	10 877
Subventions d'équipement versées	1 281	183	1 072	390	2 926
Autres depenses d'investissement	502	76	397	241	1 216
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2 071**	**362**	**1 737**	**1 251**	**5 420**
FCTVA	558	91	421	323	1 393
Autres dotations et Subventions d'équipement	1 117	205	860	690	2 873
Autres recettes d'investissement	395	65	457	238	1 155
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**17 846**	**2 796**	**16 153**	**11 775**	**48 570**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**16 231**	**2 561**	**15 718**	**11 860**	**46 370**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-1615**	**-235**	**-435**	**+85**	**-2200**
Remboursements de dette (8)	1 406	169	903	440	2 918
Emprunts (9)	2 691	332	1 297	481	4 801
Flux net de dette = (9)-(8)	1 285	163	394	41	1 883
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**19 252**	**2 965**	**17 056**	**12 215**	**51 488**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**18 921**	**2 893**	**17 015**	**12 341**	**51 170**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-331	-72	-41	+126	-318
Dette au 31 décembre (12)	**16 722**	**2 197**	**9 673**	**4 302**	**32 895**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**1 530**	**648**	**3 421**	**4 600**	**10 199**
Ratios					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	19,1%	20,6%	17,1%	17,4%	18,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,2%	12,9%	10,6%	13,3%	10,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	118,1%	99,9%	69,2%	40,5%	80,3%
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,2 ans	4,9 ans	4,1 ans	2,3 ans	4,4 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [b]	49 j.	135 j.	108 j.	192 j.	111 j.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux en opérations réelles. Montants calculés hors gestion active de la dette.

A3. Secteur communal (communes, groupements à fiscalité propre) [a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**104,78**	**+5,8%**	**110,84**	**+4,4 %**	**115,75**	**+1,6 %**	**117,6**
Achats et charges externes	26,79	+8,8%	29,15	+4,3 %	30,40	+0,1 %	30,4
Frais de personnel	52,48	+4,2%	54,68	+4,7 %	57,24	+2,6 %	58,7
Charges financières	1,87	+22,2%	2,28	+10,1 %	2,51	-3,3 %	2,4
Dépenses d'intervention	18,82	+5,0%	19,77	+5,6 %	20,87	+2,9 %	21,5
Autres dépenses de fonctionnement	4,82	+2,8%	4,96	-4,7 %	4,72	-2,6 %	4,6
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**125,17**	**+6,1%**	**132,78**	**+3,4 %**	**137,32**	**+1,7 %**	**139,7**
Impôts et taxes	79,23	+7,3%	84,98	+3,1 %	87,58	+1,5 %	88,9
- Impôts locaux	54,75	-0,1%	54,70	+5,2 %	57,57	+0,4 %	57,8
- Autres impôts et taxes	24,47	+23,7%	30,28	-0,9 %	30,02	+3,5 %	31,1
dont : fraction de TVA (b)	*8,96*	*+57,8 %*	*14,14*	*+1,0 %*	*15,39*	+0,7 %	*15,5*
Concours de l'État	24,83	+2,7%	25,49	+3,0 %	26,25	+1,2 %	26,6
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	18,35	+1,7%	18,66	+1,7 %	18,98	+0,6 %	19,1
- Autres dotations	0,51	+4,7%	0,53	+5,7 %	0,56	+6,8 %	0,6
- Péréquations et compensations fiscales	5,98	+5,3%	6,30	+6,5 %	6,71	+2,2 %	6,9
Subventions reçues et participations	5,69	+8,0%	6,14	+2,1 %	6,27	-0,3 %	6,2
Ventes de biens et services	10,36	+5,9%	10,97	+6,3 %	11,66	+3,3 %	12,0
Autres recettes de fonctionnement	5,06	+2,7%	5,20	+6,9 %	5,56	+7,1 %	6,0
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**20,39**	**+7,6%**	**21,94**	**-1,7 %**	**21,56**	**+2,1 %**	**22,0**
Épargne nette = (3)-(8)	**11,31**	**+12,1%**	**12,68**	**-2,7 %**	**12,33**	**+1,9 %**	**12,6**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**36,31**	**+8,9%**	**39,55**	**+10,4 %**	**43,68**	**+7,2 %**	**46,8**
Dépenses d'équipement	30,55	+9,9%	33,57	+10,8 %	37,21	+6,6 %	39,7
Subventions d'équipement versées	3,77	+7,2%	4,04	+7,6 %	4,35	+7,1 %	4,7
Autres depenses d'investissement	2,00	-2,7%	1,94	+9,7 %	2,13	+17,8 %	2,5
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**16,54**	**+5,1%**	**17,38**	**+5,6 %**	**18,35**	**+5,6 %**	**19,4**
FCTVA	3,80	+3,6%	3,93	+12,0 %	4,40	+15,9 %	5,1
Dotations et Subventions d'équipement	8,95	+8,2%	9,68	+6,8 %	10,34	-0,3 %	10,3
Autres recettes d'investissement	3,80	-0,7%	3,77	-4,3 %	3,61		4,0
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**141,09**	**+6,6%**	**150,39**	**+6,0 %**	**159,44**	**+3,2 %**	**164,5**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**141,71**	**+6,0%**	**150,16**	**+3,7 %**	**155,67**	**+2,2 %**	**159,0**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,62**		**-0,23**		**-3,77**		**-5,4**
Remboursements de dette (8)	9,08	+2,1%	9,27	-0,4 %	9,23	+2,5 %	9,5
Emprunts (9)	10,79	-9,8%	9,73	+17,3 %	11,42	+16,2 %	13,3
Flux net de dette = (9)-(8)	+1,71		+0,46		+2,19		+3,80
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**150,17**	**+6,3%**	**159,66**	**+5,6 %**	**168,67**	**+3,1 %**	**173,9**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**152,50**	**+4,9%**	**159,89**	**+4,5 %**	**167,08**	**+3,1 %**	**172,3**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+2,33		+0,24		-1,58		-1,6
Dette au 31 décembre (12) [c]	**94,36**	**+0,7%**	**95,01**	**+2,5 %**	**97,39**	**+4,2 %**	**101,5**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**41,96**	**-2,0%**	**41,11**	**-7,7 %**	**37,94**	**-5,7 %**	**35,8**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,3%	+0,2 pt	16,5%	-0,8 pt	15,7%	+0,1 pt	15,8%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,0%	+0,5 pt	9,5%	-0,6 pt	9,0%	+0,0 pt	9,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	75,4%	-3,8 pt	71,6%	-0,6 pt	70,9%	+1,7 pt	72,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	- 0,3 an	4,3 ans	+ 0,2 an	4,5 ans	+ 0,1 an	4,6 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [d]	146 j.	- 10,8 j.	135 j.	- 15,7 j.	120 j.	- 8,6 j.	111 j.

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annex

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A4. Départements [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022 [(b)]	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**59,50**	**+6,5 %**	**63,33**	**+3,9 %**	**65,79**	**+1,2 %**	**66,56**
Achats et charges externes	4,04	+9,6 %	4,43	+1,3 %	4,49	-5,8 %	4,22
Frais de personnel	12,96	+7,0 %	13,87	+3,3 %	14,33	+1,0 %	14,46
Charges financières	0,57	+30,7 %	0,75	+11,8 %	0,84	-3,1 %	0,81
Dépenses d'intervention	41,10	+5,7 %	43,39	+4,2 %	45,23	+2,0 %	46,12
Autres dépenses de fonctionnement	0,83	+7,1 %	0,89	+1,7 %	0,91	+3,1 %	0,94
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**71,41**	**-1,2 %**	**70,54**	**+0,2 %**	**70,68**	**+3,4 %**	**73,06**
Impôts et taxes	53,28	-3,2 %	51,54	-1,6 %	50,71	+4,7 %	53,08
- Impôts locaux	7,20	-48,3 %	3,72	-2,9 %	3,61	-3,2 %	3,50
- Autres impôts et taxes	46,08	+3,8 %	47,82	-1,5 %	47,10	+5,3 %	49,58
dont : fraction de TVA	16,09	+26,7 %	20,38	+0,0 %	*20,69*	+0,0 %	*20,75*
: DMTO	*14,60*	*-21,8 %*	*11,40*	*-13,5 %*	*9,86*	*+20,4 %*	*11,87*
: TICPE	*5,18*	*-0,3 %*	*5,15*	*+0,8 %*	*5,19*	*+0,3 %*	*5,20*
: TSCA	*8,30*	*+7,3 %*	*8,91*	*+5,8 %*	*9,42*	*+7,0 %*	*10,08*
Concours de l'État	10,02	-0,6 %	9,95	+0,1 %	9,96	-0,5 %	9,91
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	7,81	-0,0 %	7,80	-0,0 %	7,80	-0,0 %	7,80
- Autres dotations	0,47	-1,0 %	0,46	-0,3 %	0,46	-0,2 %	0,46
- Péréquations et compensations fiscales	1,75	-3,2 %	1,69	+0,5 %	1,70	-3,0 %	1,65
Subventions reçues et participations	5,59	+14,6 %	6,40	+11,7 %	7,15	+1,8 %	7,28
Ventes de biens et services	0,45	+4,8 %	0,47	+10,2 %	0,52	-2,6 %	0,51
Autres recettes de fonctionnement	2,07	+5,1 %	2,18	+7,4 %	2,34	-2,1 %	2,29
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**11,91**	**-39,6 %**	**7,21**	**-32,2 %**	**4,88**	**+33,3 %**	**6,51**
Épargne nette = (3)-(8)	**8,59**	**-54,2 %**	**3,95**	**-55,4 %**	**1,76**	**+82,4 %**	**3,21**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**12,25**	**+2,4 %**	**12,54**	**-2,9 %**	**12,18**	**-8,0 %**	**11,20**
Dépenses d'équipement	7,99	+2,7 %	8,21	-2,4 %	8,01	-11,2 %	7,11
Subventions d'équipement versées	3,93	+2,2 %	4,03	-2,8 %	3,91	-1,3 %	3,86
Autres dépenses d'investissement	0,32	-3,7 %	0,31	-16,4 %	0,26	-11,4 %	0,23
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,86**	**+12,5 %**	**3,22**	**+0,9 %**	**3,25**	**-1,3 %**	**3,20**
FCTVA	1,07	+11,0 %	1,19	+1,9 %	1,21	+0,1 %	1,21
Dotations et subventions d'investissement	1,42	+19,2 %	1,70	+0,5 %	1,71	-8,6 %	1,56
Autres recettes d'investissement	0,37	-9,1 %	0,33	-1,1 %	0,33	+31,3 %	0,43
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**71,75**	**+5,8 %**	**75,88**	**+2,8 %**	**77,97**	**-0,3 %**	**77,76**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**74,27**	**-0,6 %**	**73,76**	**+0,2 %**	**73,92**	**+3,2 %**	**76,27**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+2,52**		**-2,12**		**-4,05**		**-1,49**
Remboursements de dette (8)	3,32	-2,1 %	3,26	-4,2 %	3,12	+5,5 %	3,29
Emprunts (9)	2,38	+22,0 %	2,90	+82,1 %	5,28	-2,1 %	5,17
Flux net de dette =(9)-(8)	-0,94		-0,36		2,16		+1,88
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**75,07**	**+5,5 %**	**79,14**	**+2,5 %**	**81,09**	**-0,1 %**	**81,05**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**76,65**	**+0,1 %**	**76,66**	**+3,3 %**	**79,21**	**+2,8 %**	**81,44**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,58		-2,48		-1,89		0,39
Dette au 31 décembre (12) [(d)]	**30,81**	**-0,9%**	**30,52**	**+7,1%**	**32,68**	**+5,8%**	**34,56**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**11,82**	**-26,5%**	**8,69**	**-28,0%**	**6,25**	**+12,5%**	**7,03**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,7%	-6,5 pt	10,2%	-3,3 pt	6,9%	+2,0 pt	8,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,0%	-6,4 pt	5,6%	-3,1 pt	2,5%	+1,9 pt	4,4%
Taux d'endettement = (12) / (2)	43,1%	+0,1 pt	43,3%	+3,0 pt	46,2%	+1,1 pt	47,3%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,6 ans	+ 1,7 an	4,2 ans	+ 2,5 an	6,7 ans	- 1,4 ans	5,3 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(d)]	72 j.	- 22,5 j.	50 j.	- 15,4 j.	35 j.	+ 4 j.	39 j.

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse et hors Ville de Paris.

(b) Hors Ariège dont le RSA a été recentralisé à partir du 1er janvier 2023.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A5. Régions et collectivités territoriales uniques (CTU) [a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023 [b]	2024	2025 / 2024 [b]	Valeurs provisoires 2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**23,24**	**+5,2 %**	**24,44**	**+1,1 %**	**25,11**	**-0,7 %**	**25,34**
Achats et charges externes	4,34	+15,1 %	4,99	+1,5 %	6,29	+2,6 %	7,30
Frais de personnel	4,43	+4,8 %	4,64	+3,6 %	4,81	+2,4 %	4,91
Charges financières	0,56	+52,9 %	0,86	+27,2 %	1,09	-3,8 %	1,04
Dépenses d'intervention	13,50	+0,2 %	13,52	-0,8 %	12,56	-3,5 %	11,69
Autres dépenses de fonctionnement	0,41	+3,4 %	0,43	-17,9 %	0,36	+11,2 %	0,39
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**29,46**	**+2,9 %**	**30,32**	**+1,1 %**	**30,99**	**+0,9 %**	**31,67**
Impôts et taxes	23,88	+2,4 %	24,46	+3,9 %	25,41	+1,4 %	25,73
- Impôts locaux	-1,18	-0,6 %	-1,17	-1,6 %	-1,16	+24,0 %	-1,46
- Autres impôts et taxes	25,06	+2,3 %	25,64	+3,6 %	26,57	+2,4 %	27,18
dont : fraction de TVA	15,86	+3,0 %	16,34	+0,3 %	16,41	+0,4 %	16,46
: cartes grises	*1,89*	*+7,6 %*	*2,03*	*+16,2 %*	*2,36*	*+9,9 %*	*2,59*
: TICPE	*5,33*	*+2,2 %*	*5,45*	*+13,1 %*	*6,14*	*+3,4 %*	*6,36*
Concours de l'État	2,26	+4,3 %	2,36	-22,6 %	1,86	-6,3 %	1,75
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	0,30	+0,0 %	0,30	+0,0 %	0,30	-0,0 %	0,30
- Autres dotations	1,03	+0,6 %	1,04	-0,7 %	1,03	+5,3 %	1,08
- Péréquations et compensations fiscales	0,92	+9,9 %	1,01	-48,2 %	0,53	-30,6 %	0,37
Subventions reçues et participations	2,77	-2,3 %	2,71	-12,7 %	2,30	-5,7 %	2,14
Ventes de biens et services	0,19	+69,2 %	0,32	+6,5 %	0,76	+7,2 %	1,29
Autres recettes de fonctionnement	0,36	+29,4 %	0,47	+43,0 %	0,66	+15,1 %	0,76
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**6,22**	**-5,6 %**	**5,88**	**+1,1 %**	**5,88**	**+7,5 %**	**6,33**
Épargne nette = (3)-(8)	**4,12**	**-11,8 %**	**3,64**	**-7,6 %**	**3,29**	**+9,6 %**	**3,62**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**13,09**	**+4,7 %**	**13,71**	**+6,1 %**	**14,54**	**-7,1 %**	**13,59**
Dépenses d'équipement	3,90	+5,3 %	4,11	-5,2 %	3,89	-4,1 %	3,71
Subventions d'équipement versées	8,60	+4,9 %	9,02	+8,1 %	9,76	-11,9 %	8,70
Autres dépenses d'investissement	0,59	-1,7 %	0,58	+52,5 %	0,88	+33,6 %	1,18
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,35**	**+14,5 %**	**6,13**	**+3,9 %**	**6,41**	**-9,8 %**	**5,83**
FCTVA	0,60	-1,7 %	0,59	+7,4 %	0,63	-0,9 %	0,63
Dotations et subventions d'investissement	4,23	+17,8 %	4,99	+2,0 %	5,14	-12,7 %	4,53
Autres recettes d'investissement	0,52	+6,8 %	0,55	+17,0 %	0,64	+4,3 %	0,67
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**36,33**	**+5,0 %**	**38,15**	**+3,0 %**	**39,65**	**-3,1 %**	**38,93**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**34,82**	**+4,7 %**	**36,45**	**+1,6 %**	**37,41**	**-1,0 %**	**37,50**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-1,52**		**-1,70**		**-2,25**		**-1,44**
Remboursements de dette (8)	2,10	+6,7 %	2,24	+15,5 %	2,58	+4,8 %	2,71
Emprunts (9)	3,42	+1,7 %	3,48	+40,1 %	4,83	-14,0 %	4,20
Flux net de dette =(9)-(8)	+1,32		+1,24		+2,25		+1,48
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**38,43**	**+5,1 %**	**40,39**	**+3,7 %**	**42,24**	**-2,6 %**	**41,65**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**38,24**	**+4,4 %**	**39,93**	**+5,0 %**	**42,24**	**-2,5 %**	**41,70**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-0,19		-0,46		+0,00		+0,05
Dette au 31 décembre (12) [b]	**34,19**	**+3,6 %**	**35,42**	**+6,2 %**	**37,58**	**+4,0 %**	**39,09**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**1,72**	**-43,2 %**	**0,97**	**-70,9 %**	**0,28**	**+124,4 %**	**0,43**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	21,1%	-1,7 pt	19,4%	-0,0 pt	19,0%	+1,3 pt	20,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,0%	-2,0 pt	12,0%	-1,1 pt	10,6%	+1,0 pt	11,4%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,1%	+0,8 pt	116,8%	+5,9 pt	121,3%	+3,8 pt	123,4%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	+ 0,5 an	6,0 ans	+ 0,3 an	6,4 ans	- 0,2 an	6,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [d]	26,9 j.	-12,4 j.	14,5 j.	-10,4 j.	4,1 j.	+3,5 j.	6,3 j.

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane à partir de 2016 et de Corse à partir de 2018.

(b) les évolutions sont calculées hors CTU Martinique (données provisoires à date de parution) et hors impact des nouvelles inscriptions dans 2 régions des recettes tarifaires ferroviaires avec leur contrepartie en dépenses.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A6. Ensemble des collectivités locales (hors syndicats) - Opérations réelles

Communes, groupements à fiscalité propre, départements, collectivités territoriales uniques et régions [a]

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023 [b]	2024	2025 / 2024 [b]	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**187,52**	**+5,9 %**	**198,61**	**+4,1 %**	**206,66**	**+1,4 %**	**209,49**
Achats et charges externes	35,17	+9,7 %	38,57	+3,6 %	41,17	-0,1 %	41,96
Frais de personnel	69,86	+4,8 %	73,19	+4,4 %	76,38	+2,2 %	78,08
Charges financières	3,00	+29,6 %	3,89	+14,2 %	4,44	-3,6 %	4,28
Dépenses d'intervention	73,42	+4,4 %	76,68	+3,8 %	78,67	+1,5 %	79,24
Autres dépenses de fonctionnement	6,07	+3,5 %	6,28	-4,5 %	6,00	-1,1 %	5,93
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**226,04**	**+3,4 %**	**233,64**	**+2,3 %**	**238,98**	**+2,2 %**	**244,35**
Impôts et taxes	156,40	+2,9 %	160,99	+1,7 %	163,70	+2,4 %	167,62
- Impôts locaux	60,77	-5,8 %	57,25	+4,8 %	60,02	-0,4 %	59,78
- Autres impôts et taxes	95,62	+8,5 %	103,74	-0,1 %	103,68	+4,0 %	107,84
Concours de l'État	37,11	+1,9 %	37,80	+0,7 %	38,07	+0,4 %	38,22
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,46	+1,2 %	26,77	+1,2 %	27,08	+0,5 %	27,20
- Autres dotations	2,01	+1,2 %	2,03	+0,9 %	2,05	+4,1 %	2,14
- Péréquations et compensations fiscales	8,65	+4,1 %	9,00	-0,7 %	8,94	-0,7 %	8,88
Subventions reçues et participations	14,04	+8,6 %	15,25	+3,1 %	15,72	-0,3 %	15,66
Ventes de biens et services	10,99	+7,0 %	11,76	+6,3 %	12,93	+3,7 %	13,84
Autres recettes de fonctionnement	7,49	+4,7 %	7,84	+9,2 %	8,56	+5,2 %	9,00
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**38,52**	**-9,1 %**	**35,03**	**-7,7 %**	**32,33**	**+7,8 %**	**34,86**
Épargne nette = (3)-(8)	**24,02**	**-15,6 %**	**20,26**	**-14,2 %**	**17,39**	**+11,5 %**	**19,39**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**61,653**	**+6,7 %**	**65,809**	**+7,0 %**	**70,403**	**+1,7 %**	**71,630**
Dépenses d'équipement	42,44	+8,1 %	45,88	+7,0 %	49,10	+2,8 %	50,49
Subventions d'équipement versées	16,30	+4,8 %	17,09	+5,5 %	18,02	-4,5 %	17,21
Autres depenses d'investissement	2,91	-2,6 %	2,84	+15,5 %	3,28	+19,8 %	3,92
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**24,76**	**+8,0 %**	**26,73**	**+4,8 %**	**28,01**	**+1,4 %**	**28,41**
FCTVA	5,47	+4,4 %	5,71	+9,3 %	6,25	+11,1 %	6,94
Dotations et Subventions d'équipement	14,60	+12,0 %	16,36	+5,0 %	17,19	-4,6 %	16,40
Autres recettes d'investissement	4,68	-0,5 %	4,65	-1,7 %	4,58	+10,8 %	5,07
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**249,17**	**+6,1 %**	**264,42**	**+4,8 %**	**277,06**	**+1,5 %**	**281,12**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**250,79**	**+3,8 %**	**260,37**	**+2,5 %**	**266,99**	**+2,2 %**	**272,76**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+1,62**		**-4,05**		**-10,06**		**-8,36**
Remboursements de dette (8)	14,50	+1,9 %	14,76	+1,2 %	14,94	+3,6 %	15,47
Emprunts (9)	16,59	-2,9 %	16,11	+33,7 %	21,53	+5,1 %	22,63
Flux net de dette = (9)-(8)	+2,09		+1,35		+6,60		+7,17
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**263,67**	**+5,9 %**	**279,18**	**+4,6 %**	**292,00**	**+1,6 %**	**296,59**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**267,38**	**+3,4 %**	**276,48**	**+4,4 %**	**288,53**	**+2,4 %**	**295,40**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+3,71		-2,70		-3,47		-1,19
Dette au 31 décembre (12) [c]	**159,37**	**+1,0 %**	**160,95**	**+4,2 %**	**167,65**	**+4,4 %**	**175,11**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**55,49**	**-8,5 %**	**50,77**	**-12,4 %**	**44,47**	**-2,8 %**	**43,25**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,0%	-2,0 pt	15,0%	-1,5 pt	13,5%	+0,7 pt	14,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,6%	-2,0 pt	8,7%	-1,4 pt	7,3%	+0,7 pt	7,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	70,5%	-1,6 pt	68,9%	+1,3 pt	70,2%	+1,5 pt	71,7%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,1 ans	+ 0,5 an	4,6 ans	+ 0,6 an	5,2 ans	- 0,2 an	5,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [d]	108 j.	- 14,7 j.	93 j.	- 14,8 j.	79 j.	- 3,2 j.	75 j.

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annexes

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et deux régions suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A7. Syndicats [a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**10,40**	**+8,5 %**	**11,29**	**+2,2 %**	**11,53**	**+1,8 %**	**11,74**
Achats et charges externes	5,34	+7,0 %	5,72	+3,2 %	5,90	+1,0 %	5,96
Frais de personnel	2,80	+5,9 %	2,96	+4,7 %	3,10	+2,4 %	3,18
Charges financières	0,33	+10,8 %	0,36	+16,4 %	0,42	+2,3 %	0,43
Dépenses d'intervention	0,99	+10,9 %	1,10	-4,8 %	1,05	+3,5 %	1,08
Autres dépenses de fonctionnement	0,94	+21,5 %	1,15	-7,4 %	1,06	+2,5 %	1,09
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**13,47**	**+7,7 %**	**14,51**	**+2,3 %**	**14,84**	**+1,9 %**	**15,12**
Impôts et taxes	1,89	+15,9 %	2,18	+0,3 %	2,19	-3,0 %	2,13
- Impôts locaux	0,19	+2,2 %	0,19	+29,9 %	0,25	-5,8 %	0,24
- Autres impôts et taxes	1,70	+17,4 %	1,99	-2,5 %	1,94	-2,6 %	1,89
Concours de l'État	0,04	+22,1 %	0,05	+22,6 %	0,06	-1,3 %	0,06
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,01	+7,9 %	0,01	+161,3 %	0,02	-15,4 %	0,01
- Autres dotations	0,03	+22,5 %	0,03	+1,2 %	0,03	+4,8 %	0,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,01	+32,6 %	0,01	-0,3 %	0,01	+3,4 %	0,01
Subventions reçues et participations	5,47	+5,2 %	5,75	+2,3 %	5,88	+2,2 %	6,01
Ventes de biens et services	4,90	+4,9 %	5,14	+4,9 %	5,39	+4,8 %	5,65
Autres recettes de fonctionnement	1,18	+17,6 %	1,39	-5,3 %	1,32	-3,3 %	1,27
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**3,07**	**+5,1 %**	**3,23**	**+2,6 %**	**3,31**	**+2,1 %**	**3,38**
Épargne nette = (3)-(8)	**1,78**	**+9,8 %**	**1,95**	**+2,2 %**	**1,99**	**+0,5 %**	**2,00**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**6,21**	**+8,9 %**	**6,76**	**+3,2 %**	**6,98**	**+1,4 %**	**7,08**
Dépenses d'équipement	5,28	+11,7 %	5,90	+0,9 %	5,95	+1,5 %	6,04
Subventions d'équipement versées	0,30	+4,8 %	0,32	-3,2 %	0,31	-31,0 %	0,21
Autres depenses d'investissement	0,62	-12,4 %	0,55	+31,7 %	0,72	+14,4 %	0,82
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,93**	**+3,8 %**	**3,04**	**+6,8 %**	**3,25**	**-11,6 %**	**2,87**
FCTVA	0,23	+10,0 %	0,25	+10,5 %	0,27	-1,6 %	0,27
Dotations et Subventions d'équipement	2,12	+0,7 %	2,13	+6,9 %	2,28	-16,8 %	1,90
Autres recettes d'investissement	0,59	+12,6 %	0,66	+5,0 %	0,69	+1,5 %	0,70
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**16,61**	**+8,6 %**	**18,05**	**+2,6 %**	**18,51**	**+1,6 %**	**18,81**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**16,40**	**+7,0 %**	**17,55**	**+3,0 %**	**18,09**	**-0,6 %**	**17,99**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-0,21**		**-0,49**		**-0,42**		**-0,83**
Remboursements de dette (8)	1,30	-1,3 %	1,28	+3,1 %	1,32	+4,4 %	1,38
Emprunts (9)	1,76	+4,5 %	1,84	+17,4 %	2,16	+11,1 %	2,40
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,46		+0,56		+0,84		+1,02
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**17,91**	**+7,9 %**	**19,33**	**+2,6 %**	**19,83**	**+1,8 %**	**20,19**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**18,16**	**+6,8 %**	**19,39**	**+4,4 %**	**20,25**	**+0,7 %**	**20,38**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,25		+0,07		+0,42		+0,19
Dette au 31 décembre (12) [b]	**13,45**	**+3,8 %**	**13,96**	**+5,6 %**	**14,74**	**+6,5 %**	**15,69**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**7,24**	**+1,4 %**	**7,34**	**-0,7 %**	**7,29**	**+0,9 %**	**7,35**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,8%	-0,6 pt	22,3%	+0,1 pt	22,3%	+0,0 pt	22,4%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	13,2%	+0,3 pt	13,4%	-0,0 pt	13,4%	-0,2 pt	13,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	99,8%	-3,6 pt	96,2%	+3,1 pt	99,3%	+4,5 pt	103,8%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,4 ans	- 0,1 an	4,3 ans	+ 0,1 an	4,4 ans	+ 0,2 an	4,6 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [c]	254 j.	- 16,6 j.	237 j.	- 6,6 j.	231 j.	- 2,1 j.	229 j.

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A8. Ensemble des collectivités locales y compris syndicats [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets principaux	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023 (b)	2024	2025 / 2024 (b)	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**197,92**	**+6,1 %**	**209,89**	**+4,0 %**	**218,19**	**+1,4 %**	**221,23**
Achats et charges externes	40,51	+9,3 %	44,28	+3,5 %	47,08	-0,1 %	47,92
Frais de personnel	72,66	+4,8 %	76,16	+4,4 %	79,48	+2,2 %	81,25
Charges financières	3,33	+27,8 %	4,25	+14,4 %	4,86	-3,0 %	4,71
Dépenses d'intervention	74,41	+4,5 %	77,78	+3,7 %	79,71	+1,5 %	80,32
Autres dépenses de fonctionnement	7,01	+5,9 %	7,42	-4,9 %	7,06	-0,5 %	7,02
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**239,51**	**+3,6 %**	**248,15**	**+2,3 %**	**253,83**	**+2,2 %**	**259,47**
Impôts et taxes	158,28	+3,1 %	163,17	+1,7 %	165,89	+2,3 %	169,75
- Impôts locaux	60,96	-5,8 %	57,44	+4,9 %	60,27	-0,4 %	60,02
- Autres impôts et taxes	97,32	+8,6 %	105,73	-0,1 %	105,63	+3,9 %	109,73
Concours de l'État	37,15	+1,9 %	37,85	+0,7 %	38,13	+0,4 %	38,28
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,46	+1,2 %	26,77	+1,2 %	27,10	+0,4 %	27,22
- Autres dotations	2,03	+1,5 %	2,07	+0,9 %	2,08	+4,1 %	2,17
- Péréquations et compensations fiscales	8,66	+4,1 %	9,01	-0,7 %	8,95	-0,7 %	8,89
Subventions reçues et participations	19,51	+7,6 %	21,00	+2,9 %	21,60	+0,3 %	21,68
Ventes de biens et services	15,89	+6,3 %	16,90	+5,9 %	18,32	+3,7 %	19,49
Autres recettes de fonctionnement	8,67	+6,4 %	9,23	+7,0 %	9,88	+4,1 %	10,28
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**41,59**	**-8,0 %**	**38,26**	**-6,8 %**	**35,64**	**+7,3 %**	**38,24**
Épargne nette = (3)-(8)	**25,80**	**-13,9 %**	**22,21**	**-12,7 %**	**19,38**	**+10,4 %**	**21,40**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**67,862**	**+6,9 %**	**72,571**	**+6,6 %**	**77,38**	**+1,7 %**	**78,71**
Dépenses d'équipement	47,72	+8,5 %	51,78	+6,3 %	55,06	+2,7 %	56,53
Subventions d'équipement versées	16,60	+4,8 %	17,40	+5,3 %	18,33	-4,9 %	17,42
Autres depenses d'investissement	3,54	-4,3 %	3,38	+18,1 %	4,00	+18,8 %	4,75
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**27,68**	**+7,5 %**	**29,77**	**+5,0 %**	**31,26**	**+0,1 %**	**31,28**
FCTVA	5,70	+4,7 %	5,96	+9,4 %	6,52	+10,6 %	7,21
Dotations et Subventions d'équipement	16,72	+10,6 %	18,50	+5,2 %	19,47	-6,0 %	18,30
Autres recettes d'investissement	5,27	+0,9 %	5,31	-0,8 %	5,27	+9,5 %	5,77
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**265,78**	**+6,3 %**	**282,47**	**+4,6 %**	**295,57**	**+1,5 %**	**299,94**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**267,20**	**+4,0 %**	**277,92**	**+2,6 %**	**285,08**	**+2,0 %**	**290,75**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+1,41**		**-4,54**		**-10,49**		**-9,18**
Remboursements de dette (8)	15,79	+1,6 %	16,04	+1,3 %	16,26	+3,6 %	16,85
Emprunts (9)	18,35	-2,2 %	17,95	+32,0 %	23,69	+5,7 %	25,03
Flux net de dette = (9)-(8)	+2,55		+1,91		+7,44		+8,19
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**281,58**	**+6,0 %**	**298,51**	**+4,5 %**	**311,83**	**+1,6 %**	**316,78**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**285,54**	**+3,6 %**	**295,87**	**+4,4 %**	**308,77**	**+2,3 %**	**315,78**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+3,97		-2,64		-3,05		-1,00
Dette au 31 décembre (12) [(c)]	**172,82**	**+1,2 %**	**174,91**	**+4,3 %**	**182,39**	**+4,6 %**	**190,81**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**62,73**	**-7,4 %**	**58,11**	**-10,9 %**	**51,76**	**-2,2 %**	**50,60**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,4%	-1,9 pt	15,4%	-1,4 pt	14,0%	+0,7 pt	14,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,8%	-1,8 pt	9,0%	-1,3 pt	7,6%	+0,6 pt	8,2%
Taux d'endettement = (12) / (2)	72,2%	-1,7 pt	70,5%	+1,4 pt	71,9%	+1,7 pt	73,5%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,2 ans	+ 0,4 an	4,6 ans	+ 0,5 an	5,1 ans	- 0,1 an	5,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(d)]	116 j.	- 14,6 j.	101 j.	- 14,5 j.	87 j.	- 3,1 j.	83 j.

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et deux régions suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

2B. Les budgets annexes des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

1. Budgets annexes : définitions et précaution d'utilisation

Parallèlement au budget principal qu'elles élaborent, les collectivités locales peuvent créer des régies pour suivre l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial (SPIC) ou pour individualiser la gestion d'un service public administratif (SPA) relevant de leurs compétences. Ces régies ont pour objet d'établir le coût réel d'un service et, s'agissant des SPIC, de s'assurer qu'il est financé par les ressources liées à l'exploitation de l'activité. On peut alors qualifier de "budget annexe" le budget d'une régie, créé en vertu des dispositions de l'article L. 2221-1 et suivants du CGCT, distinct du budget proprement dit, mais voté par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale. Il se distingue en cela des budgets « autonomes », ou « propres », qui sont votés par l'organe délibérant de la régie. Il n'existe pas de définition législative des budgets annexes.
Les organes délibérants peuvent créer une régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion de ses services publics. Pour suivre toute compétence d'un SPA, les collectivités peuvent, si elles le souhaitent, créer un budget, alors soumis à l'instruction budgétaire de la collectivité de rattachement (ex : M14 pour les communes). S'agissant d'un SPIC, le recours au budget annexe constitue en revanche une obligation (article L. 2224-1 et L. 3241-4 du CGCT). Ces budgets doivent être équilibrés et sont soumis à une instruction spécifique M4. Les collectivités ne peuvent pas prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre du SPIC.

L'interprétation de certains ratios doit se faire avec précaution, du fait de la structure particulière des comptes des budgets annexes. Ces budgets sont en effet créés pour gérer certaines activités précises, dont l'équilibre budgétaire peut être très spécifique. Par exemple, une activité de lotissement, associée à des opérations d'aménagement qui s'étalent sur plusieurs années, va entraîner des dépenses sans contrepartie pendant plusieurs années puis une recette importante l'année de revente du terrain une fois aménagé. Les ratios d'endettement qui en résultent peuvent en être artificiellement affectés, selon l'année considérée.

Les définitions des agrégats comptables selon les différentes nomenclatures comptables (instructions budgétaires) sont détaillées dans le tableau mis en ligne avec l'ouvrage.

2. Principaux résultats

Avec un montant de 38,1 Md€, les dépenses totales des budgets annexes des collectivités locales représentent (y compris remboursements d'emprunts) l'équivalent de 12 % des dépenses totales de leurs budgets principaux. Pour les groupements de communes à fiscalité propre cette proportion est beaucoup plus importante (50 %), de même que pour les syndicats (25 %). Les budgets annexes des communes sont en revanche nettement moins conséquents (4 %) ; ceux des départements (2 %) et des régions (1 %) restent marginaux.

En 2025 retrouve une tendance connue les années passées hormis en 2024, les dépenses de fonctionnement des budgets annexes des collectivités (y compris les syndicats) augmentent plus vite (+3,9 %) que celles des budgets principaux (+1,4 %) comme les deux dernières années.

Poids des budgets annexes (exercice 2025)

Exercice 2025		Nombre de budgets	Dépenses totales (y compris remboursements d'emprunts)	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts)
Ensemble des collectivités locales (y compris syndicats)	**Budgets principaux (BP)**	**44 831**	**316,8 Md€**	**221,3 Md€**	**78,7 Md€**
	Budgets annexes (BA)	**32 280**	**38,1 Md€**	**24,0 Md€**	**11,1 Md€**
	BA / BP (en %)	***72%***	***12%***	***11%***	***14%***
dont : Communes	Budgets principaux (BP)	34 875	122,5 Md€	84,1 Md€	31,8 Md€
	Budgets annexes (BA)	22 633	4,9 Md€	3,0 Md€	1,4 Md€
	BA / BP (en %)	*65%*	*4%*	*4%*	*4%*
GFP	Budgets principaux (BP)	1 266	51,5 Md€	33,6 Md€	15,0 Md€
	Budgets annexes (BA)	7 651	25,7 Md€	16,6 Md€	7,2 Md€
	BA / BP (en %)	*604%*	*50%*	*49%*	*48%*
Départements	Budgets principaux (BP)	95	81,1 Md€	66,6 Md€	11,2 Md€
	Budgets annexes (BA)	340	1,9 Md€	1,4 Md€	0,4 Md€
	BA / BP (en %)	*358%*	*2%*	*2%*	*4%*
Régions et CTU	Budgets principaux (BP)	17	41,6 Md€	25,3 Md€	13,6 Md€
	Budgets annexes (BA)	22	0,5 Md€	0,2 Md€	0,3 Md€
	BA / BP (en %)	*129%*	*1%*	*1%*	*2%*
Syndicats	Budgets principaux (BP)	8 578	20,2 Md€	11,7 Md€	7,1 Md€
	Budgets annexes (BA)	1 634	5,08 Md€	2,80 Md€	1,79 Md€
	BA / BP (en %)	*19%*	*25%*	*24%*	*25%*

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B1. Budgets annexes – Communes - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**2,89**	**+3,3%**	**2,98**	**+0,8%**	**3,01**	**-1,7%**	**2,96**
Achats et charges externes	1,60	+3,1%	1,65	+1,1%	1,67	-3,6%	1,60
Frais de personnel	0,77	+4,0%	0,80	+2,4%	0,82	+1,5%	0,83
Charges financières	0,12	+10,1%	0,13	+5,4%	0,14	-2,9%	0,13
Dépenses d'intervention	0,03	+3,6%	0,03	+7,3%	0,04	-8,4%	0,03
Autres dépenses de fonctionnement	0,37	+0,5%	0,37	-5,6%	0,35	+1,3%	0,36
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**3,84**	**-3,4%**	**3,71**	**-0,6%**	**3,69**	**-0,2%**	**3,68**
Impôts et taxes	0,01	-5,6%	0,01	+6,5%	0,01	+1,4%	0,01
Concours de l'État	0,01	-9,4%	0,01	+17,2%	0,01	+1,7%	0,01
Subventions reçues et participations	0,67	+2,5%	0,68	-1,5%	0,67	+0,0%	0,67
Ventes de biens et services	2,50	-7,3%	2,31	-1,8%	2,27	-1,3%	2,24
Autres recettes de fonctionnement	0,66	+5,7%	0,69	+4,1%	0,72	+2,7%	0,74
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**0,95**	**-23,7%**	**0,73**	**-6,4%**	**0,68**	**+6,3%**	**0,72**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**1,25**	**+11,4%**	**1,40**	**+4,0%**	**1,45**	**-3,6%**	**1,40**
Dépenses d'équipement	1,20	+12,6%	1,35	+1,1%	1,36	-1,9%	1,34
Subventions d'équipement versées	0,00	-70,3%	0,00	+134,3%	0,00	-32,0%	0,00
Autres depenses d'investissement	0,05	-9,2%	0,05	+78,3%	0,09	-28,4%	0,06
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**0,57**	**+8,5%**	**0,62**	**+7,2%**	**0,67**	**-11,6%**	**0,59**
FCTVA	0,06	+0,5%	0,06	+2,2%	0,06	+5,3%	0,06
Dotations et Subventions d'équipement	0,43	+5,8%	0,45	+10,2%	0,50	-12,7%	0,44
Autres recettes d'investissement	0,09	+27,3%	0,11	-2,3%	0,11	-15,5%	0,09
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**4,14**	**+5,7%**	**4,38**	**+1,8%**	**4,46**	**-2,3%**	**4,36**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**4,41**	**-1,8%**	**4,33**	**+0,5%**	**4,35**	**-2,0%**	**4,27**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,27**		**-0,05**		**-0,11**		**-0,09**
Remboursements de dette (8)	0,63	-2,1%	0,62	-4,5%	0,59	-3,3%	0,57
Emprunts (9)	0,74	-23,8%	0,56	+10,9%	0,63	+15,0%	0,72
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,11		-0,05		+0,04		+0,15
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**4,77**	**+4,7%**	**5,00**	**+1,1%**	**5,05**	**-2,4%**	**4,93**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**5,15**	**-5,0%**	**4,90**	**+1,7%**	**4,98**	**+0,2%**	**4,99**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,38		-0,10		-0,07		+0,06
Dette au 31 décembre (12) (a)	**5,79**	**-2,7 %**	**5,63**	**-2,6 %**	**5,49**	**-1,9 %**	**5,38**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**0,49**	**+4,3 %**	**0,52**	**+5,7 %**	**0,55**	**+2,3 %**	**0,56**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	24,8%	-5,2 pt	19,6%	-1,1 pt	18,4%	+1,2 pt	19,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,3%	-5,4 pt	2,9%	-0,5 pt	2,4%	+1,7 pt	4,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	150,8%	+1,0 pt	151,9%	-3,0 pt	148,8%	-2,5 pt	146,3%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	6,1 ans	+ 1,7 an	7,8 ans	+ 0,3 an	8,1 ans	- 0,6 an	7,5 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (b)	63 j.	+ 1 j.	63 j.	+ 3 j.	66 j.	+ 3 j.	69 j.

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

B2. Budgets annexes – Groupements de communes à fiscalité propre [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**13,95**	**+9,2 %**	**15,23**	**+4,9 %**	**15,97**	**+3,9 %**	**16,60**
Achats et charges externes	8,31	+10,1 %	9,14	+5,5 %	9,64	+4,5 %	10,08
Frais de personnel	2,38	+4,7 %	2,50	+6,8 %	2,67	+5,0 %	2,80
Charges financières	0,41	+26,5 %	0,51	+11,6 %	0,57	-4,9 %	0,54
Dépenses d'intervention	1,56	+10,5 %	1,72	-0,8 %	1,71	+2,1 %	1,75
Autres dépenses de fonctionnement	1,29	+4,9 %	1,35	+1,6 %	1,38	+3,9 %	1,43
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**17,94**	**+6,6 %**	**19,12**	**+4,5 %**	**19,98**	**+3,9 %**	**20,76**
Impôts et taxes	6,43	+11,1 %	7,15	+6,6 %	7,62	+3,9 %	7,92
Concours de l'État	0,02	+14,7 %	0,02	-2,0 %	0,02	+3,9 %	0,02
Subventions reçues et participations	2,09	-7,5 %	1,93	+2,1 %	1,97	-3,9 %	1,89
Ventes de biens et services	7,74	+4,3 %	8,07	+5,3 %	8,50	+4,9 %	8,91
Autres recettes de fonctionnement	1,66	+17,1 %	1,95	-4,1 %	1,87	+7,8 %	2,01
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**3,99**	**-2,7 %**	**3,89**	**+3,2 %**	**4,01**	**+3,7 %**	**4,16**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**5,60**	**+3,5 %**	**5,80**	**+8,7 %**	**6,30**	**+14,1 %**	**7,19**
Dépenses d'équipement	5,13	+8,6 %	5,57	+8,6 %	6,06	+13,9 %	6,89
Subventions d'équipement versées	0,04	+22,9 %	0,04	-9,0 %	0,04	+56,0 %	0,06
Autres depenses d'investissement	0,43	-59,0 %	0,18	+15,7 %	0,21	+14,2 %	0,24
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**1,92**	**-11,3 %**	**1,70**	**+2,4 %**	**1,74**	**+2,2 %**	**1,78**
FCTVA	0,16	+6,1 %	0,17	+11,3 %	0,18	+12,2 %	0,21
Dotations et Subventions d'équipement	1,07	+13,3 %	1,22	+3,8 %	1,26	+0,7 %	1,27
Autres recettes d'investissement	0,69	-53,8 %	0,32	-7,5 %	0,29	+2,7 %	0,30
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**19,55**	**+7,6 %**	**21,03**	**+5,9 %**	**22,27**	**+6,8 %**	**23,79**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**19,86**	**+4,8 %**	**20,82**	**+4,3 %**	**21,72**	**+3,8 %**	**22,54**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,31**		**-0,21**		**-0,55**		**-1,25**
Remboursements de dette (8)	1,80	+3,7 %	1,86	+0,2 %	1,87	+0,0 %	1,87
Emprunts (9)	2,07	+1,0 %	2,09	+5,2 %	2,20	+41,7 %	3,11
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,27		+0,22		+0,33		+1,24
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**21,35**	**+7,2 %**	**22,89**	**+5,4 %**	**24,14**	**+6,3 %**	**25,66**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**21,92**	**+4,5 %**	**22,90**	**+4,4 %**	**23,92**	**+7,2 %**	**25,65**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,58		+0,02		-0,22		-0,00
Dette au 31 décembre (12) (b)	**21,24**	**+1,4 %**	**21,55**	**+3,1 %**	**22,22**	**+6,4 %**	**23,64**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**1,28**	**+9,1 %**	**1,40**	**+1,1 %**	**1,42**	**+11,6 %**	**1,58**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,3%	-1,9 pt	20,3%	-0,3 pt	20,1%	-0,0 pt	20,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,2%	-1,7 pt	10,6%	+0,1 pt	10,7%	+0,3 pt	11,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	118,4%	-5,7 pt	112,7%	-1,5 pt	111,2%	+2,7 pt	113,9%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,3 ans	+ 0,2 an	5,5 ans	- 0,0 an	5,5 ans	+ 0,1 an	5,7 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	34 j.	- 0,0 j.	34 j.	- 1,2 j.	32 j.	+ 2 j.	35 j.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du Grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B3. Budgets annexes – Secteur communal (communes, groupements à fiscalité propre) [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**16,83**	**+8,2%**	**18,21**	**+4,2%**	**18,98**	**+3,0%**	**19,55**
Achats et charges externes	9,90	+8,9%	10,79	+4,8%	11,31	+3,3%	11,68
Frais de personnel	3,15	+4,6%	3,30	+5,7%	3,48	+4,1%	3,63
Charges financières	0,52	+22,8%	0,64	+10,3%	0,71	-4,5%	0,68
Dépenses d'intervention	1,59	+10,3%	1,76	-0,6%	1,75	+1,8%	1,78
Autres dépenses de fonctionnement	1,66	+3,9%	1,73	+0,1%	1,73	+3,4%	1,79
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**21,78**	**+4,8%**	**22,83**	**+3,7%**	**23,67**	**+3,3%**	**24,44**
Impôts et taxes	6,44	+11,1%	7,16	+6,6%	7,63	+3,9%	7,93
Concours de l'État	0,03	+8,0%	0,03	+2,5%	0,03	+3,3%	0,03
Subventions reçues et participations	2,75	-5,1%	2,61	+1,2%	2,64	-2,9%	2,57
Ventes de biens et services	10,24	+1,5%	10,39	+3,7%	10,77	+3,6%	11,16
Autres recettes de fonctionnement	2,32	+13,9%	2,64	-2,0%	2,59	+6,4%	2,75
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**4,94**	**-6,7%**	**4,61**	**+1,7%**	**4,69**	**+4,1%**	**4,88**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**6,86**	**+4,9%**	**7,19**	**+7,8%**	**7,75**	**+10,8%**	**8,59**
Dépenses d'équipement	6,33	+9,4%	6,92	+7,2%	7,42	+11,0%	8,23
Subventions d'équipement versées	0,04	+12,3%	0,05	-4,7%	0,04	+49,5%	0,07
Autres depenses d'investissement	0,49	-53,4%	0,23	+29,2%	0,29	+1,5%	0,30
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,49**	**-6,7%**	**2,32**	**+3,7%**	**2,41**	**-1,6%**	**2,37**
FCTVA	0,21	+4,6%	0,22	+9,0%	0,24	+10,6%	0,27
Autres dotations et Subventions d'équipement	1,50	+11,2%	1,67	+5,5%	1,76	-3,1%	1,71
Autres recettes d'investissement	0,77	-44,6%	0,43	-6,1%	0,40	-2,2%	0,39
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**23,69**	**+7,2%**	**25,41**	**+5,2%**	**26,73**	**+5,3%**	**28,15**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**24,27**	**+3,6%**	**25,15**	**+3,7%**	**26,08**	**+2,8%**	**26,81**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,58**		**-0,26**		**-0,65**		**-1,34**
Remboursements de dette (8)	2,43	+2,2%	2,48	-1,0%	2,46	-0,8%	2,44
Emprunts (9)	2,81	-5,5%	2,65	+6,4%	2,82	+35,8%	3,83
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,38		+0,17		+0,37		+1,39
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**26,12**	**+6,8%**	**27,89**	**+4,7%**	**29,19**	**+4,8%**	**30,58**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**27,08**	**+2,7%**	**27,80**	**+4,0%**	**28,90**	**+6,0%**	**30,64**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,96		-0,09		-0,29		+0,06
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**27,03**	**+0,5 %**	**27,18**	**+1,9 %**	**27,71**	**+4,8 %**	**29,03**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**1,78**	**+7,8 %**	**1,92**	**+2,3 %**	**1,96**	**+9,0 %**	**2,14**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,7%	-2,5 pt	20,2%	-0,4 pt	19,8%	+0,2 pt	20,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,6%	-2,2 pt	9,3%	+0,1 pt	9,4%	+0,6 pt	10,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	124,1%	-5,1 pt	119,1%	-2,0 pt	117,1%	+1,7 pt	118,8%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	+ 0,4 an	5,9 ans	+ 0,0 an	5,9 ans	+ 0,0 an	5,9 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	39 j.	- 0,1 j.	38 j.	- 0,7 j.	38 j.	+ 2 j.	40 j.

Montants non consolidés ; la consolidation est présentée dans la partie C en incluant les budgets principaux et annexes.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B4. Budgets annexes – Départements [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**1,20**	**+10,6 %**	**1,32**	**+6,2 %**	**1,41**	**+2,1 %**	**1,44**
Achats et charges externes	0,35	+5,8 %	0,37	+5,7 %	0,39	-4,4 %	0,37
Frais de personnel	0,78	+11,3 %	0,87	+6,3 %	0,92	+4,5 %	0,96
Charges financières	0,01	+99,2 %	0,01	+22,5 %	0,02	+1,7 %	0,02
Dépenses d'intervention	0,05	+15,8 %	0,05	-0,6 %	0,05	+9,2 %	0,06
Autres dépenses de fonctionnement	0,02	+28,1 %	0,02	+17,6 %	0,03	+1,3 %	0,03
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**1,43**	**+7,8 %**	**1,54**	**+6,7 %**	**1,65**	**+4,5 %**	**1,72**
Impôts et taxes	0,03	+7,2 %	0,03	-41,2 %	0,02	-29,9 %	0,01
Concours de l'État	0,03	-1,5 %	0,02	+1,3 %	0,03	+1,8 %	0,03
Subventions reçues et participations	1,08	+4,2 %	1,13	+7,6 %	1,22	+2,4 %	1,24
Ventes de biens et services	0,48	-3,6 %	0,46	+2,2 %	0,47	+2,8 %	0,48
Autres recettes de fonctionnement	-0,18	-44,5 %	-0,10	-20,3 %	-0,08	-44,8 %	-0,04
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**0,24**	**-6,5 %**	**0,22**	**+9,7 %**	**0,24**	**+17,9 %**	**0,29**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**0,48**	**+5,6 %**	**0,51**	**-6,9 %**	**0,47**	**-17,1 %**	**0,39**
Dépenses d'équipement	0,42	-4,0 %	0,41	-9,4 %	0,37	-16,0 %	0,31
Subventions d'équipement versées	0,05	+57,0 %	0,09	-16,9 %	0,07	-5,8 %	0,07
Autres dépenses d'investissement	0,00	+532,9 %	0,02	+114,6 %	0,03	-53,6 %	0,02
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**0,23**	**+46,2 %**	**0,33**	**-43,9 %**	**0,19**	**-6,7 %**	**0,17**
FCTVA	0,01	+13,0 %	0,01	+54,0 %	0,01	+4,5 %	0,01
Dotations et subventions d'investissement	0,21	+27,3 %	0,27	-37,0 %	0,17	-9,9 %	0,15
Autres recettes d'investissement	0,01	+448,4 %	0,06	-89,5 %	0,01	+58,4 %	0,01
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**1,68**	**+9,2 %**	**1,83**	**+2,6 %**	**1,88**	**-2,7 %**	**1,83**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**1,66**	**+13,1 %**	**1,88**	**-2,2 %**	**1,83**	**+3,3 %**	**1,90**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-0,02**		**+0,04**		**-0,05**		**+0,07**
Remboursements de dette (8)	0,12	-16,5 %	0,10	+14,5 %	0,11	-30,7 %	0,08
Emprunts (9)	0,17	-29,5 %	0,12	+47,4 %	0,17	-33,9 %	0,11
Flux net de dette =(9)-(8)	+0,05		+0,02		+0,06		+0,04
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**1,79**	**+7,5 %**	**1,93**	**+3,2 %**	**1,99**	**-4,3 %**	**1,91**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**1,83**	**+9,2 %**	**1,99**	**+0,7 %**	**2,01**	**+0,1 %**	**2,01**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,03		+0,06		+0,02		+0,10
Dette au 31 décembre (12) (b)	**0,74**	**+0,3 %**	**0,75**	**+8,2 %**	**0,81**	**+4,6 %**	**0,84**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**0,00**	**+1300,9 %**	**0,06**	**+13,7 %**	**0,07**	**-0,7 %**	**0,07**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,5%	-2,2 pt	14,3%	+0,4 pt	14,7%	+1,9 pt	16,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,4%	-0,4 pt	8,0%	-0,1 pt	8,0%	+4,2 pt	12,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	51,9%	-3,6 pt	48,3%	+0,7 pt	49,0%	+0,1 pt	49,0%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	3,2 ans	+ 0,2 an	3,4 ans	- 0,0 an	3,3 ans	- 0,4 an	3,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	1 j.	+ 15 j.	16 j.	+ 1 j.	17 j.	- 0,5 j.	17 j.

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse, métropole de Lyon et Ville de Paris.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B5. Budgets annexes – Régions et collectivités territoriales uniques (CTU) [(a)] - Opérations réelles

B5. Régions et collectivités territoriales uniques (CTU) [(a)]

(en milliards d'euros)

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**0,116**	**+30,1 %**	**0,151**	**-10,6 %**	**0,135**	**+29,5 %**	**0,174**
Achats et charges externes	0,033	+16,2 %	0,038	+4,6 %	0,040	+17,7 %	0,047
Frais de personnel	0,011	-13,9 %	0,010	+1,9 %	0,010	+7,6 %	0,011
Charges financières	0,000	-2,5 %	0,000	-0,2 %	0,000	-	0,001
Dépenses d'intervention	0,070	+43,8 %	0,101	-19,2 %	0,082	+40,6 %	0,115
Autres dépenses de fonctionnement	0,001	+31,4 %	0,001	+108,2 %	0,003	-68,1 %	0,001
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**0,117**	**+18,1 %**	**0,138**	**+12,6 %**	**0,156**	**+9,7 %**	**0,171**
Impôts et taxes	0,000	-	0,000	-	0,000	-	0,000
Concours de l'État	0,000	-	0,000	-	0,000	-	0,000
Subventions reçues et participations	0,103	+23,8 %	0,127	+9,3 %	0,139	-11,6 %	0,123
Ventes de biens et services	0,007	-33,3 %	0,004	+57,1 %	0,007	+467,7 %	0,039
Autres recettes de fonctionnement	0,008	-14,4 %	0,006	+45,8 %	0,009	-8,7 %	0,009
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**0,001**	**-**	**-0,012**	**-**	**0,021**	**-**	**-0,004**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**0,286**	**+77,4 %**	**0,507**	**+27,3 %**	**0,646**	**-50,3 %**	**0,321**
Dépenses d'équipement	0,006	+154,4 %	0,016	-46,4 %	0,008	+245,3 %	0,029
Subventions d'équipement versées	0,274	+77,5 %	0,486	+29,1 %	0,628	-63,9 %	0,227
Autres dépenses d'investissement	0,006	-6,3 %	0,006	+70,1 %	0,009	+598,7 %	0,066
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**0,259**	**+49,0 %**	**0,387**	**+84,9 %**	**0,715**	**-63,7 %**	**0,259**
FCTVA	0,000	-83,6 %	0,000	-100,0 %	0,000	-	0,000
Dotations et subventions d'investissement	0,259	+49,1 %	0,386	+84,4 %	0,712	-69,7 %	0,216
Autres recettes d'investissement	0,000	+18,1 %	0,001	+423,5 %	0,003	-	0,043
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**0,402**	**+63,8 %**	**0,658**	**+18,6 %**	**0,780**	**-36,5 %**	**0,496**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**0,376**	**+39,4 %**	**0,525**	**+65,8 %**	**0,870**	**-50,6 %**	**0,430**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-0,025**		**-0,133**		**+0,090**		**-0,066**
Remboursements de dette (8)	0,000	+0,8 %	0,000	-	0,016	-93,5 %	0,001
Emprunts (9)	0,012	+24,9 %	0,015	-100,0 %	0,000	-	0,049
Flux net de dette =(9)-(8)	0,012		+0,015		-0,016		+0,048
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**0,402**	**+63,8 %**	**0,658**	**+20,9 %**	**0,796**	**-37,6 %**	**0,497**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**0,389**	**+38,9 %**	**0,540**	**+61,1 %**	**0,870**	**-45,0 %**	**0,479**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-0,013		-0,118		0,074		-0,018
Dette au 31 décembre (12) (b)	**0,09**	**+16,8 %**	**0,11**	**-14,7 %**	**0,09**	**+53,2 %**	**0,14**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**0,22**	**-40,6 %**	**0,13**	**+27,8 %**	**0,16**	**-9,2 %**	**0,15**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	1,1%	-10,1 pt	-9,0%	+22,4 pt	13,4%	-15,6 pt	-2,2%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	0,9%	-10,0 pt	-9,1%	+12,6 pt	3,4%	-6,2 pt	-2,8%
Taux d'endettement = (12) / (2)	77,3%	-0,9 pt	76,4%	-18,5 pt	57,9%	+23,0 pt	80,9%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	71,7 ans	-80,2 ans	-8,5 ans	+12,8 ans	4,3 ans	-41,4 ans	-37,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	680 j.	- 369,9 j.	310 j.	+ 133 j.	444 j.	- 132,6 j.	311 j.

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique, de Guyane et de Corse.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B6. Budgets annexes – Ensemble des collectivités locales [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**18,15**	**+8,5 %**	**19,69**	**+4,2 %**	**20,52**	**+3,2 %**	**21,16**
Achats et charges externes	10,28	+8,8 %	11,19	+4,8 %	11,73	+3,1 %	12,10
Frais de personnel	3,94	+5,8 %	4,17	+5,8 %	4,42	+4,2 %	4,60
Charges financières	0,53	+23,8 %	0,66	+10,6 %	0,73	-4,3 %	0,70
Dépenses d'intervention	1,71	+11,8 %	1,91	-1,6 %	1,88	+3,7 %	1,95
Autres dépenses de fonctionnement	1,68	+4,2 %	1,75	+0,4 %	1,76	+3,2 %	1,82
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**23,33**	**+5,1 %**	**24,51**	**+3,9 %**	**25,47**	**+3,4 %**	**26,33**
Impôts et taxes	6,47	+11,0 %	7,19	+6,4 %	7,65	+3,8 %	7,94
Concours de l'État	0,05	+3,4 %	0,05	+1,9 %	0,06	+2,6 %	0,06
Subventions reçues et participations	3,94	-1,8 %	3,87	+3,3 %	4,00	-1,6 %	3,93
Ventes de biens et services	10,72	+1,2 %	10,85	+3,7 %	11,25	+3,8 %	11,68
Autres recettes de fonctionnement	2,14	+18,8 %	2,55	-1,1 %	2,52	+8,0 %	2,72
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**5,18**	**-6,9 %**	**4,82**	**+2,8 %**	**4,95**	**+4,3 %**	**5,17**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**7,63**	**+7,7 %**	**8,21**	**+8,1 %**	**8,87**	**+4,9 %**	**9,31**
Dépenses d'équipement	6,76	+8,7 %	7,34	+6,1 %	7,79	+9,9 %	8,57
Subventions d'équipement versées	0,37	+67,3 %	0,62	+20,3 %	0,74	-51,7 %	0,36
Autres depenses d'investissement	0,50	-50,0 %	0,25	+35,5 %	0,34	+12,7 %	0,38
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,98**	**+2,1 %**	**3,04**	**+8,8 %**	**3,31**	**-15,3 %**	**2,80**
FCTVA	0,22	+4,9 %	0,23	+10,5 %	0,26	+10,3 %	0,28
Dotations et Subventions d'équipement	1,97	+17,9 %	2,32	+13,7 %	2,64	-21,5 %	2,08
Autres recettes d'investissement	0,79	-38,1 %	0,49	-15,4 %	0,41	+8,5 %	0,45
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**25,77**	**+8,2 %**	**27,90**	**+5,4 %**	**29,39**	**+3,7 %**	**30,47**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**26,31**	**+4,7 %**	**27,55**	**+4,5 %**	**28,78**	**+1,2 %**	**29,13**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,53**		**-0,35**		**-0,61**		**-1,34**
Remboursements de dette (8)	2,54	+1,3 %	2,58	+0,2 %	2,58	-2,6 %	2,51
Emprunts (9)	2,98	-6,7 %	2,78	+7,6 %	2,99	+33,4 %	3,99
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,44		+0,21		+0,41		+1,48
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**28,32**	**+7,6 %**	**30,47**	**+4,9 %**	**31,97**	**+3,2 %**	**32,99**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**29,29**	**+3,6 %**	**30,33**	**+4,8 %**	**31,78**	**+4,3 %**	**33,13**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,97		-0,14		-0,20		+0,14
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**27,87**	**+0,6 %**	**28,03**	**+2,0 %**	**28,60**	**+4,9 %**	**30,01**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**2,00**	**+0,0 %**	**2,10**	**+0,0 %**	**2,19**	**+0,0 %**	**2,35**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,2%	-2,5 pt	19,7%	-0,2 pt	19,4%	+0,2 pt	19,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,3%	-2,2 pt	9,2%	+0,2 pt	9,3%	+0,8 pt	10,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	119,5%	-5,1 pt	114,4%	-2,1 pt	112,3%	+1,7 pt	114,0%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,4 ans	+ 0,4 an	5,8 ans	- 0,0 an	5,8 ans	+ 0,0 an	5,8 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	40 j.	- 1,2 j.	39 j.	- 0,0 j.	39 j.	+ 2 j.	41 j.

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités. La consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux.

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

B7. Syndicats [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**2,30**	**+10,5 %**	**2,54**	**+0,2 %**	**2,54**	**+10,1 %**	**2,80**
Achats et charges externes	1,40	+11,1 %	1,55	+2,0 %	1,58	+9,1 %	1,72
Frais de personnel	0,51	+6,4 %	0,54	+0,6 %	0,54	+3,4 %	0,56
Charges financières	0,11	+40,3 %	0,15	+2,8 %	0,16	-0,7 %	0,16
Dépenses d'intervention	0,07	+11,3 %	0,08	-1,3 %	0,08	+42,8 %	0,11
Autres dépenses de fonctionnement	0,22	+1,1 %	0,22	-15,1 %	0,19	+33,1 %	0,25
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**3,04**	**+10,1 %**	**3,34**	**+1,4 %**	**3,39**	**+7,9 %**	**3,66**
Impôts et taxes	0,13	+9,1 %	0,14	+1,9 %	0,14	+51,5 %	0,22
Concours de l'État	0,00	+28,5 %	0,00	-29,4 %	0,00	+14,2 %	0,00
Subventions reçues et participations	0,64	+9,4 %	0,70	+7,6 %	0,76	+0,4 %	0,76
Ventes de biens et services	1,74	+8,9 %	1,89	-1,2 %	1,87	+6,7 %	2,00
Autres recettes de fonctionnement	0,52	+15,4 %	0,60	+2,6 %	0,62	+10,6 %	0,68
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**0,74**	**+9,0 %**	**0,80**	**+5,5 %**	**0,85**	**+1,5 %**	**0,86**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**1,89**	**-1,9 %**	**1,85**	**-1,8 %**	**1,82**	**-1,4 %**	**1,79**
Dépenses d'équipement	1,76	-3,8 %	1,69	+0,3 %	1,70	-3,0 %	1,65
Subventions d'équipement versées	0,03	-2,3 %	0,03	-73,2 %	0,01	+143,3 %	0,02
Autres depenses d'investissement	0,10	+32,3 %	0,13	-14,2 %	0,11	+13,4 %	0,13
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**0,96**	**-6,8 %**	**0,89**	**-4,5 %**	**0,85**	**-8,5 %**	**0,78**
FCTVA	0,03	-4,1 %	0,03	-7,2 %	0,03	+7,8 %	0,03
Dotations et Subventions d'équipement	0,76	-1,1 %	0,76	-5,6 %	0,71	-14,1 %	0,61
Autres recettes d'investissement	0,17	-33,3 %	0,11	+4,2 %	0,11	+23,0 %	0,14
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**4,18**	**+4,9 %**	**4,39**	**-0,6 %**	**4,36**	**+5,3 %**	**4,59**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**3,99**	**+6,1 %**	**4,24**	**+0,2 %**	**4,24**	**+4,6 %**	**4,44**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-0,19**		**-0,15**		**-0,12**		**-0,15**
Remboursements de dette (8)	0,47	+2,8 %	0,48	+5,5 %	0,51	-4,4 %	0,49
Emprunts (9)	0,67	-12,8 %	0,59	-1,7 %	0,58	+2,1 %	0,59
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,20		+0,10		+0,07		+0,10
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**4,65**	**+4,7 %**	**4,87**	**-0,0 %**	**4,87**	**+4,3 %**	**5,08**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**4,67**	**+3,4 %**	**4,82**	**-0,0 %**	**4,82**	**+4,3 %**	**5,03**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,01		-0,05		-0,05		-0,05
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**5,48**	**+1,6 %**	**5,56**	**-0,2 %**	**5,55**	**+4,5 %**	**5,80**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**0,39**	**-4,7 %**	**0,38**	**+11,6 %**	**0,42**	**+3,9 %**	**0,44**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	24,3%	-0,3 pt	24,1%	+1,0 pt	25,0%	-1,5 pt	23,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,8%	+0,8 pt	9,6%	+0,4 pt	10,0%	+0,2 pt	10,2%
Taux d'endettement = (12) / (2)	180,4%	-13,9 pt	166,5%	-2,8 pt	163,7%	-5,1 pt	158,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	7,4 ans	- 0,5 an	6,9 ans	- 0,4 an	6,5 ans	+ 0,2 an	6,7 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	63 j.	- 8,6 j.	54 j.	+ 6 j.	60 j.	- 3,4 j.	57 j.

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

B8. Ensemble des collectivités locales y compris syndicats [(a)] - Opérations réelles

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**20,44**	**+8,7 %**	**22,22**	**+3,8 %**	**23,06**	**+3,9 %**	**23,96**
Achats et charges externes	11,68	+9,1 %	12,74	+4,5 %	13,31	+3,8 %	13,82
Frais de personnel	4,45	+5,9 %	4,71	+5,2 %	4,96	+4,1 %	5,16
Charges financières	0,64	+26,7 %	0,81	+9,1 %	0,88	-3,6 %	0,85
Dépenses d'intervention	1,78	+11,8 %	1,99	-1,6 %	1,96	+5,2 %	2,06
Autres dépenses de fonctionnement	1,90	+3,9 %	1,97	-1,3 %	1,95	+6,1 %	2,06
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**26,36**	**+5,6 %**	**27,85**	**+3,6 %**	**28,86**	**+3,9 %**	**29,99**
Impôts et taxes	6,60	+11,0 %	7,33	+6,3 %	7,80	+4,7 %	8,16
Concours de l'État	0,05	+4,4 %	0,06	+0,5 %	0,06	+3,0 %	0,06
Subventions reçues et participations	4,58	-0,2 %	4,57	+4,0 %	4,76	-1,3 %	4,69
Ventes de biens et services	12,46	+2,3 %	12,74	+3,0 %	13,12	+4,2 %	13,68
Autres recettes de fonctionnement	2,66	+18,1 %	3,15	-0,4 %	3,13	+8,5 %	3,40
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**5,92**	**-5,0 %**	**5,63**	**+3,1 %**	**5,80**	**+3,9 %**	**6,03**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**9,51**	**+5,8 %**	**10,06**	**+6,3 %**	**10,69**	**+3,8 %**	**11,10**
Dépenses d'équipement	8,52	+6,1 %	9,04	+5,0 %	9,49	+7,6 %	10,22
Subventions d'équipement versées	0,40	+62,5 %	0,64	+16,4 %	0,75	-49,8 %	0,38
Autres depenses d'investissement	0,60	-36,2 %	0,38	+18,2 %	0,45	+12,9 %	0,51
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,94**	**-0,0 %**	**3,94**	**+5,8 %**	**4,16**	**-13,9 %**	**3,59**
FCTVA	0,25	+3,8 %	0,26	+8,6 %	0,28	+10,1 %	0,31
Dotations et Subventions d'équipement	2,74	+12,6 %	3,08	+9,0 %	3,36	-19,9 %	2,69
Autres recettes d'investissement	0,95	-37,2 %	0,60	-11,8 %	0,53	+11,7 %	0,59
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**29,96**	**+7,8 %**	**32,29**	**+4,5 %**	**33,75**	**+3,9 %**	**35,06**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**30,30**	**+4,9 %**	**31,79**	**+3,9 %**	**33,03**	**+1,7 %**	**33,57**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,34**		**-0,50**		**-0,72**		**-1,49**
Remboursements de dette (8)	3,01	+1,6 %	3,06	+1,0 %	3,09	-2,9 %	3,00
Emprunts (9)	3,66	-7,8 %	3,37	+6,0 %	3,57	+28,3 %	4,58
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,64		+0,31		+0,48		+1,58
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**32,97**	**+7,2 %**	**35,35**	**+4,2 %**	**36,84**	**+3,3 %**	**38,06**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**33,96**	**+3,5 %**	**35,16**	**+4,1 %**	**36,60**	**+4,3 %**	**38,16**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,99		-0,19		-0,25		+0,09
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**33,34**	**+0,8 %**	**33,60**	**+1,7 %**	**34,16**	**+4,8 %**	**35,81**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**2,39**	**+3,6 %**	**2,48**	**+5,3 %**	**2,61**	**+6,8 %**	**2,79**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,5%	-2,3 pt	20,2%	-0,1 pt	20,1%	-0,0 pt	20,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,0%	-1,8 pt	9,2%	+0,2 pt	9,4%	+0,7 pt	10,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	126,5%	-5,8 pt	120,6%	-2,3 pt	118,3%	+1,1 pt	119,4%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,6 ans	+ 0,3 an	6,0 ans	- 0,1 an	5,9 ans	+ 0,1 an	5,9 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	43 j.	- 2,0 j.	41 j.	+ 1 j.	41 j.	+ 1 j.	42 j.

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités. La consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux.

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

2C. Consolidation des budgets principaux et annexes des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

1. Neutraliser certains doubles comptes

La publication des comptes complets des collectivités locales implique de présenter les budgets annexes (BA), en plus de leurs budgets principaux (BP) *(cf. parties A et B)*. Additionner simplement ces comptes négligerait cependant le fait que certaines dépenses et recettes correspondent en réalité à des flux entre le budget principal et ses budgets annexes. C'est par exemple le cas pour le remboursement des frais correspondant à une mise à disposition de personnel. Les subventions aux établissements chargés d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) peuvent aussi, sous certaines conditions, être versées à des budgets annexes. En additionnant ces montants, on surestimerait les dépenses et les recettes globales des collectivités.

Un groupe de travail a été constitué en 2018 par la DGCL et l'OFGL pour élaborer et documenter une méthode permettant d'estimer le montant des flux à neutraliser. Il a rassemblé des membres de la DGFiP, de la Cour des comptes, de la Caisse des dépôts, de La Banque postale, de l'AdCF ainsi que des représentants du monde universitaire, et des personnalités qualifiées *(cf. l'édition 2018 du rapport de l'OFGL pour le détail des méthodes adoptées)*. On identifie les comptes à neutraliser et on soustrait, en dépenses et en recettes, le montant de ces flux entre le budget principal et ses budgets annexes.

2. Intégrer les syndicats dans le champ global des comptes consolidés

Présenter un compte consolidé des collectivités locales nécessite aussi de lui intégrer les syndicats. D'une part, ils représentent un volume de dépenses du même ordre de grandeur que les budgets annexes, et d'autre part, ils leur sont en quelque sorte complémentaires : tandis que les dépenses des budgets annexes augmentent beaucoup plus vite que celles des budgets principaux, les dépenses des syndicats ont baissé en 2016 et 2017. La complémentarité la plus évidente s'observe pour les activités de transports, de voirie et le traitement des déchets. Cumulées, les dépenses des budgets annexes et des syndicats évoluaient ainsi comme celles des seuls budgets principaux. Négliger les syndicats reviendrait alors à biaiser l'évolution des dépenses (et des recettes) des collectivités *(cf. le bulletin d'information statistique de la DGCL BIS n°126, novembre 2018).*

3. Précautions d'utilisation et d'interprétation

Ce travail doit être considéré comme une approche « statistique » de la consolidation des flux entre BP et BA et non comme une instruction comptable. Il arrive en effet que des collectivités affectent des montants dans des comptes non prévus à cet usage, ou dont le libellé reste ambigu. Par exemple, une somme déclarée une année en « Subvention de fonctionnement versée aux établissements à caractère administratif » (compte 657363) peut l'année suivante être affectée, après réflexion de la collectivité, au compte 6521 : « Prise en charge du déficit du BA ». Si dans le même temps le BA a correctement enregistré chaque année ce flux dans le compte 7552 : « Prise en charge du déficit par le BP », les règles de neutralisation préconisées ici peuvent générer des apparences d'irrégularités comptables. D'autres collectivités présentent des cas symétriques, et sur un nombre suffisamment grand de collectivités les aléas d'enregistrement comptable se compensent, comme dans toute approche statistique. Appliquées à une seule collectivité, ces règles perdraient en revanche leur robustesse.

Consolidation entre budgets principaux et annexes : définitions

Pour obtenir le compte consolidé, on soustrait à la somme des BP et des BA le montant correspondant aux opérations suivantes :

Nature des flux	Communes (BP+BA)	GFP (BP+BA)	Départements (BP+BA)	Régions (BP+BA)	CTU (BP+BA)
Dépenses de fonctionnement					
Achats et charges externes					
Remboursements de frais des BP aux BA :	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA	Débit net du 62872 des BP	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA
Remboursements de frais des BA aux BP :	Débit net du 62871(M14) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M14, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Crédit net du 70872 des BP	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA
Frais de personnel					
Personnel facturé aux BA :	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Crédit net du 70842 des BP	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA
Charges financières					
Remboursements d'intérêts aux BP :	Débit net du 661133 des BA	Débit net du 661133 des BA			
Dépenses d'intervention					
Subventions de fonctionnement des BP aux BA :	Débit net du 6573621 et 6573622 des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Crédit net du 7472 (M71, M43) et 747 (M49) des BA	Crédit net du 7472, 7473 (M71, M43) et 747 (M49) des BA
Autres dépenses de fonctionnement					
Prise en charge par le BP du déficit des BA :	Débit net du 6521 des BP	Débit net du 6521 (65821 en M57) des BP	Débit net du 65821 des BP	Crédit net du 75822 des BA	Crédit net du 75822 des BA
Reversement au BP de l'excédent des BA :	Débit net du 6522 (M14 et M14A) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 6522 (M14 et M14A), 65822 (M57) et 672 (M4+) des BA	Crédit net du 75821 et 75861 des BP	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA
Subventions exceptionnelles aux BA :	Débit net du 67441 des BP	Débit net du 67441 (67431 en M57 avant 2018) des BP	Débit net du 6743 des BP	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA
Recettes de fonctionnement					
Impôts et taxes Concours de l'État Subventions reçues et participations					
Subventions de fonctionnement des BP aux BA :	Débit net du 6573621 et 6573622 des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Crédit net du 7472 (M71, M43) et 747 (M49) des BA	Crédit net du 7472, 7473 (M71, M43) et 747 (M49) des BA
Ventes de biens et services					
Remboursements de frais des BP aux BA :	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA	Débit net du 62872 des BP	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA
Remboursements de frais des BA aux BP :	Débit net du 62871(M14) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M14, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Crédit net du 70872 des BP	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA
Personnel facturé aux BA :	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Crédit net du 70842 des BP	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA
Autres recettes de fonctionnement					
Remboursements d'intérêts aux BP :	Débit net du 661133 des BA	Débit net du 661133 des BA			
Prise en charge par le BP du déficit des BA :	Débit net du 6521 des BP	Débit net du 6521 (65821 en M57) des BP	Débit net du 65821 des BP	Crédit net du 75822 des BA	Crédit net du 75822 des BA
Reversement au BP de l'excédent des BA :	Débit net du 6522 (M14 et M14A) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 6522 (M14 et M14A), 65822 (M57) et 672 (M4+) des BA	Crédit net du 75821 et 75861 des BP	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA
Subventions exceptionnelles aux BA :	Débit net du 67441 des BP	Débit net du 67441 (67431 en M57 avant 2018) des BP	Débit net du 6743 des BP	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA

ANNEXE 2C - LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (CONSOLIDATIONS DES BP ET DES BA)

Nature des flux	Communes (BP+BA)	GFP (BP+BA)	Départements (BP+BA)	Régions (BP+BA)	CTU (BP+BA)
Dépenses d'investissement hors remboursements					
Dépenses d'équipement					
Subventions d'équipement versées					
Subventions d'investissement des BP aux BA :	Débit du 204163 et 204164 des BP	Débit du 204163 et 204164 des BP	Crédit du 1313, 1323 et 1383 des BA	Crédit du 1312, 1322 et 1382 des BA	Crédit du 1312, 1322, 1382 et 1313, 1323 et 1383 des BA
Autres dépenses d'investissement					
Emprunts des BA aux BP :	Crédit du 168741 et 168748 des BA	Crédit du 168751 et 168758 des BA			
Recettes d'investissement hors emprunts					
FCTVA					
Autres dotations et subventions d'équipement					
Subventions d'investissement des BP aux BA :	Débit du 204163 et 204164 des BP	Débit du 204163 et 204164 des BP	Crédit du 1313, 1323 et 1383 des BA	Crédit du 1312, 1322 et 1382 des BA	Crédit du 1312, 1322, 1382 et 1313, 1323 et 1383 des BA
Autres recettes d'investissement					
Remboursements des emprunts par les BA :	Débit du 168741 et 168748 des BA	Débit du 168751 et 168758 des BA			
Remboursements de dette					
Remboursements des emprunts par les BA :	Débit du 168741 et 168748 des BA	Débit du 168751 et 168758 des BA			
Emprunts					
Emprunts des BA aux BP :	Crédit du 168741 et 168748 des BA	Crédit du 168751 et 168758 des BA			

Lecture : les achats et charges externes des communes sont égaux à la somme des achats et charges externes des BP et des BA, de laquelle on soustrait les remboursements de frais entre BP et BA. Les remboursements de frais des BP vers les BA sont estimés par le crédit net du compte 70871 des BA ; les remboursements de frais des BA vers les BP sont estimés par le débit net des comptes 62871 des BA en M14, 6287 des BA en M14A et M4, M41, M42, M43, M49, M22. Ces remboursements de frais versés respectivement par le BP et par le BA se retrouvent par symétrie en recette du BA et du BP, et ils sont donc soustraits aussi du montant des « ventes de biens et services » des communes.

Les montants soustraits étant identiques en recettes et en dépenses, la consolidation est neutre sur l'épargne brute et sur la variation du fonds de roulement. Les flux croisés sont donc nuls sur ces lignes dans les tableaux des résultats. Les différences entre l'épargne brute avant et après consolidation, et entre variations du fonds de roulement avant et après consolidation, ne proviennent que de l'ajout des budgets annexes.

C1. Consolidation BP et BA des communes

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

BP et BA consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**77,70**	**+4,9%**	**81,48**	**+4,3%**	**85,00**	**+1,3%**	**86,12**
Achats et charges externes	20,65	+8,1%	22,32	+3,8%	23,17	+0,3%	23,23
Frais de personnel	41,92	+3,5%	43,41	+4,4%	45,33	+2,2%	46,33
Charges financières	1,46	+16,2%	1,70	+9,1%	1,85	-3,4%	1,79
Dépenses d'intervention	10,22	+4,1%	10,64	+5,4%	11,22	+0,9%	11,32
Autres dépenses de fonctionnement	3,44	-0,8%	3,42	+0,3%	3,43	+0,6%	3,44
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**92,10**	**+5,2%**	**96,86**	**+3,1%**	**99,89**	**+1,6%**	**101,46**
Impôts et taxes	59,18	+6,4%	62,99	+2,6%	64,62	+1,1%	65,36
Concours de l'État	15,27	+2,9%	15,72	+3,3%	16,24	+2,3%	16,62
Subventions reçues et participations	4,20	+4,5%	4,39	+0,5%	4,41	-2,1%	4,32
Ventes de biens et services	9,15	+1,8%	9,31	+4,6%	9,74	+1,6%	9,90
Autres recettes de fonctionnement	4,31	+3,3%	4,45	+9,7%	4,88	+7,9%	5,27
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**14,40**	**+6,8%**	**15,38**	**-3,2%**	**14,89**	**+3,1%**	**15,35**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**26,05**	**+9,3%**	**28,47**	**+9,4%**	**31,16**	**+6,2%**	**33,10**
Dépenses d'équipement	23,64	+10,2%	26,04	+9,6%	28,54	+5,6%	30,13
Subventions d'équipement versées	1,48	+4,8%	1,55	+3,1%	1,60	+3,0%	1,65
Autres depenses d'investissement	0,92	-4,5%	0,88	+15,5%	1,02	+29,4%	1,32
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**12,41**	**+5,0%**	**13,03**	**+4,9%**	**13,67**	**+5,6%**	**14,43**
FCTVA	2,84	+2,7%	2,92	+10,9%	3,24	+16,4%	3,77
Dotations et subventions d'équipement	6,77	+9,4%	7,41	+6,7%	7,90	-1,5%	7,79
Autres recettes d'investissement	2,79	-3,5%	2,69	-6,3%	2,52	+14,0%	2,88
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**103,75**	**+6,0%**	**109,95**	**+5,6%**	**116,16**	**+2,6%**	**119,21**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**104,51**	**+5,1%**	**109,88**	**+3,3%**	**113,56**	**+2,1%**	**115,90**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,76**		**-0,07**		**-2,60**	**+0,0%**	**-3,32**
Remboursements de dette (8)	6,92	+2,3%	7,08	-1,0%	7,01	+1,1%	7,08
Emprunts (9)	8,13	-13,9%	7,00	+12,7%	7,89	+15,8%	9,14
Flux net de dette = (9)-(8)	+1,21		-0,07		+0,89		+2,06
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**110,67**	**+5,8%**	**117,03**	**+5,2%**	**123,17**	**+2,5%**	**126,29**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**112,64**	**+3,8%**	**116,89**	**+3,9%**	**121,45**	**+3,0%**	**125,04**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,98		-0,14		-1,72		-1,25
Dette au 31 décembre (12) [(a)]	**71,45**	**-0,3%**	**71,25**	**+1,1%**	**72,02**	**+2,7%**	**73,95**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**30,63**	**-2,7%**	**29,80**	**-7,6%**	**27,53**	**-5,1%**	**26,14**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,6%	+0,2 pt	15,9%	-1,0 pt	14,9%	+0,2 pt	15,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,1%	+0,4 pt	8,6%	-0,7 pt	7,9%	+0,3 pt	8,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	77,6%	-4,0 pt	73,6%	-1,5 pt	72,1%	+0,8 pt	72,9%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,0 ans	- 0,3 an	4,6 ans	+ 0,2 an	4,8 ans	- 0,0 an	4,8 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	144 j.	- 10,4 j.	133 j.	- 15,3 j.	118 j.	- 7,4 j.	111 j.

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

C2. - Consolidation BP et BA des Groupements de communes à fiscalité propre [(a)]

(en milliards d'euros)

BP et BA consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**40,54**	**+8,7%**	**44,08**	**+5,7%**	**46,59**	**+2,0%**	**47,52**
Achats et charges externes	15,71	+9,8%	17,24	+5,0%	18,10	+1,9%	18,44
Frais de personnel	12,98	+6,0%	13,75	+6,8%	14,68	+3,8%	15,24
Charges financières	0,93	+31,9%	1,23	+11,7%	1,37	-4,0%	1,31
Dépenses d'intervention	8,77	+6,8%	9,37	+6,4%	9,97	+1,7%	10,14
Autres dépenses de fonctionnement	2,15	+15,6%	2,49	-1,0%	2,46	-3,2%	2,38
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**51,47**	**+7,4%**	**55,26**	**+4,9%**	**57,96**	**+1,9%**	**59,08**
Impôts et taxes	26,49	+10,1%	29,15	+5,0%	30,60	+2,6%	31,39
Concours de l'État	9,59	+2,2%	9,80	+2,4%	10,04	-0,7%	9,97
Subventions reçues et participations	2,83	+0,8%	2,85	+7,6%	3,07	-10,6%	2,74
Ventes de biens et services	10,37	+4,5%	10,84	+6,5%	11,55	+4,8%	12,11
Autres recettes de fonctionnement	2,19	+19,1%	2,61	+3,6%	2,70	+6,4%	2,87
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**10,93**	**+2,2%**	**11,18**	**+1,7%**	**11,37**	**+1,7%**	**11,56**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**16,78**	**+6,7%**	**17,91**	**+11,3%**	**19,93**	**+10,0%**	**21,93**
Dépenses d'équipement	13,23	+9,2%	14,45	+11,3%	16,08	+10,5%	17,77
Subventions d'équipement versées	2,13	+8,0%	2,30	+12,2%	2,58	+9,2%	2,81
Autres depenses d'investissement	1,42	-17,9%	1,17	+9,5%	1,28	+5,4%	1,35
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**6,32**	**-0,2%**	**6,31**	**+7,9%**	**6,81**	**+2,5%**	**6,98**
FCTVA	1,17	+5,7%	1,23	+14,0%	1,41	+13,7%	1,60
Dotations et subventions d'équipement	3,47	+6,4%	3,70	+7,7%	3,98	-0,3%	3,97
Autres recettes d'investissement	1,68	-18,1%	1,38	+3,0%	1,42	-0,5%	1,41
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**57,32**	**+8,2%**	**61,99**	**+7,3%**	**66,52**	**+4,4%**	**69,45**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**57,79**	**+6,5%**	**61,57**	**+5,2%**	**64,76**	**+2,0%**	**66,06**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+0,47**		**-0,43**		**-1,76**		**-3,39**
Remboursements de dette (8)	4,48	+1,2%	4,54	+1,6%	4,61	+2,8%	4,74
Emprunts (9)	5,32	-1,2%	5,26	+18,2%	6,22	+25,6%	7,81
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,84		+0,72		+1,61		+3,07
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**61,80**	**+7,7%**	**66,53**	**+6,9%**	**71,13**	**+4,3%**	**74,19**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**63,11**	**+5,9%**	**66,82**	**+6,2%**	**70,98**	**+4,1%**	**73,87**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,31		+0,29		-0,15		-0,32
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**49,95**	**+2,0%**	**50,94**	**+4,2%**	**53,08**	**+6,5%**	**56,54**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**13,11**	**+0,9%**	**13,23**	**-6,5%**	**12,37**	**-4,8%**	**11,78**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	21,2%	-1,0 pt	20,2%	-0,6 pt	19,6%	-0,0 pt	19,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,5%	-0,5 pt	12,0%	-0,4 pt	11,7%	-0,1 pt	11,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	97,0%	-4,9 pt	92,2%	-0,6 pt	91,6%	+4,1 pt	95,7%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	- 0,0 an	4,6 ans	+ 0,1 an	4,7 ans	+ 0,2 an	4,9 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	118 j.	- 8,5 j.	110 j.	- 12,7 j.	97 j.	- 6,4 j.	90 j.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du Grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

C3. Consolidation BP et BA des Départements [a]

(en milliards d'euros)

BP et BA consolidés	2022	2023 / 2022 (b)	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**60,30**	**+6,6%**	**64,24**	**+4,0%**	**66,82**	**+1,2%**	**67,60**
Achats et charges externes	4,37	+9,4%	4,77	+1,6%	4,85	-5,7%	4,57
Frais de personnel	13,71	+7,3%	14,71	+3,6%	15,24	+1,2%	15,42
Charges financières	0,58	+31,6%	0,76	+12,0%	0,85	-3,0%	0,83
Dépenses d'intervention	41,10	+5,7%	43,41	+4,3%	45,27	+2,0%	46,16
Autres dépenses de fonctionnement	0,54	+8,5%	0,58	+2,6%	0,60	+3,1%	0,61
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**72,44**	**-1,0%**	**71,67**	**+0,4%**	**71,94**	**+3,4%**	**74,40**
Impôts et taxes	53,31	-3,2%	51,57	-1,6%	50,73	+4,7%	53,10
Concours de l'État	10,05	-0,6%	9,98	+0,1%	9,99	-0,5%	9,93
Subventions reçues et participations	6,63	+13,2%	7,50	+11,4%	8,35	+1,9%	8,51
Ventes de biens et services	0,88	+0,5%	0,89	+8,5%	0,96	+0,2%	0,96
Autres recettes de fonctionnement	1,57	+10,7%	1,74	+10,2%	1,92	-1,2%	1,89
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**12,14**	**-39,0%**	**7,43**	**-31,0%**	**5,13**	**+32,5%**	**6,79**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**12,64**	**+2,5%**	**12,97**	**-2,7%**	**12,62**	**-8,6%**	**11,53**
Dépenses d'équipement	8,42	+2,3%	8,61	-2,8%	8,37	-11,4%	7,42
Subventions d'équipement versées	3,90	+3,1%	4,03	-1,8%	3,95	-2,2%	3,87
Autres dépenses d'investissement	0,33	+0,3%	0,33	-10,2%	0,29	-16,1%	0,25
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,00**	**+15,2%**	**3,46**	**-1,8%**	**3,40**	**-2,5%**	**3,32**
FCTVA	1,08	+11,0%	1,20	+2,3%	1,22	+0,1%	1,23
Dotations et subventions d'équipement	1,55	+21,0%	1,88	-1,8%	1,84	-10,4%	1,65
Autres recettes d'investissement	0,38	+3,7%	0,39	-14,1%	0,33	+31,7%	0,44
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**72,94**	**+5,9%**	**77,21**	**+2,9%**	**79,44**	**-0,4%**	**79,14**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**75,44**	**-0,4%**	**75,13**	**+0,3%**	**75,35**	**+3,1%**	**77,72**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+2,50**		**-2,08**		**-4,09**		**-1,42**
Remboursements de dette (8)	3,44	-2,6%	3,36	-3,6%	3,23	+4,3%	3,37
Emprunts (9)	2,54	+18,6%	3,02	+80,7%	5,46	-3,1%	5,29
Flux net de dette =(9)-(8)	-0,89		-0,34		+2,22	+0,0%	+1,92
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**76,38**	**+5,5%**	**80,57**	**+2,6%**	**82,67**	**-0,2%**	**82,51**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**77,98**	**+0,3%**	**78,15**	**+3,4%**	**80,80**	**+2,7%**	**83,00**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,61		-2,41		-1,87		+0,49
Dette au 31 décembre (12) [c]	**31,55**	**-0,9%**	**31,26**	**+7,1%**	**33,48**	**+5,7%**	**35,40**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**11,82**	**-26,1%**	**8,74**	**-27,8%**	**6,32**	**+12,4%**	**7,10**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,8%	-6,4 pt	10,4%	-3,2 pt	7,1%	+2,0 pt	9,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,0%	-6,3 pt	5,7%	-3,1 pt	2,6%	+2,0 pt	4,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	43,6%	+0,0 pt	43,6%	+2,9 pt	46,5%	+1,0 pt	47,6%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,6 ans	+ 1,6 an	4,2 ans	+ 2,3 an	6,5 ans	-1,3 ans	5,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [d]	72 j.	- 21,9 j.	50 j.	- 15,2 j.	35 j.	+ 4 j.	38 j.

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse, métropole de Lyon et Ville de Paris.

(b) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Ariège suite à la recentralisation du RSA pour ce département au 1er janvier 2023.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(d) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

C4. Consolidation BP et BA des régions et des CTU [(a)]

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

BP et BA consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**23,31**	**+5,3%**	**24,55**	**+2,7%**	**25,20**	**+1,1%**	**25,47**
Achats et charges externes	4,37	+15,1%	5,03	+25,9%	6,33	+16,1%	7,35
Frais de personnel	4,44	+4,8%	4,65	+3,6%	4,82	+2,1%	4,92
Charges financières	0,56	+52,9%	0,86	+27,1%	1,09	-4,4%	1,04
Dépenses d'intervention	13,54	+0,4%	13,59	-7,2%	12,60	-6,6%	11,77
Autres dépenses de fonctionnement	0,41	+3,5%	0,43	-14,9%	0,36	+7,1%	0,39
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**29,54**	**+3,0%**	**30,41**	**+2,3%**	**31,10**	**+2,2%**	**31,80**
Impôts et taxes	23,88	+2,4%	24,46	+3,9%	25,41	+1,3%	25,73
Concours de l'État	2,26	+4,3%	2,36	-21,0%	1,86	-6,1%	1,75
Subventions reçues et participations	2,84	-1,4%	2,80	-14,2%	2,40	-7,4%	2,23
Ventes de biens et services	0,19	+67,4%	0,32	+136,5%	0,76	+74,2%	1,33
Autres recettes de fonctionnement	0,36	+29,0%	0,47	+43,0%	0,67	+14,9%	0,77
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**6,23**	**-5,8%**	**5,86**	**+0,6%**	**5,90**	**+7,2%**	**6,33**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**13,38**	**+6,3%**	**14,22**	**+6,8%**	**15,19**	**-8,4%**	**13,91**
Dépenses d'équipement	3,91	+5,6%	4,12	-5,4%	3,90	-4,1%	3,74
Subventions d'équipement versées	8,87	+7,1%	9,51	+9,3%	10,39	-14,1%	8,92
Autres dépenses d'investissement	0,60	-1,7%	0,59	+51,8%	0,89	+39,7%	1,25
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,61**	**+16,1%**	**6,52**	**+9,4%**	**7,13**	**-14,6%**	**6,09**
FCTVA	0,60	-1,7%	0,59	+6,7%	0,63	-0,7%	0,63
Dotations et subventions d'équipement	4,49	+19,6%	5,37	+8,9%	5,85	-18,9%	4,75
Autres recettes d'investissement	0,52	+6,8%	0,55	+16,5%	0,64	+10,4%	0,71
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**36,69**	**+5,6%**	**38,76**	**+4,2%**	**40,39**	**-2,5%**	**39,38**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**35,15**	**+5,1%**	**36,93**	**+3,5%**	**38,23**	**-0,9%**	**37,88**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-1,54**		**-1,84**		**-2,16**	**+0,0%**	**-1,50**
Remboursements de dette (8)	2,10	+6,7%	2,24	+16,1%	2,60	+4,4%	2,71
Emprunts (9)	3,43	+1,8%	3,49	+38,4%	4,83	-12,2%	4,25
Flux net de dette =(9)-(8)	+1,33		+1,25		+2,23	+0,0%	+1,53
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**38,79**	**+5,7%**	**41,00**	**+4,8%**	**42,99**	**-2,1%**	**42,10**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**38,59**	**+4,8%**	**40,42**	**+6,5%**	**43,06**	**-2,2%**	**42,13**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-0,21		-0,58		+0,08	-59,0%	+0,03
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**34,28**	**+3,6%**	**35,53**	**+6,0%**	**37,67**	**+4,1%**	**39,23**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**1,93**	**-42,9%**	**1,10**	**-59,4%**	**0,45**	**+30,4%**	**0,58**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	21,1%	-1,8 pt	19,3%	-0,3 pt	19,0%	+0,9 pt	19,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,0%	-2,0 pt	11,9%	-1,3 pt	10,6%	+0,7 pt	11,4%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,1%	+0,8 pt	116,8%	+4,3 pt	121,1%	+2,3 pt	123,4%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	+ 0,6 an	6,1 ans	+ 0,3 an	6,4 ans	- 18,4 an	6,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	30 j.	- 13,8 j.	16 j.	- 9,9 j.	6 j.	+ 2 j.	8 j.

(a) Collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et de Guyane et collectivité de Corse.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

C5. Consolidation BP et BA des syndicats

(en milliards d'euros) — *Valeurs provisoires*

BP et BA consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**12,38**	**+8,5 %**	**13,44**	**+2,3 %**	**13,75**	**+3,6 %**	**14,24**
Achats et charges externes	6,67	+7,6 %	7,18	+3,1 %	7,40	+2,5 %	7,59
Frais de personnel	3,18	+5,8 %	3,37	+5,0 %	3,53	+2,3 %	3,61
Charges financières	0,44	+18,2 %	0,52	+12,4 %	0,58	+1,5 %	0,59
Dépenses d'intervention	0,98	+6,5 %	1,04	+1,5 %	1,06	+7,1 %	1,13
Autres dépenses de fonctionnement	1,12	+19,5 %	1,34	-12,2 %	1,17	+12,0 %	1,31
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**16,20**	**+7,9 %**	**17,47**	**+2,5 %**	**17,91**	**+3,2 %**	**18,48**
Impôts et taxes	2,01	+15,4 %	2,33	+0,4 %	2,34	+0,4 %	2,35
Concours de l'État	0,04	+22,4 %	0,05	+19,9 %	0,06	-0,8 %	0,06
Subventions reçues et participations	6,03	+4,8 %	6,32	+4,1 %	6,58	+2,1 %	6,72
Ventes de biens et services	6,45	+5,6 %	6,81	+3,8 %	7,07	+5,0 %	7,43
Autres recettes de fonctionnement	1,66	+18,1 %	1,96	-5,2 %	1,86	+4,0 %	1,94
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**3,81**	**+5,8 %**	**4,03**	**+3,2 %**	**4,16**	**+1,9 %**	**4,24**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**8,09**	**+6,3 %**	**8,60**	**+2,1 %**	**8,78**	**+0,8 %**	**8,86**
Dépenses d'équipement	7,04	+7,8 %	7,59	+0,8 %	7,65	+0,5 %	7,69
Subventions d'équipement versées	0,32	+2,3 %	0,33	-10,1 %	0,30	-27,8 %	0,21
Autres depenses d'investissement	0,72	-6,2 %	0,68	+22,8 %	0,83	+14,3 %	0,95
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,88**	**+1,0 %**	**3,92**	**+4,1 %**	**4,08**	**-11,0 %**	**3,64**
FCTVA	0,26	+8,3 %	0,28	+8,6 %	0,30	-0,8 %	0,30
Dotations et subventions d'équipement	2,88	+0,0 %	2,88	+3,5 %	2,98	-16,2 %	2,49
Autres recettes d'investissement	0,75	+2,5 %	0,77	+4,9 %	0,81	+4,6 %	0,84
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**20,48**	**+7,6 %**	**22,04**	**+2,2 %**	**22,53**	**+2,5 %**	**23,10**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**20,08**	**+6,6 %**	**21,40**	**+2,8 %**	**21,99**	**+0,6 %**	**22,12**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-0,40**		**-0,65**		**-0,54**		**-0,98**
Remboursements de dette (8)	1,77	-0,2 %	1,76	+3,7 %	1,83	+1,9 %	1,86
Emprunts (9)	2,43	-0,3 %	2,42	+12,7 %	2,73	+9,2 %	2,99
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,67		+0,66		+0,91		+1,12
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**22,24**	**+7,0 %**	**23,80**	**+2,3 %**	**24,36**	**+2,5 %**	**24,96**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**22,51**	**+5,8 %**	**23,82**	**+3,8 %**	**24,73**	**+1,5 %**	**25,11**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,27		+0,02		+0,37		+0,14
Dette au 31 décembre (12) [b]	**18,93**	**+3,2 %**	**19,53**	**+3,9 %**	**20,29**	**+5,9 %**	**21,49**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**7,63**	**+1,1 %**	**7,71**	**-0,1 %**	**7,71**	**+1,1 %**	**7,79**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	23,5%	-0,4 pt	23,1%	+0,1 pt	23,2%	-0,3 pt	23,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,6%	+0,4 pt	13,0%	+0,0 pt	13,0%	-0,2 pt	12,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,9%	-5,1 pt	111,7%	+1,5 pt	113,3%	+3,0 pt	116,3%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,0 ans	- 0,1 an	4,8 ans	+ 0,0 an	4,9 ans	+ 0,2 an	5,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [c]	225 j.	- 15,4 j.	209 j.	- 4,9 j.	205 j.	- 5,0 j.	200 j.

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

2D. Consolidation des budgets entre les différentes collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

1) De même qu'il faut neutraliser les flux entre le budget principal (BP) d'une collectivité et ses budgets annexes (BA) pour pouvoir agréger l'ensemble de ses budgets, il faut neutraliser les flux entre les différentes collectivités pour pouvoir agréger les comptes des collectivités : flux entre communes pour présenter un compte de l'ensemble des communes, flux entre communes et groupements à fiscalité propre (GFP) pour les comptes du bloc communal, flux entre bloc communal, départements et régions pour présenter le compte de l'ensemble des collectivités locales.
Le groupe de travail précédemment évoqué *(cf. partie C sur la consolidation entre BP et BA)* a abouti à des préconisations sur les comptes à considérer pour estimer de la façon la plus vraisemblable possible les montants à neutraliser. Ces comptes sont présentés dans le tableau de définitions.

2) Les montants et les évolutions de certains comptes sont plus affectés que d'autres par la consolidation : la différence est concentrée sur les agrégats les plus impactés par la consolidation *(cf. tableau page suivante)* et ceux pour lesquels la différence est la plus grande entre, d'une part, budgets principaux et, d'autre part, les syndicats et les budgets annexes.

3) On peut décomposer par région les comptes consolidés. Pour comparer correctement les régions entre elles, il faut comparer les montants par habitant, tant en niveau qu'en évolution. Si les dépenses des collectivités dans une région augmentent, cela peut aussi refléter un besoin dû à une population qui augmente. Au cours des années 2010, la population française augmentait assez régulièrement de +0,5 % chaque année. Mais tandis qu'elle diminuait en Martinique et en Guadeloupe et qu'elle stagnait en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est, elle augmentait bien plus que la moyenne en Guyane, en Corse et en Occitanie.

D1. Consolidation entre personnes morales distinctes : communes et groupements à fiscalité propre (GFP) (bloc communal) - 2021

Lecture : les achats et charges externes consolidés des collectivités du bloc communal sont égaux à la somme des achats et charges externes des budgets principaux et annexes des communes et des GFP (moins les flux BP-BA neutralisés), de laquelle on soustrait les remboursements de frais entre communes et GFP. Les remboursements de frais des communes aux GFP sont estimés par le crédit net du compte 70875 des GFP ; les remboursements de frais des GFP vers les communes sont estimés par le débit net du compte 62875 des GFP. Ces remboursements de frais versés respectivement par les communes et par les GFP se retrouvent par symétrie en recette des GFP et des communes, et ils sont donc soustraits aussi du montant des « ventes de biens et services » des collectivités du bloc communal.

Dépenses de fonctionnement	**Comptes qui estiment les flux à neutraliser :**
Achats et charges externes	
Remboursements de frais des communes aux GFP :	Crédit net du 70875 des GFP
Remboursements de frais des GFP aux communes :	Débit net du 62875 des GFP
Frais de personnel	
Personnel facturé aux communes :	Crédit net du 70845 des GFP
Personnel facturé aux GFP :	Débit net du 6217 des GFP
Charges financières	
Remboursements d'intérêts aux GFP :	Crédit net du 76231 des GFP
Remboursements d'intérêts aux communes :	Débit net du 661131 des GFP
Dépenses d'intervention	
Subventions de fonctionnement des communes aux GFP :	Crédit net du 74741 et 74748 des GFP
Subventions de fonctionnement des GFP aux communes :	Débit net du 657341 et 657348 des GFP
Autres dépenses de fonctionnement	
Recettes de fonctionnement	
Impôts et taxes	
Concours de l'État	
Subventions reçues et participations	
Subventions de fonctionnement des communes aux GFP :	Crédit net du 74741 et 74748 des GFP
Subventions de fonctionnement des GFP aux communes :	Débit net du 657341 et 657348 des GFP
Ventes de biens et services	
Remboursements de frais des communes aux GFP :	Crédit net du 70875 des GFP
Remboursements de frais des GFP aux communes :	Débit net du 62875 des GFP
Personnel facturé aux communes :	Crédit net du 70845 des GFP
Personnel facturé aux GFP :	Débit net du 6217 des GFP
Autres recettes de fonctionnement	
Remboursements d'intérêts aux GFP :	Crédit net du 76231 des GFP
Remboursements d'intérêts aux communes :	Débit net du 661131 des GFP
Dépenses d'investissement hors remboursements	
Dépenses d'équipement	
Subventions d'équipement versées	
Subventions d'investissement des communes aux GFP :	Crédit du 13141, 13241, 13148, et 13248 des GFP
Subventions d'investissement des GFP aux communes :	Débit du 204141 et 204148 des GFP
Autres dépenses d'investissement	
Recettes d'investissement hors emprunts	
FCTVA	
Autres dotations et Subventions d'équipement	
Subventions d'investissement des communes aux GFP :	Crédit du 13141, 13241, 13148, et 13248 des GFP
Subventions d'investissement des GFP aux communes :	Débit du 204141 et 204148 des GFP
Autres recettes d'investissement	
Remboursements d'emprunts par les GFP aux communes :	Crédit du 276341 et 276348 des GFP
Remboursements d'emprunts par les communes aux GFP :	Débit du 168741 et 168748 des GFP
Remboursements de dette	
Remboursements d'emprunts par les GFP aux communes :	Crédit du 276341 et 276348 des GFP
Remboursements d'emprunts par les communes aux GFP :	Débit du 168741 et 168748 des GFP
Emprunts	

D1. Consolidation du bloc communal (hors syndicats)

(en milliards d'euros)

Comptes et niveaux consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	*Valeurs provisoires* 2025 / 2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**116,47**	**+6,2%**	**123,74**	**+4,7%**	**129,54**	**+1,6%**	**131,57**
Achats et charges externes	35,92	+8,8%	39,08	+4,3%	40,76	+1,0%	41,18
Frais de personnel	53,77	+4,2%	56,01	+4,8%	58,69	+2,6%	60,19
Charges financières	2,38	+22,5%	2,91	+10,2%	3,21	-3,6%	3,10
Dépenses d'intervention	18,81	+5,4%	19,83	+5,9%	21,00	+1,3%	21,28
Autres dépenses de fonctionnement	5,59	+5,5%	5,90	-0,2%	5,89	-1,0%	5,83
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**141,81**	**+6,0%**	**150,29**	**+3,7%**	**155,80**	**+1,7%**	**158,48**
Impôts et taxes	85,67	+7,6%	92,14	+3,3%	95,21	+1,6%	96,74
Concours de l'État	24,86	+2,7%	25,52	+3,0%	26,28	+1,2%	26,59
Subventions reçues et participations	6,84	+3,2%	7,06	+3,2%	7,29	-5,6%	6,88
Ventes de biens et services	17,95	+3,2%	18,52	+5,0%	19,45	+3,5%	20,13
Autres recettes de fonctionnement	6,48	+8,7%	7,05	+7,5%	7,57	+7,4%	8,13
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**25,33**	**+4,8%**	**26,56**	**-1,1%**	**26,26**	**+2,5%**	**26,91**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**42,23**	**+8,2%**	**45,67**	**+9,9%**	**50,21**	**+7,7%**	**54,06**
Dépenses d'équipement	36,88	+9,8%	40,49	+10,2%	44,62	+7,3%	47,90
Subventions d'équipement versées	3,01	+4,2%	3,13	+5,1%	3,29	+5,9%	3,49
Autres depenses d'investissement	2,34	-12,6%	2,05	+12,1%	2,30	+16,0%	2,67
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**18,04**	**+2,7%**	**18,53**	**+5,3%**	**19,52**	**+4,4%**	**20,38**
FCTVA	4,01	+3,6%	4,16	+11,8%	4,65	+15,6%	5,37
Autres dotations et Subventions d'équipement	9,65	+7,8%	10,40	+5,9%	11,01	-2,0%	10,79
Autres recettes d'investissement	4,38	-9,1%	3,98	-2,9%	3,87	+9,1%	4,22
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**158,70**	**+6,7%**	**169,41**	**+6,1%**	**179,76**	**+3,3%**	**185,63**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**159,85**	**+5,6%**	**168,83**	**+3,8%**	**175,32**	**+2,0%**	**178,86**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+1,15**		**-0,58**		**-4,44**		**-6,77**
Remboursements de dette (8)	11,31	+1,9%	11,53	+0,1%	11,54	+1,8%	11,75
Emprunts (9)	13,45	-8,9%	12,26	+15,1%	14,11	+20,1%	16,95
Flux net de dette = (9)-(8)	2,14		0,73		2,57		5,20
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**170,01**	**+6,4%**	**180,94**	**+5,7%**	**191,30**	**+3,2%**	**197,38**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**173,30**	**+4,5%**	**181,09**	**+4,6%**	**189,43**	**+3,4%**	**195,81**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+3,29		+0,15		-1,87		-1,57
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**121,40**	**+0,7%**	**122,19**	**+2,4%**	**125,10**	**+4,3%**	**130,49**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**43,74**	**-1,6%**	**43,03**	**-7,3%**	**39,90**	**-5,0%**	**37,92**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,9%	-0,2 pt	17,7%	-0,8 pt	16,9%	+0,1 pt	17,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,9%	+0,1 pt	10,0%	-0,6 pt	9,4%	+0,1 pt	9,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	85,6%	-4,3 pt	81,3%	-1,0 pt	80,3%	+2,0 pt	82,3%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,2 an	4,6 ans	+ 0,2 an	4,8 ans	+ 0,1 an	4,8 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(c)]	137 j.	- 10,1 j.	127 j.	- 14,5 j.	112 j.	- 7,2 j.	105 j.

(a) Y compris métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

D2. Consolidation entre personnes morales distinctes : **ensemble** (y compris syndicats)

Lecture : les dépenses d'intervention consolidés de l'ensemble des collectivités locales sont égales à la somme des dépenses d'intervention consolidées du bloc communal (voir D1), des syndicats (voir C5, des départements (voir C3) et des régions (voir C4) de laquelle on soustrait les subventions de fonctionnement entre personnes morales distinctes : du bloc communal auquel on ajoute les syndicats à cette étape de la consolidation (BC) aux départements et aux régions (et CTU), des départements au BC et aux régions, des régions au BC et aux départements etc. Le flux de subvention de fonctionnement du BC (y compris syndicats) aux départements est estimé par le débit net des comptes 65733 et 6552 des communes (hors Martinique et Guyane). Ces subventions du BC aux départements se retrouvent par symétrie en recette des départements, et ils sont donc soustraits aussi des recettes de fonctionnement (dans le sous-total "Subventions reçues et participations").

Bloc communal y compris syndicats [BC] +Départements +Régions +CTU	
Dépenses de fonctionnement	**Comptes qui estiment les flux à neutraliser :**
Achats et charges externes	
Frais de personnel	
Charges financières	
Dépenses d'intervention	
Subventions de fonctionnement du BC aux départements	Débit net du 65733 et 6552 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement du BC aux régions	Débit net du 65732 du BC
Subventions de fonctionnement du BC aux CTU	Débit net du 65732 et 6552 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des départements au BC	Crédit net du 7473 du BC
Subventions de fonctionnement des régions au BC	Crédit net du 7472 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement des CTU au BC	Crédit net du 7472 et 7473 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des régions aux départements	Crédit net du 7472 des départements
Subventions de fonctionnement des départements aux régions	Débit net du 65732 des départements
Autres dépenses de fonctionnement	
Recettes de fonctionnement	
Impôts et taxes	
Concours de l'État	
Subventions reçues et participations	
Subventions de fonctionnement du BC aux départements	Débit net du 65733 et 6552 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement du BC aux régions	Débit net du 65732 du BC
Subventions de fonctionnement du BC aux CTU	Débit net du 65732 et 6552 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des départements au BC	Crédit net du 7473 du BC
Subventions de fonctionnement des régions au BC	Crédit net du 7472 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement des CTU au BC	Crédit net du 7472 et 7473 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des régions aux départements	Crédit net du 7472 des départements
Subventions de fonctionnement des départements aux régions	Débit net du 65732 des départements
Ventes de biens et services	
Autres recettes de fonctionnement	
Dépenses d'investissement hors remboursements	
Dépenses d'équipement	
Subventions d'équipement versées	
Subventions d'investissement du BC aux départements	Débit du 20413 du BC
Subventions d'investissement du BC aux régions	Débit du 20412 du BC
Subventions d'investissement des départements au BC	Crédit du 1313, 1323, 1383 du BC
Subventions d'investissement des régions au BC	Crédit du 1312, 1322, 1382 du BC
Subventions d'investissement des régions aux départements	Crédit du 1312, 1322, 1382 des départements
Subventions d'investissement des départements aux régions	Débit du 20412 des départements
Autres dépenses d'investissement	
Recettes d'investissement hors emprunts	
FCTVA	
Autres dotations et subventions d'équipement	
Subventions d'investissement du BC aux départements	Débit du 20413 du BC
Subventions d'investissement du BC aux régions	Débit du 20412 du BC
Subventions d'investissement des départements au BC	Crédit du 1313, 1323, 1383 du BC
Subventions d'investissement des régions au BC	Crédit du 1312, 1322, 1382 du BC
Subventions d'investissement des régions aux départements	Crédit du 1312, 1322, 1382 des départements

Subventions d'investissement des départements aux régions	Débit du 20412 des départements
Autres recettes d'investissement	
Remboursements d'emprunts du BC aux régions	Débit du 16872 du BC
Remboursements d'emprunts du BC aux départements	Débit du 16873 du BC
Remboursements d'emprunts des régions au BC	Crédit du 27632 du BC
Remboursements d'emprunts des départements au BC	Crédit du 27633 du BC
Remboursements de dette	
Remboursements d'emprunts du BC aux régions	Débit du 16872 du BC
Remboursements d'emprunts du BC aux départements	Débit du 16873 du BC
Remboursements d'emprunts des régions au BC	Crédit du 27632 du BC
Remboursements d'emprunts des départements au BC	Crédit du 27633 du BC
Emprunts	

D2. Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) [a]

(en milliards d'euros)

Comptes et niveaux consolidés	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	2025 / 2024	2025
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**210,68**	**+6,4 %**	**224,10**	**+4,2 %**	**233,42**	**+1,6 %**	**237,08**
Achats et charges externes	51,32	+9,2 %	56,06	+5,9 %	59,34	+2,3 %	60,69
Frais de personnel	75,10	+4,8 %	78,74	+4,5 %	82,29	+2,3 %	84,15
Charges financières	3,96	+27,7 %	5,05	+13,6 %	5,73	-3,1 %	5,56
Dépenses d'intervention	72,65	+4,6 %	76,01	+2,7 %	78,04	+0,6 %	78,53
Autres dépenses de fonctionnement	7,66	+7,6 %	8,25	-2,7 %	8,02	+1,6 %	8,14
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**258,22**	**+3,8 %**	**268,01**	**+2,6 %**	**274,87**	**+2,4 %**	**281,35**
Impôts et taxes	164,88	+3,4 %	170,50	+1,9 %	173,69	+2,4 %	177,91
Concours de l'État	37,21	+1,9 %	37,91	+0,7 %	38,19	+0,4 %	38,33
Subventions reçues et participations	20,58	+6,1 %	21,84	+4,1 %	22,73	-0,9 %	22,52
Ventes de biens et services	25,47	+4,2 %	26,54	+6,4 %	28,24	+5,7 %	29,85
Autres recettes de fonctionnement	10,08	+11,3 %	11,22	+7,1 %	12,02	+5,9 %	12,73
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**47,54**	**-7,6 %**	**43,91**	**-5,6 %**	**41,44**	**+6,8 %**	**44,27**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**72,23**	**+6,9 %**	**77,25**	**+6,8 %**	**82,52**	**+2,2 %**	**84,35**
Dépenses d'équipement	56,24	+8,1 %	60,82	+6,1 %	64,55	+3,4 %	66,75
Subventions d'équipement versées	12,00	+6,5 %	12,78	+6,8 %	13,65	-8,5 %	12,49
Autres depenses d'investissement	3,99	-8,8 %	3,64	+18,5 %	4,32	+18,4 %	5,11
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**26,39**	**+6,9 %**	**28,21**	**+5,7 %**	**29,83**	**-1,5 %**	**29,38**
FCTVA	5,95	+4,6 %	6,22	+9,3 %	6,80	+10,6 %	7,52
Dotations et Subventions d'équipement	14,46	+12,8 %	16,31	+6,6 %	17,39	-9,9 %	15,67
Autres recettes d'investissement	5,98	-5,1 %	5,68	-0,8 %	5,63	+9,9 %	6,19
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**282,91**	**+6,5 %**	**301,35**	**+4,8 %**	**315,94**	**+1,7 %**	**321,43**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**284,61**	**+4,1 %**	**296,22**	**+2,9 %**	**304,70**	**+2,0 %**	**310,73**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+1,70**		**-5,12**		**-11,25**		**-10,70**
Remboursements de dette (8)	18,58	+1,6 %	18,87	+1,7 %	19,18	+2,6 %	19,68
Emprunts (9)	21,86	-3,0 %	21,20	+28,0 %	27,13	+8,6 %	29,47
Flux net de dette = (9)-(8)	+3,29		+2,33		+7,95		+9,79
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**301,49**	**+6,2 %**	**320,22**	**+4,7 %**	**335,13**	**+1,8 %**	**341,11**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**306,47**	**+3,6 %**	**317,42**	**+4,5 %**	**331,83**	**+2,5 %**	**340,20**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+4,99		-2,80		-3,30		-0,91
Dette au 31 décembre (12) [b]	**206,16**	**+1,1%**	**208,50**	**+3,9%**	**216,55**	**+4,7%**	**226,62**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**65,12**	**-7,0%**	**60,59**	**-10,3%**	**54,37**	**-1,8%**	**53,39**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,4%	-2,0 pt	16,4%	-1,3 pt	15,1%	+0,7 pt	15,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,2%	-1,9 pt	9,3%	-1,2 pt	8,1%	+0,6 pt	8,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	79,8%	-2,0 pt	77,8%	+1,0 pt	78,8%	+1,8 pt	80,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	+ 0,4 an	4,7 ans	+ 0,5 an	5,2 ans	- 0,1 an	5,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [c]	113 j.	- 14,1 j.	99 j.	- 13,7 j.	85 j.	- 2,8 j.	82 j.

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

D3 Régionalisé. Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) (a) par région

	Montants en € / habitant						Soldes et ratios comptables		
2025	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionneent	Épargne brute	Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette)	Recettes d'investissement (hors emprunts)	Dette au 31/12	Besoin (+) ou capacité (-) de financement (en € / hab. DGF)	Taux d'épargne brute (EB / RF)	Délai de désendettement (Dette / EB)
France métropolitaine + DOM	**3 425**	**4 064**	**640**	**1 219**	**424**	**3 274**	**-155**	**15,7%**	**5,1 ans**
Auvergne-Rhône-Alpes	3 357	4 125	768	1 376	485	3 090	-123	18,6%	4,0 ans
Bourgogne-Franche-Comté	3 269	3 922	653	1 104	375	2 778	-76	16,6%	4,3 ans
Bretagne	3 088	3 760	672	1 269	377	2 881	-219	17,9%	4,3 ans
Centre-Val de Loire	3 207	3 783	576	1 029	364	2 870	-89	15,2%	5,0 ans
Corse	5 441	6 367	926	1 944	776	5 321	-242	14,5%	5,7 ans
Grand Est	3 203	3 783	580	1 213	514	2 682	-119	15,3%	4,6 ans
Hauts-de-France	3 428	3 976	548	1 059	401	2 996	-110	13,8%	5,5 ans
Ile-de-France (b)	3 349	3 930	581	1 093	348	3 742	-165	14,8%	6,4 ans
Normandie	3 352	4 048	697	1 159	405	2 684	-58	17,2%	3,9 ans
Nouvelle-Aquitaine	3 440	4 099	659	1 205	403	3 273	-143	16,1%	5,0 ans
Occitanie	3 605	4 293	688	1 414	462	3 977	-264	16,0%	5,8 ans
Pays-de-la-Loire	3 070	3 696	626	1 218	356	2 808	-235	16,9%	4,5 ans
PACA	3 960	4 644	684	1 236	380	3 964	-171	14,7%	5,8 ans
Guadeloupe	4 961	5 545	584	1 321	697	2 677	-40	10,5%	4,6 ans
Guyane	3 455	3 749	294	1 601	1 311	1 175	+4	7,8%	4,0 ans
Martinique	4 907	5 317	409	1 573	931	4 139	-233	7,7%	10,1 ans
La Réunion	4 240	4 737	497	1 507	738	4 190	-272	10,5%	8,4 ans
Mayotte	3 467	4 096	629	1 606	735	1 182	-242	15,4%	1,9 ans

	Taux de croissance [c] en 2025 (en %)						Écart [c] 2025 - 2024		
France métropolitaine + DOM	**+1,1%**	**+1,9%**	**+6,3%**	**+1,7%**	**-2,0%**	**+4,1%**	**+9**	**+0,7 pt**	- 0,1 an
Auvergne-Rhône-Alpes	+2,0%	+2,5%	+5,1%	+8,8%	+12,5%	+3,7%	-20	+0,4 pt	- 0,1 an
Bourgogne-Franche-Comté	+2,5%	+2,7%	+3,5%	+2,6%	-3,8%	+2,4%	-21	+0,1 pt	- 0,0 an
Bretagne	+0,2%	+1,8%	+9,6%	+3,1%	-6,3%	+5,7%	-5	+1,3 pt	- 0,2 an
Centre-Val de Loire	+1,3%	+1,6%	+3,2%	+0,7%	-9,5%	+2,9%	-27	+0,2 pt	- 0,0 an
Corse	+3,0%	+3,7%	+8,4%	-7,8%	-16,6%	+4,0%	+81	+0,6 pt	- 0,2 an
Grand Est	+1,8%	+1,8%	+2,0%	+8,2%	+10,1%	+4,4%	-34	+0,0 pt	+ 0,1 an
Hauts-de-France	+1,6%	+2,4%	+7,3%	+4,5%	+0,1%	+3,5%	-8	+0,6 pt	- 0,2 an
Ile-de-France [b]	+0,4%	+2,2%	+14,4%	-1,4%	+1,3%	+4,5%	+94	+1,6 pt	- 0,6 an
Normandie	+1,2%	+1,9%	+4,9%	-4,6%	+3,0%	+2,4%	+100	+0,5 pt	- 0,1 an
Nouvelle-Aquitaine	+0,8%	+2,1%	+9,2%	-5,7%	-12,5%	+2,9%	+70	+1,0 pt	- 0,3 an
Occitanie	+0,2%	+1,2%	+6,7%	+0,0%	-4,1%	+6,4%	+23	+0,8 pt	- 0,0 an
Pays-de-la-Loire	+0,5%	+1,5%	+6,6%	+9,0%	-0,7%	+7,2%	-64	+0,8 pt	+ 0,0 an
PACA	+0,6%	+0,8%	+1,9%	+2,1%	+2,6%	+2,2%	-3	+0,2 pt	+ 0,0 an
Guadeloupe	+0,3%	-0,3%	-4,9%	-10,7%	-32,6%	+2,4%	-209	-0,5 pt	+ 0,3 an
Guyane	+3,5%	-0,8%	-33,3%	-9,2%	-7,9%	+2,1%	-96	-3,8 pt	+ 1,4 an
Martinique	-2,8%	-3,5%	-11,6%	+36,0%	+24,6%	+5,6%	-287	-0,7 pt	+ 1,7 an
La Réunion	+2,9%	-0,1%	-20,3%	-18,3%	-45,4%	+2,2%	-403	-2,7 pt	+ 1,9 an
Mayotte	+7,1%	+5,7%	-1,2%	+17,5%	-16,4%	+26,9%	-391	-1,1 pt	+ 0,4 an

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La source utilisée n'inclut pas Ile-de-France mobilité.

(c) Évolutions des montants par habitant, donc compte tenu de la croissance de la population totale (municipale et comptée à part).

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Insee, recensement de la population.

2E. Estimations 2026 des finances départementales et régionales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

E1. Départements (a)

en milliards d'euros

	2025	2026 / 2025	2026
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**65,08**	**+1,9%**	**66,35**
Achats et charges externes	4,59	+0,5%	4,61
Frais de personnel	14,27	+1,3%	14,45
Charges financières	0,89	+0,4%	0,90
Dépenses d'intervention	44,44	+2,2%	45,43
Autres dépenses de fonctionnement	0,90	+6,1%	0,95
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**68,24**	**+3,3%**	**70,50**
Impôts et taxes	49,54	+4,4%	51,74
- Impôts locaux	3,37	+1,1%	3,40
- Autres impôts et taxes	46,17	+4,7%	48,33
(Dont : DMTO)	*9,96*	*+14,6%*	*11,42*
(TICPE)	*5,00*	*+0,5%*	*5,03*
(TSCA)	*9,39*	*+6,4%*	*9,99*
Concours de l'État	9,61	-0,2%	9,59
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	7,56	+0,2%	7,57
- Autres dotations	0,43	+0,3%	0,43
- Péréquations et compensations fiscales	1,62	-2,0%	1,58
Subventions reçues et participations	6,77	+0,4%	6,80
Ventes de biens et services	0,47	+9,1%	0,51
Autres recettes de fonctionnement	1,85	+0,6%	1,86
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**3,16**	**+31,7%**	**4,16**
Épargne nette = (3)-(8)	**-0,54**		**0,45**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**13,15**	**+2,3%**	**13,45**
Dépenses d'équipement	8,68	+1,3%	8,79
Subventions d'équipement versées	4,14	+3,0%	4,26
Autres dépenses d'investissement	0,33	+22,9%	0,40
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,39**	**+1,5%**	**3,44**
FCTVA	1,09	-4,7%	1,04
Autres dotations et subventions d'investissement	1,71	+5,2%	1,80
Autres recettes d'investissement	0,60	+2,1%	0,61
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**78,23**	**+2,0%**	**79,80**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**71,63**	**+3,2%**	**73,95**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-6,60**		**-5,85**
Remboursements de dette (8)	3,70	+0,1%	3,70
Emprunts (9)	8,26	-9,1%	7,51
Flux net de dette =(9)-(8)	4,56		3,80
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**81,93**	**+1,9%**	**83,50**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**79,89**	**+2,0%**	**81,45**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	**-2,03**		**-2,05**
Dette au 31/12/N-1	**31,35**	**+5,6%**	**33,11**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**6,21**	**+13,0%**	**7,02**
Ratios			
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	4,6%	+1,3 pt	5,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-0,8%	+1,4 pt	0,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	45,9%	+1,0 pt	47,0%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	9,9 ans	-2,0 ans	8,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	35 j.	+ 4 j.	39 j.

(a) hors départements de la Creuse (23), du Gers (32) et de la Gironde (33) données non disponibles une des deux années

Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets primitifs, Comptes de gestion pour la dette et la trésorerie

E2. Régions et CTU (a)

en milliards d'euros

	2025	2026 / 2025	2026
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**25,61**	**+4,7%**	**26,82**
Achats et charges externes	6,15	+23,2%	7,58
Frais de personnel	4,89	+2,1%	4,99
Charges financières	1,19	-2,1%	1,17
Dépenses d'intervention	13,07	-2,3%	12,77
Autres dépenses de fonctionnement	0,31	+3,0%	0,31
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**30,63**	**+5,1%**	**32,19**
Impôts et taxes	25,11	-2,7%	24,45
- Impôts locaux	-1,33	+17,3%	-1,56
- Autres impôts et taxes	26,44	-1,6%	26,01
(Dont : DMTO)	*0,17*	*+6,4%*	*0,18*
(TICPE)	*6,11*	*+4,1%*	*6,36*
(TSCA)	*0,15*	*+12,5%*	*0,16*
Concours de l'État	1,77	+53,2%	2,71
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,30	+376,8%	1,45
- Autres dotations	1,04	+1,0%	1,05
- Péréquations et compensations fiscales	0,43	-50,6%	0,21
Subventions reçues et participations	2,30	+1,9%	2,35
Ventes de biens et services	1,04	+20,4%	1,25
Autres recettes de fonctionnement	0,41	+248,4%	1,44
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**5,02**	**+6,9%**	**5,37**
Épargne nette = (3)-(8)	**2,14**		**2,35**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**14,91**	**-0,8%**	**14,79**
Dépenses d'équipement	4,59	-1,2%	4,54
Subventions d'équipement versées	9,50	-3,2%	9,20
Autres dépenses d'investissement	0,82	+28,4%	1,05
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**6,51**	**-6,9%**	**6,06**
FCTVA	0,53	+3,2%	0,55
Autres dotations et subventions d'investissement	4,76	-11,3%	4,22
Autres recettes d'investissement	1,22	+5,9%	1,29
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**40,52**	**+2,7%**	**41,61**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**37,14**	**+3,0%**	**38,25**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-3,38**		**-3,36**
Remboursements de dette (8)	2,88	+4,9%	3,02
Emprunts (9)	6,32	+0,1%	6,33
Flux net de dette =(9)-(8)	3,44		3,31
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**43,40**	**+2,8%**	**44,63**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**43,47**	**+2,6%**	**44,58**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	**0,06**		**-0,05**
Dette au 31/12/N-1 (12)	**37,10**	**+4,1%**	**38,61**
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**0,26**	**+53,0%**	**0,40**
Ratios			
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,4%	+0,3 pt	16,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,0%	+0,3 pt	7,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	121,1%	-1,2 pt	120,0%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	7,4 ans	-0,2 ans	7,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) (c)	4 j.	+ 2 j.	5 j.

(a) hors région Guadeloupe, données non disponibles une des deux années

Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets primitifs, Comptes de gestion pour la dette et la trésorerie

2F. Les dépenses des collectivités locales ventilées par fonction

1. Introduction - champ couvert

Les annexes précédentes décomposent les dépenses selon leur nature : achats et charges externes, frais de personnel, charges financières, dépenses d'intervention, autres charges, pour les dépenses de fonctionnement ; dépenses d'équipement, subventions d'équipement et autres dépenses, pour les investissements.

On décompose ici les dépenses de fonctionnement et d'investissement selon leur ventilation par fonction (santé, culture, transports etc.), pour les collectivités qui sont tenues de présenter cette ventilation : les régions et les CTU, les départements, toutes les métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération, les communautés de communes ayant au moins une commune de 3 500 habitant ou plus, et enfin toutes les communes de 3 500 habitants ou plus.

Certaines dépenses sont toutefois dites "non ventilables," notamment les opérations financières ; c'est pourquoi nous avons présenté en une ligne séparée les charges financières des dépenses de fonctionnement (les remboursements de dette sont traditionnellement exclus des dépenses d'investissement, nous ne les rapportons pas ici non plus). En complément des dépenses des collectivités qui présentent cette ventilation, nous publions le total des dépenses des collectivités "hors champ", c'est-à-dire celles qui ne présentent pas obligatoirement de ventilation fonctionnelle dans leurs comptes : les communes de moins de 3 500 habitants, et les communautés de communes n'ayant que des communes de moins de 3 500 habitants. Cela permet de retrouver le total des dépenses publiées dans les autres annexes, et de mesurer le poids que représentent les collectivités qui ventilent leurs dépenses, tant en nombre de collectivités (9,2 % des communes et 69,5 % des groupements à fiscalité propre ventilent leurs dépenses par fonction en 2021), qu'en montant dépensé, hors charges financières (77,4 % des dépenses des communes, et 94,4 % de celles des GFP sont ventilés par fonction).

2. Une présentation commune à tous les niveaux de collectivités

Chaque instruction comptable et budgétaire a sa propre ventilation fonctionnelle des dépenses, plus ou moins détaillée en fonction des compétences attribuées. Par exemple, la M14 (bloc communal) détaille davantage les dépenses culturelles et sportives que la M52 (départements), qui se penche plus sur les dépenses sociales, ou que la M71 (régions) qui propose davantage de détail pour les dépenses de transports.

Nous proposons ici une nomenclature commune aux trois niveaux de collectivités, en 9 groupes et 34 agrégats : Services généraux (4 agrégats), Sécurité et salubrité publiques (1 agrégat), Enseignement-formation-apprentissage (5 agrégats), Culture-sport-vie sociale (4 agrégats), Santé-action sociale (3 agrégats), Aménagement des territoires-habitat (3 agrégats), Environnement (4 agrégats), Transports-routes-voirie (5 agrégats), Action économique (5 agrégats), à laquelle nous avons ajouté la ventilation propre à l'exercice 2021 concernant le plan de relance (crise sanitaire), regroupée ici en un seul agrégat. Les tableaux de correspondance entre les nomenclatures M14, M52, M71 et cette nomenclature commune de diffusion sont présentés dans le fichier de l'annexe 2F disponible en ligne. La ventilation de l'ensemble des collectivités locales est présentée selon ces 9 groupes et 35 agrégats *(tableau F5)*.

Pour les tableaux relatifs à chaque niveau de collectivité, on souhaite en revanche profiter des détails supplémentaires disponibles dans chaque nomenclature. Mais l'apparition récente de la nomenclature M57, transversale à tous les niveaux de collectivités, et qui se généralise progressivement à l'ensemble des collectivités, bouscule un peu les présentations habituelles. Par exemple, la M14 distingue les sports et la culture, tandis que la M57 les regroupe. Les importantes dépenses de "services communs" relatifs à ce groupe en M57 ne peuvent alors plus se décomposer entre, d'une part, la culture, et d'autre part, les sports. De même, la façon de séparer les dépenses relatives à l'aménagement du territoire, à l'habitat, et aux transports n'est pas du tout la même en M57 qu'en M14. Réciproquement, la M57 introduit de nombreuses innovations, qui ne sont pas ajoutées dans les autres nomenclatures : égalité entre hommes et femmes (fonction 341, au sein de sa fonction 3 : Culture-vie sociale-jeunesse-sports et loisirs), art public (fonction 513, au sein de sa fonction 5 : Aménagement du territoire), etc. Dès lors, tant que l'ensemble des collectivités n'a pas adopté la M57, on ne peut pas

commenter la progression de ces dépenses, car leur évolution est chaque année, pour partie, due à la généralisation de la M57 (qui permet désormais de les identifier précisément, alors qu'elles étaient, avant la M57, enregistrées ailleurs, par exemple en "Administration générale" (fonction 020 en M14), ou en "Opérations non ventilables" (fonction 01). Les différentes décompositions proposées dans les annexes F1 à F4, propres à chaque niveau de collectivités, ont alors pour but de ventiler au mieux les dépenses selon leurs différentes compétences, tout en respectant un regroupement commun à tous ces niveaux de collectivités. Par exemple, le groupe "Sécurité et salubrité publiques" ne comporte qu'un unique agrégat dans l'annexe F5 de l'ensemble des collectivités, car la M71 ne distingue rien d'autre que la fonction "Sécurité" (elle ne distingue pas les dépenses relatives aux incendies et secours, ou à l'hygiène publique, car les régions n'ont pas ces compétences). Pour l'ensemble des collectivités, on ne peut donc pas aller plus finement que le groupe "Sécurité" ; mais les annexes relatives aux communes et à leurs groupements (tableaux F1 et F2) détaillent ce groupe en 5 agrégats (services communs, police-sécurité-justice, incendie et secours, hygiène et salubrité publiques, autres interventions de protection des personnes et des biens), et celle sur les départements (F3) le détaille en 2 agrégats (incendie et secours, autres).

3. Rapporter les dépenses à une population correspondant au champ couvert, qui peut varier fortement d'une année d'une l'autre

Les séries rétrospectives depuis 2013, date de disponibilité de la ventilation fonctionnelle dans les comptes de gestion produits par la DGFIP, sont présentées, en supplément, dans les fichiers disponibles en ligne. Chaque année, on propose également, en regard des montants des dépenses, les populations correspondant au champ couvert cette année-là. En effet, le champ relatif à chaque niveau de collectivités peut varier selon les changements de statuts des collectivités : par exemple, la Martinique et la Guyane deviennent des CTU en 2016 et acquièrent des compétences régionales ; nous les regroupons alors à partir de 2016 avec les régions. Les dépenses des départements chutent de ce fait, et rapporter ces dépenses des départements à leur population, qui diminue aussi sur le champ réduit aux seuls départements, permet de comparer 2016 aux années antérieures. Le champ couvert par les ventilations fonctionnelles peut aussi varier selon la taille de la collectivité : les nombreux regroupements d'EPCI en 2017 ont diminué le nombre d'EPCI ne regroupant que des communes de moins de 3500 habitants, et le champ couvert par la ventilation fonctionnelle s'est alors considérablement élargi. Il faut donc surtout comparer d'une année sur l'autre les dépenses par habitant, et pas seulement les dépenses en euros.

Pour présenter un panorama le plus complet possible des dépenses par fonction, nous présentons aussi selon notre nouvelle décomposition en 9 groupes les dépenses enregistrées, d'une part, par les budgets annexes, et, d'autre part, par les syndicats. La correspondance entre les codes d'activité enregistrés dans les comptes de gestion et la nouvelle nomenclature unique de diffusion est précisée en note du tableau sur les syndicats *(tableau F6)*. Elle diffère un peu de celle élaborée jusqu'alors dans les éditions précédentes du rapport. Là aussi, les sériés depuis 2013 sont disponibles en supplément dans la version en ligne de l'annexe 2F. En revanche, comme pour l'annexe 2F5 portant sur l'ensemble des dépenses ventilées par fonction, la population n'est pas indiquée, n'ayant pas la même pertinence que pour les tableaux par niveaux de collectivités : une partie des collectivités couvre l'ensemble de la population, comme les régions et CTU, ou les budgets annexes, et une autre partie sur un champ partiel, comme le bloc communal.

F1. Communes de 3 500 habitants ou plus

F1. Communes de 3 500 habitants ou plus *en millions d'euros*

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	**21 129**	**4 423**	**25 552**	**532**	**29,0%**	**+3,1%**
Opérations non ventilables	805	889	1 694	35	1,9%	+16,5%
Administration générale	19 671	3 456	23 127	481	26,2%	+2,4%
Conseils, assemblée locale	611	73	684	14	0,8%	+0,1%
Coopération décentralisée et actions	43	4	47	1	0,1%	-0,0%
Sécurité et salubrité publiques	**3 409**	**419**	**3 828**	**80**	**4,3%**	**+1,7%**
Services communs (sécurité)	206	42	247	5	0,3%	+4,0%
Police, sécurité, justice	2 042	274	2 316	48	2,6%	+3,5%
Incendie et secours	788	55	843	18	1,0%	-1,4%
Hygiène et salubrité publique	131	18	149	3	0,2%	+4,5%
Autres interventions de protection civile	242	30	273	6	0,3%	-6,3%
Enseignement, formation et apprentissage	**10 832**	**3 575**	**14 407**	**300**	**16,3%**	**+2,1%**
Services communs (enseignement)	1 475	321	1 797	37	2,0%	+3,7%
Enseignement du premier degré	5 499	2 867	8 366	174	9,5%	+1,4%
Enseignement du second degré	86	26	112	2	0,1%	-1,4%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	153	23	177	4	0,2%	-6,1%
Hébergement et restauration scolaires	3 064	298	3 362	70	3,8%	+3,1%
Autres services annexes de l'enseignement	554	40	594	12	0,7%	+5,1%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**11 583**	**4 689**	**16 272**	**339**	**18,4%**	**+4,1%**
Services communs et vie sociale	1 514	228	1 742	36	2,0%	+3,9%
Culture	4 480	1 526	6 006	125	6,8%	+4,7%
dont : expression et action culturelles	*2 788*	*576*	*3 365*	*70*	*3,8%*	*+3,4%*
: conservation et diffusion du patrimoine	*1 691*	*950*	*2 641*	*55*	*3,0%*	*+6,5%*
Sports	2 510	2 598	5 108	106	5,8%	+4,1%
Jeunesse et loisirs	3 079	337	3 416	71	3,9%	+2,9%
Santé, action sociale	**8 769**	**721**	**9 490**	**197**	**10,8%**	**+2,7%**
Services communs (y compris APA et RSA)	613	22	635	13	0,7%	+1,7%
Santé	550	127	677	14	0,8%	+3,7%
Action sociale (hors APA et RSA)	7 606	572	8 178	170	9,3%	+2,6%
dont : services communs action sociale	*1 873*	*79*	*1 952*	*41*	*2,2%*	*+3,0%*
: famille et enfance	*4 118*	*358*	*4 477*	*93*	*5,1%*	*+2,6%*
: personnes âgées	*350*	*39*	*390*	*8*	*0,4%*	*-3,3%*
: personnes handicapées	*336*	*41*	*377*	*8*	*0,4%*	*+2,2%*
: autres interventions sociales	*928*	*55*	*983*	*20*	*1,1%*	*+5,0%*
Aménagement des territoires et habitat	**4 969**	**4 759**	**9 728**	**202**	**11,0%**	**+2,0%**
Services communs et sécurité	151	48	199	4	0,2%	-27,0%
Aménagement des territoires	4 591	4 158	8 749	182	9,9%	+2,5%
dont : espaces verts urbains	*2 187*	*800*	*2 988*	*62*	*3,4%*	*+5,9%*
: éclairage public	*557*	*506*	*1 063*	*22*	*1,2%*	*-5,0%*
: autres aménagements urbains et ruraux	*1 847*	*2 852*	*4 699*	*98*	*5,3%*	*+2,1%*
Habitat	227	552	779	16	0,9%	+7,6%
Environnement	**2 148**	**416**	**2 564**	**53**	**2,9%**	**+1,0%**
Services communs et actions transversales	276	116	392	8	0,4%	+1,6%
Collecte et traitement des déchets	677	28	705	15	0,8%	-4,1%
Propreté urbaine	963	67	1 030	21	1,2%	+3,2%
Actions en matière de gestion des eaux	89	76	165	3	0,2%	-9,4%
Autres actions environnementales	143	128	271	6	0,3%	+14,5%
Transports, routes et voiries	**2 182**	**3 214**	**5 396**	**112**	**6,1%**	**+5,0%**
Services communs (transports)	44	11	56	1	0,1%	+5,8%
Transports scolaires	59	2	61	1	0,1%	-4,9%
Transports publics (hors scolaire)	655	83	738	15	0,8%	-5,2%
Routes et voiries	1 390	2 997	4 387	91	5,0%	+7,1%
Infrastructures de transport	34	120	154	3	0,2%	+3,0%
Action économique	**629**	**335**	**964**	**20**	**1,1%**	**+2,7%**
Services communs (y compris R & D)	299	122	421	9	0,5%	+1,6%
Foires et marchés	40	47	87	2	0,1%	+20,6%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	21	18	39	1	0,0%	+8,0%
Industrie, commerce et artisanat	122	90	212	4	0,2%	-0,1%
Développement touristique	147	59	205	4	0,2%	+0,5%
TOTAL (communes >= 3 500 h.)	**65 650**	**22 551**	**88 202**	**1 835**	**100,0%**	**+2,9%**
Charges financières (communes >= 3 500 h.)	1 343			28		-4,0%
Communes hors champ (< 3500 habitants)	17 050	9 267	26 317	1 244		+2,9%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

La Ville de Paris est considérée comme une commune.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des communes : communes de 3500 habitants ou plus.

F2. Métropoles, communautés urbaines (CU), communautés d'agglomération (CA), communautés de communes (CC) ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus

GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus *en millions d'euros*

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	**8 028**	**2 085**	**10 113**	**156**	**22,4%**	**+0,4%**
Opérations non ventilables	625	460	1 085	17	2,4%	-36,3%
Administration générale	7 123	1 608	8 731	135	19,3%	+8,1%
Conseils, assemblée locale	244	1	245	4	0,5%	+1,7%
Coopération décentralisée et actions	36	16	52	1	0,1%	+1,2%
Sécurité et salubrité publiques	**1 596**	**85**	**1 681**	**26**	**3,7%**	**+2,6%**
Services communs (sécurité)	33	19	51	1	0,1%	+4,2%
Police, sécurité, justice	96	14	110	2	0,2%	+8,5%
Incendie et secours	1 418	33	1 451	22	3,2%	+2,4%
Hygiène et salubrité publique	23	7	30	0	0,1%	+11,4%
Autres interventions de protection civile	27	11	37	1	0,1%	-13,2%
Enseignement, formation et apprentissage	**857**	**461**	**1 317**	**20**	**2,9%**	**+1,1%**
Services communs (enseignement)	134	13	147	2	0,3%	-1,3%
Enseignement du premier degré	202	134	336	5	0,7%	+5,1%
Enseignement du second degré	72	55	127	2	0,3%	-18,3%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	136	217	353	5	0,8%	+3,2%
Hébergement et restauration scolaires	246	32	279	4	0,6%	+4,1%
Autres services annexes de l'enseignement	67	10	77	1	0,2%	+9,1%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**4 239**	**1 703**	**5 943**	**92**	**13,1%**	**+5,1%**
Services communs et vie sociale	284	30	314	5	0,7%	-5,6%
Culture	1 966	588	2 554	39	5,6%	+8,2%
dont : expression et action culturelles	*1 284*	*283*	*1 567*	*24*	*3,5%*	*+7,8%*
: conservation et diffusion du patrimoine	*682*	*305*	*987*	*15*	*2,2%*	*+8,9%*
Sports	1 386	1 004	2 390	37	5,3%	+3,4%
Jeunesse et loisirs	603	82	685	11	1,5%	+5,2%
Santé, action sociale	**2 788**	**296**	**3 083**	**48**	**6,8%**	**+5,1%**
Services communs (y compris APA et RSA)	453	8	461	7	1,0%	-0,4%
Santé	119	82	201	3	0,4%	+20,7%
Action sociale (hors APA et RSA)	2 216	206	2 421	37	5,4%	+5,1%
dont : services communs action sociale	*302*	*24*	*326*	*5*	*0,7%*	*+5,4%*
: famille et enfance	*1 222*	*140*	*1 363*	*21*	*3,0%*	*+4,1%*
: personnes âgées	*162*	*11*	*173*	*3*	*0,4%*	*+5,4%*
: personnes handicapées	*297*	*3*	*299*	*5*	*0,7%*	*+10,0%*
: autres interventions sociales	*233*	*28*	*261*	*4*	*0,6%*	*+4,8%*
Aménagement des territoires et habitat	**2 089**	**3 294**	**5 383**	**83**	**11,9%**	**+9,3%**
Services communs et sécurité	208	106	314	5	0,7%	+190,3%
Aménagement des territoires	1 590	2 281	3 871	60	8,6%	+5,7%
dont : espaces verts urbains	*319*	*108*	*427*	*7*	*0,9%*	*+8,3%*
: éclairage public	*221*	*217*	*437*	*7*	*1,0%*	*+0,6%*
: autres aménagements urbains et ruraux	*1 051*	*1 957*	*3 008*	*46*	*6,6%*	*+6,1%*
Habitat	291	907	1 199	19	2,6%	+3,8%
Environnement	**6 492**	**1 478**	**7 970**	**123**	**17,6%**	**+2,7%**
Services communs et actions transversales	349	103	453	7	1,0%	+6,6%
Collecte et traitement des déchets	4 500	475	4 974	77	11,0%	+2,0%
Propreté urbaine	615	43	658	10	1,5%	+1,1%
Actions en matière de gestion des eaux	781	558	1 340	21	3,0%	+3,9%
Autres actions environnementales	246	299	545	8	1,2%	+6,0%
Transports, routes et voiries	**3 178**	**3 817**	**6 995**	**108**	**15,5%**	**+7,5%**
Services communs (transports)	184	42	226	4	0,5%	-8,1%
Transports scolaires	208	1	209	3	0,5%	-1,2%
Transports publics (hors scolaire)	1 657	615	2 273	35	5,0%	+12,9%
Routes et voiries	1 058	2 827	3 885	60	8,6%	+6,8%
Infrastructures de transport	71	331	402	6	0,9%	+0,1%
Action économique	**1 576**	**1 180**	**2 756**	**43**	**6,1%**	**+3,2%**
Services communs (y compris R & D)	942	886	1 828	28	4,0%	+3,3%
Foires et marchés	71	57	127	2	0,3%	+15,6%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	41	36	77	1	0,2%	+7,7%
Industrie, commerce et artisanat	41	66	107	2	0,2%	+19,7%
Développement touristique	481	135	616	10	1,4%	-1,9%
Plan de relance (crise sanitaire)						
TOTAL (GFP dans le champ)	**30 843**	**14 398**	**45 241**	**699**	**100,0%**	+4,1%
Charges financières (GFP dans le champ)	746			12		-3,2%
GFP hors champ	1 963	621	2 583	571		+1,7%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des GFP (donc hors communes isolées).
Champ : GFP ayant au moins une commune de 3500 habitants ou plus. La métropole de Lyon est considérée comme un GFP.

F3. Départements

en millions d'euros

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	**5 964**	**953**	**6 917**	***107***	**9,0%**	**-4,2%**
Opérations non ventilables	238	106	345	*5*	0,4%	-17,1%
Administration générale	5 417	845	6 261	*97*	8,1%	-3,5%
Conseils, assemblée locale	212	0	212	*3*	0,3%	-0,4%
Coopération décentralisée et actions internationales	97	2	99	*2*	0,1%	-3,5%
Sécurité et salubrité publiques	**3 181**	**236**	**3 417**	***53***	**4,4%**	**+1,7%**
Incendie et secours	3 092	213	3 305	*51*	4,3%	+1,6%
Autres sécurité et salubrité	89	23	112	*2*	0,1%	+4,1%
Enseignement, formation et apprentissage	**3 912**	**2 610**	**6 522**	***101***	**8,5%**	**-2,1%**
Services communs	578	8	586	*9*	0,8%	-7,9%
Enseignement du premier degré	2	90	92	*1*	0,1%	+10,1%
Enseignement du second degré	3 118	2 412	5 531	*86*	7,2%	-1,3%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	102	70	171	*3*	0,2%	-12,4%
Autres services annexes de l'enseignement	112	30	143	*2*	0,2%	-3,2%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**1 434**	**620**	**2 054**	***32***	**2,7%**	**-10,4%**
Services communs et vie sociale	416	28	445	*7*	0,6%	-2,9%
Culture	682	344	1 026	*16*	1,3%	-9,0%
Sports	267	228	495	*8*	0,6%	-18,0%
Jeunesse et loisirs	69	19	88	*1*	0,1%	-14,5%
Santé, action sociale	**46 878**	**466**	**47 344**	***733***	**61,5%**	**+2,0%**
Santé (y c. PMI et planification familiale)	1 017	43	1 060	*16*	1,4%	-1,9%
Action sociale (hors APA et RSA)	28 139	405	28 544	*442*	37,1%	+3,0%
dont : services communs action sociale	*2 885*	*120*	*3 004*	*46*	*3,9%*	*+0,7%*
: famille et enfance	*11 286*	*99*	*11 384*	*176*	*14,8%*	*+2,8%*
: personnes âgées	*2 542*	*129*	*2 670*	*41*	*3,5%*	*+0,7%*
: personnes handicapées	*10 806*	*33*	*10 839*	*168*	*14,1%*	*+4,7%*
: autres interventions sociales	*621*	*25*	*646*	*10*	*0,8%*	*-0,2%*
Personnes dépendantes (APA)	7 030	0	7 030	*109*	9,1%	-0,8%
dont : services communs APA	*153*		*153*	*2*	*0,2%*	*+1,6%*
: à domicile	*4 453*	*0*	*4 453*	*69*	*5,8%*	*+4,2%*
: versée aux bénéficiaires en établissement	*206*	*0*	*206*	*3*	*0,3%*	*-5,8%*
: versée aux établissements	*2 218*		*2 218*	*34*	*2,9%*	*-9,4%*
RSA et RMI	10 692	18	10 710	*166*	13,9%	+1,8%
dont : RSA-insertion sociale	*649*	*6*	*655*	*10*	*0,9%*	*+12,3%*
: RSA-insertion professionnelle	*506*	*2*	*508*	*8*	*0,7%*	*-8,0%*
: RSA-allocations	*9 199*	*0*	*9 199*	*142*	*12,0%*	*+2,0%*
: RSA-autres	*337*	*11*	*348*	*5*	*0,5%*	*-0,5%*
Aménagement des territoires et habitat	**412**	**1 780**	**2 193**	***34***	**2,8%**	**+6,1%**
Services communs et sécurité	127	56	183	*3*	0,2%	-29,2%
Aménagement des territoires	212	1 225	1 437	*22*	1,9%	+9,4%
Habitat	73	499	572	*9*	0,7%	+15,7%
Environnement	**458**	**545**	**1 002**	***16***	**1,3%**	**-9,6%**
Services communs et actions transversales	269	169	438	*7*	0,6%	-8,1%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	7	3	10	*0*	0,0%	-50,6%
Actions en matière de gestion des eaux	73	191	264	*4*	0,3%	-12,4%
Autres actions environnementales	109	182	291	*4*	0,4%	-6,2%
Transports, routes et voiries	**2 949**	**3 607**	**6 556**	***101***	**8,5%**	**-6,3%**
Services communs	554	27	581	*9*	0,8%	+2,7%
Transports scolaires	262	0	262	*4*	0,3%	-4,6%
Transports publics (hors scolaire)	465	181	647	*10*	0,8%	-1,9%
Routes et voiries	1 596	3 152	4 747	*73*	6,2%	-8,3%
dont : voirie départementale	*1 392*	*2 906*	*4 298*	*67*	*5,6%*	*-9,3%*
: autres services	*204*	*245*	*449*	*7*	*0,6%*	*+2,0%*
Infrastructures de transport (gares, ports etc.)	72	247	319	*5*	0,4%	+0,3%
Action économique	**555**	**384**	**939**	***15***	**1,2%**	**-8,1%**
Services communs (y compris R & D)	177	83	261	*4*	0,3%	-10,0%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	172	101	273	4	0,4%	-11,2%
Industrie, commerce et artisanat	15	55	70	1	0,1%	-7,4%
Développement touristique	191	145	336	5	0,4%	-4,0%
TOTAL	**65 744**	**11 201**	**76 945**	***1 190***	**100,0%**	**-0,2%**
Charges financières (fonctionnement)	812		812	*13*		-3,1%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils départementaux : hors Paris, Guyane, Martinique, Corse et communes de la métropole de Lyon.

F4. Régions et CTU

en millions d'euros

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	**3 262**	**1 719**	**4 982**	**72**	**13,1%**	**-15,2%**
Opérations non ventilables	75	32	108	2	0,3%	+60,3%
Administration générale	2 547	248	2 795	41	7,4%	-0,8%
Conseils, assemblée locale	145	0	145	2	0,4%	-1,1%
Coopération décentralisée et actions internationales	495	1 438	1 934	28	5,1%	-32,0%
dont : gestion des fonds européens	*418*	*1 433*	*1 851*	*27*	*4,9%*	*-33,3%*
Sécurité et salubrité publiques	**100**	**43**	**143**	**2**	**0,4%**	**+7,0%**
Enseignement, formation et apprentissage	**8 538**	**3 351**	**11 889**	**172**	**31,4%**	**-2,4%**
Services communs (enseignement)	51	33	84	1	0,2%	-6,7%
Enseignement du premier degré	1	1	2	0	0,0%	-53,3%
Enseignement du second degré	4 339	2 536	6 874	100	18,1%	-0,4%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	3 953	503	4 457	65	11,8%	-5,1%
dont : enseignement supérieur	*108*	*240*	*348*	*5*	*0,9%*	*-2,9%*
: formation professionnelle	*2 326*	*13*	*2 340*	*34*	*6,2%*	*-9,1%*
: apprentissage	*88*	*163*	*251*	*4*	*0,7%*	*-4,7%*
: formation sanitaire et sociale	*1 431*	*87*	*1 518*	*22*	*4,0%*	*+1,0%*
Autres services annexes de l'enseignement	195	278	473	7	1,2%	-5,0%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**816**	**489**	**1 305**	**19**	**3,4%**	**-4,7%**
Services communs et vie sociale	52	7	59	1	0,2%	-5,9%
Culture	551	278	829	12	2,2%	+0,8%
Sports	164	194	358	5	0,9%	-13,9%
Jeunesse et loisirs	48	9	57	1	0,2%	-12,6%
Santé, action sociale	**816**	**94**	**910**	**13**	**2,4%**	**-4,7%**
Services communs (santé, social)	360		360	5	0,9%	-15,1%
Santé	48	72	120	2	0,3%	+5,8%
Action sociale	408	22	430	6	1,1%	+3,1%
Aménagement des territoires et habitat	**122**	**1 200**	**1 322**	**19**	**3,5%**	**+2,0%**
Services communs et sécurité	14	39	53	1	0,1%	-14,8%
Aménagement des territoires	103	1 033	1 136	16	3,0%	+2,0%
Habitat	6	127	133	2	0,4%	+10,1%
Environnement	**267**	**422**	**689**	**10**	**1,8%**	**-5,4%**
Services communs et actions transversales	54	19	73	1	0,2%	-1,6%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	9	32	41	1	0,1%	-3,0%
Actions en matière de gestion des eaux	27	80	107	2	0,3%	-5,5%
Autres actions environnementales	176	291	468	7	1,2%	-6,2%
Transports, routes et voiries	**9 486**	**4 846**	**14 332**	**208**	**37,8%**	**+6,8%**
Services communs (transports)	44	81	124	2	0,3%	-23,9%
Transports scolaires	1 619	2	1 621	24	4,3%	-1,4%
Transports publics (hors scolaire)	7 410	3 268	10 679	155	28,2%	+8,9%
dont : transports ferroviaire de voyageurs	*4 791*	*3 018*	*7 809*	*113*	*20,6%*	*+10,7%*
: autres transports de voyageurs	*2 618*	*211*	*2 830*	*41*	*7,5%*	*+5,0%*
: transports de marchandises	*2*	*39*	*41*	*1*	*0,1%*	*-29,7%*
Routes et voiries	91	514	605	9	1,6%	-6,0%
dont : voirie nationale	*6*	*134*	*140*	*2*	*0,4%*	*-7,2%*
: voirie régionale	*73*	*281*	*355*	*5*	*0,9%*	*+10,1%*
Infrastructures de transport	322	981	1 303	19	3,4%	+12,0%
dont : gares et infrastructures ferroviaires	*34*	*814*	*847*	*12*	*2,2%*	*+17,4%*
: infrastructures portuaires et aéroportuaires	*47*	*152*	*200*	*3*	*0,5%*	*-16,2%*
: liaisons multimodales	*241*	*15*	*256*	*4*	*0,7%*	*+26,1%*
Action économique	**892**	**1 427**	**2 319**	**34**	**6,1%**	**-10,8%**
Services communs (y compris R & D)	404	566	970	14	2,6%	-16,5%
dont : R & D	*177*	*298*	*474*	*7*	*1,3%*	*-24,5%*
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	175	424	599	9	1,6%	+4,0%
Industrie, commerce et artisanat	201	324	525	8	1,4%	-14,7%
Développement touristique	112	113	225	3	0,6%	-8,7%
Total	**24 300**	**13 592**	**37 892**	**549**	**100,0%**	**-1,7%**
Charges financières (fonctionnement)	1 041		1 041	*15*		-4,4%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques, donc hors Mayotte.

F5. Ensemble des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre

en millions d'euros

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	**38 106**	**8 783**	**46 889**	**19,2%**	**-2,2%**
Opérations non ventilables	2 289	1 431	3 721	1,5%	-0,1%
Administration générale	33 936	5 821	39 757	16,3%	-0,4%
Conseils, assemblée locale	1 210	71	1 281	0,5%	-0,4%
Coopération décentralisée et actions internationales	671	1 460	2 131	0,9%	-30,3%
Sécurité et salubrité publiques	**8 119**	**840**	**8 960**	**3,7%**	**+2,2%**
Enseignement, formation et apprentissage	**24 022**	**9 787**	**33 809**	**13,8%**	**-1,2%**
Services communs (enseignement)	2 163	383	2 547	1,0%	-1,2%
Enseignement du premier degré	5 725	2 929	8 654	3,5%	+0,0%
Enseignement du second degré	7 625	5 049	12 674	5,2%	-1,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 350	808	5 158	2,1%	-4,3%
Autres services annexes de l'enseignement	4 159	617	4 776	2,0%	+277,9%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**17 883**	**6 759**	**24 642**	**10,1%**	**-1,1%**
Services communs et vie sociale	2 254	258	2 512	1,0%	+3,0%
Culture	7 490	2 460	9 950	4,1%	-0,8%
Sports	4 408	3 660	8 069	3,3%	-2,7%
Jeunesse et loisirs	3 732	379	4 111	1,7%	-0,8%
Santé, action sociale	**58 954**	**1 473**	**60 427**	**24,8%**	**+5,0%**
Services communs (santé, social)	19 147	40	19 188	7,9%	+332,8%
Santé	1 732	266	1 997	0,8%	+3,1%
Action sociale	38 075	1 166	39 242	16,1%	-23,4%
Aménagement des territoires et habitat	**7 343**	**10 636**	**17 979**	**7,4%**	**+2,7%**
Services communs et sécurité	419	198	618	0,3%	+23,0%
Aménagement des territoires	6 317	8 459	14 776	6,1%	+2,3%
Habitat	606	1 979	2 585	1,1%	+1,3%
Environnement	**9 247**	**2 755**	**12 003**	**4,9%**	**-1,5%**
Services communs et actions transversales	918	403	1 322	0,5%	-0,4%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	6 722	604	7 326	3,0%	+23,5%
Actions en matière de gestion des eaux	953	892	1 845	0,8%	+49,7%
Autres actions environnementales	654	857	1 510	0,6%	-9,6%
Transports, routes et voiries	**17 638**	**14 903**	**32 542**	**13,3%**	**+0,5%**
Services communs	819	185	1 004	0,4%	+16,3%
Transports scolaires	2 156	3	2 159	0,9%	-1,4%
Transports publics (hors scolaire)	10 050	4 069	14 119	5,8%	+6,9%
Routes et voiries	4 120	8 966	13 086	5,4%	-7,4%
Infrastructures de transport	493	1 680	2 174	0,9%	+9,1%
Action économique	**3 644**	**3 226**	**6 869**	**2,8%**	**-6,3%**
Services communs (y compris R & D, foires et marché	1 935	1 663	3 599	1,5%	-2,4%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	398	582	980	0,4%	-1,3%
Industrie, commerce et artisanat	374	523	897	0,4%	-11,8%
Développement touristique	936	458	1 394	0,6%	-4,3%
TOTAL	**184 957**	**59 163**	**244 120**	**100,0%**	**+0,5%**
Charges financières (fonctionnement)	4 023	0	1 853		-53,8%
Communes et GFP hors champ	18 667	9 315	27 982		+57,5%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

F6. - Budgets annexes [(a)]

en millions d'euros

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	1 281	745	2 026	6,8%	-12,5%
Sécurité (incendie)	0	0	1	0,0%	+87,1%
Enseignement, formation et apprentissage	122	13	135	0,5%	+3,3%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	680	173	853	2,9%	+0,9%
Santé, action sociale	1 331	142	1 473	4,9%	+0,1%
Aménagement des territoires et habitat	981	369	1 350	4,5%	+2,9%
Environnement	9 053	5 356	14 408	48,4%	+4,0%
dont : Actions en matière de déchets et propreté urb	4 845	729	5 574	18,7%	+5,3%
: Actions en matière de gestion des eaux	3 892	4 336	8 228	27,6%	+2,2%
: Autres actions envir. (y c. énergie)	315	291	606	2,0%	+19,8%
Transports, routes et voiries	6 204	2 151	8 356	28,1%	+9,9%
Action économique	815	358	1 173	3,9%	+3,7%
Ensemble des activités (b)	**20 469**	**9 307**	**29 776**	**100,0%**	**+3,9%**
Charges financières (fonctionnement)	695		695		-4,3%

(a) Communes, EPCI à fiscalité propre, y compris les EPT de la MGP et la métropole de Lyon, départements, régions et CTU. Y compris les budgets annexes en M22 de ces collectivités.

(b) Voir la note du tableau des syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

F6. - Syndicats [(a)]

en millions d'euros

2025	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	Part dans le budget	Évolution
Services généraux	890	717	1 607	7,3%	-14,3%
Sécurité (incendie)	35	6	41	0,2%	+4,1%
Enseignement, formation et apprentissage	455	75	531	2,4%	+3,6%
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	298	55	354	1,6%	-4,5%
Santé, action sociale	528	24	552	2,5%	-1,9%
Aménagement des territoires et habitat	191	565	756	3,4%	-13,5%
Environnement	8 572	5 755	14 328	65,3%	+5,1%
dont : Actions en matière de déchets	4 775	1 007	5 782	26,4%	+5,5%
: Actions en matière de gestion des eaux	2 460	2 311	4 771	21,8%	+2,6%
: Autres actions envir. (y c. énergie)	1 338	2 437	3 775	17,2%	+8,0%
Transports, routes et voiries	2 180	1 327	3 507	16,0%	+6,4%
Action économique	196	63	258	1,2%	-2,1%
Ensemble des activités (b)	**13 346**	**8 587**	**21 933**	**100,0%**	**+2,4%**
Charges financières (fonctionnement)	577		577		+1,8%

(a) Budgets principaux des syndicats à vocation unique, et ensemble des budgets annexes des syndicats, y compris en M22. Les budgets principaux des SIVOM ne sont pas inclus. Montants non consolidés entre BP et BA.

(b) La ventilation est faite selon le code d'activité de l'établissement, codée dans le fichier des comptes de gestion. Les comptes des budgets annexes, comme ceux des syndicats et ceux des EPL, ne sont pas codés selon la ventilation fonctionnelle utilisée pour ventiler les dépenses des budgets principaux.

Codes d'activités : Services généraux=11, 27, 38, 39, 40 ; Sécurité=26 ; Enseignement=03, 23 ; Culture=07 ; Sports=08 ; Santé-social=05, 06, 31, 32, 33, 50, 51 ; Aménagement des territoires=15, 28, 34, 36 ; Déchets=10 ; Eau=01, OA, OE ; Autres environnement=02, 19, 25, 35 ; Transports=04, 13, 14, 17, 21 ; Action économique=09, 12, 16, 18, 20, 22, 24, 29, 30, 37.

Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

ANNEXE 3

Les collectivités locales ultramarines

SUSAN MOIMBE, ESTELLE LOEUILLE ET ELPHEGE BRISEUL (DGOM),
BENOIT de LAPASSE (DGCL)

Les collectivités territoriales d'outre-mer regroupent deux catégories : les collectivités des départements et régions d'outre-mer (DROM), qui relèvent de l'article 73 de la Constitution, et les collectivités d'outre-mer (COM), qui relèvent de l'article 74 de la Constitution ; la Nouvelle-Calédonie, quant à elle, dispose d'institutions spécifiques en application de l'article 77 de la Constitution.

Présentation des comptes consolidés par habitant

Ce rapport présente les comptes par habitant, sous leur forme consolidée, c'est-à-dire la somme des budgets principaux et des budgets annexes, neutralisée des flux entre les budgets et entre les niveaux de collectivités (cf. annexe 2 pour la méthode de consolidation). La part que représentent les budgets annexes dans l'ensemble des comptes est en effet très différente d'un territoire à l'autre, et comparer les comptes par habitant sans prendre en considération les budgets annexes biaiserait les comparaisons.

Toutes les données portent sur 2025 et sont encore provisoires.

3A. Les finances du secteur communal, des départements, des collectivités territoriales uniques et des régions d'outre-mer

Les départements et les régions de Guadeloupe et de La Réunion, les collectivités territoriales uniques (CTU) de Guyane et de Martinique, le Département de Mayotte, auxquels sont applicables, sauf adaptations éventuelles, les règles de droit commun disposent de recettes relevant du droit commun et de recettes fiscales spécifiques : l'octroi de mer, la taxe sur les carburants et les taxes sur les tabacs et les rhums.

Les recettes des collectivités des départements et régions d'outre-mer présentent des spécificités qui les distinguent des collectivités de métropole. Leurs dépenses sont également marquées par la géographie administrative particulière de ces territoires ainsi que leur contexte social et par des règles spécifiques (système de rémunération spécifique des agents…).

L'octroi de mer et la taxe spéciale de consommation sur les carburants constituent une part significative des recettes des collectivités territoriales dans les départements et régions d'outre-mer. Par décision (UE) 2020/1790 du Conseil du 16 novembre 2020 et (UE) 2021/991 du 7 juin 2021, les autorités françaises ont obtenu des instances européennes la prorogation jusqu'au 31 décembre 2021 de la décision n° 940/2014/UE du Conseil du 17 décembre 2014 qui avait autorisé, à compter du 1er juillet 2015, la reconduction du régime de l'octroi de mer pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion et Mayotte initialement jusqu'au 31 décembre 2020. La décision (UE) 2021/991 du 7 juin 2021 autorise également la reconduction d'un nouveau régime d'octroi de mer jusqu'au 31 décembre 2027.

PART DE L'OCTROI DE MER ET DE LA TAXE SPECIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS DANS LES RECETTES FISCALES

2025	Communes	Départements	Régions	CTU
Guadeloupe	48,8%	5,7%	62,9%	
Martinique	51,9%			25,1%
Guyane	59,2%			37,5%
La Réunion	43,0%	5,9%	57,8%	
Mayotte	69,0%	46,8%		

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion

Le découpage administratif engendre des communes dont la population compte en moyenne plus d'habitants que celles des communes métropolitaines. Les régions de Guadeloupe et de La Réunion sont composées d'un seul département. Depuis le 31 mars 2011, la collectivité départementale de Mayotte exerce les principales compétences dévolues aux départements et régions d'outre-mer. Depuis le 1er janvier 2016, la Guyane et la Martinique se sont dotées d'une collectivité unique exerçant les compétences départementales et régionales.

Ces caractéristiques conduisent à un regard particulier sur les grandes données financières du secteur communal, des départements, des collectivités territoriales uniques et des régions d'outre-mer.

LES COMMUNES DANS LES DOM EN 2025

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	DOM	France métropolitaine	France entière
Nombre de communes	32	34	22	24	17	129	34 746	34 875
Population moyenne des communes	11 987	10 618	13 108	36 723	15 089	16 828	1 895	1 950
Part des communes de 10000 hab et plus	41%	35%	36%	71%	59%	47%	3%	3%
Part de la population vivant dans une commune de 10000 hab et plus	76%	74%	84%	95%	81%	85%	50%	51%

Source : DGCL. Insee (recensement de la population 2022)

L'INTERCOMMUNALITE A FISCALITE PROPRE DANS LES DOM EN 2025

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	DOM	France métropolitaine	France entière
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	3	4	5	5	23	1232	1255
dont - Métropoles *							22	22
- Communautés urbaines							14	14
- Communautés d'agglomération	5	3	1	5	2	16	214	230
- Communautés de communes	1		3		3	7	982	989
Population moyenne d'un EPCI à fiscalité propre	63928	120340	72096	176270	51304	94384	53441	54192

Source : DGCL. Aspic Banatic au 1er janvier 2025,

* y compris métropole de Lyon

3.1 Comptes consolidés des communes des DOM (1/2)

La moyenne métropolitaine mise en regard des moyennes ultramarines constitue un indicateur utile mais cette comparaison doit être réalisée avec une extrême prudence compte tenu des remarques formulées sur les pages précédentes (taille des communes ultramarines notamment).

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	383 569	-0,2%	361 019	+0,1%	288 382	+0,6%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	364 991	+0,0%	290 476	+0,6%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**1 739**	**+2,8%**	**1 697**	**+1,6%**	**1 447**	**+2,9%**
Achats et charges externes	327	+6,3%	270	+3,5%	374	+7,8%
Frais de personnel	1 160	+2,1%	1 084	+2,0%	828	+0,4%
Charges financières	22	-18,4%	27	-7,1%	9	-13,7%
Dépenses d'intervention	180	+1,6%	281	+0,0%	207	+15,3%
Autres dépenses de fonctionnement	50	+12,8%	36	-5,4%	29	-34,3%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**1 952**	**+4,6%**	**1 858**	**-0,1%**	**1 524**	**+0,2%**
Impôts et taxes	1 444	+3,0%	1 417	-0,1%	985	+1,4%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*728*	*+3,1%*	*755*	*+2,6%*	*603*	*+2,2%*
dont : Octroi de mer	*666*	*+3,3%*	*714*	*+2,8%*	*504*	*+0,3%*
Concours de l'État	321	+1,4%	305	+2,1%	404	+3,2%
Subventions reçues et participations	49	-12,1%	50	-32,7%	60	-21,3%
Ventes de biens et services	40	-3,2%	30	+27,8%	37	-28,3%
Autres recettes de fonctionnement	99	+93,9%	58	+25,3%	38	+23,7%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**213**	**+22,8%**	**161**	**-14,5%**	**77**	**-33,2%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**309**	**+5,8%**	**345**	**+13,9%**	**497**	**+17,4%**
Dépenses d'équipement	296	+10,2%	305	+5,5%	493	+18,0%
Subventions d'équipement versées	5	+158,9%	25	+277,0%	0	-95,4%
Autres depenses d'investissement	7	-65,0%	14	+115,5%	3	+25,7%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**192**	**-17,2%**	**196**	**-12,9%**	**371**	**-6,6%**
FCTVA	41	+21,6%	40	-1,0%	57	+14,7%
Dotations et Subventions d'équipement	139	-26,3%	151	-11,3%	275	-17,8%
Autres recettes d'investissement	12	+23,6%	5	-65,0%	39	+196,5%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**2 048**	+3,2%	**2 042**	+3,5%	**1 943**	+6,3%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**2 144**	+2,2%	**2 054**	-1,4%	**1 895**	-1,2%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+97**		**+12**		**-48**	
Remboursements de dette (8)	69	-15,0%	100	+12,7%	27	-18,0%
Emprunts (9)	61	+34,8%	92	+20,3%	9	-17,8%
Flux net de dette = (9)-(8)	-8		-8		-18	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**2 117**	+2,5%	**2 142**	+3,9%	**1 970**	+5,8%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**2 205**	+2,9%	**2 147**	-0,7%	**1 903**	-1,3%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+89		+5		-67	
Dette au 31 décembre (12)	**711**	-0,8%	**892**	-0,4%	**285**	-6,6%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**387**	+23,1%	**353**	+2,9%	**559**	-9,6%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,9%	+1,6 pt	8,7%	-1,5 pt	5,0%	-2,5 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,4%	+2,4 pt	3,3%	-2,1 pt	3,3%	-2,1 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	36,4%	-2,0 pt	48,0%	-0,2 pt	18,7%	-1,4 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,3 ans	- 0,8 ans	5,5 ans	+ 0,8 ans	3,7 ans	+ 1,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	81 j.	+ 13 j.	76 j.	+ 1 j.	141 j.	- 19,5 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.1 Comptes consolidés des communes des DOM (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	881 348	+1,2%	-	-	65 846 255	+0,5%
Population totale [(a)]	891 190	+1,2%	329 208	+2,7%	67 026 091	+0,5%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 746	-0,0%
2025	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**1 524**	**+1,1%**	**816**	**+7,4%**	**1 235**	**+0,7%**
Achats et charges externes	277	+0,4%	156	+14,3%	337	-0,4%
Frais de personnel	966	+1,6%	510	+3,0%	660	+1,7%
Charges financières	27	-15,2%	7	-5,8%	26	-3,6%
Dépenses d'intervention	220	+0,3%	113	+10,1%	162	+0,3%
Autres dépenses de fonctionnement	34	+19,3%	30	+68,2%	50	-0,1%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**1 689**	**-0,7%**	**902**	**+9,4%**	**1 459**	**+1,1%**
Impôts et taxes	1 226	-1,0%	396	-0,6%	937	+0,7%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*517*	*-3,1%*	*280*	*-0,3%*	*0*	*+72,8%*
dont : Octroi de mer	*453*	*-4,2%*	*280*	*-0,3%*	*0*	*-66,9%*
Concours de l'État	298	+3,3%	391	+5,5%	237	+1,8%
Subventions reçues et participations	88	-2,8%	52	+33,5%	62	-2,4%
Ventes de biens et services	49	-7,3%	4	-18,7%	146	+1,2%
Autres recettes de fonctionnement	28	-9,1%	60	+384,8%	77	+6,7%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**165**	**-14,8%**	**87**	**+32,1%**	**224**	**+2,8%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**447**	**-12,5%**	**537**	**+2,4%**	**479**	**+5,9%**
Dépenses d'équipement	404	-13,2%	524	+2,0%	436	+5,2%
Subventions d'équipement versées	14	+30,1%	11	+549,4%	24	+1,7%
Autres depenses d'investissement	29	-16,0%	2	-76,8%	19	+31,0%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**262**	**-17,2%**	**320**	**-17,0%**	**206**	**+6,1%**
FCTVA	65	+2,9%	81	+34,8%	54	+16,0%
Dotations et Subventions d'équipement	163	-24,6%	237	-26,7%	110	-0,6%
Autres recettes d'investissement	34	-9,3%	1	-6,3%	42	+13,6%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**1 971**	-2,3%	**1 353**	+5,4%	**1 714**	+2,1%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**1 952**	-3,3%	**1 222**	+1,0%	**1 665**	+1,7%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-19**		**-131**		**-49**	
Remboursements de dette (8)	118	-12,6%	32	+31,3%	103	+0,8%
Emprunts (9)	171	+83,0%	164	+90,2%	132	+14,2%
Flux net de dette = (9)-(8)	+53		+133		+30	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**2 089**	-3,0%	**1 385**	+5,9%	**1 817**	+2,1%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**2 123**	+0,5%	**1 387**	+6,9%	**1 798**	+2,5%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+34		+2		-19	
Dette au 31 décembre (12)	**1 091**	+3,9%	**491**	+33,5%	**1 076**	+2,1%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**159**	-0,0%	**-96**	+24,7%	**382**	-5,7%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	9,8%	-1,6 pt	9,6%	+1,6 pt	15,3%	+0,3 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	2,8%	-0,7 pt	6,1%	+1,1 pt	8,3%	+0,3 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	64,6%	+2,9 pt	54,4%	+9,8 pt	73,8%	+0,8 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,6 ans	+ 1,2 ans	5,7 ans	+ 0,1 ans	4,8 ans	- 0,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	38 j.	- 0,4 j.	-43 j.	- 6,0 j.	113 j.	- 7,7 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population. Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.2 Comptes consolidés des groupements de communes à fiscalité propre des DOM (GFP) (1/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	383 569	-0,2%	361 019	+0,1%	288 382	+0,6%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	364 991	+0,0%	290 476	+0,6%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	+0,0%	3	+0,0%	4	+0,0%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**536**	**-4,5%**	**609**	**+0,1%**	**436**	**+17,4%**
Achats et charges externes	201	-5,1%	258	-0,1%	260	+9,7%
Frais de personnel	144	+5,1%	186	+5,3%	91	+1,9%
Charges financières	7	+6,0%	8	-13,1%	18	+215,2%
Dépenses d'intervention	150	-1,9%	138	-9,7%	38	+56,1%
Autres dépenses de fonctionnement	34	-35,8%	21	+58,8%	29	+91,6%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**579**	**-11,9%**	**690**	**-1,0%**	**465**	**+3,1%**
Impôts et taxes	425	-5,1%	462	+1,2%	249	+8,3%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*5*	*-4,2%*	*0*	-	*10*	*-10,5%*
dont : Octroi de mer	*0*	-	*0*	-	*0*	-
Concours de l'État	102	-7,5%	110	-12,1%	118	+5,1%
Subventions reçues et participations	36	+5,8%	35	-11,3%	49	-12,8%
Ventes de biens et services	3	-65,1%	41	-8,1%	36	-9,0%
Autres recettes de fonctionnement	13	-76,5%	42	+36,1%	13	-0,4%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**43**	**-55,0%**	**81**	**-8,5%**	**29**	**-63,7%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**111**	**+9,9%**	**278**	**+71,8%**	**215**	**-0,9%**
Dépenses d'équipement	100	+14,7%	206	+41,7%	198	-0,8%
Subventions d'équipement versées	2	+10,6%	12	-6,1%	3	+50,5%
Autres depenses d'investissement	9	-25,4%	60	+1471,3%	15	-7,2%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**46**	**-32,0%**	**210**	**+121,5%**	**188**	**+198,6%**
FCTVA	14	+19,3%	14	+129,0%	33	+99,4%
Dotations et Subventions d'équipement	31	-44,3%	105	+24,9%	137	+233,7%
Autres recettes d'investissement	1	+555,2%	90	+2068,5%	19	+231,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**647**	-2,3%	**887**	+15,2%	**652**	+10,7%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**625**	-13,8%	**900**	+13,7%	**654**	+27,0%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-22**		**+13**		**+2**	
Remboursements de dette (8)	11	-52,6%	29	-0,9%	8	-6,1%
Emprunts (9)	45	#DIV/0!	0	-99,9%	0	-100,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	+34		-29		-8	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**658**	-4,1%	**917**	+14,6%	**659**	+10,4%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**670**	-7,6%	**900**	+11,1%	**654**	+26,2%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+12		-16		-6	
Dette au 31 décembre (12)	**317**	+16,1%	**235**	-10,8%	**133**	-6,0%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**166**	+18,9%	**64**	-29,7%	**317**	-3,8%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	7,5%	-7,2 pt	11,7%	-1,0 pt	6,2%	-11,4 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	5,5%	-5,5 pt	7,5%	-1,0 pt	4,6%	-11,3 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	54,7%	+13,2 pt	34,1%	-3,8 pt	28,6%	-2,8 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	7,3 ans	+ 4,5 ans	2,9 ans	- 0,1 ans	4,6 ans	+ 2,8 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	113 j.	+ 22 j.	38 j.	- 16,3 j.	265 j.	- 58,5 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population. Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2022 valeurs provisoires.

3.2 Les comptes consolidés des groupements de communes à fiscalité propre des DOM (GFP) (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	881 348	+1,2%	-	-	65 839 807	+0,5%
Population totale [(a)]	891 190	+1,2%	329 208	+2,7%	67 019 479	+0,5%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	5	+0,0%	5	+0,0%	1 232	+0,1%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**682**	**+2,6%**	**256**	**+26,7%**	**690**	**+1,4%**
Achats et charges externes	392	+1,1%	102	+48,1%	266	+1,3%
Frais de personnel	135	+2,7%	67	+16,4%	223	+3,3%
Charges financières	21	-10,1%	1	-82,7%	19	-4,5%
Dépenses d'intervention	120	+11,0%	60	+16,5%	148	+1,1%
Autres dépenses de fonctionnement	14	-3,6%	25	+43,1%	35	-3,8%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**797**	**-0,3%**	**317**	**+30,6%**	**860**	**+1,5%**
Impôts et taxes	547	+0,8%	156	+18,9%	454	+2,1%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*7*	*-5,3%*	*0*	-	*0*	*-45,3%*
dont : Octroi de mer	*0*	-	*0*	-	*0*	-
Concours de l'État	109	-1,7%	84	+5,3%	145	-1,1%
Subventions reçues et participations	31	+1,9%	38	-	40	-11,6%
Ventes de biens et services	97	-3,6%	25	-0,0%	179	+4,4%
Autres recettes de fonctionnement	13	-12,8%	13	+115,2%	42	+6,4%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**116**	**-14,3%**	**61**	**+49,4%**	**170**	**+1,6%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**243**	**+4,7%**	**156**	**+9,1%**	**320**	**+9,4%**
Dépenses d'équipement	214	+9,1%	145	+7,0%	259	+9,9%
Subventions d'équipement versées	21	+3,3%	9	+22,7%	42	+8,7%
Autres depenses d'investissement	9	-46,4%	2	+1828,7%	20	+3,9%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**92**	**-25,9%**	**26**	**-72,4%**	**101**	**+1,8%**
FCTVA	17	+16,7%	18	-43,1%	23	+13,0%
Dotations et Subventions d'équipement	65	-28,8%	8	-87,3%	57	-0,5%
Autres recettes d'investissement	10	-45,8%	0	-	20	-3,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**925**	+3,1%	**412**	+19,4%	**1 011**	+3,8%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**889**	-3,7%	**343**	+1,7%	**961**	+1,5%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-35**		**-69**		**-50**	
Remboursements de dette (8)	64	+14,0%	2	-35,0%	70	+2,3%
Emprunts (9)	54	-15,3%	50	-	115	+25,2%
Flux net de dette = (9)-(8)	-10		+48		+46	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**989**	+3,8%	**414**	+18,9%	**1 080**	+3,7%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**944**	-4,5%	**393**	+6,7%	**1 076**	+3,6%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-45		-21		-4	
Dette au 31 décembre (12)	**855**	-2,3%	**121**	+62,3%	**828**	+6,1%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**103**	-27,4%	**48**	+304,9%	**171**	-5,2%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,5%	-2,4 pt	19,3%	+2,4 pt	19,7%	+0,0 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	6,5%	-3,4 pt	18,6%	+3,1 pt	11,7%	-0,0 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	107,2%	-2,2 pt	38,2%	+7,5 pt	96,2%	+4,2 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	7,4 ans	+ 0,9 ans	2,0 ans	+ 0,2 ans	4,9 ans	+ 0,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	55 j.	- 22,8 j.	69 j.	+ 48 j.	91 j.	- 6,3 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population. Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.3 Comptes consolidés du secteur communal des DOM (1/2)

(communes et groupements à fiscalité propre)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population totale (a)	388 197	-0,9%	364 991	-1,2%	290 476	+2,0%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	+0,0%	3	+0,0%	4	+0,0%
2025	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**2 271**	**+1,1%**	**2 302**	**+1,4%**	**1 880**	**+6,0%**
Achats et charges externes	526	+2,2%	527	+2,0%	634	+9,4%
Frais de personnel	1 301	+2,4%	1 268	+2,7%	919	+0,5%
Charges financières	29	-13,7%	34	-8,5%	28	+65,9%
Dépenses d'intervention	331	-0,0%	416	-3,4%	241	+18,5%
Autres dépenses de fonctionnement	84	-13,7%	56	+11,1%	58	-2,1%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**2 527**	**+0,4%**	**2 544**	**-0,2%**	**1 986**	**+0,9%**
Impôts et taxes	1 869	+1,0%	1 879	+0,2%	1 234	+2,8%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	733	+3,1%	755	+2,6%	612	+2,0%
dont : Octroi de mer	666	+3,3%	714	+2,8%	504	+0,3%
Concours de l'État	423	-0,9%	415	-2,1%	522	+3,6%
Subventions reçues et participations	84	-5,3%	82	-25,7%	105	-20,3%
Ventes de biens et services	39	-8,8%	68	+10,9%	73	-15,6%
Autres recettes de fonctionnement	112	+3,7%	100	+29,6%	51	+16,5%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**256**	**-5,0%**	**242**	**-12,6%**	**106**	**-45,6%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**418**	**+7,3%**	**615**	**+34,7%**	**711**	**+11,0%**
Dépenses d'équipement	397	+11,3%	511	+17,6%	691	+11,9%
Subventions d'équipement versées	5	+606,9%	29	+153,6%	1	-65,1%
Autres depenses d'investissement	16	-50,7%	75	+608,2%	18	-2,8%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**237**	**-20,3%**	**398**	**+27,6%**	**558**	**+21,2%**
FCTVA	55	+21,0%	54	+16,3%	89	+35,7%
Dotations et Subventions d'équipement	169	-30,2%	249	+0,8%	410	+9,3%
Autres recettes d'investissement	13	+33,7%	95	+415,9%	58	+206,8%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**2 689**	+2,0%	**2 917**	+6,9%	**2 590**	+7,3%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**2 764**	-1,7%	**2 942**	+2,9%	**2 544**	+4,8%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+75**		**+25**		**-47**	
Remboursements de dette (8)	80	-23,6%	130	+9,3%	35	-15,7%
Emprunts (9)	106	+134,7%	92	-3,0%	9	-38,2%
Flux net de dette = (9)-(8)	+26		-37		-26	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**2 769**	+1,0%	**3 046**	+7,0%	**2 625**	+7,0%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**2 870**	+0,4%	**3 034**	+2,7%	**2 552**	+4,5%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+101		-12		-73	
Dette au 31 décembre (12)	**1 028**	+3,8%	**1 128**	-2,8%	**418**	-6,4%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**553**	+21,8%	**417**	-3,9%	**875**	-7,6%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,1%	-0,6 pt	9,5%	-1,4 pt	5,3%	-4,6 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,0%	+0,4 pt	4,4%	-1,8 pt	3,6%	-4,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	40,7%	+1,3 pt	44,3%	-1,2 pt	21,0%	-1,6 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,0 ans	+ 0,3 ans	4,7 ans	+ 0,5 ans	3,9 ans	+ 1,7 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	89 j.	+ 15 j.	66 j.	- 3,7 j.	170 j.	- 25,1 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.3 Comptes consolidés du secteur communal des DOM (2/2)

(communes et groupements à fiscalité propre)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population totale (a)	891 190	+0,6%	329 208	-	67 026 091	+0,5%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 746	-0,0%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	5	+0,0%	5	+0,0%	1 232	+0,1%
2025	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**2 202**	**+1,6%**	**1 069**	**+11,3%**	**1 895**	**+1,0%**
Achats et charges externes	668	+0,8%	259	+25,7%	596	+0,4%
Frais de personnel	1 098	+1,7%	577	+4,4%	862	+2,1%
Charges financières	48	-13,1%	8	-39,4%	45	-3,9%
Dépenses d'intervention	340	+3,9%	170	+10,9%	307	+0,7%
Autres dépenses de fonctionnement	48	+11,6%	55	+55,6%	85	-1,7%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**2 483**	**-0,5%**	**1 216**	**+14,0%**	**2 288**	**+1,2%**
Impôts et taxes	1 773	-0,4%	552	+4,2%	1 391	+1,1%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	524	-3,1%	284	+1,4%		
dont : Octroi de mer	453	-4,2%	280	-0,3%		
Concours de l'État	408	+1,9%	475	+5,5%	382	+0,6%
Subventions reçues et participations	118	-1,4%	88	+127,2%	99	-6,2%
Ventes de biens et services	142	-4,8%	29	-3,0%	297	+3,1%
Autres recettes de fonctionnement	42	-10,3%	72	+297,0%	119	+6,7%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**281**	**-14,6%**	**147**	**+38,7%**	**394**	**+2,3%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**678**	**-7,9%**	**684**	**+5,6%**	**785**	**+7,2%**
Dépenses d'équipement	618	-6,6%	669	+3,0%	695	+6,9%
Subventions d'équipement versées	23	-6,1%	11	-206,3%	52	+5,1%
Autres depenses d'investissement	37	-25,8%	4	-56,5%	39	+15,8%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**342**	**-21,2%**	**336**	**-26,8%**	**292**	**+4,5%**
FCTVA	83	+5,5%	99	+7,9%	78	+15,1%
Dotations et Subventions d'équipement	216	-28,1%	236	-35,7%	153	-1,4%
Autres recettes d'investissement	44	-21,1%	2	-2,5%	61	+7,9%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**2 880**	-0,8%	**1 753**	+9,0%	**2 680**	+2,7%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**2 825**	-3,6%	**1 553**	+1,7%	**2 580**	+1,6%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-55**		**-200**		**-100**	
Remboursements de dette (8)	182	-4,8%	34	+23,7%	171	+1,5%
Emprunts (9)	226	+43,1%	215	+82,6%	248	+19,1%
Flux net de dette = (9)-(8)	+44		+181		+76	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**3 062**	-1,1%	**1 787**	+9,2%	**2 851**	+2,7%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**3 051**	-1,2%	**1 768**	+7,5%	**2 828**	+2,9%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-11		-19		-23	
Dette au 31 décembre (12)	**1 946**	+1,1%	**612**	+38,3%	**1 904**	+3,8%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**262**		**-47**	-26,9%	**553**	-5,5%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	11,3%	-1,9 pt	12,1%	+2,2 pt	17,2%	+0,2 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	4,0%	-1,5 pt	9,3%	+1,9 pt	9,7%	+0,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	78,4%	+1,3 pt	50,3%	+8,8 pt	83,2%	+2,1 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,9 ans	+ 1,1 ans	4,1 ans	- 0,0 ans	4,8 ans	+ 0,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	43 j.	- 7,2 j.	-16 j.	+ 8 j.	107 j.	- 7,3 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.4 Comptes consolidés des conseils départementaux des DOM

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	383 569	-0,2%	881 348	+1,2%	-	-	61 947 661	+0,6%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	891 190	+1,2%	329 208	+2,7%	63 091 497	+0,5%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**1 837**	**+5,0%**	**1 245**	**+0,5%**	**1 558**	**+0,3%**	**1 035**	**+0,6%**
Achats et charges externes	88	-5,0%	82	-5,9%	256	-4,2%	69	-6,3%
Frais de personnel	367	+2,8%	424	-0,0%	591	-0,7%	233	+0,6%
Charges financières	5	-27,3%	10	+7,0%	8	-24,6%	13	-3,5%
Dépenses d'intervention	1 364	+6,5%	724	+2,0%	693	+11,3%	709	+1,3%
Autres dépenses de fonctionnement	13	+15,5%	6	-33,4%	10	-82,3%	10	+5,7%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**1 881**	**-3,1%**	**1 321**	**-1,8%**	**1 886**	**-3,5%**	**1 139**	**+3,0%**
Impôts et taxes	1 386	-1,6%	779	-1,9%	552	-14,1%	819	+4,3%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	79	+0,1%	46	-0,4%	296	+6,3%	0	+0,0%
dont : Octroi de mer	0	+0,0%	0	+0,0%	179	+12,3%	0	+0,0%
Concours de l'État	368	-0,2%	294	-0,4%	521	-3,2%	148	-1,1%
Subventions reçues et participations	109	-18,9%	234	-1,9%	733	+8,1%	127	+1,3%
Ventes de biens et services	2	+42,2%	7	+9,8%	66	-11,4%	15	-0,2%
Autres recettes de fonctionnement	15	-44,4%	6	-37,4%	14	-35,1%	30	-1,2%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**44**	**-77,2%**	**76**	**-28,4%**	**328**	**-18,3%**	**105**	**+36,0%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**371**	**+4,9%**	**204**	**-15,4%**	**380**	**+10,8%**	**176**	**-9,4%**
Dépenses d'équipement	308	+0,1%	106	-7,8%	292	+19,5%	113	-12,4%
Subventions d'équipement versées	60	+66,1%	90	-22,4%	85	-13,8%	59	-2,3%
Autres depenses d'investissement	3	-66,4%	7	-23,1%	3	-	4	-16,1%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**109**	**-19,9%**	**111**	**+18,1%**	**81**	**-30,1%**	**50**	**-3,0%**
FCTVA	34	-45,6%	20	+19,8%	40	-4,7%	19	+0,3%
Dotations et Subventions d'équipement	71	+1,3%	77	+8,8%	33	-49,0%	24	-11,4%
Autres recettes d'investissement	3	+27,3%	13	+126,2%	8	-15,1%	7	+30,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**2 208**	+5,0%	**1 449**	-2,1%	**1 939**	+2,2%	**1 210**	-1,0%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**1 989**	-4,2%	**1 431**	-0,5%	**1 968**	-5,0%	**1 189**	+2,8%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-219**		**-17**		**+29**		**-21**	
Remboursements de dette (8)	34	+2,4%	56	+17,2%	21	-2,2%	52	+3,6%
Emprunts (9)	52	-	95	-1,2%	0	-	82	-4,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	+17		+39		-21		+30	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**2 242**	+5,0%	**1 505**	-1,5%	**1 960**	+2,1%	**1 263**	-0,8%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**2 041**	-1,7%	**1 527**	-0,5%	**1 968**	-5,0%	**1 271**	+2,3%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-201		+22		+8		+9	
Dette au 31 décembre (12)	**274**	+7,1%	**495**	+7,3%	**171**	-13,2%	**552**	+5,2%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**165**	-53,1%	**42**	-32,4%	**242**	+44,7%	**110**	+13,3%
Ratios								
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	2,3%	-7,6 pt	5,7%	-2,1 pt	17,4%	-3,1 pt	9,2%	+2,2 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	0,5%	-7,7 pt	1,5%	-2,8 pt	16,3%	-3,2 pt	4,6%	+2,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	14,6%	+1,4 pt	37,5%	+3,2 pt	9,0%	-1,0 pt	48,4%	+1,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,3 ans	+ 4,9 ans	6,5 ans	+ 2,2 ans	5,2 ans	+ 0,0 ans	5,3 ans	- 1,5 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	33 j.	- 40,8 j.	12 j.	- 6,0 j.	38 j.	+ 17 j.	39 j.	+ 4 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.5a Comptes consolidés des régions

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		La Réunion		France métropolitaine	
Population municipale	383 569	-0,2%	881 348	+1,2%	65 846 255	+0,5%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	891 190	+1,2%	67 026 091	+0,5%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**618**	**-10,8%**	**671**	**+12,1%**	**347**	**+0,8%**
Achats et charges externes	115	-6,3%	102	+7,4%	106	+16,1%
Frais de personnel	212	+1,0%	196	+3,3%	63	+1,8%
Charges financières	30	-8,3%	31	-13,5%	15	-4,1%
Dépenses d'intervention	247	-19,7%	309	+20,4%	159	-7,6%
Autres dépenses de fonctionnement	14	-30,2%	33	+54,5%	5	+10,8%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**881**	**+2,8%**	**810**	**+2,3%**	**437**	**+2,1%**
Impôts et taxes	638	+1,4%	540	+0,6%	357	+0,8%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*417*	*+0,7%*	*326*	*+0,9%*	*4*	*+1,0%*
dont : Octroi de mer	*261*	*+0,4%*	*163*	*+2,1%*		
Concours de l'État	97	-5,8%	85	-1,3%	20	-7,2%
Subventions reçues et participations	101	+18,0%	156	-3,4%	29	-6,4%
Ventes de biens et services	0	-0,0%	3	-4,3%	20	+74,1%
Autres recettes de fonctionnement	45	+15,1%	26	+513,3%	11	+12,6%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**264**	**+60,2%**	**139**	**-28,2%**	**89**	**+7,5%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**511**	**-31,3%**	**504**	**-38,6%**	**189**	**-7,3%**
Dépenses d'équipement	233	-27,3%	278	+4,0%	47	-3,6%
Subventions d'équipement versées	268	-33,1%	191	-63,2%	124	-13,0%
Autres depenses d'investissement	10	-55,7%	35	-0,4%	18	+43,2%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**359**	**-39,8%**	**294**	**-63,7%**	**79**	**-8,5%**
FCTVA	70	+65,7%	35	-10,3%	8	-3,2%
Dotations et Subventions d'équipement	255	-52,8%	249	-67,0%	61	-11,5%
Autres recettes d'investissement	34	+144,0%	10	-39,2%	10	+9,5%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**1 129**	-21,4%	**1 174**	-17,2%	**536**	-2,2%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**1 240**	-14,6%	**1 104**	-31,1%	**516**	+0,3%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**+111**		**-70**		**-21**	
Remboursements de dette (8)	109	-46,9%	76	-25,5%	37	+6,7%
Emprunts (9)	117	-60,2%	50	-	59	-13,8%
Flux net de dette = (9)-(8)	+7		-25		+22	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**1 238**	-24,6%	**1 250**	-17,8%	**574**	-1,7%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**1 357**	-22,3%	**1 155**	-28,0%	**575**	-1,4%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+118		-95		+1	
Dette au 31 décembre (12)	**1 246**	+0,9%	**1 314**	-3,0%	**542**	+3,7%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**101**	+56,5%	**85**	-27,2%	**3**	-2946,8%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	29,9%	+10,7 pt	17,2%	-7,3 pt	20,5%	+1,0 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	17,5%	+22,4 pt	7,8%	-3,8 pt	11,9%	+0,7 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	141,4%	-2,8 pt	162,1%	-8,8 pt	124,1%	+2,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,7 ans	- 2,8 ans	9,4 ans	+ 2,4 ans	6,1 ans	- 0,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	60 j.	+ 26 j.	46 j.	- 24,8 j.	3 j.	+ 3 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.5b Les comptes consolidés des collectivités territoriales uniques (CTU)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Martinique		Guyane		Mayotte	
Population municipale	361 019	+0,1%	288 382	+0,6%	-	-
Population totale [(a)]	364 991	+0,0%	290 476	+0,6%	329 208	+2,7%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**2 465**	**-7,2%**	**1 597**	**+0,6%**	**1 558**	**+0,3%**
Achats et charges externes	151	-8,8%	286	+12,8%	256	-4,2%
Frais de personnel	716	-1,8%	634	+0,8%	591	-0,7%
Charges financières	64	-23,4%	18	+23,7%	8	-24,6%
Dépenses d'intervention	1 523	-6,9%	629	-1,7%	693	+11,3%
Autres dépenses de fonctionnement	11	-73,8%	30	-40,3%	10	-82,3%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**2 620**	**-6,1%**	**1 782**	**-2,7%**	**1 886**	**-3,5%**
Impôts et taxes	1 936	-2,9%	1 201	+5,1%	552	-14,1%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*593*	*-3,5%*	*525*	*+4,1%*	*296*	*+6,3%*
dont : Octroi de mer	*274*	*+7,5%*	*227*	*+4,0%*	*179*	*+12,3%*
Concours de l'État	530	-4,1%	248	-4,8%	521	-3,2%
Subventions reçues et participations	102	-48,9%	309	-20,4%	733	+8,1%
Ventes de biens et services	31	+20,1%	2	-229,0%	66	-11,4%
Autres recettes de fonctionnement	22	+10,8%	22	-46,4%	14	-35,1%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**155**	**+16,7%**	**185**	**-24,2%**	**328**	**-18,3%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**902**	**+34,8%**	**896**	**-20,6%**	**380**	**+10,8%**
Dépenses d'équipement	357	-4,3%	396	-22,3%	292	+19,5%
Subventions d'équipement versées	539	+82,7%	456	-16,6%	85	-13,8%
Autres depenses d'investissement	6	+407,8%	43	-39,0%	3	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**465**	**+16,9%**	**758**	**-21,6%**	**81**	**-30,1%**
FCTVA	56	+5,4%	88	+6,0%	40	-4,7%
Dotations et Subventions d'équipement	408	+19,2%	646	-25,8%	33	-49,0%
Autres recettes d'investissement	1	-61,7%	23	+91,6%	8	-15,1%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**3 367**	+1,2%	**2 493**	-8,2%	**1 939**	+2,2%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**3 085**	-3,2%	**2 540**	-9,2%	**1 968**	-5,0%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-282**		**+47**		**29**	
Remboursements de dette (8)	222	+10,7%	46	-16,2%	21	-2,2%
Emprunts (9)	467	+58,6%	103	-33,7%	0	-
Flux net de dette = (9)-(8)	+246		+57		-21	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**3 588**	+1,8%	**2 539**	-8,3%	**1 960**	+2,1%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**3 552**	+2,0%	**2 643**	-10,5%	**1 968**	-5,0%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-36		+104		8	
Dette au 31 décembre (12)	**2 862**	+9,4%	**757**	+7,5%	**171**	-13,2%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**72**	-74,1%	**858**	+10,0%	**242**	+44,7%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	5,9%	+1,2 pt	10,4%	-2,9 pt	17,4%	-3,1 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-2,5%	-0,1 pt	7,8%	-2,5 pt	16,3%	-3,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	109,2%	+15,4 pt	42,5%	+4,0 pt	9,0%	-1,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	18,5 ans	- 1,2 ans	4,1 ans	+ 1,2 ans	5,2 ans	+ 0,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	11 j.	- 27,6 j.	196 j.	+ 17 j.	38 j.	+ 17 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.6 Comptes consolidés des syndicats des DOM (1/2)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	383 569	-0,2%	361 019	+0,1%	288 382	+0,6%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	364 991	+0,0%	290 476	+0,6%
Nombre de syndicats (ayant un budget)	12	-7,7%	5	+0,0%	3	+0,0%
2025	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution	Euros par habitant [(a)]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**299**	**-9,3%**	**160**	**+22,9%**	**15**	**+13,9%**
Achats et charges externes	187	-2,4%	63	+22,5%	4	+24,8%
Frais de personnel	96	+2,9%	62	+4,3%	10	+9,0%
Charges financières	1	-11,1%	2	-15,5%	0	-
Dépenses d'intervention	0	-9,5%	1	+13,4%	0	-
Autres dépenses de fonctionnement	14	-66,4%	31	+108,3%	1	+36,6%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**319**	**+0,7%**	**172**	**-6,2%**	**18**	**+16,9%**
Impôts et taxes	86	+10,0%	20	-2,4%	2	-
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*0*	-	*0*	-	*0*	-
dont : Octroi de mer	*0*	-	*0*	-	*0*	-
Concours de l'État	0	-	0	-	0	-73,6%
Subventions reçues et participations	210	+7,7%	134	+8,3%	14	+2,9%
Ventes de biens et services	7	-61,6%	8	+18,2%	2	+5,5%
Autres recettes de fonctionnement	16	-36,2%	11	-67,7%	1	+284,0%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**21**	**-265,9%**	**12**	**-77,1%**	**3**	**+32,7%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**65**	**+26,6%**	**60**	**+56,7%**	**0**	**-53,7%**
Dépenses d'équipement	65	+27,3%	28	-26,5%	0	-53,6%
Subventions d'équipement versées	0	-	0	-77,8%	0	-
Autres depenses d'investissement	0	-59,5%	32	-	0	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**37**	**-43,5%**	**71**	**+58,2%**	**1**	**-35,6%**
FCTVA	14	+59,8%	7	-9,0%	0	-16,4%
Dotations et Subventions d'équipement	22	-62,1%	64	+143,0%	1	-36,8%
Autres recettes d'investissement	2	ns	0	ns	0	-
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**364**	-4,5%	**220**	+30,5%	**15**	+9,8%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**357**	-6,9%	**243**	+6,5%	**19**	+13,4%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-7**		**+24**		**+4**	
Remboursements de dette (8)	6	+18,1%	10	-57,2%	0	-
Emprunts (9)	0	-100,0%	18	-	0	-
Flux net de dette = (9)-(8)	-6		+7		+0	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**370**	-4,2%	**230**	+19,5%	**15**	+9,8%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**357**	-11,1%	**261**	+2,4%	**19**	+13,4%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-13		+31		+4	
Dette au 31 décembre (12)	**129**	-3,8%	**150**	+5,2%	**0**	
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**110**	-9,5%	**92**	+231,2%	**11**	
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	6,4%	+10,3 pt	7,1%	-22,0 pt	18,4%	+2,2 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	4,7%	+10,1 pt	1,0%	-14,8 pt	18,4%	+2,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	40,5%	-1,9 pt	87,0%	+9,4 pt	0,0%	+0,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,3 ans	+ 17,2 ans	12,3 ans	+ 9,6 ans	0,0 ans	+ 0,0 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	134 j.	- 0,3 j.	210 j.	+ 132 j.	265 j.	+ 52 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.6 Comptes consolidés des syndicats des DOM (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	881 348	+1,2%	-	-	65 895 922	+0,5%
Population totale [a]	891 190	+1,2%	329 208	+2,7%	67 077 100	+0,5%
Nombre de syndicats (ayant un budget)	9	+0,0%	4	+0,0%	9 001	-1,5%
2025	Euros par habitant [a]	Évolution	Euros par habitant [a]	Évolution	Euros par habitant [a]	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**142**	**+2,8%**	**146**	**+1,6%**	**207**	**+3,1%**
Achats et charges externes	96	+6,3%	63	+40,7%	110	+1,9%
Frais de personnel	24	-17,9%	73	+12,7%	52	+1,8%
Charges financières	10	+62,1%	6	+22,8%	9	+0,4%
Dépenses d'intervention	1	+34,0%	0	-	17	+6,6%
Autres dépenses de fonctionnement	11	-4,4%	4	-87,1%	19	+13,1%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**143**	**+7,7%**	**173**	**+9,5%**	**270**	**+2,7%**
Impôts et taxes	3	-7,1%	44	+17,4%	34	-0,3%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*0*	-	*0*	-	*0*	-
dont : Octroi de mer	*0*	-	*0*	-	*0*	-
Concours de l'État	0	-44,8%	0	-	1	-1,3%
Subventions reçues et participations	112	+10,6%	73	+29,7%	96	+1,3%
Ventes de biens et services	17	+8,3%	42	-15,8%	110	+4,6%
Autres recettes de fonctionnement	11	-12,6%	14	-3,0%	28	+4,3%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**1**	**-124,0%**	**27**	**+86,7%**	**63**	**+1,3%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**172**	**+65,4%**	**271**	**+55,8%**	**128**	**-0,9%**
Dépenses d'équipement	166	+76,3%	258	+48,7%	111	-1,3%
Subventions d'équipement versées	0	-	0	-	3	-27,8%
Autres depenses d'investissement	7	-26,0%	12	-	14	+12,2%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**41**	**-41,0%**	**221**	**+17,5%**	**52**	**-11,5%**
FCTVA	14	-22,5%	30	+386,5%	4	-3,6%
Dotations et Subventions d'équipement	17	-59,4%	190	+4,2%	36	-16,7%
Autres recettes d'investissement	10	+8,3%	1	-	12	+4,4%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**314**	+29,7%	**417**	+31,3%	**335**	+1,5%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**184**	-9,0%	**395**	+13,8%	**322**	+0,1%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-130**		**-22**		**-13**	
Remboursements de dette (8)	15	+130,9%	7	-1,2%	27	+1,3%
Emprunts (9)	94	-6,8%	47	-	43	+9,9%
Flux net de dette = (9)-(8)	+79		+40		+15	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**330**	+32,4%	**424**	+30,5%	**362**	+1,5%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**278**	-8,3%	**442**	+8,0%	**365**	+1,2%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-52		+18		+3	
Dette au 31 décembre (12)	**436**	+20,6%	**162**	+29,5%	**312**	+5,1%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**57**	-50,4%	**15**	-67,4%	**114**	+1,1%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	0,9%	+4,7 pt	15,8%	+6,5 pt	23,3%	-0,3 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-9,7%	-1,0 pt	11,7%	+7,0 pt	13,1%	-0,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	304,2%	+32,5 pt	93,3%	+14,4 pt	115,7%	+2,7 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	356,7 ans	+ 427,8 ans	5,9 ans	- 2,6 ans	5,0 ans	+ 0,2 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [b]	147 j.	- 158,2 j.	38 j.	- 80,7 j.	201 j.	- 4,0 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.7 Comptes consolidés de l'ensemble des collectivités des DOM (y compris syndicats) (1/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	383 569	-0,2%	361 019	+0,1%	288 382	+0,6%
Population totale [(a)]	388 197	-0,3%	364 991	+0,0%	290 476	+0,6%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
2025	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**4 961**	**+0,3%**	**4 907**	**-2,8%**	**3 455**	**+3,5%**
Achats et charges externes	916	-0,6%	741	+1,0%	924	+10,5%
Frais de personnel	1 976	+2,4%	2 046	+1,1%	1 564	+0,7%
Charges financières	65	-12,5%	101	-18,7%	46	+46,1%
Dépenses d'intervention	1 879	+1,5%	1 921	-6,6%	833	+3,3%
Autres dépenses de fonctionnement	125	-26,9%	98	-9,3%	88	-19,4%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**5 545**	**-0,3%**	**5 317**	**-3,5%**	**3 749**	**-0,8%**
Impôts et taxes	3 980	+0,3%	3 834	-1,4%	2 437	+4,0%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	1 229	+2,1%	1 348	-0,2%	1 137	+3,0%
dont : Octroi de mer	927	+2,5%	988	+4,0%	731	+1,4%
Concours de l'État	887	-1,2%	945	-3,2%	770	+0,8%
Subventions reçues et participations	441	+1,4%	298	-29,2%	392	-21,3%
Ventes de biens et services	49	-23,4%	107	+14,0%	76	-11,7%
Autres recettes de fonctionnement	189	-5,7%	132	+1,9%	73	-13,4%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**584**	**-4,9%**	**409**	**-11,6%**	**294**	**-33,3%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**1 321**	**-10,7%**	**1 573**	**+36,0%**	**1 601**	**-9,2%**
Dépenses d'équipement	1 003	-3,2%	896	+6,0%	1 088	-3,6%
Subventions d'équipement versées	288	-23,6%	565	+88,8%	452	-17,3%
Autres depenses d'investissement	30	-54,9%	112	+860,4%	61	-31,6%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**697**	**-32,6%**	**931**	**+24,6%**	**1 311**	**-7,9%**
FCTVA	173	+8,8%	116	+9,1%	178	+19,1%
Dotations et Subventions d'équipement	472	-44,4%	719	+18,0%	1 051	-15,4%
Autres recettes d'investissement	52	+97,6%	96	+202,5%	82	+161,7%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**6 282**	-2,3%	**6 480**	+4,5%	**5 055**	-0,9%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**6 242**	-5,4%	**6 248**	-0,1%	**5 059**	-2,7%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-40**	-1	**-233**	-5	**4**	-1
Remboursements de dette (8)	229	-34,3%	362	+5,4%	81	-16,0%
Emprunts (9)	274	-23,1%	578	+38,7%	112	-34,1%
Flux net de dette = (9)-(8)	45	+5	216	+2	31	-1
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**6 511**	-3,9%	**6 842**	+4,5%	**5 137**	-1,2%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**6 516**	-6,3%	**6 825**	+2,3%	**5 171**	-3,7%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	5	-1	-17	-1	35	-1
Dette au 31 décembre (12)	**2 677**	+2,4%	**4 139**	+5,6%	**1 175**	-
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**929**	-6,4%	**582**	-21,5%	**1 744**	-
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,5%	-0,5 pt	7,7%	-0,7 pt	7,8%	-3,8 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	6,4%	+1,6 pt	0,9%	-1,3 pt	5,7%	-3,4 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	48,3%	+1,3 pt	77,9%	+6,7 pt	31,3%	+0,9 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	+ 0,3 ans	10,1 ans	+ 1,7 ans	4,0 ans	+ 1,4 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	68 j.	- 4,8 j.	43 j.	- 10,3 j.	184 j.	- 5,5 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3.7 Comptes consolidés de l'ensemble des collectivités des DOM (y compris syndicats) (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	881 348	+1,2%	-	-	65 846 255	+0,5%
Population totale [(a)]	891 190	+1,2%	329 208	+2,7%	67 026 091	+0,5%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 746	-0,0%
2025	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**4 240**	**+2,9%**	**2 768**	**+4,3%**	**3 397**	**+1,0%**
Achats et charges externes	948	+1,4%	577	+11,6%	877	+1,7%
Frais de personnel	1 743	+1,1%	1 242	+2,3%	1 197	+1,8%
Charges financières	99	-7,1%	22	-23,5%	80	-3,4%
Dépenses d'intervention	1 354	+6,6%	859	+11,1%	1 125	+0,0%
Autres dépenses de fonctionnement	98	+15,8%	69	-43,6%	118	+1,5%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**4 737**	**-0,1%**	**3 271**	**+3,0%**	**4 041**	**+1,9%**
Impôts et taxes	3 095	-0,6%	1 148	-5,1%	2 553	+2,0%
dont : Impôts et taxes DOM et Corse	*896*	-1,5%	580	+3,8%	4	+1,1%
dont : Octroi de mer	*616*	-2,6%	459	+4,2%	0	-
Concours de l'État	787	+0,6%	996	+0,8%	543	-0,1%
Subventions reçues et participations	601	+0,5%	889	+15,6%	318	-1,4%
Ventes de biens et services	170	-3,0%	137	-11,2%	441	+5,3%
Autres recettes de fonctionnement	84	+15,8%	101	+83,2%	186	+5,4%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	**497**	**-20,3%**	**503**	**-3,7%**	**645**	**+7,0%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4	**1 507**	**-18,3%**	**1 283**	**+14,4%**	**1 209**	**+2,0%**
Dépenses d'équipement	1 168	+2,6%	1 219	+14,2%	959	+2,9%
Subventions d'équipement versées	254	-57,9%	44	-1,0%	176	-7,5%
Autres depenses d'investissement	86	-17,0%	19	+117,5%	74	+18,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**738**	**-45,4%**	**587**	**-18,6%**	**411**	**+0,3%**
FCTVA	152	-0,2%	170	+20,7%	107	+10,1%
Dotations et Subventions d'équipement	510	-54,2%	406	-28,7%	214	-6,9%
Autres recettes d'investissement	77	-11,5%	11	-0,3%	90	+8,8%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**5 748**	-3,6%	**4 051**	+7,3%	**4 606**	+1,3%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**5 476**	-10,2%	**3 858**	-1,0%	**4 452**	+1,8%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	**-272**	-3	**-193**	-3	**-154**	-0
Remboursements de dette (8)	329	-5,3%	62	+10,6%	285	+2,4%
Emprunts (9)	465	+31,1%	262	-	427	+7,8%
Flux net de dette = (9)-(8)	136	+18	200	+1	142	+0
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**6 077**	-3,7%	**4 113**	+7,3%	**4 891**	+1,4%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**5 941**	-7,9%	**4 120**	+1,0%	**4 879**	+2,3%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-136	-2	7	-1	-12	-1
Dette au 31 décembre (12)	**4 190**	+2,2%	**944**	+23,6%	**3 278**	+4,1%
Trésorerie nette au 31 décembre (13)	**446**	-25,0%	**209**	+40,7%	**773**	-2,0%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,5%	-2,7 pt	15,4%	-1,1 pt	15,9%	+0,7 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	3,5%	-2,3 pt	13,5%	-1,2 pt	8,9%	+0,7 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	88,5%	+2,0 pt	28,9%	+4,8 pt	81,1%	+1,7 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	8,4 ans	+ 1,9 ans	1,9 ans	+ 0,4 ans	5,1 ans	- 0,1 ans
Trésorerie nette en jours de dépenses = (13) / (1) [(b)]	38 j.	- 14,3 j.	28 j.	+ 7 j.	83 j.	- 2,6 j.

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

(b) La trésorerie nette rapportée aux dépenses de fonctionnement exprimée en jour

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population.

3B. Les principales caractéristiques des finances des COM et de la Nouvelle-Calédonie

Les collectivités d'outre-mer (COM) sont constituées de la Polynésie française, du territoire de Wallis-et-Futuna, de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Outre leurs compétences particulières, les COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une autonomie en matière fiscale. En effet, les COM fixent elles-mêmes leurs propres règles fiscales et douanières et perçoivent le produit de cette fiscalité.

• *La Nouvelle-Calédonie* compte une population totale de 271 407 habitants pour une dépense locale totale de 2,4 Md€ en 2024 selon les comptes administratifs.

Depuis 2016, dans un souci de plus grande transparence, le budget de la Nouvelle-Calédonie se décompose en trois budgets distincts :
- un budget propre retrace les flux nécessaires au financement des compétences particulières de la Nouvelle-Calédonie,
- un budget annexe de répartition regroupe les taxes et impôts qui entrent dans l'assiette des dotations aux collectivités : provinces, communes et Nouvelle-Calédonie,
- un budget annexe de reversement centralise les taxes affectées, centimes additionnels et fonds de concours et alimente les divers organismes et collectivités bénéficiant de financements dédiés.

La part des impôts et taxes représente 59,9 % des recettes de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie en 2024. Les principales recettes fiscales sont, par ordre décroissant, la taxe générale sur la consommation (394,4 M€) , l'impôt sur les sociétés (216,6 M€), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (211,4 M€) et la taxe sur les alcools et les tabacs en faveur du secteur sanitaire et social (79,6 M€).

Le budget de la Nouvelle-Calédonie est constitué pour une très large part de recettes qui sont reversées aux provinces, aux communes ainsi qu'à divers organismes locaux. La répartition des recettes fiscales du budget de répartition en faveur des provinces et des communes est encadrée par la loi organique n° 99-209 modifiée. Ainsi, depuis 2014, et conformément à ces dispositions, 68,3 % des recettes issues des impôts, droits et taxes perçus ainsi que des recettes de la régie des tabacs ont été reversés pour 55,5 % aux provinces et pour 16,8 % aux communes.

• La *Polynésie française* compte 48 communes réparties dans cinq archipels, regroupant une population totale de 283 147 habitants suivant le recensement de 2022.
La Polynésie française est une collectivité d'outre-mer dont l'autonomie est régie par l'article 74 de la Constitution. Ce statut lui donne compétence en matière de fiscalité, principale recette de fonctionnement de la collectivité (1 471 M€ soit près de 84 % des recettes réelles de fonctionnement en 2024). La Polynésie française bénéficie également du soutien de l'État, notamment par le versement de la dotation globale d'autonomie (DGA) d'un montant annuel de 90,5 M€.
Une part des recettes fiscales perçues par la Polynésie française (191,6 M€ en 2024) est reversée aux communes par l'intermédiaire du Fonds intercommunal de péréquation, selon des modalités encadrées par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée. L'État contribue également par une dotation globale de fonctionnement (84,1 M€ en 2024) au fonctionnement des communes.

• Le territoire de *Wallis-et-Futuna*, qui bénéficie d'un régime fiscal spécifique qui se caractérise par l'absence d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les bénéfices des sociétés et d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et qui est essentiellement basé sur une fiscalité indirecte, compte une population totale de 11 620 habitants (recensement de 2023) pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 57,4 M€ en 2024, selon le compte administratif du budget principal. Les recettes totales du territoire atteignent 48,5 M€. Les recettes de fonctionnement du budget principal du territoire (46,2 M€ en 2024) sont

issues principalement des recettes douanières (25 M€) et de dotations et subventions de l'État (10,9 M€).

• La collectivité de *Saint-Barthélemy*, qui exerce les compétences d'une commune, d'un département et d'une région, compte une population totale de 10 556 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 140,5 M€ en 2024, selon le compte financier unique.
Les impôts et taxes représentent 78,3 % des recettes totales de fonctionnement de la collectivité. Les principales recettes fiscales sont la taxe départementale de publicité foncière (39,4 M€), les droits de quai (23,3 M€), la taxe de séjour (15,8 M€) et l'impôt sur les sociétés (4,6 M€).

• La collectivité de *Saint-Martin*, qui exerce les compétences d'une commune, d'un département et d'une région, compte une population totale de 32 010 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 251,3 M€ en 2024, selon le compte administratif.
Les impôts et taxes représentent 83 % des recettes totales de fonctionnement de la collectivité. Les principales recettes fiscales sont l'impôt sur les sociétés (18,8 M€), les droits de consommation (16,8 M€), l'impôt sur les revenus (15,7 M€) et la taxe sur les carburants (10,9 M€). Les dotations de l'État (21,6 M€) représentent 12,4 % des recettes totales de fonctionnement.

• La collectivité de *Saint-Pierre-et-Miquelon*, qui exerce les compétences d'un département et d'une région, compte une population totale de 6 041 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 89,4 M€ en 2024, selon le compte financier unique.
Le produit des impôts et taxes constitue 74,5 % des recettes de fonctionnement de la collectivité. Le produit de la fiscalité (34,4 M€) repose principalement sur l'impôt sur le revenu (16,2 M€), les droits de consommation (9,4 M€) et l'impôt sur les sociétés (6,7 M€). Les dotations de l'État (4,3 M€) représentent 9,3 % des recettes totales de fonctionnement.

ANNEXE 4

Les transferts, extensions et créations de compétences

MATHILDE TREVISIOL, ALEXANDRE BARBIER, PAULINE JÉZÉGABEL, BRIEUC BODET, JULIETTE TAYEAU, TRISTAN HÉRAUD (DGCL)

A. Principes applicables en cas de compensation financière aux collectivités territoriales

Conformément à l'article 72-2 (4e alinéa) de la Constitution, modifié par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 : *« Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi. »*
Le Code général des collectivités territoriales complète ces garanties constitutionnelles[19]. Il prévoit un autre cas de compensation financière en cas de surcoûts générés par une modification règlementaire d'une compétence transférée.

1. *Quatre cas d'accroissement des charges pour les collectivités territoriales ouvrent droit à compensation ou à un accompagnement financier de la part de l'État*

- Les transferts de compétences, pour lesquels la compensation financière est intégrale, concomitante, garantie, contrôlée et conforme à l'objectif d'autonomie financière. Conformément à la jurisprudence constitutionnelle[20], l'application du principe de neutralité financière impose d'arrêter le montant alloué par l'État à l'exercice de la compétence transférée au « coût historique », sans obligation de réévaluer dans le temps ce montant en fonction du coût d'exercice des charges transférées (absence de « compensation glissante »).

- Les créations et les extensions de compétences, pour lesquelles le législateur est tenu de prévoir un accompagnement financier dès lors que le nouveau dispositif juridique présente un caractère obligatoire pour les collectivités territoriales. Dans ces deux cas de figure, le transfert de ressources est déterminé par la loi, le législateur disposant d'un pouvoir d'appréciation. L'accompagnement financier, accordé en loi de finances, ne correspond pas à une compensation intégrale à l'euro près[21]. Il appartient au législateur de déterminer le montant des « ressources » attribuées, en veillant à ce qu'elles soient suffisantes afin de ne pas contrevenir au principe de libre administration des collectivités territoriales.

- La modification par voie réglementaire des règles relatives à l'exercice d'une compétence transférée engendrant une augmentation de dépenses. La compensation de l'accroissement net de charges est garantie, à condition que la réforme procède d'une mesure règlementaire, soit obligatoire et qu'elle ne constitue pas une mesure de portée générale, telle que la revalorisation du point d'indice. Le montant de la compensation des charges nouvelles doit alors être égal à la différence entre le coût de la compétence tel qu'il résulte de l'application de la nouvelle norme et le coût de cette même compétence selon les règles antérieurement en vigueur, abstraction faite des effets des décisions librement prises par les collectivités exerçant la compétence. À l'instar des transferts de compétences, les modifications par voie réglementaire des règles relatives à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une compensation intégrale.

[19]. Article L. 1614-1 du CGCT pour les transferts de compétences, article L. 1614-1-1 pour les créations et extensions de compétences, article L. 1614-2 pour les modifications des règles relatives à l'exercice des compétences transférées.
[20]. Décisions du Conseil constitutionnel n° 2003-487 DC du 18 décembre 2003 et n° 2003-489 DC du 29 décembre 2003.
[21]. Décisions du Conseil constitutionnel n° 2004-509 DC du 13 janvier 2005 et n° 2011-144 QPC du 30 juin 2011 relatives à la prestation de compensation du handicap (PCH).

2. *Le rôle de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC)*

La commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC), émanation du Comité des finances locales, est consultée sur les modalités d'évaluation des accroissements et diminutions de charges résultant des transferts de compétences entre l'État et les collectivités territoriales (articles L. 1211-4-1 et R. 1212-5 du CGCT). Elle constate également l'évolution des charges résultant des créations ou extensions de compétences ainsi que des modifications par voie législative des compétences transférées (article L. 1614-3-1 du CGCT).

Afin de contrôler le coût des charges transférées aux collectivités territoriales, tel que présenté par les ministères prescripteurs de normes dans le cadre des fiches et études d'impact, une coordination est assurée entre les travaux de la CCEC et ceux du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

3. *En l'état actuel du droit, trois cas d'accroissement de charges n'ouvrent pas droit à compensation pour les collectivités territoriales*

- L'aménagement de compétence effectué par la loi

  Une décision qui « affecte » une compétence transférée « sans en modifier le périmètre », et sans en transformer ni la finalité ni la nature, n'est pas une extension de compétence et, par voie de conséquence, n'ouvre droit à aucune compensation. Il ne suffit pas que, à la suite d'une modification de droit ou de fait, les charges résultant de la compétence transférée augmentent pour que l'État soit tenu de compenser cette augmentation[22].

- L'attribution par la loi de missions nouvelles au maire en qualité d'agent de l'État

  Elle ne s'analyse pas comme un transfert de compétence au profit des communes[23]. Toutefois, même lorsqu'une mission nouvelle est confiée par la loi aux maires, en qualité d'agents de l'État, la mesure pourrait s'exposer à une censure du Conseil constitutionnel si les charges résultant de la mission nouvelle étaient excessives pour l'organisation des services municipaux, entraînant ainsi une atteinte au principe de la libre administration des collectivités territoriales.

- Les mesures de portée générale prises par voie réglementaire (décret ou arrêté)

  Des mesures, même ayant pour effet de rendre le service plus onéreux pour les collectivités qui en ont la charge, ne sont pas de nature à ouvrir un droit à compensation dès lors qu'elles sont de portée générale et n'affectent pas exclusivement des compétences exercées par un niveau spécifique de collectivités territoriales (ces mesures peuvent également concerner l'État et des entreprises privées)[24].

B. Les vecteurs de la compensation

Il existe plusieurs vecteurs de compensation financière :

- les dotations versées par l'État sous forme de crédits budgétaires, qui sont libres d'emploi par les collectivités territoriales attributaires (les ressources ne sont pas affectées à une catégorie ou à une nature de dépenses) ;
- les prélèvements sur recettes (PSR), opérés sur les recettes du budget général de l'État ;
- la fiscalité transférée, correspondant aux produits d'impôts d'État reversés aux collectivités territoriales.

Plusieurs clauses de garantie permettent de maintenir de manière pérenne les montants de compensation financière versés pour l'exercice des compétences transférées. Lorsque le produit de la fiscalité transférée est inférieur au montant du droit à compensation, l'État est tenu de

[22]. Décision n° 2004-509 DC du 13 janvier 2005 (voir commentaire figurant aux *Cahiers du Conseil constitutionnel*). Exemples sur la protection de l'enfance : CE, 30 décembre 2009, départements de Seine-Saint-Denis et de Saône-et-Loire et décision du CC n° 2010-109 QPC du 25 mars 2011 ; QPC n° 2010-56, Val-de-Marne, sur la loi portant réforme de la protection juridique des majeurs.

[23]. À titre d'exemple, il n'est pas résulté un droit à compensation financière des communes lors de la mise en place du passeport biométrique ou de la carte d'identité électronique du fait de l'accueil des demandeurs de titres d'identité non-résidents de la commune. Les communes perçoivent une simple « indemnisation » qui correspond à un effort financier de l'État effectué en dehors de toute obligation juridique.

[24]. Avis du Conseil d'État du 2 mai 1984 (n° 334 900) ; CE, 2 mars 2010, région Rhône-Alpes, n° 322781 (décret GIPA) ; CE, 21 février 2018, région PACA (n° 404879) ; CE, 21 février 2018, département du Calvados et autres (n° 409286).

majorer le montant de la fiscalité transférée à due concurrence, conformément à la jurisprudence du Conseil constitutionnel[25]. Ainsi, les lois de décentralisation successives et les lois de finances comportent de telles clauses de garantie[26].

1. Les parts et fractions de fiscalité transférée aux départements

a. Compensation du transfert du RMI puis du RSA : l'accise sur les produits énergétiques autres que les gaz naturels et les charbons en métropole et les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties

L'article 59 de la LFI pour 2004 attribue aux départements une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), devenue produit de l'accise sur les produits énergétiques autres que les gaz naturels et les charbons en métropole, pour compenser la décentralisation du RMI-RMA à compter du 1er janvier 2004 *(voir annexe 4 du rapport de l'OFL 2011)*. Depuis 2006, cette compensation est versée par douzièmes égaux *via* un compte d'avances (crédits du programme 833 – action 2 « avances aux départements sur le produit de la TICPE »). Ce même vecteur permet également de compenser les charges résultant pour les départements de la généralisation du RSA dont la compensation financière a été définie à l'article 51 de la LFI pour 2009 *(voir infra)*.

Par ailleurs, en compensation des cinq décrets de revalorisation exceptionnelle du montant forfaitaire du RSA pris entre 2013 et 2017, le législateur a conféré de nouvelles ressources aux départements par la LFI pour 2014. Parmi ces ressources figurent des dispositifs fiscaux tels que :

- le dispositif de compensation péréquée (DCP), créé par l'article 42 de la LFI pour 2014 et désormais codifié à l'article L. 3334-16-3 du CGCT. Ce fonds est alimenté par le transfert aux départements de la totalité des frais de gestion perçus par l'Etat au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Le montant attribué aux départements au titre de l'exercice 2025 s'élève à 1 229 671 452 € ;
- la faculté accordée aux départements de relever le taux plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO - frais de notaire) de 3,8 % à 4,5 %, en application de l'article 77 de la LFI pour 2014. En 2024, la mobilisation de cet outil permettait de mobiliser jusqu'à 1,75 Md€ de recettes fiscales supplémentaires au profit de l'ensemble des départements.

b. Compensation au titre de la loi relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) : la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et l'accise sur les énergies perçue sur les gazoles et les essences en métropole

• L'attribution initiale de la TSCA

L'article 52 de la LFI pour 2005 constitue le socle juridique de l'attribution aux départements d'une fraction de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance mentionnée à l'article 1001 du Code général des impôts (CGI), destinée à financer les transferts de compétences prévus par la loi LRL du 13 août 2004. Cet article a ensuite été modifié de 2005 à 2007 pour majorer la fraction de taux de la TSCA transférée aux départements afin de couvrir les nouvelles charges transférées chaque année dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 *(voir annexe 4 du rapport de l'OFL 2009)*.

• L'élargissement de l'assiette de la TSCA transférée et l'attribution aux départements d'une fraction du produit de l'accise sur les énergies

En raison de l'augmentation du droit à compensation dû aux départements, l'assiette de TSCA mobilisée s'est révélée insuffisante pour assurer le financement du droit à compensation. L'article 38 de la LFI pour 2008 a ainsi modifié l'article 52 de la loi de finances pour 2005 afin :

- de fixer à 11,55 % la fraction de tarif de la TSCA afférente aux véhicules terrestres à moteur versée aux départements en compensation des transferts réalisés entre 2005 et 2008 (toujours déterminée par rapport à l'assiette 2004) ;
- d'élargir l'assiette transférée aux départements à la TSCA afférente aux contrats incendie et navigation (1° et 3° de l'article 1001 du CGI) ;

[25]. Décision DC n° 2003-489 du 29 décembre 2003, considérant 23, et décision n° 2004-511 DC du 29 décembre 2004, considérant 36.
[26]. Article 119 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, article 41 de la LFI pour 2014, article 91 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

- de prévoir l'attribution aux départements d'un financement complémentaire sous la forme d'une fraction du produit de l'accise sur les gazoles et les essences en métropole. Ce produit d'accise, distinct de celui attribué au titre du RMI-RMA et de celui alloué au titre de la généralisation du RSA, est obtenu pour l'ensemble des départements par application d'une fraction du tarif de cette taxe aux quantités de carburant vendues chaque année sur l'ensemble du territoire national.

L'article 1er de la LFR pour 2016 et l'article 52 de la LFI pour 2017 ont majoré de 0,001 € par hectolitre les fractions de tarif pour atteindre 1,74 € par hectolitre de supercarburant sans plomb et 1,231 € par hectolitre de gazole, correspondant à un montant provisionnel de compensation des charges transférées de 2,823 Mds € et dû, à compter de 2017, aux départements *(tableau 1)*.

TABLEAU 1 – MONTANTS DES DROITS A COMPENSATION DES DEPARTEMENTS FINANCES EN 2026 PAR TRANSFERT DE FISCALITE EN APPLICATION DU III DE L'ARTICLE 52 DE LA LFI 2005

	TSCA LRL				TICPE LRL			
Loi de finances	Fraction de TSCA contrats automobiles	Fraction de TSCA incendie et navigation	Montant du droit à compensation provisionnel de l'exercice	Ajustement au titre de l'exercice	Super-carburants sans plomb (€/hL)	Gazole (€/hL)	Montant du droit à compensation provisionnel de l'exercice	Ajustement au titre de l'exercice
2005								
LFI 2005	0,91%	non	126 560 000 €		/	/	/	/
LFR 2005	0,99%			10 116 181 €	/	/	/	/
2006								
LFI 2006	1,787%	non	246 658 233 €		/	/	/	/
LFR 2006	2,04%			34 249 277 €	/	/	/	/
2007								
LFI 2007	8,705%	non	1 201 443 841 €		/	/	/	/
LFR 2007	9,01%			41 796 170 €	/	/	/	/
2008								
LFI 2008	11,55%	oui	2 132 832 329 €		0,456	0,323	180 800 482 €	
LFR 2008	11,55%				0,539	0,380		32 398 085 €
2009								
LFI 2009	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,427	1,010	565 874 594 €	
LFR 2009					1,414	1,001		-5 113 155 €
2010								
LFI 2010	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,615	1,143	640 342 307 €	
LFR 2010					1,636	1,157		8 171 331 €
2011								
LFI 2011	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,662	1,176	659 026 274 €	
LFR 2011					1,681	1,189		7 280 397 €
2012								
LFI 2012	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,715	1,213	679 785 319 €	
LFR 2012					1,72	1,217		2 114 539 €
2013								
LFI 2013	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,729	1,223	685 558 797 €	
LFR 2013					1,73	1,224		610 068 €
2014								
LFI 2014	11,55%	oui	2 132 832 329 €		1,737	1,229	688 628 567 €	

LFR 2014				1,737	1,229		140 444 €
2015							
LFI 2015	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,739	1,23	689 390 179 €	
LFR 2015				1,739	1,23		2 511 €
2016							
LFI 2016	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,739	1,23	689 620 436 €	
LFR 2016				1,739	1,231		15 161 €
2017							
LFI 2017	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 938 049 €	
LFR 2017				1,74	1,231		-4 303 €
LFI 2018	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2019	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2020	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2021	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2022	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2023	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2024	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2025	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	
LFI 2026	11,55%	oui	2 132 832 329 €	1,74	1,231	689 933 746 €	

Source : DGCL.

Si la somme des produits de la TSCA et de l'accise sur les énergies perçue pour une année donnée par un département représente un montant inférieur à son droit à compensation pour l'année considérée, l'article 119 de la loi du 13 août 2004 précitée et l'article 52 de la LFI pour 2005 garantissent au département l'attribution à due concurrence d'une part supplémentaire du produit revenant à l'État. En vertu de l'article 2 de la LFR pour 2007, cette clause de garantie s'applique automatiquement : si nécessaire, l'État verse au département le solde du droit à compensation de l'année dès le début de l'année suivante.

c. Compensation du transfert de voirie prévu par la loi relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace par une fraction du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat

La loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, dite « loi CEA », a organisé le transfert de routes et autoroutes non concédées, classées dans le domaine public routier national et situées dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin avec leurs dépendances et accessoires dans le domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) au 1er janvier 2021.

Ce transfert de compétences induisant un transfert de services a été compensé selon deux vecteurs financiers distincts :

- pour l'Eurométropole de Strasbourg, par voie de crédits budgétaires ;
- pour la Collectivité européenne d'Alsace, par l'institution d'une fraction du produit de l'accise sur les énergies définie à l'article 76 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021. Ce transfert étant finalisé et la compensation correspondante intégralement inscrite en loi de finances, cette fraction assure le versement effectif du droit à compensation revenant à la CeA s'établissant, au total, à 23,3 M€.

d. Compensation du transfert de voirie prévu par la loi « 3DS » par une fraction du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat

L'article 38 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi « 3DS ») a prévu le transfert, au 1er janvier 2024, d'autoroutes, routes ou portions de voies non concédées relevant du domaine routier national : aux métropoles, à la Métropole de Lyon et aux départements volontaires. Les modalités de calcul et de définition de la compensation financière par l'Etat de ce transfert ont été précisées par l'article 150 de cette loi et différents décrets.

A la suite de discussions et d'un processus de conventionnement avec l'Etat, 14 départements se sont engagés dans ce transfert de voirie et des services et parties de services associés au 1er janvier 2024. Ils bénéficient, à ce titre, d'une nouvelle fraction du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat permettant de financer le droit à compensation définitif du transfert des charges d'investissement et de fonctionnement, qui s'élève à 42 054 878 €. Cette fraction accueille également la compensation du transfert des personnels afférents intervenu au 1er novembre 2024 et compensé à compter de la LFI pour 2025. A l'issue de la deuxième phase de compensation de ce transfert de services, la LFI pour 2026 est venue porter le droit à compensation de ce transfert de compétences à 58 256 365 € pour les 14 départements bénéficiaires.

2. Les parts et fractions de fiscalité transférée aux régions au titre des lois LRL, MAPTAM, NOTRe et 3DS : le produit de l'accise sur les énergies perçues sur les gazoles et les essences en métropole

a. Modalités de la compensation des transferts de compétences effectués depuis 2005

L'article 52 de la LFI pour 2005, complété par l'article 40 de la LFI pour 2006, constitue le socle juridique de l'attribution aux régions (y compris à la collectivité de Corse et aux collectivités territoriales uniques de Martinique et de Guyane) d'une fraction du produit de l'accise sur les énergies destinée à financer les transferts de compétences prévus par la loi LRL du 13 août 2004 et à compenser les charges nouvelles résultant de dispositions modificatives ultérieures, réglementaires notamment.

Les modalités de la compensation des transferts de compétences effectués de 2005 à 2010, puis en 2011 et 2012, sont détaillées dans l'annexe 4 des rapports de l'OFL 2010 à 2012. Depuis 2006 et la régionalisation de l'assiette de la TICPE, les régions d'outre-mer ne perçoivent plus de TICPE dite « LRL », mais de la DGD dite « ROM » en compensation des transferts de compétences prévus par la loi LRL.

L'article 42 de la LFI pour 2022 avait augmenté les fractions du produit de l'accise sur les énergies LRL attribuées aux régions métropolitaines et à la collectivité territoriale de Corse, à hauteur de 17,50 M€. Aucun ajustement des fractions d'accise LRL régionales n'a été réalisé en LFI pour 2023. L'article 133 de la LFI pour 2024 est venu majorer le montant du droit à compensation des régions

au titre de cette fraction d'accises sur les énergies LRL à hauteur de 18,8 M€. Sans ajustement en 2025, l'article 133 de la LFI pour 2026 a, en revanche, majoré cette fraction à hauteur d'un droit à compensation supplémentaire de 14,75 M€.

b. La compensation des transferts de compétences découlant des lois MAPTAM et NOTRe sous forme d'accise sur les énergies

Pour les transferts issus des lois MAPTAM et NOTRe, c'est-à-dire principalement le transfert, à compter du 1er juillet 2015, des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens et, à compter du 1er janvier 2016, des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS), les régions métropolitaines et les régions d'outre-mer perçoivent une fraction du produit de l'accises sur les énergies prévue à l'article 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016. En 2025, le montant de compensation alloué sous forme de TICPE MAPTAM/NOTRe s'élevait à 78,5 M€. La LFI pour 2026 est venu majorer le droit à compensation associé à cette fraction d'accise sur les énergies de 3,3 M€, le portant à 81,85 M€, au titre du transfert de compétences aux régions de la compétence en matière de gestion des aides non surfaciques du fonds européen agricole de développement rural (FEADER).

c. La compensation des transferts de compétences découlant de la loi 3DS sous forme d'accise sur les énergies

Le III de l'article 112 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 a transféré des fractions de l'accise sur les énergies aux collectivités bénéficiant de transferts de compétences prévus par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS). Pour les régions, cette fraction est aujourd'hui composée de la compensation financière du transfert de la compétence d'autorité administrative en matière de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres, dont le transfert est intégralement compensé, à hauteur de 3,05 M€, depuis la LFI pour 2024. Les droits à compensation assurés par cette fraction n'ont pas évolué depuis. *(tableau 2)*.

TABLEAU 2 – MONTANTS DES DROITS A COMPENSATION DES REGIONS FINANCES EN 2026 PAR TRANSFERT DE FISCALITE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 40 DE LA LFI POUR 2006, DE L'ARTICLE 38 DE LA LFI POUR 2016 ET DU III DE L'ARTICLE 112 DE LA LFI POUR 2023

	Accise LRL					Accise MAPTAM/NOTRé					Accise 3DS					
Loi de finances	supercarburants sans plomb (€/hec)	gazole (€/hec)	Montant du droit à compensation provisionnel de l'exercice	Ajustement au titre de l'exercice	TOTAL TICPE LRL	supercarburants sans plomb (€/hec)	gazole (€/hec)	Montant du droit à compensation provisionnel de l'exercice	Ajustement au titre de l'exercice	TOTAL TICPE MAPTAM-NOTRe	supercarburants sans plomb (€/hec)	gazole (€/hec)	Montant du droit à compensation provisionnel de l'exercice	Ajustement au titre de l'exercice	TOTAL TICPE 3DS	TOTAL FISCALITE TRANSFEREE
2005																
LFI 2005	0,98	0,71	391 956 255 €		441 197 294 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**441 197 294 €**
LFR 2005	1,11	0,79		49 241 039 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2006																
LFI 2006	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		995 041 571 €		1 034 284 017 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**1 034 284 017 €**
LFR 2006				39 242 446 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2007																
LFI 2007	Fractions régionales art. 40 LFI 2006				2 332 784 459 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**2 332 784 459 €**
LFR 2007			2 307 378 637 €	25 405 822 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2008																
LFI 2008	Fractions régionales art. 40 LFI 2006				2 936 199 197 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**2 936 199 197 €**
LFR 2008			2 935 163 604 €	1 035 593 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2009																
LFI 2009	Fractions régionales art. 40 LFI 2006				3 173 513 615 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 173 513 615 €**
LFR 2009			3 175 567 528 €	-2 053 912 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2010																
LFI 2010	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 194 897 921 €		3 202 200 159 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 202 200 159 €**
LFR 2010				7 302 238 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2011																
LFI 2011	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 207 164 727 €		3 208 301 530 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 208 301 530 €**
LFR 2011				1 136 803 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2012																
LFI 2012	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 208 820 904 €		3 209 192 251 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 209 192 251 €**
LFR 2012				371 347 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2013																
LFI 2013	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 219 507 082 €		3 225 148 266 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 225 148 266 €**
LFR 2013				5 641 184 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2014																
LFI 2014	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 226 942 309 €		3 226 942 309 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 226 942 309 €**
LFR 2014				0 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2015																
LFI 2015	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 426 668 759 €		3 433 298 606 €	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	**3 433 298 606 €**
LFR 2015				6 629 847 €		/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
2016																
LFI 2016	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 443 143 625 €		3 446 268 685 €	0,047	0,03	17 933 407 €		19 236 491 €	/	/	/	/	/	**3 465 505 176 €**
LFR 2016				3 125 060 €					1 303 084 €		/	/	/	/	/	
2017																
LFI 2017	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 448 132 343 €		3 450 189 428 €	0,123	0,092	48 955 761 €		52 774 806 €	/	/	/	/	/	**3 502 964 234 €**
LFR 2017				2 057 085 €					3 819 045 €		/	/	/	/	/	
2018																
LFI 2018	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 450 189 428 €	37 873 951 €	3 488 063 379 €	0,146	0,11	52 774 806 €	5 407 869 €	58 182 675 €	/	/	/	/	/	**3 546 246 054 €**
LFR 2018											/	/	/	/	/	
2019																
LFI 2019	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 488 063 379 €	4 217 679 €	3 492 281 058 €	0,153	0,115	53 964 996 €	2 925 835 €	56 890 831 €	/	/	/	/	/	**3 549 171 889 €**
LFR 2019											/	/	/	/	/	
2020																
LFI 2020	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 492 281 058 €	25 212 €	3 492 306 270 €	0,159	0,119	59 150 167 €	2 294 609 €	61 444 775 €	/	/	/	/	/	**3 553 751 046 €**
LFR 2020											/	/	/	/	/	
2021																
LFI 2021	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 492 306 270 €		3 492 306 270 €	0,16	0,12	61 444 775 €	390 581 €	61 835 356 €	/	/	/	/	/	**3 554 141 627 €**
LFR 2021											/	/	/	/	/	
2022																
LFI 2022	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 492 306 270 €	17 497 380 €	3 509 803 650 €	0,163	0,122	62 225 937 €	1 204 501 €	63 430 438 €	/	/	/	/	/	**3 573 234 089 €**
											/	/	/	/	/	
2023																
LFI 2023	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 509 803 650 €		3 509 803 650 €	0,163	0,122	63 430 438 €		63 430 438 €	0,013	0,007	2 845 020 €		2 845 020 €	**3 576 079 109 €**
2024																
LFI 2024	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 509 803 650 €	18 813 597 €	3 528 617 247 €	0,201	0,151	63 430 438 €	15 088 922 €	78 519 360 €	0,012	0,006	2 845 020 €	209 184 €	3 054 204 €	**3 610 190 812 €**
2025																
LFI 2025	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 528 617 247 €		3 528 617 247 €	0,201	0,151	78 519 360 €		78 519 360 €	0,012	0,006	3 054 204 €		3 054 204 €	**3 610 190 812 €**
2026																
LFI 2026	Fractions régionales art. 40 LFI 2006		3 528 617 247 €	14 754 982 €	3 543 372 229 €	0,209	0,157	78 519 360 €	3 334 574 €	81 853 934 €	0,012	0,006	3 054 204 €		3 054 204 €	**3 628 280 368 €**

d.compensation de la compétence des régions en matière de formation professionnelle

Les régions sont compétentes dans le domaine de la formation professionnelle depuis que l'Etat leur a transféré cette compétence via la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Initialement compensées par des crédits budgétaires, l'article 41 de la LFI pour 2014 a converti ces ressources en une part de TICPE et l'octroi de frais de gestion d'impositions locales. Ainsi, jusqu'en 2023, sur la base de ce modèle et à la suite de plusieurs évolutions du panier de ressources des collectivités territoriales, la compensation financière de cette compétence était assurée par le biais de quatre vecteurs financiers prévus à l'article 41 précité :

- une part du produit de l'accise sur les énergies (ex-TICPE) pour 413,4 M€ ;
- le produit des frais de gestion de la cotisation foncière des entreprises (CFE), composante dynamique, atteignant 220,6 M€ en 2023 ;
- une dotation budgétaire de 292,7 M€ compensant la perte des frais de gestion de la taxe d'habitation (TH), instituée en LFI 2021 ;
- une dotation budgétaire de 91,3 M€ compensant la perte des frais de gestion de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), instituée en LFI 2023.

En outre, la baisse des impôts de production sur les locaux industriels ayant entraîné une baisse des frais de gestion de la CFE et de la CVAE auparavant reversés aux régions, le Gouvernement a également octroyé aux régions, au titre du financement de cette compétence, une dotation budgétaire de 107 M€ en LFI 2022, reconduite en LFI 2023.

L'article 133 de la LFI pour 2024 a modifié ce dispositif en regroupant ces cinq vecteurs financiers, dont la dotation exceptionnelle de 107 M€, et en les fusionnant en une part unique et fixe du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat d'un montant égal, tant au niveau global qu'au niveau individuel, aux montants exécutés en 2023 au titre des différents vecteurs financiers précités. En tenant compte de l'intégration du prélèvement sur fiscalité de 11,3 M€ défini au II de l'article 76 de la LFI pour 2020 résultant de la neutralisation de la réforme portant recentralisation de l'apprentissage prévue par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, la LFI pour 2024 a fixé à 1 113,7 M€ le montant de la part du produit de l'accise sur les énergies définie à l'article 41 de la LFI pour 2014 assurant la compensation de la compétence des régions en matière de formation professionnelle. L'article 133 de la LFI pour 2026 a rehaussé ce montant de 77,6 M€ pour le porter à 1191,3 M€.

C. Bilan de la compensation des transferts de compétences et de services depuis 2004

1. La compensation financière due à partir de la loi du 13 août 2004

Au total, hors les compensations du RMI-RMA et du RSA pour les départements et celles de la formation professionnelle pour les régions, le montant total des droits à compensation et crédits budgétaires pérennes à verser au titre de l'année 2026 s'établit à 8,55 Mds€, dont 3,81 Mds€ sous forme d'accise sur les énergies revenant aux régions et 2,93 Mds€ aux départements sous forme d'accise et de TSCA.

Les crédits budgétaires revenant aux collectivités territoriales et à leurs groupements s'établissent quant à eux à 1,79 Md€. *(tableau 3).*

TABLEAU 3 – MONTANTS DES DROITS A COMPENSATION PERENNES VERSES EN 2026

	Collectivités territoriales bénéficiaires du transfert						
Modalités de compensation	Régions de métropole	Régions et collectivités d'outre-mer	Départements	Communes et EPCI	Ile-de-France Mobilités	Autres bénéficiaires	**TOTAL**
Total	**4 471 645 944**	**318 936 285**	**3 193 345 663**	**190 927 565**	**128 102 206**	**243 646 446**	**8 546 604 110**
Acc. énergies	3 807 105 991	20 675 387	795 174 106	0	0	0	**4 622 955 485**

TSCA	0	0	2 132 832 329	0	0	0	**2 132 832 329**
DGD	664 539 953	146 017 258	265 339 228	190 927 565	**128 102 206**	243 646 446	**1 638 572 656**
DGC COM	0	152 243 640	0	0	0	0	**152 243 640**

Montants en euros - Source : DGCL.

2. *Les transferts de compétences et compensations financières inscrites en loi de finances pour 2026*

a. Les transferts de compétences en faveur des régions

Les transferts de compétences en faveur des régions issus de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée (formation professionnelle et apprentissage, etc.), de la loi LRL (bourses et formations sanitaires et sociales, enseignement, etc.) ou autres (ferroviaire avec le transfert de la compétence *services régionaux de voyageurs* SRV et réformes réglementaires affectant les formations décentralisées[27]) ont fait l'objet de compensations, développées lors des précédentes éditions de l'OFGL.

• Compensation des charges nouvelles résultant de modifications par voie réglementaire de certaines des règles relatives aux formations sanitaires et sociales

En vertu de l'article 73, d'une part, et des articles 53 et 54, d'autre part, de la loi LRL du 13 août 2004, les régions se sont vu transférer les compétences antérieures de l'Etat dans les domaines des formations sanitaires et des formations sociales. Ces compétences faisant l'objet de modifications règlementaires régulières, elles ouvrent droit à des ajustements de compensation en application des articles L. 1614-1 et L. 1614-2 du CGCT. Toutes les régions ou collectivités exerçant ces compétences ne disposent toutefois pas du même vecteur de compensation :

- les régions de métropole sont compensées par le biais de la fraction du produit de l'accise sur les énergies définie à l'article 40 de la LFI pour 2006 ;
- les régions et collectivités d'outre-mer sont compensées par le biais des crédits de la DGD des régions de droit commun ;
- le département-région de Mayotte bénéficie d'une fraction spécifique du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat prévue à l'article 39 de la LFI pour 2012.

La LFI pour 2026 a procédé à l'inscription et à l'actualisation des droits à compensation relatifs à la revalorisation des taux de bourses des étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé. En effet, le décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 a procédé à l'adossement des barèmes des bourses des formations sanitaires, dont les régions assurent le financement, sur ceux des bourses applicables dans l'enseignement supérieur, ces barèmes pouvant être réévalués chaque année. Des compensations provisionnelles pérennes s'élevant respectivement à 19 M€ et à 17,7 M€ avaient été inscrites en LFI 2018 et 2024. La finalisation du calcul des droits à compensation correspondant a permis de procéder aux ajustements de compensation en LFI 2026. Ainsi, la compensation financière de cette réforme a été rehaussée de 15,7 M€ et portée à 52,3 M€.

Par ailleurs, cette même LFI a compensé ou actualisé la compensation déjà versée aux régions au titre de trois autres dispositions réglementaires :

- l'aide prévue par le décret n° 2021-138 du 10 février 2021 portant majoration exceptionnelle du montant de l'aide accordée sous forme de bourse d'études par le conseil régional aux élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales, dite « aide Covid ». Ce décret octroyait une aide de 150 € aux étudiants inscrits dans des formations sanitaires ou sociales bénéficiaires d'une bourse en février 2021. Une compensation provisionnelle non pérenne de 9,3 M€ avait été prévue en LFI pour 2021. La LFI pour 2026 a procédé aux ajustements définitifs de cette compensation en la rehaussant à titre non pérenne à 9,39 M€ ;
- l'aide prévue par le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021, dite « indemnité inflation », qui

[27]. Allongement de la durée de formation initiale préparant au diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants (DEEJE), généralisation de l'obligation d'obtention du niveau 2 de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU).

octroyait un complément de ressources de 100 € au bénéfice de l'ensemble des étudiants boursiers inscrits dans les formations sanitaires ou sociales ainsi qu'à l'intégralité des stagiaires de la formation professionnelle dont la rémunération est assurée par les régions. Si une compensation provisionnelle de 15,56 M€ avait été prévue en LFI pour 2022, la LFI pour 2026 a établi un droit à compensation définitif et non pérenne inférieur à celui prévu initialement, à hauteur de 15,08 M€ ;

- la majoration à hauteur de 30 € par mois pendant 10 ou 12 mois des bourses versées aux étudiants éligibles inscrits dans une formation sanitaire située dans les territoires d'outre-mer prévu par l'arrêté du 23 août 2023 modifiant l'arrêté du 13 avril 2023 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année universitaire 2023-2024. La LFI a intégralement compensé cette mesure non pérenne à hauteur de 0,33 M€.

• Compensation provisionnelle du transfert aux régions des services assurant la gestion des aides non surfaciques du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)

L'article 78 de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) définit les modalités de répartition des compétences entre l'Etat et les régions concernant la gestion des aides non surfaciques du FEADER. L'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du FEADER au titre de la programmation débutant en 2023 a modifié la répartition des compétences prévue à l'article 78[28] précité en transférant la gestion des aides non surfaciques de l'Etat aux régions à compter du 1er janvier 2023. Par ailleurs, les articles 80 et suivants de la loi MAPTAM prévoient que le transfert des agents de l'Etat ouvre droit à une compensation financière. Le transfert de services étant intervenu à compter du 1er janvier 2024, une compensation provisionnelle initiale s'élevant à 15,1 M€ a été attribuée aux régions. La LFI pour 2026 l'a rehaussée de manière pérenne à 18,4 M€ au titre de l'avancement du transfert de services pour les années 2025 et 2026.

• Compensation des charges nouvelles issues de mesures réglementaires modifiant l'exercice de la compétence de la formation professionnelle par les régions

L'article 133 de la LFI pour 2026 a procédé à l'actualisation du droit à compensation ouvert au bénéfice des régions en matière de formation professionnelle afin de procéder à la compensation de deux séries de mesures réglementaires ayant rehaussé le coût d'exercice de cette compétence pour les régions :

- Les décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (RSFP 2021) ont procédé à une refonte du barème des rémunérations des stagiaires ainsi qu'à une revalorisation de ces rémunérations dont les régions ont la charge ;
- Le décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (RSFP 2022) prévoit, à compter de 2023, une indexation annuelle de ces rémunérations sur l'inflation.

Ainsi, au titre de ces décrets, il est procédé à une majoration pérenne du droit à compensation des régions de + 77,9 M€ dont :

- - 2 M€ au titre du droit à compensation résultant de la RSFP 2021, cette minoration résultant de l'actualisation du droit à compensation provisionnel inscrit en LFI pour 2022 dont le montant initialement prévu, 112,53 M€, est finalement légèrement revu à la baisse à 110,5 M€ ;
- + 79,9 M€ au titre de l'inscription nouvelle de la compensation financière associée à la RSFP 2022.

b. Les transferts de compétences en faveur des départements

Nonobstant le transfert spécifique des dépenses d'aide sociale *(voir partie D)*, les compétences

[28] Par exception, comme l'article 78 de la loi MAPTAM le prévoit, le département de la Réunion est bénéficiaire de ce transfert et de sa compensation, en lieu et place de la région de la Réunion.

transférées aux départements en application de la loi LRL dans le domaine de l'action sociale ont fait l'objet de compensations, dont les modalités sont décrites dans des éditions antérieures du rapport de l'OFGL. Il en est de même de la compensation financière résultant, pour les départements, de la réforme de la formation des assistants maternels.

- Compensation provisionnelle aux départements du transfert du réseau routier national non concédé au 1er janvier 2024 prévue par la loi 3DS

L'article 38 de loi 3DS a prévu le transfert au 1er janvier 2024 d'autoroutes, routes ou portions de voies non concédées relevant du domaine routier national aux départements. Reprenant les règles applicables en matière de droit de la compensation, l'article 150 de cette même loi a prévu que les ressources attribuées au titre de cette compensation sont équivalentes aux dépenses de l'Etat constatées, à la date du transfert, pour l'exercice des compétences transférées, diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par le transfert. Les modalités de calcul du droit à compensation ont été précisées par le décret n° 2022-1709 du 29 décembre 2022 et le décret n° 2023-455 du 12 juin 2023.

Sur cette base, pour les 14 départements concernés, la LFI pour 2024 a inscrit une compensation provisionnelle de ce transfert de voirie à hauteur de 41 M€, versée *via* une fraction du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'Etat définie à l'article 112 de la LFI pour 2023, montant qui a été rehaussé de manière définitive et pérenne en LFI pour 2025 à 42,1 M€.

Le transfert de services de l'Etat assurant la gestion des routes et les dépenses de fonctionnement afférentes est, quant à lui, intervenu à compter du 1er novembre 2024. Une compensation provisionnelle de 14,3 M€ a été prévue en LFI pour 2025. La LFI pour 2026 a rehaussé le niveau de la fraction d'accise précitée afin d'y inscrire la deuxième phase de compensation de ce transfert s'établissant à 1,9 M€, portant le niveau de la compensation pérenne de ce transfert de services à 16,2 M€.

c. Les transferts de compétences en faveur des communes, des groupements de collectivités ou de plusieurs catégories de collectivités

Les transferts en faveur de plusieurs catégories de collectivités opérés par la loi LRL dans le domaine de l'éducation (fonds académiques de rémunération des personnels d'internat, la part « TOS » du forfait d'externat), des grands équipements (aérodromes, ports maritimes), ainsi que le transfert optionnel des monuments historiques, ont fait l'objet de compensations dont les modalités ont été développées dans les précédents rapports de l'OFGL. Il en est de même de la compensation financière issue de la mise en œuvre par les communes du service d'accueil dans les écoles maternelles et élémentaires (loi n° 2008-790 du 20 août 2008).

- Compensation provisionnelle aux métropoles de Dijon et de Lyon du transfert du réseau routier national non concédé au 1er janvier 2024 prévue par la loi 3DS

L'article 38 de loi 3DS précitée prévoit le transfert d'autoroutes, routes ou portions de voies non concédées relevant du domaine routier national aux métropoles de Dijon et de Lyon dans les mêmes conditions que les départements concernés par ce même transfert.

Le transfert des équipements et dépenses de fonctionnement associées a fait l'objet d'une compensation provisionnelle de 2,6 M€ en LFI pour 2024, montant qui a été rehaussé et fixé à 2,7 M€ en LFI pour 2025.

En parallèle, le transfert des services de l'Etat assurant la gestion des routes, ainsi que les dépenses de fonctionnement afférentes a été initié à compter du 1er novembre 2024. Une première compensation provisionnelle de 0,6 M€ a été inscrite en LFI pour 2025, montant qui a été rehaussé à 0,7 M€ en LFI pour 2026.

3. Les transferts de personnels

Le cadre juridique de la procédure de transfert de services, le périmètre précis des charges compensées à ce titre (rémunération des optants, cotisations patronales, formation, action sociale, postes vacants, fractions d'emploi, etc.), ainsi que la procédure d'exercice du droit

d'option par les agents (qui s'échelonne sur plusieurs exercices), sont présentés de manière précise dans l'annexe 4 du rapport de l'OFL 2011.

La loi ne fixe en règle générale aucune date limite pour ces transferts définitifs, dont chaque ministère concerné est responsable. Les décrets de transfert définitif ayant fait l'objet d'une publication ont été énumérés dans l'annexe 4 des rapports de l'OFL 2011, 2015 et 2017.
Depuis 2004, ont ainsi été transférés et compensés aux collectivités près de 132 912 ETP, à hauteur de 3,908 Mds€ au total *(tableau 4)*.

TABLEAU 4 – SYNTHESE DES EFFECTIFS TRANSFERES ET DES COMPENSATIONS VERSEES AUX DEPARTEMENTS, REGIONS, COMMUNES, EPCI, AINSI QU'A ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES
POUR LES TRANSFERTS EFFECTUES ET COMPENSES OU CEUX EN COURS DE REALISATION ET DE COMPENSATION DE 2004 A 2026

		Départements		Régions		EPCI, communes et Ile-de-France Mobilités		Total	
		ETP	Montant (€)	ETP	Montant (€)	ETP	Montant (€)	ETP	Montant (€)
Non titulaires		1 972	61 813 099	2 329	52 894 367	1	15 175	4 301	114 722 641
Fractions d'emplois		237	8 925 928	565	22 421 179	74	2 807 207	876	34 154 315
Titulaires	intégrés	47 072	1 311 295 627	31 255	831 477 292	47	1 690 100	78 374	2 144 463 019
	détachés	17 352	567 816 524	16 085	497 381 339	67	2 797 437	33 504	1 067 995 300
	action sociale		17 027 852		12 524 721		29 449		29 586 246
Vacants	intermédiaires	3 387	69 128 237	277	8 378 617	88	2 692 319	3 753	80 199 173
	ap. transfert	6 525	162 579 855	3 955	98 419 266	52	1 595 444	10 531	262 594 565
Sous-total		**76 544**	**2 198 587 122**	**54 466**	**1 523 496 781**	**328**	**11 631 355**	**131 339**	**3 733 715 258**
Emplois disparus		1 149	23 457 504	416	10 279 507	10	333 059	1 575	34 070 070
Fonctionnement			26 530 433		9 833 880		1 066 027		37 430 340
Indemnités de service fait			30 736 882		2 067 792		507 689		33 312 363
Autres charges		0	25 608 030	-2	43 651 478	0	104 723	-2	69 364 232
Total		**77 694**	**2 304 919 971**	**54 880**	**1 589 329 438**	**338**	**13 642 853**	**132 912**	**3 907 892 262**

Source : DGCL.

D. Les compétences d'aide sociale

1. Le revenu de solidarité active (RSA)

Le premier transfert de compétences réalisé dans le cadre de l'Acte II de la décentralisation a concerné le revenu minimum d'insertion (RMI), transféré aux départements à compter du 1er janvier 2004 par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003, qui a aussi créé le revenu minimum d'activité (RMA), également à la charge des départements.

La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) renforce les compétences des départements dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté en leur transférant le financement des allocations versées aux anciens

bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API), désormais assimilable au RSA socle majoré.

• Principes de la compensation financière du RMI *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2010)*

• Prise en compte dans le droit à compensation du coût supplémentaire du RMA *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2010)*

• Versement aux départements d'un abondement exceptionnel de 457 M€ en 2006 *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2010)*

• Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2014)*

Créé par l'article 37 de la LFI pour 2006, ce fonds est codifié à l'article L. 3334-16-2 du CGCT. La loi de finances pour 2017 a procédé à la réforme de la 3e part du FMDI, désormais scindée en trois sous-parts, tenant compte des dépenses de RSA, du nombre de contrats aidés et du nombre de contrats aidés cofinancés par les départements. Par ailleurs, les CAE-DOM ont été supprimés pour la quote-part outre-mer.

La loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer a procédé à l'extension du fonds à plusieurs collectivités d'outre-mer. Ainsi, à partir de 2017, les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont éligibles, en sus des parts « Compensation » et « Péréquation », à la part « Insertion » du FMDI (dans des conditions similaires aux DOM). Par ailleurs, le fonds est également rendu applicable au département de Mayotte en 2017.

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la LFI pour 2019 relatif à la recentralisation du financement du RSA en Guyane et à Mayotte, ces collectivités territoriales ne sont plus éligibles au dispositif du FMDI. Il en est de même pour La Réunion depuis le 1er janvier 2020, le RSA y ayant été recentralisé à compter de cette date en application de l'article 77 de la LFI pour 2020.

Conformément aux dispositions de l'article 43 de la LFI pour 2022, les départements participant à l'expérimentation relative à la recentralisation du RSA ne sont plus éligibles au dispositif du FMDI durant le temps de l'expérimentation *(cf. infra)*. Les départements de la Seine-Saint-Denis et des Pyrénées-Orientales sont entrés dans le dispositif au 1er janvier 2022, de même que l'Ariège depuis le début de l'année 2023. Par conséquent, les deux premiers départements ne sont plus bénéficiaires du FMDI depuis 2022 quand le département de l'Ariège ne l'est plus depuis 2023.

• Modification de l'assiette de la TIPP, devenue TICPE, puis accise sur les énergies, transférée aux départements pour le financement du RMI *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2011)*

• La compensation des charges issues de la généralisation du RSA en métropole *(pour plus de détails, se reporter au rapport de l'OFL 2014)*

Le droit à compensation des charges nettes résultant pour les départements de métropole de la généralisation du RSA est fixé par l'arrêté du 21 janvier 2013 à 361 183 258 € pour l'année 2009 et à 761 173 961 € à compter de 2010.

• La compensation des charges résultant de la généralisation du RSA, à compter du 1er janvier 2011, dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy, en application de l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010

Le droit à compensation définitif dû aux départements d'outre-mer et aux collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, au titre des dépenses de RSA socle majoré, s'élève ainsi à 137,8 M€ en 2011 et à 161,4 M€ à compter de 2012. Le projet d'arrêté de compensation correspondant a été soumis à la CCEC le 17 décembre 2013, qui a rendu un avis favorable. *(Pour un rappel de la mise en œuvre des différentes clauses de revoyure « outre-mer », voir l'annexe 4 des rapports de l'OFL 2012, 2013, 2014 et 2015.)*

• La compensation des charges résultant de la revalorisation exceptionnelle du RSA adoptée par cinq décrets pris entre 2013 et 2017

Dans le cadre du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013 lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions, le Gouvernement s'est engagé à une revalorisation globale du montant forfaitaire du RSA de 10 % sur cinq ans, à raison de 2 % par an en moyenne, en plus de la revalorisation annuelle prévue sur l'inflation. *L'Etat a*

parallèlement complété le dispositif de compensation de la dépense de RSA en ajoutant aux deux fractions d'accises sur les énergies et au FMDI existant trois dispositifs complémentaires institués en LFI 2014 et pérennisés depuis, assurant notamment la compensation des revalorisations exceptionnelles du RSA intervenues par voie règlementaire entre 2013 et 2017[29].

Le premier vecteur de compensation est le dispositif de compensation péréquée (DCP) qui attribue et répartit entre les départements les recettes issues des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçus par l'État. Cette répartition s'effectue pour 70 %, en fonction du reste à charge des trois allocations,[30] et pour les 30 % restants, en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction de la proportion des bénéficiaires des trois AIS et du revenu par habitant de chaque département. Les montants répartis au titre du DCP ont régulièrement progressé depuis sa création, passant ainsi de 841 M€ en 2014 à 1 270 M€ en 2026.

En complément de la compensation pérenne versée au titre du DCP, les départements disposent également depuis 2014 de la faculté de relever le taux plafond d'imposition des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 % *(cf. l'annexe 8 de ce rapport)*. Le surcroît de ressources, réel ou potentiel, résultant de cette faculté est évalué à 1,97 Md€ en 2025.

Il a enfin été créé un fonds de solidarité en faveur des départements (FSD) ayant vocation à réduire les inégalités constatées entre eux en matière de reste à charge par habitant au titre des AIS et notamment du RSA. Ce fonds était alimenté par un prélèvement forfaitaire sur les recettes fiscales des départements égal à 0,35 % du montant des bases de DMTO perçus. Etaient éligibles à ce fonds les départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à la moyenne ou dont le revenu par habitant est inférieur à 1,2 fois la moyenne nationale, en excluant ceux dont le montant par habitant de DMTO perçus est supérieur à 1,4 fois la moyenne nationale. Le FSD a ainsi permis de réallouer aux conseils départementaux 559 M€ en 2014, 536 M€ en 2015, 423 M€ en 2016, 434 M€ en 2017, 485 M€ en 2018 et 586 M€ en 2019. Depuis, le FSD a été fusionné et intégré à compter du 1er janvier 2020 au sein du fonds national de péréquation des DMTO, dit FNP DMTO, désormais codifié à l'article L. 3335-2 du CGCT, dont il constitue la troisième enveloppe à vocation compensatoire. Les modalités de prélèvement et d'attribution de l'ancien FSD ont été reprises au sein du FNP DMTO. Les montants réalloués entre les départements au titre de cette troisième enveloppe se sont élevés à 743 M€ pour 2020, 648 M€ en 2021, à 693 M€ en 2022, 795 M€ en 2023, 786 M€ en 2024, dont 119 M€ proviennent de la libération de la réserve de ressources de ce fonds, et 609 M€ en 2025.

L'ensemble de ces six vecteurs de compensation permet d'assurer un niveau élevé de compensation de la dépense exposée par les départements au titre du RSA. Ainsi, en 2022, le taux de couverture de la dépense s'est ainsi élevé, au plus haut, à près de 89%. En 2023 et en 2024, malgré l'inflexion du marché immobilier et la diminution du produit des DMTO perçus par les départements en résultant, les dépenses de RSA restent couvertes à hauteur respectivement de 82% et de 79% environ. En 2025, le taux de couverture du RSA augmente de nouveau et s'établirait à près de 81%[31].

- Recentralisation du RSA, à titre expérimental ou définitif

  - Recentralisation du RSA en Guyane, à Mayotte et à La Réunion

L'article 81 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a procédé à la recentralisation, au 1er janvier 2019, de la compétence relative au financement du RSA et à l'orientation de ses bénéficiaires dans le département de Mayotte et la collectivité territoriale de Guyane. L'article 77 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 a également procédé à la recentralisation, au 1er janvier 2020, de la compétence relative au financement du RSA et à l'orientation de ses bénéficiaires dans le département de La Réunion.
Afin de financer l'exercice de cette nouvelle compétence, conformément au principe de neutralité financière prévu par l'article 72-2 de la Constitution, l'État a repris à son profit un ensemble de

[29]. La nature compensatoire des revalorisations exceptionnelles du RSA de ces trois dispositifs financiers a été reconnue par le Conseil constitutionnel, dans sa décision n° 2019-796 DC du 27 décembre 2019 ainsi que par le Conseil d'Etat dans sa décision n° 474467 du 23 octobre 2024.

[30]. Le reste à charge correspond à la différence entre le montant des dépenses relatives au RSA, à l'APA et à la PCH de chaque département et le montant des dotations de compensation qu'il reçoit en contrepartie.

[31]. A date, certaines données des comptes de gestion étant encore sont encore provisoires, ce taux de couverture est encore susceptible d'évoluer à la marge.

ressources financières versées à ces collectivités au titre du RSA. *(Pour plus de détails sur le dispositif de recentralisation mis en œuvre en Guyane, à Mayotte et à La Réunion, se reporter à l'annexe 4 des rapports OFGL 2019, 2020 et 2021.)* Le montant du droit à compensation définitif de l'État dans ces trois collectivités s'élève à 816,3 M€ (153,6 M€ pour la Guyane, 23,3 M€ pour Mayotte et 639,4 M€ pour La Réunion).

- Recentralisation expérimentale du RSA au niveau national

L'article 43 de la LFI pour 2022 a instauré une expérimentation nationale portant sur la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) qui a pour objet de confier à l'État, dès le 1er janvier 2022, l'instruction, l'attribution et le financement du RSA en lieu et place des départements volontaires. Seuls les départements présentant une situation particulièrement dégradée eu égard à leur niveau de dépenses de RSA et de fragilité socio-économique ont été admis à entrer dans le dispositif. Les critères à remplir ont été définis par l'article 43 de la LFI 2022 et précisés par le décret n° 2022-1358 du 26 octobre 2022 relatif aux critères d'éligibilité des départements à l'expérimentation relative à la gestion du revenu de solidarité active.

Sur ces fondements, les départements de la Seine-Saint-Denis et des Pyrénées-Orientales sont entrés dans l'expérimentation à compter du 1er janvier 2022.

L'article 132 de la loi 3DS précitée a ouvert une seconde vague de candidatures permettant à d'autres départements de postuler dans les mêmes conditions pour entrer dans le dispositif expérimental à compter du 1er janvier 2023. Le département de l'Ariège s'est porté candidat et a été intégré à son tour dans l'expérimentation à compter du 1er janvier 2023.

L'article 120 de la LFI pour 2026 est venu proroger, pour ces mêmes départements, la durée de l'expérimentation de cinq ans la portant jusqu'au 31 décembre 2031.

Afin de financer cette expérimentation, l'État a repris temporairement des recettes aux collectivités, conformément aux dispositions de l'article 43 de la LFI pour 2022. Afin de déterminer le montant des ressources à reprendre, un droit à compensation (DAC) de l'État a été calculé, égal à la moyenne, sur la période couvrant les trois années précédant la dernière année avant le transfert expérimental, des dépenses actualisées de RSA et incluant la valorisation financière des ETP non transférés.

Sur la base de cette formule, le droit à compensation de la Seine-Saint-Denis et des Pyrénées-Orientales a été calculé avec les dépenses actualisées de RSA 2018-2020. Pour la Seine-Saint-Denis, son montant s'élève à 523,9 M€. Pour les Pyrénées-Orientales, il est de 135,9 M€. Le droit à compensation de l'Ariège a, quant à lui, été calculé à partir des dépenses actualisées de RSA exposées par le département en 2019, 2020 et 2021 et s'élève à 39,3 M€.

Ces trois collectivités se sont donc d'abord vues suspendre par l'État le versement des fractions d'accises sur les énergies au titre du RMI-RMA et au titre de la généralisation du RSA. L'État a également repris le bénéfice du dispositif de compensation péréquée *(cf. supra)* et du FMDI *(cf. supra)* et perçoit à son profit une fraction de 20 % des produits des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de ces départements. Cette reprise initiale ne suffisant pas à financer le solde de son droit, il a également repris une part fixe de DGF pour ces trois collectivités.

2. *L'allocation personnalisée à l'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH)*

Le régime juridique de soutien financier des départements au titre de l'APA et de la PCH est différent de celui encadrant le RSA. En effet, à la différence de cette dernière allocation qui constitue un transfert de compétences, la création de l'APA et de la PCH relèvent quant à elles de la catégorie des créations et extensions de compétences. Dans ces deux cas, comme le prévoient l'article 72-2 de la Constitution et l'article L. 1614-1-1 du CGCT, il appartient au législateur d'accompagner ces créations et extensions de compétences par des ressources dont il fixe à la fois le niveau et les modalités d'attribution. Le législateur n'est pas tenu juridiquement d'assurer une compensation intégrale de la dépense nouvelle supportée par la collectivité territoriale. Néanmoins, il doit veiller à ce que le principe de libre administration des collectivités territoriales ne soit pas dénaturé. Le versement des concours APA et PCH, dotés à titre provisionnel respectivement de 3,08 Mds€ et de 961 M€ en 2025, participent de cet accompagnement

financier.

En outre, les départements disposent historiquement, depuis l'acte I de la décentralisation, de compétences larges en matière d'action sociale, au profit notamment des personnes dépendantes, qu'elles soient âgées ou handicapées, *via* l'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Ces transferts de compétences ont été, entre autres, compensés par l'attribution d'une fraction des DMTO nationaux. En conséquence, une part des DMTO départementaux participe en droit au financement de l'APA et de la PCH et contribue à rehausser significativement le taux de couverture de chacune de ces deux dépenses.

Enfin, la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2025 a procédé à la fusion d'une partie des concours versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et destinés à accompagner financièrement les dépenses exposées par les départements au titre des compétences autonomie et handicap (*cf. infra*).

L'allocation personnalisée d'autonomie

L'APA est attribuée et financée par les départements, qui reçoivent en contrepartie un accompagnement financier de l'État, selon des modalités détaillées dans l'annexe 4 du rapport OFL 2014.

À la suite de la création de la cinquième branche « autonomie » de la sécurité sociale en 2021, le financement du concours APA provient de l'affectation de 7,7 % des recettes de la contribution sociale généralisée (CSG), de la contribution solidarité autonomie (CSA) et de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA).

La CNSA a augmenté le montant de sa participation aux dépenses d'APA avec la création en 2016 d'une seconde part du concours APA, appelée « APA 2 ». Elle compense principalement la revalorisation des plafonds de l'APA à domicile, améliore le reste à charge des bénéficiaires de l'APA à domicile et finance le droit au répit des aidants.

Le montant des concours « APA 1 » et « APA 2 » s'établissait respectivement à 2 165 M€ et 473 M€ en 2022 et à 2 223 M€ et à 481 M€ en 2023 pour un total de 2 704 M€. En 2024, le montant prévisionnel du concours APA s'établit à 2 962 M€, dont 2 489 M€ au titre du concours « APA 1 » et 473 M€ au titre du concours « APA 2 ». En 2025, ces montants prévisionnels s'établissent à 2 546 M€ au titre du concours « APA 1 » et 536 M€ au titre du concours « APA 2 », soit un total de 3 082 M€.

D'autres concours versés par la CNSA participent également du financement de l'APA. Ces concours font l'objet d'une refonte d'ensemble en 2025. (cf. *infra*).

TABLEAU 5 – L'APA EN CHIFFRES

Année	**Dépenses (en M€)**	**Concours FFAPA puis CNSA (en M€)**	**Taux de couverture par le concours APA de la CNSA**	**Bénéficiaires au 31.12** (source DREES)
2003	3 205	1 323	41,28%	792 000
2004	3 591	1 339	37,29%	880 000
2005	3 930	1 331	33,87%	948 000
2006	4 244	1 412	33,27%	1 025 000
2007	4 555	1 513	33,22%	1 078 000
2008	4 855	1 599	32,94%	1 115 000
2009	5 029	1 548	30,78%	1 136 000
2010	5 183	1 536	29,64%	1 158 000
2011	5 263	1 622	30,82%	1 199 000
2012	5 370	1 656	30,84%	1 220 830
2013	5 385	1 729	32,11%	1 241 434
2014	5 477	1 776	32,43%	1 251 784
2015	5 529	1 788	32,34%	1 265 036

2016	5 692	2 033	35,72%	1 291 197
2017	5 839	2 265	38,79%	1 312 271
2018	5 919	2 325	39,28%	1 302 838
2019	6 032	2 418	40,09%	1 330 284
2020	6 136	2 479	40,40%	1 312 134
2021	6 223	2 454	39,43%	1 325 661
2022	6 349	2 637	41,53%	1 336 340
2023	6 504	2 737	42,08%	1 364 741
2024	6 771	2 928	43,24%	1 392 676
2025 (n.d)	n.d	*3 082 (a)*	n.d	n.d

n. d. : non disponible. *(a) Chiffres provisoires.*

Sources : CNSA, DGFiP pour le provisoire si disponible.

L'article 79 du PLFSS pour 2024 complété par l'article 82 de la LFSS pour 2025 a ouvert la possibilité d'une expérimentation, à compter du 1er juillet 2025, pendant 18 mois et pour 23 départements, d'une fusion des sections de financement soins et dépendance des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), unités de soins de longue durée (USLD) et petites unités de vie (PUV). Cette réforme aboutit, *in fine,* à une recentralisation de l'APA en établissements (APA-E) actuellement financée par les départements. Cette expérimentation a été initiée afin, d'une part, d'assurer une meilleure solvabilisation des structures d'accueil et, d'autre part, par un dispositif de reprises de ressources par l'Etat favorable aux départements concernés, de permettre à ces derniers de renforcer leurs politiques de soutien et de financement du maintien à domicile des personnes âgées dans le cadre du virage domiciliaire. Un bilan de cette expérimentation doit être réalisé d'ici l'automne 2026 afin d'analyser les effets de cette recentralisation, entre autres, sur l'amélioration du bilan financier des établissements de soins, la simplification des démarches administratives pour les patients et familles, l'amélioration de la situation financière des départements, etc.

La prestation de compensation du handicap

La prestation de compensation du handicap (PCH), créée par la loi du 11 février 2005, est entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2006 afin de remplacer progressivement l'allocation compensatrice pour tierce personne, versée aux personnes handicapées de moins de 60 ans (ACTP PH), à la charge des départements depuis 1984. La loi a créé, en outre, dans chaque département une maison départementale des personnes handicapées (MDPH). *(Les modalités de fonctionnement de la PCH et de la MDPH figurent dans l'annexe 4 du rapport de l'OFL 2010.)*

La CNSA est chargée de contribuer au financement de la PCH et au fonctionnement des MDPH. La CNSA dispose de ressources notamment constituées d'une fraction de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA)[32] issue de l'institution de la journée de solidarité. Ces ressources alimentent le concours versé aux départements pour couvrir une partie du coût de la PCH mise à leur charge et le concours destiné à l'installation et au fonctionnement des MDPH. Les modalités de répartition de ces concours sont définies aux articles L. 223-8, R. 178-1 et R. 178-3 du code de la sécurité sociale *(voir annexe 4 du rapport de l'OFL 2011).*

Le montant prévisionnel du concours s'établit à 961 M€ en 2025 et comprend notamment l'enveloppe de 200 M€ allouée par la CNSA aux départements afin de financer la PCH parentalité, créée par un décret du 31 décembre 2020 relatif à l'amélioration de la prestation de compensation du handicap, dans le but d'aider les parents en situation de handicap.

En 2024, le taux de couverture brut de la dépense par le concours PCH s'établit à 29,5% environ *(tableau 6).*

Comme pour la prise en charge des personnes âgées, le concours PCH, et d'autres concours dédiés au financement de la prise en charge des personnes handicapées, ont fait l'objet d'une refonte

[32]. La fraction du produit de la CSA affectée au financement de la PCH et du fonctionnement des MDPH est comprise selon la loi entre 26 % et 30 %. Elle est fixée depuis 2008 à 26 %, conformément à l'avis du conseil d'administration de la CNSA du 8 juillet 2008, contre 27,26 % en 2007.

intervenue en LFSS pour 2025. (cf. *infra)*.

TABLEAU 6 – LA PCH ET L'ACTP EN CHIFFRES

Année	ACTP		PCH			
	Dépenses (M€)	Bénéficiaires au 31/12 (payés)	Dépenses (M€)	Concours CNSA (M€)	Taux de couverture brut	Bénéficiaires au 31/12 (payés)
2006	756	127 575	79	523	662,0%	8 892
2007	683	124 694	277	530	191,4%	37 260
2008	629	112 177	569	551	96,9%	69 674
2009	580	100 643	843	510	60,5%	102 699
2010	547	94 162	1078	502	46,6%	134 729
2011	527	88 475	1241	528	42,5%	164 084
2012	506	83 561	1397	545	39,0%	189 267
2013	486	78 196	1507	549	36,4%	204 551
2014	460	72 990	1597	547	34,3%	223 873
2015	442	71 250	1699	555	32,7%	234 918
2016	423	67 096	1810	564	31,2%	248 310
2017	403	63 402	1901	590	31,0%	260 854
2018	381	60 423	2 006	605	30,2%	278 384
2019	368	56 343	2 117	616	29,1%	287 570
2020	349	53 309	2 221	636	28,6%	297 077
2021	332	50 173	2 369	637	26,9%	313 216
2022	321	47 152	2 651	885[(b)]	33,4%	331 134
2023	315	44 357	2 918	917	31,3%	350 799
2024	311	41 918	3 208	947	29,5%	376 899
2025 (n.d)	*n.d*	*n.d*	*n.d*	*961 (a)*	*n.d*	*n.d*

n. d. : non disponible. (a) *Chiffres provisoires.* (b) *Abondement de 200 M€ à compter de 2022 au titre de la PCH parentalité.*

Sources : CNSA et DGFiP pour le provisoire si disponible.

3. La fusion de cinq concours versés par la CNSA en deux concours destinés à soutenir les dépenses relatives aux personnes âgées et handicapées

L'article 81 de la LFSS pour 2025 a initié le processus de fusion de cinq concours versés par la CNSA et l'évolution des modalités de calcul de ces concours. Cette fusion, intervenue au cours de l'année 2025, concerne :

- les concours versés au titre de l'APA notamment les concours « APA 1 » et « APA 2 », dont le supplément de concours APA de 150 M€ prévu par l'article 86 de la LFSS pour 2024 ;
- le concours versé au titre de la PCH ;
- le concours versé au titre de la mise en place du tarif horaire plancher dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) d'un montant de 347 M€ en 2024 ;
- le concours versé en application de l'article 47 de la LFSS 2021 destiné à contribuer au financement des revalorisations salariales dans les SAAD.

Ces cinq concours ont été refondus en deux concours « personnes âgées » (PA) et « personnes handicapées » (PH) destinés à soutenir les dépenses exposées par les départements dans ces domaines. Cette refonte doit permettre de faire progresser les concours attribués au titre de l'année 2025 de 200 M€ de plus que le tendanciel en maintenant *a minima* en 2025 le taux de couverture de la dépense d'APA et de PCH constaté en 2024. Elle doit, par ailleurs, assurer à chaque département un taux de couverture de la dépense d'APA ou de PCH au moins équivalent à celui-ci constaté l'année précédente.

En l'absence d'entrée en vigueur des textes précisant les nouvelles modalités de calcul de ces concours en amont de la notification des concours pour 2025, la CNSA a procédé à la notification des concours sur la base des modalités de calcul encore en vigueur. En conséquence, les nouveaux concours feront l'objet d'une rectification au second semestre 2026 intégrant les nouvelles modalités de calcul entrées en vigueur.

En 2026, le montant prévisionnel du concours « personnes âgées » s'élève à 3 291 M€, tandis que le concours « personnes handicapées » s'élèverait à 1 072 M€.

E. Dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines de compétences transférés

1. Dépenses relatives aux compétences départementales

Départements, métropole de Lyon, collectivités territoriales uniques de Martinique et de Guyane, Corse et Ville de Paris

en millions d'euros

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'aide sociale (a)	**39 409**	**40 073**	**40 876**	**41 600**	**43 076**	**44 113**	**44 695**	**45 686**	**48 311**	**50 267**	**46,88**
(fonctionnement)	(+2,9%)	(+1,7%)	(+2,0%)	(+1,8%)	(+3,5%)	(+2,4%)	(+1,3%)	(+2,2%)	(+5,7%)	4,1% (c)	*+2,2%*
dont RMI / RSA(b) (dép. brutes)	*11 490*	*11 789*	*11 844*	*12 107*	*12 156*	*12 225*	*12 237*	*11 243*	*11 344*	*11 384*	*10,69*
APA (dép. brutes)	*5 733*	*5 893*	*6 063*	*6 142*	*6 272*	*6 404*	*6 540*	*6 817*	*7 222*	*7 529*	*7,03*
Dépenses totales	**4 045**	**3 952**	**4 077**	**4 191**	**4 604**	**4 707**	**5 215**	**5 528**	**5 957**	**5 947**	**5,54**
pour les collèges	(-2,6%)	(-2,3%)	(+3,2%)	(+2,8%)	(+9,9%)	(+2,3%)	(+10,8%)	(+6,0%)	(+7,8%)	(-0,2%)	*-1,0%*
Fonctionnement	2 289	2 295	2 406	2 415	2 540	2 585	2 712	2 944	3 322	3 298	3,13
Investissement	1 756	1 657	1 672	1 776	2 063	2 122	2 504	2 584	2 635	2 649	2,41
Contingents destinés	**2 663**	**2 692**	**2 706**	**2 733**	**2 841**	**2 910**	**2 977**	**3 108**	**3 206**	**3 352**	**0,26**
aux SDIS (fonctionnement)	(+2,7%)	(+1,1%)	(+0,5%)	(+1,0%)	(+3,9%)	(+2,4%)	(+2,3%)	(+4,4%)	(+3,1%)	(+4,6%)	**3,09**

(a) Dépenses des fonctions prévention médico-sociale et action sociale.

(b) Recentralisation du RSA, en 2019 pour la Guyane et Mayotte, en 2020 pour La Réunion, en 2022 les Pyrénées-Orientales et la Seine-Saint-Denis et en 2023 pour l'Ariège .

(c) hors Martinique dont les données sont provisoires, l'évolution aurait été de + 4,4%

Sources : DGFiP (comptes de gestion en opérations réelles).

2. Dépenses relatives aux compétences régionales (France hors Mayotte)

Régions et collectivités territoriales uniques

en millions d'euros

en millions d'euros

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (a)	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	**4 208** (+0,1%)	**4 296** (+2,1%)	**4 266** (-0,7%)	**3 865** (-9,4%)	**4 115** (+6,5%)	**2 802** (-31,9%)	**3 072** (+9,7%)	**3 274** (+6,6%)	**3 210** (-1,9%)	**2 638** (-11,7%)	**2 543** (-3,6%)
Fonctionnement	4 003	4 088	4 072	3 676	3 882	2 636	2 873	3 066	3 003	2 462	2 371
Investissement	205	208	194	189	232	166	199	208	207	176	172
Dépenses totales pour l'enseignement	**7 400** (+0,7%)	**7 697** (+4,0%)	**7 538** (-2,1%)	**7 514** (-0,3%)	**7 815** (+4,0%)	**7 872** (+0,7%)	**8 437** (+7,2%)	**8 743** (+3,6%)	**9 342** (+6,9%)	**9 351** (+0,1%)	**9 252** (-1,1%)
Fonctionnement	4 860	5 004	4 915	4 969	4 994	5 164	5 245	5 531	6 002	6 120	5 936
Investissement	2 540	2 693	2 623	2 546	2 822	2 708	3 192	3 212	3 341	3 231	3 030
Dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	**4 195** (+1,2%)	**4 253** (+1,4%)	**4 091** (-3,8%)	**4 204** (+2,8%)	**4 782** (+13,8%)	**5 011** (+4,8%)	**5 534** (+10,4%)	**5 527** (-0,1%)	**5 761** (+4,2%)	**7 048** (+22,3%)	**7 782** (+10,4%)

(a) Perte de compétence en matière d'apprentissage (loi du 5-09-2018).

Sources : DGFiP (comptes de gestion en opérations réelles).

(a) Perte de compétence en matière d'apprentissage (loi du 5 septembre 2018).

Source : DGFiP (comptes de gestion en opérations réelles).

ANNEXE 5

Ratios financiers obligatoires et disparités des situations communales, départementales et régionales

BENOIT de LAPASSE, GUILLAUME LEFORESTIER (DGCL)

Définitions

Les ratios financiers obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus ont été repris ici pour l'ensemble des communes, les EPCI, les départements et les régions selon différents axes. Par exemple, pour les communes, une présentation est faite selon la strate de population, l'appartenance intercommunale, la situation géographique (rurale ou urbaine) ou selon le caractère touristique ou de montagne de la commune.

Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.
À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

• Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) diminuées des travaux en régie / population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.

• Ratio 2 = produit des impositions directes / population : recettes hors fiscalité reversée.

• Ratio 2 *bis* = produit net des impositions directes / population : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

• Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

• Ratio 4 = dépenses d'équipement « brutes » / population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles), sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).

• Ratio 5 = dette / population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

• Ratio 6 = DGF / population : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

• Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité, car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

• Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; *a contrario*, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement ou à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.

• Ratio 10 = dépenses d'équipement « brutes » / RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.

• Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement : mesure du poids de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Typologie

Territoire « urbain » : Une commune urbaine est une commune dense ou de densité intermédiaire au sens de la grille communale de densité. Les communes peu denses ou très peu denses sont dites rurales. Cette définition des communes urbaines remplace depuis novembre 2020 une définition basée sur les unités urbaines, qui considérait que les communes urbaines étaient celles appartenant à une unité urbaine.
Pour en savoir plus sur la grille communale de densité : https://www.insee.fr/fr/information/6439600

Les communes touristiques : au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement *(source : ministère de l'intérieur, DGCL)*. La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Les communes touristiques concernent uniquement la France métropolitaine.

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :
• les communes touristiques du littoral maritime : ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer *(source : Institut français de l'environnement [IFEN] dissous en 2008 et remplacé par le Service de la donnée et des études statistiques [SDES])* ;
• les communes touristiques de montagne : les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole *(source : ministère de l'agriculture et de l'alimentation)* ;
• les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver » : ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de station de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude celles dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) *(source : service d'études d'aménagement touristique de la montagne)*.

A. Disparités communales

1. Ratios financiers obligatoires des communes, par strate de population en 2025

	Ratio 1 € / h	Ratio 2 € / h	Ratio 2 bis € / h	Ratio 3 € / h	Ratio 4 € / h	Ratio 5 € / h	Ratio 6 € / h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	1 126	645	788	1 337	420	854	186	55,6	91,2	31,4	63,9
France métropolitaine y compris Paris	1 202	662	801	1 417	424	997	180	53,9	91,5	29,9	70,3
Outre-mer	1 502	476	551	1 666	411	806	276	63,2	95,1	24,7	48,4
France	**1 211**	**656**	**793**	**1 425**	**424**	**991**	**183**	**54,3**	**91,6**	**29,7**	**69,5**
Communes en France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.	802	437	504	996	416	590	169	43,9	88,4	41,8	59,2
3 500 à 10 000 hab.	1 068	606	764	1 292	450	755	162	55,7	89,0	34,9	58,5
Moins de 10 000 hab.	900	500	600	1 106	429	651	166	49,1	88,6	38,8	58,9
10 000 hab. ou plus hors Paris	1 368	800	990	1 583	411	1 072	206	60,1	93,1	25,9	67,7

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 € / h	Ratio 2 € / h	Ratio 2 bis € / h	Ratio 3 € / h	Ratio 4 € / h	Ratio 5 € / h	Ratio 6 € / h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	1 151	435	442	1 529	781	660	269	22,9	83,6	51,1	43,2
100 à 200 hab.	847	373	391	1 098	506	570	217	27,9	86,3	46,1	51,9
200 à 500 hab.	740	378	394	930	420	519	178	34,6	87,9	45,2	55,8
500 à 2 000 hab.	766	423	485	953	399	572	165	44,2	88,5	41,8	60,0
2 000 à 3 500 hab.	882	502	613	1 079	422	659	163	50,4	88,8	39,1	61,1
3 500 à 5 000 hab.	999	567	707	1 225	444	717	164	53,6	88,2	36,3	58,6
5 000 à 10 000 hab.	1 103	626	794	1 326	453	774	161	56,7	89,4	34,2	58,4
10 000 à 20 000 hab.	1 242	698	899	1 461	430	827	176	59,6	91,0	29,5	56,6
20 000 à 50 000 hab.	1 385	813	1 012	1 593	429	1 014	204	61,1	93,4	26,9	63,6
50 000 à 100 000 hab.	1 516	871	1 114	1 763	468	1 381	225	60,8	94,1	26,6	78,3
100 000 hab. ou plus hors Paris	1 356	827	956	1 557	329	1 153	224	58,7	94,0	21,1	74,0

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

2. Principaux ratios financiers des communes selon la situation géographique

Comptes de gestion 2025	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole hors Paris											
- Communes "rurales"											
Moins de 10 000 hab.	841	454	523	1 048	432	627	187	45,1	88,0	41,2	59,9
10 000 hab. et plus	1 044	557	652	1 252	389	614	236	54,3	90,3	31,1	49,1
Ensemble	844	455	525	1 051	431	627	188	45,3	88,1	41,1	59,7
- Communes "urbaines"											
Moins de 10 000 hab.	1 010	586	744	1 213	423	695	128	55,3	89,6	34,9	57,3
10 000 hab. et plus	1 371	802	993	1 587	411	1 076	206	60,1	93,2	25,9	67,8
Ensemble	1 272	743	924	1 484	414	971	185	59,1	92,4	27,9	65,4

Hors gestion active de la dette.
Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.
Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022) ; calculs DGCL.

Comptes de gestion 2025	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole hors Paris											
- Communes de montagne											
Moins de 10 000 hab.	1 126	588	693	1 430	635	1 009	216	43,6	87,5	44,4	70,6
10 000 hab. et plus	1 354	735	973	1 604	439	1 025	188	59,7	91,3	27,4	63,9
Ensemble	1 171	617	749	1 465	596	1 012	210	47,3	88,3	40,7	69,1
- Communes hors montagne											
Moins de 10 000 hab.	868	487	587	1 059	399	599	159	50,1	88,9	37,7	56,6
10 000 hab. et plus	1 368	802	990	1 583	410	1 073	207	60,1	93,2	25,9	67,8
Ensemble	1 122	647	792	1 325	404	840	183	56,3	91,5	30,5	63,4

Hors gestion active de la dette.
Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.
Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022) ; calculs DGCL.

3. Principaux ratios financiers des communes selon l'appartenance intercommunale

Comptes de gestion 2025 France métropolitaine hors Paris	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
- Métropoles, CU [a]											
Moins de 10 000 hab.	987	585	738	1 172	396	587	89	56,1	89,6	33,8	50,1
10 000 hab. et plus	1 399	840	1 031	1 606	373	1 063	190	60,6	93,5	23,3	66,2
Ensemble	1 331	797	982	1 534	377	984	174	60,1	93,0	24,6	64,1
- CA											
Moins de 10 000 hab.	878	501	628	1 075	421	623	146	52,1	88,6	39,1	57,9
10 000 hab. et plus	1 343	762	948	1 571	461	1 105	233	59,7	92,8	29,3	70,3
Ensemble	1 124	639	797	1 338	442	878	192	56,9	91,2	33,0	65,6
- CC à FPU											
Moins de 10 000 hab.	870	461	554	1 072	424	663	189	47,0	89,0	39,5	61,8
10 000 hab. et plus	1 237	678	886	1 455	440	958	187	57,6	91,9	30,2	65,8
Ensemble	906	482	586	1 110	425	692	189	48,4	89,4	38,3	62,3
- CC à FA											
Moins de 10 000 hab.	1 094	661	612	1 395	554	781	209	41,0	85,4	39,7	56,0
10 000 hab. et plus	1 273	757	737	1 498	454	865	165	55,0	90,8	30,3	57,7
Ensemble	1 103	666	618	1 400	549	786	207	41,8	85,7	39,2	56,1

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

(a) : Y compris métropole de Lyon.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022) ; calculs DGCL.

4. Ratios financiers obligatoires des communes touristiques en 2025, selon le type de communes et leur population

Comptes de gestion 2025	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	%	%	%	%
Communes en métropole hors Paris											
- Communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	1 064	649	702	1 339	532	877	162	48,3	86,8	39,7	65,5
10 000 hab. et plus	1 217	841	890	1 450	513	1 123	114	58,0	91,7	35,4	77,4
Ensemble	1 113	710	762	1 375	526	955	147	51,7	88,4	38,2	69,5
- Communes du littoral maritime											
Moins de 10 000 hab.	1 027	688	717	1 288	505	802	142	54,0	86,3	39,2	62,3
10 000 hab. et plus	1 203	866	894	1 435	509	1 139	106	58,5	91,8	35,5	79,4
Ensemble	1 106	768	796	1 354	507	953	126	56,2	88,9	37,4	70,4
- Communes "supports de station de sport d'hiver"											
Moins de 10 000 hab.	1 438	869	906	1 857	698	1 349	160	35,6	85,3	37,6	72,7
10 000 hab. et plus	1 361	835	810	1 724	603	1 118	84	52,0	85,6	35,0	64,9
Ensemble	1 432	866	899	1 847	691	1 333	154	36,7	85,3	37,4	72,2
- Autres communes touristiques de montagne											
Moins de 10 000 hab.	902	431	506	1 138	503	787	221	45,1	88,1	44,2	69,2
10 000 hab. et plus	1 334	675	862	1 511	370	1 101	244	54,8	96,4	24,5	72,8
Ensemble	928	446	528	1 161	494	806	223	45,9	88,8	42,6	69,5
- Autres communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	979	557	663	1 198	479	736	159	52,4	88,8	40,0	61,4
10 000 hab. et plus	1 260	707	892	1 479	543	1 021	148	57,2	92,0	36,7	69,0
Ensemble	1 044	591	715	1 262	494	801	156	53,7	89,7	39,1	63,5

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022) ; calculs DGCL.

B. Disparités intercommunales

Ratios financiers obligatoires des groupements de communes à fiscalité propre en 2025, selon leur nature juridique et fiscale

Comptes de gestion 2025	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
CU et métropoles [a]	503	206	7	634	235	786	135	38,7	89,6	37,1	123,9
CA	476	196	37	575	135	398	84	40,1	89,4	23,4	69,3
CC à FPU	403	192	59	490	116	204	52	43,1	86,3	23,7	41,5
CC à FA	400	173	144	470	103	149	48	37,9	88,7	21,8	31,8
France entière	461	197	37	566	160	458	90	40,3	88,7	28,4	80,9

(a) hors métropole de Lyon

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022) ; calculs DGCL.

C. Disparités départementales

Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2025

	Ratio 1 € / h	Ratio 2 € / h	Ratio 2 bis € / h	Ratio 3 € / h	Ratio 4 € / h	Ratio 5 € / h	Ratio 6 € / h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	1019	10	55	1120	111	538	117	21,5	95,5	9,9	48,1
Outre-mer	1432	4	17	1558	192	391	254	28,4	94,9	12,3	25,1
France	**1029**	**10**	**54**	**1130**	**113**	**535**	**121**	**21,7**	**95,5**	**10,0**	**47,3**
France métropolitaine											
Moins de 250 000 hab.	1206	10	57	1407	183	553	230	27,5	90,3	13,0	39,3
250 000 à 500 000 hab.	1110	12	54	1232	128	523	157	23,1	94,8	10,4	42,4
500 000 à 1 000 000 hab.	963	7	40	1069	104	425	119	22,0	94,1	9,8	39,7
Plus de 1 000 000 habitants	1009	11	65	1091	103	611	94	20,0	97,3	9,4	56,0

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022).

Champ : France y compris Mayotte et Collectivité européenne d'Alsace. Hors métropole de Lyon et Ville de Paris (comptées avec le secteur communal).

Hors gestion active de la dette.

D. Disparités régionales

Ratios financiers obligatoires des régions et des collectivités territoriales uniques en 2025

	Ratio 1 € / h	Ratio 2 € / h	Ratio 2 bis € / h	Ratio 3 € / h	Ratio 4 € / h	Ratio 5 € / h	Ratio 6 € / h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Régions											
Auvergne-Rhône-Alpes	331	10	-9	440	43	315	0	15,6	81,4	9,7	71,5
Bourgogne-Franche-Comté	414	16	15	501	34	552	0	18,5	88,8	6,7	110,1
Bretagne	302	8	-3	373	58	488	0	19,6	89,4	15,4	130,8
Centre-Val de Loire	376	12	-4	455	47	481	0	17,1	90,0	10,4	105,8
Grand Est	404	11	-6	492	46	515	0	16,1	90,4	9,3	104,6
Hauts-de-France	405	10	-1	456	31	630	0	17,5	96,9	6,8	138,1
Ile-de-France	230	10	-105	329	64	573	0	18,7	88,3	19,5	174,1
Normandie	360	9	-5	463	48	407	0	20,4	83,9	10,4	88,0
Nouvelle-Aquitaine	343	9	0	425	42	558	0	20,2	87,4	9,8	131,3
Occitanie	334	8	1	416	51	619	0	19,1	87,3	12,2	148,9
Pays-de-la-Loire	274	10	-8	358	52	572	0	17,9	85,5	14,5	160,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	379	9	-17	459	36	578	0	16,2	88,4	7,9	125,8
Ensemble des régions métropolitaines	332	10	-23	419	47	527	0	17,9	88,1	11,3	125,7
Régions d'outre-mer (ROM)											
Guadeloupe	618	6	2	881	233	1 246	0	34,3	82,5	26,5	141,4
La Réunion	566	11	13	753	278	1 233	0	34,6	85,2	36,9	163,7
Ensemble régions	337	10	-22	426	52	540	0	18,4	87,9	12,1	126,8
Collectivités territoriales uniques et de Corse											
Corse	3 057	16	72	3 586	310	3 288	299	23,2	90,0	8,6	91,7
Martinique	2 448	12	66	2 610	284	2 757	394	28,9	102,2	10,9	105,6
Guyane	1 569	7	33	1 706	395	757	183	40,3	94,7	23,1	44,4
Régions et CTU	**367**	**10**	**-21**	**459**	**56**	**567**	**4**	**19,4**	**88,5**	**12,1**	**123,4**

En 2021, la CVAE disparaît, compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2025 - année de référence 2022).

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

ANNEXE 6

Le périmètre des communes et des EPCI au 1er janvier 2026

LIONEL SEBBANE (DGCL)

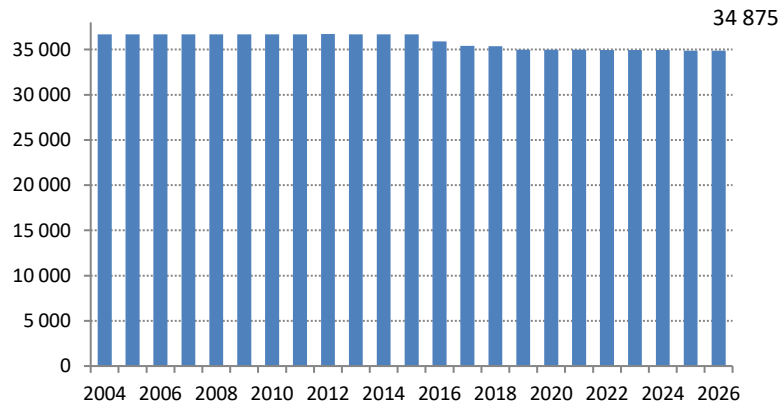
1. Les communes et leur population

La population de référence en vigueur au 1er janvier 2026, issue du recensement 2023, s'élève à 68,4 millions d'habitants pour la France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (DOM). En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 69,0 millions pour l'ensemble de la République française.

Au cours de l'année 2025, aucune commune nouvelle n'a été créée, la loi ne permettant pas la fusion de communes l'année précédant les élections municipales. Par conséquent, le nombre de communes en France métropolitaine et dans les DOM est stable et s'élève à 34 875 communes au 1er janvier 2026.

La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes. Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15,1 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces six dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nice, Nantes, Montpellier, Bordeaux, Rennes, Villeurbanne, Saint-Denis (de La Réunion), Saint-Denis (93), Metz et Rouen. À l'inverse, la population de cinq communes a diminué d'au moins 2 % en six ans : Paris, Reims, Le Havre, Argenteuil, Mulhouse.

Graphique 1 - Nombre de communes



au 1er janvier 2026

Source : Insee, code officiel géographique

2. Le nombre d'EPCI à fiscalité propre reste stable

Depuis la forte réduction du nombre d'EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2017 (- 39 %), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1er janvier 2026, on compte 1 252 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit 2 de moins qu'en 2025. Deux communautés de communes ont fusionné dans l'Aveyron, de même que deux communautés d'agglomération en Moselle. Par ailleurs une communauté de communes s'est transformée en communauté d'agglomération et deux communes ont changé d'EPCI à fiscalité propre d'appartenance.

Au 1er janvier 2026, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Il s'agit d'îles mono-communales, bénéficiant

d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

Un tiers de la population réside dans une communauté urbaine ou dans une métropole, un tiers dans une communauté d'agglomération (CA) et un tiers dans une communauté de communes (CC).

Tableau 1 - Nombre de groupements de communes à fiscalité propre

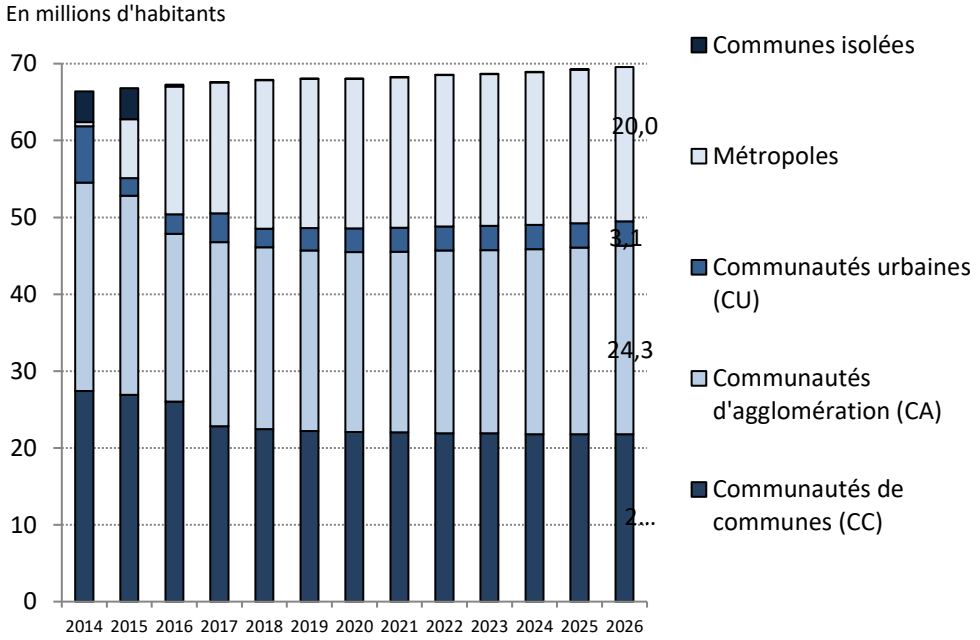
Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025	*Variation 2025-2024*
Métropoles	21	21	21	21	21	*+ 0*
Communautés urbaines (CU)	14	14	14	14	14	*+ 0*
Communautés d'agglomération (CA)	223	227	227	229	230	*+ 1*
Communautés de communes (CC)	995	992	992	990	989	*- 1*
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	**1 253**	**1 254**	**1 254**	**1 254**	**1 254**	***+ 0***
Métropole de Lyon	1	1	1	1	1	*+ 0*
Nombre de communes regroupées[(a)]	**34 961**	**34 951**	**34 941**	**34 931**	**34 871**	***- 60***
Nombre de communes isolées	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	***+ 0***
Nombre total de communes	**34 965**	**34 955**	**34 945**	**34 935**	**34 875**	***- 60***
EPCI à fiscalité professionnelle unique :						
Nombre de groupements	*1 075*	*1 084*	*1 090*	*1 093*	*1 094*	*+ 1*
Nombre de communes regroupées [(a)]	*30 089*	*30 231*	*30 329*	*30 446*	*30 418*	*- 28*

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

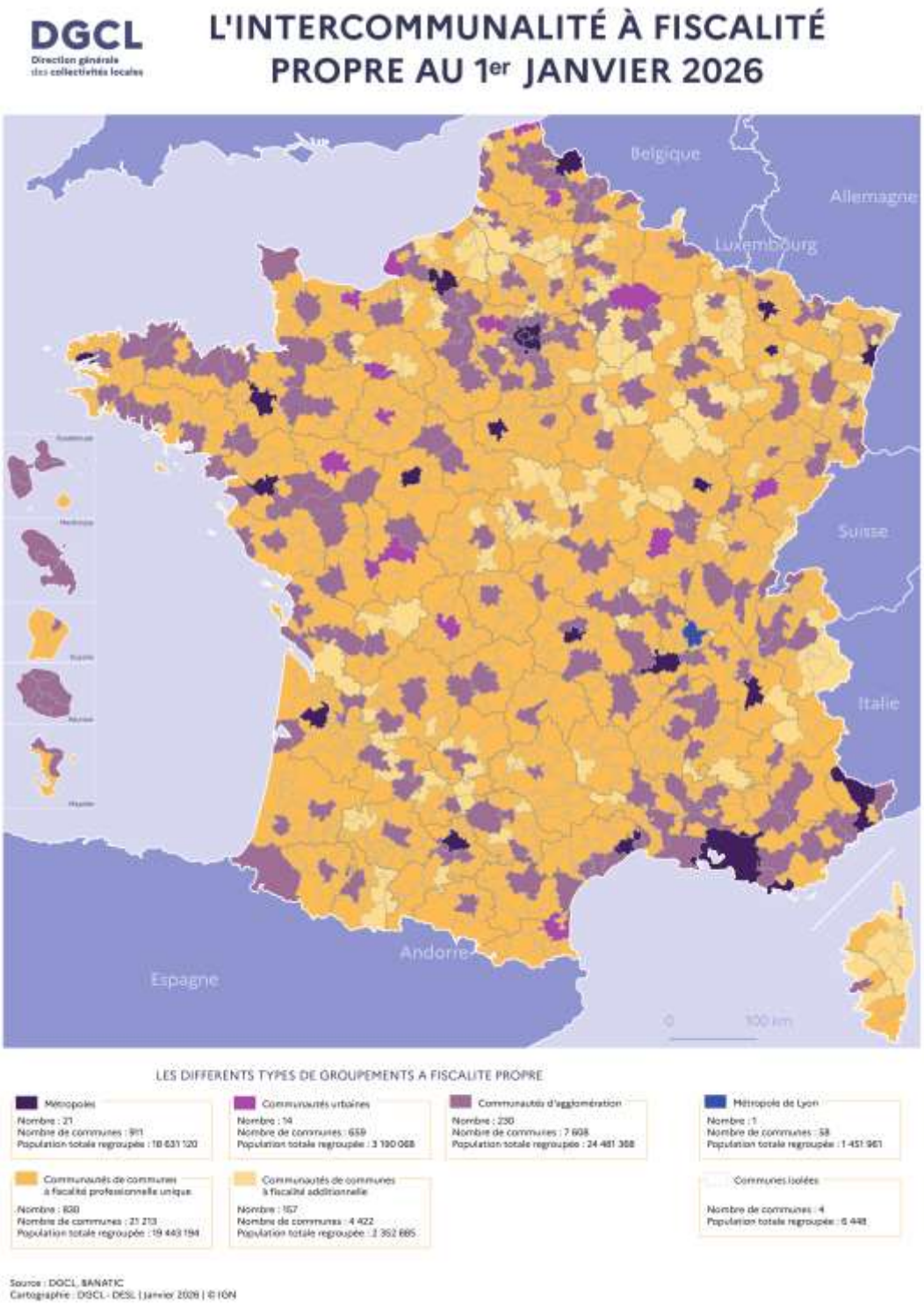
(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon

Graphique 2 - Répartition des EPCI à fiscalité propre selon la nature juridique (en nombre d'habitants)



Champ : France (y compris Mayotte).
Source : DGCL, Banatic

Carte 1 - Le périmètre des intercommunalités au 1er janvier 2026



3. La baisse du nombre de syndicats se poursuit à un rythme plus modéré

Alors que le nombre d'EPCI à fiscalité propre et de communes stagne, le nombre de syndicats poursuit sa baisse. Elle s'élève à -2,5 % cette année (-3,6 % en 2024 et -1,7% en 2023). Le nombre total de syndicats atteint 8 113 contre 8 322 début 2025. La baisse a concerné plus particulièrement les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) avec -6,0%.

Pour en savoir plus

- Les structures territoriales au 1er janvier 2026 : peu de changements dans la carte intercommunale, toujours moins de syndicats intercommunaux, BIS n° 206, DGCL, janvier 2026. Cette publication est disponible sur le site : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques/acces-aux-statistiques-par-thematique/general/bulletin-dinformation-statistique-bis

ANNEXE 7

Les finances des établissements publics locaux (EPL)

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

7A. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets principaux

2025	CCAS-CIAS [a]	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS [b]	CGFPT [c]	Associations syndicales autorisées
Nombre d'établissements [d]	**11 012**	**772**	**775**	**99**	**97**	**7 959**
Montants des budgets *(en millions d'euros)*						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**3 827**	**616**	**2 864**	**5 204**	**654**	**168**
Achats et charges externes	937	228	1 108	780	108	119
Frais de personnel	2 269	371	936	4 312	510	27
Charges financières	12	0	24	39	1	4
Dépenses d'intervention	522	11	68	37	16	4
Autres dépenses de fonctionnement	87	6	728	35	19	13
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**3 915**	**631**	**2 830**	**5 729**	**694**	**209**
Impôts, taxes et tarifications	2	0	210	7	0	0
Concours de l'État	3	0	0	4	0	0
Dotations et participations reçues	2 714	434	902	5 488	15	16
Ventes de biens et services	721	148	1 292	189	668	181
Autres recettes de fonctionnement	476	49	426	43	11	12
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	**89**	**15**	**-34**	**526**	**40**	**42**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**152**	**15**	**575**	**881**	**38**	**80**
Dépenses d'équipement	126	15	308	851	38	52
Subventions d'équipement versées	18	0	0	25	0	1
Autres dépenses d'investissement	8	0	267	5	0	26
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**76**	**4**	**367**	**396**	**11**	**78**
FCTVA	18	2	6	136	4	0
Autres dotations et subventions d'investissement	28	2	161	242	2	47
Autres recettes d'investissement	31	0	200	18	5	30
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**3 979**	**631**	**3 438**	**6 085**	**692**	**247**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**3 992**	**634**	**3 197**	**6 125**	**705**	**287**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+13	+4	-242	+40	+13	+39
Remboursements de dette (8)	**52**	**1**	**64**	**170**	**8**	**56**
Emprunts (9)	**20**	**1**	**191**	**205**	**7**	**24**
Flux net de dette =(9)-(8)	-32	-0	+127	+34	-1	-33
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**4 031**	**632**	**3 503**	**6 255**	**701**	**304**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**4 012**	**635**	**3 388**	**6 330**	**712**	**310**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	**-19**	**+4**	**-115**	**+75**	**+11**	**+7**
Dette au 31 décembre	**372**	**3**	**952**	**1 674**	**40**	**169**

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.
(b) Services départementaux d'incendie et de secours.
(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.
(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7B. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets annexes

2025	CCAS-CIAS [a]	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS [b]	CGFPT [c]	Associations syndicales autorisées
Montants des budgets *(en millions d'euros)*						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**4 554**	**17**	**338**	**18**	**24**	**0**
Achats et charges externes	1 172	3	164	11	19	0
Frais de personnel	3 295	12	76	7	4	0
Charges financières	30	0	8	0	0	0
Dépenses d'intervention	3	2	0	0	0	0
Autres dépenses de fonctionnement	54	0	90	0	0	0
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**4 720**	**17**	**422**	**18**	**25**	**0**
Impôts, taxes et tarifications	0	0	3	0	0	0
Concours de l'État	50	0	0	0	0	0
Dotations et participations reçues	2 584	14	18	11	2	0
Ventes de biens et services	1 854	3	335	2	22	0
Autres recettes de fonctionnement	232	0	66	6	0	0
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	**166**	**0**	**83**	**1**	**1**	**0**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**187**	**0**	**134**	**0**	**0**	**1**
Dépenses d'équipement	183	0	119	0	0	1
Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	4	0	15	0	0	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**94**	**0**	**59**	**0**	**0**	**0**
FCTVA	17	0	1	0	0	0
Autres dotations et subventions d'investissement	60	0	41	0	0	0
Autres recettes d'investissement	16	0	16	0	0	0
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**4 741**	**17**	**473**	**18**	**24**	**1**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**4 814**	**17**	**481**	**19**	**25**	**0**
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+73	-0	+8	+0	+1	-1
Remboursements de dette (8)	**77**	**0**	**34**	**0**	**0**	**0**
Emprunts (9)	**64**	**0**	**45**	**0**	**0**	**1**
Flux net de dette =(9)-(8)	-13	+0	+11	-0	+0	1
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**4 819**	**17**	**506**	**18**	**24**	**1**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**4 878**	**17**	**526**	**19**	**25**	**1**
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	**+59**	**-0**	**+19**	**+0**	**+1**	**0**
Dette au 31 décembre	**981**	**-**	**267**	**0**	**-**	**1**

(a) Centres communaux et intercommunaux d'acton sociale.
(b) Services départementaux d'incendie et de secours.
(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7C. Évolution des comptes des établissements publics locaux (EPL)
Budgets principaux et annexes - 2025 / 2024

en %

2025 / 2024	CCAS-CIAS [a]	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS [b]	CGFPT [c]	Associations syndicales autorisées
Évolution du nombre d'établissements [d]	-3,1%	-6,2%	-0,9%	+2,1%	+1,0%	-0,9%
Évolution des budgets						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**+1,7%**	**+2,4%**	**+9,1%**	**+1,9%**	**-0,4%**	**+1,5%**
Achats et charges externes	+1,9%	+0,8%	-3,3%	-2,6%	-2,9%	+4,2%
Frais de personnel	+1,9%	+3,5%	+3,0%	+2,8%	-0,0%	-
Charges financières	-9,1%	+23,1%	-0,4%	-4,3%	-	-4,7%
Dépenses d'intervention	+0,7%	+4,5%	-	+4,3%	-	-26,1%
Autres dépenses de fonctionnement	-0,1%	-4,9%	+56,7%	+8,3%	+9,3%	-3,0%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**+2,4%**	**+1,5%**	**+1,5%**	**+2,9%**	**-0,2%**	**-1,9%**
Impôts, taxes et tarifications	+9,3%	-	+18,0%	-	-	-
Dotations et participations reçues	+1,5%	-0,7%	+3,6%	+2,4%	+9,8%	-
Ventes de biens et services	+1,7%	-0,5%	-3,8%	+13,9%	-0,3%	+2,9%
Autres recettes de fonctionnement	+12,9%	+39,5%	+10,6%	+16,7%	-8,6%	-26,7%
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	**+31,1%**	**-26,8%**	**-81,6%**	**+14,5%**	**+1,8%**	**-13,4%**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**+5,8%**	**+6,9%**	**+30,0%**	**-4,1%**	**+11,2%**	**-18,0%**
Dépenses d'équipement	+3,5%	+7,1%	+4,0%	-5,0%	+11,0%	-38,9%
Subventions d'équipement versées	+79,8%	-3,5%	-	+21,1%	-	-
Autres dépenses d'investissement	+1,4%	-70,3%	+109,0%	+79,9%	-69,2%	+126,6%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**+6,3%**	**-6,4%**	**+55,4%**	**-5,8%**	**+49,6%**	**+4,2%**
FCTVA	-0,9%	-5,0%	+281,1%	+21,2%	-0,9%	-
Autres dotations et subventions d'investissement	+36,5%	+3,0%	+66,3%	-16,7%	-	-20,3%
Autres recettes d'investissement	-21,6%	-93,6%	+43,8%	+2,0%	+72,2%	+101,4%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	**+1,9%**	**+2,5%**	**+12,4%**	**+1,0%**	**+0,2%**	**-5,7%**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	**+2,5%**	**+1,4%**	**+5,7%**	**+2,3%**	**+0,3%**	**-0,3%**
Remboursements de dette (8)	**+11,8%**	**-**	**+11,5%**	**+2,2%**	**-**	**-13,4%**
Emprunts (9)	**+4,3%**	**-**	**+47,6%**	**+9,5%**	**-**	**-62,4%**
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	**+2,0%**	**+2,5%**	**+12,4%**	**+1,0%**	**+0,7%**	**-7,3%**
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	**+2,5%**	**+1,4%**	**+7,6%**	**+2,5%**	**-0,2%**	**-11,7%**
Dette au 31 décembre	**-3,1%**	**-**	**+12,3%**	**+2,1%**	**-**	**-15,8%**

(-) : pas de données

(a) Centres communaux et intercommunaux d'acton sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

ANNEXE 8

La fiscalité locale

MAXIME VAYNE (DGCL)

En 2025, les recettes fiscales des collectivités locales (y compris les budgets annexes) et des syndicats se composent pour 41 % d'impôts directs locaux et pour 59 % d'autres impôts et taxes locales.

Dans les *impôts directs*, on distingue traditionnellement, d'une part, les taxes dites « ménages » (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les impôts dits « économiques », car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et enfin le produit des taxes annexes mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

Les *impôts directs* s'élèvent à 69,5 Md€, et à 122,2 Md€ en y intégrant les fractions de TVA compensatrices des réformes successives. Cette stabilité est toutefois la résultante de dynamiques contrastées selon les différentes taxes. Ainsi, le produit des taxes ménages diminue de 1 % pour atteindre 47,5 Md€, toujours principalement alimenté à hauteur de 91 % (soit 43,1 Md€, en hausse de + 2,8% par rapport à 2024) par le produit de la taxe sur le foncier bâti. A l'inverse, le produit des taxes d'habitation baisse fortement sous l'effet d'une contraction des bases.

Les impôts économiques enregistrent une baisse globale, notamment pour la TASCOM (- 6,1 %), tandis que la CFE et l'Imposition forfaitaire sur les réseaux (IFER) progressent respectivement de + 4,4 % et + 4,7 % par rapport à 2024. Enfin, le produit de la TEOM poursuit sa hausse (+ 2,6 %, soit 9,2 Md€) tandis que le produit de la taxe GEMAPI enregistre un ralentissement par rapport aux années précédentes : en 2025, son produit augmente de + 7,7 % après + 19,1 % en 2024 et + 20,6 % en 2023.

Aux impôts directs s'ajoutent ***d'autres taxes locales***, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 109,3 Md€ en 2025 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 52,7 Md€ de transferts de TVA (*tableau 1*). Les recettes de ces taxes augmentent de +4,0 % par rapport à 2024, en raison essentiellement du dynamisme des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) progressant de +18,5% soit + 2,6 Md€.

Définitions

Taux d'imposition

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : les « taux statistiques moyens » publiés ici rapportent le produit réellement reçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

Effet base, effet taux

L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

TABLEAU 1 - IMPOTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITES LOCALES

(en millions d'euros)

2025	Communes [c]	Syndicats	GFP [d]	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2025	*Évolution 2025/2024*
Total des impôts et taxes	**56 377**	**2 441**	**42 517**	**50 009**	**27 993**	**179 338**	***+3,3%***
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	**55 961**	**2 441**	**42 408**	**50 009**	**27 936**	**178 755**	***+3,7%***
- Impôts locaux [a]	**45 514**	**277**	**22 494**	**410**	**753**	**69 448**	***+1,4%***
TH [e]	2 140	12	861	-	-	**3 013**	*-19,1%*
TH logements vacants	122	1	5	-	-	**128**	*-27,9%*
Foncier bâti (FB)	40 275	184	2 654	-	-	**43 113**	*+2,8%*
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	769	-	-	-	-	**769**	*+0,8%*
Versements coeff. correcteurs (FB)	*4 517*	-	-	-	-	**4 517**	*+2,5%*
Prélèvements coeff. correcteurs (FB)	*-3 748*	-	-	-	-	**-3 748**	*+2,8%*
Foncier non bâti (FnB) [f]	921	7	267	-	-	**1 195**	*-8,4%*
CFE	597	2	7 781	-	-	**8 381**	*+4,4%*
IFER	99	-	797	410	676	**1 982**	*+4,7%*
TASCOM	22	-	954	-	-	**976**	*-6,1%*
TEOM	570	71	8 586	-	-	**9 226**	*+2,6%*
GEMAPI et TASA	0	-	588	-	77	**665**	*+6,7%*
- Autres Impôts et taxes [b]	**10 447**	**2 164**	**19 914**	**49 599**	**27 183**	**109 307**	***+4,0%***
Fraction de TVA	1 432	0	14 061	20 751	16 463	**52 708**	*+0,4%*
DMTO	4 325	0	333	11 868	177	**16 703**	*+18,5%*
Attribution fonds de péréq. DMTO	-204	0	-17	184	49	**13**	*-94,9%*
TICPE	263	0	114	5 201	6 356	**11 934**	*+2,0%*
TSCA	108	0	79	10 079	151	**10 416**	*+7,0%*
Versement mobilité (VM)	7	1 154	4 509	0	18	**5 688**	*+3,8%*
TCFE	992	827	36	785	11	**2 651**	*-3,1%*
Certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 595	**2 595**	*+9,9%*
Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle	0	0	0	13	52	**64**	*-25,1%*
Taxe d'aménagement	1	0	4	224	3	**232**	*-44,1%*
Taxe de séjour	456	11	480	46	2	**995**	*-3,6%*
Corse et Outre-mer	1 287	5	13	170	1 076	**2 551**	*+1,2%*
dont : carburants	*121*	*0*	*11*	*106*	*347*	***585***	*-0,7%*
octroi de mer	*1 161*	*0*	*0*	*59*	*412*	***1 633***	*+1,7%*
Pylônes électriques	362	0	0	0	0	**362**	*+5,1%*
Balayage	112	0	0	0	0	**112**	*-0,0%*
Taxes funéraires	0	0	0	0	0	**0**	*+3,0%*
Taxes sur les passagers	2	0	0	1	0	**4**	*-21,5%*
Droits de place	169	0	4	0	0	**172**	*+1,6%*
Permis de conduire	0	0	0	0	0	**0**	*-98,1%*
Véhicule de transport de marchandises	0	0	0	0	0	**0**	*-57,7%*
Déchets stockés	16	9	1	0	0	**26**	*-2,0%*
Locaux à usage de bureaux	0	0	0	0	213	**213**	*-1,8%*
Redevance des mines	6	0	1	10	0	**18**	*-2,4%*
Eaux minérales	20	0	0	0	0	**20**	*+5,5%*
Jeux et paris	351	2	8	0	0	**362**	*+2,6%*
Remontées mécaniques	55	3	1	26	0	**84**	*+12,1%*
Publicité extérieure	236	0	3	0	0	**239**	*+3,7%*
Solde (dont autres reversements)	*453*	*157*	*285*	*246*	*334*	*1 475*	*+22,9%*
Impôts et taxes de la section d'investissement [b]	**416**	**0**	**109**	**0**	**57**	**583**	***-51,5%***
Taxe d'aménagement	416	0	113	0	21	**550**	*-42,2%*
TICPE	0	0	0	0	36	**37**	*-85,3%*
Autres						**0**	*+0,0%*

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI provisoire). (b) Source : Comptes de gestion. Voir la partie "Définitions" pour la signification des acronymes.

(c) Y compris Ville de Paris. (d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

(e) Y compris majorations des résidences secondaires et hors produit TH perçu par l' État.

(f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

TABLEAU 2 - LES RECETTES DE LA FISCALITE LOCALE [a]

(en millions d'euros)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble de la fiscalité locale		**92 612**	**95 696**	**97 840**	**65 553**	**68 329**	**65 208**	**68 492**	**69 448**
Taxe d'habitation (TH)	Communes	15 471	15 977	16 218	1 908	1 967	2 679	2 662	2 140
	dont : résidences secondaires [b]	*1 697*	*1 795*	*1 801*	*1 907*	*1 967*	*2 679*	*2 662*	*2 140*
	Syndicats	90	91	82	30	20	16	15	12
	GFP	7 135	7 375	7 493	821	835	1 089	1 046	861
	dont : résidences secondaires	-	-	*776*	*820*	*835*	*1 089*	*1 046*	*861*
	Secteur communal	**22 697**	**23 443**	**23 793**	**2 759**	**2 822**	**3 784**	**3 723**	**3 013**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	69	73	82	80	81	135	170	122
	Syndicats	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,7	0,5
	GFP	2	2	2	2	2	4	7	5
	Secteur communal	**71**	**75**	**84**	**82**	**83**	**139**	**178**	**128**
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	17 527	18 358	18 775	32 360	33 945	37 266	39 220	40 275
	Syndicats	95	96	88	137	154	170	175	184
	GFP	1 773	1 839	1 907	1 802	2 127	2 382	2 552	2 654
	Secteur communal	**19 394**	**20 293**	**20 770**	**34 298**	**36 225**	**39 818**	**41 946**	**43 113**
	Départements	14 065	14 059	14 314	-	-	-	-	-
	CTU	169	174	179	-	-	-	-	-
	Ensemble collectivités	**33 628**	**34 526**	**35 264**	**34 298**	**36 225**	**39 818**	**41 946**	**43 113**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [c]	Communes	840	858	869	873	904	972	1 013	921
	Syndicats	4	4	4	6	7	7	7	7
	GFP	223	230	233	237	250	271	285	267
	Secteur communal	**1 067**	**1 092**	**1 106**	**1 116**	**1 160**	**1 250**	**1 305**	**1 195**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	641	618	629	540	544	563	574	597
	Syndicats	2	2	2	2	3	2	2	2
	GFP	7 311	7 385	7 634	6 311	6 555	7 039	7 454	7 781
	Secteur communal	**7 954**	**8 006**	**8 265**	**6 853**	**7 102**	**7 604**	**8 031**	**8 381**
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes	126	624	654	650	623	-	-	-
	GFP	4 701	5 033	5 193	5 135	4 978	-	-	-
	Secteur communal	**4 826**	**5 657**	**5 847**	**5 785**	**5 600**	**-**	**-**	**-**
	Départements	4 008	3 776	3 867	3 823	3 692	-	-	-
	Régions et CTU	8 890	9 492	9 776	32	32	-	-	-
	Ensemble collectivités	**17 725**	**18 925**	**19 490**	**9 639**	**9 324**	**-**	**-**	**-**
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	Communes	71	71	73	78	82	88	92	99
	GFP	535	562	580	609	643	699	748	797
	Secteur communal	**605**	**633**	**653**	**687**	**725**	**787**	**840**	**896**
	Départements	281	290	300	314	330	360	383	410
	Régions et CTU	652	633	664	646	639	756	671	676
	Ensemble collectivités	**1 538**	**1 557**	**1 617**	**1 647**	**1 694**	**1 903**	**1 894**	**1 982**
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Communes	28	21	26	26	25	26	23	22
	GFP	747	770	773	769	822	909	1 016	954
	Secteur communal	**774**	**791**	**799**	**794**	**847**	**935**	**1 039**	**976**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [d]	Communes	619	626	624	503	517	545	558	570
	Syndicats	517	525	534	556	613	612	69	71
	GFP	5 787	5 861	5 979	6 373	6 787	7 353	8 363	8 586
	Secteur communal	**6 924**	**7 012**	**7 137**	**7 432**	**7 918**	**8 510**	**8 990**	**9 226**
dont part incitative		*20,8*	*28,2*	*33,5*	*36,0*	*39,5*			
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	154	190	204	275	380	458	546	588
	TASA (Région IdF)	80	80	80	77	77	77	77	77

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires.

(c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI provisoire.

TABLEAU 3 - LES BASES NETTES [a]

(en millions d'euros)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxe d'habitation (TH) [b]	*Valeur locative des locaux d'habitation*	*120 368*	*124 347*	*126 482*	-	-	-	-	-
	- Abattements pour charges de famille	*7 577*	*7 727*	*7 720*	-	-	-	-	-
	- Abattements facultatifs	*8 634*	*8 883*	*8 972*	-	-	-	-	-
	- Exonérations	*12 154*	*12 816*	*13 437*	-	-	-	-	-
	= Bases nettes des communes	92 004	94 921	96 353	11 291	11 501	14 303	13 466	10 864
	dont : résidences principales	*81 791*	*84 221*	*85 614*	-	-		-	-
	résidences secondaires	*10 213*	*10 700*	*10 739*	*11 291*	*11 501*	*14 303*	*13 466*	*10 864*
	Syndicats	10 182	10 458	9 705	3 666	2 336	1 631	1 092	870
	GFP	77 462	80 741	82 051	9 826	10 014	12 361	11 735	9 689
	dont : résidences principales	-	-	*72 701*	-	-	-	-	-
	résidences secondaires	-	-	*9 350*	*9 826*	*10 014*	*12 361*	*11 735*	*9 689*
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	390	410	462	452	454	765	977	717
	Syndicats	15	16	15	14	14	0	36	28
	GFP	18	19	21	20	21	40	65	46
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	90 299	92 742	94 812	90 904	94 597	100 998	105 544	108 340
	Syndicats	9 465	9 662	9 093	8 972	9 394	10 043	10 662	11 195
	GFP	55 044	57 135	58 656	57 502	62 103	67 772	71 519	73 587
	Départements	85 975	80 599	82 429	-	-	-	-	-
	CTU	926	956	985	-	-	-	-	-
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [c]	Communes	1 985	2 027	2 051	2 056	2 124	2 273	2 362	2 142
	Syndicats	111	113	112	113	118	122	132	120
	GFP	1 954	1 993	2 017	2 022	2 094	2 242	2 329	2 106
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	3 593	3 481	3 549	3 050	3 084	3 188	3 227	3 350
	Syndicats	77	81	86	58	54	50	58	61
	GFP	28 072	28 304	29 210	23 881	24 726	26 358	27 748	28 865
	Secteur communal [d]	**30 091**	**30 271**	**31 274**	**25 881**	**26 750**		**30 975**	**32 276**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Communes	10 690	10 867	10 994	8 069	8 309	8 764	8 984	9 168
	Syndicats et GFP	64 876	66 835	68 195	72 883	76 151	80 233	83 696	86 119
	Secteur communal	**75 567**	**77 701**	**79 188**	**80 952**	**84 460**	**88 997**	**93 398**	**95 287**
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	53 738	104 407	108 594	87 503	100 828	109 823	126 171	128 561
	TASA (Région IdF)	33 128	33 597	34 365	33 434	34 518	36 433	37 925	30 721

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) À partir de 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.

(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI provisoire.

TABLEAU 4 - LES TAUX MOYENS D'IMPOSITION [a]

(en %)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxe d'habitation (TH) [b]	Communes	16,82	16,83	16,83	16,90	17,10	18,73	19,77	19,70
	Syndicats	0,89	0,87	0,85	0,83	0,86	0,98	1,38	1,41
	GFP	9,21	9,13	9,13	8,35	8,34	8,81	8,91	8,88
	Secteur communal	**24,67**	**24,70**	**24,69**	**24,44**	**24,54**	**26,46**	**27,65**	**27,73**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	17,61	17,71	17,68	17,68	17,83	17,65	17,37	17,06
	Syndicats	1,16	1,13	0,98	1,05	1,02	nc	nc	1,93
	GFP	10,04	10,03	10,06	9,94	9,86	10,00	11,42	11,55
	Secteur communal	**18,13**	**18,22**	**18,17**	**18,15**	**18,31**	**18,22**	**18,20**	**17,88**
Taxe sur le foncier bati (FB) [c]	Communes	19,41	19,79	19,80	35,60	35,88	36,90	37,16	37,17
	Syndicats	1,01	0,99	0,97	1,52	1,63	1,69	1,64	1,65
	GFP	3,22	3,22	3,25	3,13	3,43	3,51	3,57	3,61
	Secteur communal	**21,48**	**21,88**	**21,91**	**37,73**	**38,29**	**39,42**	**39,74**	**39,79**
	Départements	16,36	17,44	17,37	-	-	-	-	-
	CTU	18,21	18,21	18,16	-	-	-	-	-
	Ensemble des collectivités	**37,24**	**37,23**	**37,19**	**37,73**	**38,29**	**39,42**	**39,74**	**39,79**
Taxe sur le foncier non bati (FnB) [d]	Communes	42,30	42,32	42,34	42,46	42,54	42,76	42,89	43,00
	Syndicats	3,78	3,63	3,66	5,76	5,98	5,74	5,50	5,63
	GFP	11,42	11,54	11,57	11,71	11,92	12,09	12,23	12,70
	Secteur communal	**53,75**	**53,86**	**53,92**	**54,30**	**54,62**	**54,99**	**55,25**	**55,81**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	17,84	17,77	17,72	17,70	17,65	17,66	17,79	17,81
	Syndicats	3,13	2,76	2,61	4,03	5,02	4,00	3,99	4,07
	GFP	26,04	26,09	26,13	26,43	26,51	26,71	26,86	26,96
	Secteur communal	**26,43**	**26,45**	**26,43**	**26,48**	**26,55**	**25,74**	**25,93**	**25,97**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [e]	Communes	5,79	5,76	5,68	6,23	6,22	6,22	6,21	6,21
	Syndicats et GFP	9,72	9,55	9,55	9,51	9,72	9,88	10,07	10,05
	Secteur communal	**9,16**	**9,02**	**9,01**	**9,18**	**9,37**	**9,52**	**9,63**	**9,68**
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	**0,29**	**0,18**	**0,19**	**0,31**	**0,38**	**0,42**	**0,43**	**0,46**
	TASA (Région IdF)	**0,24**	**0,24**	**0,23**	**0,23**	**0,22**	**0,21**	**0,20**	**0,25**

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites "ménages" sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les "gains et pertes", les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.
Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires. À partir de 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.

(c) À partir de 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen.

(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(e) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI provisoire.

TABLEAU 5 - DECOMPOSITION DE L'EVOLUTION DES PRODUITS DES TAXES EN 2025 : EFFET BASE ET EFFET TAUX

(en %)

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)		Évolution du produit	Effet base*	Effet taux*
Taxe d'habitation (TH) [(a)]	Communes	-19,6	-21,1	+1,9
	dont : membres d'un EPCI à FA	-7,2	-8,7	+1,6
	: membres d'un EPCI à FPU	-20,6	-22,0	+1,9
	EPCI à FP (y compris MGP)	-17,8	-19,1	+1,6
	dont : à FA	-7,6	-10,1	+2,9
	: à FPU	-18,3	-19,5	+1,6
	Secteur communal	**-19,1**	**-20,4**	**+1,6**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	-27,9	-28,0	+0,2
	dont : membres d'un EPCI à FA	-16,1	-16,3	+0,2
	: membres d'un EPCI à FPU	-28,3	-28,4	+0,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	-28,1	-29,5	+1,9
	dont : à FA	-14,3	-14,3	+0,0
	: à FPU	-28,2	-29,5	+1,9
	Secteur communal	**-27,9**	**-28,0**	**+0,2**
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	+2,7	+2,6	+0,1
	dont : membres d'un EPCI à FA	+2,9	+2,8	+0,1
	: membres d'un EPCI à FPU	+2,7	+2,6	+0,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	+4,0	+2,8	+1,2
	dont : à FA	+3,3	+2,7	+0,6
	: à FPU	+4,1	+2,8	+1,2
	Secteur communal	**+2,8**	**+2,6**	**+0,1**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [(b)]	Communes	-9,1	-9,3	+0,2
	dont : membres d'un EPCI à FA	-9,7	-10,3	+0,6
	: membres d'un EPCI à FPU	-9,0	-9,2	+0,2
	EPCI à FP (y compris MGP)	-6,1	-8,6	+2,8
	dont : à FA	-10,3	-10,5	+0,3
	: à FPU	-5,5	-8,4	+3,1
	Secteur communal	**-8,4**	**-9,1**	**+0,8**
Ensemble des " Taxes ménages "	Communes	+0,9	+0,8	+0,1
	dont : membres d'un EPCI à FA	+0,8	+0,5	+0,3
	: membres d'un EPCI à FPU	+0,9	+0,8	+0,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	-2,7	-0,1	-2,9
	dont : à FA	-7,8	-3,0	-8,2
	: à FPU	+1,4	+0,9	+1,4
	Secteur communal	**+0,6**	**+0,5**	**+0,1**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	+3,9	+3,9	+0,0
	EPCI	+4,4	+4,0	+0,3
	dont : à FA	+4,6	+3,6	+0,9
	: à FPU	+4,4	+4,0	+0,3
	Secteur communal	**+4,3**	**+4,3**	**+0,0**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [(c)]	**Secteur communal**	**+3,2**	**+2,7**	**+0,5**

** Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.*

*A noter que l'effet base et l'effet taux sont des facteurs multiplicatifs et non additif. Ainsi pour la THLV des EPCI, on a 1,396*1,209=1,6877 et non pas 39,6% + 20,9% = Evolution du produit*

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.

(b) Y compris taxe additionnelle.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI provisoire.

TABLEAU 6 - PRINCIPALES REDEVANCES TARIFAIRES

(en millions d'euros)

2025	Communes (a)	Syndicats	GFP (b)	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2025	*Évolution 2025 / 2024*
Ventes de produits finis							
vente d'eau	271	1 765	1 635	0	1	**3 673**	*+10,4%*
taxes et redevance d'eau	68	265	339	0	0	**672**	*+2,1%*
vente de terrains aménagés	242	45	328	14	0	**629**	*+1,8%*
Produits forestiers							
récoltes	3	1	0	0	0	**4**	*+11,0%*
coupes de bois	299	12	1	3	0	**316**	*+5,8%*
Utilisation du domaine							
concessions et redevances funéraires	147	5	4	0	0	**155**	*+5,2%*
droits de stationnement, location	807	34	128	103	13	**1 086**	*+2,1%*
redevance stationnement et post-stationnement	1 006	3	160	0	0	**1 169**	*+9,1%*
péage, passage, pesage	2	0	49	5	0	**56**	*-6,7%*
droits de chasse et pêche	31	1	0	0	0	**33**	*+9,2%*
pâturage	5	2	0	0	0	**7**	*+1,3%*
dégradation voies et chemins	6	0	0	3	0	**10**	*+1,5%*
redevance ski de fond	4	1	2	0	0	**7**	*+11,6%*
autres redevances	140	154	55	24	11	**384**	*+45,5%*
Prestations de services							
transport	16	318	930	17	1	**1 281**	*+2,1%*
enlèvements ordures, déchets	24	265	356	0	0	**645**	*+2,8%*
culture	357	25	114	29	1	**527**	*+2,8%*
sports et loisirs	453	41	307	7	1	**809**	*+3,6%*
analyse et désinfection	0	0	0	86	3	**89**	*+4,4%*
droits navigation	18	2	0	0	1	**21**	*+3,2%*
social	845	48	204	34	1	**1 132**	*+2,5%*
périscolaire	2 161	149	202	6	12	**2 530**	*+1,2%*
assainissement	422	1 581	3 004	122	0	**5 129**	*+6,3%*
location compteurs	22	94	123	0	0	**238**	*+3,5%*
Autres recettes							
ventes de marchandises	118	153	116	10	0	**396**	*-3,8%*
concessions, brevets, marques	33	56	17	2	0	**109**	*+0,7%*
revenus des immeubles	2 315	87	512	116	28	**3 059**	*+3,8%*
fermiers et concessionnaires	637	604	495	43	142	**1 920**	*+10,5%*

(a) Y compris Ville de Paris. (b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion.

TABLEAUX 7 : CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA FISCALITE DIRECTE LOCALE

1. Contributions versées par l'État au titre des taxes ménages

Remarque : Les montants qui figurent dans cette partie sont ceux des contributions effectivement ordonnancées en fin d'exercice fiscal. Ils diffèrent donc des montants du tableau de l'annexe 9, qui concernent les crédits ouverts en loi de finances initiale.

Compensations accordées au titre des exonérations des taxes ménages

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**1 973**	**2 110**	**2 223**	**2 164**	**2 344**	**2 497**	**2 667**	**2 793**
Taxe d'habitation	**1 733**	**1 855**	**1 964**	**14**	**19**	**15**	**50**	**53**
Exonération des personnes de condition modeste	1 729	1 838	1 944	0	0	0	0	0
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV[(a)]	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	36,7	36,5
Minoration valeurs locatives Mayotte	-	13,3	16,5	11,0	15,1	11,3	13,0	16,6
Taxe sur le foncier bâti	**123**	**137**	**142**	**2 033**	**2 208**	**2 368**	**2 503**	**2 628**
Exonération sur les immeubles à caractère social	16,2	18,4	21,2	22,6	40,7	45,1	52,5	66,0
Exonération des personnes de condition modeste	26,2	27,7	27,9	27,7	27,7	28,1	29,6	29,8
Exonération ZFU, ZUS, BUD et ZDP[(b)]	71	72	69	68	112	121	126	141
Exonération ZF des DOM	10,0	10,2	13,5	10	12	13	13	13
Abat. 50% valeurs locatives locaux industriels	-	-	-	1 894	2 001	2 144	2 262	2 356
Minoration valeurs locatives Mayotte	-	8,9	10,6	10	15	17	20	22
Taxe sur le foncier non bâti	**117**	**118**	**117**	**117**	**117**	**115**	**114**	**112**
Exonération des terres agricoles et des terres humides	108	107	107	106	105	103	101	99
Exonération de plantations y.c. exonérations Natura 2000	1,7	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,8	1,9
Exonération ZF et parcs naturels des DOM	7,5	9,2	8,8	9,2	9,5	10,2	10,6	11,1

ZFU : zone franche urbaine; ZUS : zone urbaine sensible ; BUD : bassin urbain à dynamiser ; ZDP : zone de développement prioritaire

(a) Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012 et 2023, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

(b) y.c. les compensations des contrats de ville et des quartiers prioritaires de la ville, et à partir de 2017 : y.c. certains immeubles antisismiques (DOM).

Source : DGCL. Données. DGFiP.

Compensations par niveau de collectivités au titre des exonérations des taxes ménages

en millions d'euros

	Produits en 2024	Produits en 2025	Évolution	
Secteur communal	**2 497**	**2 793**	**+ 296**	**(+12%)**
Taxe d'habitation	50	53	+ 3	(+7%)
Taxe sur le foncier bâti	2 503	2 628	+ 125	(+5%)
Taxe sur le foncier non bâti	114	112	- 2	(-1%)
communes	**2 344**	**2 625**	**+ 281**	**(+12%)**
Taxe d'habitation	47	50	+ 3	(+6%)
Taxe sur le foncier bâti	2 346	2 465	+ 119	(+5%)
Taxe sur le foncier non bâti	112	111	- 1	(-1%)
groupements à fiscalité propre	**153**	**168**	**+ 15**	**(+10%)**
Taxe d'habitation	3	3	+ 0	(+14%)
Taxe sur le foncier bâti	157	163	+ 6	(+4%)
Taxe sur le foncier non bâti	1	1	- 0	(-10%)

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes ménages

en millions d'euros

Dégrèvements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**8 330**	**12 127**	**16 324**	**2 629**	**2 598**	**2 635**	**3 199**	**2 570**
Taxe d'habitation	**6 673**	**10 489**	**14 413**	**762**	**660**	**829**	**1 154**	**671**
Cotisations inférieures à 12 euros	2,9	4,5	0,4	0,4	0,7	0,2	0,1	0,1
Dégrèvements en fonction du revenu	3 062	3 208	0	-	-	-	-	-
Contribuables de condition modeste	71	75	84	66	93	33	51	
Taxe d'habitation sur les logements vacants	24,5	28,3	31,2	31,2	31,2	48	107	68
Réforme TH	2 927	6 574	13 692	-	-	-	-	-
Autres dégrèvements	587	599	605	665	535	747	995	602
Taxes foncières	**1 656**	**1 639**	**1 911**	**1 867**	**1 938**	**1 806**	**2 045**	**1 899**
Cotisations inférieures à 12 euros	11,8	11,8	0,4	11,6	11,6	11	11	11
Pertes de récoltes	95	89	175	130	143	97	284	87
Jeunes agriculteurs	9,7	10,1	10,1	10,2	10,2	11	12	11
Contribuables âgés et de condition modeste	31,1	32,9	34,2	35,1	34,3	34	29	41
Autres dégrèvements	1 509	1 495	1 680	1 680	1 739	1 653	1 708	1 749

Source : DGCL. Données. DGFiP.

Contributions de l'État au titre des taxes ménages

en millions d'euros

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Compensations (A)								
Taxe d'habitation	1 733	1 855	1 964	14	19	15	50	53
Taxe sur le foncier bâti	123	137	142	2 033	2 208	2 368	2 503	2 628
Taxe sur le foncier non bâti	117	118	117	117	117	115	114	112
Total	**1 973**	**2 110**	**2 223**	**2 164**	**2 344**	**2 497**	**2 667**	**2 793**
Evolution en %	*(+3,8%)*	*(+7,0%)*	*(+5,3%)*	*(-2,6%)*	*(+8,3%)*	*(+6,5%)*	*(+6,8%)*	*(+4,7%)*
Dégrèvements ordonnancés (B)								
Taxe d'habitation	6 673	10 489	14 413	762	660	829	1 154	671
Taxes foncières	1 656	1 639	1 911	1 867	1 938	1 806	2 045	1 899
Total	**8 330**	**12 127**	**16 324**	**2 629**	**2 598**	**2 635**	**3 199**	**2 570**
Evolution en %	*(+62,7%)*	*(+45,6%)*	*(+34,6%)*	*(-83,9%)*	*(-1,2%)*	*(+1,4%)*	*(+21,4%)*	*(-19,7%)*
Contributions de l'État aux taxes ménages (A+B)								
Taxe d'habitation	8 406	12 344	16 376	776	679	843	1 204	724
Taxes foncières	1 897	1 894	2 170	4 016	4 263	4 288	4 662	4 639
Total	**10 303**	**14 237**	**18 547**	**4 793**	**4 942**	**5 132**	**5 866**	**5 363**
Evolution en %	*(+46,8%)*	*(+38,2%)*	*(+30,3%)*	*(-74,2%)*	*(+3,1%)*	*(+3,8%)*	*(+14,3%)*	*(-8,6%)*
Pourcentage des recettes[(a)] prises en charge par l'État au titre des taxes ménages								
Taxe d'habitation	34,3%	48,8%	63,6%	28,0%	23,9%	22,2%	31,9%	23,6%
Taxes foncières	5,4%	5,3%	5,9%	10,5%	10,7%	9,8%	10,2%	9,9%
Total	**17,3%**	**23,3%**	**29,7%**	**11,7%**	**11,6%**	**10,8%**	**11,8%**	**10,7%**

(a) Recettes : produits perçus des taxes ménages + compensations.

Source : DGCL. Données. DGFiP.

2. Contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**58**	**216**	**240**	**1 881**	**1 995**	**2 047**	**2 196**	**2 317**
Cotisation foncière des entreprises [(a)]	**32**	**186**	**203**	**1 862**	**1 977**	**2 047**	**2 196**	**2 317**
Réduction de base pour créations d'établissement	1,5	1,4	1,4	1,2	1,2	1,1	1,1	1,2
Abat. 50% valeurs locatives locaux industriels	-	-	-	1 629	1 619	1 782	1 894	1 983
Allégement Corse	7,2	6,7	7,2	6,9	6,5	7,0	7,6	7,8
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU-ZDP [(b)]	5,0	5,1	3,7	3,0	2,0	1,5	1,4	1,3
Exonération zone franche des DOM	14,6	16,5	16,9	18,1	18,5	20,0	21,2	21,8
Diffuseurs de presse	3,7	4,9	5,0	4,9	4,8	4,8	4,8	4,9
Bases minimum CFE	-	152	169	199	204	231	266	297
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	**25,6**	**29,9**	**37,0**	**18,2**	**18,1**	**0,0**	**0,0**	**0,0**

ZRR : zone de revitalisation rurale. ZRU : zone de revitalisation urbaine. ZFU : zone franche urbaine. ZDP : zone de développement prioritaire.

(a) y.c. les compensations d'éxonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

(b) y.c. les compensations d'éxonération des quartiers prioritaires de la ville et celles des bassins à urbaniser (à partir de 2019).

Source : DGCL. Données. DGFiP.

Compensations par niveau de collectivités au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

	Produits		Évolution	
	2024	2025		
Cotisation foncière des entreprises [(a)]				
Communes	**132**	**143**	**+ 11**	**(+8%)**
Groupements à fiscalité propre	**2 064**	**2 174**	**+ 110**	**(+5%)**
Secteur communal	**2 196**	**2 317**	**+ 121**	**(+6%)**

(a) y.c. les compensations d'éxonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

Source : DGCL. Données. DGFiP.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques

en millions d'euros

Dégrèvements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	**6 266**	**6 491**	**6 146**	**4 136**	**3 672**	**1 646**	**1 155**	**1 248**
TP Plafonnement valeur ajoutée	3	1	2	1	0	0	0	0
CVAE dégrèvement barémique	4 352	4 881	4 501	2 247	2 222	0	0	0
CET plafonnement valeur ajoutée	1 194	1 111	1 175	1 466	1 049	1 006	789	864
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	687	479	443	401	381	622	353	372
Autres dégrèvements	30	19	25	22	20	16	12	12

Source : DGCL. Données. DGFiP.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

en millions d'euros

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Compensations (A)								
Impôts économiques	58	216	240	1 881	1 995	2 047	2 196	2 317
Évolution	*(-42,8%)*	*(+275,4%)*	*(+11,0%)*	*(+684,0%)*	*(+6,1%)*	*(+8,9%)*	*(+10,1%)*	*(+13,2%)*
Dégrèvements ordonnancés (B)								
Impôts économiques	6 266	6 491	6 146	4 136	3 672	1 646	1 155	1 248
Évolution	*(+3,3%)*	*(+3,6%)*	*(-5,3%)*	*(-32,7%)*	*(-11,2%)*	*(-60,2%)*	*(-68,6%)*	*(-24,2%)*
Contributions de l'État aux impôts économiques (A+B)								
Impôts économiques	6 323	6 708	6 386	6 017	5 666	3 693	3 350	3 565
Évolution	*(+2,6%)*	*(+6,1%)*	*(-4,8%)*	*(-5,8%)*	*(-5,8%)*	*(-38,6%)*	*(-40,9%)*	*(-3,5%)*
Pourcentage des recettes[a] prises en charge par l'État au titre des impôts économiques								
Impôts économiques	22,5%	22,7%	21,0%	28,9%	27,0%	29,6%	25,5%	26,1%

(a) recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

Source : DGCL. Données. DGFiP.

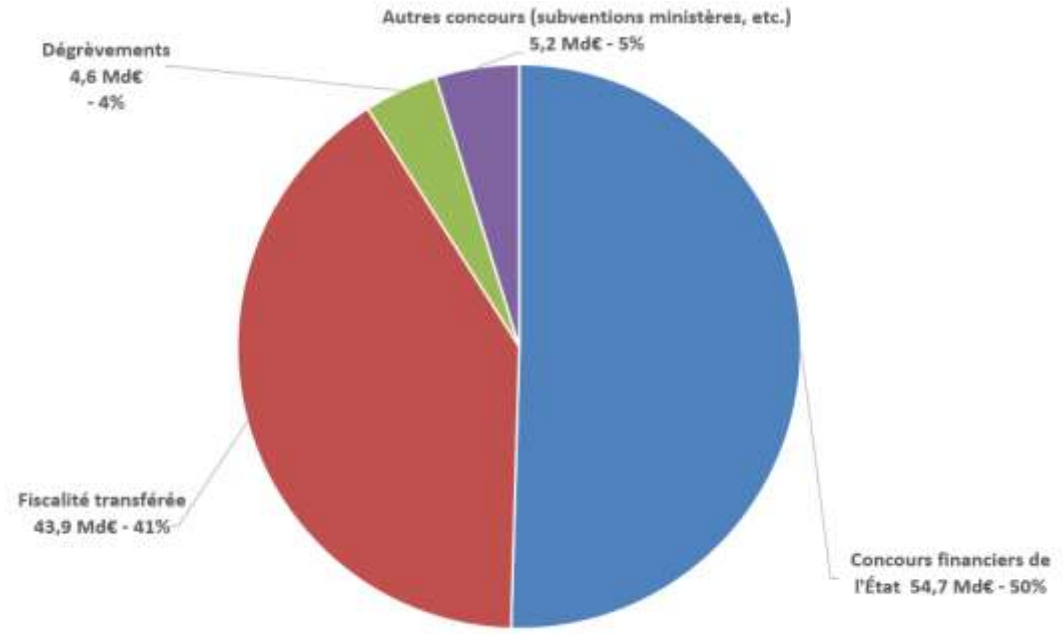
ANNEXE 9

Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

PAUL OUVRARD, AUDE-CECILE MONNOT, VALENTIN LAIDET (DGCL)

Dans la loi de finances pour 2026, les transferts financiers de l'État vers les collectivités territoriales[33] s'élèvent à 108 Md€. Ils se composent de quatre ensembles :
– les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales (54,7 Md€) ;
– les dégrèvements d'impôts locaux (4,6 Md€) ;
– les autres transferts financiers, comme les subventions spécifiques versées aux collectivités par les ministères et la rétrocession du produit des amendes de police, pour un total de (5,2 Md€) ;
– la fiscalité transférée, y compris les « paniers de ressources » transférés aux régions au titre de l'apprentissage et de la formation professionnelle (43,9 Md€).

GRAPHIQUE 1 – COMPOSITION DES TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'Etat.

[33] L'article 184 de la loi de finances initiale pour 2011 a remplacé la notion d'« effort financier de l'État en faveur des collectivités territoriales » par la notion de « transferts financiers de l'État vers les collectivités territoriales » pour mieux traduire la nature des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales.

Les concours financiers de l'État aux collectivités locales

(Autorisations d'engagement en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026
I - Concours financiers de l'Etat	**53 080**	**55 315**	**54 805**	**54 685**	**54 737**
a) Prélèvements sur recettes de l'Etat	**43 226**	**45 546**	**45 049**	**45 232**	**44 824**
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 798	26 931	27 245	27 395	27 406
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	6	5	5	4	4
Dotation de compensation des pertes de CET et de redevance des mines	50	50	30	30	15
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 500	6 656	7 104	7 654	7 867
PSR au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	581	628	664	711	897
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	388	378	378	378	370
Dotation élu local	101	109	124	124	183
PSR au profit de la collectivité de Corse	57	43	43	43	43
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	440	434	432	432	432
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326	326	326	326	326
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	661	661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	3	3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 880	2 875	2 840	2 411	1 883
Dotation de compensation de la taxe sur les logements vacants	4	4	4	4	3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107	107	107	107	107
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284	284	272	214	164
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	7	7
PSR au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48	48	48	48	48
PSR au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27	27	27	27	27
PSR au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	123	123	123	123	123
PSR au profit de la Polynésie française	91	91	91	91	91
Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal (LFR3 pour 2020)	100	-	-	-	-
PSR de compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 642	3 825	4 017	4 291	3 984
PSR de compensation des communes contributrices au FNGIR subissant une perte de CFE	1	1	3	3	3
PSR exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	-	1 930	400	-	-
PSR dotation de compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants	-	-	25	33	33
PSR visant à abonder le fonds de sauvegarde des départements en 2024	-	-	53	-	-
PSR en faveur des communes nouvelles	-	-	18	24	33
PSR compensation et lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	-	-	-	3	17
PSR compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	-	-	-	85	95
b) Mission "Relations avec les collectivités territoriales" (hors crédits DGCL)	**4 911**	**4 401**	**4 085**	**3 902**	**3 776**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	873	570	570	420	220
Dotation politique de la ville (DPV)	150	150	150	150	150
Dotation globale d'équipement des départements (DSID)	212	212	212	212	152
Dotation pour les titres sécurisés (DTS)	49	52	100	100	100
Dotation régisseur police municipale	1	1	0	0	0
Dotation d'insularité	4	4	4	4	4
Dotation de valorisation des aménités rurales (ex. dotation biodiversité)	24	42	100	110	110
Dotation protection fonctionnelle élu local (intégrée à la DPEL versée par PSR)	3	-	-	-	-
Dotation maires agent de l'Etat	-	-	-	-	19
Dotation générale de décentralisation (DGD-Mission RCT)	1 710	1 758	1 481	1 619	1 676
Dotation générale de décentralisation Communes	*135*	*135*	*141*	*143*	*191*
Dotation générale de décentralisation Départements	*317*	*266*	*265*	*265*	*265*
Dotation générale de décentralisation Régions	*1 021*	*1 112*	*831*	*938*	*945*
Dotation générale de décentralisation Concours particulier (a)	*237*	*245*	*244*	*273*	*274*
Dotation de compensation régions frais de gestion TH (prévue en LFI 2020)	293	293	107	-	-
Dotation de compensation de suppression de recettes additionnelles de la TH	0	9	9	-	-
Dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB	19	19	19	-	-
Aides aux communes en difficultés financières	2	9	11	10	9
Aides exceptionnelles aux communes forestières	-	-	-	-	1
Aides aux communes pour restructuration (FSCT)	-	-	-	-	0
Réparation des dégats causés par les calamités publiques	40	40	40	30	75
Dotations Outre-mer	145	148	150	151	153
Plan Marseille en grand	254		-	-	-
Fond de reconstruction - tempête Alex	66	49	-	-	-
Dotation départementale plan d'action Seine St Denis	20	-	-	-	-
Plan de lutte contre les violences faites aux élus	-	-	5	-	-
Fonds exceptionnel intempéries novembre 2023	-	-	80	-	-
Fonds exceptionnels pour les collectivités départementales (DCT CORSE)	-	-	-	50	60
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions	**4 679**	**5 090**	**5 378**	**5 270**	**5 287**
d) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée au départements	**264**	**278**	**293**	**281**	**850**
Dont fraction de TVA	264	278	293	281	250
Dont fonds de sauvegarde					600
II - Les transferts financiers aux collectivités hors fiscalité transférée	**12 262**	**11 372**	**11 072**	**10 054**	**9 816**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères (hors fonds vert) (*)	4 966	4 114	3 614	3 728	3 554
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	6 695	4 602	4 291	4 399	4 618
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert)	-	2 000	2 500	1 150	837
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	600	656	667	777	807
III - La fiscalité transférée	**40 870**	**39 130**	**40 028**	**39 834**	**43 941**
Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage) (*)	40 011	38 341	38 757	38 563	42 592
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	702	632	1 114	1 114	1 192
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	157	157	157	157	157
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**106 244**	**109 827**	**105 905**	**104 573**	**108 495**

Sources : Lois de finances initiales

(*) Donnée provisoire

a) En 2025 et 2026, la dotation de compensation de suppression de recettes additionnelles de la TH et les dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB sont intégrées à la dotation DGD concours particuliers. La création de la dotation Fessenheim Alsace en 2026 de 1,9M€ est aussi intégrée à ce DGD.

A. Périmètre des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

Les concours financiers de l'État en faveur des collectivités territoriales représentent en 2026 un montant de 54,7 Md€. Au sens de l'article 14 du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, ils comprennent :

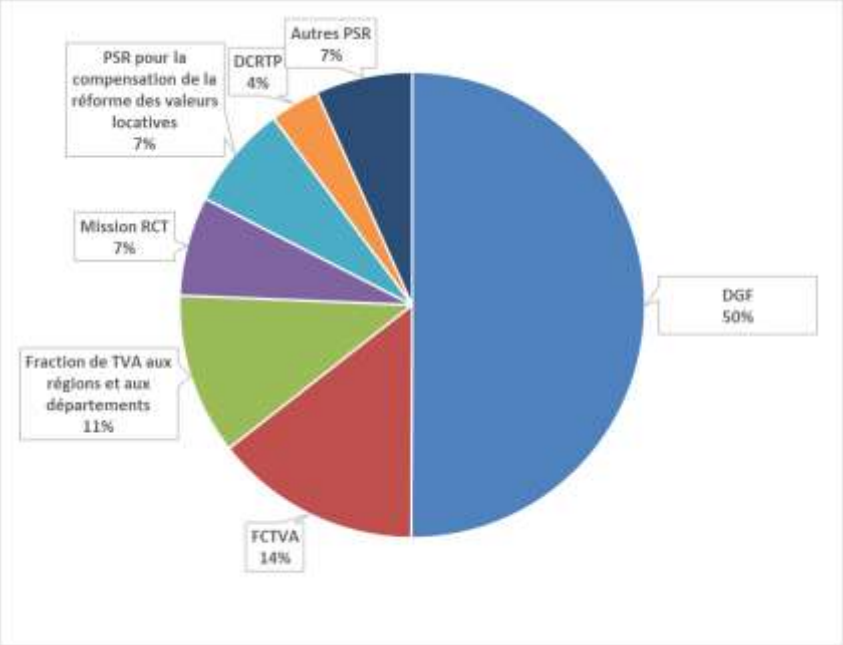
- les prélèvements sur recettes (PSR) pour 44,8 Md€ ;
- les dotations budgétaires de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT) pour 3,8 Md€ ;
- la fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions à compter de 2018 pour 5,287 Md€ ;
- depuis 2021, la fraction complémentaire de TVA versée aux départements les plus fragiles en application des articles 16 et 208 de la loi de finances initiale pour 2020. En 2026, elle est divisée en deux parts : une enveloppe de 250 M€, répartie annuellement, et une de 600 M€, constituant le fonds de sauvegarde des départements.

On peut y ajouter :

- la partie du produit des amendes de police de la circulation et des radars automatiques, reversée aux collectivités territoriales et alimentant le compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers » à hauteur de 807 M€ ;
- le financement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (« fonds vert ») pour 837 M€ ;
- les subventions de fonctionnement et d'équipement des autres ministères, pour 3,554 Md€.

Les prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont :
– la dotation globale de fonctionnement (DGF) (27,4 Md€) ;
– le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) (7,9 Md€) ;
– la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (0,9 Md€) ;
– la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) (1,9 Md€) ;
– la dotation de garantie des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) (0,16 Md€) ;
– un prélèvement sur recettes de 4 Md€ créé en 2021 pour compenser aux collectivités les conséquences de la réforme de la méthode d'évaluation de l'assiette des locaux industriels ;
– divers autres prélèvements sur recettes pour 2,5 Md€.

GRAPHIQUE 2 – COMPOSITION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

B. La dotation globale de fonctionnement en 2026

• Évolution de la DGF

Le montant total de la DGF pour 2026 s'élève à 27 406 M€ (montant LFI).

TABLEAU 1 – EVOLUTION DE LA DGF DE 2014 A 2026

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant DGF (en M €)	40 121	36 607	33 222	30 860	26 960	26 948	26 847	26 758	26 612	26 931	27 245	27 395	27 406
Taux d'évolution (en % et en euros courants)	- 3,3 %	- 8,8 %	-9,3%	-7,1%	-14,8% [a]	-0,04% [b]	-0,4% [c]	-0,3% [d]	-0,5%[e]	+1,2%	+1,2%	+0,6%	+0,04%
Inflation (f)	0,5%	0,0%	0,2%	1,0%	1,8%	1,1%	0,5%	1,6%	5,2%	4,9%	2,0%	0,9%	
Taux d'évolution (en % et en euros constants)	-3,8%	-8,8%	-9,5%	-8,0%	-14,1%	-1,5%	-0,9%	-1,9%	-5,7%	-3,7%	-0,8%	-0,3%	

(a) La baisse en 2018 est liée à la sortie de la DGF de la dotation versée aux régions, remplacée par une fraction de TVA : hors cette sortie, la DGF est stable à périmètre constant en euros courants.

(b) Variation liée à des mesures de périmètre et au débasage de la DGF pour la création de la dotation Natura 2000 sous la forme d'une dotation budgétaire.

(c) Variation principalement liée à la minoration de la dotation forfaitaire des départements de Mayotte et de la Réunion, dont les compétences en termes de financement et d'attribution du RSA ont été recentralisées, et au débasage de la DGF pour le financement de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité.

(d) Variation principalement liée à des mesures de périmètre liées à la recentralisation sanitaire dans certains départements et à la recentralisation du RSA à Mayotte et La Réunion.

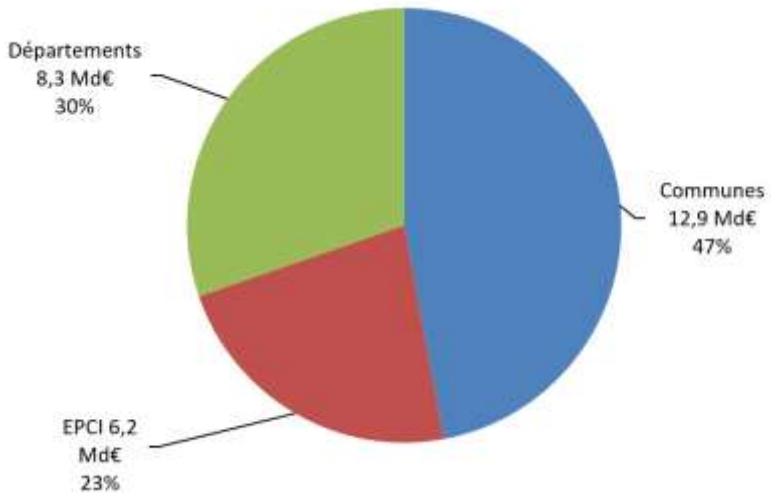
(e) Variation principalement liée à des mesures de périmètre liées à la recentralisation du RSA à La Réunion, en Seine-Saint-Denis et dans les Pyrénées-Orientales.

(f) Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Source : Insee, Indice des prix à la consommation. https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268033#tableau-figure1

Source : lois de finances initiales.

La répartition de la DGF entre les différentes catégories de collectivités, qui était stable depuis 2005, a évolué en 2018 en raison du remplacement de la dotation versée aux régions par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée. Le bloc communal (communes et EPCI à fiscalité propre) reçoit ainsi, en 2026, 69,8 % du montant total de la DGF et les départements 30,2 %. La DGF perçue par le bloc communal est répartie pour 33,8 % sur la dotation forfaitaire et pour 66,2% sur la dotation d'aménagement (qui regroupe les dotations de péréquation des communes et la DGF des EPCI à FP).

GRAPHIQUE 3 – REPARTITION DE LA DGF ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DE COLLECTIVITES EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

En 2026, dans un contexte de redressement des finances publiques, l'Etat a souhaité poursuivre l'augmentation du montant des dotations de péréquation sans abondement supplémentaire de l'enveloppe de la DGF votée au Parlement. Les composantes péréquatrices progressent par financement au sein de l'enveloppe de DGF via un mécanisme d'écrêtement de la dotation de compensation des EPCI et de la dotation forfaitaire des communes, dont la clé de répartition a été adoptée par le Comité des finances locales lors de sa séance du 24 février 2026.

L'enveloppe des dotations de péréquation départementales a été rehaussée de +10 M€ à 1,573 Md€. Concernant le bloc communal, la dotation de solidarité urbaine (DSU) a progressé de +150 M€ (comme en 2025), soit un accroissement de 5 %. La dotation de solidarité rurale (DSR) augmente de 150 M€ (comme en 2025), soit une progression de 6,3 %. Enfin, le niveau de la dotation nationale de péréquation (DNP) se maintient à 794 M€ (dont 741 M€ pour la France métropolitaine). Les montants des dotations de péréquation communale atteignent ainsi 3 106 M€ (DSU), 2 527 M€ (DSR) et 794 M€ (DNP) en 2026.

- La DGF des communes

Dotation forfaitaire des communes

La dotation forfaitaire des communes s'établit à 6,5 Md€ en 2026. La minoration de la dotation au titre de la contribution au redressement des finances publiques n'a pas été renouvelée depuis 2018. Depuis 2015, les anciennes composantes de la dotation forfaitaire (dotation de base, dotation superficie, dotation parc national et naturel marin, complément de garantie) sont figées et évoluent en fonction de la part dynamique de la population.

Afin, notamment, de financer la progression de la péréquation ainsi que la hausse mécanique de certaines composantes de la DGF (croissance de la population notamment), la dotation forfaitaire a été écrêtée selon une clef de répartition fixée par le CFL lors de sa séance du 24 février 2026.

Cette année, en application de l'article L. 2334-7-1 du CGCT, le CFL a décidé de faire peser cet écrêtement à hauteur de 80 % (contre 60% les années précédentes) sur la dotation forfaitaire des communes et à 20 % (contre 40% les années précédentes) sur la dotation de compensation des EPCI à FP.

Ainsi, en 2026, les variations individuelles de la dotation forfaitaire ont été conditionnées par l'évolution de la population communale et le niveau d'écrêtement supporté par la commune.

Dotations de péréquation des communes

Le montant de la **dotation de solidarité urbaine (DSU)** réparti en 2026 est de 3 106 Md€. Ce montant s'est accru de 150 M€ entre 2025 et 2026. Après prélèvement de la quote-part destinée à l'outre-mer (208 M€), l'éligibilité et la répartition de la DSU reposent, en France métropolitaine, sur la distinction de deux catégories démographiques, d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus, d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants. Les communes de chaque strate démographique sont classées les unes par rapport aux autres à partir d'un indice agrégé. Cet indice synthétique, qui traduit les écarts de ressources et de charges selon les caractéristiques socio-économiques des communes urbaines, est calculé par rapport à un ensemble d'indicateurs : le potentiel financier des communes, la proportion de logements sociaux, la proportion de bénéficiaires des prestations logement et le revenu fiscal moyen des ménages.

Les modalités de répartition de la DSU sont celles issues de la réforme introduite en loi de finances pour 2017. Les principaux objectifs de la réforme étaient de mieux cibler les communes bénéficiaires et de mettre fin aux effets de seuil qui pénalisaient certaines communes.

Le montant de **la dotation de solidarité rurale (DSR)** réparti en 2026 est de 2 527 Md€. Ce montant s'est accru de 150 M€ entre 2025 et 2026. En France métropolitaine, la DSR est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants et à certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de 20 000 habitants pour tenir compte, d'une part, des charges qu'ils supportent pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural et, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales. Après prélèvement de la quote-part destinée à l'outre-mer, les 2 358 M€ restants sont répartis entre chacune des trois fractions de la dotation, à savoir la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible », créée en 2011. Cette dernière fraction est destinée à concentrer une part de l'accroissement de la dotation sur les 10 000 premières communes classées selon un indice synthétique composé du potentiel financier et du revenu par habitant et déjà éligibles à l'une des deux autres fractions de la DSR. Les règles de calcul des attributions pour cette troisième fraction « cible » sont identiques aux modalités applicables à la fraction « péréquation », avec quatre parts correspondant aux critères de potentiel financier par habitant, de longueur de voirie, de nombre d'enfants de 3 à 16 ans et de potentiel financier superficiaire.

La **dotation nationale de péréquation (DNP)** s'établit à 794 M€, dont 741 M€ en métropole. La DNP est composée d'une part principale et d'une part majoration. Les modalités de calcul de la DNP sont inchangées par rapport à 2025.

Par ailleurs, la **dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM)** continue de croître (431 M€, soit + 5,06 % par rapport à 2025). Le mode de calcul de la masse de la DACOM a fait l'objet d'une réforme en loi de finances pour 2020. Son montant total est calculé à partir du poids démographique des communes ultra-marines dans la population nationale, ce rapport étant ensuite majoré à hauteur de 63% (contre 56,5% en 2022, 48,9% en 2021 et 40,7% en 2020) puis appliqué au montant de la DNP, de la DSU et de la DSR. Une nouvelle composante de la dotation a été créée en 2020, la dotation de péréquation des communes des départements d'outre-mer (DPOM). D'un montant de 27,5 M€ en 2020, destinée à accroître l'intensité péréquatrice de la DACOM, répartie selon des critères de ressources et de charges adaptés aux spécificités ultra-marines, cette DPOM a depuis été multipliée par 8,07 et atteint désormais 222 M€ en 2026.

TABLEAU 2 – REPARTITION PAR STRATE DEMOGRAPHIQUE DU CUMUL DES DOTATIONS FORFAITAIRES ET DE PEREQUATION COMMUNALE EN 2026

France entière *en €*		Population DGF 2026	Dotation forfaitaire 2026 (en €)	DF/hab. 2026	Péréquation 2026 (en €)	Péréquation/ hab. 2026	DGF 2026 (en €)	DGF/ hab 2026
Strate 1	0 à 499 habitants	4 127 229	373 474 309	90,49	314 074 774	76,10	687 549 083	166,59
Strate 2	500 à 999 habitants	4 914 041	375 854 901	76,49	368 715 388	75,03	744 570 289	151,52
Strate 3	1 000 à 1 999 habitants	6 784 239	510 535 799	75,25	549 901 962	81,06	1 060 437 761	156,31
Strate 4	2 000 à 3 499 habitants	6 243 025	469 391 430	75,19	512 649 162	82,12	982 040 592	157,30
Strate 5	3 500 à 4 999 habitants	4 503 527	330 943 068	73,49	364 330 217	80,90	695 273 285	154,38
Strate 6	5 000 à 7 499 habitants	5 391 810	412 339 928	76,48	485 360 997	90,02	897 700 925	166,49
Strate 7	7 500 à 9 999 habitants	3 838 100	281 171 144	73,26	308 104 846	80,28	589 275 990	153,53
Strate 8	10 000 à 14 999 habitants	5 065 559	401 945 912	79,35	437 921 147	86,45	839 867 059	165,80
Strate 9	15 000 à 19 999 habitants	3 437 979	320 994 903	93,37	293 836 620	85,47	614 831 523	178,84
Strate 10	20 000 à 34 999 habitants	7 320 275	690 598 197	94,34	705 003 653	96,31	1 395 601 850	190,65
Strate 11	35 000 à 49 999 habitants	4 408 815	442 887 922	100,46	485 160 066	110,04	928 047 988	210,50
Strate 12	50 000 à 74 999 habitants	4 275 196	402 678 408	94,19	510 846 355	119,49	913 524 763	213,68
Strate 13	75 000 à 99 999 habitants	2 634 859	285 336 133	108,29	337 467 434	128,08	622 803 567	236,37
Strate 14	100 000 à 199 999 habitants	4 640 923	612 923 657	132,07	459 273 023	98,96	1 072 196 680	231,03
Strate 15	200 000 habitants et plus	6 370 814	546 030 071	85,71	294 497 326	46,23	840 527 397	131,93

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Au sein de l'enveloppe de la DGF communale stabilisée, les différents mouvements décrits *supra* entraînent des variations dans les attributions individuelles des communes, qui sont une condition nécessaire du renforcement du lien entre les attributions de la DGF et la situation effective des collectivités bénéficiaires. Ces mouvements ont cependant la plupart du temps un poids limité dans les recettes de fonctionnement des communes, notamment en raison des règles d'encadrement dans le temps des variations de DGF.

TABLEAU 3 - REPARTITION DES COMMUNES SELON LES EVOLUTIONS DE DGF

En % de communes

Evolution de DGF représentant	Entre 2018 et 2019	Entre 2019 et 2020	Entre 2020 et 2021	Entre 2021 et 2022	Entre 2022 et 2023	Entre 2023 et 2024	Entre 2024 et 2025	Entre 2025 et 2026
Une baisse de plus de 2% des RRF	3,0%	6,9%	4,0%	3,6%	3,1%	3,5%	3,7%	4,1%
Une baisse entre 1 et 2% des RRF	5,9%	4,4%	4,0%	4,7%	0,9%	1,2%	3,3%	5,9%
Entre -1 et 1% des RRF	76,5%	72,4%	80,4%	78,3%	71,5%	79,4%	74,1%	76,5%
Une hausse entre 1 et 2% des RRF	7,6%	10,7%	7,7%	9,4%	19,4%	11,6%	13%	9,1%
Une hausse de plus de 2% des RRF	7,0%	5,7%	3,9%	4%	5,1%	4,3%	5,9%	4,4%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État. RRF : recettes réelles de fonctionnement.

• La DGF des EPCI

La DGF versée aux EPCI à FP (dotation de compensation des EPCI à FP et dotation d'intercommunalité) s'élève à 6,2 Md€ en 2026. Hormis les quatre îles mono-communales, 100 % de la population est couverte par un EPCI à fiscalité propre. Ce taux de couverture n'a cessé d'augmenter depuis 2012, où il était de 91 % en France métropolitaine et dans les DOM.

La dotation de compensation des EPCI correspond à l'ancienne compensation « part salaires » et à la compensation que percevaient certains EPCI au titre des baisses de DCTP subies entre 1998 et 2001. Elle représente 4,276 Md€ en 2026, soit une baisse de -3,5% par rapport à 2025. Tout comme la dotation forfaitaire des communes, la dotation de compensation fait l'objet d'un écrêtement annuel visant à financer la progression « spontanée » de la DGF (hausse de la population), la hausse de la péréquation communale et la hausse de la dotation d'intercommunalité. En 2026, l'écrêtement de la dotation de compensation des EPCI a servi à financer 20 % des coûts de la DGF (contre 40% les années précédentes) ainsi que la hausse de la dotation d'intercommunalité à hauteur de 90 M€.

La dotation d'intercommunalité s'élève à 1,953Md€.

Depuis la réforme en LFI 2019, cette dotation est répartie au sein d'une enveloppe unique, commune à toutes les catégories de groupements à fiscalité propre. La loi de finances pour 2019 a, en outre, prévu une réalimentation pérenne de la dotation d'intercommunalité de 30 M€ par an au moins. La loi de finances pour 2024 a relevé cette hausse annuelle de l'enveloppe à 90 M€, financé, en 2026, par écrêtement de la dotation de compensation des EPCI.

La loi a également prévu les ajustements suivants dans le calcul de la dotation :

- Le coefficient d'intégration fiscale des métropoles est majoré de 10% pour tenir compte des compétences départementales qu'elles ont pris en charge et qui ne sont pas retracées dans le coefficient d'intégration fiscale (CIF) ;
- Le CIF est plafonné à 0,60 pour tous les EPCI afin d'éviter une « course à l'intégration fiscale » ;
- Les communautés d'agglomération (CA), communautés urbaines (CU) et métropoles, dont le CIF est supérieur à 35% bénéficient d'une garantie de non-baisse ; les communautés de communes (CC) dont le CIF est supérieur à 50% bénéficient aussi d'une garantie de non-baisse ;
- Les EPCI dont le potentiel fiscal est inférieur à 60% de la moyenne de la catégorie bénéficient d'une garantie de non-baisse ;
- Les EPCI issus de fusion ou de transformation bénéficient d'une garantie de non-baisse pendant deux ans.

TABLEAU 4 – DOTATION D'INTERCOMMUNALITE PAR HABITANT DES DIFFERENTES CATEGORIES D'EPCI EN 2026

Catégorie EPCI	Nombre d'EPCI	Population DGF	Montant DI (en €)	Montant par habitant (en €/hab.)
CC à fiscalité additionnelle	157	2 694 587	53 615 357	19,9
CC à FPU	830	21 059 316	493 830 203	23,45
CA	230	25 700 189	680 557 187	26,48
CU / Métropoles (y compris Lyon)	36	23 849 978	719 899 750	30,18
Total EPCI	1253	73 304 070	1 947 902 497	26,57

Champ : France y compris DOM.
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• La DGF des départements

La DGF des départements est composée d'une dotation de compensation, d'une dotation forfaitaire et de deux dotations de péréquation : la dotation de péréquation urbaine (DPU) et la dotation de fonctionnement minimale (DFM). Au titre de la DGF des départements 8,265 Md€ sont répartis en 2026.

Dotation forfaitaire et dotation de compensation des départements

Pour financer l'augmentation de la population départementale et la hausse de 10 M€ des dotations de péréquation des départements (dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale), la dotation forfaitaire est écrêtée. Cet écrêtement n'est opéré que pour les départements dont le potentiel financier par habitant en 2026 est supérieur à 95 % de la moyenne de la même année. La dotation forfaitaire des départements s'élève en 2026 à 4,051 Md€ et la dotation de compensation à 2,641 Md€, soit respectivement 49% et 32% de l'enveloppe totale de la DGF des départements.

Dotations de péréquation des départements

Conformément à la loi de finances initiale pour 2026, la dotation de péréquation des départements connaît une augmentation de 10 M€ par rapport à 2025.

Le comité des finances locales, qui n'a pas fait usage de son pouvoir de majoration de cette progression de la péréquation, a choisi lors de séance du 24 février 2026 de la répartir entre la dotation de fonctionnement minimale (DFM) pour les départements

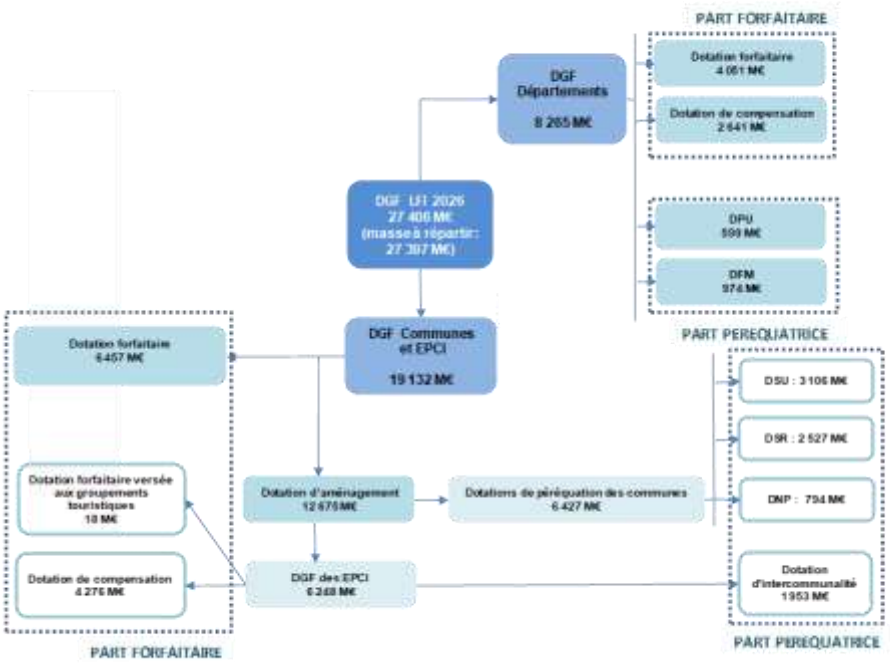
ruraux (+ 7,5 M€) et la dotation de péréquation urbaine (DPU) pour les départements urbains (+ 2,5 M€). En 2026, la DFM et la DPU atteignent donc respectivement 974 M€ (62 % de la dotation de péréquation) et 599 M€ (38 %).

• *La dotation de fonctionnement minimale (DFM) en métropole.* Tous les départements ruraux bénéficient de la DFM. La dotation moyenne par habitant perçue par les départements éligibles à la DFM s'élève à 30 € par habitant en 2026 (contre 29,9 € par habitant en 2025). 66 départements métropolitains bénéficient de cette dotation en 2026.

• *La dotation de péréquation urbaine (DPU) en métropole.* Le montant moyen par habitant de la DPU atteint 15,4 € par habitant en 2026 pour les départements éligibles (contre 15,8 € par habitant en 2025). La DPU est versée aux départements urbains dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,5 fois le potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des départements « urbains », et dont le revenu par habitant est inférieur à 1,4 fois la moyenne. 27 départements métropolitains bénéficient de cette dotation en 2026.

• *Les dotations de péréquation versées aux départements et collectivités d'outre-mer.* La loi de finances pour 2009 a introduit une garantie de non-baisse individuelle des quotes-parts de DFM et de DPU versées à chaque département ou collectivité d'outre-mer. Ils perçoivent des dotations de péréquation égales à 121,5 M€ en 2026.

GRAPHIQUE 4 – REPARTITION DE LA DGF EN 2026



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'Etat.

C. Autres concours financiers de l'État

• La mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Le montant de cette mission atteint 3,8 Md€ en autorisation d'engagement (AE) et 3,9 Md€ en crédit de paiement (CP) en loi de finances pour 2026 et représente 6,9 % des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2026. Elle est composée de deux programmes :
– le programme 119 : « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » (3,478 Md€ en AE et 3,642 Md€ en CP) ;
– le programme 122 : « Concours spécifiques et administration » (298,26 M€ en AE et 304,02 M€ en CP, hors crédits DGCL).

Les dotations du programme 119

• La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) *(1 046 M€ en AE, comme en 2025)*

La DETR vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et groupements de communes à fiscalité propre situés essentiellement en milieu rural. La répartition des crédits en enveloppes départementales est fondée sur la population et la richesse fiscale des communes et EPCI à fiscalité propre.

La LFI 2017 a adapté la DETR aux nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Ainsi sont éligibles en métropole tous les EPCI à fiscalité propre qui ne forment pas un ensemble de plus de 75 000 habitants (contre 50 000 précédemment) d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communs centres de plus de 20 000 habitants (contre 15 000 précédemment). Sont également éligibles en métropole toutes les communes de moins de 2 000 habitants ou celles dont la population est comprise entre 2 000 habitants et 20 000 habitants mais sous condition de potentiel financier.

La loi de finances pour 2018 a majoré l'enveloppe de 50 M€ supplémentaires par rapport à 2017, compensant pour partie la suppression de la réserve parlementaire. Le montant de l'enveloppe a donc été porté à 1 046 M€ depuis.

La loi de finances pour 2019 a également rendu éligibles les EPCI de plus de 75 000 habitants et comportant une commune de plus de 20 000 habitants dont la densité est inférieure à 150 habitants par kilomètre carré. Cette mesure visait à tenir compte des effets des fusions d'intercommunalités entraînées par les SDCI.

La loi de finances pour 2021 a opéré une nouvelle réforme des modalités de répartition de la DETR, en tenant compte de la nouvelle grille de densité de l'INSEE, et visant à davantage orienter l'enveloppe vers les départements dont le caractère rural est le plus avéré. En outre, l'encadrement des enveloppes départementales d'une année sur l'autre a été renforcé (il est passé à 97/103% contre 95/105% auparavant).

En 2026, 33 870 communes sont éligibles à la DETR, contre 33 867 en 2025. S'agissant des EPCI, dont l'éligibilité est évaluée sur le périmètre en vigueur au 1er janvier de l'année précédente, 1 129 sont éligibles en 2026 à la DETR, contre 1 132 en 2025.

• La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) *(220 M€ en AE)*

La LFI pour 2018 a pérennisé la DSIL, qui a été dotée de 615 M€ en 2018. Elle en a également simplifié l'architecture en retenant une enveloppe unique, consacrée au financement de plusieurs catégories d'opérations, à savoir six grandes priorités d'investissement et les opérations visant au développement des territoires ruraux inscrits dans un « contrat de ruralité ».

Dans le cadre du plan de relance, une part exceptionnelle de DSIL dotée de 950 M€ a été créée par la troisième loi de finances rectificative pour 2020, centrée sur la transition écologique, la résilience sanitaire et le patrimoine.

La LFI pour 2022 a reconduit l'architecture de la DSIL mise en place en 2018. L'enveloppe, qui s'établissait à 570 M€ depuis 2019, a été abondée exceptionnellement de 303 M€ supplémentaires.

En 2025, l'enveloppe de DSIL a été diminuée de 150 M€, intégrés à la DGF des communes, et s'établit désormais à 420 M€.

En 2026, en prenant en compte le cycle électoral de l'investissement, l'enveloppe a été diminuée de 200 M€, s'établissant à 220 M €.

• La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) *(152 M€ en AE)*

La dotation de soutien à l'investissement des départements a été créée en loi de finances pour 2019 en remplacement de la dotation globale d'équipement des départements. La DGE des départements était fondée sur un principe de remboursement de dépenses éligibles des conseils départementaux par les préfectures.

Jusqu'en 2021, la DSID était composée de deux parts : une part « projets », pilotée par les préfets de région et attribuée aux conseils départementaux sur la base des projets présentés, et une part « péréquation » inscrite directement en section d'investissement des départements les plus défavorisés au regard du potentiel fiscal par habitant et par kilomètre carré.

La loi de finances pour 2022 a intégré la part « péréquation » dans la part « projets » tout en préservant l'enveloppe globale de DSID de 212 M€. D'un montant de 48,7 M€ en 2021, la part péréquation souffrait, en effet, d'un ciblage peu efficient : elle bénéficiait à 87 départements, pour lesquels elle représentait en moyenne un montant par habitant de 1,1 €. Son effet de levier sur l'investissement des départements était donc très limité.

La gestion de la dotation s'en trouve simplifiée et harmonisée, en conservant un mode unique d'attribution, déconcentré auprès des préfets de région, de manière à soutenir efficacement les projets d'investissement au niveau local. Afin d'accompagner la réforme et maintenir les équilibres des enveloppes régionales, les modalités de calcul des enveloppes sont quant à elles préservées.

En 2026, le montant de la DSID est de 152 M€.

• La dotation politique de la ville (DPV) *(150 M€)*

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation de développement urbain (DDU) est devenue en 2015 la dotation politique de la ville (DPV).

Depuis 2017, les crédits de la DPV sont maintenus à 150 M€. Ils s'inscrivent depuis 2015 dans le cadre des contrats de ville signés entre les communes éligibles ou l'EPCI à fiscalité propre dont elles sont membres (s'il est doté de la compétence politique de la ville) et le représentant de l'État dans le département. Cette dotation vise à compléter par un soutien renforcé aux quartiers la logique de péréquation poursuivie pour la dotation de solidarité urbaine (DSU).

La loi de finances pour 2019 a fait évoluer certains paramètres de répartition de la DPV afin de prendre en compte, dans la détermination de l'éligibilité, les communes comprenant un quartier prioritaire d'intérêt régional, ainsi que les communes les plus pauvres éligibles à la DSU au cours des trois dernières années. La DPV comprend une première part, égale à 75 % des crédits restants après prélèvement de la quote-part outre-mer et des garanties, répartie entre toutes les communes éligibles. Une seconde part, correspondant à 25 % des crédits, est répartie entre les communes situées dans la première moitié du classement établi pour la première enveloppe. Les communes des départements d'outre-mer perçoivent depuis 2010 une quote-part au titre de la DPV.

Les communes éligibles sont celles de plus de 5 000 habitants sur le territoire desquelles est active au moins une convention signée avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)[34], ou qui sont visées par les arrêtés du 29 avril 2015[35] ou du 20 novembre 2018[36] établissant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés par le nouveau programme national de renouvellement urbain. Les communes éligibles doivent également avoir été éligibles à la DSU au moins une fois sur les trois dernières années (et, s'agissant des communes de plus de 10 000 habitants, classées au moins une fois parmi les 250 premières communes éligibles à la DSU), et présenter une proportion de population résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) supérieure à 16 %.

Les règles de répartition n'ont pas évolué en 2026.

• Le FCTVA

L'exécution du FCTVA en 2025 s'est élevée à 8,155 Md€, soit une hausse de 10% par rapport à l'exécution 2024 (7,382 Md€). Cette augmentation s'explique essentiellement par un fort investissement local des collectivités au cours des exercices 2023, 2024 et 2025. Cela concerne en particulier le bloc communal, dont la dynamique d'investissement sur la période est conforme à celle observée sur les deux précédents cycles électoraux. L'inflation importante au cours de l'année 2023 s'est également traduite par une hausse des attributions au titre du régime N-2. Le FCTVA représente le principal soutien à l'investissement public local versé par l'Etat aux collectivités territoriales. Il évolue proportionnellement à l'évolution du niveau des dépenses d'investissement des collectivités locales.

L'automatisation du FCTVA, introduite par l'article 251 de la loi de finances pour 2021, dont la mise en œuvre a été initiée en 2021, a concerné à partir de 2023 l'ensemble des bénéficiaires du FCTVA. Cette réforme a permis de garantir un accès facilité et modernisé au bénéfice du FCTVA pour les collectivités, grâce au recours direct aux données relatives aux dépenses mises en paiement et non plus à des états déclaratifs. Ainsi, 64 000 états déclaratifs auparavant produits par les collectivités ont été supprimés. Cette réforme a par ailleurs conduit à une importante accélération des paiements en cours d'année, en particulier ceux en faveur des bénéficiaires du régime de versement N+1.

S'agissant de l'assiette du FCTVA, afin de soutenir l'investissement local, et plus spécifiquement les projets locaux en faveur de la transition écologique et ou les projets d'équipements sportifs, l'assiette a été étendue à compter du 1er janvier 2024 aux dépenses d'agencements et d'aménagements de terrains. La liste des comptes éligibles a été complétée par l'arrêté du 30 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020 fixant la liste des comptes éligibles à la procédure de traitement automatisé relative à l'attribution du FCTVA mentionnée à l'article L. 1615-1 du CGCT. Cette extension d'assiette représente, en année pleine, un effort complémentaire de près de 250 M€ d'attribution du FCTVA par an.

[34] La loi de finances pour 2023 a gelé au 1er janvier 2021 l'appréciation de ce critère.

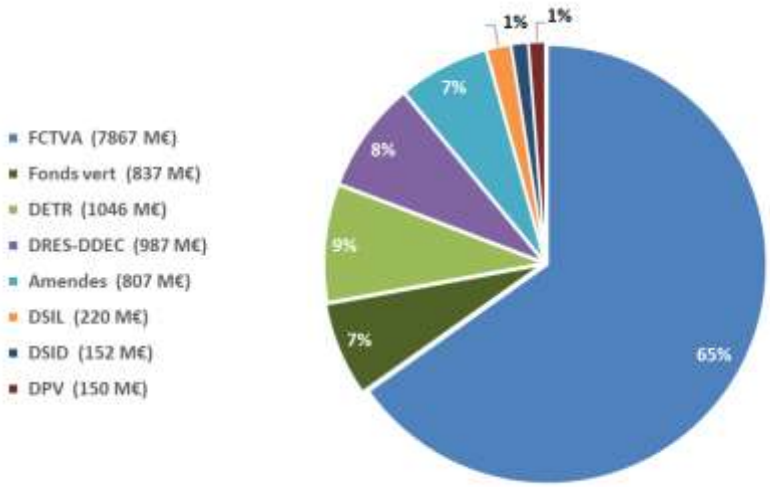
[35] Arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

[36] Arrêté du 20 novembre 2018 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés à titre complémentaire par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

• Le compte d'affectation spécial (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Le produit des amendes forfaitaires de police relatives à la circulation routière fait, depuis 2011, l'objet d'un compte d'affectation spéciale (CAS), intitulé « contrôle de la circulation et du stationnement routiers », au profit des collectivités locales. La répartition du produit des amendes de police s'appuie désormais sur une clé de partage entre l'État (47 %) et les collectivités territoriales (53 %). Cette clé est appliquée au produit global des amendes forfaitaires hors radars et des amendes forfaitaires majorées, après financement des dépenses liées à la généralisation du procès-verbal électronique (PVé). Les collectivités bénéficient en outre d'une fraction du produit des amendes « radar ». Le montant inscrit en loi de finances pour 2026 est de 807 M€.

GRAPHIQUE 5 – LES CONCOURS D'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITES LOCALES EN 2026



DRES : dotation régionale d'équipement scolaire ; DDEC : dotation départementale d'équipement des collèges ;

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• La fraction de TVA aux départements et le fonds de sauvegarde des départements

Au-delà de la péréquation verticale assurée par l'Etat via les différentes composantes de la DGF, la péréquation des départements a récemment été renforcée par le versement d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), institué par les articles 16 et 208 de la loi de finances pour 2020. Inscrit dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, ce versement a pour objectif d'assurer un soutien aux départements les plus fragiles et s'apparente à une compensation complémentaire du transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes par l'affectation aux départements d'une part supplémentaire de la TVA à compter de 2021.

Depuis 2022, le montant de cette fraction évolue chaque année comme le produit net de la TVA. Elle est divisée en deux parts : une première part, d'un montant fixe de 250 M€ est répartie annuellement sur la base d'indicateurs de richesses et de charges, et, une deuxième part, correspondant à la dynamique annuelle du montant de la fraction de TVA de 250 M€ qui s'accumule, d'année en année, sur « le fonds de sauvegarde des départements » prévu au II bis de l'article 208 de la loi de finances pour 2020. Ce dernier est mobilisé ponctuellement, comme en 2024 ou en 2026. Il est, lui aussi, réparti sur la base d'indicateurs de richesses et de charges. Spécifiquement, en 2026, l'article 131 de la loi de finances pour 2026 a prévu un abondement supplémentaire du fonds de sauvegarde afin de le porter à hauteur de 600 M€, consacrant un soutien particulier de l'Etat sur cette strate de collectivité cette année.

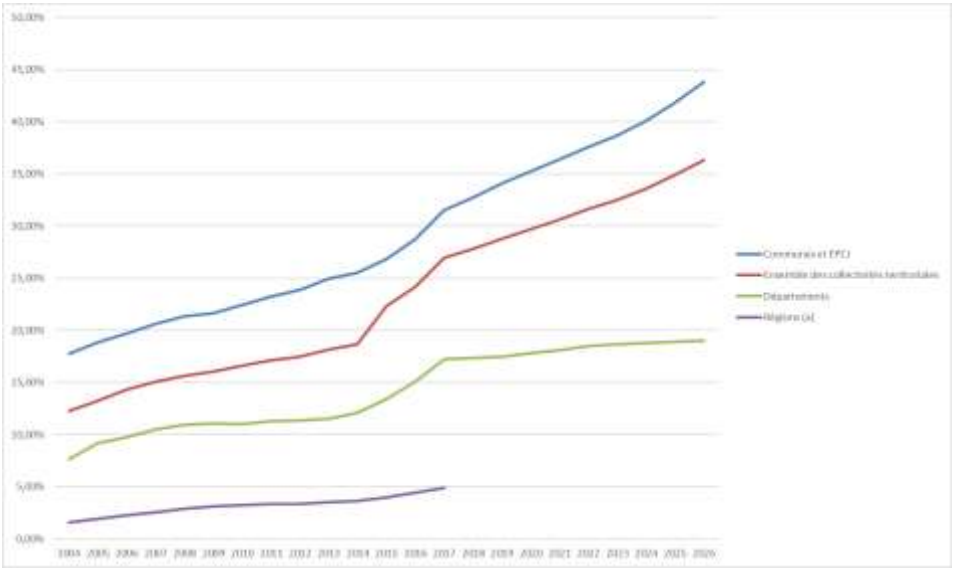
D. Une part croissante de la DGF consacrée à la péréquation

Les masses financières des dotations de l'État consacrées à la péréquation augmentent sensiblement. La part de la DGF consacrée à la péréquation (toutes catégories de collectivités confondues) est passée de 4,5 Md€ en 2004 (12,3 % de la DGF) à 9,95 Md€ en 2026 (36,3 % de la DGF). En prenant en compte les FDPTP (164 M€), qui ne font pas partie de la DGF mais peuvent être considérés comme un dispositif de péréquation verticale, le montant total des crédits consacrés à la péréquation verticale en 2026 s'élève à 10,12 Md€.

Des réformes récentes ont permis d'améliorer l'efficacité péréquatrice de certaines dotations, la DSU en 2017, la dotation d'intercommunalité en 2019 et la DACOM en 2020.

Depuis 2025, au sein des projets annuels de performance (PAP), l'efficacité de la péréquation en matière de réduction des inégalités de richesse est mesurée par un nouvel indicateur, l'indice de Gini, en comparant son évolution avant et après versement des attributions de péréquation aux collectivités.

GRAPHIQUE 7 – PART DE LA DGF CONSACREE A LA PEREQUATION DE 2005 A 2026



(a) A partir de 2018, la DGF versée aux régions a été remplacée par une fraction de TVA.
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Le développement de l'intercommunalité joue aussi un rôle important en matière de péréquation, dans la mesure où la mutualisation des ressources et des charges entre les communes de l'intercommunalité contribue à améliorer la répartition des services rendus à la population ; en outre, s'agissant des EPCI à FPU, l'existence de transferts péréquateurs dans le cadre de la dotation de solidarité communautaire assure une péréquation interne qui peut être parfois très importante.

E. Les principaux indicateurs de ressources et de charges

La répartition de la plupart des concours financiers de l'État s'appuie sur des indicateurs de ressources (potentiel financier, potentiel fiscal, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale, etc.) et des indicateurs de charges (population, nombre de bénéficiaires des APL, revenu par habitant, etc.).

1. Potentiel fiscal et potentiel financier

Jusqu'en 2004, le principal indicateur de ressources des collectivités utilisé pour les calculs de répartition des dotations de l'État était le potentiel fiscal. A été également introduit le potentiel financier, notamment pour le calcul des dotations de péréquation communales et départementales. Les réformes de la fiscalité locale intervenues en 2021 (suppression de la taxe d'habitation et réduction de 50 % de la valeur locative des locaux industriels) ont conduit à une refonte du mode de calcul du potentiel fiscal, notamment à travers la recomposition du panier d'impositions pris en compte.

• Le potentiel fiscal des collectivités locales est un indicateur utilisé pour comparer la richesse fiscale potentielle des différentes collectivités

Il permet d'apprécier les ressources fiscales libres d'emploi que peut mobiliser une commune de manière objective. Trois principes guident son calcul.

1. *Il s'agit d'un indicateur de richesse pour partie composé de « produits potentiels » et pour partie de « produits réels ».*

Les produits potentiels sont obtenus en multipliant les bases de fiscalité de la commune par les taux moyens nationaux correspondants, et non par les taux effectivement pratiqués par la collectivité. Cette mesure permet de prendre en compte des inégalités de situation objectives et non celles liées à des différences de gestion. Elle concerne les impositions sur lesquelles

communes ou EPCI à fiscalité propre (FP) ont un pouvoir de taux (comme la taxe foncière sur les propriétés bâties ou la cotisation foncière des entreprises).

Le potentiel fiscal est, pour une autre partie, constitué de « produits réels », s'agissant bien de ressources fiscales des collectivités mais sur lesquelles elles n'ont pas de pouvoir de taux (comme la CVAE, les IFER ou diverses allocations compensatrices).

Le potentiel fiscal des EPCI à FP et celui des départements sont calculés selon des modalités analogues.

2. *La richesse tirée par une commune de son appartenance à un groupement à fiscalité propre est valorisée dans le potentiel fiscal de la commune.*

En effet, la richesse « transférée » de la commune à l'EPCI n'est pas perdue puisque l'EPCI assume, en lieu et place de la commune, un certain nombre de compétences. Pour le calcul du potentiel fiscal, la richesse fiscale de l'EPCI est donc répartie entre les communes selon des règles dépendant du type de fiscalité adopté par l'EPCI. Cette ventilation de la richesse de l'EPCI est corrigée des attributions de compensation versées aux communes membres.

3. *Les produits fiscaux perçus par les communes mais pour lesquels la loi prévoit une affectation à des dépenses spécifiques ne sont pas comptabilisés dans le potentiel fiscal.*

En effet, à l'instar de la taxe de séjour, qui doit être affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune, ces produits ne sont pas considérés à ce jour comme des ressources fiscales libres d'emploi.

• Le potentiel financier

Le potentiel financier correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation en faveur des communes nouvelles et de la dotation forfaitaire, hors compensation de la part salaires (déjà prise en compte dans le potentiel fiscal) perçue par la commune et minoré des différents prélèvements sur fiscalité supportés par la dotation forfaitaire, permettant ainsi de mieux rendre compte des ressources libres d'emploi dont une commune peut disposer.

• Le potentiel fiscal agrégé et le potentiel financier agrégé

Le potentiel fiscal agrégé des ensembles intercommunaux, introduit en LFI pour 2012, est utilisé pour la répartition du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). Il est calculé à partir de l'agrégation des ressources fiscales prises en compte pour le calcul des potentiels fiscaux d'un EPCI et de ses communes membres.

Le potentiel financier agrégé des ensembles intercommunaux correspond au potentiel fiscal agrégé majoré de la somme des dotations forfaitaires perçues par les communes membres d'un EPCI.

TABLEAU 5 – POTENTIEL FINANCIER ET POTENTIEL FISCAL MOYENS DES COMMUNES ENTRE 2025 ET 2026

Strate démographique		Potentiel fiscal 2025 moyen par habitant	Potentiel fiscal 2026 moyen par habitant	Evolution en %	Potentiel financier 2025 moyen par habitant	Potentiel financier 2026 moyen par habitant	Evolution en %
1	0 à 499 habitants	747,35	743,61	-0,50%	841,16	836,19	-0,59%
2	500 à 999 habitants	786,77	793,03	0,80%	865,83	870,85	0,58%
3	1 000 à 1 999 habitants	864,13	861,91	-0,26%	941,09	937,97	-0,33%
4	2 000 à 3 499 habitants	945,27	944,45	-0,09%	1 022,41	1 020,41	-0,20%
5	3 500 à 4 999 habitants	1 037,49	1 039,22	0,17%	1 113,11	1 113,20	0,01%
6	5 000 à 7 499 habitants	1 107,11	1 104,33	-0,25%	1 185,40	1 181,29	-0,35%
7	7 500 à 9 999 habitants	1 206,16	1 202,98	-0,26%	1 280,62	1 276,02	-0,36%
8	10 000 à 14 999 habitants	1 232,25	1 237,06	0,39%	1 314,51	1 315,61	0,08%
9	15 000 à 19 999 habitants	1 263,92	1 253,57	-0,82%	1 357,87	1 347,75	-0,75%
10	20 000 à 34 999 habitants	1 303,22	1 305,14	0,15%	1 401,23	1 401,24	0,00%
11	35 000 à 49 999 habitants	1 343,51	1 347,64	0,31%	1 448,39	1 449,37	0,07%
12	50 000 à 74 999 habitants	1 435,78	1 437,61	0,13%	1 530,40	1 530,58	0,01%
13	75 000 à 99 999 habitants	1 616,26	1 573,22	-2,66%	1 716,69	1 677,68	-2,27%
14	100 000 à 199 999 habitants	1 302,84	1 329,48	2,05%	1 436,51	1 462,12	1,78%
15	200 000 habitants et plus	1 722,04	1 694,81	-1,58%	1 779,86	1 761,66	-1,02%

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

2. Effort fiscal

L'effort fiscal est un indicateur permettant d'évaluer la mobilisation par une commune de ses bases de fiscalité locale. Il est calculé en rapportant les produits perçus par la commune sur certaines taxes pour lesquelles elle dispose d'un pouvoir de taux (TFPB, TFPNB, THRS) au potentiel fiscal de la commune calculé pour ces seules impositions (que l'on nomme potentiel fiscal « trois taxes »).

Focus sur la réforme des indicateurs financiers

Les produits, réels ou potentiels, perçus par les collectivités au titre de la taxe d'habitation (TH) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) entraient dans la composition des indicateurs financiers utilisés de manière transversale dans le

calcul de la plupart des dotations et fonds de péréquation. Le nouveau panier de ressources perçu par les collectivités depuis 2021 a donc impliqué une refonte de ces indicateurs. Cette nouvelle définition a fait l'objet d'échanges approfondis au sein du comité des finances locales lors de quatre groupes de travail entre janvier et juillet 2020. A la suite de ces travaux et d'un rapport remis au Parlement sur cette question, la loi de finances pour 2021 a acté une nouvelle définition des indicateurs.

Tout en conservant largement la structure et les finalités de ces indicateurs, l'article 252 de la loi de finances pour 2021 les ajuste pour intégrer dans leur calcul les nouvelles ressources locales, à savoir la TVA et la TFPB communale (dont le montant perçu sera affecté d'un coefficient correcteur). Cette nouvelle définition permet aux indicateurs de continuer à jouer efficacement leur rôle.

L'article 194 de la loi de finances pour 2022 a prolongé les évolutions initiées en loi de finances pour 2021 en :
- intégrant dans le calcul des potentiels fiscal et financier communaux plusieurs recettes libres d'emploi perçues par les communes : les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe locale sur la publicité extérieure, la taxe sur les pylônes électriques, la taxe de stockage sur les déchets nucléaires ainsi que la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
- simplifiant le calcul de l'effort fiscal pour le recentrer sur les impôts effectivement levés par les communes et sur lesquels elles disposent d'un pouvoir de taux, rapportés aux impôts qu'elles pourraient lever si elles appliquaient les taux moyens nationaux d'imposition.

Afin d'éviter que ces évolutions n'engendrent des impacts déstabilisateurs puissants et rapides sur le niveau des indicateurs financiers des communes, la loi de finances pour 2021 a prévu que des fractions de correction seraient calculées en 2022 de manière à lisser les variations des indicateurs financiers liées à la réforme du panier de recettes des collectivités locales. Ces fractions de correction diminuent progressivement à compter de 2023, pour s'éteindre en 2028.

La loi de finances pour 2024 a parachevé ces ajustements techniques relatifs aux indicateurs financiers. En effet, les ressources perçues par les collectivités au titre de la CVAE ayant été remplacées en 2023 par l'attribution d'une fraction de TVA, la loi de finances en tire les conséquences sur le calcul des indicateurs financiers, sans impact sur la répartition des dotations[37].

3. Coefficient d'intégration fiscale (CIF)

Le CIF permet de mesurer l'intégration d'un EPCI à travers le rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements.

Compris entre 0 et 1, ce ratio constitue un indicateur de la part des compétences exercées au niveau du groupement et permet de mesurer l'intégration réelle des EPCI ; plus il tend vers 1, plus l'EPCI est intégré.

Il s'agit ainsi d'un paramètre essentiel du calcul de la dotation d'intercommunalité des EPCI puisqu'il intervient à la fois dans leur dotation de base et dans leur dotation de péréquation. Le CIF est retraité des dépenses de transfert afin de ne prendre en compte que les compétences réellement exercées.

TABLEAU 6 – NIVEAU DU CIF DE CHAQUE CATEGORIE D'EPCI DEPUIS 2015

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
CC à fiscalité additionnelle	0,318	0,334	0,334	0,353	0,349	0,352	0,351	0,353	0,359	0,349	0,351	0,354
CC à FPU	0,354	0,356	0,357	0,367	0,372	0,381	0,388	0,390	0,398	0,398	0,402	0,407
CA	0,328	0,350	0,353	0,347	0,364	0,371	0,381	0,387	0,396	0,396	0,399	0,402

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

4. La population

Le critère de population représente l'indicateur de charges le plus simple et le plus objectif. Il s'agit d'une population forfaitaire dite « DGF », calculée à partir de la population légale totale.

[37] En effet, le remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales par la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (pour les communes) ou par une fraction de TVA (pour les EPCI à FP), ainsi que le remplacement de la TFPB des départements par une fraction de TVA ont consisté à remplacer des ressources potentielles par des ressources réelles dans le calcul du potentiel fiscal et financier, ce qui impliquait des évolutions justifiant un lissage par des fractions de correction. A l'inverse, le remplacement de la CVAE par une fraction de TVA consiste à substituer un produit réel à un autre produit réel dans le calcul du potentiel fiscal et financier, ce qui n'entraîne pas de changement dans la hiérarchie de richesse des collectivités.

Pour tenir compte des conditions particulières qui pèsent sur le fonctionnement de certaines communes, la population totale est majorée en fonction du nombre de résidences secondaires, du nombre de places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage, ainsi que, depuis 2025, du nombre de logements faisant l'objet d'une opération de requalification de copropriétés dégradées déclarée d'intérêt national (ORCOD-IN).

En 2026, la population dite « DGF » des communes s'élève à 73 956 391 habitants.

ANNEXE 10

La péréquation entre collectivités locales

PAUL OUVRARD, AUDE-CECILE MONNOT, VALENTIN LAIDET (DGCL)

La péréquation est un objectif de valeur constitutionnelle : « La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales » (article 72-2 de la Constitution).

A. La péréquation, objectif de valeur constitutionnelle

1. Pourquoi la péréquation ?

La finalité de la péréquation est d'atténuer les disparités de ressources et de charges entre les collectivités locales par une redistribution des ressources en fonction d'indicateurs physiques et financiers.

Tableau 1 – Les différents dispositifs de péréquation en 2026, en métropole[38]

<table>
<tr><th>Type de péréquation</th><th>Régions</th><th>Départements</th><th>EPCI à fiscalité propre</th><th>Communes</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Péréquation verticale</td><td rowspan="4"></td><td rowspan="2">Dotation de fonctionnement minimale (DFM)</td><td rowspan="4">Dotation d'intercommunalité</td><td>Dotation nationale de péréquation (DNP)</td></tr>
<tr><td>Dotation de solidarité rurale (DSR)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Dotation de péréquation urbaine (DPU)</td><td rowspan="2">Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)</td></tr>
<tr><td>Fraction de TVA prévue par le E du V de l'article 16 de la LFI 2020</td><td>Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Péréquation horizontale</td><td rowspan="3">Fonds de solidarité régional</td><td rowspan="2">Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements</td><td rowspan="3">Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)</td><td>Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF)</td></tr>
<tr><td>Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)</td></tr>
<tr><td>Fonds de solidarité des départements de la région d'Ile-de-France (FSDRIF)</td><td>Fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement</td></tr>
</table>

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Les inégalités de répartition des bases d'imposition sont en effet telles que, sauf à laisser certaines collectivités hors de toute possibilité de développement local, la péréquation doit impérativement accompagner l'accroissement des compétences locales. À cet égard, la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, qui a consacré une nouvelle étape de la décentralisation et posé le

[38] Le tableau ne présente que les dispositifs de soutien au fonctionnement des collectivités à vocation exclusivement péréquatrice ; une partie importante des concours de l'Etat aux collectivités (notamment les dotations de soutien à l'investissement local) ont également une portée péréquatrice dans leurs modalités de répartition mais celle-ci ne constitue pas leur objet principal ou unique. Par ailleurs, les tableaux 1 et 2 n'intègrent pas la part de dynamique de TVA prévue au E du V de la loi de finances pour 2020 affectée au Fonds de sauvegarde des départements, pour soutenir les territoires les plus fragiles.

principe d'autonomie financière des collectivités territoriales, a accompagné ce mouvement en inscrivant la péréquation comme objectif de valeur constitutionnelle.

Bien souvent, les inégalités de richesse fiscale résultent de l'histoire ou de phénomènes indépendants des choix effectués par les collectivités territoriales. *A contrario*, certaines disparités sont la conséquence de choix locaux. L'enjeu de la péréquation consiste ainsi à soutenir les collectivités structurellement défavorisées sans interférer dans des choix qui relèvent de leur libre administration.

2. Les différentes formes de péréquation

La péréquation est mise en œuvre :
– par des dispositifs de péréquation dite « verticale », c'est-à-dire à travers des dotations de l'État aux collectivités attribuées de manière différenciée en fonction de critères de ressources et de charges ou de contraintes spécifiques ;
– par des mécanismes de péréquation dite « horizontale », qui consistent à prélever une fraction des ressources de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées (*tableau 1*).

En 2026, les outils de péréquation verticale représentent 65,85 % des montants consacrés à la péréquation (*tableau 2*).

TABLEAU 2 – LES MASSES FINANCIERES CONSACREES A LA PEREQUATION HORIZONTALE ET VERTICALE EN 2026

En millions d'euros	2022	2023	2024	2025	2026	
DFM	957	952	959	967	974	
DPU	575	591	594	596	599	
Fraction de TVA prévue par le E du V de l'article 16 de la LFI 2020	250	250	250	250	250	
Dotation d'intercommunalité	1653	1683	1773	1863	1953	
DSU	2566	2656	2806	2956	3106	
DSR	1877	2077	2227	2377	2527	
DNP	794	794	794	794	794	
FDPTP	284	284	272	214	164	
Total péréquation verticale	8957	9287	9675	10017	10367	
Fonds de péréquation des ressources des régions *(fonds de solidarité régionale à partir de 2022)*	10	24	27	27	27	(a)
Fonds national de péréquation des DMTO	1886	1907	1640	1519	1519	(b)
Fonds national de péréquation des DMTO (reversement)	1886	1907	1888	1519	1519	
Fonds CVAE des départements	58	58	0	0	0	
FSDRIF	60	60	60	60	60	
FPIC	1000	1000	1000	1000	1000	
FSRIF	350	350	350	350	350	
Fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement	1177	1174	902	902	902	(a)
Total péréquation horizontale	4541	4573	4227	3858	5377	(a)
Total	13498	13860	13902	13875	15744	

(a) Montant prévisionnel indicatif
(b) Montant 2026 prévisionnel (non encore notifié)
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

B. Des dispositifs de péréquation horizontale dont la montée en puissance reste inachevée

Jusqu'en 2010, la péréquation horizontale, opérée entre collectivités, reposait pour l'essentiel sur le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF), les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) et les fonds départementaux de péréquation de la taxe additionnelle aux droits de mutation.

Dans le prolongement de la réforme de la taxe professionnelle de 2010, quatre fonds nationaux de péréquation horizontale concernant l'ensemble des catégories de collectivités territoriales ont été créés. Ces quatre fonds sont :
– le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les départements ;
– le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) ;
– le fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des départements ;
– le fonds de solidarité régional.

En revanche, depuis la réforme de la fiscalité locale, les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle sont exclusivement alimentés par une dotation de l'État (à hauteur de 164 M€ en 2026) et ne peuvent donc plus être considérés comme des mécanismes de péréquation horizontale.

La loi de finances pour 2014 a créé également le fonds de solidarité des départements de la région Île-de-France (FSDRIF), destiné à corriger les inégalités spécifiques de ressources et de charges entre les départements franciliens. Elle a créé, par ailleurs, un fonds de solidarité pour les départements alimentés par un prélèvement égal à 0,35 % du montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements.

La loi de finances pour 2019 a créé un nouvel instrument de péréquation, le fonds de soutien interdépartemental (250 M€).

La loi de finances pour 2020 a procédé à la fusion des trois fonds départementaux assis sur les DMTO : le fonds de péréquation des DMTO, le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Par ailleurs, cette même loi de finances prévoit, outre la compensation par une fraction de TVA de la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties réaffectée aux communes, l'attribution aux départements d'une fraction de TVA supplémentaire de 250 M€ par an, répartie en fonction de critères de ressources et de charges.

La loi de finances pour 2021 a remplacé la CVAE perçue par les régions par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette réforme a rendu nécessaire, en loi de finances pour 2022, le remplacement de l'ancien fonds de péréquation régional, qui était principalement assis sur les dynamiques de CVAE entre les régions. Les montants redistribués en 2020 au titre de ce fonds ont été intégrés au montant de la fraction de TVA perçue par chaque région, tandis qu'un nouveau fonds de solidarité régional assis sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), de la fiscalité transférée (fraction de TVA) et des concours financiers de l'Etat (DCRTP) a été réparti pour la première fois en 2022 (*cf. infra*).

Enfin, le fonds de péréquation de la CVAE des départements a été supprimé par la loi de finances pour 2023, en conséquence de la suppression de la CVAE des départements. Les montants sont intégrés dans les produits de TVA perçus.

A l'exception du fonds national de péréquation des DMTO, dont le montant est indexé sur l'évolution de l'assiette des DMTO des départements, l'importance de la péréquation horizontale du bloc communal et des régions par rapport aux recettes de ces collectivités a commencé à décroître. Depuis la stabilisation du FPIC à 1 Md€ en 2016, son poids dans les ressources fiscales agrégées du bloc communal s'est replié de 1,67 % à 1,20 % en 2025.

Le fonds de solidarité régional représentait quant à lui seulement 0,09 % des recettes réelles de fonctionnement des régions en 2025, et évolue à hauteur de 1,5 % de la dynamique de TVA remplaçant la CVAE des régions, soit significativement moins que la dynamique des recettes réelles de fonctionnement des régions.

1. La péréquation au sein du bloc communal

Le FSRIF

La loi de finances pour 2012 a procédé à une refonte du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, afin de concentrer les ressources de ce fonds sur les communes franciliennes les plus en difficulté. Cette loi a fixé un objectif annuel de ressources au fonds : 230 M€ pour 2013, 250 M€ pour 2014 et 270 M€ pour 2015. Le montant a été abondé de 20 M€ en 2016 puis en 2017 (LFI 2016 et 2017), il s'établit à 310 M€ en 2017 et à 330 M€ en 2018 et 2019. En 2020, son montant s'est élevé à 350 M€ suite à un nouvel abondement de 20 M€.

Ce montant de 350 M€ a été maintenu depuis 2020 (*graphique 1*) et 208 communes bénéficient du FSRIF en 2026 (sur les 1266 communes de la région d'Ile-de-France).

La loi de finances pour 2014 a intégré un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier/habitant et revenu/habitant) pour la détermination du prélèvement au FSRIF afin de pondérer la contribution des communes percevant des ressources fiscales importantes mais supportant des charges spécifiques.

Le FPIC

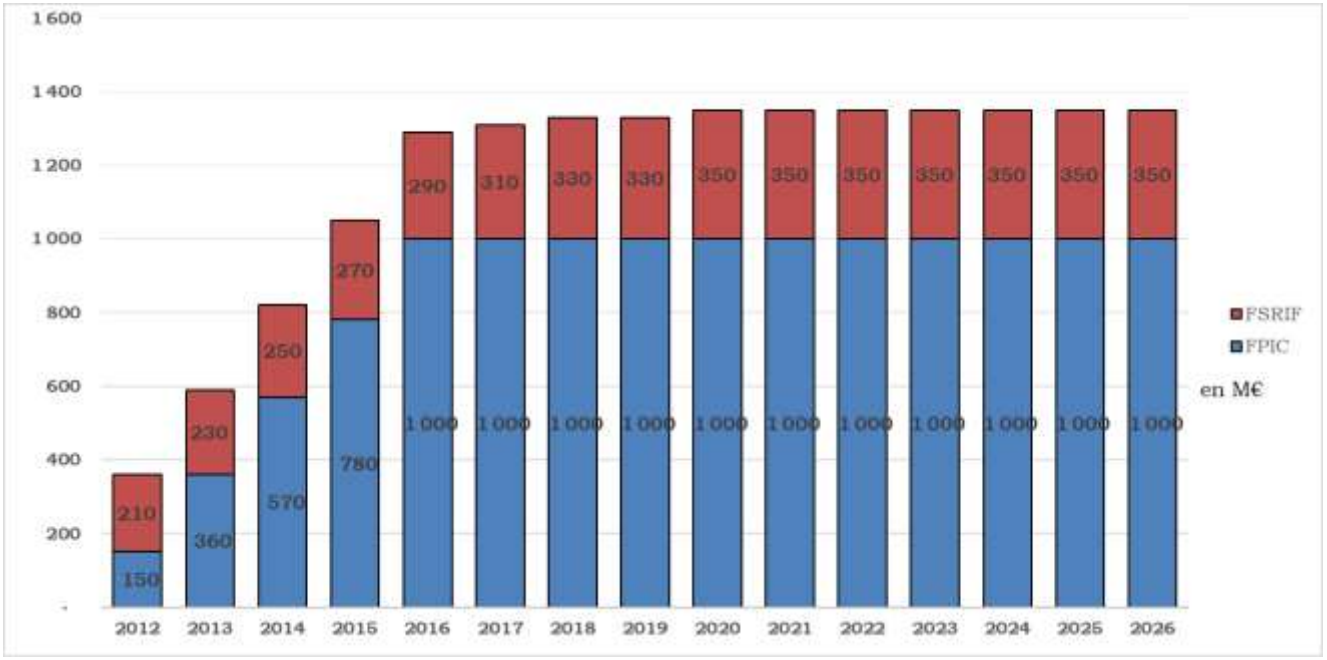
Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale à l'échelle d'un ensemble intercommunal. Cette solidarité au sein du bloc communal est montée progressivement en puissance : elle s'élevait à 360 M€ en 2013 et atteint 1 Md€ depuis 2016. Les ressources de ce fonds ont été maintenues à hauteur de 1 Md€ depuis 2016 *(graphique 1)*. Cette stabilité permet de donner aux collectivités une meilleure visibilité sur l'évolution de leurs ressources, mais ne permet pas d'atteindre l'objectif initial du législateur d'un fonds de péréquation redistribuant 2 % des recettes fiscales agrégées du bloc communal : le FPIC n'en représente plus que 1,20 % en 2025, contre 1,67 % en 2016.

Le dispositif repose sur deux étapes :

- la répartition nationale détermine un montant de contribution ou d'attribution pour chaque territoire ;
- la répartition interne entre chaque territoire permet de partager les montants correspondants entre le groupement et ses communes membres, puis entre les communes elles-mêmes.

En 2025, 684 EPCI / EPT sont contributeurs au FPIC en métropole et dans les DOM, pour 810 bénéficiaires.

GRAPHIQUE 1 – LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA PEREQUATION HORIZONTALE DANS LA SPHÈRE COMMUNALE



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

• Ce mécanisme de solidarité est régi par les principes suivants :

– **les ensembles intercommunaux sont considérés comme l'échelon de référence**. La mesure de la richesse se fait de façon consolidée à l'échelon intercommunal par le biais d'un potentiel financier agrégé (PFIA), en additionnant la richesse de l'EPCI à FP et celle de ses communes membres. Cette approche permet de neutraliser les choix fiscaux des intercommunalités et ainsi de comparer des EPCI à FP de catégories différentes. La comparaison peut également se faire avec des communes isolées ;

– **le potentiel financier agrégé (PFIA) repose sur une assiette de ressources très large**, tirant toutes les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation sur les résidences principales : sont prises en compte la quasi-totalité des recettes fiscales autres que les taxes affectées ainsi que les dotations forfaitaires des communes. Afin de tenir compte du poids des charges des collectivités dont le niveau par habitant s'accroît en fonction de leur taille, les populations retenues pour le calcul des potentiels financiers agrégés sont pondérées par un coefficient logarithmique qui varie de 1 à 2 en fonction croissante de la taille de la collectivité ;

– **sont contributeurs au FPIC** les ensembles intercommunaux ou les communes isolées dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé moyen par habitant constaté au niveau national. La contribution d'un ensemble intercommunal ou d'une commune isolée est fonction de l'écart relatif de son PFIA par habitant au PFIA moyen par habitant et de sa population avec un effet progressif. Afin de mieux prendre en compte la situation des territoires aux ressources fiscales élevées (notamment au regard de la fiscalité payée par les entreprises), mais dont la population dispose de revenus plus faibles que la moyenne, un nouvel indicateur de charges a été introduit en prenant en compte le revenu par habitant. Environ 54 % des ensembles intercommunaux et des communes isolées sont contributeurs en 2025, et 34 % contributeurs nets. La somme des prélèvements pesant sur un ensemble intercommunal ou une commune isolée au titre du FPIC d'une année et du FSRIF de l'année précédente ne peut excéder 14 % des ressources prises en compte pour le calcul du PFIA (plafond maintenu en 2025) ;

– **sont exonérées de prélèvement au titre du FPIC** les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants et les 30 premières communes de 5 000 à 9 999 habitants éligibles l'année précédente à la DSU et les 2 500 premières communes éligibles à la part "cible" de la DSR ;

– **sont bénéficiaires du FPIC** : 60 % des ensembles intercommunaux classés selon un indice synthétique, représentatif des ressources et des charges des collectivités, composé de critères simples et applicables à toutes les intercommunalités quelles que soient leur taille et leur situation (rurales ou urbaines). L'indice synthétique est composé à 60 % du revenu par habitant, à 20 % du potentiel financier agrégé et à 20 % de l'effort fiscal agrégé. Une garantie de sortie existe également pour les ensembles intercommunaux perdant leur éligibilité au reversement ;

– **sont également éligibles** les communes isolées dont l'indice synthétique est supérieur à l'indice médian ;

– une fois définie la contribution ou l'attribution d'un ensemble intercommunal ou d'une commune isolée, celle-ci est répartie entre l'EPCI et ses communes membres selon des modalités définies par la loi, et modifiables par l'EPCI à l'unanimité ou à la majorité qualifiée.

• L'originalité du dispositif repose sur les marges de manœuvre offertes aux territoires pour organiser la solidarité financière

Au niveau d'un ensemble intercommunal, le prélèvement (ou le reversement) calculé globalement est réparti en deux temps : tout d'abord entre l'EPCI et ses communes membres, puis entre les communes membres. Une répartition « de droit commun » est prévue à la fois pour le prélèvement et le reversement, en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) de l'EPCI et du potentiel financier de ses communes membres. Toutefois, par dérogation, l'organe délibérant de l'EPCI peut procéder à une répartition différente.

La loi de finances pour 2015 a apporté des modifications concernant les répartitions internes :
– la répartition dérogatoire à la majorité des deux tiers ne doit pas avoir pour effet de majorer la contribution d'une commune ou de minorer l'attribution d'une commune de plus de 30 % par rapport à la répartition de droit commun (en 2014, ce seuil était fixé à 20 %) ;
– la répartition libre est adoptée à la majorité des deux tiers de l'EPCI et par délibération des conseils municipaux de l'ensemble des communes membres, à la place de l'unanimité du conseil communautaire.

La loi de finances pour 2016 a encore assoupli les modalités de recours à une répartition dérogatoire :
– le délai accordé aux collectivités territoriales qui souhaiteraient recourir à une répartition dérogatoire, dont la date limite était fixée au 30 juin de l'année de répartition, est remplacé par un délai de deux mois à compter de l'information, par le préfet, de la répartition de droit commun ;
– pour le premier cas de répartition dérogatoire, à la majorité des deux tiers, le partage entre l'EPCI et ses communes membres est désormais librement choisi (alors qu'il était jusqu'alors réalisé en fonction du coefficient d'intégration fiscale) ; la répartition dérogatoire à la majorité des deux tiers peut donc désormais porter sur la répartition entre l'EPCI et ses communes membres.
– la répartition dérogatoire à l'unanimité, dite « libre », est désormais applicable :

- soit par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre statuant à l'unanimité, prise dans un délai de deux mois à compter de la notification par le représentant de l'État dans le département,
- soit par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prise dans un délai de deux mois à compter de sa notification et approuvée par les conseils municipaux des communes membres. Les conseils municipaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée.

La loi de finances pour 2024 prévoit que ces délibérations ont, dès 2024, un effet pluriannuel : les délibérations prises à compter de 2023 demeurent ainsi applicables tant qu'elles ne sont pas modifiées ou rapportées. Elles cessent cependant de produire leurs effets dès lors que l'organe délibérant de l'EPCI ou au moins un conseil municipal demande leur modification ou leur abrogation, ou si une ou plusieurs communes ont adhéré ou se sont retirées de l'EPCI au 1er janvier de l'année de répartition.

En 2025 :

- **pour le prélèvement** : 81 % des ensembles intercommunaux ont conservé la répartition de droit commun, 2 % ont opté pour la répartition dérogatoire à la majorité des 2/3, et 16 % pour une répartition libre à l'unanimité.
- **pour le reversement** : 79 % des ensembles intercommunaux ont conservé la répartition de droit commun, 5 % ont opté pour la répartition dérogatoire à la majorité des 2/3, et 15 % pour la répartition libre à l'unanimité.

2. La péréquation départementale

Le **fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux** (DMTO) perçus par les départements, réformé en loi de finances pour 2020, est alimenté par deux prélèvements :

– un premier prélèvement égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition ;
– un second prélèvement, d'un montant fixe de 750 M€, auxquels sont éligibles les départements dont l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition est supérieure à 0,75 fois la moyenne nationale. Depuis la loi de finances pour 2024, ce second prélèvement est, pour chaque département, plafonné à 15% du montant des DMTO de l'année précédente (contre 12% jusqu'en 2023).

Le reversement est effectué au sein de trois enveloppes, qui reprennent les modalités de répartition des trois fonds préexistants :

- La première enveloppe (ancien FSID), d'un montant fixe de 250 M€, est répartie en deux fractions : la première (150 M€) est destinée aux départements ruraux fragiles et est répartie en fonction du potentiel financier, des revenus et du taux d'imposition à la TFPB pratiqué en 2020. Depuis la loi de finances pour 2024 et en cohérence avec la réforme de la fiscalité locale, un dispositif transitoire de trois ans prévoit l'extinction progressive de la prise en compte du taux d'imposition à la TFPB. La seconde (100 M€) est destinée aux départements marqués par un niveau de DMTO et des revenus moyens faibles ainsi qu'un taux de pauvreté élevé. Elle est répartie en fonction du potentiel financier, de la population et des revenus ;

- La deuxième enveloppe (ancien fonds DMTO), égale à 52% des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est versée aux départements caractérisés par un potentiel financier ou des revenus faibles. Elle est répartie en fonction de ces deux critères ainsi que du niveau de DMTO par habitant ;

- La troisième enveloppe (ancien FSD), égale à 48% des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est répartie en deux fractions. La première (30% de l'enveloppe), destinée aux départements dont le potentiel fiscal ou les revenus sont relativement faibles, est répartie entre les départements en fonction du reste à charge au titre des allocations individuelles de solidarité (AIS : RSA, APA et PCH). La seconde (70% de l'enveloppe) bénéficie à la première moitié des départements dont le reste à charge par habitant est le plus élevé. Elle est répartie en fonction de ce reste à charge et de la population.

En 2025, dans un contexte de chute des DMTO, le montant de ce fonds s'est limité à 1,52 Md€.

La loi de finances pour 2014 a créé le **fonds de solidarité des départements de la région d'Île-de-France (FSDRIF)**. Le montant de ce fonds, alimenté par des prélèvements sur les recettes des départements classés en fonction de leur indice de ressources et de charges, est fixé à 60 M€. En 2025, comme en 2024, cinq départements franciliens bénéficient d'un reversement opéré sur les ressources fiscales des trois départements contributeurs.

Le **fonds de péréquation de la CVAE des départements**[39], entré en vigueur en 2013, en application de la loi de finances pour 2010, a été supprimé par la loi de finances pour 2023, en conséquence de la suppression de la CVAE des départements. Les montants moyens prélevés ou perçus par les départements au cours des trois dernières années précédant cette suppression ont été intégrés au calcul de la fraction de TVA qui leur a été attribuée en compensation.

3. La péréquation régionale

La loi de finances pour 2013 a créé un fonds de péréquation des ressources des régions et de la collectivité territoriale de Corse visant à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les recettes prises en compte dans le calcul étaient la CVAE (pour la moitié de son montant), les IFER et la DCRTP perçues par les régions ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

La loi de finances pour 2021 a supprimé la part de CVAE perçue par les régions et collectivités assimilées et l'a remplacée par une fraction de TVA. Cette évolution a rendu nécessaire une refonte du dispositif de péréquation régionale, qui était principalement assis sur les écarts de dynamiques de CVAE entre les régions. Cette refonte s'est effectuée en deux temps :

- En 2021, la fraction de TVA perçue par les régions a tenu compte du solde 2020 du fonds de péréquation régional, qui a donc majoré ou minoré cette fraction. Par ailleurs, le fonds de péréquation a été réparti une dernière fois en 2021 mais seul a été prélevé ou reversé un montant correspondant à la « dynamique » du fonds entre 2020 et 2021 ;
- **A compter de 2022, un nouveau fonds de solidarité régional (FSR) a été mis en place**, incluant le Département-Région de Mayotte. Sont prélevées, au prorata de leur population, les régions dont les ressources rapportées à la population sont supérieures à 80 % de la moyenne. Sont bénéficiaires les régions non prélevées, le reversement étant réparti en fonction de la population, de la densité, du revenu par habitant et du nombre d'enfants âgés de 15 à 18 ans.

Alors qu'en 2020, les ressources du fonds de péréquation des ressources des régions s'élevaient à 185 M€, elles ont été limitées à 9,8 M€ en 2022 (soit 0,1 % de la fraction de TVA attribuée aux régions en 2021). Depuis 2023, le volume du FSR augmente de 1,5 % de la dynamique de la fraction de TVA attribuée aux régions. Ainsi, en 2024, le montant du fonds a été de 26,7 M€ (contre 23,8M€ en 2023). Dans un contexte d'absence de dynamique de la TVA, le montant en 2025 a été identique à celui de 2024 (26,7 M€). En 2025, 12 régions sont éligibles au prélèvement et 6 collectivités ont un reversement.

[39] Cf. Rapport OFGL 2022 pour sa description plus précise.

ANNEXE 11

Les effectifs et les salaires dans les collectivités locales en 2024

JULIEN DESCLODURE (DGCL)

Au 31 décembre 2024, on compte 2 059 900 agents rémunérés en emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 420 000 sont fonctionnaires, 556 000 sont contractuels, 21 200 agents bénéficient de contrats aidés et 62 700 relèvent d'autres statuts (assistants maternels, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, on dénombre 70 700 postes dits secondaires, c'est-à-dire des postes occupés par des agents ayant une autre activité dans la fonction publique davantage rémunératrice. En volume de travail, on dénombre au total 1 984 400 agents en équivalent temps plein en 2024 (*tableaux 1 et 2*).

Entre fin 2023 et fin 2024, les effectifs de la FPT sont en hausse (+0,3 %). Cette augmentation est portée par l'augmentation du nombre de contractuels (+2,4 % après +6,1 % en 2023), ce qui compense la baisse des fonctionnaires (-0,3 % après -0,7 % en 2023), des agents sous statut « Autres » (-0,3 %) ainsi que des bénéficiaires de contrats aidés (-10,7 % ; fiche 8.2). La hausse des effectifs dans la FPT est légèrement moins forte que celle de la fonction publique d'Etat (FPE) qui s'élève à +0,8 % et que celle de la fonction publique hospitalière (FPH) qui atteint +0,4 %. L'ensemble des effectifs de la fonction publique progresse de +0,5 % en 2024 contre +1,2 % en 2023 (*tableau 11*).

La filière technique et la filière administrative regroupent à elles deux les deux tiers des effectifs territoriaux. La répartition des emplois par filière varie fortement selon la catégorie hiérarchique mais également par niveau de collectivité : par exemple, la filière administrative est fortement présente au sein des communes mais également dans les postes des agents de la catégorie A. En outre, les filières médico-sociale et sociale sont très largement féminines (à hauteur respectivement de 95,1 % et 94,5 %) tandis que les femmes ne représentent que 7,9 % des effectifs de la filière incendie et secours et 22,2 % de la filière police municipale (*tableau 3*).

En emplois permanents, les effectifs des communes connaissent progressent à nouveau (+0,2 %) après une hausse de +0,4 % en 2023. Cela est également le cas pour les syndicats (+1,3 % après +1,4 % en 2023) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (+2,0 % après +2,9 % en 2023). Par contre, les effectifs des organismes départementaux et des régions diminuent légèrement (respectivement -0,1 % après +1,9 % en 2023 et -0,1 % après +1,4 % en 2023). Enfin, le recul des effectifs des centres communaux et intercommunaux d'action sociale se poursuit (-0,5 % après -0,6 % en 2023 ; *tableau 4*).

Par rapport aux deux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C, qui représente 69,0 % des emplois permanents. Le nombre d'employeurs de la FPT est de 45 300, dont 13,9 % ne rémunèrent que des agents en emplois annexes ou secondaires (*tableaux 8 et 11*). Il y a donc 39 000 collectivités avec au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

En emplois permanents, on compte 79,4 % d'agents à temps plein, 8,1 % à temps partiel et 12,5 % à temps non complet. Néanmoins, cette répartition diffère selon le sexe de l'agent. En effet, les femmes sont 17,4 % à temps non complet contre 4,8 % des hommes, 10,9 % à temps partiel contre 3,8 % d'hommes, et 71,7 % à temps plein contre 91,4 % des hommes (*tableau 2*).

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes (61 %), proportion légèrement plus faible que celle de la fonction publique de l'État (63,3 %) mais bien inférieure à celle de la fonction publique hospitalière (81,1 % ; fiche 8.11). Les femmes sont très présentes dans les CCAS et CIAS (87,2 %) mais aussi dans les SIVU et SIVOM (76,7 %). La catégorie hiérarchique ayant la part de femmes la plus importante est la catégorie A, à la suite des reclassements de B en A de cadres d'emploi majoritairement féminins, en 2019 (71,6 % des fonctionnaires et 66,3 % des contractuels ; *tableaux 4 et 7*).

Les agents de la FPT sont, en moyenne, plus âgés que dans les deux autres versants : 45,8 ans contre 44,6 ans dans la fonction publique d'État (hors militaires) et seulement 42,7 ans dans la fonction publique hospitalière. Les fonctionnaires sont également plus âgés que les contractuels (*tableaux 7 et 11*).

Le salaire mensuel net moyen dans la FPT est de 2 317 € en 2024, soit des hausses de +3,3 % en euros courants et +1,3 % en euros constants, c'est-à-dire une fois déduit l'effet de la hausse des prix (*tableau 6*).

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 8 décembre 2022 (*tableau 12*). Les prochaines auront lieu en décembre 2026.

Pour en savoir plus

« En 2024, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale augmente de +0,3 %», Bulletin d'information statistique n° 207, février 2026, **www.collectivites-locales.gouv.fr**

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2025, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), **www.fonction-publique.gouv.fr**

Méthodologie

Jusqu'au millésime 2021, le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) était principalement alimenté par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour les agents relevant de la fonction publique territoriale (FPT).
Depuis 2017, une part croissante des données de SIASP provenait des déclarations sociales nominatives (DSN), en substitution des autres sources. En 2022, les employeurs du secteur public ont fini de migrer vers le système de déclaration en DSN, conformément au décret 2016-611 du 18 mai 2016.
Cette transition a permis aux employeurs de revoir leurs systèmes d'information et de déclaration, pouvant potentiellement modifier leurs pratiques déclaratives. En raison de ces changements, l'Insee a entrepris une révision des traitements statistiques portant sur l'emploi et les rémunérations des agents de la fonction publique, en ajustant également les concepts utilisés.
L'Insee a ainsi changé la notion d'emploi principal dans ses publications, à savoir que le poste non annexe le plus rémunérateur dans le privé et la fonction publique. Par continuité de champs avec les années antérieures, et pour prendre en compte la spécificité des agents à temps non complet, la DGCL a maintenu pour l'emploi principal le poste le plus rémunérateur uniquement sur le champ de la fonction publique.
Du fait de changements déclaratifs, applicatifs et de concepts, les résultats publiés en niveau dans cette publication ne sont pas totalement comparables à ceux de la publication réalisée sur le millésime antérieur. Les données de l'année 2023 ont cependant été recalculées afin de présenter des évolutions annuelles cohérentes et homogènes dans cette publication, entre les années 2023 et 2024. Les changements méthodologiques résultent d'une meilleure estimation des calculs de durée de contrat et des EQTP.

Définitions

Les trois versants de la fonction publique. La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.
Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.
La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** en 1984 a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.
La fonction publique hospitalière (FPH), telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :
- les établissements d'hospitalisation publics,
- les maisons de retraite publiques,
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance,
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés,
- les centres d'hébergement et de réinsertion sociale publics ou à caractère public.

Le **système d'information sur les agents des services publics (SIASP)** élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'Etat-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives DSN.

Emploi annexe, emploi non-annexe, emploi principal et emploi secondaire. Un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures, à l'exception des postes débutant en décembre où le volume de travail doit être de moins de 7,5 jours ou de 30 heures. Au contraire, un emploi générant un volume de travail significatif sera non-annexe. Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois non-annexes dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Depuis le millésime 2022, la définition du poste principal se distingue de celle de l'Insee dans la mesure où les publications DGCL ne prennent pas en compte la multi-activité entre le secteur public et le secteur privé.

Volume de travail en équivalent temps plein prend en compte l'ensemble des emplois qui regroupe les activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, aux cessations progressives d'activité ou aux périodes de congés de maladie ordinaire et aux congés de formation. Ces emplois peuvent être annexes ou non annexes.

EPA : **établissements publics à caractère administratif.** Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public. Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

La **métropole de Lyon** a été créée au 1er janvier 2015. Elle reprend les compétences de la communauté urbaine (CU) de Lyon et exerce de plus sur son territoire les compétences d'un conseil départemental. Bien que son statut soit unique, ses effectifs ont été comptabilisés avec ceux des EPCI à fiscalité propre.

Les **établissements publics territoriaux (EPT)** ont été créés au 1er janvier 2016. Ils correspondent à des sous-ensembles de la métropole du Grand Paris. Même s'il ne s'agit pas de métropoles, leurs effectifs ont été comptés avec celles-ci.

Créée au 1er janvier 2016, **la collectivité unique de Guyane** correspond à la fusion du département et de la région de Guyane. Il en va de même pour **la collectivité unique de Martinique**.

La **collectivité de Corse**, créée au 1er janvier 2018, correspond à la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale. Son effectif est comptabilisé avec ceux des régions.

La **Ville de Paris**, créée au 1er janvier 2019, est une entité correspondant à la fusion du département et de la commune de Paris. Son effectif est comptabilisé avec ceux des communes.

Un **contrat aidé** est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

Les notions de cadre d'emplois et de filière. La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois : *« Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades »*. La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.
A : fonctions de direction et de conception
B : fonctions d'application et de maîtrise
C : fonctions d'exécution

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État. Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois. Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

Les agents dénommés A+ désignent les agents de catégorie A, dont le cadre d'emploi comporte au moins un échelon de type hors échelle B (HEB). Les emplois fonctionnels des filières administratives et techniques sont considérés comme A+, dans le cas où seuls les agents dans des cadres d'emploi de type A+ peuvent y être nommés, selon des critères de taille de population.

Les agents dénommés C1 désignent les agents de catégorie C, relevant du grade correspondant à la grille indiciaire de type C1.

Un **comité social territorial (CST)** est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste, pour quatre ans, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités sociaux territoriaux sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Les centres de gestion. Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

TABLEAU 1 - LES EFFECTIFS TOTAUX DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein (EQTP)					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Emplois non annexes[a]	**2067,2**	**2085,4**	**2133,8**	**2130,6**	**+0,9%**	**-0,1%**	**1873,6**	**1884,0**	**1955,2**	**1965,2**	**+0,6%**	**+0,5%**
Emplois principaux[b]	2015,9	2034,0	2053,8	2059,9	+0,9%	+0,3%	1830,3	1843,4	1894,0	1906,7	+0,7%	+0,7%
Emplois secondaires[b]	51,4	51,4	80,0	70,7	+0,1%	-11,6%	43,2	40,6	61,2	58,5	-6,2%	-4,6%
Emplois annexes[c]	**90,2**	**93,9**	**64,9**	**65,3**	**+4,1%**	**+0,6%**	**22,7**	**21,1**	**17,6**	**19,3**	**-6,8%**	**+9,3%**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Emplois non annexes[a]	**61,7%**	**61,8%**	**62,0%**	**61,8%**	**60,0%**	**60,1%**	**60,4%**	**60,4%**
Emplois principaux[b]	61,4%	61,5%	61,6%	61,5%	59,8%	59,9%	60,1%	60,2%
Emplois secondaires[b]	71,0%	70,6%	72,7%	71,8%	66,5%	66,9%	67,3%	66,6%
Emplois annexes[c]	**77,9%**	**77,7%**	**77,7%**	**77,5%**	**66,4%**	**66,4%**	**67,2%**	**67,0%**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (1/3)

Effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Fonctionnaires	**1434,1**	**1424,4**	**1424,4**	**1420,0**	**-0,7%**	**-0,3%**	**1381,8**	**1375,3**	**1385,3**	**1379,2**	**-0,5%**	**-0,4%**
catégorie A	175,7	178,4	178,4	179,9	+1,5%	+0,8%	171,4	173,2	173,9	175,6	+1,1%	+1,0%
dont A+	6,9	6,6	6,7	6,3	-3,7%	-5,0%	6,9	6,6	6,7	6,4	-4,5%	-5,0%
catégorie B	213,2	208,1	208,4	209,7	-2,4%	+0,6%	207,9	204,7	206,3	205,6	-1,6%	-0,3%
catégorie C	1043,4	1037,1	1036,4	1029,5	-0,6%	-0,7%	998,9	995,6	1003,4	996,7	-0,3%	-0,7%
dont C1	360,5	358,1	357,9	358,0	-0,7%	+0,0%	337,2	335,4	341,0	343,9	-0,5%	+0,9%
catégorie indéterminée	1,8	0,8	1,1	0,9	-54,6%	-18,8%	3,6	1,8	1,7	1,3	-49,0%	-24,0%
Contractuels	**493,2**	**523,1**	**542,8**	**556,0**	**+6,1%**	**+2,4%**	**426,4**	**449,1**	**505,6**	**523,5**	**+5,3%**	**+3,5%**
catégorie A	72,4	79,3	79,8	86,1	+9,6%	+7,9%	64,6	70,9	73,5	79,8	+9,8%	+8,6%
dont A+	4,4	4,4	4,7	4,8	+0,5%	+1,7%	3,5	3,4	4,1	4,2	-1,7%	+2,0%
catégorie B	80,0	88,5	93,3	98,1	+10,6%	+5,1%	68,3	75,0	88,6	93,6	+9,7%	+5,7%
catégorie C	310,4	324,9	332,2	334,4	+4,6%	+0,7%	268,9	279,9	301,7	308,8	+4,1%	+2,3%
dont C1	255,5	267,8	273,3	272,9	+4,8%	-0,2%	221,7	230,6	244,9	250,6	+4,0%	+2,4%
catégorie indéterminée	30,4	30,5	37,5	37,4	+0,1%	-0,4%	24,6	23,4	41,8	41,3	-4,8%	-1,2%
Autres	**63,9**	**62,7**	**62,9**	**62,7**	**-1,8%**	**-0,3%**	**62,9**	**63,0**	**63,1**	**62,8**	**+0,0%**	**-0,4%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	42,0	40,0	40,0	39,8	-4,7%	-0,5%	43,0	41,0	41,0	40,4	-4,6%	-1,7%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	18,8	19,7	19,8	19,8	+4,6%	+0,2%	16,8	18,9	18,9	19,5	+12,3%	+2,8%
Autres statuts[(a)]	3,1	3,1	3,1	3,0	-1,6%	-0,8%	3,1	3,0	3,1	3,0	-2,0%	-2,4%
Bénéficiaires de contrats aidés	**24,6**	**23,6**	**23,7**	**21,2**	**-3,9%**	**-10,7%**	**25,1**	**17,8**	**18,9**	**18,9**	**-29,2%**	**-0,4%**
Total	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**+0,5%**	**+0,6%**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Fonctionnaires	**59,0%**	**59,1%**	**59,1%**	**59,1%**	**57,8%**	**57,9%**	**58,1%**	**58,2%**
catégorie A	71,3%	71,6%	71,6%	71,6%	70,5%	70,9%	70,8%	71,0%
dont A+	51,1%	51,8%	51,8%	52,1%	49,9%	50,6%	50,9%	51,3%
catégorie B	65,3%	65,0%	65,0%	65,5%	64,6%	64,3%	64,3%	64,7%
catégorie C	55,7%	55,7%	55,7%	55,7%	54,2%	54,3%	54,6%	54,6%
dont C1	60,4%	60,5%	60,5%	60,0%	58,4%	58,5%	59,1%	58,8%
catégorie indéterminée	55,9%	53,3%	54,1%	49,4%	62,6%	64,1%	60,8%	60,5%
Contractuels	**66,7%**	**66,6%**	**66,5%**	**66,0%**	**64,9%**	**64,9%**	**65,0%**	**64,5%**
catégorie A	66,1%	66,3%	66,3%	66,3%	65,4%	65,6%	65,5%	65,7%
dont A+	56,3%	57,1%	57,5%	58,3%	54,0%	54,0%	54,8%	55,7%
catégorie B	61,2%	61,8%	62,0%	61,8%	60,6%	61,3%	61,5%	61,3%
catégorie C	68,3%	68,0%	68,0%	67,1%	66,1%	65,8%	65,7%	65,1%
dont C1	68,3%	68,1%	68,1%	67,4%	65,9%	65,6%	65,6%	65,1%
catégorie indéterminée	65,4%	65,2%	65,6%	65,4%	62,6%	62,9%	65,5%	65,4%
Autres	**77,8%**	**76,9%**	**76,9%**	**76,6%**	**78,6%**	**77,3%**	**77,3%**	**76,8%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	90,8%	90,1%	90,1%	89,3%	91,1%	90,3%	90,3%	89,6%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	54,2%	55,4%	55,4%	56,3%	53,1%	54,6%	54,7%	55,6%
Autres statuts[(a)]	44,5%	42,8%	42,9%	43,9%	43,1%	42,6%	42,9%	42,8%
Bénéficiaires de contrats aidés	**56,4%**	**57,8%**	**57,7%**	**57,5%**	**54,9%**	**56,1%**	**56,3%**	**56,7%**
Total	**61,4%**	**61,5%**	**61,6%**	**61,5%**	**60,0%**	**60,2%**	**60,4%**	**60,4%**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (2/3)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par statut et catégorie hiérarchique selon la durée et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Temps plein		Part de femmes	Temps partiel		Part de femmes	Temps non complet		Part de femmes
	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	
Fonctionnaires	**634,8**	**549,6**	**53,6%**	**98,4**	**18,4**	**84,2%**	**106,4**	**12,4**	**89,6%**
catégorie A	104,8	49,1	68,1%	21,5	1,7	92,9%	2,4	0,4	86,5%
dont A+	2,8	3,0	48,9%	0,4	0,0	88,8%	0,1	0,0	-
catégorie B	112,1	68,4	62,1%	19,9	2,7	87,9%	5,4	1,2	82,0%
catégorie C	417,5	431,7	49,2%	56,9	14,0	80,3%	98,6	10,8	90,1%
dont C1	141,8	131,6	51,9%	16,4	4,1	80,1%	56,6	7,5	88,4%
catégorie indéterminée	0,4	0,4	47,6%	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
Contractuels	**229,6**	**154,1**	**59,8%**	**33,4**	**10,9**	**75,5%**	**103,8**	**24,3**	**81,0%**
catégorie A	46,9	26,2	64,2%	5,2	1,2	81,1%	5,0	1,6	75,4%
dont A+	1,4	1,4	49,5%	0,5	0,2	75,8%	1,0	0,5	67,4%
catégorie B	44,9	29,8	60,1%	6,4	2,7	70,6%	9,3	5,1	64,6%
catégorie C	118,2	87,1	57,6%	19,2	5,8	76,8%	87,2	16,9	83,8%
dont C1	94,5	69,9	57,5%	15,7	4,2	78,8%	73,8	14,8	83,3%
catégorie indéterminée	19,5	11,1	63,8%	2,6	1,1	69,2%	2,3	0,7	76,7%
Total	**864,4**	**703,7**	**55,1%**	**131,8**	**29,3**	**81,8%**	**210,2**	**36,7**	**85,1%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par statut et catégorie hiérarchique selon le type de contrat et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	CDD		Part de femmes	CDI		Part de femmes
	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	
Contractuels	**317,9**	**156,4**	**67,0%**	**48,8**	**32,9**	**59,7%**
catégorie A	45,7	20,9	68,7%	11,4	8,1	58,4%
dont A+	2,0	1,3	60,8%	0,8	0,7	52,9%
catégorie B	52,3	29,8	63,7%	8,3	7,7	51,9%
catégorie C	198,3	94,8	67,7%	26,2	15,1	63,5%
dont C1	165,7	78,4	67,9%	18,3	10,5	63,6%
catégorie indéterminée	21,6	10,9	66,5%	2,8	2,0	58,4%

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 2 - LES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE (3/3)

Effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Fonctionnaires	**92,4**	**381,8**	**265,7**	**72,6**	**214,3**	**37,9**	**203,6**	**55,9**	**79,0**	**16,8**	**1420,0**
catégorie A	2,4	23,2	27,3	9,4	33,4	4,3	60,4	5,2	10,0	4,2	179,9
dont A+	0,0	0,1	0,7	0,1	1,3	0,4	2,4	0,5	0,6	0,3	6,3
catégorie B	6,6	48,4	43,1	14,6	40,6	5,9	32,4	8,3	6,1	3,5	209,7
catégorie C	83,3	310,0	195,1	48,5	140,1	27,6	110,7	42,4	63,0	9,0	1029,5
dont C1	42,8	120,6	52,8	22,2	51,2	12,4	34,1	2,3	16,6	3,1	358,0
catégorie indéterminée	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,9
Contractuels	**37,6**	**148,9**	**110,0**	**46,0**	**92,4**	**28,3**	**50,3**	**2,0**	**18,3**	**22,3**	**556,0**
catégorie A	1,1	10,0	13,0	6,9	19,2	4,7	21,4	0,5	4,9	4,4	86,1
dont A+	0,1	0,5	0,9	0,4	0,6	0,2	1,4	0,1	0,2	0,4	4,8
catégorie B	2,2	21,4	20,1	9,2	22,7	6,2	9,7	0,4	1,7	4,4	98,1
catégorie C	33,7	108,3	64,1	28,0	45,2	16,5	17,1	1,0	10,2	10,3	334,4
dont C1	25,9	91,8	47,4	24,0	38,1	13,3	14,4	0,6	9,2	8,0	272,9
catégorie indéterminée	0,6	9,3	12,8	1,8	5,2	1,0	2,0	0,1	1,4	3,1	37,4
Autres	**1,5**	**9,4**	**7,2**	**1,4**	**5,4**	**1,0**	**34,3**	**0,3**	**1,8**	**0,4**	**62,7**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	0,7	3,6	2,5	0,7	1,0	0,3	30,5	0,0	0,5	0,0	39,8
Apprentis (Cat. A, B ou C)	0,7	4,9	3,8	0,7	4,0	0,7	3,4	0,3	1,0	0,3	19,8
Autres statuts[d]	0,1	0,8	1,0	0,0	0,5	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	3,0
Bénéficiaires de contrats aidés	**2,3**	**5,7**	**2,9**	**2,7**	**2,3**	**0,5**	**2,2**	**0,0**	**0,8**	**1,7**	**21,2**
Total	**133,8**	**545,9**	**385,9**	**122,7**	**314,4**	**67,8**	**290,3**	**58,2**	**99,8**	**41,1**	**2059,9**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en %)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Fonctionnaires	**62,5%**	**60,5%**	**59,0%**	**88,0%**	**52,3%**	**51,8%**	**64,8%**	**16,1%**	**58,9%**	**66,7%**	**59,1%**
catégorie A	83,7%	67,7%	67,5%	89,3%	64,1%	55,6%	82,8%	23,5%	64,5%	63,1%	71,6%
dont A+	-	43,7%	51,9%	-	39,4%	34,2%	68,3%	25,8%	45,5%	55,0%	52,1%
catégorie B	83,1%	64,8%	67,1%	90,5%	62,3%	55,5%	67,7%	19,7%	62,3%	66,8%	65,5%
catégorie C	60,3%	59,3%	56,0%	87,0%	46,6%	50,4%	54,1%	14,5%	57,7%	68,8%	55,7%
dont C1	57,8%	61,1%	59,0%	87,7%	51,0%	54,6%	57,8%	40,2%	61,8%	70,2%	60,0%
catégorie indéterminée	-	60,1%	47,0%	-	32,1%	-	-	-	-	45,7%	49,4%
Contractuels	**69,3%**	**66,1%**	**65,7%**	**85,9%**	**57,8%**	**53,0%**	**69,3%**	**37,7%**	**62,6%**	**67,7%**	**66,0%**
catégorie A	73,7%	61,9%	61,9%	85,2%	61,1%	50,9%	76,0%	46,6%	60,2%	59,2%	66,3%
dont A+	-	66,3%	67,6%	48,4%	42,0%	33,0%	70,3%	51,3%	41,7%	45,2%	58,3%
catégorie B	75,5%	59,8%	61,1%	89,1%	54,9%	47,1%	65,7%	33,2%	60,6%	60,0%	61,8%
catégorie C	68,9%	67,8%	67,3%	85,8%	57,9%	56,1%	62,8%	35,0%	63,4%	75,5%	67,1%
dont C1	67,4%	68,5%	66,6%	86,5%	58,5%	55,2%	64,9%	45,1%	64,0%	75,9%	67,4%
catégorie indéterminée	60,3%	64,9%	69,0%	71,8%	57,6%	47,1%	71,4%	-	66,7%	64,9%	65,4%
Autres	**75,4%**	**69,6%**	**71,8%**	**92,0%**	**61,4%**	**58,3%**	**83,5%**	**29,9%**	**59,4%**	**53,9%**	**76,6%**
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	98,3%	99,3%	96,9%	99,7%	96,7%	97,9%	86,6%	-	92,1%	-	89,3%
Apprentis (Cat. A, B ou C)	52,9%	52,1%	62,8%	86,1%	54,9%	42,1%	60,0%	29,7%	46,6%	50,8%	56,3%
Autres statuts[d]	-	41,7%	43,7%	-	41,5%	-	46,4%	-	38,1%	-	43,9%
Bénéficiaires de contrats aidés	**53,0%**	**54,3%**	**60,8%**	**55,0%**	**42,2%**	**57,1%**	**62,2%**	**-**	**72,1%**	**81,7%**	**57,5%**
Total	**64,4%**	**62,1%**	**61,1%**	**86,5%**	**54,0%**	**52,4%**	**67,7%**	**16,9%**	**59,7%**	**67,8%**	**61,5%**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (1/3)

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par filière

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Administrative	440,2	447,3	448,1	453,5	+1,6%	+1,2%	423,9	430,3	434,3	441,2	+1,5%	+1,6%
Technique	870,4	873,9	875,6	876,8	+0,4%	+0,1%	829,1	831,8	840,6	843,9	+0,3%	+0,4%
Culturelle	79,5	80,0	82,4	82,7	+0,5%	+0,4%	69,2	69,8	78,9	78,0	+0,9%	-1,1%
Sportive	18,3	18,2	18,4	18,1	-0,6%	-1,6%	18,5	18,4	19,5	19,2	-0,7%	-1,4%
Sociale	169,3	170,8	171,2	171,4	+0,8%	+0,1%	154,2	155,8	158,9	158,9	+1,1%	-0,0%
Médico-sociale	87,7	88,1	88,6	89,5	+0,5%	+0,9%	81,4	81,4	83,2	83,9	-0,0%	+0,8%
Médico-technique	2,3	2,4	2,5	2,4	+5,8%	-4,0%	2,0	2,0	2,2	2,2	+2,0%	-0,4%
Police municipale	26,3	27,4	27,5	28,5	+4,3%	+3,8%	25,8	27,2	27,4	28,3	+5,5%	+3,5%
Incendie et secours	43,4	44,0	44,2	44,7	+1,3%	+1,1%	42,6	43,5	43,9	44,5	+2,1%	+1,3%
Animation	150,6	156,7	162,6	162,9	+4,1%	+0,2%	128,5	133,2	149,6	151,7	+3,7%	+1,4%
Autres cas[b]	39,3	38,7	46,1	45,5	-1,6%	-1,2%	33,0	30,8	52,3	50,9	-6,6%	-2,6%
Total	**1927,4**	**1947,6**	**1967,2**	**1976,0**	**+1,0%**	**+0,4%**	**1808,2**	**1824,3**	**1890,8**	**1902,7**	**+0,9%**	**+0,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par filière

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Administrative	82,9%	82,8%	82,8%	82,7%	82,4%	82,4%	82,4%	82,3%
Technique	41,9%	41,9%	42,0%	41,8%	39,9%	39,9%	40,2%	40,2%
Culturelle	64,4%	64,5%	64,2%	64,2%	64,6%	64,7%	63,6%	63,6%
Sportive	30,8%	30,5%	30,8%	30,5%	29,6%	29,8%	30,5%	30,2%
Sociale	94,6%	94,6%	94,5%	94,5%	94,5%	94,3%	94,2%	94,3%
Médico-sociale	95,3%	95,3%	95,2%	95,1%	95,5%	95,6%	95,3%	95,2%
Médico-technique	81,0%	81,6%	81,4%	81,9%	80,0%	80,4%	80,3%	81,1%
Police municipale	21,6%	22,0%	22,0%	22,2%	21,4%	21,7%	21,8%	22,0%
Incendie et secours	7,1%	7,4%	7,5%	7,9%	6,6%	7,1%	7,4%	7,8%
Animation	73,0%	73,3%	73,2%	73,1%	71,8%	72,0%	72,0%	71,9%
Autres cas[b]	61,8%	61,9%	63,1%	62,5%	59,4%	59,7%	63,4%	63,0%
Total	**61,0%**	**61,1%**	**61,1%**	**61,0%**	**59,5%**	**59,6%**	**59,9%**	**59,9%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.
Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (2/3)

Effectifs des fonctionnaires par filière selon le sexe et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Femmes					Hommes				
	dont cat. A	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Administrative	47,3	0,9	62,8	188,2	58,6	20,6	1,1	9,8	22,6	7,6
Technique	11,4	0,7	9,6	238,9	104,1	17,8	1,4	34,8	355,6	123,0
Culturelle	7,5	0,4	13,7	14,5	5,1	4,7	0,2	6,5	5,8	1,7
Sportive	0,1	0,0	3,1	0,1	0,0	0,4	0,0	6,9	0,6	0,1
Sociale	41,5	0,0	0,7	71,0	17,9	3,0	0,0	0,3	1,8	0,9
Médico-sociale	19,5	1,3	38,6	2,4	0,0	0,8	0,1	0,9	0,2	0,0
Médico-technique	0,9	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Police municipale	0,0	0,0	0,3	5,9	0,0	0,1	0,0	2,2	19,8	0,0
Incendie et secours	0,5	0,1	0,2	2,3	0,1	3,3	0,3	4,6	32,4	0,4
Animation	0,0	0,0	8,0	49,6	29,2	0,0	0,0	5,1	17,0	9,4
Autres cas[(a)]	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,0	1,2	0,7	0,0
Total	**128,8**	**3,3**	**137,4**	**573,0**	**214,9**	**51,1**	**3,0**	**72,3**	**456,5**	**143,1**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des contractuels par filière selon le sexe et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Femmes					Hommes				
	dont cat. A	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Administrative	24,7	0,3	18,0	34,0	26,7	14,2	0,6	5,2	6,1	4,8
Technique	5,8	0,1	5,1	95,7	86,7	9,1	0,3	14,4	78,8	66,0
Culturelle	2,4	0,1	10,0	5,1	3,2	2,0	0,1	8,1	2,5	1,2
Sportive	0,0	0,0	1,8	0,4	0,2	0,1	0,0	3,9	0,7	0,3
Sociale	14,4	0,0	1,0	33,2	20,0	1,5	0,0	0,4	2,4	1,6
Médico-sociale	8,6	2,2	14,5	1,4	0,0	1,6	1,0	0,7	0,2	0,0
Médico-technique	0,6	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Police municipale	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Incendie et secours	0,3	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,7	0,2
Animation	0,2	0,0	9,8	51,6	47,1	0,1	0,0	4,7	16,8	14,9
Autres cas[(a)]	0,2	0,0	0,2	2,8	0,0	0,2	0,0	0,1	1,5	0,0
Total	**57,1**	**2,8**	**60,6**	**224,6**	**184,0**	**29,0**	**2,0**	**37,5**	**109,9**	**88,9**

(a) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière selon le statut et le type de durée, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels			
	femmes			hommes			femmes		hommes	
	temps plein	**temps partiel**	**temps non complet**	**temps plein**	**temps partiel**	**temps non complet**	**CDD**	**CDI**	**CDD**	**CDI**
Administrative	246,0	36,1	16,1	50,3	1,8	0,9	63,0	13,7	19,9	5,6
Technique	188,8	21,9	49,2	387,2	13,1	7,9	93,4	13,1	84,1	18,1
Culturelle	28,1	4,8	2,8	14,7	1,2	1,1	14,2	3,3	9,4	3,2
Sportive	2,9	0,4	0,1	7,5	0,4	0,1	1,8	0,4	3,7	1,0
Sociale	75,7	17,2	20,3	4,5	0,3	0,3	42,8	5,9	4,0	0,3
Médico-sociale	45,4	11,8	3,3	1,6	0,1	0,1	21,6	2,9	2,2	0,4
Médico-technique	0,7	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,7	0,2	0,1	0,0
Police municipale	5,9	0,3	0,0	21,7	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Incendie et secours	3,0	0,0	0,0	40,3	0,0	0,0	0,5	0,0	0,8	0,1
Animation	37,4	5,6	14,5	19,1	1,1	1,9	55,9	5,7	19,8	1,9
Autres cas[(b)]	0,8	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	24,1	3,5	12,3	2,3
Total	**634,8**	**98,4**	**106,4**	**549,6**	**18,4**	**12,4**	**317,9**	**48,8**	**156,4**	**32,9**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.
Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 3 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR FILIÈRE (3/3)

Effectifs des fonctionnaires par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Administrative	27,9	91,3	55,6	14,0	61,5	8,7	61,0	5,9	17,3	8,1	351,3
Technique	53,1	187,6	123,2	11,3	106,1	22,7	93,8	4,5	60,3	5,4	668,0
Culturelle	1,0	13,8	15,8	0,0	14,3	1,1	4,5	0,0	0,4	1,7	52,7
Sportive	0,1	4,0	3,2	0,0	3,4	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	11,3
Sociale	5,1	23,7	21,4	27,9	9,3	2,5	27,8	0,0	0,5	0,2	118,4
Médico-sociale	0,2	9,1	14,7	16,1	6,2	0,9	14,6	0,1	0,3	0,3	62,4
Médico-technique	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	1,3
Police municipale	0,5	14,8	12,0	0,0	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	28,3
Incendie et secours	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	43,3	0,0	0,0	43,3
Animation	4,5	37,3	19,4	3,1	12,5	1,5	0,6	0,0	0,1	0,8	79,7
Autres cas[d]	0,0	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	2,1	0,0	0,4	3,3
Total	**92,4**	**381,8**	**265,7**	**72,6**	**214,3**	**37,9**	**203,6**	**55,9**	**79,0**	**16,8**	**1420,0**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Administrative	8,4	21,3	15,1	4,1	22,8	4,8	14,9	0,4	5,3	5,1	102,2
Technique	21,5	60,8	34,3	6,3	34,3	16,0	16,6	0,8	11,0	7,1	208,8
Culturelle	0,5	6,9	10,6	0,0	6,8	1,3	1,2	0,0	0,1	2,7	30,1
Sportive	0,2	1,7	1,8	0,0	2,7	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	6,9
Sociale	2,1	6,5	7,2	19,7	4,9	2,0	9,7	0,0	0,2	0,7	53,0
Médico-sociale	0,2	3,4	3,7	11,6	2,6	0,8	4,0	0,0	0,1	0,6	27,1
Médico-technique	0,0	0,2	0,2	0,3	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,0
Police municipale	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Incendie et secours	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1	0,0	0,6	0,0	0,0	1,4
Animation	3,9	38,2	22,7	1,9	12,0	2,0	0,4	0,0	0,0	2,1	83,2
Autres cas[d]	0,7	9,8	14,4	1,9	5,8	1,1	3,1	0,1	1,5	3,8	42,2
Total	**37,6**	**148,9**	**110,0**	**46,0**	**92,4**	**28,3**	**50,3**	**2,0**	**18,3**	**22,3**	**556,0**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

(d) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (1/4)

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par type de collectivité locale

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Communes de moins de 1 000 habitants	69,1	68,6	69,3	69,7	-0,7%	+0,6%	58,5	59,0	61,9	62,0	+1,0%	+0,3%
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	59,3	59,3	59,7	60,3	-0,0%	+1,0%	53,3	54,1	55,6	56,0	+1,5%	+0,8%
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	64,1	65,0	65,6	65,8	+1,3%	+0,2%	59,8	60,8	62,7	63,1	+1,8%	+0,6%
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	53,1	53,6	54,1	54,2	+0,9%	+0,2%	50,1	51,0	52,4	52,6	+1,8%	+0,3%
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	125,7	126,6	127,8	126,7	+0,7%	-0,8%	117,9	118,9	122,8	122,2	+0,9%	-0,5%
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	129,3	129,5	130,5	132,6	+0,1%	+1,6%	121,4	121,9	125,6	128,0	+0,4%	+1,9%
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	152,3	151,9	153,7	151,5	-0,2%	-1,4%	142,9	142,0	148,3	146,3	-0,7%	-1,4%
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	149,2	149,7	152,5	150,7	+0,3%	-1,2%	139,8	139,8	148,7	147,1	-0,0%	-1,1%
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	77,4	78,1	80,4	79,4	+1,0%	-1,2%	72,1	71,1	77,7	76,9	-1,3%	-1,1%
Communes de 150 000 habitants et plus	137,4	138,6	140,9	145,6	+0,9%	+3,3%	129,0	129,5	137,2	140,5	+0,4%	+2,4%
Total des communes	**1016,9**	**1020,8**	**1034,3**	**1036,5**	**+0,4%**	**+0,2%**	**944,8**	**948,3**	**992,9**	**994,6**	**+0,4%**	**+0,2%**
CCAS et CIAS[b]	**119,2**	**118,5**	**119,1**	**118,6**	**-0,6%**	**-0,5%**	**106,9**	**106,3**	**110,4**	**110,2**	**-0,6%**	**-0,2%**
Communautés de communes (CC)	89,9	92,8	93,1	95,7	+3,2%	+2,7%	82,3	85,6	88,4	91,0	+4,0%	+3,0%
Communautés d'agglomération (CA)	102,8	106,4	107,5	109,7	+3,5%	+2,1%	97,0	99,6	103,7	106,0	+2,7%	+2,2%
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	97,4	99,3	100,0	101,3	+1,9%	+1,2%	93,7	95,2	97,4	99,5	+1,6%	+2,1%
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**290,1**	**298,4**	**300,7**	**306,6**	**+2,9%**	**+2,0%**	**273,0**	**280,4**	**289,5**	**296,5**	**+2,7%**	**+2,4%**
SIVU et SIVOM[b]	23,4	23,1	23,4	23,2	-1,6%	-0,7%	19,6	19,6	21,2	20,7	+0,3%	-2,1%
Syndicats mixtes[d]	40,7	41,9	42,0	43,0	+3,1%	+2,5%	38,9	40,1	40,9	41,9	+3,0%	+2,4%
Total des syndicats	**64,1**	**65,0**	**65,4**	**66,2**	**+1,4%**	**+1,3%**	**58,5**	**59,7**	**62,1**	**62,6**	**+2,1%**	**+0,9%**
Départements	248,1	253,5	254,1	253,9	+2,2%	-0,1%	239,0	242,9	245,1	247,1	+1,7%	+0,8%
SDIS	56,5	57,3	57,3	57,8	+1,4%	+0,9%	55,8	56,7	57,0	57,5	+1,7%	+0,9%
Centres de gestion et CNFPT[b]	14,1	14,0	14,7	14,3	-0,3%	-2,8%	15,8	15,0	15,6	15,5	-5,3%	-0,6%
Organismes départementaux	**318,7**	**324,8**	**326,1**	**326,0**	**+1,9%**	**-0,1%**	**310,6**	**314,6**	**317,7**	**320,2**	**+1,3%**	**+0,8%**
Régions[e]	**95,9**	**97,3**	**97,4**	**97,3**	**+1,4%**	**-0,1%**	**94,2**	**94,4**	**94,6**	**94,7**	**+0,3%**	**+0,1%**
Autres[f]	**22,4**	**22,6**	**24,1**	**24,8**	**+1,1%**	**+2,7%**	**20,3**	**20,6**	**23,7**	**23,9**	**+1,6%**	**+0,9%**
Total	**1927,4**	**1947,6**	**1967,2**	**1976,0**	**+1,0%**	**+0,4%**	**1808,2**	**1824,3**	**1890,8**	**1902,7**	**+0,9%**	**+0,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (2/4)

Part des femmes des effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par type de collectivité locale

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en EQTP			
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Communes de moins de 1 000 habitants	63,4%	63,4%	63,5%	63,4%	60,2%	60,2%	61,0%	60,9%
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	65,9%	65,9%	65,9%	65,7%	62,8%	62,8%	63,2%	63,1%
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	63,2%	63,5%	63,5%	63,4%	60,9%	61,1%	61,5%	61,6%
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	61,2%	61,5%	61,5%	61,5%	59,2%	59,4%	59,7%	59,9%
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	62,3%	62,5%	62,5%	62,4%	60,6%	60,7%	60,9%	61,0%
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	61,3%	61,5%	61,6%	61,4%	59,8%	60,0%	60,1%	60,3%
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	62,1%	62,1%	62,2%	62,0%	61,0%	61,1%	61,3%	61,2%
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	60,6%	60,6%	60,7%	60,5%	59,6%	59,6%	60,1%	59,9%
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	60,0%	60,3%	60,6%	60,6%	58,7%	58,9%	59,7%	59,8%
Communes de 150 000 habitants et plus	61,4%	61,6%	61,8%	61,5%	60,4%	60,7%	61,1%	60,8%
Total des communes	**61,9%**	**62,0%**	**62,1%**	**62,0%**	**60,3%**	**60,4%**	**60,8%**	**60,7%**
CCAS et CIAS[b]	**87,6%**	**87,3%**	**87,3%**	**87,2%**	**87,2%**	**87,0%**	**86,8%**	**86,7%**
Communautés de communes (CC)	65,1%	65,2%	65,2%	65,2%	63,2%	63,3%	63,5%	63,7%
Communautés d'agglomération (CA)	54,3%	54,7%	54,8%	54,9%	53,1%	53,4%	53,7%	54,0%
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	41,5%	42,0%	42,1%	42,2%	40,3%	40,8%	41,2%	41,6%
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**53,3%**	**53,7%**	**53,8%**	**53,9%**	**51,7%**	**52,2%**	**52,5%**	**52,8%**
SIVU et SIVOM[b]	76,6%	76,8%	76,6%	76,7%	73,0%	73,4%	73,5%	73,6%
Syndicats mixtes[d]	38,6%	38,9%	39,1%	39,1%	37,7%	37,9%	38,3%	38,7%
Total des syndicats	**52,5%**	**52,4%**	**52,5%**	**52,3%**	**49,5%**	**49,6%**	**50,3%**	**50,3%**
Départements	65,5%	65,7%	65,7%	65,7%	64,7%	65,0%	65,1%	65,1%
SDIS	16,4%	16,6%	16,6%	16,8%	16,1%	16,2%	16,4%	16,5%
Centres de gestion et CNFPT[b]	72,4%	72,4%	71,8%	71,7%	68,9%	70,0%	69,2%	69,1%
Organismes départementaux	**57,1%**	**57,3%**	**57,3%**	**57,3%**	**56,2%**	**56,4%**	**56,5%**	**56,6%**
Régions[e]	**59,3%**	**59,4%**	**59,4%**	**59,6%**	**58,8%**	**59,0%**	**59,0%**	**59,1%**
Autres[f]	**63,7%**	**64,4%**	**64,3%**	**64,7%**	**61,7%**	**62,6%**	**63,1%**	**63,5%**
Total	**61,0%**	**61,1%**	**61,1%**	**61,0%**	**59,5%**	**59,6%**	**59,9%**	**59,9%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (3/4)

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le sexe, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Nombre de collecti-vités	Nombre moyen d'agent	Fonctionnaires		Contractuels		Autres statuts[a]		Contrats aidés		Total	
			femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Communes de moins de 1 000 habitants	19 018	4	28,1	18,3	16,1	7,2	0,5	0,2	0,6	0,7	45,3	26,3
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	4 511	14	29,7	16,3	10,0	4,4	0,6	0,2	0,5	0,4	40,8	21,3
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2 244	30	31,3	19,0	10,3	5,1	0,8	0,3	0,6	0,4	43,0	24,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	985	56	24,7	16,5	8,6	4,4	0,6	0,3	0,3	0,2	34,2	21,4
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	1 188	110	56,8	36,4	22,3	11,2	1,5	0,7	0,9	0,8	81,5	49,1
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	547	249	57,1	38,8	24,4	12,3	1,5	0,7	0,8	0,6	83,8	52,5
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	283	549	61,2	40,0	32,8	17,6	2,1	0,8	0,5	0,5	96,6	58,9
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	135	1 139	61,2	43,2	30,1	16,3	1,7	0,7	0,3	0,3	93,3	60,5
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	39	2 123	30,2	21,6	18,0	9,7	0,9	0,4	1,3	0,8	50,3	32,5
Communes de 150 000 habitants et plus	21	7 109	65,3	44,3	24,2	11,7	2,6	0,9	0,1	0,0	92,3	57,0
Total des communes	**28 971**	**37**	**445,6**	**294,4**	**196,7**	**99,8**	**12,8**	**5,3**	**6,1**	**4,8**	**661,2**	**404,3**
CCAS et CIAS[b]	**2 640**	**46**	**63,9**	**8,7**	**39,5**	**6,5**	**1,3**	**0,1**	**1,5**	**1,2**	**106,2**	**16,6**
Communautés de communes (CC)	987	100	38,6	21,1	23,8	12,2	1,2	0,4	0,4	0,8	64,1	34,5
Communautés d'agglomération (CA)	227	495	41,4	34,1	18,8	15,4	1,2	0,7	0,4	0,3	61,7	50,6
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	47	2 203	32,0	47,1	10,8	11,4	1,0	0,9	0,2	0,2	43,9	59,6
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**1 261**	**249**	**112,0**	**102,3**	**53,4**	**39,0**	**3,3**	**2,1**	**1,0**	**1,3**	**169,7**	**144,7**
SIVU et SIVOM[b]	3 279	7	10,0	3,2	7,8	2,2	0,4	0,1	0,2	0,1	18,4	5,5
Syndicats mixtes[d]	1 910	23	9,6	15,1	7,2	11,1	0,2	0,4	0,1	0,2	17,1	26,7
Total des syndicats	**5 189**	**13**	**19,6**	**18,3**	**15,0**	**13,3**	**0,6**	**0,4**	**0,3**	**0,2**	**35,5**	**32,2**
Départements	94	3 089	131,8	71,7	34,9	15,4	28,6	5,6	1,4	0,8	196,7	93,6
SDIS	96	606	9,0	46,9	0,7	1,2	0,1	0,2	0,0	0,0	9,8	48,4
Centres de gestion et CNFPT[b]	96	150	5,2	1,5	5,0	2,5	0,1	0,1	0,0	0,0	10,3	4,1
Organismes départementaux	**286**	**1 269**	**146,0**	**120,1**	**40,6**	**19,2**	**28,8**	**5,9**	**1,4**	**0,9**	**216,8**	**146,1**
Régions[e]	**17**	**5 873**	**46,5**	**32,5**	**11,4**	**6,8**	**1,0**	**0,7**	**0,6**	**0,2**	**59,6**	**40,3**
Autres[f]	**600**	**45**	**6,0**	**4,1**	**10,0**	**4,6**	**0,1**	**0,1**	**1,4**	**0,3**	**17,5**	**9,2**
Total	**38 964**	**53**	**839,6**	**580,4**	**366,7**	**189,3**	**48,0**	**14,6**	**12,2**	**9,0**	**1266,5**	**793,3**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer), en emploi principal au 31 décembre et nombre de collectivités employant au moins un de ces agents.

TABLEAU 4 - LES EFFECTIFS PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS LOCALES (4/4)

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le type de contrat, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires			Contractuels		Autres statuts			Contrat aidés	Total
	temps plein	temps partiel	temps non complet	CDD	CDI	apprenti	ASMA[a]	autres[b]		
Communes de moins de 1 000 habitants	24,0	1,6	20,8	18,6	4,7	0,3	0,4	0,0	1,3	71,7
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	30,9	2,2	12,9	12,9	1,4	0,5	0,4	0,0	0,9	62,1
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	37,7	2,9	9,7	14,2	1,2	0,7	0,4	0,0	1,0	67,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	32,6	2,6	6,0	11,9	1,1	0,5	0,3	0,1	0,5	55,6
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	75,4	6,8	11,0	30,6	2,9	1,3	0,7	0,2	1,7	130,7
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	81,7	7,1	7,1	32,9	3,7	1,2	0,9	0,2	1,4	136,3
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	88,7	7,5	5,0	42,6	7,8	1,3	1,3	0,3	1,1	155,5
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	92,4	7,7	4,2	39,3	7,1	1,3	0,8	0,2	0,7	153,8
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	45,2	4,3	2,3	23,5	4,2	0,8	0,4	0,1	2,1	82,8
Communes de 150 000 habitants et plus	95,6	12,1	2,0	31,1	4,9	1,7	1,2	0,6	0,2	149,3
Total des communes	**604,3**	**55,0**	**80,7**	**257,6**	**38,9**	**9,4**	**6,8**	**1,9**	**10,9**	**1065,5**
CCAS et CIAS[c]	**51,2**	**7,5**	**13,9**	**41,5**	**4,5**	**0,7**	**0,7**	**0,0**	**2,7**	**122,7**
Communautés de communes (CC)	45,5	4,8	9,4	30,0	5,9	1,1	0,5	0,0	1,3	98,5
Communautés d'agglomération (CA)	64,5	6,5	4,5	26,9	7,3	1,4	0,3	0,2	0,7	112,3
Communautés urbaines (CU) et métropoles[d]	71,5	6,5	1,1	18,9	3,3	1,5	0,2	0,2	0,3	103,5
Total des EPCI[c] à fiscalité propre	**181,5**	**17,8**	**15,0**	**75,9**	**16,5**	**4,0**	**1,0**	**0,5**	**2,3**	**314,4**
SIVU et SIVOM[c]	6,6	0,6	5,9	7,6	2,4	0,2	0,3	0,0	0,3	23,9
Syndicats mixtes[e]	21,7	1,9	1,1	11,7	6,6	0,5	0,0	0,0	0,2	43,8
Total des syndicats	**28,4**	**2,5**	**7,0**	**19,3**	**9,0**	**0,7**	**0,3**	**0,0**	**0,5**	**67,8**
Départements	177,0	25,6	1,0	44,6	5,7	3,4	30,5	0,4	2,2	290,3
SDIS	55,0	0,8	0,1	1,8	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	58,2
Centres de gestion et CNFPT[c]	5,7	0,8	0,1	7,2	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	14,4
Organismes départementaux	**237,7**	**27,3**	**1,2**	**53,7**	**6,2**	**3,8**	**30,5**	**0,4**	**2,3**	**363,0**
Régions[f]	**72,8**	**6,1**	**0,1**	**16,0**	**2,3**	**1,0**	**0,5**	**0,2**	**0,8**	**99,8**
Autres[g]	**8,6**	**0,6**	**1,0**	**10,3**	**4,3**	**0,2**	**0,0**	**0,0**	**1,7**	**26,7**
Total	**1184,4**	**116,8**	**118,8**	**474,3**	**81,7**	**19,8**	**39,8**	**3,0**	**21,2**	**2059,9**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(e) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 5 - LES MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les mouvements de personnel par type de collectivité entre 2023 et 2024

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de type de collectivité[a] (4)	Effectifs au 31/12/2023 =(1)+(2)-(3)+(4)
Communes	1 065,5	129,6	127,8	-1,8	1 065,5
CCAS et CIAS[b]	123,7	20,8	21,1	-0,6	122,7
EPCI[b] à fiscalité propre[c]	308,5	38,0	33,8	1,7	314,4
Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[b]	67,0	9,2	8,4	-0,1	67,8
Départements	290,5	24,2	25,8	1,5	290,3
SDIS[b]	57,7	2,9	2,5	0,1	58,2
Centres de gestion et CNFPT[b]	14,8	3,9	3,1	-1,3	14,4
Régions[d]	99,9	7,9	8,5	0,5	99,8
Autres[e]	26,2	5,7	5,2	0,0	26,7
Total	**2 053,8**	**242,2**	**236,1**	**0,0**	**2 059,9**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique et la collectivité de Corse.

(e) PETR, Pôles métropolitains, Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA loca

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre 2022 et/ou 2023.

Les mouvements de personnel par statut entre 2023 et 2024

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022 (1)	Entrées dans la FPT (2)	Sorties de la FPT (3)	Effet des changements de statut[a] (4)	Effectifs au 31/12/2023 =(1)+(2)-(3)+(4)
Fonctionnaires	1 424,4	29,4	80,0	46,3	1 420,0
Contractuels	542,8	184,3	130,9	-40,2	556,0
Assistants maternels et familiaux (Cat. C)	40,0	2,8	3,6	0,6	39,8
Apprentis (Cat. A, B ou C)	19,8	11,5	8,8	-2,6	19,8
Autres statuts[b]	3,1	0,4	0,3	-0,1	3,0
Bénéficiaires de contrats aidés	23,7	13,8	12,5	-3,9	21,2
Total	**2 053,8**	**242,2**	**236,1**	**0,0**	**2 059,9**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (1/3)

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein en 2024

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés		Salaires nets moyens (en euros)	Évolution des salaires nets moyens	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1775,9**	**100,0%**	**2 317**	**3,3%**	**1,3%**
Fonctionnaires	1342,5	75,6%	2 383	3,4%	1,4%
dont catégorie A	174,3	9,8%	3 604	2,2%	0,2%
dont A+	6,3	0,4%	5 893	2,1%	0,1%
dont catégorie B	200,8	11,3%	2 562	3,1%	1,1%
dont catégorie C	967,0	54,4%	2 125	3,7%	1,6%
dont C1	329,1	18,5%	1 904	3,9%	1,8%
Contractuels	417,9	23,5%	2 120	3,6%	1,5%
dont catégorie A	76,4	4,3%	2 961	2,0%	0,0%
dont A+	3,6	0,2%	5 455	2,5%	0,5%
dont catégorie B	77,1	4,3%	2 149	3,9%	1,8%
dont catégorie C	250,8	14,1%	1 845	3,5%	1,5%
dont C1	205,4	11,6%	1 828	3,5%	1,5%
Autres statuts[(a)]	2,9	0,2%	3 863	5,1%	3,0%
Contrats aidés	12,7	0,7%	1 496	2,0%	0,0%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	175,6	9,9%	3 679	1,8%	-0,2%
Professions intermédiaires	313,0	17,6%	2 585	2,3%	0,3%
Employés et ouvriers	1286,9	72,5%	2 066	3,6%	1,5%
Professions indéterminées	0,5	0,0%	2 362	1,1%	-0,9%

(a) principalement les collaborateurs de cabinet.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe, hors apprenti et hors assistante maternelle.

Rémunérations nettes mensuelles moyennes des personnes en place en équivalent temps plein en 2024

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés[(a)]		RMPP[(b)] nette moyenne 2024 (en euros)	Évolution de la RMPP nette moyenne	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	constants (en %)
Ensemble	**1217,1**	**100,0%**	**2 390**	**4,3%**	**2,2%**
Fonctionnaires	1039,0	85,4%	2 414	4,2%	2,1%
dont catégorie A	124,8	10,3%	3 712	3,6%	1,6%
dont A+	4,7	0,4%	6 040	2,7%	0,7%
dont catégorie B	150,1	12,3%	2 623	4,2%	2,1%
dont catégorie C	763,8	62,8%	2 160	4,4%	2,3%
dont C1	247,1	20,3%	1 934	4,7%	2,7%
Contractuels	173,9	14,3%	2 241	4,7%	2,6%
dont catégorie A	39,3	3,2%	3 146	3,8%	1,8%
dont A+	1,8	0,2%	5 835	2,5%	0,5%
dont catégorie B	33,0	2,7%	2 231	4,8%	2,7%
dont catégorie C	96,9	8,0%	1 871	5,3%	3,2%
dont C1	76,5	6,3%	1 849	5,6%	3,5%
Autres statuts[(c)]	1,9	0,2%	4 042	4,7%	2,6%
Contrats aidés	2,2	0,2%	1 592	7,2%	5,1%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	121,1	9,9%	3 830	3,2%	1,2%
Professions intermédiaires	208,6	17,1%	2 675	3,2%	1,2%
Employés et ouvriers	887,2	72,9%	2 127	4,3%	2,3%
Professions indéterminées	0,2	0,0%	2 634	5,8%	3,7%

(a) Les agents sont classés en fonction de leur situation en 2024.

(b) La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) est calculée sur le champ des agents des collectivités territoriales présents les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années.

(c) principalement les collaborateurs de cabinet.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe présents en 2022 et 2023, hors apprenti et hors assistante maternelle.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (2/3)

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des fonctionnaires par filière en 2024

(en euros)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**2313**	**3394**	**5473**	**2453**	**2022**	**1868**	**2479**	**4115**	**6335**	**2765**	**2247**	**1954**
Administrative	2483	3747	6214	2585	2121	1953	3081	4234	6957	2679	2183	2026
Technique	2072	3984	5619	2624	1951	1825	2304	4210	5847	2789	2160	1955
Culturelle	2369	3125	4165	2333	1987	1834	2478	3123	4355	2302	2122	1894
Sportive	2449	-	-	2427	-	-	2559	3409	-	2535	2230	-
Sociale	2320	2876	-	2321	1980	1929	2639	2981	-	2418	2085	2019
Médico-sociale	2607	3359	5174	2240	2366	-	2919	3547	-	2468	2374	-
Médico-technique	2931	2942	-	2902	-	-	3229	3241	-	-	-	-
Police municipale	2747	-	-	3268	2712	-	2895	-	-	3447	2823	-
Incendie et secours	3173	4819	-	3383	2755	-	3337	5624	7757	3791	3039	2416
Animation	1962	-	-	2385	1886	1804	2107	-	-	2495	1985	1874

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des contractuels par filière en 2024

(en euros)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**2069**	**2775**	**5172**	**2096**	**1834**	**1824**	**2208**	**3314**	**5811**	**2230**	**1863**	**1834**
Administrative	2258	2909	5693	2132	1818	1797	2746	3295	6402	2191	1871	1831
Technique	1899	3037	-	2163	1797	1793	2072	3411	5912	2356	1855	1831
Culturelle	2116	2682	-	2095	1846	1748	2251	2886	-	2127	2056	1764
Sportive	1996	-	-	2002	1905	-	2046	-	-	2048	1873	1895
Sociale	2027	2246	-	2089	1913	2005	2169	2410	-	2151	1966	2041
Médico-sociale	2423	3180	5165	2040	2139	-	3552	4434	5529	2265	-	-
Médico-technique	2501	2595	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie et secours	2514	2777	-	-	-	-	2554	-	-	-	2068	2110
Animation	1862	-	-	2066	1831	1831	1891	-	-	2113	1830	1826

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

TABLEAU 6 - LES SALAIRES DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES (3/3)

Part de primes des fonctionnaires par filière en 2024

(en % du salaire brut)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**22,8%**	**27,3%**	**35,1%**	**24,7%**	**20,5%**	**18,8%**	**27,9%**	**34,0%**	**41,2%**	**29,7%**	**26,2%**	**22,4%**
Administrative	25,9%	31,3%	44,2%	26,4%	23,3%	22,3%	30,9%	34,7%	45,4%	28,8%	25,3%	24,6%
Technique	20,8%	34,3%	37,9%	28,0%	19,0%	17,6%	25,3%	35,3%	38,3%	29,8%	23,8%	22,5%
Culturelle	19,1%	19,4%	24,7%	18,6%	19,5%	18,0%	19,3%	17,5%	25,7%	17,2%	24,1%	20,6%
Sportive	22,6%	-	-	22,5%	-	-	23,9%	26,3%	-	23,7%	23,2%	-
Sociale	19,4%	22,5%	-	21,9%	16,7%	16,2%	23,0%	24,1%	-	23,4%	20,1%	18,9%
Médico-sociale	22,8%	22,9%	27,7%	22,6%	23,2%	-	25,7%	25,9%	-	25,8%	23,0%	-
Médico-technique	21,2%	21,1%	-	21,8%	-	-	24,2%	23,9%	-	-	-	-
Police municipale	37,0%	-	-	40,8%	36,7%	-	37,4%	-	-	39,4%	37,1%	-
Incendie et secours	41,4%	44,0%	-	44,9%	39,9%	-	42,6%	46,3%	45,9%	44,8%	41,5%	38,4%
Animation	19,0%	-	-	25,2%	17,6%	16,2%	23,2%	-	-	27,2%	21,6%	19,6%

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des primes fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

Part de primes des contractuels par filière en 2024

(en % du salaire brut)

	Femmes						Hommes					
	Total	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1	**Total**	**dont cat. A**	dont cat. A+	**dont cat. B**	**dont cat. C**	dont cat. C1
Ensemble	**18,9%**	**23,4%**	**15,8%**	**21,8%**	**16,6%**	**17,2%**	**19,9%**	**26,3%**	**20,1%**	**23,5%**	**16,3%**	**16,5%**
Administrative	20,8%	25,2%	26,0%	21,6%	14,8%	15,0%	24,4%	26,9%	23,7%	22,8%	15,0%	15,7%
Technique	17,6%	24,3%	-	20,3%	16,5%	16,8%	19,1%	28,0%	28,4%	22,1%	16,4%	16,3%
Culturelle	24,3%	25,6%	-	28,4%	13,1%	14,8%	28,0%	27,9%	-	31,4%	15,2%	16,1%
Sportive	19,8%	-	-	19,7%	19,9%	-	21,1%	-	-	21,3%	18,4%	20,7%
Sociale	20,3%	22,5%	-	17,9%	19,0%	22,1%	21,6%	25,6%	-	19,4%	18,0%	21,9%
Médico-sociale	20,0%	18,0%	11,7%	21,2%	23,6%	-	16,4%	13,3%	11,1%	27,9%	-	-
Médico-technique	19,1%	20,7%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie et secours	22,6%	24,9%	-	-	-	-	18,0%	-	-	-	16,2%	16,5%
Animation	16,8%	-	-	16,5%	17,0%	17,3%	17,2%	-	-	19,1%	16,8%	17,1%

- : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des primes fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (1/4)

Effectifs et volumes de travail par âge

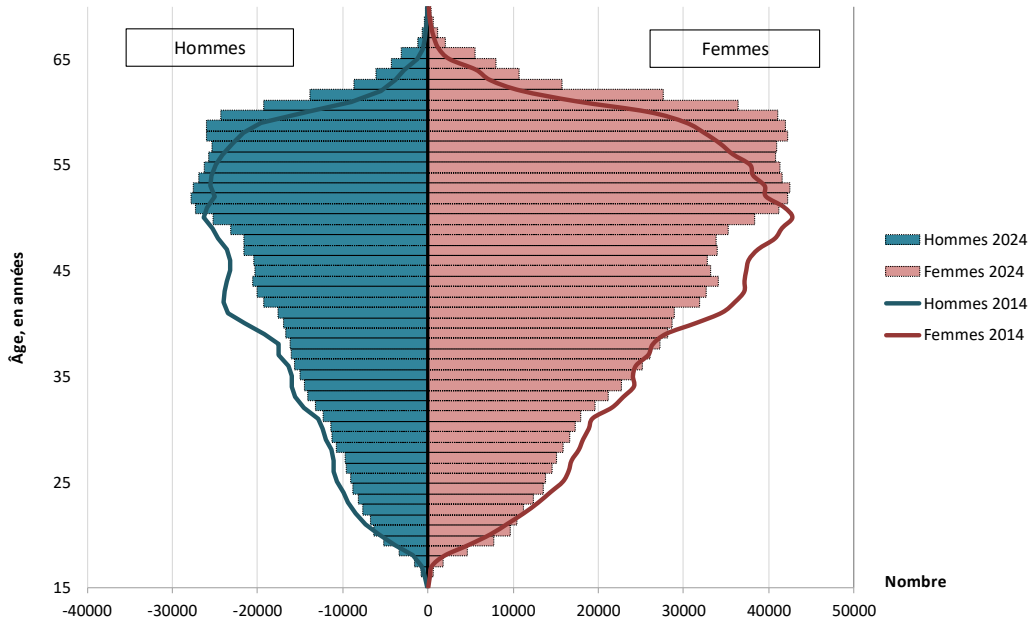
(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Moins de 25 ans	108,8	113,5	121,8	121,1	+4,3%	-0,6%	90,9	93,5	115,0	116,1	+2,8%	+1,0%
De 25 à 29 ans	123,0	124,3	125,8	126,3	+1,1%	+0,4%	112,3	112,7	118,6	119,8	+0,4%	+1,0%
De 30 à 39 ans	372,3	374,1	376,3	374,5	+0,5%	-0,5%	341,6	342,0	352,1	351,6	+0,1%	-0,1%
De 40 à 49 ans	540,4	531,0	533,0	526,7	-1,7%	-1,2%	507,5	497,5	508,9	502,8	-2,0%	-1,2%
De 50 à 54 ans	336,4	341,1	342,1	340,6	+1,4%	-0,4%	318,7	323,5	329,5	328,6	+1,5%	-0,3%
De 55 à 59 ans	338,8	337,8	338,8	336,6	-0,3%	-0,7%	321,4	320,4	326,0	323,9	-0,3%	-0,6%
De 60 ans et plus	196,3	212,3	216,1	234,1	+8,2%	+8,4%	203,9	215,5	222,7	241,5	+5,7%	+8,5%
Total	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**+0,5%**	**+0,6%**

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Pyramide des âges en 2014 et 2024



Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (2/4)

Effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Fonctionnaires	**13,8**	**49,7**	**233,8**	**391,8**	**273,9**	**276,3**	**180,6**	**1420,0**
catégorie A	0,3	3,7	26,9	60,2	36,3	29,5	23,0	179,9
dont A+	0,0	0,1	0,6	1,3	1,3	1,4	1,7	6,3
catégorie B	0,6	4,6	30,5	65,5	43,2	39,5	25,9	209,7
catégorie C	12,9	41,4	176,3	265,9	194,2	207,2	131,6	1029,5
dont C1	10,4	32,7	100,1	92,6	52,5	46,6	23,1	358,0
catégorie indéterminée	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,9
Contractuels	**87,6**	**71,0**	**131,9**	**120,8**	**55,5**	**47,7**	**41,5**	**556,0**
catégorie A	4,1	14,2	27,2	20,9	8,2	5,9	5,5	86,1
dont A+	0,0	0,2	1,1	0,9	0,6	0,6	1,5	4,8
catégorie B	14,6	16,5	27,0	21,0	8,5	6,1	4,4	98,1
catégorie C	58,8	36,6	71,5	72,7	35,6	32,8	26,4	334,4
dont C1	50,0	30,8	59,0	58,8	28,6	25,9	19,9	272,9
catégorie indéterminée	10,2	3,6	6,2	6,2	3,2	2,9	5,1	37,4
Autres statuts[(a)]	**16,5**	**3,6**	**4,4**	**9,8**	**8,6**	**9,8**	**9,9**	**62,7**
Bénéficiaires de contrats aidés	**3,1**	**2,0**	**4,4**	**4,3**	**2,6**	**2,8**	**2,1**	**21,2**
Total	**121,1**	**126,3**	**374,5**	**526,7**	**340,6**	**336,6**	**234,1**	**2059,9**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Fonctionnaires	**43,7%**	**53,3%**	**57,7%**	**58,9%**	**58,5%**	**60,1%**	**63,7%**	**59,1%**
catégorie A	79,6%	80,2%	80,7%	73,7%	66,6%	67,5%	67,0%	71,6%
dont A+	-	-	67,4%	58,4%	49,2%	46,0%	49,3%	52,1%
catégorie B	78,9%	75,4%	71,7%	64,7%	62,1%	64,7%	65,3%	65,5%
catégorie C	41,2%	48,4%	51,8%	54,2%	56,2%	58,1%	62,8%	55,7%
dont C1	44,9%	52,5%	56,7%	62,2%	63,4%	64,0%	67,5%	60,0%
catégorie indéterminée	-	-	53,2%	47,6%	49,3%	39,3%	47,9%	49,4%
Contractuels	**63,3%**	**65,0%**	**67,3%**	**68,9%**	**65,9%**	**65,1%**	**61,4%**	**66,0%**
catégorie A	80,5%	72,9%	69,5%	65,5%	58,5%	56,1%	49,1%	66,3%
dont A+	-	71,9%	77,1%	66,2%	51,7%	50,4%	43,6%	58,3%
catégorie B	66,0%	64,0%	62,0%	60,7%	57,1%	59,2%	55,8%	61,8%
catégorie C	61,0%	62,8%	68,5%	72,1%	69,5%	67,7%	65,7%	67,1%
dont C1	60,4%	62,0%	68,5%	72,7%	70,6%	69,2%	67,5%	67,4%
catégorie indéterminée	65,4%	61,3%	66,6%	71,0%	67,8%	67,7%	57,5%	65,4%
Autres statuts[(a)]	**54,8%**	**62,9%**	**76,6%**	**85,8%**	**85,6%**	**88,0%**	**89,9%**	**76,6%**
Bénéficiaires de contrats aidés	**50,4%**	**53,0%**	**58,6%**	**63,0%**	**60,9%**	**57,0%**	**55,2%**	**57,5%**
Total	**59,5%**	**60,2%**	**61,3%**	**61,7%**	**60,4%**	**61,6%**	**64,3%**	**61,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (3/4)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	8,9	25,2	81,1	128,9	127,7	67,2	14,7
Technique	28,0	40,6	146,2	218,4	260,0	152,3	31,3
Culturelle	4,1	6,2	15,5	21,2	19,5	11,5	4,6
Sportive	1,7	1,5	3,3	4,8	4,1	2,3	0,5
Sociale	8,3	12,0	34,8	45,5	42,2	24,3	4,3
Médico-sociale	3,8	6,7	21,0	24,6	20,1	10,3	2,9
Médico-technique	0,1	0,2	0,5	0,6	0,6	0,3	0,1
Police municipale	0,2	1,6	7,0	8,9	7,6	2,8	0,4
Incendie et secours	1,6	3,3	10,5	16,9	10,2	1,8	0,4
Animation	32,5	18,7	38,2	35,2	24,5	10,5	3,3
Autres cas[(b)]	12,2	4,7	7,6	7,6	6,1	3,2	4,2
Total	**101,5**	**120,7**	**365,7**	**512,6**	**522,3**	**286,5**	**66,7**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	75,7%	75,3%	81,0%	83,4%	83,8%	85,8%	79,4%
Technique	37,5%	37,5%	40,1%	40,9%	41,8%	45,1%	48,8%
Culturelle	62,0%	65,6%	66,0%	65,2%	63,5%	64,6%	56,2%
Sportive	40,6%	34,3%	32,3%	31,5%	25,4%	26,2%	23,2%
Sociale	90,5%	93,2%	94,1%	94,7%	94,9%	96,0%	93,3%
Médico-sociale	95,4%	95,9%	95,5%	96,1%	95,4%	95,8%	75,9%
Médico-technique	80,9%	87,9%	85,3%	83,5%	78,4%	79,3%	-
Police municipale	41,0%	29,7%	24,4%	23,5%	18,5%	17,3%	14,2%
Incendie et secours	16,9%	14,4%	10,5%	6,4%	4,3%	5,8%	18,9%
Animation	66,5%	67,2%	71,8%	75,1%	79,1%	85,1%	83,1%
Autres cas[(b)]	64,0%	54,7%	62,1%	66,7%	64,8%	65,4%	54,5%
Total	**60,6%**	**60,2%**	**61,2%**	**61,3%**	**60,1%**	**62,6%**	**61,6%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des emplois permanents[(a)] par filière, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus	Total	Dont 50 ans et plus	Dont 60 ans et plus
Administrative	2,0%	5,6%	17,9%	28,4%	28,1%	14,8%	3,2%	100,0%	46,2%	11,4%
Technique	3,2%	4,6%	16,7%	24,9%	29,6%	17,4%	3,6%	100,0%	50,6%	12,8%
Culturelle	5,0%	7,5%	18,8%	25,6%	23,6%	14,0%	5,6%	100,0%	43,2%	13,7%
Sportive	9,6%	8,1%	18,1%	26,4%	22,4%	12,8%	2,6%	100,0%	37,8%	9,9%
Sociale	4,9%	7,0%	20,3%	26,6%	24,6%	14,2%	2,5%	100,0%	41,3%	10,3%
Médico-sociale	4,3%	7,5%	23,5%	27,5%	22,4%	11,6%	3,3%	100,0%	37,2%	9,6%
Médico-technique	4,6%	9,8%	20,9%	27,3%	23,7%	10,6%	3,2%	100,0%	37,4%	9,0%
Police municipale	0,9%	5,8%	24,6%	31,1%	26,5%	9,7%	1,5%	100,0%	37,7%	6,5%
Incendie et secours	3,5%	7,3%	23,6%	37,9%	22,9%	4,0%	0,8%	100,0%	27,7%	2,6%
Animation	20,0%	11,5%	23,5%	21,6%	15,0%	6,5%	2,0%	100,0%	23,5%	5,5%
Autres cas[(b)]	26,8%	10,3%	16,6%	16,7%	13,4%	7,0%	9,2%	100,0%	29,6%	13,2%
Total	**5,1%**	**6,1%**	**18,5%**	**25,9%**	**26,4%**	**14,5%**	**3,4%**	**100,0%**	**44,3%**	**11,2%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 7 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR ÂGE (4/4)

Effectifs des emplois permanents[a] par type de collectivité, selon l'âge, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 ans et plus	Total
Communes de moins de 1 000 habitants	1,8	2,5	10,9	16,9	21,5	13,0	3,0	69,7
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	2,4	3,0	10,6	14,9	17,9	10,1	1,6	60,3
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	3,3	3,7	11,9	16,1	18,7	10,5	1,6	65,8
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	2,8	3,1	9,9	13,5	14,9	8,4	1,5	54,2
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	7,5	7,8	23,6	31,6	33,8	18,7	3,6	126,7
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	7,7	8,2	24,5	32,9	34,8	20,0	4,4	132,6
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	10,9	9,5	27,9	37,6	38,0	21,9	5,6	151,5
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	10,6	9,4	27,2	37,2	37,7	22,3	6,3	150,7
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	7,0	5,1	14,6	19,6	18,9	11,0	3,2	79,4
Communes de 150 000 habitants et plus	8,5	9,4	26,6	37,3	36,2	20,7	6,9	145,6
Total des communes	**62,6**	**61,7**	**187,7**	**257,5**	**272,5**	**156,7**	**37,8**	**1036,5**
CCAS et CIAS[b]	**7,4**	**7,9**	**22,0**	**28,9**	**31,0**	**17,6**	**3,8**	**118,6**
Communautés de communes (CC)	6,5	7,7	21,5	25,9	22,1	10,2	1,7	95,7
Communautés d'agglomération (CA)	6,1	7,7	22,3	30,5	27,3	13,3	2,6	109,7
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	3,9	6,5	19,7	28,6	26,1	13,3	3,1	101,3
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**16,5**	**21,9**	**63,5**	**85,0**	**75,5**	**36,7**	**7,5**	**306,6**
SIVU et SIVOM[b]	1,4	1,4	4,3	5,9	6,0	3,5	0,8	23,2
Syndicats mixtes[d]	1,9	3,5	9,8	12,1	10,3	4,5	1,0	43,0
Total des syndicats	**3,3**	**4,9**	**14,1**	**18,0**	**16,2**	**8,0**	**1,7**	**66,2**
Départements	5,6	13,6	44,6	69,1	72,3	40,3	8,3	253,9
SDIS	2,2	4,4	12,8	20,8	13,9	3,3	0,5	57,8
Centres de gestion et CNFPT[b]	0,9	1,2	2,8	3,6	3,3	1,6	0,9	14,3
Organismes départementaux	**8,7**	**19,1**	**60,1**	**93,5**	**89,5**	**45,2**	**9,7**	**326,0**
Régions[e]	**1,3**	**3,2**	**13,3**	**23,3**	**32,1**	**19,3**	**4,9**	**97,3**
Autres[f]	**1,7**	**1,9**	**5,0**	**6,3**	**5,5**	**3,1**	**1,3**	**24,8**
Total	**101,5**	**120,7**	**365,7**	**512,6**	**522,3**	**286,5**	**66,7**	**1976,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 8 - L'EMPLOI DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'AGENTS EMPLOYÉS (1/2)

Répartition des collectivités locales par type de collectivité selon leur taille, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	aucun agent non annexe[a]	agent non annexe mais non principal[b]	Emplois principaux								
			de 1 à 4 agents	de 5 à 9 agents	de 10 à 19 agents	de 20 à 49 agents	de 50 à 99 agents	de 100 à 249 agents	de 250 à 349 agents	de 350 à 999 agents	1 000 agents et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1312	3463	13464	4543	948	49	12	2	-	-	-
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	-	4	127	1114	2665	573	21	10	1	-	-
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2	-	3	21	456	1586	166	11	-	1	-
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	-	-	1	-	9	453	469	50	1	2	-
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	1	48	535	581	21	2	-
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	1	-	-	6	307	155	78	-
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	-	-	2	-	-	1	-	5	22	247	6
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	-	-	-	1	-	-	-	-	-	56	78
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	37
Communes de 150 000 habitants et plus	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	20
Total des communes	**1314**	**3467**	**13597**	**5681**	**4079**	**2711**	**1210**	**966**	**200**	**386**	**141**
CCAS et CIAS[c]	**33**	**152**	**552**	**378**	**391**	**580**	**491**	**191**	**24**	**30**	**3**
Communautés de communes (CC)	-	-	5	16	59	221	320	306	42	18	-
Communautés d'agglomération (CA)	-	-	-	-	-	-	5	46	37	123	16
Communautés urbaines (CU) et métropoles[d]	-	-	-	-	-	-	2	3	-	6	36
Total des EPCI[c] à fiscalité propre	**-**	**-**	**5**	**16**	**59**	**221**	**327**	**355**	**79**	**147**	**52**
SIVU et SIVOM[c]	382	601	1778	1000	327	126	31	14	-	3	-
Syndicats mixtes[e]	78	194	690	403	286	315	127	75	5	9	-
Total des syndicats	**460**	**795**	**2468**	**1403**	**613**	**441**	**158**	**89**	**5**	**12**	**-**
Départements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	92
SDIS	-	-	-	-	-	1	1	22	13	42	17
Centres de gestion et CNFPT[c]	-	-	-	-	5	28	19	31	4	8	1
Organismes départementaux	**-**	**-**	**-**	**-**	**5**	**29**	**20**	**53**	**17**	**52**	**110**
Régions[f]	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**17**
Autres[g]	**20**	**60**	**140**	**118**	**122**	**105**	**46**	**49**	**8**	**10**	**2**
Total	**1827**	**4474**	**16762**	**7596**	**5269**	**4087**	**2252**	**1703**	**333**	**637**	**325**

(a) Les emplois "non annexes" sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits "secondaires".

(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(e) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre.

TABLEAU 8 - L'EMPLOI DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'AGENTS EMPLOYÉS (2/2)

Eeffectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé				
de 1 à 4 agents	1,0	2,0	19,9	0,0	0,8	0,9	10,6	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6
de 5 à 9 agents	1,2	2,5	29,4	0,0	1,0	1,2	13,4	0,3	0,3	0,3	0,0	0,8
de 10 à 19 agents	2,2	3,9	43,5	0,0	1,7	2,0	15,1	0,5	0,5	0,4	0,0	1,1
de 20 à 49 agents	5,8	9,4	72,6	0,0	4,4	5,7	25,4	1,1	1,2	0,7	0,1	1,7
de 50 à 99 agents	7,9	14,7	79,1	0,0	6,1	9,2	33,3	2,1	1,4	0,7	0,1	2,4
de 100 à 249 agents	14,9	26,1	130,0	0,1	8,9	14,6	53,2	5,4	2,4	1,5	0,3	3,6
de 250 à 349 agents	6,0	10,6	48,7	0,1	3,3	5,4	19,1	2,0	1,0	0,4	0,2	1,1
de 350 à 999 agents	24,1	40,1	176,0	0,2	12,5	21,3	65,5	8,1	3,2	2,1	0,6	3,8
1 000 agents et plus	116,8	100,4	430,3	0,4	47,4	37,8	98,8	17,8	9,8	33,4	1,8	6,0
Total	**179,9**	**209,7**	**1029,5**	**0,9**	**86,1**	**98,1**	**334,4**	**37,4**	**19,8**	**39,8**	**3,0**	**21,2**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé				
de 1 à 4 agents	83,1%	86,1%	54,7%	-	68,3%	78,2%	65,7%	60,7%	-	96,4%	-	42,2%
de 5 à 9 agents	78,4%	82,0%	65,7%	-	68,3%	68,5%	77,0%	64,9%	52,0%	97,6%	-	65,7%
de 10 à 19 agents	72,8%	75,0%	66,2%	-	63,0%	62,7%	73,8%	66,8%	57,3%	99,5%	-	56,9%
de 20 à 49 agents	69,6%	68,3%	64,1%	-	63,6%	61,6%	70,2%	62,5%	54,4%	98,7%	-	53,1%
de 50 à 99 agents	71,1%	71,9%	63,5%	-	67,1%	69,0%	71,7%	65,5%	59,5%	99,4%	-	52,8%
de 100 à 249 agents	68,9%	68,1%	60,3%	-	66,8%	62,9%	68,7%	63,3%	55,9%	99,3%	42,3%	54,3%
de 250 à 349 agents	65,1%	63,8%	55,5%	-	64,6%	60,4%	67,2%	66,7%	55,9%	99,0%	41,9%	50,5%
de 350 à 999 agents	63,9%	63,1%	52,9%	54,1%	62,7%	58,6%	64,9%	61,5%	54,0%	98,5%	40,3%	59,8%
1 000 agents et plus	73,8%	63,6%	50,8%	43,2%	67,5%	60,9%	63,3%	67,9%	57,2%	87,5%	43,4%	63,0%
Total	**71,6%**	**65,5%**	**55,7%**	**49,4%**	**66,3%**	**61,8%**	**67,1%**	**65,4%**	**56,3%**	**89,3%**	**43,9%**	**57,5%**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Apprenti	ASMA[(a)]	Autres[(b)]	Contrats aidés	Total
	A	B	C	Indéterminé	A	B	C	Indéterminé					
de 1 à 4 agents	2,8%	5,6%	54,8%	0,0%	2,2%	2,6%	29,1%	0,5%	0,2%	0,5%	0,1%	1,7%	100,0%
de 5 à 9 agents	2,5%	5,0%	58,3%	0,0%	2,0%	2,3%	26,5%	0,5%	0,5%	0,7%	0,1%	1,6%	100,0%
de 10 à 19 agents	3,1%	5,5%	61,2%	0,0%	2,3%	2,8%	21,3%	0,7%	0,7%	0,6%	0,0%	1,6%	100,0%
de 20 à 49 agents	4,5%	7,4%	56,6%	0,0%	3,4%	4,4%	19,9%	0,8%	0,9%	0,6%	0,1%	1,3%	100,0%
de 50 à 99 agents	5,1%	9,3%	50,4%	0,0%	3,9%	5,9%	21,2%	1,3%	0,9%	0,5%	0,1%	1,5%	100,0%
de 100 à 249 agents	5,7%	10,0%	49,8%	0,0%	3,4%	5,6%	20,4%	2,1%	0,9%	0,6%	0,1%	1,4%	100,0%
de 250 à 349 agents	6,1%	10,8%	49,8%	0,1%	3,3%	5,6%	19,6%	2,0%	1,0%	0,4%	0,2%	1,2%	100,0%
de 350 à 999 agents	6,8%	11,2%	49,2%	0,1%	3,5%	6,0%	18,3%	2,3%	0,9%	0,6%	0,2%	1,1%	100,0%
1 000 agents et plus	13,0%	11,1%	47,8%	0,0%	5,3%	4,2%	11,0%	2,0%	1,1%	3,7%	0,2%	0,7%	100,0%
Total	**8,7%**	**10,2%**	**50,0%**	**0,0%**	**4,2%**	**4,8%**	**16,2%**	**1,8%**	**1,0%**	**1,9%**	**0,1%**	**1,0%**	**100,0%**

(a) Assistants maternels et familiaux.

(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 9 - LES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LE NOMBRE D'HABITANTS

Répartition des collectivités locales ayant des emplois principaux par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 500 hab.	de 500 à 999 hab.	de 1 000 à 1 999 hab.	de 2 000 à 4 999 hab.	de 5 000 à 9 999 hab.	de 10 000 à 39 999 hab.	de 40 000 à 79 999 hab.	de 80 000 à 149 999 hab.	de 150 000 à 299 999 hab.	de 300 000 à 499 999 hab.	de 500 000 à 1 999 999 hab.	1 000 000 hab. et plus
Communes	**12501**	**6517**	**4511**	**3229**	**1188**	**830**	**135**	**39**	**14**	**3**	**3**	**1**
Communautés de communes (CC)	-	-	-	10	205	673	94	5	-	-	-	-
Communautés d'agglomération (CA)	-	-	-	-	-	8	97	85	32	5	-	-
Communautés urbaines (CU) et métropoles[(b)]	-	-	-	-	-	-	1	2	16	14	10	4
Total des EPCI[(a)] à fiscalité propre	**-**	**-**	**-**	**10**	**205**	**681**	**192**	**92**	**48**	**19**	**10**	**4**
SIVU et SIVOM[(a)]	60	443	1209	673	289	442	80	32	27	15	8	1
Syndicats mixtes	9	23	44	70	75	407	290	305	270	182	149	86
Total des syndicats	**69**	**466**	**1253**	**743**	**364**	**849**	**370**	**337**	**297**	**197**	**157**	**87**
Départements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**4**	**18**	**21**	**28**	**22**
Régions[(c)]	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**3**	**1**	**12**

(a) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale.

(b) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(c) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des collectivités locales sans emploi principal[(a)] par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Moins de 100 hab.	de 100 à 199 hab.	de 200 à 499 hab.	de 500 à 999 hab.	de 1 000 à 1 999 hab.	de 2 000 à 3 499 hab.	de 3500 à 4 999 hab.	5 000 hab. et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1934	1928	896	17	-	-	-	-
Communes de 1 000 habitants et plus	-	-	-	-	4	2	-	-
Total des communes	**1934**	**1928**	**896**	**17**	**4**	**2**	**-**	**-**
SIVU et SIVOM[(b)]	1	8	85	125	161	129	88	386
Syndicats mixtes	-	-	4	5	19	32	11	201
Total des syndicats	**1**	**8**	**89**	**130**	**180**	**161**	**99**	**587**

(a) Concerne toutes les collectivités ayant au moins un agent, mais aucun agent ayant un emploi non annexe dont c'est la rémunération principale.

(b) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale

- : sans objet

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre, sans aucun agent principal.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (1/4)

Effectifs et volume de travail des collectivités locales par région

(en milliers)

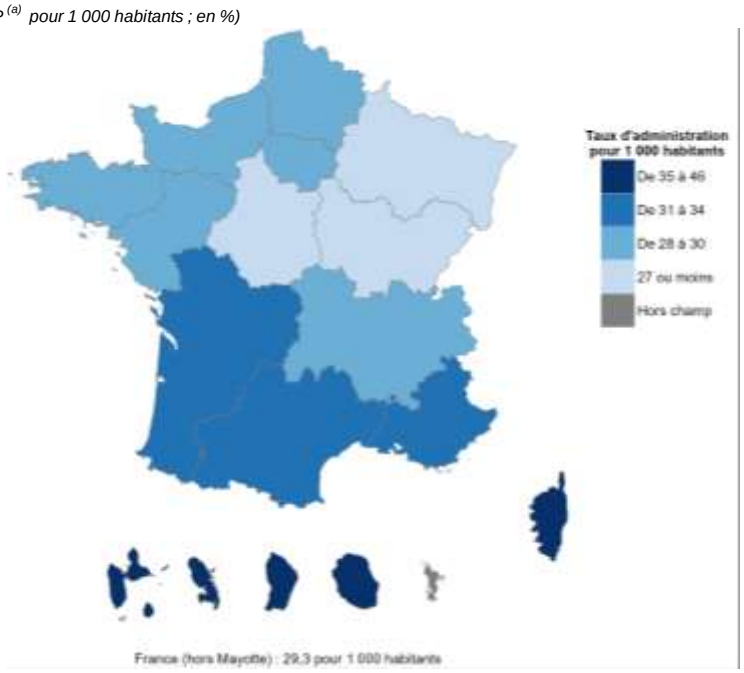
	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Auvergne-Rhône-Alpes	228,3	231,5	234,1	235,5	1,4%	0,6%	210,5	212,8	220,6	222,4	1,1%	0,8%
Bourgogne-Franche-Comté	75,7	76,7	77,3	77,3	1,2%	0,1%	70,5	70,9	73,2	73,5	0,6%	0,4%
Bretagne	99,2	101,3	102,2	101,9	2,1%	-0,3%	92,7	94,5	97,4	97,9	1,9%	0,6%
Centre-Val de Loire	70,2	70,6	71,2	71,5	0,5%	0,5%	67,0	67,2	68,9	69,4	0,3%	0,7%
Corse	13,7	13,9	14,0	14,0	1,3%	0,3%	13,5	13,6	13,9	14,0	1,2%	0,7%
Grand-Est	135,9	136,5	138,4	139,2	0,4%	0,6%	126,4	126,6	131,8	132,9	0,2%	0,8%
Hauts-de-France	169,6	168,7	171,0	170,8	-0,5%	-0,1%	158,2	156,7	163,8	164,3	-1,0%	0,3%
Île-de-France	369,8	371,2	376,8	377,9	0,4%	0,3%	351,0	349,4	369,1	369,6	-0,5%	0,2%
Normandie	99,3	100,0	100,8	100,9	0,7%	0,1%	92,6	93,1	96,4	97,1	0,6%	0,6%
Nouvelle-Aquitaine	195,9	197,4	198,2	199,6	0,8%	0,7%	185,6	187,4	191,3	193,0	1,0%	0,9%
Occitanie	200,5	202,7	203,6	203,9	1,1%	0,1%	187,8	189,9	194,1	195,3	1,1%	0,6%
Pays de la Loire	106,7	109,4	110,4	111,3	2,5%	0,8%	98,9	100,8	104,5	106,0	1,9%	1,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	170,8	172,6	174,1	175,0	1,0%	0,5%	165,1	165,4	169,8	170,9	0,2%	0,7%
France métropolitaine	**1935,7**	**1952,5**	**1972,1**	**1978,7**	**0,9%**	**0,3%**	**1819,9**	**1828,4**	**1894,8**	**1906,3**	**0,5%**	**0,6%**
Guadeloupe	15,3	15,2	15,2	15,1	-0,9%	-0,6%	14,6	14,7	14,8	14,5	0,3%	-2,2%
Guyane	9,8	10,0	10,0	10,1	1,9%	0,7%	9,1	9,6	9,7	9,9	5,9%	1,3%
Martinique	16,5	16,9	17,0	16,7	2,7%	-2,0%	16,1	16,3	16,5	16,4	1,3%	-0,5%
La Réunion	38,6	39,4	39,5	39,3	1,9%	-0,5%	36,5	36,1	37,0	37,3	-1,2%	0,9%
Régions d'outre-mer	**80,2**	**81,4**	**81,7**	**81,1**	**1,6%**	**-0,7%**	**76,3**	**76,6**	**78,0**	**78,1**	**0,5%**	**0,1%**
France	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**0,9%**	**0,3%**	**1896,2**	**1905,1**	**1972,8**	**1984,4**	**0,5%**	**0,6%**

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Taux d'administration régional en 2024

(En EQTP [(a)] pour 1 000 habitants ; en %)



© IGN - Insee 2024

(a) EQTP : équivalent temps plein; mesure le volume de travail en termes de nombre d'heures. Un agent travaillant à temps plein toute l'année compte 1, les autres comptent au prorata de leur quotité de travail par rapport à un temps plein à complet cumulée à la proportion de durée sur l'année civile.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (2/4)

Effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	21,8	0,8	23,7	115,1	41,9	0,0	59,2	8,1	6,2	1,2	235,5
Bourgogne-Franche-Comté	6,8	0,2	7,8	38,0	14,5	0,0	18,4	2,8	3,0	0,5	77,3
Bretagne	9,9	0,3	11,8	49,7	18,5	0,0	23,7	2,6	3,6	0,5	101,9
Centre-Val de Loire	5,7	0,2	7,2	37,9	14,4	0,0	15,3	2,5	2,6	0,3	71,5
Corse	1,3	0,1	1,2	9,1	3,3	0,0	1,9	0,3	0,3	0,0	14,0
Grand Est	12,7	0,5	13,8	68,6	24,5	0,0	31,5	6,0	5,0	1,5	139,2
Hauts-de-France	15,7	0,5	16,5	86,6	32,4	0,1	35,3	5,0	8,1	3,5	170,8
Ile-de-France	33,2	1,0	41,1	170,4	48,5	0,2	103,9	18,1	9,5	1,5	377,9
Normandie	7,5	0,3	10,3	51,5	20,4	0,0	23,0	4,1	3,6	0,9	100,9
Nouvelle-Aquitaine	16,9	0,6	19,5	107,4	39,2	0,0	41,2	7,2	6,0	1,3	199,6
Occitanie	17,7	0,7	20,3	107,6	37,7	0,1	44,6	6,5	5,8	1,4	203,9
Pays de la Loire	10,1	0,3	12,9	55,6	22,7	0,3	26,0	2,6	3,3	0,4	111,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,3	0,7	18,7	97,2	28,9	0,1	34,7	5,0	3,4	0,5	175,0
France métropolitaine	**174,7**	6,1	**204,8**	**994,8**	346,7	**0,9**	**458,8**	**70,9**	**60,4**	**13,5**	**1978,7**
Guadeloupe	1,1	0,1	1,0	10,5	3,5	0,0	1,8	0,1	0,4	0,1	15,1
Guyane	0,4	0,0	0,5	4,7	1,3	0,0	2,4	0,6	0,3	1,3	10,1
Martinique	1,2	0,1	1,3	8,1	2,1	0,0	3,9	1,2	0,5	0,5	16,7
La Réunion	2,5	0,1	2,1	11,5	4,4	0,0	7,4	8,9	1,1	5,9	39,3
Régions d'outre-mer	**5,2**	0,2	**4,9**	**34,7**	11,3	**0,0**	**15,5**	**10,8**	**2,3**	**7,7**	**81,1**
Total	**179,9**	6,3	**209,7**	**1029,5**	358,0	**0,9**	**474,3**	**81,7**	**62,7**	**21,2**	**2059,9**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	72,2%	57,6%	66,9%	56,1%	61,4%	-	68,2%	58,8%	74,4%	55,6%	62,3%
Bourgogne-Franche-Comté	71,7%	47,4%	65,8%	55,7%	59,1%	-	67,7%	66,3%	76,9%	51,9%	62,1%
Bretagne	72,1%	57,2%	67,0%	58,4%	64,1%	-	70,6%	56,9%	78,5%	42,3%	64,2%
Centre-Val de Loire	74,0%	51,4%	67,3%	56,6%	60,2%	-	67,0%	61,3%	75,2%	64,6%	62,2%
Corse	66,7%	-	56,1%	45,0%	48,9%	-	54,9%	45,4%	75,9%	-	50,0%
Grand Est	70,3%	51,0%	63,7%	54,2%	57,5%	-	66,6%	63,6%	78,3%	45,5%	60,6%
Hauts-de-France	70,1%	51,4%	62,2%	53,7%	58,2%	-	67,5%	59,8%	79,0%	54,8%	60,3%
Ile-de-France	73,6%	53,1%	71,0%	57,3%	62,0%	54,8%	66,2%	65,6%	76,5%	56,9%	63,5%
Normandie	71,4%	50,0%	67,0%	57,0%	60,8%	-	68,0%	62,0%	75,9%	57,0%	62,5%
Nouvelle-Aquitaine	71,8%	53,0%	63,7%	55,8%	61,0%	-	69,1%	56,8%	75,1%	53,8%	61,3%
Occitanie	72,5%	50,6%	62,8%	54,2%	58,9%	-	67,0%	62,7%	77,7%	49,7%	60,4%
Pays de la Loire	71,3%	55,7%	67,3%	59,3%	62,9%	31,5%	70,2%	61,6%	72,3%	55,1%	64,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68,7%	47,9%	59,8%	54,9%	59,1%	-	64,5%	50,6%	75,5%	58,1%	58,9%
France métropolitaine	**71,7%**	52,2%	**65,7%**	**55,9%**	60,4%	**49,3%**	**67,4%**	**61,1%**	**76,5%**	**53,4%**	**61,7%**
Guadeloupe	71,1%	-	61,0%	56,0%	53,3%	-	59,7%	48,9%	77,3%	55,3%	58,4%
Guyane	70,0%	-	57,5%	50,4%	49,0%	-	54,8%	47,9%	85,1%	69,6%	55,8%
Martinique	73,8%	-	61,7%	56,2%	56,6%	-	58,1%	68,3%	79,5%	57,3%	60,0%
La Réunion	60,3%	41,5%	53,6%	39,9%	43,8%	-	55,7%	48,1%	80,5%	64,4%	51,6%
Régions d'outre-mer	**66,5%**	48,4%	**57,7%**	**50,0%**	49,7%	**-**	**56,6%**	**50,4%**	**80,3%**	**64,7%**	**55,1%**
Total	**71,6%**	52,1%	**65,5%**	**55,7%**	60,0%	**49,4%**	**67,0%**	**59,7%**	**76,6%**	**57,5%**	**61,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

- : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2024

(en %)

	Fonctionnaires						Contractuels		Autres statuts[(a)]	Contrats aidés	Total
	cat. A	dont A+	cat. B	cat. C	dont C1	indéterminé	CDD	CDI			
Auvergne-Rhône-Alpes	9,3%	0,3%	10,1%	48,9%	17,8%	0,0%	25,2%	3,5%	2,7%	0,5%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	8,8%	0,3%	10,1%	49,2%	18,7%	0,0%	23,8%	3,6%	3,8%	0,6%	100,0%
Bretagne	9,7%	0,3%	11,5%	48,8%	18,1%	0,0%	23,3%	2,6%	3,6%	0,5%	100,0%
Centre-Val de Loire	7,9%	0,2%	10,1%	53,0%	20,1%	0,0%	21,4%	3,5%	3,6%	0,5%	100,0%
Corse	9,1%	0,5%	8,5%	64,5%	23,3%	0,0%	13,7%	2,0%	2,1%	0,1%	100,0%
Grand Est	9,1%	0,4%	9,9%	49,3%	17,6%	0,0%	22,6%	4,3%	3,6%	1,1%	100,0%
Hauts-de-France	9,2%	0,3%	9,7%	50,7%	18,9%	0,0%	20,7%	2,9%	4,8%	2,0%	100,0%
Ile-de-France	8,8%	0,3%	10,9%	45,1%	12,8%	0,1%	27,5%	4,8%	2,5%	0,4%	100,0%
Normandie	7,4%	0,3%	10,2%	51,1%	20,3%	0,0%	22,8%	4,1%	3,5%	0,8%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	8,5%	0,3%	9,8%	53,8%	19,7%	0,0%	20,6%	3,6%	3,0%	0,7%	100,0%
Occitanie	8,7%	0,3%	9,9%	52,8%	18,5%	0,0%	21,9%	3,2%	2,8%	0,7%	100,0%
Pays de la Loire	9,1%	0,3%	11,6%	50,0%	20,4%	0,3%	23,4%	2,3%	3,0%	0,3%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,8%	0,4%	10,7%	55,6%	16,5%	0,0%	19,8%	2,9%	1,9%	0,3%	100,0%
France métropolitaine	**8,8%**	0,3%	**10,3%**	**50,3%**	17,5%	**0,0%**	**23,2%**	**3,6%**	**3,1%**	**0,7%**	**100,0%**
Guadeloupe	7,3%	0,4%	6,5%	69,9%	23,0%	0,0%	12,1%	0,9%	2,7%	0,7%	100,0%
Guyane	4,2%	0,3%	5,1%	46,3%	12,9%	0,0%	23,4%	5,8%	2,6%	12,5%	100,0%
Martinique	7,2%	0,3%	7,9%	48,2%	12,6%	0,0%	23,5%	7,4%	2,9%	2,8%	100,0%
La Réunion	6,3%	0,3%	5,4%	29,2%	11,2%	0,0%	18,8%	22,6%	2,9%	14,9%	100,0%
Régions d'outre-mer	**6,4%**	0,3%	**6,0%**	**42,8%**	13,9%	**0,0%**	**19,1%**	**13,4%**	**2,8%**	**9,5%**	**100,0%**
Total	**8,7%**	0,3%	**10,2%**	**50,0%**	17,4%	**0,0%**	**23,0%**	**4,0%**	**3,0%**	**1,0%**	**100,0%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (3/4)

Effectifs des emplois permanents[(a)] par région selon la filière, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Admini-strative	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Autres cas[(b)]	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	52,7	100,2	9,5	2,2	21,3	11,0	0,3	3,0	5,9	16,0	5,9	228,0
Bourgogne-Franche-Comté	17,6	34,3	3,2	0,6	5,8	2,6	0,1	0,6	1,8	5,7	1,7	73,9
Bretagne	21,0	41,0	3,8	0,9	11,8	6,5	0,2	0,6	2,2	7,5	2,4	97,8
Centre-Val de Loire	15,8	32,4	3,0	0,6	5,4	2,4	0,1	0,9	1,7	5,6	0,8	68,6
Corse	3,8	7,3	0,3	0,0	0,7	0,3	0,0	0,1	0,5	0,5	0,2	13,7
Grand Est	32,1	59,6	6,2	1,4	11,2	4,3	0,1	1,7	3,6	10,1	2,4	132,7
Hauts-de-France	38,3	70,8	6,0	1,5	12,1	5,5	0,2	2,1	4,9	13,5	4,2	159,2
Ile-de-France	76,5	145,1	21,8	3,7	28,0	22,4	0,4	6,4	4,6	47,1	10,9	366,9
Normandie	22,5	47,2	3,8	0,9	8,0	3,1	0,1	0,9	2,2	6,5	1,3	96,5
Nouvelle-Aquitaine	42,2	90,8	6,6	1,4	19,9	8,7	0,3	1,7	4,9	13,5	2,3	192,3
Occitanie	44,3	90,9	6,6	1,5	18,1	9,0	0,2	3,6	4,1	15,0	3,4	196,7
Pays de la Loire	24,9	44,6	4,3	1,2	12,4	6,0	0,2	0,8	2,3	8,9	2,0	107,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	42,0	77,1	6,6	1,5	12,5	6,3	0,1	4,9	4,2	10,0	5,8	171,0
France métropolitaine	**433,5**	**841,3**	**81,6**	**17,4**	**167,2**	**88,1**	**2,3**	**27,4**	**42,9**	**159,9**	**43,2**	**1904,9**
Guadeloupe	4,5	7,3	0,2	0,1	0,6	0,2	0,0	0,3	0,4	0,9	0,1	14,6
Guyane	2,4	4,5	0,1	0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	0,3	0,2	0,1	8,6
Martinique	4,1	8,1	0,2	0,1	0,6	0,4	0,0	0,2	0,2	0,9	0,9	15,8
La Réunion	9,0	15,7	0,5	0,5	2,5	0,6	0,0	0,4	0,9	1,0	1,2	32,3
Régions d'outre-mer	**20,0**	**35,5**	**1,1**	**0,7**	**4,2**	**1,4**	**0,1**	**1,1**	**1,8**	**3,0**	**2,3**	**71,2**
Total	**453,5**	**876,8**	**82,7**	**18,1**	**171,4**	**89,5**	**2,4**	**28,5**	**44,7**	**162,9**	**45,5**	**1976,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs des emplois permanents[(a)] par région selon la filière, au 31 décembre 2024

(en %)

	Admini-strative	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Autres cas[(b)]	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	23,1%	43,9%	4,2%	0,9%	9,3%	4,8%	0,1%	1,3%	2,6%	7,0%	2,6%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	23,8%	46,4%	4,3%	0,8%	7,8%	3,5%	0,1%	0,9%	2,5%	7,7%	2,3%	100,0%
Bretagne	21,4%	41,9%	3,8%	0,9%	12,1%	6,7%	0,2%	0,7%	2,2%	7,6%	2,5%	100,0%
Centre-Val de Loire	23,0%	47,2%	4,3%	0,9%	7,9%	3,5%	0,1%	1,3%	2,5%	8,2%	1,2%	100,0%
Corse	27,5%	53,4%	1,8%	0,3%	5,4%	2,1%	0,0%	0,8%	3,5%	3,7%	1,3%	100,0%
Grand Est	24,2%	44,9%	4,7%	1,1%	8,5%	3,2%	0,1%	1,3%	2,7%	7,6%	1,8%	100,0%
Hauts-de-France	24,1%	44,5%	3,7%	0,9%	7,6%	3,5%	0,1%	1,3%	3,1%	8,5%	2,6%	100,0%
Ile-de-France	20,8%	39,6%	6,0%	1,0%	7,6%	6,1%	0,1%	1,7%	1,2%	12,8%	3,0%	100,0%
Normandie	23,3%	49,0%	3,9%	0,9%	8,3%	3,2%	0,1%	0,9%	2,2%	6,8%	1,4%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	21,9%	47,2%	3,4%	0,7%	10,3%	4,5%	0,1%	0,9%	2,5%	7,0%	1,2%	100,0%
Occitanie	22,5%	46,2%	3,4%	0,7%	9,2%	4,6%	0,1%	1,9%	2,1%	7,6%	1,7%	100,0%
Pays de la Loire	23,2%	41,5%	4,0%	1,1%	11,5%	5,6%	0,1%	0,8%	2,2%	8,3%	1,8%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	24,5%	45,1%	3,9%	0,9%	7,3%	3,7%	0,1%	2,9%	2,5%	5,9%	3,4%	100,0%
France métropolitaine	**22,8%**	**44,2%**	**4,3%**	**0,9%**	**8,8%**	**4,6%**	**0,1%**	**1,4%**	**2,3%**	**8,4%**	**2,3%**	**100,0%**
Guadeloupe	31,0%	50,0%	1,6%	0,4%	3,8%	1,2%	0,0%	2,4%	2,5%	6,4%	0,7%	100,0%
Guyane	28,5%	52,5%	1,6%	1,0%	5,6%	2,0%	0,1%	2,0%	3,3%	2,4%	1,0%	100,0%
Martinique	25,9%	51,1%	1,4%	0,8%	3,9%	2,4%	0,2%	1,5%	1,5%	5,7%	5,6%	100,0%
La Réunion	27,7%	48,5%	1,7%	1,5%	7,8%	2,0%	0,1%	1,1%	2,8%	3,1%	3,8%	100,0%
Régions d'outre-mer	**28,1%**	**49,9%**	**1,6%**	**1,0%**	**5,8%**	**1,9%**	**0,1%**	**1,5%**	**2,5%**	**4,3%**	**3,2%**	**100,0%**
Total	**23,0%**	**44,4%**	**4,2%**	**0,9%**	**8,7%**	**4,5%**	**0,1%**	**1,4%**	**2,3%**	**8,2%**	**2,3%**	**100,0%**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 10 - LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAR RÉGION (4/4)

Effectifs par région selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Auvergne-Rhône-Alpes	21,4	65,5	34,4	13,8	42,7	8,3	30,2	7,4	9,0	2,7	235,5
Bourgogne-Franche-Comté	9,5	16,0	6,6	2,4	15,2	3,7	15,1	2,3	4,7	1,7	77,3
Bretagne	6,4	27,9	8,7	13,9	19,6	2,3	14,3	2,5	4,5	1,7	101,9
Centre-Val de Loire	7,9	20,0	7,6	2,3	12,0	2,8	12,3	2,2	3,6	0,7	71,5
Corse	1,4	2,2	2,5	0,2	1,9	0,6	0,0	0,7	4,5	0,2	14,0
Grand Est	13,0	31,0	13,7	4,2	33,0	5,8	23,6	4,4	7,7	2,9	139,2
Hauts-de-France	12,5	53,2	21,3	7,5	24,8	7,4	27,4	5,9	9,5	1,4	170,8
Ile-de-France	4,7	112,9	152,5	13,1	21,6	5,4	38,9	5,7	11,2	11,9	377,9
Normandie	9,0	26,7	10,1	6,6	19,0	4,3	16,1	2,7	5,2	1,2	100,9
Nouvelle-Aquitaine	19,2	44,7	19,2	19,8	35,4	11,3	30,0	6,1	9,2	4,6	199,6
Occitanie	16,9	45,0	27,6	16,0	37,8	9,1	34,8	5,2	8,2	3,2	203,9
Pays de la Loire	5,7	30,1	16,7	10,8	21,4	2,5	15,7	3,0	4,2	1,1	111,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,6	45,6	47,6	8,1	25,5	3,2	23,8	7,6	6,2	1,9	175,0
France métropolitaine	**133,1**	**520,9**	**368,4**	**118,8**	**309,9**	**66,6**	**282,3**	**55,9**	**87,7**	**35,2**	**1978,7**
Guadeloupe	0,2	7,4	1,1	0,2	0,9	0,6	2,1	0,4	1,4	0,8	15,1
Guyane	0,1	2,8	2,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,4	3,5	0,7	10,1
Martinique	0,4	6,1	1,7	0,3	1,0	0,3	0,0	0,4	4,4	2,1	16,7
La Réunion	0,0	8,7	12,6	3,3	2,1	0,2	6,0	1,2	2,9	2,2	39,3
Régions d'outre-mer	**0,7**	**24,9**	**17,5**	**3,9**	**4,5**	**1,2**	**8,1**	**2,3**	**12,1**	**5,9**	**81,1**
Total	**133,8**	**545,9**	**385,9**	**122,7**	**314,4**	**67,8**	**290,3**	**58,2**	**99,8**	**41,1**	**2059,9**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des effectifs par région selon le type de collectivité, au 31 décembre 2024

(en %)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2000 habitants	de 2000 à 39999 habitants	au moins 40000 habitants								
Auvergne-Rhône-Alpes	9,1%	27,8%	14,6%	5,9%	18,1%	3,5%	12,8%	3,2%	3,8%	1,2%	100,0%
Bourgogne-Franche-Comté	12,2%	20,7%	8,6%	3,2%	19,7%	4,8%	19,5%	3,0%	6,1%	2,2%	100,0%
Bretagne	6,3%	27,4%	8,6%	13,7%	19,2%	2,3%	14,0%	2,4%	4,4%	1,7%	100,0%
Centre-Val de Loire	11,1%	28,0%	10,6%	3,2%	16,8%	3,8%	17,2%	3,1%	5,0%	1,0%	100,0%
Corse	10,0%	15,6%	17,6%	1,4%	13,2%	4,3%	0,0%	4,7%	32,1%	1,1%	100,0%
Grand Est	9,4%	22,2%	9,8%	3,0%	23,7%	4,1%	17,0%	3,1%	5,6%	2,0%	100,0%
Hauts-de-France	7,3%	31,1%	12,4%	4,4%	14,5%	4,3%	16,1%	3,5%	5,5%	0,8%	100,0%
Ile-de-France	1,2%	29,9%	40,4%	3,5%	5,7%	1,4%	10,3%	1,5%	3,0%	3,1%	100,0%
Normandie	8,9%	26,5%	10,0%	6,6%	18,8%	4,2%	15,9%	2,7%	5,2%	1,2%	100,0%
Nouvelle-Aquitaine	9,6%	22,4%	9,6%	9,9%	17,8%	5,6%	15,0%	3,1%	4,6%	2,3%	100,0%
Occitanie	8,3%	22,1%	13,6%	7,8%	18,5%	4,5%	17,1%	2,6%	4,0%	1,6%	100,0%
Pays de la Loire	5,1%	27,1%	15,0%	9,7%	19,3%	2,3%	14,1%	2,7%	3,8%	0,9%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,2%	26,1%	27,2%	4,6%	14,6%	1,8%	13,6%	4,3%	3,5%	1,1%	100,0%
France métropolitaine	**6,7%**	**26,3%**	**18,6%**	**6,0%**	**15,7%**	**3,4%**	**14,3%**	**2,8%**	**4,4%**	**1,8%**	**100,0%**
Guadeloupe	1,1%	49,0%	7,3%	1,3%	6,1%	3,8%	13,9%	3,0%	9,1%	5,3%	100,0%
Guyane	1,4%	27,6%	20,0%	1,3%	4,3%	0,2%	0,0%	3,5%	34,4%	7,2%	100,0%
Martinique	2,2%	36,4%	10,3%	1,9%	6,1%	2,0%	0,0%	2,2%	26,2%	12,6%	100,0%
La Réunion	0,0%	22,1%	32,1%	8,4%	5,5%	0,6%	15,2%	2,9%	7,4%	5,7%	100,0%
Régions d'outre-mer	**0,8%**	**30,7%**	**21,5%**	**4,9%**	**5,6%**	**1,5%**	**10,0%**	**2,9%**	**14,9%**	**7,3%**	**100,0%**
Total	**6,5%**	**26,5%**	**18,7%**	**6,0%**	**15,3%**	**3,3%**	**14,1%**	**2,8%**	**4,8%**	**2,0%**	**100,0%**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

TABLEAU 11 - LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre				Évolutions	
	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024	Évolution 2022-2023	Évolution 2023-2024
Fonction publique territoriale	**2015,9**	**2034,0**	**2053,8**	**2059,9**	**+0,9%**	**+0,3%**
Fonctionnaires	1434,1	1424,4	1424,4	1420,0	-0,7%	-0,3%
Contractuels	493,2	523,1	542,8	556,0	+6,1%	+2,4%
Autres[(a)]	63,9	62,7	62,9	62,7	-1,8%	-0,3%
Bénéficiaires de contrats aidés	24,6	23,6	23,7	21,2	-3,9%	-10,7%
Fonction publique de l'État	**2261,8**	**2285,3**	**2280,5**	**2298,5**	**+1,0%**	**+0,8%**
Fonctionnaires	1515,2	1505,9	1506,0	1504,2	-0,6%	-0,1%
Contractuels	571,5	603,8	599,6	619,5	+5,7%	+3,3%
Autres[(b)]	171,5	171,9	171,1	171,4	+0,2%	+0,2%
Bénéficiaires de contrats aidés	3,6	3,7	3,7	3,4	+3,2%	-6,8%
Fonction publique hospitalière	**1225,3**	**1249,0**	**1254,6**	**1260,1**	**+1,9%**	**+0,4%**
Fonctionnaires	811,9	827,8	827,9	828,0	+2,0%	+0,0%
Contractuels	266,9	269,8	275,2	277,3	+1,1%	+0,8%
Autres[(c)]	144,7	149,9	150,0	153,4	+3,6%	+2,3%
Bénéficiaires de contrats aidés	1,9	1,5	1,6	1,4	-20,3%	-11,2%
Ensemble trois fonctions publiques	**5503,0**	**5568,3**	**5588,8**	**5618,5**	**+1,2%**	**+0,5%**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.

(b) Enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, ouvriers d'État et apprentis.

(c) Principalement des praticiens hospitaliers.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Profil des emplois permanents[(a)] dans les trois versants de la fonction publique

(parts en % ; âge moyen en années)

	2022	2023 (chainage 2023)	2023 (chainage 2024)	2024
Fonction publique territoriale				
Part des agents de catégorie A	12,9%	13,2%	13,1%	13,5%
Part des agents de catégorie B	15,2%	15,2%	15,3%	15,6%
Part des agents de catégorie C	70,2%	69,9%	69,6%	69,0%
Part des agents de catégorie indéterminée	1,7%	1,6%	2,0%	1,9%
Part des femmes	61,0%	61,1%	61,1%	61,0%
Part des temps partiels[(b)]	21,8%	21,4%	19,8%	19,5%
Âge moyen	45,7	45,8	45,7	45,8
Fonction publique de l'État				
Part des agents de catégorie A	58,5%	58,2%	58,4%	58,3%
Part des agents de catégorie B	21,2%	21,0%	20,7%	21,6%
Part des agents de catégorie C	17,3%	17,7%	17,8%	16,4%
Part des agents de catégorie indéterminée	2,9%	3,2%	3,2%	3,7%
Part des femmes	62,9%	63,1%	63,2%	63,3%
Part des temps partiels[(b)]	16,4%	16,5%	15,7%	15,8%
Âge moyen	44,2	44,3	44,4	44,6
Fonction publique hospitalière				
Part des agents de catégorie A	37,4%	38,5%	38,5%	40,0%
Part des agents de catégorie B	33,9%	33,2%	33,1%	32,2%
Part des agents de catégorie C	28,6%	28,3%	28,3%	27,7%
Part des agents de catégorie indéterminée	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Part des femmes	81,0%	81,0%	81,0%	81,1%
Part des temps partiels[(b)]	17,8%	17,7%	15,1%	15,1%
Âge moyen	42,4	42,5	42,5	42,7

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Inclut les temps non complets et incomplets.

Source : SIASP, INSEE. Traitement DGCL-DESL.

Champ : Fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

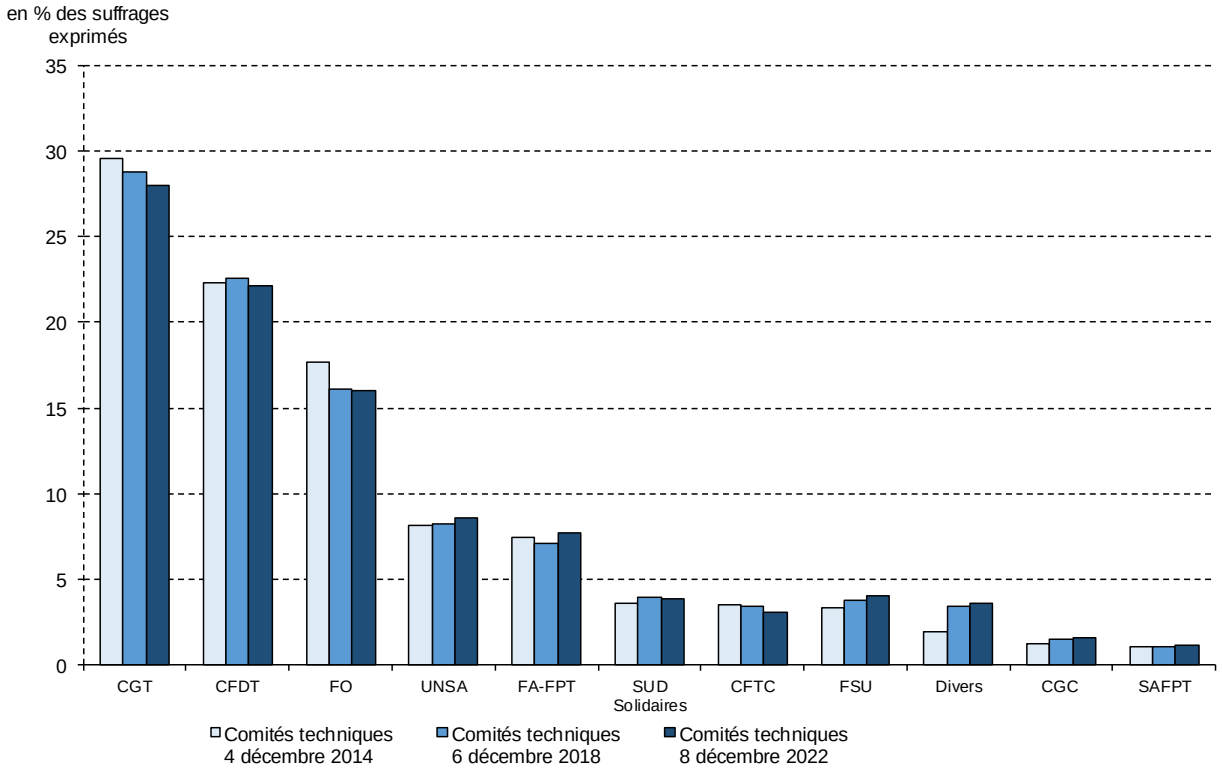
TABLEAU 12 - LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

	Comités techniques 4 décembre 2014		Comités techniques 6 décembre 2018		Comités techniques 8 décembre 2022	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits	1 892 961	100,0	1 846 275	100,0	1 866 942	100,0
Votants	1 039 382	54,9	955 617	51,8	851 274	45,6
Suffrages exprimés[a]	988 630	95,1	897 714	93,9	807 166	94,8
dont[b] CFDT	220 777	22,3	202 618	22,6	179 000	22,2
CFTC	34 787	3,5	31 032	3,5	25 087	3,1
CGC	12 689	1,3	13 457	1,5	12 618	1,6
CGT	291 964	29,5	258 119	28,8	226 177	28,0
FA-FPT	73 858	7,5	64 008	7,1	62 296	7,7
FO	175 129	17,7	144 393	16,1	129 263	16,0
FSU	32 788	3,3	34 043	3,8	32 868	4,1
SAFPT	11 040	1,1	9 934	1,1	9 549	1,2
SUD Solidaires	35 697	3,6	35 586	4,0	31 312	3,9
UNSA	80 723	8,2	74 005	8,2	69 574	8,6
Divers	19 178	1,9	30 519	3,4	29 422	3,6

(a) En % des votants.
(b) En % des suffrages exprimés.
Source : DGCL.

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale



Source : DGCL.

ANNEXE 12

Synthèse du rapport public annuel 2025 du conseil national d'évaluation des normes (CNEN)

MATHILDE TREVISIOL, ALEXANDRE BARBIER, MARIAM DE VIVIE DE REGIE, CECILE DUFLOS-DUMAINE, CHRISTINE DROZD, ADRIEN LE BIDEAU (DGCL)

A. *Composition et rôle du CNEN*

Depuis sa création[40], le Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) constitue une instance de dialogue privilégiée entre l'État et les collectivités territoriales, dont l'objectif est de garantir le respect des principes, outre celui de libre administration consacré par l'article 72 de la Constitution, d'adaptabilité, de subsidiarité et de proportionnalité des normes applicables aux collectivités territoriales.

Le CNEN est composé de 36 membres titulaires, dont 23 représentants des collectivités territoriales, 4 représentants du Parlement et 9 représentants de l'État. Le Président et les trois vice-présidents sont élus par les membres siégeant au titre d'un mandat local et parmi ces derniers.

Aux termes de l'article L. 1212-2 du CGCT, le CNEN est compétent pour évaluer les impacts techniques et financiers pour les collectivités territoriales des projets de texte créant ou modifiant des normes applicables aux collectivités territoriales, qu'elles soient législatives ou règlementaires, soit le « flux » de production normative. Il peut également être saisi, ou s'autosaisir, des normes règlementaires actuellement en vigueur, le « stock », afin de formuler des propositions de simplification du droit applicable aux collectivités territoriales.

Au titre du flux, le CNEN :

- est saisi par le Gouvernement des projets de loi et de textes règlementaires créant ou modifiant des normes applicables aux collectivités territoriales ;
- peut être saisi :
  - par le Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne ;
  - par les présidents des assemblées parlementaires des propositions de loi, sauf opposition de leur auteur et,
  - par la Commission d'évaluation des projets de règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs (CERFRES) desdits projets ;
- peut se saisir de toute norme technique résultant des activités de normalisation ou de certification.

B. ***Bilan d'activité 2025***

1. *Typologie des projets de texte examinés*

En 2025, *16 séances* du CNEN ont été organisées (dont trois séances complémentaires dites *ad hoc*) contre 19 séances en 2024.

[40] Le CNEN a été créé par la loi n° 2013-921 du 17 octobre 2013, il succède à la Commission consultative d'évaluation des normes (CCEN) créée par la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et initialement rattachée au Comité des finances locales (CFL).

Dans ce cadre, le CNEN a examiné au total *209 projets de texte*[41], soit une baisse de 6,2 % par rapport à l'année 2024 (223 textes en 2024).

Parmi les 209 projets de texte soumis au CNEN, ont été examinés :

- 10 projets de loi ;
- 3 projets d'ordonnance ;
- 134 projets de décret ;
- 62 projets d'arrêté.

A noter que parmi les projets de texte examinés par les membres du CNEN, 28 ont fait l'objet d'une *décision **de report d'examen*** (contre 18 en 2024) principalement en raison de demandes d'approfondissement de la concertation avec les associations nationales représentatives des élus locaux en amont de l'examen.

2. *Modalités de saisine*

➢ *Les saisines en procédure ordinaire : 197 projets de texte*

En 2025, le CNEN a examiné 197 projets de texte en procédure ordinaire, dans le délai de six semaines à compter de la transmission du projet conformément au VI de l'article L. 1212-2 du CGCT. Cela représente 94 % des saisines.

➢ *Les saisines en procédure exceptionnelle : 13 projets de texte*

Durant l'année 2025, les saisines en procédure exceptionnelle "d'urgence" et "d'extrême urgence" ont été utilisées à 13 reprises (soit 13 textes) dans le cadre des prérogatives du Premier ministre, sur le fondement de l'article L. 1212-2 du CGCT, soit une diminution de plus de la moitié par rapport à l'année 2024 (30 en 2024).

Les projets faisant l'objet d'une procédure exceptionnelle représentent 6 % de l'ensemble des projets de texte examinés en 2025.

❖ *Les saisines en urgence : 8 projets de texte*

Dans le cadre de cette procédure, le délai d'examen du Conseil est réduit à deux semaines. Le Président du CNEN ne peut pas décider de la reconduction du délai d'examen (report). En cas d'avis défavorable lors de la saisine initiale, l'obligation d'une seconde délibération est maintenue.

❖ *Les saisines en extrême urgence : 5 projets*

Le délai d'examen du Conseil est réduit à 72 heures et le président ne peut décider de sa reconduction (report). Dans le cadre de cette procédure, le conseil n'examine pas le texte une seconde fois si son premier avis a été défavorable.

À noter, aucun projet de texte n'a fait l'objet d'un avis favorable tacite du fait de l'absence de tenue d'une séance à la suite d'une saisine en extrême urgence contre deux en 2024. En effet, en vertu du VI de l'article L. 1212-2 du CGCT, si le CNEN ne se prononce pas dans les délais qui lui sont impartis, l'avis rendu est tacitement favorable.

3. *Bilan des impacts financiers des normes nouvelles pour les collectivités territoriales*

Les travaux du CNEN permettent d'identifier les impacts financiers (coûts, gains) générés par les projets de texte soumis. En ce sens, ils contribuent à instaurer davantage de transparence et d'objectivation des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales et permettent

[41] Textes examinés en séance du CNEN. Aucun avis tacite en 2025.

de mettre en perspective la réalité des coûts qui pèsent sur les budgets locaux.

Comme en 2024, les membres élus du CNEN ont soulevé, lors de l'examen des textes, la qualité variable de l'évaluation des impacts financiers par les ministères prescripteurs, parfois non renseignée ou contradictoire dans les fiches et études d'impact transmises au CNEN.

Ainsi, selon les fiches et études d'impact transmises par les ministères prescripteurs, les projets de texte examinés en 2025 par le CNEN généreront, la première année pleine de leur mise en œuvre, pour les collectivités et leurs établissements publics :

- *980 **millions d'euros de coûts bruts*** (dépenses nouvelles supplémentaires) ;
- *724 **millions d'euros de gains** bruts* (économies et recettes).

Tableau 1 : Les projets de texte examinés par le CNEN (2015-2025)

CNEN	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de séances	21	19	17	17	23	15	16	21	18	19	16
Nombre de textes	398	544	355	264	287	258	287	325	235	223	209
Coût en M€	556	6 860	1 035	369	1502	1323	1170	3921	3266	3293	980
Économies en M€	620	1 400	851	204	356	1242	447	1472	1666	2728	724
Recettes en M€	912	13	0	2	356	0	0	0	0	0	0

Source : DGCL.

Tableau 2 : Répartition des textes par politiques publiques (2025)

Politique publique	**Nombre de projets de texte**	**Part de la politique publique parmi l'ensemble des projets de texte**
Santé et solidarité	36	17,22 %
Environnement, développement et mobilités durables	28	13,40 %
Fonction publique et transformation	27	12,92 %
Économie et finances publiques	25	11,96 %
Aménagement du territoire et logement	22	10,53 %
Gouvernance et gestion des institutions locales	12	5,74 %
Numérique	10	4,78 %
Ordre public	10	4,78 %
Travail, emploi et formation	10	4,78 %
Outre-mer	7	3,35 %
Justice	6	2,87 %
Infrastructures de transport	4	1,91 %
Politique de la ville	3	1,44 %
Agriculture et alimentation	3	1,44 %
Culture	3	1,44 %
Sports	2	0,96 %
Services de transport	1	0,48 %
Total général	**209**	**100,0%**

Source : DGCL.

a. Répartition des coûts bruts[42] des normes par politique publique

En 2025, les 981 millions d'euros de coûts bruts recensés au total, la première année pleine de mise en œuvre des textes examinés, sont essentiellement générés par les projets de réglementation émanant des politiques publiques suivantes :

- *Environnement, développement et mobilités durables :* 28 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé ***à 454 millions d'euros en année pleine, soit 46 % du*** *total des coûts recensés*. 113 millions d'euros de coûts bruts en N+1 sont liés au seul projet de décret relatif à la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (qui génère également 137 millions d'euros d'économies selon la fiche d'impact soit un impact net positif pour les collectivités territoriales).

  Par ailleurs, 27,7 millions de coûts supplémentaires sont induits par un ensemble de textes liés à la qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture[43].

- *Santé et solidarité* : 36 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé à *403 millions* ***d'euros en année pleine, soit 41 % du*** *total des coûts recensés*. 203 millions d'euros de coûts bruts en N+1 sont liés au seul projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active. En outre, s'ajoutent à ce montant, 130 millions induits par le décret portant généralisation des déclarations pré-remplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active et de la prime d'activité dont la fiche d'impact prévoit également qu'il génère 301 millions d'euros d'économies soit un impact net de cette mesure de - 171 millions d'euros pour les collectivités territoriales.

- *Numérique* : 10 projets de texte

  Ces projets de texte ont généré un coût estimé à *97 millions d'euros en année pleine*, *soit 10 % du total des coûts recensés*. 93 millions sont générés par le seul projet de décret relatif aux données et informations de circulation et de sécurité routières visées à l'article L. 1513-2 du code des transports pour l'application des règlements (UE) 2022/670, (UE) 886/2013 et (UE) 885/2013 et aux articles D. 1514-1, D. 1514-2 et D. 1514-3 du code des transports.

[42] Coûts bruts : dépenses supplémentaires engendrées par le projet à la charge des collectivités locales, sans prise en compte des éventuelles économies générées par cette même norme.

[43] Décret fixant les modalités de contrôle et d'étiquetage des critères de qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture, décret fixant les critères de qualité agronomique et d'innocuité des matières fertilisantes et des supports de culture, arrêté fixant les valeurs et modalités d'appréciation des critères d'innocuité et de sortie de statut de déchet des matières fertilisantes et supports de culture et arrêté fixant les apports maximaux admissibles en éléments traces métalliques et en composés traces organiques lors de l'utilisation des matières fertilisantes

Tableau 3 : répartition des coûts bruts des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	Coût des normes en n+1 généré par les textes
Environnement, développement et mobilités durables	454 987 826 €
Santé et solidarité	403 314 459 €
Numérique	97 050 000 €
Fonction publique et transformation	17 600 000 €
Travail, emploi et formation	4 323 000 €
Justice	1 400 000 €
Aménagement du territoire et logement	1 176 000 €
Outre-mer	462 000 €
Gouvernance et gestion des institutions locales	421 044 €
Ordre public	100 000 €
Infrastructures de transport	2 262 €
Total général	**980 836 591 €**

Source : DGCL

b. Répartition des gains (économies et recettes[44])

Les économies ou recettes générées par les projets de texte présentés en 2025, par rapport au coût de la réglementation en vigueur, ont été évaluées à 724 millions d'euros la première année pleine de leur mise en œuvre.

Ces économies sont essentiellement induites par les projets de réglementation émanant des politiques publiques suivantes :

- *Santé et solidarité* : 36 projets de texte

  Ces textes ont généré un montant total de ***337 millions d'euros***, soit 47 % des économies ou recettes recensées en N+1. 301 millions d'euros émane du seul projet de décret portant généralisation des déclarations pré-remplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active et de la prime d'activité (voir *supra*). S'ajoutent à cette évaluation, 30 millions d'euros d'économies générées par le projet d'arrêté relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines mentionnées à l'article D. 1332-1 du code de la santé publique.

- *Environnement, développement et mobilité durables* : 28 projets de texte

  Ces textes ont induit un montant total évalué à ***257 millions d'euros***, soit 36 % des économies ou recettes recensées en N+1. 137 millions sont induits par le seul projet de décret relatif à la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (voir *supra*). S'ajoutent à ce montant 70 millions au titre de l'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'emballages servant à commercialiser des produits consommés ou utilisés par des professionnels.

- *Économie et finances publiques* : 25 projets de texte

  Le projet de décret portant modalités de répartition de l'affectation de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance prévue au II de l'article L. 425-20 du code des impositions sur les biens et services a généré la totalité des *90 millions d'euros de recettes* de cette thématique (soit 12% du total des économies ou recettes recensées).

44 Comprend les compensations dues par l'Etat.

Tableau 4 : Gain brut des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	Économies et recettes en N+1 générées par les textes
Santé et solidarité	337 190 000 €
Environnement, développement et mobilité durables	257 340 223 €
Économie et finances publiques	90 000 000 €
Justice	17 250 000 €
Ordre public	8 300 000 €
Travail, emploi et formation	7 000 000 €
Numérique	5 800 000 €
Outre-mer	1 000 000 €
Aménagement du territoire et logement	463 000 €
Infrastructures de transport	8 436 €
Total général	**724 351 659 €**

Source : DGCL

c. Répartition des impacts nets par politique publique

En considérant ***l'impact net***, les projets de texte présentés devant le CNEN en 2025 génèreront l'année pleine suivant la mise en œuvre du texte un coût de ***256 millions d'euros*** à la charge des collectivités locales. De fortes disparités sont à noter parmi les politiques publiques à titre d'exemple :

- les projets de texte pris dans le domaine de l'économie et des finances publiques devraient engendrer un impact net de – 90 millions d'euros en N+1 soit une économie ou recette nouvelle ;

- les projets de texte pris dans le domaine de l'environnement, du développement et des mobilités durables induisent un impact net de 197 millions d'euros en N+1, soit des dépenses supplémentaires pour les collectivités territoriales.

Tableau 5: Impact net des normes présentées devant le CNEN en 2025 par politique publique

Politique publique	**Impacts nets à la charge des collectivités territoriales pour 2026**
Environnement, développement et mobilités durables	197 647 603 €
Numérique	91 250 000 €
Santé et solidarité	66 124 459 €
Fonction publique et transformation	17 600 000 €
Aménagement du territoire et logement	713 000 €
Gouvernance et gestion des institutions locales	421 044 €
Agriculture et alimentation	0 €
Sport	0 €
Culture	0 €
Politique de la ville	0 €
Services de transport	0 €
Infrastructures de transport	-6 175 €
Outre-mer	-538 000 €
Travail, emploi et formation	-2 677 000 €
Ordre public	-8 200 000 €
Justice	-15 850 000 €
Économie et finances publiques	-90 000 000 €
Total	**256 484 931 €**

Source : DGCL.

ANNEXE 13

Les ratios financiers autour du renouvellement du patrimoine du bloc communal

CLEMENCE BIZAU (OFGL)

A. Démarche

Les ratios présentés dans cette annexe visent à décrire de manière théorique mais homogène le patrimoine non financier des communes et des groupements à fiscalité propre, et à évaluer la soutenabilité financière de leur renouvellement. Ils s'appuient sur un stock d'actifs réévalué grâce à une méthode inédite, reposant sur l'exclusion des immobilisations entièrement amorties et la réévaluation à prix actuel des immobilisations restantes. Ces stocks d'actifs ont été calculés sur un échantillon de 34 848 communes et de 859 groupements à fiscalité propre, à partir des mouvements comptables inscrits dans leurs comptes de gestion depuis 2012. Un amortissement annuel théorique, assimilé à l'usure annuelle des actifs, est simulé à partir de ce stock d'actifs et des durées d'amortissement choisies pour chaque type d'équipement (de 5 ans pour le matériel informatique à 30 ans pour les réseaux).

Cette méthode permet donc d'estimer un patrimoine réévalué comparable entre collectivités, qui conserve les différences structurelles liées à la diversité des investissements entrepris (bâtiments, routes, matériels…) et à leur évolution dans le temps. Elle permet ensuite, à l'aide de ratios spécifiques, d'apprécier la capacité des collectivités à entretenir et renouveler leur patrimoine au regard de leurs ressources propres. Les résultats ne se substituent pas aux analyses patrimoniales plus fines pouvant être conduites localement.

B. Définitions

***Ratio 1 = Actif brut par habitant = Stock d'actifs bruts** / population (en euros par habitant)*

Volume d'actifs total détenu par la collectivité au 31/12 comparativement à sa population.

***Ratio 2 = Actif net par habitant = Stock d'actifs nets / population** (en euros par habitant)*

Valeur économique réelle des actifs détenus par la collectivité au 31/12 comparativement à sa population.

***Ratio 3 = Taux d'actif brut = Stock d'actifs bruts / RRF** (en %)*

Volume d'actifs total détenu par la collectivité au 31/12 comparativement à ses recettes réelles de fonctionnement sur l'année.

***Ratio 4 = Taux d'actif net = Stock d'actifs nets / RRF** (en %)*

Valeur économique réelle des actifs détenus par la collectivité au 31/12 comparativement à ses recettes de fonctionnement sur l'année.

***Ratio 5 = Taux de vétusté = (Stock d'actifs bruts - Stock d'actifs nets) / Stock d'actifs bruts** (en %)*

Part totale de l'actif brut qui est amortie au 31/12, soit le degré d'usure théorique du patrimoine de la collectivité. Plus les équipements sont anciens, plus le taux de vétusté est élevé. Ce ratio traduit un besoin potentiel de renouvellement à moyen terme.

***Ratio 6 = Durée de vie moyenne (DVM) des actifs = Stock d'actifs bruts / Dotation annuelle** aux amortissements (en années)*

Nombre d'années qu'il faut à la collectivité, au 31/12, pour que l'entièreté de son patrimoine s'use. Plus la part relative des actifs de longue durée de vie (voirie, bâtiments) dans le stock est élevée, plus ce ratio est élevé. La dotation annuelle aux amortissements correspond à l'usure théorique annuelle des biens et se calcule faisant la somme du rapport, pour chaque compte, entre l'actif brut et la durée d'amortissement.

***Ratio 7 = Délai de renouvellement patrimonial (DRP) = Stock d'actifs bruts / Epargne brute** (en années)*

Nombre d'années qu'il faut à la collectivité, au 31/12, pour renouveler son actif si elle y consacre toute son épargne brute (recettes - dépenses de fonctionnement). L'épargne considérée est l'épargne brute moyenne sur les trois dernières années. Si ce ratio est inférieur à la durée de vie moyenne des actifs, cela signifie que le patrimoine s'use plus vite que le délai théorique de renouvellement si les collectivités y consacraient l'entièreté de leur épargne.

Ratio 8 = Epargne sur amortissement = Epargne brute / Dotation annuelle aux amortissements (en %)

Couverture de l'usure annuelle par l'autofinancement (moyenne sur 3 ans de l'épargne brute) au 31/12. Le plus souvent, l'autofinancement ne permet pas, à lui seul, d'assurer le renouvellement du patrimoine dans des conditions soutenables : le financement repose sur un équilibre entre épargne, subventions reçues et recours à l'emprunt.

Ratio 9 = Subventions reçues sur amortissement = (Subventions et participations reçues + FCTVA) / Dotation annuelle aux amortissements (en %)

Couverture de l'usure annuelle par les dotations (y compris FCTVA) et subventions reçues au 31/12. Les ressources considérées sont le niveau moyen des dotations et subventions reçues sur les six dernières années. La somme de ce ratio et du ratio de l'épargne sur amortissement est naturellement supérieure à 100% puisque les ressources propres sont amenées à financer, en plus de l'usure annuelle, les remboursements de la dette et les équipements en cours ou totalement nouveaux.

***Ratio 10 = Dette sur actif brut = Encours de dette / Stock d'**actifs bruts (en %)*

Dimensionnement de la dette par rapport au stock d'actifs au 31/12. Ce ratio traduit un recours plus ou moins fréquent à l'emprunt pour financer les équipements.

C. Ratios des communes, par strate de population en 2025

	Ratio 1 Actif brut/h	Ratio 2 Actif net/h	Ratio 3 Tx Actif br.	Ratio 4 Tx Actif net	Ratio 5 Tx vétusté	Ratio 6 DVM	Ratio 7 DRP	Ratio 8 Epb / amort.	Ratio 9 Subv / amort.	Ratio 10 Dette / actif
Moins de 100 hab.	17 813	9 331	1165	611	47,6	26,3	41,7	63,1	51,8	3,7
De 100 à moins de 200 hab.	11 958	6 322	1086	574	47,1	26,1	43,1	60,4	50,3	4,8
De 200 à moins de 500 hab.	8 969	4 783	964	514	46,7	25,5	44,0	58,0	48,7	5,8
De 500 à moins de 2 000 hab.	7 821	4 248	819	445	45,7	25,2	41,6	60,5	51,6	7,3
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	7 824	4 312	723	398	44,9	24,8	39,5	62,7	49,3	8,4
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	7 873	4 350	639	353	44,7	24,8	36,4	68,3	47,5	9,1
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	7 386	4 131	553	309	44,1	24,6	35,0	70,3	48,9	10,4
De 10 000 à moins de 20 00 hab.	7 113	3 961	484	270	44,3	24,3	34,6	70,1	47,8	11,4
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	6 950	3 900	435	244	43,9	23,6	34,2	69,0	45,6	14,4

De 50 000 à moins de 100 000 hab.	7 086	4 017	405	229	43,3	23,7	30,5	77,6	49,1	19,1
100 000 hab. et plus hors Paris	5 626	3 258	360	209	42,1	23,7	27,8	85,4	32,2	20,4
France entière hors Paris	**7 339**	**4 077**	**545**	**303**	**44,5**	**24,4**	**35,5**	**68,8**	**47,1**	**11,6**

Les ratios 1 et 2 sont exprimés en euros par habitant, les ratios 3 à 5 et 8 à 10 en pourcentages, les ratios 6 et 7 en années.
Sources : Traitements OFGL, estimations à partir des balances comptables des communes 2012-2025 DGFiP, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2025 – année de référence 2022). Echantillon de 34 848 communes.

D. Ratios des groupements à fiscalité propre, par strate de population en 2025

	Ratio 1 Actif brut/h	**Ratio 2 Actif net/h**	**Ratio 3 Tx Actif br.**	**Ratio 4 Tx Actif net**	**Ratio 5 Tx vétusté**	**Ratio 6 DVM**	**Ratio 7 DRP**	**Ratio 8 Epb / amort.**	**Ratio 9 Subv / amort.**	**Ratio 10 Dette / actif**
Moins de 15 000 hab.	2 255	1 407	379	237	37,6	23,7	25,2	94,2	66,0	10,8
De 15 000 hab. à moins de 30 000 hab.	1 633	1 047	329	211	35,9	23,7	20,3	117,0	59,5	13,1
De 30 000 hab. à moins de 50 000 hab.	1 548	1 006	300	195	35,0	23,3	19,1	121,7	57,6	14,0
De 50 000 hab. à moins de 100 000 hab.	1 614	1 031	288	184	36,1	21,5	17,9	119,8	54,6	18,1
De 100 000 hab. à moins de 300 000 hab.	2 059	1 362	322	213	33,8	22,0	17,3	127,1	58,5	25,8
300 000 hab. et plus	3 839	2 678	513	358	30,3	23,3	24,5	95,3	55,3	26,5
France entière	**2 302**	**1 540**	**373**	**249**	**33,1**	**22,8**	**20,5**	**111,2**	**57,1**	**22,4**

Les ratios 1 et 2 sont exprimés en euros par habitant, les ratios 3 à 5 et 8 à 10 en pourcentages, les ratios 6 et 7 en années.
Sources : Traitements OFGL, estimations à partir des balances comptables des groupements à fiscalité propre 2012-2025 DGFiP, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2025 – année de référence 2022). Echantillon de 859 groupements à fiscalité propre.

Pour aller plus loin, consultez les estimations par collectivité

Les montants individuels d'actif réévalué ainsi que les principaux ratios d'analyse, pour les collectivités de l'échantillon, sont disponibles dans deux bases de données accessibles sur **data.ofgl.fr** :

- Actif réévalué des communes 2025
- Actif réévalué des groupements à fiscalité propre 2025.

Une analyse d'ensemble est disponible dans le *Cap sur* les enjeux du renouvellement patrimonial des communes et intercommunalités, n°31, avril 2026, disponible sur https://www.collectivites-locales.gouv.fr/.

Méthode

L'analyse repose sur les entrées et sorties comptables d'actifs inscrites dans budgets principaux des balances comptables des communes et des groupements à fiscalité propre publiées par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) depuis 2012. Les actifs considérés sont l'ensemble des immobilisations corporelles (21) à l'exception des terrains (comptes 211 et 2171), ainsi que, pour les immobilisations incorporelles, les concessions et droits similaires, brevets, licences, etc. (compte 205) et les autres immobilisations incorporelles (compte 208).

Les ratios ont été calculés sur un échantillon de 34 848 communes : sont exclues la ville de Paris et les communes ayant connu une défusion entre 2012 et 2025.
Pour les groupements à fiscalité propre, les ratios ont été calculés sur un échantillon de 859 groupements. Sont exclus la Métropole de Lyon, Montpellier Méditerranée Métropole et les groupements issus de fusions « complexes » intervenues depuis 2012 dès lors que la variation de leur population consécutive à ces fusions excède 5 % (les groupements issus de fusions simples de plusieurs intercommunalités sont conservées).

Le détail des traitements effectués pour l'estimation des actifs est disponible en pièce jointe dans l'onglet « informations » des jeux de données sur data.ofgl.fr.